MAIRIE DE PARIS

Bulletin
Municipal
Officiel

DÉBATS DU CONSEIL DE PARIS

Séance des mardi 12 et mercredi 13 novembre 2013

CONSEIL MUNICIPAL



N° 11 Vendredi 13 décembre 2013

Table des matières

Ouverture de la séance. 3

Action de solidarité envers le peuple philippin. 3

Adoption de comptes rendus. 3

2013 DF 107 et 2013 DF 31-G : Communication sur le débat d'orientations budgétaires 2014. 4

2013 SG 196 - Rapport de développement durable pour l'exercice 2013. 29

2013 DPA 50 - Approbation du principe d'adhésion à un service d'effacement diffus dans les bâtiments de la Ville de Paris. 37

Vœu déposé par l'Exécutif. 37

2013 DEVE 182 - Attribution de la dénomination square Michel Caldaguès au square situé 2, place du Louvre (1er). 39

2013 DEVE 179 - Convention visant à autoriser à titre temporaire l'occupation d'un terrain situé dans le square Carlo Sarrabezolles (15e) avec l'association "Espaces". ... 40

2013 DEVE 180 - Avenant n° 1 au marché de travaux lot n° 2 d'aménagement d'une promenade sur la petite ceinture entre la place Balard et la rue Olivier de Serres (15e). 42

2013 DEVE 177 - Attribution de la dénomination pelouse Billie Holiday à la pelouse B de l'hippodrome d'Auteuil dans le bois de Boulogne (16e). 46

Vœu déposé par M. ALPHAND et Mme DREYFUSS relatif à l'attribution du nom d'Alain Mimoun. 46

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la dénomination "Louis Lecoin" d'un jardin. 48

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la dénomination "May Picqueray" d'un jardin. 49

Action de solidarité envers le peuple philippin (Suite). . 49

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au nettoyage du canal Saint-Martin. 50

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au nettoyage du canal Saint-Martin. 50

2013 DPE 99 - Subvention (20.000 euros) et convention avec l'association "Coup de Main" pour le soutien de l'activité d'une recyclerie (20e). 51

2013 DPE 84 - Convention de financement avec la Région Ile-de-France pour l'opération de compostage collectif. 52

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la publication du baromètre de l'espace public. 53

2013 DPE 71 - DLH 190 - Signature d'une charte de gestion de l'eau dans l'habitat privé entre la Ville de Paris, Eau de Paris et les acteurs de l'habitat privé. 55

Vœu déposé par l'Exécutif. 55

2013 DVD 187 - Convention de partenariat avec le Département de Seine-Saint-Denis pour une étude technique relative au transport de déchets et matériaux de construction sur les canaux de l'Ourcq et Saint-Denis. 59

Dépôt de questions d'actualité. 61

Suspension et reprise de la séance. 61

I - Question d'actualité posée par le groupe E.E.L.V.A. à M. le Maire de Paris relative au maintien des activités hospitalières à l'Hôtel-Dieu. 61

II - Question d'actualité posée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche à M. le Maire de Paris relative à la redéfinition des quartiers "politique de la ville". 65

III - Question d'actualité posée par le groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative au principe de sincérité budgétaire. 66

IV- Question d'actualité du groupe "Union des Démocrates et Indépendants" sur l'Observatoire parisien de la laïcité. 69

V - Question d'actualité posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris relative à la signature de la convention entre la société "Ecomouv" et la Ville de Paris. 72

VI - Question d'actualité posée par M. Jean-François MARTINS à M. le Maire de Paris relative aux conséquences du "Choc de simplification" sur la collectivité parisienne. 75

Suspension et reprise de la séance. 77

2013 DPE 99 Subvention (20.000 euros) et convention avec l'association Coup de Main pour le soutien de l'activité d'une recyclerie (20e). (Suite). 78

Suspension et reprise de la séance. 78

2013 DPP 54 - Subvention (3.577.804,86 euros) avec avenant à la convention avec Paris Habitat OPH dans le cadre de la surveillance de logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain". 78

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'augmentation de la subvention du GPIS. 78

2013 PP 77 - Approbation des modalités d'attribution et autorisation de signer un marché de ramassage, dépôt et accueil à la fourrière des animaux vivants (errants et/ou dangereux) ou morts. 81

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la sécurité des distributions de repas sur la voie publique. 83

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la vidéoprotection dans le 17e. 85

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au renforcement de la sécurité nocturne au square du Temple. 87

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la falsification des cartes de stationnement GIC/GIG. 89

2013 DPVI 151 - Approbation du projet Presage n° 31294 en direction des personnes âgées en foyers de travailleurs migrants faisant l'objet d'une convention par le Fonds Européen d'Intégration et d'un accord de partenariat. 92

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à une refonte du CESEDA. 93

Vœu déposé par l'Exécutif. 93

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif aux expulsions locatives. 95

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la Cantine des Pyrénées 96

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à des structures d'hébergement pour Roms dans l'Ouest. 97

2013 CAS 5 - Revalorisation des plafonds d'attribution d'aides sociales facultatives conditionnées au montant d'imposition et revalorisation du montant des aides au logement du règlement municipal. 99

Suspension et reprise de la séance. 105

2013 DASCO 152 - Transformation des lycées municipaux en établissements publics locaux d'enseignement et conclusion, avec la Région Ile-de-France, d'un protocole d'accord concernant ces établissements. 105

2013 DASCO 182 - Annulations (468.928 euros) et attributions (191.732 euros) de subventions et nouvelles conventions avec onze associations pour des projets d'animation culturels ou pluridisciplinaires mis en œuvre dans les écoles publiques maternelles et élémentaires parisiennes au titre de l'aménagement des rythmes éducatifs (ARE). 107

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux ateliers périscolaires. 107

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au bilan des rythmes éducatifs. 113

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au service minimum d'accueil dans les écoles. 115

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux règles d'utilisation et de bon fonctionnement des écoles. 116

Vœu déposé par l'Exécutif. 116

2013 DICOM 34 - Convention de parrainage la MAIF. 118

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au site internet dédié à l'e-réputation de la Ville. 118

2013 DFPE 324 - Approbation du règlement de fonctionnement des établissements d'accueil de la petite enfance. 119

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux personnels remplaçants. 119

Vœu déposé par les groupes Communiste et élus du Parti de Gauche et E.E.L.V.A. relatif à l'abrogation du décret Morano. 120

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au statut et aux fonctions des éducateurs de jeunes enfants. 120

Vœu déposé par l'Exécutif. 120

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'accueil d'urgence. 120

2013 DFPE 454 - Convention de partenariat entre l'association les Restaurants du Coeur, la SODEXO et la Ville de Paris. 126

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la piscine située rue Mathis. 127

2013 SG 201 - Rapport de suivi des recommandations relatif aux relations entre la Ville de Paris et les clubs sportifs professionnels. 128

2013 DU 277 - Approbation de la modification du PLU sur le secteur "Grand Parc" du Parc des expositions de la Porte de Versailles (15e). 131

2013 DF 84 - DU 304 - Déclassement du domaine public routier d'emprises de terrain et de volumes dans le périmètre du parc des expositions de la Porte de Versailles (15e). 131

2013 DU 322 - DF 90 - Régularisations foncières à intervenir à Vanves (92) et Issy-les-Moulineaux (92). 131

2013 DF 85 - Palais de sports (15e) - Avenant à convention d'occupation du domaine public. Autorisation-Signature. 131

2013 DF 86 - DU 305 - Parc des expositions de la Porte de Versailles (15e) - Résiliation anticipée de la convention. Autorisation-Signature. 131

2013 DF 87 - DU 306 - Parc des expositions de la Porte de Versailles (15e) - Bail emphytéotique administratif-Convention cadre-Concession de travaux. Autorisation - Signature. 131

2013 DU 139 - Secteur Chapelle International (18e). Protocole d'accord entre la Ville de Paris, la SNCF, RFF et

la SNEF relatif à la cession de terrains et volumes immobiliers devant permettre la réalisation d'équipements publics. Convention de projet urbain partenarial avec la SNEF. 145

2013 DU 357 - Délégation sur les matières visées à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales. 146

2013 DU 289 - Bilan de la concertation préalable, de la mise à disposition de l'étude d'impact et dossier de création de la Z.A.C. "Porte de Vincennes" (12e et 20e). 147

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au GPRU. 147

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au bilan de la concertation. 147

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au GPRU....147

Vœu déposé par Mme SIMONNET et M. CORBIERE relatif à la couverture du périphérique. 147

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la dénomination "Marek Edelman" à une placette dans le 11e....154

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif aux dénominations des voies publiques. 155

Suspension et reprise de la séance. 156

2013 DLH 135 - Rapport d'activité du Conseil du Patrimoine de la Ville de Paris. 156

2013 DLH 149 - Réalisation par la R.I.V.P. d'un programme comportant une résidence étudiante de 28 logements PLUS et un foyer de jeunes chercheurs de 27 logements PLS 8-10, rue Charles V (4e). 158

2013 DLH 218 - Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 24 logements PLUS et 12 logements PLS, 50 rue Liancourt (14e). 159

2013 DLH 235 - Location par bail emphytéotique, au profit de la société ELOGIE, de l'immeuble communal 8, rue Rosa-Bonheur (15e). 161

2013 DLH 258 - Approbation des éléments financiers au 31 décembre 2012 du traité de concession d'aménagement passé le 7 juillet 2010 avec la SOREQA en vue du traitement de divers îlots et parcelles présentant des caractères d'habitat dégradé....163

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au délai d'instruction des recours DALO. 165

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la rénovation thermique des immeubles des Orgues de Flandre (19e). 166

Vœu déposé par l'Exécutif. 166

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'immeuble 13, avenue Jean-Jaurès (19e)....167

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la galerie 111, avenue Victor Hugo (16e). 169

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la liste des terrains de l'Etat mobilisables aux fins de logement. 170

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'encadrement des loyers. 171

Vœu déposé par Mme SIMONNET et M. CORBIERE relatif aux logements sociaux. 172

2013 DU 299 - Cession d'un terrain bâti à Episy (77). 172

2013 DAC 633 - Subvention (1.700.000 euros) et avenant à la convention avec l'association "Philharmonie de Paris" (19e). 174

2013 DAC 673 - Subvention (300.000 euros) et convention avec l'association Théâtre de la Ville (4e). 175

2013 DAC 725 - Attribution de la dénomination Naguib Mahfouz à la bibliothèque Couronnes (20e). 176

2013 SG 191 - Subventions (210.000 euros) et conventions avec 11 établissements cinématographiques parisiens. 178

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux librairies indépendantes parisiennes. 179

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux magasins des décors de l'Opéra (17e). 180

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'implantation du cirque Romanes (16e). 182

2013 DU 258 Avis sur le projet de Plan de Sauvegarde et de mise en Valeur du Marais (3e et 4e). . 183

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'espace public. 183

Vœu déposé par l'Exécutif. 183

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'école Massillon. 183

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la place Renée Vivien. 183

2013 DAC 696 - Acceptation du classement au titre des monuments historiques de l'église Saint-Jean-de-Montmartre (18e). 196

2013 DU 258 Avis sur le projet de Plan de Sauvegarde et de mise en Valeur du Marais (3e et 4e). . 198

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'école Massillon. (Suite). 198

2013 DU 349 - Acquisition auprès de la SNC de la Tombe Issoire du volume n° 2 situé 26 à 30, rue de la Tombe Issoire et 15/17, villa Saint-Jacques (14e). 199

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la revalorisation du site. 199

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la préservation du patrimoine parisien. 199

Vœu déposé par Mme CARRERE-GEE relatif à une révision du PLU. 199

Vœu déposé par Mme CARRERE-GEE relatif à l'accord avec la SOFERIM. 199

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'entretien du patrimoine cultuel. 206

Vœu déposé par M. CORBIERE et Mme SIMONNET relatif aux travaux dans les édifices cultuels. 206

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'éclairage du parvis de l'église de l'Immaculée Conception. 209

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au phare du Trocadéro (16e). 210

2013 DGRI 93 - Subvention (100.000 euros) avec convention à l'association "Action Contre la Faim" (14e) pour un programme d'aide d'urgence aux victimes du cyclone Haiyan au Philippines. 211

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux réfugiés syriens. 212

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au poète Mohamed AL-AJAMI. 213

2013 DAC 759 - Marché public relatif à l'organisation de la commémoration de la Libération de Paris en 2014. 214

2013 DAC 465 - Subvention (6.000 euros) à l'association La Déferlante (19e). 215

2013 DF 105 - Communication sur l'activité et la situation financière du Crédit Municipal de Paris. Communication de la première décision modificative du budget 2013. 216

2013 SG 197 - Rapport d'observations définitives arrêtées par la Chambre régionale des comptes d'Ile-de-France sur l'évolution des marges de manoeuvres financières et la construction du budget 2013. 218

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux partenariats public privé (PPP). 224

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au plan pluriannuel d'investissement. 225

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au coût de la réforme des rythmes éducatifs. 226

2013 DDEEES 207 - Présentation aux conseillers de Paris du compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) pour l'exercice 2012 de la mission Vital'Quartier 1 confiée à la Semaest. 227

2013 DDEEES 208 - Présentation aux conseillers de Paris du compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) pour l'exercice 2012 de la mission Vital'Quartier 2 confiée à la Semaest. 227

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la création d'un périmètre Vital'Quartier dans le secteur Frochot-Pigalle (9e). 227

2013 DDEEES 211 - Subvention (28.000 euros) et convention avec l'association des commerçants Lamarck Caulaincourt (18e) pour les illuminations de fêtes de fin d'année 2012. 231

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au respect de l'interdiction des étalages (17e). 231

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au devenir du marché de Joinville (19e). 233

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au marché de la place de Joinville (19e). 233

2013 DDEEES 24 - Renouvellement du dispositif d'aide à la création associative étudiante. 235

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au devenir de la parcelle 13 rue Santeuil (5e). 237

Vœu déposé par M. TIBERI, Mme BACH et M. SAINT-ETIENNE relatif au centre Censier de l'Université Sorbonne Nouvelle, Paris III (5e). 237

2013 DVD 107 - Signature avec la société Vinci Park CGST du contrat de concession pour l'exploitation du parc de stationnement Marigny Vincennes (94). 240

Vœu déposé par M. CORBIERE et Mme SIMONNET relatif à la municipalisation des parkings souterrains. 240

2013 DVD 205 - Développement et exploitation d'un réseau public de bornes de recharges pour véhicules hybrides et électriques. Approbation de la passation d'un marché et signature d'une convention avec SODETREL. 242

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au développement de l'autopartage. 242

2013 DVD 170 - Convention de financement des travaux relatifs à la dépose des cabines téléphoniques à Paris avec Orange. 248

2013 DVD 208 - Protocole d'indemnisation relatif à l'aménagement des abords du centre commercial Beaugrenelle (15e). 249

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place d'un comité de suivi. 249

Vœu déposé par Mme POIRAULT-GAUVIN relatif à l'éclairage (15e). 249

Vœu déposé par Mme POIRAULT-GAUVIN relatif à la propreté (15e). 249

Vœu déposé par Mme POIRAULT-GAUVIN relatif à la sécurité du secteur du Front de Seine et du quartier (15e). 249

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux stations Vélib' dans le quartier La Chapelle (18e). 257

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'expérimentation de feux piétons à décompte numérique. 258

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au changement de sens de la rue Cardinet (17e). 259

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la pose de ralentisseurs rue Nollet (17e). 260

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif au dispositif de subvention pour l'achat d'un cyclomoteur ou d'un vélo électrique. 261

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à la circulation des cyclomoteurs électriques dans les couloirs de bus. ..262

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, ainsi que de personnalités qualifiées dans divers organismes. 263

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription. 263

Clôture de la séance. 264

Annexe n° 1 - Question écrite posée à M. le Préfet de police. 264

Votes spécifiques. 264

Votes spécifiés. 268

Votes spécifiés relatifs à la séance des 14 et 15 octobre 2013. 268

Projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée. 268

Liste des membres présents en Commission. 293

Liste des membres présents. 294

Annexe n° 2 - Tableau des voeux et amendements déposés en Commission. 296

Annexe n° 3 - Tableau des votes des groupes politiques. 302

La séance est ouverte à neuf heures cinq minutes, sous la présidence de M. Bertrand DELANOË, Maire de Paris, assisté de Mme Emmanuelle BECKER, M. Gauthier CARON-THIBAULT et Mme Marie-Laure HAREL, secrétaires de séance.

M. le Préfet de police est présent en séance.

Ouverture de la séance.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, la séance est ouverte.

Action de solidarité envers le peuple philippin.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, je propose donc de commencer…

J'espère que les deux présidents de groupe que je ne vois pas… Mais ils sont représentés, leurs groupes sont là.

D'abord, j'ai fait joindre tous les présidents de groupe ce week-end pour les informer que, face au drame, à la catastrophe que vit le peuple philippin, il était souhaitable que nous puissions manifester notre solidarité, au nom du Conseil de Paris, comme au nom des Parisiens.

Je remercie tous les présidents de groupe, de la majorité comme de l'opposition, d'avoir compris cet état d'esprit et je demande à M. Bernard GAUDILLÈRE et M. Pierre SCHAPIRA, dans la journée, de prendre contact avec tous les présidents de groupe de manière à ce que nous mettions cela au point d'une manière consensuelle, bien évidemment, et que la délibération que nous voterons, que ce soit aujourd'hui ou demain, peu importe, soit le fruit de notre réflexion commune.

C'est habituel et je pense qu'il n'y a que de bonnes raisons d'être tous ensemble dans ce moment de solidarité avec le peuple philippin.

Adoption de comptes rendus.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Par ailleurs, le compte rendu sommaire de la séance des lundi 14 et mardi 15 octobre 2013 a été affiché.

Le compte rendu intégral de cette même séance a été publié.

Avez-vous des observations sur ces documents ?

Ils sont adoptés.

Monsieur LEGARET ?

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Oui, Monsieur le Maire.

A la dernière séance, M. LE GUEN s'est livré à des invectives et des insultes à l'égard des élus de notre groupe. J'ai demandé une suspension de séance et j'ai demandé que M. LE GUEN présente des excuses ou que, au minimum, il retire ses propos.

C'est Christian SAUTTER qui présidait la séance, il a effectivement suspendu la séance. Nous sommes revenus en séance et, à ce moment-là, le président de séance nous a indiqué que les propos ne figureraient pas au procès-verbal.

Or, les propos figurent au procès-verbal, tel que nous l'avons reçu. Donc, j'aimerais que vous vous en expliquiez, Monsieur le Maire, et j'aimerais qu'il soit dit qu'un adjoint au Maire de Paris n'a pas pour fonction d'invectiver et d'insulter les élus parisiens, quel que soit le groupe auquel ils appartiennent.

J'aimerais que vous fassiez un rappel, le rappel à l'ordre qui, je pense, convient et se justifie, et que M. LE GUEN revienne sur ses propos ou que ces propos soient effectivement supprimés du procès-verbal.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je ne vais pas prendre position sur le fond d'autant que, actuellement, question invectives...

J'encouragerais tout le monde à faire preuve de dignité, de responsabilité. On peut s'opposer sur le fond sans invective, mais je ne sais pas de quoi il s'agit, en l'occurrence.

Si le président de séance, à ce moment-là, M. Christian SAUTTER, a dit que les propos ne figureraient pas au B.M.O., je m'en tiens aux choses les plus régulières possibles, il faut rectifier le B.M.O. pour que le B.M.O. soit fidèle à ce que vous avez dit en séance et que les règles qui nous permettent justement de fonctionner dans le respect, tout en mettant en valeur nos différences, puissent être observées.

Cela vous va, Monsieur SAUTTER et Monsieur GAUDILLÈRE ? Vous ferez en sorte qu'il en soit ainsi.

2013 DF 107 et 2013 DF 31-G : Communication sur le débat d'orientations budgétaires 2014.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Voilà, nous pouvons donc passer maintenant à l'examen des orientations budgétaires. Effectivement, c'est la dernière fois de cette mandature que nous débattons des orientations budgétaires de notre collectivité.

Si cette discussion se tient en novembre et non en octobre, comme nous en avions pris l'habitude, c'est parce que nous ne disposions alors que de données incomplètes sur nos recettes, ce qui aurait donné un tour aléatoire à nos prévisions et à nos propositions.

Loin de cette incertitude, nous pouvons aujourd'hui compter sur les éléments objectifs indispensables à notre réflexion.

C'est donc en toute connaissance de cause et en toute responsabilité que nous pouvons envisager de conduire à leur terme les grands engagements que nous avions pris devant les Parisiens en 2008.

Malgré la crise et la diminution sensible des retraites… des recettes qu'elle a occasionnée…

Je ne sais pas pourquoi, là ! Peut-être que je pense à moi ! Mais tout le monde y a droit à un moment ou à un autre, donc j'assume.

Malgré la crise et la diminution sensible des recettes qu'elle a occasionnée, notre gestion efficace nous permet en effet de conserver de vraies marges de manœuvre au service d'une politique volontaire, aussi bien en termes de dynamisme urbain, économique et écologique, qu'en termes de cohésion sociale.

Les variations observées sur nos recettes valident entièrement la prudence et la mesure qu'observe notre collectivité, que saluent toutes les agences de notation et dont nous donne acte la Chambre régionale des Comptes.

L'année 2013 a vu en effet les revenus liés aux transactions immobilières chuter de 22 %. Quant aux prévisions pour 2014, elles font état d'une baisse d'environ 200 millions des ressources issues de la C.V.A.E. Nous aurons des chiffres plus précis en décembre, mais ce sera 217, 215 ou 220 ; ce sera de cet ordre-là.

Dans ces conditions, nous devons au sérieux de notre gestion de pouvoir boucler un budget sincère et ambitieux sans augmenter les impôts ni creuser dangereusement la dette.

Alors que tant de collectivités jouent sur les deux variables de la fiscalité et de l'endettement pour se donner de l'oxygène face à la crise, Paris s'en tient à une discipline exigeante en matière de dépenses tout en garantissant la stabilité des impôts locaux.

Cet équilibre se perpétuera tout au long de l'année 2014. Les Parisiens pourront ainsi continuer à bénéficier de la fiscalité la plus avantageuse de toutes les grandes villes françaises et Paris pourra continuer à n'emprunter qu'aux taux les plus favorables.

C'est donc en économisant que notre Ville se donnera les moyens de protéger chacun et d'entreprendre au service de tous.

A rebours des politiques d'austérité, ces économies s'inscrivent depuis 2001 dans un vaste mouvement de réforme de l'Administration. Si l'efficacité du service public progresse dans un contexte où ses ressources se réduisent, c'est, en effet, parce que la diminution de la part des charges de fonctionnements libère des moyens supplémentaires pour répondre aux besoins des Parisiens.

C'est ainsi qu'en 13 ans, les crédits de la communication ont été divisés par deux et les crédits de l'événementiel par trois, dans le cadre d'un effort qui a touché tous les secteurs non indispensables au quotidien des Parisiens.

Ce mouvement s'est accéléré à partir de 2008, puisque les 45 millions épargnés annuellement grâce à la création de la Direction des achats et la réduction de 10 % du parc automobile ont, entre autres, permis de faire diminuer les frais de fonctionnement courants de 1/5.

Nous poursuivrons dans cette direction l'année prochaine, en économisant plus de 50 millions d'euros supplémentaires sur des postes aussi divers que la communication, l'éclairage public, l'immobilier et la téléphonie.

Les agents, qui prennent leur part de cette réforme, verront, dans le même temps, leur pouvoir d'achat se renforcer, leurs conditions de travail s'améliorer et leur carrière s'accélérer. Ils continueront donc à être parties prenantes des progrès qui permettront à notre collectivité de surmonter la crise.

Ces progrès passeront également par le maintien d'un très haut niveau d'investissement, puisque 1.400 millions d'euros seront injectés dans l'économie parisienne pour construire des logements, créer des équipements, entretenir notre patrimoine et développer les transports.

Loin de toute stagnation et de tout déclin, notre Ville poursuivra ainsi son développement à un rythme deux fois supérieur à celui des années quatre-vingt-dix.

Avec 18 milliards d'euros consacrés au renouveau et au mouvement de Paris depuis 2001, nous aurons ainsi tenu tous nos grands engagements.

Le début de l'extension du tramway jusqu'à la Porte d'Asnières et le prolongement de la ligne 14 jusqu'à la mairie de Saint-Ouen répondront aux besoins de mobilité des Parisiens.

Le déploiement de 700 nouvelles bornes de recharge électrique, la rénovation énergétique de 4.500 logements sociaux et le déploiement de la nouvelle charte de logistique urbaine manifesteront l'avancée d'une transition écologique engagée dès le début de notre première mandature.

La révolution entreprise en matière d'accueil de la petite enfance se poursuivra avec l'ouverture de 1.100 nouvelles places de crèche, qui fera progresser un taux d'accueil devenu, en une décennie, le plus élevé des départements français, après avoir été l'un des plus bas pendant plus de 30 ans.

Dans le même esprit, ce sont deux écoles et deux collèges qui ouvriront leurs portes pour accompagner l'essor démographique d'une ville où les enfants ont, à nouveau, toute leur place.

Parallèlement, la mise en service de quatre bibliothèques, d'une médiathèque et de trois conservatoires supplémentaires viendra densifier le réseau culturel de proximité patiemment tissé depuis 13 ans, pendant que deux nouvelles piscines compléteront une offre sportive mieux équilibrée et plus diversifiée.

C'est donc dans un environnement favorisant partout l'accès au savoir, à la culture et aux loisirs que nous continuerons à développer conjointement la recherche et l'innovation pour entretenir et pérenniser le dynamisme de Paris.

Ce dynamisme n'ayant de sens que s'il sert la cohésion de la société parisienne, nous persisterons, malgré la crise, à tout entreprendre pour protéger les Parisiens.

Avec un effort social de 2.100 millions, soit une augmentation de 120 % en 13 ans, Paris continuera à faire le choix déterminé de la solidarité face à une crise qui tend à isoler les citoyens et à les opposer les uns aux autres.

La politique d'insertion, d'aide à l'emploi, mais également de soutien au pouvoir d'achat des plus vulnérables, se verra renforcée.

La mise en place d'un bouclier social permettra, en contenant toute hausse de loyer dans le parc municipal, en baissant les tarifs municipaux et en neutralisant les effets collatéraux de la réforme fiscale nationale, de soutenir les Parisiens dans leur vie quotidienne.

Dans le même temps, nous resterons entièrement mobilisés dans la défense de la diversité sociale de Paris, en finançant plus de 7.000 logements sociaux supplémentaires.

En intégrant les 407 millions que nous lui consacrerons en 2014, ce pilier de notre politique progressiste aura mobilisé presque 5 milliards depuis 2001.

En dépit des difficultés qui subsistent, cet effort n'a pas été vain, puisqu'il a permis à Paris d'accueillir les 118.000 habitants supplémentaires de la décennie 2000 et d'atteindre, six ans avant l'échéance, la part de logements sociaux prévus par la loi.

Il s'accompagne de progrès substantiels en matière d'hébergement, où Paris présente un taux d'accueil deux fois plus élevé que dans le reste de l'Ile-de-France.

Cette question de l'accueil et de l'accompagnement des plus vulnérables est une des dimensions de la solidarité qui lie Paris à son environnement géographique.

En participant à hauteur de 360 millions d'euros aux différents mécanismes de redistribution territoriale, nous associons pleinement nos voisins à la croissance de la capitale, offrant ainsi les meilleures conditions à l'émergence de la métropole.

C'est dans cette ville, toujours plus diverse, ouverte et solidaire, que nous assumons de faire de la sécurité un élément clef de la cohésion.

Nous conforterons pour cela les effectifs de la D.P.P., comme nous maintiendrons notre forte contribution au budget spécial de la Préfecture de police.

C'est en pleine cohérence avec ce que nous avons entrepris depuis 2001 que, dans un contexte général d'économie, nous sanctuarisons donc les missions de sécurité et de prévention.

Mes chers collègues, le budget de l'année 2014 s'inscrira dans la dynamique démocratique engagée en 2001 et confortée en 2008.

Porteur, à la fois de progrès social, de vitalité économique, de renouvellement urbain et d'avancées culturelles, il nous permettra de tenir, malgré la pression de la crise et la baisse de nos recettes.

Tous les engagements de notre mandature seront tenus. Dans le même temps, il garantira aux équipes à venir les marges de manœuvre nécessaires à la conduite de nouvelles conquêtes.

Cet équilibre doit beaucoup à la clairvoyance et à la compétence de Bernard GAUDILLÈRE, mais également à la solidarité sans faille de l'Exécutif et au courage de chacun de mes adjoints.

En les remerciant des efforts consentis, je forme le vœu que ce dernier débat d'orientation budgétaire de la mandature nous permette de dégager efficacement, dans la continuité de tout ce que nous avons entrepris, les grands axes du progrès de Paris pour 2014.

Je vous remercie.

Conformément aux règles et à ce qu'a décidé la conférence d'organisation, j'ouvre le débat, qui ne sera pas conclu par un vote, puisque c'est le débat d'orientation, et je donne d'abord la parole à M. Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, nous tenons ce matin notre traditionnel débat sur les orientations budgétaires. Un débat qui préfigure les annonces qui interviendront à l'occasion du budget primitif 2014 et que nous voterons en décembre prochain. Ce débat se tient cette année un mois plus tard qu'à l'accoutumée, comme vous l'avez dit, ce qui réduit la période de discussion et de négociation au sein de notre majorité à propos du budget primitif 2014 à venir, ce qui est un peu dommage mais des discussions vont commencer et vont se poursuivre dans les prochains jours.

Ce débat revêt surtout une tonalité particulière car il s'agit du dernier budget de la mandature 2008-2014, et cela offre donc l'occasion de faire un bilan de la politique budgétaire de notre majorité municipale. Comme le fait d'ailleurs une partie importante de la communication que vous nous avez transmise et qui détaille ce bilan.

Notre intervention portera donc dans un premier temps et principalement sur le bilan de la politique budgétaire de la mandature, et dans un second temps et en conclusion s'attachera aux orientations budgétaires propres au budget 2014.

Sur la mandature qui s'achève, comme vous venez de nous le présenter, et comme d'ailleurs le souligne le rapport de la C.R.C. d'Ile-de-France sur la gestion financière de la Ville de Paris, ainsi que les récents rapports des agences de notation, les finances de la Ville sont saines, avec une maîtrise des dépenses, une fiscalité directe plutôt modérée par rapport à d'autres grandes villes françaises, et une capacité d'autofinancement importante qui est de nos jours assez rare. Et ce, malgré de nombreux facteurs exogènes : crise écologique, économique et sociale sans

précédent, baisse de la dotation de l'Etat, incertitudes et fluctuations importantes des recettes liées aux droits de mutation notamment qui ont pesé lourdement sur les finances de notre municipalité.

Comme vous le mentionnez dans votre communication, notre municipalité a tenu les engagements pris devant les électeurs en 2008 et cela est très important. Ainsi en parallèle d'un effort constant pour des dépenses sociales et de solidarité, nous avons poursuivi une politique volontaire et conséquente d'investissement qui a permis de nombreuses réalisations, de multiples opérations d'aménagement : voies sur berges, place de la République, Z.A.C. et G.P.R.U., logements sociaux, équipements d'accueil de la petite enfance, espaces verts, prolongement du tramway T3, équipements culturels de proximité et également pour les écoles et les collèges, et j'en oublie.

Le groupe E.E.L.V.A. a soutenu toutes ces initiatives car elles sont utiles et bénéficient à tous les Parisiens. Cependant, il y a comme toujours un "mais" et des réserves de notre part concernant les budgets antérieurs. Comme nous l'avons souligné de nombreuses fois, le budget d'un Exécutif est un moment de vérité. C'est un marqueur de priorités et de choix politiques qui signent une politique. A cette occasion et à l'heure des bilans, nous souhaitons une nouvelle fois souligner quelques divergences profondes que nous avons eues de façon récurrente sur les différents budgets proposés.

En premier lieu, nous regrettons une nouvelle fois que la Ville de Paris ait consacré des sommes aussi importantes à des budgets tels que la coûteuse canopée des Halles ou le stade Jean-Bouin. En période de difficultés budgétaires, c'est un luxe que nous ne pouvons plus nous permettre. Et malheureusement la leçon ne semble pas vraiment retenue avec la salle philarmonique que la Ville cofinance généreusement et dons les coûts de construction et de fonctionnement s'annoncent pharaoniques.

Pourquoi y sommes-nous opposés ? Toujours pour la même raison : ces projets ne nous paraissent pas pertinents car déconnectés des besoins réels des Parisiens et pas utiles au plus grand nombre. Ce que les écologistes appellent les grands projets inutiles. Espérons pour notre ville et ses habitants que ce seront les derniers.

Autre motif de déception sur cette mandature, une mobilisation et un effort insuffisants pour assurer une véritable transition écologique de notre ville. Certes, dans le cadre du Plan Climat, et par ailleurs des initiatives intéressantes ont été lancées et vous l'avez rappelé, notamment la rénovation énergétique des logements sociaux, la réduction de la consommation énergétique des bâtiments municipaux, une meilleure performance énergétique de l'éclairage public, la seule énergie positive ; mais nous persistons à penser que, face à l'urgence de la crise structurelle et globale, crise à la fois sociale et environnementale à laquelle nous sommes confrontés, notre municipalité aurait dû et pu encore s'engager davantage et poser des actes, en premier lieu budgétairement, qui engagent notre ville dans la transition écologique, afin de la rendre résiliente, plus robuste, moins vulnérable aux difficultés. Cela nous semble réellement devoir être la préoccupation majeure de notre municipalité pour hier, aujourd'hui et demain.

Nous avions déposé une série d'amendements budgétaires en début de mandature pour aller dans ce sens, et plus récemment lors d'un débat à l'occasion du budget supplémentaire, demandes restées le plus souvent malheureusement lettres mortes.

Ainsi nous insistons une nouvelle fois. Engager notre ville dans la transition écologique, c'est poser des engagements budgétaires forts en faveur des transports collectifs, d'investissements pour l'isolation thermique, pour accompagner le changement de motorisation des véhicules municipaux et des taxis, pour poursuivre notre effort afin de soutenir l'achat des deux-roues électriques. C'est proposer des bornes de recharge pour les véhicules électriques à un prix modéré pour encourager tous ces changements. C'est aussi financer la résilience de notre ville face aux dérèglements climatique par la lutte contre les îlots de chaleur, la préservation de la biodiversité, le soutien à l'agriculture paysanne et bio de proximité, ainsi que les questions de solidarité des territoires qui créent un vivre ensemble plus harmonieux et favorisent à ce titre la prévention de la délinquance.

Cela n'a pas toujours été la priorité dans les arbitrages rendus, nous le regrettons, ce qui est dommage pour une ville qui ayant investi au total près de 18 milliards d'euros sur cette mandature en avait les moyens.

Enfin, autre demande portée en vain durant cette mandature : mettre fin au gel des effectifs des agents de la Ville décidé en 2008. Nous continuons de demander que les besoins en personnel de tout nouvel équipement municipal ne soient pas assurés par des redéploiements mais par des créations d'emploi. C'est une nécessité et nous l'avons vu récemment avec l'aménagement des rythmes éducatifs où cette fois nous avons été entendus.

Je ne vais pas détailler davantage sur des aspects plus techniques liés à la fiscalité ou aux modes et outils de la gestion financière de la Ville, car mon collègue Yves CONTASSOT y reviendra demain, lors du débat que nous aurons sur le rapport de la C.R.C. d'Ile-de-France sur la gestion financière de la Ville de Paris.

En ce qui concerne les orientations budgétaires et les perspectives proposées pour 2014, nous pouvons dire qu'à la lecture des éléments transmis dans votre communication, le dernier budget de la mandature proposé en décembre prochain sera conforme en de nombreux points et dans la droite ligne des budgets précédents, concentrant son effort sur l'investissement et les dépenses sociales et de solidarité, ce dont nous ne pouvons que nous féliciter.

Comme pour chaque budget proposé, notre groupe sera cependant particulièrement attentif à toutes les mesures destinées à atténuer les effets de la crise pour les populations les plus modestes en priorité, mais également bénéficiant à l'ensemble des Parisiens. Avec également une attention particulière, comme toujours, aux structures et équipements de taille plus modeste dans notre ville, que ce soit dans le domaine culturel ou social, et qui bien qu'apportant des services immenses à notre cité sont confrontés à des difficultés que nous nous devons d'alléger en ces temps difficiles.

Dans les jours qui viennent, le groupe des élus écologistes fera des propositions pour faire du budget de 2014 le meilleur de ces dernières années, et ainsi augurer d'une prochaine mandature encore plus sociale et écologique.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur GAREL.

Je donne la parole à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce débat d'orientation budgétaire est doublement important, important d'abord car il nous permet de nous projeter dans l'année 2014, important aussi parce qu'il nous permet de faire le bilan de ce que nous avons accompli ensemble au sein de cette majorité municipale depuis 2008, donc depuis maintenant un peu plus de cinq ans.

Notre groupe souhaiterait, dans le cadre de ce débat, insister tout particulièrement sur trois points. Le premier point qui nous paraît important, et cela a été rappelé par mon collègue à l'instant, c'est le maintien d'un niveau d'investissement élevé. Et le maintien d'un niveau d'investissement élevé dans le contexte que nous connaissons, c'est essentiel à nos yeux pour deux raisons.

La première raison, c'est que c'est bon pour l'emploi dans une période de chômage particulièrement terrible que nous connaissons, notamment dans cette ville. Maintenir un niveau d'investissement, c'est important aussi, parce que c'est un moyen de développer du service public, parce que c'est un moyen de développer des équipements publics et donc de répondre aux besoins de la population parisienne, besoins qui croissent en même temps que la crise fait rage.

D'ailleurs, dans cette deuxième mandature, ce sont 4.500 nouvelles places en crèches qui auront été créées, 30 hectares d'espaces verts nouveaux, 40.000 logements sociaux qui s'ajoutent aux 30.000 logements sociaux qui auront été produits entre 2001 et 2008. Et ce qui nous est annoncé dans le cadre de ces orientations budgétaires, c'est que cette dynamique se poursuivra au cours de l'année prochaine puisque ce qui est prévu, c'est 1,4 milliard d'investissements supplémentaires.

Alors bien sûr, le moins que l'on puisse dire, c'est que cela change par rapport à ce que l'on a connu du temps où la droite était aux manettes à la Ville de Paris. Oui, cela change. Cela vous fait réagir, mais oui, cela change ! Notamment lorsque l'on constate…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Allons, allons. C'est tout à fait habituel, pas d'émotion particulière.

Monsieur le Président ?

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Notamment quand on constate qu'entre 1995 et 2001, au siècle dernier, lorsque M. LEGARET était adjoint aux finances de Jean TIBERI, que la moyenne d'investissement annuel était 750 millions d'euros. Donc, nous investissons aujourd'hui à un niveau deux fois plus élevé que lorsque vous étiez aux manettes de la Ville de Paris.

D'ailleurs, la Chambre régionale des comptes, qui n'est pas connue pour être constituée d'une bande de joyeux gauchistes, la Chambre régionale des compte dit elle-même que le niveau d'investissement entre 1995 et 2001, je cite : "ne suffisait pas à répondre aux besoins des Parisiennes et des Parisiens". C'est dire qu'en matière de bonne gestion, nous n'avons aucune leçon à recevoir de ceux qui siègent à la droite de cet hémicycle, surtout quand on a en tête quelques polémiques récentes sur quelques partenariats public-privé que chacun a aussi en mémoire dans cet hémicycle.

Nous considérons que ce haut niveau d'investissement est une bonne nouvelle pour Paris et notre groupe s'en félicite.

La deuxième remarque que je voudrais faire, c'est que, dans cette période de crise, il y a une question qui doit nous tarauder : comment rendre du pouvoir d'achat aux Parisiennes et Parisiens, comment faire en sorte que cette ville soit moins chère, comment faire en sorte que le coût de la vie dans cette ville soit réduit.

Nous considérons, au sein du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, qu'il faut utiliser tous les leviers disponibles pour faire en sorte que cette ville soit moins chère. C'est le cas avec ce bouclier social annoncé par vous, Monsieur le Maire, c'est une bonne nouvelle pour les Parisiennes et les Parisiens. Je constate d'ailleurs qu'un certain nombre d'exigences portées depuis longtemps par notre groupe - je pense au blocage des loyers dans le parc social de la Ville de Paris - sont aujourd'hui en passe d'être réalisées et c'est une bonne chose, et cela comptera pour des Parisiens qui souvent ont des difficultés de pouvoir d'achat.

Cela suppose d'ailleurs, de manière plus générale, pour baisser le coût de la vie à Paris d'agir sur le logement, alors qu'on sait que le logement est le premier poste de dépenses pour les Parisiennes et les Parisiens. Nous souhaitons d'ailleurs que la production de logements sociaux dans l'avenir soit encore accélérée. Il est annoncé, dans le cadre de la communication, 7.000 nouveaux logements sociaux financés pour 2014, nous souhaitons qu'on aille vers 7.500 logements sociaux. Nous souhaitons d'ailleurs que le compte foncier puisse être abondé de telle sorte que cela nous permette aussi de rééquilibrer le logement social sur la carte de Paris, qu'on fasse du logement social dans les arrondissements, dans les quartiers qui sont aujourd'hui déficitaires dans ce domaine.

Le troisième élément sur lequel je voudrais insister au nom du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, c'est que, pour réussir cette politique, pour faire en sorte que Paris continue à résister aux politiques d'austérité, il nous faudra évidemment croiser le fer avec le Gouvernement sur toute une série de questions. Je pense en particulier à la question de la baisse des dotations aux collectivités locales ; ce qui est annoncé, c'est 120 millions d'euros en moins pour la Ville de Paris dans l'année qui vient. Nous considérons que la condition de la réussite de notre politique, une politique d'investissements élevés, une politique de solidarité ambitieuse, cela suppose aussi que nous fassions entendre la voix de Paris, les intérêts de Paris, les intérêts des Parisiens auprès du Gouvernement, afin de nous permettre de poursuivre cette politique-là.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur BROSSAT.

La parole est à M. LEGARET.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Comme vous l'avez presque dit, Monsieur le Maire, ce sont bien des orientations budgétaires en retrait.

Dans un contexte budgétaire et politique qui s'assombrit, vos orientations sont tronquées, décalées, escamotées. D'ailleurs, on a enfin compris pourquoi, à l'inverse de tous les calendriers habituels et rituels du Conseil de Paris, vous ne faites ces orientations qu'au mois de novembre, au moment d'ailleurs où ces orientations sont totalement inopérantes, puisque les documents budgétaires sont déjà prêts et que l'on n'a pas pu en débattre.

Cela vous permet, une fois de plus, de ne tenir aucun compte des recommandations de la Chambre régionale des comptes qui, une fois de plus, - on en parlera lors du rapport - vous demande d'annexer aux documents du débat d'orientations budgétaires une synthèse pluriannuelle actualisée de la programmation et des plans d'action de maîtrise budgétaire, ce qui n'est pas fait, une fois de plus. Alors que le fameux P.I.P.P. est un document mythique et mystérieux que vous refusez de communiquer, singulièrement, aux maires d'Opposition.

Ces orientations comportent cependant des informations préoccupantes pour la préparation du budget 2014. S'il y a un point sur lequel vous êtes quasi silencieux mais qui est avéré, c'est le clair et massif désengagement financier de l'Etat à hauteur de 120 millions, sans compter la péréquation supplémentaire de 65 millions d'euros.

Vous n'avez jamais cessé, sous le précédent Gouvernement, de dénoncer un désengagement qui n'existait pas, puisqu'il est maintenant démontré que la dotation globale de fonctionnement a bien augmenté sur la période de 518 à 558 euros par habitants. Aujourd'hui, la dotation de l'Etat baisse effectivement, et vous êtes muet !

En revanche, la fiscalité immobilière produit des résultats supérieurs aux prévisions. Tant mieux ! Le dernier chiffre communiqué par M. Bernard GAUDILLÈRE en Commission des Finances est de 918 millions. Il y a donc bien une cagnotte de 68 millions. Quel sort lui réservez-vous ? Allez-vous aider les familles parisiennes, matraquées fiscalement par le Gouvernement et par vous-même ? Allez-vous enfin rénover le parc social ? Allez-vous alléger la

fiscalité des entreprises ? Allez-vous rénover le patrimoine cultuel en souffrance ? Ou allez-vous alléger la dette qui frôlera les 4 milliards en 2014 ?

J'ajoute des éléments très récents, la dégradation de Standard & Poor's qui va entraîner automatiquement la dégradation de la note de Paris et puis cette révélation par le quotidien "Le Monde" d'un "impôt Grand Paris" qui serait en préparation et qui risque de frapper très lourdement les Parisiens.

Monsieur le Maire, il faudrait vous rendre compte du ras-le-bol des Parisiens, le ras-le-bol fiscal, le ras-le-bol de ce cumul des impôts de l'Etat et de la Ville.

Les Parisiens ne peuvent plus le supporter. Vous êtes sourds à cet appel.

Comme le dirait une fraîche convertie, Mme Anne HIDALGO : "Je vous ai compris".

M. LE MAIRE DE PARIS. - D'abord, je remercie Mme Anne HIDALGO et Mme Catherine VIEU-CHARIER d'avoir fait en sorte que la Ville de Paris-Compagnon de la Libération réponde positivement à l'invitation qui lui était lancée samedi dernier.

C'est la première fois que les Villes-Compagnons de la Libération sont l'Ordre de la Libération, Monsieur...

Il faudrait peut-être que vous vous informiez que l'Ordre de la Libération, ce sont maintenant les Villes-Compagnons.

C'est la première chose.

Il y en avait une deuxième mais cela me reviendra tout à l'heure.

Je donne la parole à M. POZZO di BORGO.

M. Yves POZZO di BORGO. - Monsieur le Maire, vous nous quittez en 2014, comme beaucoup d'entre nous d'ailleurs, mais savez-vous que vous avez été, entre 2001 et 2014, l'homme le plus riche du monde ?

Oui, Monsieur le Maire !

Mais ce n'est pas à titre personnel, Monsieur le Maire !

Mais vous avez été l'homme le plus riche du monde et je vais vous expliquer pourquoi. Bien sûr, ce n'est pas vous à titre personnel, vous avez été toujours très discret sur ce point et je trouve que c'est très bien.

Mais savez-vous que la fortune la plus importante du monde, celle de Carlos SLIM, est beaucoup moins importante que les 80 milliards d'euros dont vous avez disposé de 2001 à 2014 ?

Voilà une ressource dont peu de présidents d'exécutif peuvent se prévaloir !

80 milliards : c'est ce qu'il devrait en coûter au président de l'EDF pour remettre à niveau les centrales nucléaires françaises.

80 milliards d'euros : c'est également "l'impact socioéconomique du futur métro automatique du Grand Paris". Voilà qui donne le tournis !

La constante ascension annuelle du budget de la collectivité parisienne le porte désormais à plus de 8 milliards d'euros, soit une hausse de 10 % sur les quatre derniers exercices budgétaires. Cette somme colossale laisse songeur au regard de l'usage qu'il en a été fait.

La collectivité parisienne a ainsi dépensé en 2012 l'équivalent d'un E.P.R. ou encore du montant global des investissements dans la recherche et l'innovation que la Commission européenne a mobilisé afin de créer de la croissance et des emplois.

8 milliards : c'est exactement ce que le Gouvernement japonais a attribué à son plan de soutien économique.

La Région paraîtrait presque parcimonieuse avec ses 4,5 milliards d'euros, si ce n'étaient des arbitrages contestables.

Mais à quoi avez-vous consacré cette manne inespérée ?

Pas au barrage-réservoir des Grands lacs de la Seine, alors que le groupe U.D.I. n'a cessé de vous alerter sur les dangers imminents d'une crue centennale.

Pas davantage à la sécurisation de la Ville, tandis que vous avez refusé opiniâtrement la création d'une police municipale, suivi en cela par Mme HIDALGO, en dépit de la proposition de loi que j'ai déposée au Sénat.

L'effort a-t-il été massif envers la jeunesse et le sport ?

J'en doute, au vu des chiffres révélateurs de l'investissement dans ces domaines, respectivement de 7 et 6 %.

Le grand gagnant dans la loterie des subventions serait-il le développement économique ?

Toujours pas, à en juger par la portion congrue du budget général dévolue à l'emploi, l'économie, l'innovation et la recherche et qui représente, investissement et fonctionnement confondus, 1,3 % du total du budget primitif 2013.

Etes-vous parvenu à juguler la dégradation des conditions d'accès ou de maintien au logement des 30-60 ans ?

Nullement ! Les Parisiens sont ainsi de moins en moins nombreux à pouvoir acquérir un bien immobilier sur Paris. De 76 % en 1996, ils sont passés à 62 % en 2012. Et encore, s'agissait-il de secondo-accédants.

A ces arbitrages contestables, à ces choix lacunaires, se greffe un contexte inquiétant de contraction des recettes et d'accroissement des contributions qui augurent d'un assombrissement des perspectives et marges de manœuvre budgétaires de la collectivité parisienne, quel que soit celui qui sera élu ou celle qui sera élue.

Les caisses de la Municipalité accuseront, en effet, une baisse des dotations de l'Etat de près de 120 millions d'euros, sans que cela ne génère de votre part la moindre indignation, le plus minime élan contestataire, Monsieur le Maire.

Cette érosion des ressources touche aussi les droits de mutation, qui subissent une chute de 22 % sur l'année comptable nonobstant un léger frémissent en septembre et octobre. La traduction immédiate qui en découle, selon les observations de la Chambre régionale des comptes dans son rapport qui sera examiné dans la continuité de l'ordre du jour, concerne la diminution de la capacité d'autofinancement consolidé de la Ville, qui dénote par là-même une "dépendance du budget vis-à-vis des fluctuations du marché de l'immobilier".

Ce ralentissement s'accompagne d'une baisse significative des prévisions de recettes issues de la C.V.A.E. pour 2014 de 200 millions d'euros par rapport aux encaissements de 2013.

Et cette dynamique de diminution des recettes devrait fortement s'accroître à l'avenir si le projet de loi d'affirmation des métropoles concrétise l'attribution du produit - que vos amis ont voté -, l'attribution du produit de la fiscalité des entreprises à l'intercommunalité du Grand Paris qui vient d'être créée et sera créée par la loi. Les conséquences pour Paris seraient considérables. Bien que le chiffrage demeure incertain, et j'aimerais que mes collègues en soient bien conscients, c'est plus d'un milliard d'euros glanés par Paris hors processus de neutralisation, qui échapperaient dès lors chaque année à la Municipalité, devenue complètement tributaire des dotations métropolitaines. Un milliard de moins, et les coûts restent !

Dans le même temps, l'effort de péréquation devrait s'élever à plus de 360 millions d'euros en 2014, faisant de Paris le premier contributeur aux différents fonds, dont la délivrance du dernier né est prévue pour 2014.

Cela va faire un nombre de recettes conséquentes en moins et évidemment, des coûts qui restent et qui augmentent.

Pour toute réponse à ces contraintes, vous proposez un plan timoré de 50 millions d'économie sans plus de détail que l'expression de votre bon vouloir tout en vous félicitant de ce que les efforts de personnel et les charges de fonctionnement courant représentent aujourd'hui respectivement 34 et 15 % contre 38 et 18 % du budget en 2001.

Vous omettez cependant de placer ces chiffres en perspective de la progression de près de 60 % du budget de la collectivité sur cette période. Ces dépenses ont par conséquent explosé en valeur absolue alors même que la Chambre régionale des comptes vous met en garde sur l'impérieuse nécessité de "maîtriser vos budgets tout en dégageant chaque année de nouvelles marges de manœuvre" afin de "maintenir l'équilibre financier actuel".

Quand on revient sur ce que j'ai dit avec la diminution des recettes, évidemment, c'est une phrase qui est terrible.

Monsieur le Maire, votre ultime communication relative au débat d'orientations budgétaires 2014 tient lieu de bilan de vos deux mandatures, héritage dont nous faisons figure d'exécuteurs testamentaires !

Vous retrouvez votre verve dès lors qu'il s'agit de défendre votre inventaire ! Et à l'exigence d'analyse prospective émise par la C.R.C. précitée et par nous-mêmes, vous ripostez par une rétrospective de la "trajectoire parisienne depuis 2001"… je vous comprends : vous êtes nostalgique bien plus tourné vers le passé que vers l'avenir. En guise de projection financière, vous nous gratifiez d'une justification des dépenses passées convoquées au titre de "témoin assisté" d'une gestion dont vous revendiquez la justesse.

Vous donnez le ton d'une ode à votre action politique qui, malgré les prodigieux moyens dont vous avez disposé durant votre règne, n'a pas manqué d'engendrer des déçus et des laissés-pour-compte.

Je vous en remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Monsieur BRAVO, vous avez la parole.

M. Jacques BRAVO, maire du 9e arrondissement. - Monsieur le Maire, et chers collègues, je tiens une nouvelle fois à saluer l'exemplarité de la gestion financière de notre Ville dans un contexte économique que chacun sait difficile.

Les orientations pour 2014, ce n'est pas le budget primitif ; ce sont les orientations qui marquent l'achèvement des engagements pris par notre Municipalité auprès des Parisiennes et des Parisiens depuis 12 ans.

En 2014, l'objectif restera ambitieux tout en préservant les grands équilibres budgétaires, et j'y viens.

L'ambition, cela a été dit par tous mes collègues de la majorité municipale, c'est de naturellement tourner l'investissement vers l'avenir. Quand j'entends M. Jean-François LEGARET plaider pour le sous-investissement de la Ville de Paris, je me demande si le tandem TIBERI-LEGARET se souvient quand même que ce sous-investissement a joué un rôle capital dans votre défaite en l'an 2001.

Les Parisiens n'attendent pas de la Ville de Paris qu'elle soit une banque, mais qu'elle contribue à des investissements publics utiles.

Nous sommes bien loin, dans ces orientations, du sous-investissement antérieur.

Paris était une ville riche, Monsieur TIBÉRI, mais une ville qui n'investissait pas et vous avez été battu pour cela ; souvenez-vous.

Nous sommes tellement loin de ce sous-investissement.

Paris change de visage et c'est vrai que ces investissements vont porter sur des secteurs clefs : l'urbanisme, les transports, la transition énergétique, l'aménagement des rythmes scolaires, l'enseignement, le logement et Paris atteindra le seuil des 20 % de logements sociaux fixé par la loi S.R.U. six ans avant le délai prescrit.

Une vraie réponse à la crise, Paris l'a compris, c'est l'investissement municipal.

En deuxième lieu, les orientations marquent une grande priorité sur la solidarité. La Ville poursuivra son objectif de protection des Parisiennes et des Parisiens les plus fragiles qui s'avère plus que jamais nécessaire.

Les questions d'emploi, d'insertion, de bouclier social et de soutien direct du pouvoir d'achat des Parisiennes et des Parisiens sont au cœur de ces orientations.

Ces orientations sont prudentes, contrairement à ce que vous dites. Ces efforts financiers s'accompliront en préservant les grands équilibres budgétaires et je salue ici le budget prudent préparé par la Ville, qui prend en compte notamment les contraintes d'augmentation des dépenses de péréquation, d'évolution des transactions immobilières et de la baisse significative de la C.V.A.E., taxe créée par le précédent Gouvernement pour remplacer la taxe professionnelle.

J'aborde en dernier lieu la maîtrise de ces finances, les choix financiers de la Ville permettent un recours largement maîtrisé à l'emprunt avec une dette contenue.

Le budget d'investissement prévu pour 2014 pourra en effet être autofinancé à hauteur de deux tiers grâce à une épargne brute de 450 millions et à des ressources propres importantes avec un objectif de cessions foncières. Le recours à l'emprunt demeurera donc résiduel : 15 %.

Depuis 12 ans, nous avons autofinancé les investissements à hauteur de 85 %. Ce choix stratégique nous permet de financer notre programme tout en restant - et vous le savez bien - très loin des niveaux d'endettement des autres grandes villes françaises.

Je tiens à souligner l'actualité du pilotage financier reconnu par tous les organismes indépendants, comme la Chambre régionale des comptes ou les agences de notation.

Conformément à nos engagements, nous respectons aussi la stabilisation des taux d'impôt pour 2014. Je tiens d'ailleurs à faire remarquer encore une fois que deux augmentations en 13 ans, cela représente 1,5 % en moyenne par an, nous sommes bien loin du matraquage fiscal dont vous aimez parler.

Vous l'avez compris, si ce budget 2014 peut être solidaire et ambitieux, c'est grâce à une gestion raisonnable et équilibrée qui permettra à notre collectivité de se tourner toujours plus vers l'avenir.

Ces orientations laissent à la prochaine équipe municipale toute la latitude nécessaire pour oser le Paris de demain, je vous en remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur MARTINS ? Je ne le vois pas.

Madame SIMONNET, vous avez la parole.

Mme Danielle SIMONNET. - Monsieur le Maire, votre communication sur les orientations budgétaires s'apparente à un plaidoyer de bilan, ce qui est compréhensible car nous sommes en fin de mandature, qui correspond également à la fin d'un cycle de vos deux mandats et c'est bien normal.

Il faut le dire, les investissements et politiques menés ont dû assumer des rattrapages conséquents pour combler les lacunes, si nombreuses, accumulées avant 2001 pendant ces décennies de gouvernance de droite.

Mais le Paris que vous y décrivez n'est pas celui que nous vivons. Paris a changé : une belle place de la République, un tramway, l'eau en régie publique, des quartiers profondément rénovés ; mais il y a aussi l'envers du décor.

L'envers du décor, c'est aussi l'exode social des classes populaires et moyennes prises à la gorge par l'explosion des loyers et toujours victimes des listes d'attente pour un logement social.

Paris devient une ville réservée aux riches et une ville des plus inégalitaires avec plus de 14 % de Parisiennes et Parisiens vivant en-dessous du seuil de pauvreté.

L'envers du décor, mes chers collègues, c'est la mainmise croissante des intérêts privés sur la Capitale que vous n'avez pas stoppée via J.C. Decaux, Bolloré, Vinci, Unibail, Derichebourg et j'en passe.

C'est le problème des sous-effectifs, de la précarité des personnels de la Ville qui pèse sur la dégradation de nos services publics.

C'est la contradiction dans l'affichage d'un Plan Climat et la poursuite de projets anti-écologiques comme la tour Triangle.

C'est une culture qui reste élitiste.

C'est enfin une insatisfaction croissante face à une démocratie locale à bout de souffle quand elle ne vire pas à la mascarade, comme ce fut le cas pour la question des rythmes éducatifs.

Que se prépare-t-il avec les orientations budgétaires pour 2014 ?

De fortes dégradations des conditions de vie des Parisiennes et des Parisiens. Le Gouvernement a en effet décidé de poursuivre et d'amplifier sa politique d'austérité. La Chambre régionale des comptes d'Ile-de-France nous annonce que, entre la participation de Paris au Fonds de solidarité entre les collectivités locales, qui n'est rien d'autre qu'une péréquation horizontale de l'austérité, et la chute des dotations de l'Etat qui s'accélère, la Ville perdra près d'un demi-milliard d'euros en 2014.

Pourquoi ne précisez-vous pas ce montant de la baisse des dotations de l'Etat ?

Vous la dénonciez sous SARKOZY et, aujourd'hui, Monsieur le Maire, vous la taisez.

Vous ne revendiquez plus le remboursement de la dette de l'Etat due aux Parisiennes et aux Parisiens du fait du transfert des charges non ou mal compensées que vous revendiquiez pourtant auparavant.

Les Parisiens payent et vont payer ces politiques d'austérité via la hausse de la T.V.A. qui sert à financer le cadeau des 20 milliards d'euros accordés aux patrons du Cac 40.

Ils vont subir les conséquences sur la santé, aggravées par le projet de loi de finances sur la Sécurité sociale en perdant peut-être définitivement l'Hôtel-Dieu et j'en passe, comme l'hôpital Bichat et l'hôpital Beaujon.

Dans votre communication, vous promettez déjà de baisser les dépenses de 50 millions d'euros en 2014. Alors que les dépenses sociales vont augmenter du fait de l'aggravation de la crise, la situation est des plus préoccupantes.

Nous pensons, Alexis CORBIÈRE et moi-même, qu'une orientation alternative à la soumission à la politique d'austérité est possible et nécessaire.

Elle exige d'abord au niveau national de désobéir aux diktats de l'Europe austéritaire et de s'attaquer à la finance.

Au niveau local, ayons l'ambition de faire de Paris la capitale de la résistance à l'austérité. Assumons d'avoir bien plus recours à l'emprunt pour engager les investissements en faveur du logement social, des équipements publics et de mesures phares au service de la transition énergétique.

Plutôt que de se vanter d'être l'une des villes au plus bas niveau d'impôts locaux, exigeons une révolution de la fiscalité locale pour qu'elle devienne enfin redistributive, basée sur l'ensemble des revenus en taxant notamment les rentiers de la spéculation immobilière.

C'est ce que nous porterons, notamment lors de la marche citoyenne du 1er décembre.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, il n'y a aucune fierté à être bien noté par les agences de notation. Le rôle d'une gauche digne de ce nom est de les combattre avec les logiques libérales qu'elles sous-tendent.

Vous faites le choix de l'accompagnement de l'austérité. S'il se confirme en décembre, nous voterons alors contre le budget et les électeurs parisiens et parisiennes trancheront, eux, en mars prochain.

En attendant, la colère, on l'entend derrière les fenêtres, c'est la colère des personnels de la Ville qui se généralise dans plus d'une délégation et c'est aussi la colère qui monte dans le pays contre une politique qui tourne le dos définitivement à la logique de l'intérêt général.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chère Madame, dans l'évocation de la sociologie parisienne, je regrette que vous ayez oublié les 118.000 Parisiens supplémentaires de la décennie 2010, dont 15.000 familles et 30.000 jeunes.

Dans le bilan qui est aussi le vôtre, je regrette que vous ayez oublié les 70.000 logements sociaux en deux mandatures, c'est pourquoi ces oublis viennent relativiser la pertinence de votre propos.

Je donne maintenant la parole à M. GABORIAU.

M. Pierre GABORIAU. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, lors du débat budgétaire de l'an dernier en octobre 2012, nouveau président de la Commission des Finances, je vous demandais, Monsieur le Maire, de revenir aux fondamentaux qui conditionnent un débat de qualité pour les orientations budgétaires.

Je me permettais de vous rappeler que les orientations budgétaires avaient d'abord vocation à instaurer une discussion au sein de notre Conseil sur les priorités et les évolutions de la situation financière de notre collectivité.

En améliorant l'information générale donnée aux élus, la possibilité de s'exprimer sur la situation financière de Paris, le débat d'orientation budgétaire pourrait alors redevenir un outil pédagogique, associant la majorité et l'opposition.

Plus de lisibilité, plus de transparence, plus de clarté, c'est ce que notre groupe U.M.P.P.A. réclame avec insistance depuis tant d'années !

La communication financière, la dernière de votre mandature, Monsieur le Maire, reste, comme par le passé, toujours très peu chiffrée, mais apparaît pour le lecteur, sur tous les sujets prioritaires de la vie des Parisiens, comme un satisfecit permanent.

Je vous avais demandé l'an dernier de présenter à notre Conseil une véritable programmation pluriannuelle des investissements, les différents projets et leur avancement, les masses financières et leur échelonnement,

l'actualisation des affectations par compétence, avec une totale lisibilité sur la mise en place de la procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement.

Il n'en est malheureusement rien, pas de prospective budgétaire, pas d'évaluation à moyen terme des ressources de la collectivité.

Finalement, il n'existe de débat que le mot, quand on sait qu'avec le recul d'un mois des discussions sur les orientations budgétaires, le budget 2014, qui nous sera soumis en 1re commission dans trois semaines, est quasiment déjà imprimé.

Dans son rapport sur l'évolution des marges de manœuvre financières et la construction du dernier budget, la Chambre régionale des comptes d'Ile-de-France communique ses observations définitives, délibérées le 23 septembre 2013, qui incitent fortement la Ville à disposer des outils de pilotage à la hauteur des enjeux, dont l'efficacité, la cohérence générale et la transparence peuvent être nettement améliorées.

C'est ainsi - je cite la C.R.C. - que "l'horizon de la prospective des projections financières pluriannuelles gagnerait à dépasser trois ans et que les procédures budgétaires gagneraient à s'appuyer davantage sur des outils favorisant un vrai pilotage par la connaissance des coûts et la vérification de l'utilité et de l'adéquation des moyens alloués en fonction des objectifs à atteindre".

Ainsi, Monsieur le Maire, vous m'avez écouté l'an dernier, mais pas entendu. Si tel avait été le cas, vous auriez été dispensé des deux premières recommandations de la Chambre, qui vous demande de joindre au document budgétaire une synthèse pluriannuelle actualisée de la programmation et des plans d'actions de maîtrise budgétaire, ainsi qu'un échéancier pluriannuel détaillé des crédits de paiements afférents aux autorisations de programme en cours.

Pour illustrer ce manque de lisibilité et de transparence, je voudrais m'arrêter quelques instants sur les dépenses d'investissement pour "garantir, dites-vous, le dynamisme de Paris".

Vous ajoutez que l'enveloppe de 1,4 milliard d'euros consacrée dans le budget primitif 2014 aux dépenses d'investissement permettra de tenir les engagements pris en 2008 devant les Parisiens, tout en poursuivant l'entretien et la rénovation de notre patrimoine.

Vous confirmez, enfin, que l'investissement global sur la mandature sera de 9,3 milliards d'euros et que le premier trimestre 2014 verra, avec un rythme de livraison inédit, l'aboutissement de chantiers déjà lancés et l'ouverture de nouveaux équipements.

Le tableau d'analyse de la trajectoire de la collectivité parisienne depuis 2001, annexé au document d'orientation budgétaire, montre bien qu'en prévoyant des dépenses d'investissement pour 2014 de 1.403 millions d'euros, vous respectez au million d'euros près le chiffre sacralisé de 9.300 millions par votre programme d'investissement de mandature, mais ce chiffre me laisse perplexe, Monsieur le Maire. Une telle précision me semble artificielle.

En effet, aux 7.898 millions d'euros investis de 2009 à 2013, il faut juste ajouter 1.402 millions d'euros pour obtenir les 9.300 millions de programme de mandature.

Avouez que ce chiffre de 1.403 millions est troublant. Il l'est plus encore lorsqu'on se réfère à votre propre communication, qui précise que le premier trimestre 2014 enregistrera - je vous cite - "un rythme de livraison inédit de nouveaux équipements". Si c'est inédit, Monsieur le Maire, c'est donc plus élevé que jamais auparavant. Or, ce chiffre de 1.403 millions serait le plus faible niveau des dépenses d'investissement sur les huit dernières années, selon vos rapports financiers, puisqu'il faut remonter à 2005 pour constater un chiffre de 1.274 millions.

Votre prévision de 1.403 millions manque assurément de cohérence et de réalité.

Soit votre rythme de livraison d'équipements en 2014 n'est pas inédit, et donc en régression par rapport au précédent exercice budgétaire, de 1.746 millions d'euros en 2013, soit votre inscription en 2014 à 1.400 millions est sous-évaluée.

Je pense qu'il s'agit de la deuxième option, une sous-évaluation massive des investissements, que l'on peut estimer dans une fourchette de 300 à 400 millions d'euros.

Si tel était vraiment le cas, votre budget, Monsieur le Maire, serait, en effet, prudent dans la dépense, mais manquerait sincèrement, vous en conviendrez, de sincérité.

Je n'ose vraiment y croire et j'attends de votre part des éclaircissements, mais dans l'affirmative, je me demande alors comment la prochaine municipalité pourra partir sur des bases solides pour une gestion exigeante et sérieuse, comme vous l'avez exprimé dans votre communication.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Madame Marinette BACHE, vous avez la parole.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Malgré la crise, Paris, par ses orientations budgétaires, garde l'audace d'être ambitieuse et s'en donne les moyens.

Je tiens, au nom des élues républicaines socialistes, à saluer le Maire de Paris et notre Municipalité pour leur courage et leur ténacité. Leur seule boussole reste l'intérêt des Parisiennes et des Parisiens, à commencer par les salariés, les privés d'emploi et leur famille, et ce, quoi qu'on en dise en tordant les chiffres, quel que soit le contexte national et économique.

Le bouclier social permettra de maintenir leur pouvoir d'achat.

Il s'agit d'un effort conséquent, que nous devrions tous souligner.

Les aides municipales sous conditions de ressources, de la carte Navigo Emeraude à l'allocation Paris Energie Familles, seront maintenues, de façon à ce que les Parisiens ne soient pas lésés par l'évolution du barème des impôts.

Mieux, l'ensemble des tarifs municipaux sera baissé, que ce soit pour la cantine, le conservatoire ou le centre de loisirs.

Enfin, les loyers sociaux seront stabilisés et l'aide au logement de la Ville revalorisée de 5 %.

Cette annonce, faite par le Maire de Paris, ne peut étonner que celles et ceux qui, par ignorance ou mauvaise foi, n'ont pas de vision d'ensemble de notre politique municipale.

Dès 2001, une politique volontariste s'est employée à développer un haut degré d'investissement. Celui-ci a doublé depuis la conquête de Paris par notre Municipalité d'union de la gauche.

Cet effort représente aujourd'hui 17 % de l'investissement civil de l'Etat, soit 30.000 emplois, et je veux souligner que c'est particulièrement grâce au fait que plus de la moitié des marchés de la Ville sont contractés avec des P.M.E.

C'est parce que nous promouvons l'attractivité internationale de Paris, parce que nous soutenons l'emploi, l'innovation, la recherche, l'enseignement supérieur, que Paris réussit à concilier les impératifs d'une ville hautement touristique, dont les activités génèrent 161.000 emplois directs, et d'une ville innovante, économiquement attractive. Ce n'est pas un hasard si Paris a un chômage inférieur à la moyenne nationale et francilienne.

Nous pourrions nous contenter de ce résultat, si notre Municipalité ne souhaitait pas faire de Paris une ville solidaire.

Et la droite n'a eu de cesse, d'ailleurs, de nous le réclamer : pourquoi faire des logements sociaux au centre de Paris et dans nos arrondissements ? Pourquoi faire une zone d'accueil des Roms dans le 16e ? Pourquoi gaspiller l'argent en emplois publics, en aide sociale, en rénovation des quartiers populaires ? Certains se sont même demandé qui serait intéressé par des projets aussi archaïques qu'un tramway ou inutiles qu'un Vélib'. Plus récemment même, l'apocalypse nous a été annoncée lors de l'ouverture des voies sur berges. Bref, pourquoi s'attacher à permettre aux salariés de continuer à résider avec leur famille dans un Paris agréable à vivre ?

Eh bien oui, nous avons fait le choix d'une ville solidaire, et au-delà de l'aide sociale, augmentée depuis 2011 de 120 %, cela nécessite des services publics, c'est l'eau que nous avons remunicipalisée, c'est La Poste, et Paris a soutenu la votation citoyenne, ce sont les hôpitaux, premiers accès aux soins pour beaucoup, compte tenu de la mauvaise couverture du territoire parisien en soins de premier recours, avec les urgences de l'Hôtel-Dieu, pour lesquelles nous nous sommes mobilisés aux côtés de Bertrand DELANOË, d'Anne HIDALGO, de Ian BROSSAT et d'autres élus.

Cela nécessite aussi une politique dynamique de logement social, qui nous a permis d'atteindre 20 % de logements sociaux avec six ans d'avance sur la loi, 70.000 logements depuis 2001, le Maire vient de le rappeler.

Cela a nécessité l'investissement de tous, à commencer par les agents de la Ville de Paris, et au moment où la candidate de la droite parisienne déclare que la question de la réduction du nombre d'agents de la Ville mérite d'être posée, nous nous réjouissons, nous, des plans de déprécarisation, de la revalorisation de la grille indiciaire, de l'accélération des montées d'échelons, et nous souhaitons même aller plus loin, avec des emplois créés en nombre suffisant pour les équipements nouveaux.

La réussite de notre municipalité tient à la conciliation réussie et portée depuis deux mandatures par Bertrand DELANOË et sa municipalité entre solidarité et développement économique.

Les élues républicaines socialistes sont heureuses que les orientations budgétaires augurent d'un budget qui permet à Paris de continuer à être une métropole dynamique privilégiant le savoir, la culture et l'humain dans un contexte de compétitivité effrénée.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Madame BERTHOUT, vous avez la parole.

Mme Florence BERTHOUT. - Monsieur le Maire, depuis que je siège dans cet hémicycle, je dois dire que j'ai toujours entendu votre majorité et vous-même, d'ailleurs, vous ériger en parangon de vertu, ce qui est un tout petit peu agaçant. À propos de vertu, je voudrais vous rappeler une règle cardinale en matière de comptabilité publique - mais je sais que vous la connaissez -, c'est celle de la sincérité budgétaire, c'est-à-dire dire ce que l'on fait, dire combien cela coûte aujourd'hui, combien cela coûtera demain. Derrière les chiffres, c'est évidemment la crédibilité des femmes et des hommes politiques qui est en jeu.

Je dois dire que dans votre communication, il y a là une somme inégalée d'omissions et de mensonges par omission.

Il y a évidemment les dépenses qui sont dissimulées. Mes collègues l'ont excellemment montré : sans doute au moins 400 millions de dépenses. D'ailleurs, je suis absolument estomaquée qu'on puisse se glorifier d'un niveau inégalé de dépenses. Ce qui compte, c'est évidemment si on peut les financer et ce qui compte, ce sont les investissements utiles.

Mais il y a aussi une chose très préoccupante, c'est le niveau inégalé de l'endettement.

Si j'ai bien lu le compte administratif 2012, vous nous dites : il y a un endettement de 3,162 milliards d'euros. Par parenthèse, je vous rappelle qu'en 2001, quand vous êtes arrivés, il y avait un endettement de 1 milliard d'euros. Vous avez poussé des cris d'orfraie, vous avez commandité un rapport d'audit qui a d'ailleurs rendu hommage à la politique de désendettement de vos prédécesseurs.

Vous nous dites qu'en 2014, pardonnez-moi du peu, l'endettement n'excédera pas 4 milliards d'euros, c'est-à-dire quatre fois plus que l'endettement que vous avez trouvé au début de votre première mandature, et c'est-à-dire une augmentation de 30 % d'endettement sur la dernière année. C'est énorme ! Il y a ce que vous dites et ce que vous ne dites pas, car cet endettement est sans doute encore plus abyssal. Curieusement, je n'ai pas trouvé de prévision d'endettement à fin 2013. Il n'y en a pas. Peut-être parce vous auriez été obligés d'y intégrer les emprunts obligataires que vous avez levés, Ville de Paris, entre mi-avril et mi-octobre 2013, c'est-à-dire 525 millions d'euros, ce qui fait que la prévision d'endettement pour la fin de cette année est sans doute beaucoup plus proche de 3,600 milliards d'euros.

Et on est loin d'un recours à l'emprunt qui est limitée à 15 % des nouveaux investissements, comme vous le dites en page 7 de votre communication. Selon toute vraisemblance, le recours à l'emprunt est à un niveau de 25 %, voire un tiers, des nouveaux investissements qui sont financés par emprunt.

Et cette tartuferie qui va inévitablement se traduire, ou qui risque inévitablement de se traduire par une augmentation de la fiscalité locale à moyen terme, intervient au pire moment, c'est-à-dire celui, comme l'a rappelé tout à l'heure Jean-François LEGARET, de la dégradation de la dette financière de la France par Standard & Poor's. Cela va renchérir les emprunts, ces charges financières qui interviennent dans un contexte - vous n'aimez pas beaucoup y revenir mais c'est une réalité - de réduction drastique des aides de l'État qui, jusqu'à preuve du contraire est de la même couleur politique que vous, va grever les grands équilibres du fonctionnement de la Ville et les capacités d'investissement utile.

Il ne s'agit pas d'investir à tout va ; il s'agit d'investir utile, et les risques d'augmentation d'impôt, sauf à ce que les Parisiens ulcérés disent stop à cette politique extrêmement aventureuse, stop aux projets pharaoniques, oui à des investissements qui seraient des investissements utiles.

Je crois que c'est ce qui est en train de se préparer.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Madame CHARNOZ, vous avez la parole.

Mme Sandrine CHARNOZ. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, le document d'orientation budgétaire 2014 dont nous débattons aujourd'hui revêt un caractère particulier par rapport aux années précédentes.

Il est le dernier de la mandature et de ce fait, réserve une large place au bilan de la municipalité sortante durant les 13 dernières années. C'est un bilan que je n'hésiterai pas à qualifier d'excellent, bien qu'il s'inscrive dans une conjoncture difficile, les crises économiques, sociales et financières qui nous affectent ne desserrant décidément pas leur emprise depuis quelques années.

Ce contexte critique nous oblige. Alors que l'évolution respective de nos recettes et de nos dépenses font de l'élaboration du budget un exercice de plus en plus contraint, jamais les dépenses en matière d'investissements pour l'avenir, d'innovation et de solidarité, n'auront été aussi nécessaires.

Ce bilan, je voudrais dire que la majorité sortante et mon groupe, le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, en sommes fiers. Jamais dans l'histoire de notre Ville la collectivité n'aura impulsé un tel développement des équipements et des services mis à disposition des Parisiennes et des Parisiens.

Rappelons-nous que sous la mandature 1995-2001, le niveau annuel moyen d'investissement était de l'ordre de 750 millions d'euros. Sur toute la durée de la mandature, le total des investissements se sera élevé au total à 9,3 milliards d'euros, soit une moyenne annuelle de 1,55 milliard, et je tenais à le rappeler.

Je ne reviendrai pas sur ce que cet effort a permis de réaliser en matière de logement, d'urbanisme, de cadre et de qualité de vie, d'attractivité économique.

Comme vous venez de le dire, Monsieur le Maire, le visage de la capitale et la vie quotidienne des Parisiens ont changé sans commune mesure et cela, sans obérer l'avenir, ni celui des contribuables de la capitale ni celui des équipes qui auront en charge la gestion de la capitale à partir du printemps prochain.

En effet, nous n'avons eu qu'un recours modéré à l'endettement, consacré exclusivement au financement de l'investissement tout au long des deux mandatures, il n'atteindra en 2014 que 3,6 milliards alors qu'il se montait en 2001 à 1 milliard.

C'est ainsi qu'avec un encours de dette bancaire et obligataire s'élevant au 1er janvier 2013 à 3,162 milliards d'euros, le taux d'endettement parisien est de 41 % fin 2012, contre 78 % en moyenne pour les communes de plus de 100.000 habitants, et notamment 163 % pour Marseille.

Nous n'avons pas financé nos investissements par l'escalade fiscale, et Paris figure dans les 100 premières villes de France les moins imposées.

Les taux, quant à eux, sont restés modérés et n'auront été augmentés que deux fois, et cela au cours de la deuxième mandature.

Depuis 2001, l'évolution de la taxe d'habitation et des taxes foncières a principalement résultée de la revalorisation des bases votées par le Parlement. C'est dans cette continuité que la Ville s'engagera sur la fixité des taux de tous les impôts locaux en 2014, bien que l'État ait ouvert aux départements la possibilité d'augmenter les taux de la fiscalité immobilière.

La modération de l'emprunt et de la fiscalité a été rendue possible par une gestion rigoureuse de nos ressources. Par exemple, nous avons vendu les actifs immobiliers qui n'avaient pas d'utilité pour les Parisiens, sans que cela ne concerne jamais, évidemment, les immeubles d'habitation.

Sur les deux mandatures - c'est difficile d'entendre ce que j'ai à dire…

Sur les deux mandatures, le produit des cessions s'étant élevé en moyenne à 150/170 millions d'euros par an. En 2014, la recette escomptée devrait se monter à 175 millions d'euros. Par ailleurs, l'exercice d'une pression soutenue sur les concessionnaires a multiplié le revenu des concessions par 2,5.

L'addition de l'épargne brute, avec un niveau moyen annuel de 650 millions d'euros, et du produit des cessions a ainsi permis à la Ville d'autofinancer ses investissements entre 2001 et 2013 à hauteur de 85 %.

La performance mérite d'être saluée.

La construction du budget 2014, quant à lui, va demander une prudence accrue. Jamais la solidarité, par une attention extrême portée à nos concitoyens les plus vulnérables, et la préparation de l'avenir par l'investissement n'auront été autant nécessaires.

Pourtant, c'est le moment auquel des facteurs exogènes, dans leur majorité, font subir des chocs considérables aux finances de la Ville. Nos recettes connaissent une certaine diminution. Les cotisations sur la valeur ajoutée des entreprises, en premier lieu, qui a été créée sous le précédent gouvernement afin de remplacer la taxe professionnelle, devraient connaître en 2014 une baisse significative d'environ 210 millions d'euros par rapport aux encaissements en 2013, avec une inscription au BP 2014 en baisse de 57 millions d'euros par rapport au BP 2013. Le phénomène affecte toutes les collectivités territoriales et constitue un véritable handicap, tout particulièrement en matière de prospective budgétaire.

Les transactions immobilières en 2013 sont en baisse de 23 % après la reprise constatée sur la période 2010-2012. La prudence commandera en 2014 de se baser sur cette tendance, même si l'espoir d'une reprise n'est pas interdit.

Les dotations de l'Etat au budget parisien sont en baisse de près de 120 millions d'euros par rapport au B.P. 2013, tandis que les dépenses de péréquation, qui incarnent la solidarité de la capitale envers les autres collectivités, augmentent de 60 millions d'euros pour atteindre un total de 360 millions d'euros. La combinaison de ces deux facteurs constitue un choc considérable que le budget 2014 devra absorber.

Mais, malgré ces contraintes, la Ville consacrera 1,4 milliard d'euros aux dépenses d'investissement en 2014. Les grands secteurs bénéficiant de cette politique d'investissement se situent dans la continuité de nos deux mandatures. Il s'agit de l'urbanisme, du logement qui est une priorité absolue depuis 2001 avec 4,9 milliards d'euros sur les deux mandatures et, vous l'avez rappelé, Monsieur le Maire, 70.000 logements supplémentaires ont été financés depuis 2001, dont 7.000 pour la seule année 2013.

Cet effort sera poursuivi en 2014, permettant à la Ville d'atteindre le seuil de 20 % de logements sociaux, fixé par la loi S.R.U., six ans avant le délai prescrit.

Il s'agit également des transports avec le prolongement de la ligne de tramway T3 de la porte de la Chapelle à la porte d'Asnières et de la ligne 14 vers la mairie de Saint-Ouen qui seront poursuivis ou amorcés.

La contribution au S.T.I.F. pour le développement des transports collectifs restera encore une fois à la hauteur des enjeux, soit près de 370 millions d'euros.

Il s'agit également de la transition énergétique et de la lutte contre la pollution avec, dans tous les nouveaux projets d'aménagement, les plans des réseaux d'eau non potable et la conversion de l'eau d'arrosage des jardins qui seront accélérés.

Le réseau de bornes de recharge électrique de la Ville sera également développé avec le déploiement de 700 nouvelles bornes afin de promouvoir l’achat de véhicules électriques.

Enfin, le marché de performance énergétique sur l'éclairage public a permis de diminuer les dépenses de 10 millions d'euros en 2012 et de 7 millions d'euros en 2013.

Il s'agit finalement du secteur de l'enseignement et de l'innovation avec des locaux scolaires qui bénéficieront pour une grande partie du budget d'investissement, mais aussi l'enseignement supérieur, la recherche et les entreprises innovantes.

Parallèlement à l'effort d'investissement, je le disais tout à l'heure, la solidarité et la protection des plus fragiles s'avèrent plus que jamais nécessaires.

Les objectifs seront poursuivis en 2014, alors même que la Ville, comme les autres collectivités territoriales, affronte des difficultés accrues. Depuis 2001, l'effort social a augmenté de 120 % pour atteindre 2,2 milliards d'euros par an.

C'est sur les questions d’emploi et d'insertion que la Ville entend faire porter un effort particulier. En 2014 seront ainsi consacrés 361 millions d'euros au R.S.A., soit plus de 22 millions d'euros par rapport au B.P. 2013, et 55 millions d'euros au Plan Départemental d'Insertion et d'Emploi.

Enfin, afin de pallier l'effet d'un certain nombre de dispositions fiscales, la Ville a choisi de mettre en place un bouclier social dont mes collègues parleront en 6e commission prochainement.

Pour conclure, mes chers collègues, je dirais, s'il était besoin de le démontrer, que le rapport de la C.R.C. sur la construction du budget 2013, ainsi que l'appréciation en septembre dernier de l'agence de notation Fitch, maintenant la note AA+ perspective stable attribuée à Paris, la meilleure possible pour les collectivités locales aujourd'hui, nous confirment que la municipalité parisienne a bien travaillé et, j'espère, continuera à le faire, à fournir des équipements et des services de qualité aux Parisiennes et aux Parisiens dans un cadre budgétaire sain, au service de l'ambition, de l'avenir et de la solidarité.

Nous attendons avec impatience le vote de ce budget primitif le mois prochain et je vous remercie de votre attention.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur GOUJON, vous avez la parole.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Monsieur le Maire, Monsieur le Préfet de police.

Concernant le budget spécial de la Préfecture de police, je voudrais juste évoquer ce qui m'apparaît comme le risque d'une explosion d'une véritable "bombe fiscale" pour les Parisiens dès 2014.

Alors que la Commission européenne vient de mettre en demeure la France d'appliquer la directive relative au temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels, rien ne garantit aujourd'hui que les pompiers militaires seront hors du champ d'application de cette directive.

Si cela se vérifiait, c'est le rapport coût/efficacité de la brigade qui serait alors totalement remis en question.

En effet, la brigade des sapeurs-pompiers, du fait de la spécificité de son statut militaire, estimait jusqu'à ce jour ne pas être concernée par l'application de cette directive, mais il semble bien que sa transposition soit possible et, s'il était applicable, ce texte imposerait la réduction d'un tiers du temps de travail annuel des sapeurs-pompiers, passant d'un plafond de 3.200 heures ouvrées par an à 2.300.

En interdisant les amplitudes de plus de 24 heures, il rendrait impossible un système de garde actuellement équilibré autour d'un régime de 48 heures de service suivies de 48 heures de repos.

En effet, la limite des 24 heures consécutives ne conviendra plus aux 75 % de pompiers de Paris habitant en province, car ces "pompiers T.G.V.", comme on les appelle, n'auront plus assez de temps pour rentrer chez eux en repos.

Une telle réduction de travail représente tout d'abord le risque d'une vulnérabilité de la Capitale, car il faudra du temps pour mettre en place un nouveau fonctionnement et pour recruter et former les effectifs supplémentaires pour assurer le même niveau de protection qu'actuellement.

Pour ceux qui seraient surpris de découvrir le régime de garde à la brigade, je rappelle que l'enchaînement de 48 heures de travail est la conséquence directe du statut militaire fondé sur la jeunesse de l'effectif, puisque la brigade a une moyenne d'âge de 29 ans, axé sur de très sévères critères d'aptitude physique et mentale et reposant sur un entraînement opérationnel et professionnel de haut niveau.

Les centaines de pompiers supplémentaires nécessaires à cette réforme ne pourront évidemment pas être recrutés en quelques mois. Le système de fonctionnement bicentenaire de la brigade ne pourra pas être changé en si peu de temps.

En conséquence, l'application de cette directive européenne s'avère très dangereuse en raison des inévitables désordres qu'elle créera.

L'explosion des coûts constitue un autre danger. Tout le monde, ici, sait que le statut militaire des pompiers de Paris permet une gestion efficiente des deniers publics.

Dans le rapport 2012 de la Cour des Comptes, qui atteste de l'excellent rapport coût/efficacité des pompiers de Paris, qui se situe à presque moitié moins cher que celui des pompiers professionnels, le coût moyen par contribuable est environ de 52 euros par an contre une centaine d'euros en province.

L'application de la directive européenne, en réduisant de près de 30 % le potentiel de temps de travail autrefois consacré au régime de garde actuel, rendrait nécessaire la création de près de 1.800 postes budgétaires supplémentaires, tout cela pour tout simplement et juste maintenir le niveau de service public actuellement assuré par la brigade.

Une telle hausse représenterait, par son ampleur, pas moins du triple du rattrapage d'effectifs du plan de modernisation 2002-2007 de la brigade, soit plus de 200 millions d'euros !

Monsieur le Préfet de police, comment comptez-vous répondre à cette menace ?

Quelle solution envisage le Ministère de l'Intérieur ?

Quelle est la date butoir pour l'application de ce texte ?

Comment sera-t-il appliqué ? Peut-on espérer, d'ailleurs, un aménagement de cette directive et même une exemption implicite de la brigade, compte tenu de son statut particulier, unique en Europe ?

Monsieur le Maire, au moment où nous évoquons les orientations budgétaires, il me semble que c'est le moment de se poser la question de savoir comment cette dépense pourra être honorée, si jamais elle devait être acquittée.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur GOUJON, ce risque existe depuis très longtemps, cette directive européenne ne date pas…

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - 2003.

M. LE MAIRE DE PARIS. - 2003, dites-vous, donc ce n'est pas quelque chose du budget 2014, au contraire.

J'ai été sensibilisé à cette question il y a longtemps et j'ai obtenu, pour le moment, du Gouvernement actuel toutes les assurances pour que les unités militaires, vous avez très bien évoqué la différence avec les unités civiles, ne soient pas concernées par cette directive européenne sur le temps de travail.

Donc, tout le scénario catastrophe que vous avez décrit comme une hypothèse n'est absolument pas d'actualité, notamment pour l'année 2014.

Je veux vous rassurer, mais surtout, au-delà rassurer tout le monde, parce que, là, ce serait particulièrement préoccupant.

J'ai la réponse, j'ai été saisi, et j'ai agi. Bien sûr que cela me préoccupe, la brigade m'a saisi, Monsieur GOUJON, vous l'imaginez bien. Cela fait longtemps, j'ai même écrit aux parlementaires européens pour leur demander de se mobiliser sur cette question et j'ai reçu des gages d'apaisement du Ministère de l'Intérieur, donc je vous réponds et il n'y a pas de risque sur l'année 2014.

Monsieur DUBUS ?

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Il serait bon que le Ministre de l'Intérieur s'exprime.

M. LE MAIRE DE PARIS. - J'ai cru que votre inquiétude était de bonne foi, je vous donne des raisons d'apaisement, donc n'en rajoutez pas pour faire peur !

Monsieur DUBUS ?

Vous encore moins.

M. Jérôme DUBUS. - Mes chers collègues, nous venons d'apprendre, Monsieur le Maire, que vous avez récemment reçu la distinction japonaise de l'Ordre du soleil levant pour votre contribution envers ce pays…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Echelon or et argent !

M. Jérôme DUBUS. - Je vous en félicite, mais en ce qui concerne votre contribution à la bonne gestion des finances de la Ville, c'est plutôt de l'Ordre du soleil couchant, voire de l'Ordre du crépuscule, dont vous devriez être décoré, car les difficultés financières se rapprochent plus vite que prévu. C'est, d'ailleurs, ce que vient de noter la Chambre régionale des comptes d'Ile-de-France.

Certes, comme toutes les collectivités locales, la Ville de Paris est victime de la paralysie économique provoquée par la politique menée depuis 18 mois au niveau national. La confiance a disparu, la croissance s'est envolée, le chômage explose et le matraquage fiscal est la règle.

Dans ces conditions macroéconomiques extrêmement difficiles, toutes les communes souffrent. Les dotations de l'État baissent, le rendement des taxes locales s'essouffle et le consentement à l'impôt de la part de nos concitoyens est de plus en plus rejeté.

J'avais déjà prévenu dans cet hémicycle et à plusieurs reprises votre majorité de la nécessité d'appliquer le principe de précaution financière, mais c'est la politique de l'autruche, comme celle de M. HOLLANDE, que vous avez choisie : la tête dans le sable, en attendant le retour de la croissance, comme on attend Godot.

Du côté des dépenses, vous poursuivez leur augmentation, non pas au niveau de l'investissement, qui chute chaque année depuis 2007 : 1,8 milliard en 2007, 1,6 en 2012, 1,4 en 2014. Les investissements de la collectivité parisienne représentaient 21 % des dépenses totales en 2007, 17 % seulement en 2013 et encore moins l'année prochaine.

Et parallèlement, l'endettement de la Ville explose. Fin 2014, la dette de la Ville aura été multipliée par quatre : 1 milliard d'euros en 2002, 4 milliards l'année prochaine. Si Paris est moins endettée que d'autres villes, la progression de l'endettement est l'une des plus fortes en France, mais côté dépenses de fonctionnement, on ne se gêne pas, notamment en ce qui concerne les dépenses de personnel et les dépenses à caractère général, c'est-à-dire le train de vie de la Ville qui continue d'augmenter plus vite que l'inflation.

La bonne gestion aurait pourtant consisté d'abord à stabiliser les dépenses de fonctionnement de la Ville, soit un effort d'environ 100 millions d'euros d'économie, représentant 1,3 % du budget général, par la mise en place d'une revue générale des politiques publiques parisiennes, la fameuse R.G.3P. que nous réclamons chaque année.

Cette situation, alors vous êtes maintenant dans la seringue de l'austérité, qui sera extrêmement douloureuse, et cette situation rend d'ailleurs assez dérisoires les mirifiques promesses de campagne de Mme HIDALGO, notamment en matière de logement social, car, parallèlement, et vous le savez, vos recettes vont décroître, les dotations de l'Etat sont en baisse, l'autofinancement est en baisse également, 450 millions d'euros pour 2014, c'est-à-dire 86 millions d'euros de moins qu'en 2012. Je rappelle qu'il s'élevait à 614 millions d'euros en 2002.

Enfin, les recettes fiscales, et notamment les droits de mutation et la contribution volontaire sur la valeur ajoutée des entreprises, sur le rendement desquels planent de nombreuses incertitudes dues à la fois à la conjoncture très dégradée, mais également aux conséquences de la loi Duflot, qui va casser le marché immobilier, avec son cortège de réglementations obligatoires nouvelles.

Dérive des dépenses courantes, baisse contrainte des recettes, augmentation de la charge de la dette, réduction des capacités d'investissement, c'est un cocktail explosif que vous allez nous laisser en héritage en mars prochain.

Si on y ajoute le coût exorbitant de la métropole du Grand Paris, enfant bureaucratique de Mme HIDALGO et de M. BARTOLONE, en comprend qu'il est temps de changer de majorité.

C'est, d'ailleurs, Monsieur le Maire, et j'en conclurai par-là, le Dalaï-Lama que vous avez honoré, qui déclarait : "Si tu veux connaître quelqu'un, n'écoute pas ce qu'il dit mais regarde ce qu'il fait". Eh bien, Monsieur le Maire, les Parisiens vont regarder bientôt ce que vous avez fait.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Cher Monsieur DUBUS, Je vais d'abord vous remercier de votre gentillesse, votre amabilité.

Si je pouvais vous décernez le prix de l'humour politique, je le ferais, parce que, quand même, voir dans le rapport de la Chambre régionale des comptes, un réquisitoire sur notre gestion, il faut quand même chausser des lunettes… vous m'indiquerez le nom de l'opticien, parce que ce n'est pas exactement ce qu'il y a dans le rapport de la Chambre régionale des comptes.

J'ajoute, Monsieur DUBUS, et cela doit vous déranger, parce que je crois que vous êtes plutôt tenant de l'économie néolibérale, que les dépenses de fonctionnement courant, en proportion, comme les dépenses, d'ailleurs, de personnel, sont inférieures à ce que faisait votre famille politique par rapport au budget général ; cela doit vous agacer et, effectivement, cela laissera à la future équipe municipale des marges de manœuvre, mais on n'a peut-être pas la même idée de la prochaine équipe municipale.

La parole est à Mme TISSOT.

Mme Claude-Annick TISSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous allons effectivement revenir sur les problèmes de dépenses de personnel.

Voici, en effet, des orientations budgétaires pavées de bonnes intentions, et tant mieux, mais pour ma part, je reviendrai sur deux de vos affirmations, et tout d'abord sur celle selon laquelle, depuis 2001, vous poursuivez la

modernisation de notre administration, qui a permis de maîtriser les dépenses au bénéfice des services rendus aux Parisiens.

Voici quelques chiffres qui vont à l'encontre de cette certitude.

Depuis 2001, et je tire mes information du dernier rapport social de l'exercice 2012, 8.721 emplois ont été créés, représentant une augmentation de 22 %, pour une masse salariale qui a augmenté sur la même période de 38 %, soit 3,7 % en moyenne par an, cette masse salariale représentant aujourd'hui environ 2 milliards d'euros sur le budget de la collectivité.

Face à cette augmentation des effectifs qui pourrait être destinée à renforcer les services de proximité rendus aux Parisiens, comme vous le prétendez, un phénomène marquant : le taux d'absentéisme au sein de l'administration parisienne qui ne cesse d'augmenter.

Aujourd'hui, il est globalement autour de 11 %, ce qui représente un coût estimé à plus de 200 millions d'euros.

Le rapport de la Chambre des comptes de février 2013, page 40, rappelle qu'en 2011, le nombre de jours ouvrés perdus représente ainsi 20 jours par an et par agent de la commune.

Conjugué avec l'existence des vacances, l'absence au travail réduit d'autant les effectifs disponibles dans les services. Trois directions, celles, d'ailleurs, qui bénéficient de recrutements d'effectifs supplémentaires, sont particulièrement touchées par l'absentéisme : la DFPE, la DASCO et la DPE. Cette dernière, qui est la Direction de la Propreté, service de proximité par excellence, connaît un taux de 20 % d'absentéisme, le plus fort taux d'absence pour maladie ordinaire et le plus fort taux d'absence pour accident du travail.

La Chambre régionale des comptes note dans son rapport, page 41, que les catégories les plus touchées par le problème des absences faisaient état majoritairement d'un manque de reconnaissance de leur travail et de leurs résultats par l'encadrement et par les élus.

Alors, question : le taux annuel de recrutement des effectifs ne vient-il pas compenser le taux d'absentéisme des services de proximité de la collectivité et disons-le, tout simplement, la mauvaise gestion R.H. de ces services, avec, pour conséquence, un coût supplémentaire pour le contribuable parisien.

Je reviendrai également sur une autre de vos affirmations, selon laquelle offrir aux Parisiens des services publics modernes ne peut s'envisager sans le concours des agents de la collectivité, et vous évoquez notamment l'amélioration que vous souhaitez porter aux conditions de travail des agents et au déroulement de carrière.

De très gros efforts restent, en effet, à déployer dans ces domaines, car le bilan est loin d'être satisfaisant, et je citerai quelques exemples.

D'abord, dans le domaine de la médecine préventive, la Chambre régionale des comptes, dans son rapport, note, page 53, que les visites médicales organisées par la médecine préventive sont obligatoires.

Le service médical de prévention de la Ville de Paris effectue aujourd'hui en moyenne 16.000 visites par an, soit environ un tiers des effectifs, ce qui est insuffisant au regard des obligations réglementaires qui imposent un examen médical des agents au minimum tous les deux ans.

On le voit, le budget 2014 devra impérativement prendre en compte la nécessité d'offrir à l'ensemble de nos agents un service médical conforme à la loi.

Autre exemple en matière sociale : aucune précision quant au déblocage des comptes épargne-temps, alors que l'on sait que les C.E.T. devront être débloqués. Quel plan stratégique, quelle dotation budgétaire prévue à cet effet dans le budget 2014 pour encourager l'utilisation du C.E.T. au cours de la vie professionnelle ? La communication n'en fait pas état.

Quant à la mobilité et au déroulé des carrières, on retiendra qu'aujourd'hui le taux promus/promouvables reste très bas. Il est en effet de 12 % en catégorie A, de 11 % en catégorie B et 20 % en catégorie C, alors même que la catégorie C représente plus de 62 % des agents de la collectivité territoriale.

Quant au taux de détachement et de mobilité, il varie entre 2,2 et 2,4 sur la base des effectifs physiques Ville et Département, ce qui est également très bas.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Mme Claude-Annick TISSOT. - Je voudrais juste terminer.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Madame, je suis désolé mais tous les groupes ont tenu leur temps de parole sauf le vôtre, et de loin.

Mme Claude-Annick TISSOT. - Monsieur le Maire, les Parisiens ont besoin d'une administration de proximité efficace, mais cette administration a besoin aussi d'une gestion motivante à la hauteur des missions qui sont les siennes et c'est ce à quoi devra répondre le budget 2014, et j'ajouterai : enfin !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Monsieur MARTINS, vous avez la parole.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, ce document d'orientations budgétaires confirme malheureusement deux tendances qui ont de quoi nous inquiéter. La première est celle du désengagent de l'Etat qui était vrai sous le Gouvernement précédent et qui malheureusement est tout aussi vrai aujourd'hui et qui, combiné à la baisse des recettes, fait que la Ville doit agir dans un cadre de recettes contraint et doit même compenser très fréquemment…

M. LE MAIRE DE PARIS. - S'il vous plaît !

M. Jean-François MARTINS. - … les absences de l'Etat et d'autres acteurs institutionnels.

Ce besoin est d'autant plus grand par ailleurs que la Ville, comme l'ensemble des pouvoirs publics en France, doit faire face à la crise et doit répondre présent. Face à ce désengagement de l'Etat et face à ce contexte de crise, une fois de plus les orientations budgétaires nous confirment que la Ville répond présent pour protéger les plus faibles, pour assurer la pérennité des investissements et pour protéger ceux qui en ont besoin.

Cependant, s'il y avait une inquiétude, je crois, dont la lecture des documents budgétaires précis le mois de décembre prochain devrait nous éclairer, c'est que ce contexte de crise cela fait maintenant deux ans, trois ans, quatre ans, cinq ans qu'il dure, et donc cela fait quatre ou cinq ans qu'on attend. Evidemment qu'il y a une justification d'avoir recours à l'emprunt et à la dette quand on a besoin de financer des investissements et de financer la protection des Parisiens les plus faibles, mais quand la crise dure, est-ce un modèle, Monsieur GAUDILLÈRE, pérenne et durable de financement si la crise devait durer ?

Pour cela, c'est la déception de ces orientations budgétaires : en matière d'emploi et en matière d'attractivité, une fois de plus, pour sortir de la crise et pas seulement y faire face, les réponses sont un traitement strictement social de l'emploi et non pas un traitement par la création de valeurs et la création d'emploi. Notamment je regrette qu'il n'y ait pas dans ces orientations budgétaires des investissements massifs en faveur du tourisme qui sera l'un des piliers majeurs probablement de la sortie de crise pour les Parisiens.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur.

Merci à tous et maintenant je donne la parole à M. Bernard GAUDILLÈRE pour réagir à vos interventions, pas de manière exhaustive mais de manière précise.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce débat est très important, tout le monde l'a souligné, parce qu'il est le dernier débat d'orientations budgétaires de la mandature et il comporte donc à la fois une prospective, c'est-à-dire ce que sera le budget 2014, et une rétrospective, c'est-à-dire les finances de la Ville depuis 2001.

Alors, sur 2014, avant de voir ce que nous allons faire, voyons d'abord les trois contraintes extérieures très fortes, ou fortes, qui s'imposent à nous.

La première, on l'a souligné, c'est la baisse de la C.V.A.E. Vous savez que nous avions repoussé le débat d'orientations à novembre, parce que nous voulions disposer d'un chiffre certain de C.V.A.E. et notre souci était de construire un budget 2014 sincère qui repose sur des chiffres incontestables, et le chiffre qui nous a été communiqué par l'Etat sur la C.V.A.E. est en recul de 217 millions d'euros par rapport à nos encaissements de 2013.

Bien entendu, qu'il n'y ait aucune équivoque, ce recul n'est pas propre à Paris, le nombre d'entreprises redevables parisiennes de la C.V.A.E. est strictement inchangé, et Paris reste l'une des quatre ou cinq villes les plus attractives du monde pour les entreprises. Il s'agit donc d'un phénomène national, que les autres collectivités ne vont d'ailleurs pas tarder à appréhender. Nous attendons de l'Etat une explication détaillée, mais elle ne changera pas le chiffre.

Deuxième contrainte : la croissance de la solidarité envers les autres collectivités. Les péréquations augmenteront d'au moins 60 millions d'euros, et les dotations de l'Etat baisseront de près de 120 millions d'euros.

Je rectifie d'ailleurs au passage ce que vous avez dit, Monsieur le Président LEGARET, c'est un chiffre que nous ne dissimulons pas, vous le trouverez à la page 4 - paragraphe 3 du document d'orientations budgétaires.

Pour vous donner une vision claire de ces transferts massifs, j'ai calculé le total des péréquations et baisses de dotations de ces dernières années : il est de 447 millions pour 2011-2012 et il sera de 843 millions pour 2013-2014, c'est-à-dire un quasi-doublement. C'est vous donner une idée de ce que le budget de la Ville est contraint d'absorber.

Pour autant, et je réponds là aussi à ce que disait l'un des intervenants, en l'occurrence M. LEGARET, le bilan de nos relations avec l'Etat doit être nuancé, parce que le Gouvernement actuel est ouvert à nos demandes sur toute une série de sujets. Je signale au passage que nous économiserons 15 millions d'euros après l'application de la circulaire TAUBIRA sur les mineurs étrangers isolés, et que nous encaisserons 9,6 millions d'euros de compensation supplémentaire sur les prestations sociales.

Troisième contrainte extérieure, c'est le report de l'écotaxe qui était intégrée à nos recettes 2014 pour 18 millions d'euros. J'ignore bien entendu ce que sera l'impact final des décisions de l'Etat mais il est clair qu'il ne sera pas négligeable.

Malgré ces trois contraintes, le budget 2014 restera dans la continuité des 13 budgets précédents. Je dis bien les 13 budgets puisque vous vous souvenez sans doute qu'en 2001 la majorité sortante n'avait pas pu voter de budget et nous en avait laissé très aimablement le soin.

Donc cinq éléments de continuité.

Premièrement, un fort engagement de solidarité, dont le symbole est le bouclier social : augmentation de prestations, diminution de tarifs, stabilisation de loyers, bouclier que vous avez approuvé en octobre et qui trouvera sa traduction budgétaire à hauteur de 10 millions environ.

Deuxièmement, l'aménagement des rythmes éducatifs pour lequel, vous le savez, nous serons aidés par l'Etat et la Caisse d'allocations familiales. C'est une manifestation parmi beaucoup d'autres de nos efforts déterminés depuis 2001 pour l'enseignement, de la maternelle à l'université.

Troisièmement, la poursuite d'un investissement très élevé, puisque ce sera la fin de notre ambitieux programme de mandature, et que nous y consacrerons 1,4 milliard d'euros.

Quatrièmement, une exigence de rigueur de gestion, sans laquelle ces politiques ambitieuses ne seraient pas possibles. Je ne citerai que deux chiffres mais que je trouve très éloquents. Les charges de gestion, c'est-à-dire les crédits de fonctionnement des services, ne devraient augmenter que de 1 %, c'est-à-dire nettement moins que l'inflation, grâce à un plan d'économie d'une cinquantaine de millions, je dis bien une cinquantaine de millions.

Cinquièmement enfin, la fixité du taux des impôts, notamment ceux de la taxe d'habitation et de la taxe foncière qui, je le rappelle car on l'a un peu oublié, n'ont pas changé depuis quatre ans.

De même, nous n'utiliserons pas la possibilité offerte récemment par le Gouvernement et le Parlement de majorer le taux des droits immobiliers. Nous respectons la promesse de stabilité fiscale que nous avons faite aux Parisiens. Vous allez me dire que c'est la moindre des choses de respecter ses promesses, mais je tiens quand même à le souligner face au déferlement de contrevérités auquel nous assistons en ce moment sur ce sujet.

Pour conclure sur 2014, le contexte et les contraintes extérieures ne nous rendront certes pas faciles les arbitrages budgétaires, qui d'ailleurs ne sont pas tous rendus, Monsieur le Président LEGARET. Le projet de budget comportera encore un certain nombre d'arbitrages dans les jours qui viennent, avant d'être envoyé à l'imprimerie et ensuite aux élus.

Mais j'allais dire que ce n'est pas la première fois que, face à des circonstances difficiles, nous maintenons le cap. C'est d'ailleurs cette capacité de réaction et d'adaptation que nous reconnaissent à la fois la Chambre régionale des comptes et les agences de notation. Quelques citations, si vous le permettez : "Bonne flexibilité budgétaire" pour Fitch, "Gouvernance et gestion financière très positives avec une maîtrise renforcée sur la structure de coûts" pour Standard & Poor's et "réactivité face aux contraintes externes" pour la Chambre régionale des comptes.

Voyons maintenant la rétrospective parce que c'est intéressant de voir ce qui a été fait et de tirer des bilans.

2001-2014. On l'a très souvent dit dans ce débat, quand on survole les treize années écoulées, ce qui frappe évidemment c'est l'importance de l'investissement. Je sais que l'Opposition essaye parfois de le nier, de moins en moins d'ailleurs, sans se rendre compte que nier une réalité aveuglante n'a pas beaucoup de sens.

18 milliards : vous trouverez dans les premières pages du D.O.B. des listes très exhaustives.

Je réponds à ce que vous disiez tout à l'heure sur la nécessité de savoir à quoi ces investissements ont servi.

Ces listes, moi, je les trouve très parlantes. Pour que les Parisiens disposent, dans le débat des prochains mois, des chiffres clairs et irrécusables, et pour répondre aussi aux recommandations de la Chambre régionale, nous avons placé en annexe au D.O.B., je pense que vous l'avez tous remarqué, un document, un tableau qui répartit les investissements de la mandature en huit catégories : logement, cadre de vie, culture, urbanisme etc. Le bilan est donc clair, précis et incontestable.

Mais le tout n'est pas de décider d'un montant d'investissement massif, ni de réaliser ces investissements, techniquement parlant. Encore faut-il les financer !

La première idée qui vient à l'esprit de beaucoup, c'est la dette parce que c'est la solution de facilité et qu'elle trouve toujours ses avocats.

Mais le choix fondamental de stratégie financière, j'y insiste beaucoup, et il faudra en reparler dans les quatre ou cinq mois qui suivent, le choix fondamental de stratégie financière que nous avons fait n'a pas été celui-là. Nous avons rejeté d'emblée, dès 2001, l'idée d'un endettement massif, pour deux raisons :

- d'abord, parce que nous n'avons pas voulu léguer aux générations futures le poids d'une dette trop lourde ;

- deuxièmement, nous avons voulu laisser des marges de manœuvre importantes aux municipalités futures parce que l'Histoire, et notamment l'Histoire européenne très récente, nous apprend qu'une dette lourde aboutit toujours, un jour ou l'autre, à une sévère remise en ordre.

Donc, nous nous étions fixés un plafond d'endettement de 4 milliards à la fin de ces 14 ans, c'est-à-dire un taux d'endettement moitié moins élevé que la moyenne des grandes villes françaises.

Moitié moins élevé que la moyenne des grandes villes françaises !

Relisez le rapport de la Chambre régionale des comptes, c'est ce qu'il confirme.

Cet objectif, nous l'atteindrons et c'est bien ce que saluent tous les rapports extérieurs et indépendants, agences de notation et Chambre régionale. Je fais quelques citations :

- "dette modérée" pour Fitch ;

- "capacité effective de la Ville à respecter ses objectifs d'endettement" pour Standard & Poor's ;

- "limitation du recours à l'endettement" pour la Chambre régionale des comptes.

Il y a beaucoup de conséquences bénéfiques à cet endettement modéré.

D'abord, dans un contexte de financement très difficile des collectivités françaises, où beaucoup ne trouvent plus de financement qu'à la Caisse des dépôts, donc dans des montants très limités. L'accès au crédit de Paris ne pose aucun problème, dès lors que les agences de notation nous maintiennent la meilleure notation possible pour une collectivité française.

On a dit tout à l'heure que nous risquions de subir une dégradation à la suite de celle de l'Etat, c'est possible, mais j'indique que la précédente dégradation, qui était également liée à l'abaissement de notation de l'Etat, n'a eu aucune conséquence sur nos taux, dès lors que les agences de notation reconnaissent que notre notation "intrinsèque", comme on dit dans leur jargon, est le aaa.

Nous avons emprunté en 2013…

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - 3 petits A !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Oui, c'est parce qu'il est intrinsèque, mais vous avez raison, cela correspond aux AAA.

En 2013, nous avons emprunté au taux de 2,9 %, ce qui nous a fait réaliser des économies substantielles.

Et tenez ! Une comparaison sur le long terme : les frais financiers de la Ville de Paris représentaient en 1998 - je dis bien "en 1998" - 3 % des dépenses totales de la Ville et ils représentent maintenant moins de 2 %.

Vous voyez bien que la maîtrise des frais financiers n'a pas été négligeable.

Nous n'avons donc recouru…

Rassurez-vous, je ne parlerai pas…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur GAUDILLÈRE seulement, continuez, c'est très bien.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Nous n'avons donc recouru à la dette que pour 12 % des investissements et nous avons autofinancé les investissements pour 88 %, j'ai refait très récemment le calcul : 2,2 milliards de dette sur 18 milliards d'investissement, c'est-à-dire 88 % d'autofinancement.

Vous savez, il n'y a pas beaucoup de collectivités qui autofinancent leurs investissements à 88 %. Je me demande même s'il y en a une autre en France.

Cette performance suppose de dégager une épargne très importante.

Comment y sommes-nous parvenus ?

Il y a eu, certes, je ne le nierai pas, les droits de mutation mais je vous rappelle que les droits de mutation sont une recette très incertaine et qu'ils ont reculé de 300 millions - 300 millions ! - en 2008/2009 et de 250 millions - 250 millions ! - en 2012/2013.

Au passage, je souligne que ces deux accidents ont justifié pleinement que nous ayons toujours affecté ces produits à nos investissements au lieu de les gaspiller en dépenses de fonctionnement.

Pour répondre à votre question très pertinente, Monsieur le Président LEGARET, pour les 68 millions de produits supplémentaires au regard de notre inscription 2013, je vous annonce tout de suite qu'ils serviront à l'autofinancement de nos investissements, donc à nous endetter moins que ce que nous avions prévu dans nos budgets primitif et supplémentaire.

Et puis, il y a eu les décisions fiscales de 2009/2010 qui ont également joué un rôle dans la définition de notre épargne, c'est clair, mais vous savez que nous avons veillé à ce que leur impact soit modéré, je le redis : l'impact des décisions fiscales de 2009/2010, c'est 1 % par an sur chacune des 13 années de ces deux mandatures.

Surtout, nous avons fait en sorte que Paris reste l'une des villes les moins imposées de France.

Je sais que cela vous dérange que, chaque année, j'exhibe mon numéro de la revue Capital, mais que voulez-vous ? C'est un classement qui fait autorité dans le monde des finances publiques locales et, année après année, il répète que nous sommes, dans ce domaine des impôts, 108e - 108e ! - sur les 110 principales villes françaises.

C'est aussi la Chambre régionale des comptes, vous l'avez citée mais pas tout à fait complètement - je ne sais pas pourquoi, d'ailleurs ! -, c'est la Chambre régionale des comptes qui souligne - je cite - notre "modération fiscale". Ce sont les agences qui expliquent "une pression fiscale modérée" pour l'une, "un niveau très bas de fiscalité" pour l'autre.

Ce sont des réalités, c'est ainsi !

Donc, la clef fondamentale de notre épargne et de notre autofinancement ne se situe pas vraiment dans ces deux éléments, droits de mutations et décisions fiscales de 2009/2010, elle se situe dans le fait que nous avons maîtrisé fermement, durant ces 13 ans, nos dépenses de fonctionnement. C'est ce que la Chambre régionale - encore elle ! - appelle notre "politique de maîtrise budgétaire déterminée".

Nous y sommes parvenus par toutes sortes de démarches, je ne vous infligerai pas le détail, mais toutes sortes de démarches d'optimisation et de contrôle des dépenses. Nous avons également stabilisé nos effectifs depuis 2008 et cette décision a sûrement été l'une des décisions stratégiques les plus importantes de ces 13 années.

Nous avons réduit très brutalement, j'emploie le mot à dessein, très brutalement les dépenses de réception, de communication, d'événementiel. Comme le soulignait il y a un instant le Maire de Paris, nous avons fait passer les dépenses de personnel de 38 % du budget en 2001 à 34 % en 2013, et les charges de gestion courante, c'est-à-dire les charges de fonctionnement des services, de 18 % à 15 %.

Je hausse le ton non pas parce que je suis très convaincu mais, si je veux être entendu, c'est sans doute nécessaire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - En plus, tu es très convaincu !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Voyez-vous, mes chers collègues, les économies, c'est un travail patient, obstiné, pas toujours spectaculaire, j'allais dire un travail de fourmi. Ah, je sais bien que certains croient au miracle de la baguette magique : je touche le budget de la Ville de Paris de ma baguette magique et hop, 1 milliard s'envole.

A ce propos d'ailleurs, Monsieur le Président LEGARET, si je puis me permettre un conseil à un spécialiste incontesté des finances publiques parisiennes, vous devriez peut-être donner des leçons particulières à ceux et celles qui croient encore à la baguette magique budgétaire.

Parce que la réalité, c'est l'attention portée quotidiennement à chaque dépense et qui, au bout de tant d'années, nous a permis ces résultats qui sont résumés dans un chiffre très simple : 650 millions d'épargne dégagée en moyenne chaque année depuis 13 ans.

Excusez-moi d'avoir été peut-être un peu long sur ces questions financières, mais elles sont à l'évidence au cœur du débat politique et, si l'on en doutait, ce qui n'était pas mon cas, la période récente nous l'aurait rappelé. Je l'ai fait avec d'autant plus de conviction que notre bilan me semble d'une grande solidité.

À l'heure où tant de collectivités sont confrontées à d'inextricables difficultés financières et sont même parfois privées d'accès au crédit, ce qui les empêche d'investir, Paris maintient le cap : économies de fonctionnement, investissements importants, dette modérée et fiscalité favorable.

C'est bien parce que nous avons géré avec prudence et sérieux que nous avons pu agir dans tant de domaines - sociaux, culturels, etc.

Il n'y a pas d'action politique solide et durable sans des finances saines et des budgets prudents.

Ce jugement que je porte sur ces 13 ans n'est pas seulement le mien, je l'ai dit, c'est aussi celui de la Chambre régionale des comptes, c'est celui des agences de notation, mais le vrai jugement, Mesdames et Messieurs, ce sera bientôt celui des Parisiens, dans lequel j'ai une entière confiance.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ce n'est pas prévu par le règlement, vous qui êtes si soucieux du règlement.

Là, vous me demandez d'enfreindre le règlement ; je n'ose !

Allez, brièvement !

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je note simplement que Bernard GAUDILLÈRE, qui a répondu longuement, pas trop longuement, mais longuement en puisant des éléments de réponse dans le rapport de la Chambre régionale des comptes n'a pas répondu à la première question que j'ai posée : la recommandation n° 1 du rapport de la Chambre régionale des comptes figure à la page 8. Il reprend une recommandation déjà ancienne : annexe au document d'orientation budgétaire, une synthèse pluriannuelle actualisée de la programmation et des plans d'action de maîtrise budgétaire.

Ce document n'est pas annexé.

Peut-il nous dire pourquoi ?

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur GAUDILLÈRE, vous avez la parole, brièvement.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Monsieur le Président, j'ai effectivement été obligé de choisir dans les arguments par lesquels j'ai répondu.

Nous avons appliqué la recommandation de la Chambre régionale des comptes sur un point et pas sur un autre.

Nous avons annexé au D.O.B. une classification des investissements par catégories - je l'ai dit tout à l'heure et cela ne vous a pas échappé : c'est l'annexe au D.O.B.

En revanche, il est vrai que nous n'avons pas donné de pluriannuel pour les six années à venir pour une raison évidente : c'est la prochaine municipalité qui arrêtera son plan d'investissement et je ne doute pas qu'elle vous

présente le plan qu'elle aura arrêté. Mais je ne vois pas la municipalité actuelle pouvoir présenter le plan d'une municipalité qui n'est pas encore élue !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup de cette réponse de bon sens.

Je vous remercie tous des nombreux conseils que vous m'avez donnés puisqu'il faut maintenant, dans les jours qui viennent, avec ma premier adjointe, avec l'adjoint des finances, avec tous les adjoints d'ailleurs... que je rende les arbitrages budgétaires que je n'ai pas rendus, je vous signale. Je ne sais pas si c'est M. LEGARET qui nous disait que c'était déjà fait… non, non ! J'ai attendu cette séance et effectivement, cette semaine, je vais être amené à rendre des arbitrages budgétaires.

Mais je voudrais vous dire, aux uns et aux autres, si vous me le permettez, ainsi vous saurez dans quel état d'esprit j'ai travaillé et je travaille.

À la droite, je dirai que oui, aussi surprenant que cela puisse vous paraître, la gauche est bonne gestionnaire, maîtrise l'endettement, maîtrise à Paris la fiscalité, et je suis prêt à toutes les comparaisons avec toutes les collectivités que vous dirigez, par exemple avec Bordeaux et Marseille.

Mais je veux dire aussi à la gauche que la démonstration est faite par cette équipe dans sa totalité qu'il n'y a pas de progrès social sans bonne gestion.

Lorsqu'il n'y a pas bonne gestion, il y a la dureté des politiques fiscales, des coûts des services publics. C'est une bonne gestion, c'est ce que nous faisons depuis 13 ans, qui nous a permis, j'ai oublié de le dire à Mme SIMONNET tout à l'heure, d'augmenter les dépenses de solidarité de 120 %. Est-ce que vous croyez que si nous n'étions pas très concentrés sur la bonne gestion, j'aurais pu décider du bouclier social pour l'année 2014 ? Mais non ! Or, ce bouclier social, avec une hausse de 5 % pour toutes les prestations logement, la stabilisation des loyers, la baisse des tarifs des principaux services publics à partir du 1er janvier 2014, de 2 %. Où cela a-t-il lieu ? Dans quelle collectivité ?

D'ailleurs, ce n'est pas la peine de mettre dans les programmes la remunicipalisation de l'eau : nous l'avons fait depuis 2008 ! Pour ceux qui me contestent.

Je connais les programmes et je suis passionné par la démocratie.

Je veux le dire à tous : pour faire une politique progressiste et écologiste, il faut être sérieux comme nous le sommes, avec Bernard, comme je l'ai été avec Christian SAUTTER. Sinon nous ne pourrions pas avoir cette ambition sociale et écologique. Je vous le dis parce que c'est le dernier débat d'orientation budgétaire, mais c'est bien dans cet esprit que je vais travailler ces jours-ci. Être sérieux, être rigoureux : le mot ne me fait pas peur pour donner toutes les marges que nous trouverons, en faveur du progrès social et de la dynamique de Paris !

Nous poursuivons nos travaux sur les différents projets de délibération.

2013 SG 196 - Rapport de développement durable pour l'exercice 2013.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Maintenant, nous passons à l'examen du rapport de développement durable pour l'exercice 2013.

Je donne d'abord la parole à M. NAJDOVSKI.

(M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, remplace M. le Maire de Paris au fauteuil de la présidence).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Le rapport annuel de la Ville de Paris sur le développement durable traduit l'engagement de notre collectivité pour améliorer l'environnement économique, social et écologique de notre Capitale.

Le débat sur ce rapport est donc un moment important, et ce document a pour mission d'éclairer notamment les débats sur les orientations budgétaires du budget primitif de 2014.

Si la collectivité parisienne a considérablement progressé en 12 ans sur les questions environnementales symbolisées notamment par l'adoption du Plan Climat en 2007 et du Plan Biodiversité en 2011, je reste néanmoins avec le sentiment de potentiel inabouti sur de nombreux sujets.

Tout d'abord, sur la question de la pollution atmosphérique, qui est un fléau qui dépasse très largement le cadre parisien et qui concerne autant notre région que d'autres régions françaises.

Il faut le rappeler, la pollution atmosphérique touche chaque jour des milliers de Parisiens et elle entraîne des pathologies qui peuvent ôter jusqu'à huit mois d'espérance de vie à certaines personnes.

Le rapport le souligne : même si la qualité de l'air s'améliore, elle reste à certains égards préoccupante.

En cause, notamment la politique qui a été menée au niveau national par les précédents gouvernements et qui a abouti à ce que le parc automobile français soit parmi les plus diéselisés au monde.

En cause, en particulier, le bonus-malus mis en place en 2008 par M. BORLOO et par Mme KOSCIUSKO-MORIZET, qui a donné un coup de fouet à la vente de véhicules diesel. Or, nous le savons, le diesel émet des particules fines particulièrement toxiques, et l'Organisation mondiale de la santé a classé en 2012 le diesel comme cancérogène certain.

Pour lutter contre ces pics de pollutions qui accompagnent trop systématiquement les journées de beau temps à Paris, notre collectivité doit impérativement s'engager dans une diminution drastique de l'utilisation du diesel, qui reste toujours présent dans le parc de l'administration parisienne et ultra-majoritaire dans le parc d'autobus de la R.A.T.P.

Elle doit également impulser, dans le cadre de la future métropole, une politique volontariste de réduction de la circulation automobile et de report modal sur les transports collectifs, qui restent le chemin le plus efficace pour réduire la pollution globale due à l'automobile dans notre région.

Le rapport mentionne également une amélioration dans le partage de l'espace public. Si la circulation automobile a baissé de manière importante à Paris en 10 ans (moins 25 %), il reste encore beaucoup à faire pour améliorer les mobilités douces.

Se déplacer à vélo, par exemple, reste un exercice périlleux qui freine de nouveaux aspirants cyclistes dans l'utilisation quotidienne du vélo. Le vol demeure également une entrave majeure au développement de la pratique du vélo à Paris.

Si notre collectivité souhaite faire de Paris une ville où il fait bon faire du vélo, il nous faut impérativement nous engager en faveur d'une politique ambitieuse de stationnement sécurisé pour les vélos.

Il en va bien évidemment de même pour les aménagements cyclables qui doivent aussi se multiplier.

Aussi, je dirais que notre politique, notre Ville, si elle a engagé un bon début en matière de vélo, doit impérativement là aussi changer de braquet.

Je voudrais rendre hommage également, à travers ce rapport sur le développement durable, au Plan Biodiversité qui a été adopté en novembre 2011 et qui a été impulsé par notre collègue Fabienne GIBOUDEAUX afin de préserver et de renforcer la place de la nature à Paris.

Les Parisiennes et les Parisiens peuvent aujourd'hui travailler sur des jardins collectifs et participatifs qui sont créateurs de lien social et qui sont des supports d'éducation à l'environnement.

Cette dynamique doit être encore accélérée afin de permettre l'essor d'une agriculture urbaine à Paris, aux multiples bénéfices environnementaux, que cela concerne la gestion des eaux pluviales, l'isolation thermique des bâtiments ou le recyclage des déchets urbains.

Au-delà de la végétalisation, le maraîchage sur les toits reste une piste encore largement inexploitée à Paris, alors que nos voisins ont commencé déjà à le développer dans d'autres capitales du monde.

Autre moment fort de cette année 2013 : l'aménagement des berges de Seine. Comme nous l'avons dit, la reconquête des berges sur la rive gauche est pour nous, écologistes, une première étape vers la reconquête globale des berges de Seine. Aussi, nous pensons que cet aménagement qui a été réalisé sur les berges rive gauche reste en deçà des possibilités et des exemples que nous ont montrés les autres grandes villes françaises qui ont fait le choix de rendre les rives de leur fleuve à leur population.

Les points que je viens d'évoquer ne sont que des exemples d'aspects positifs, mais qui peuvent être améliorés, et j'émets le vœu que ce rapport sur le développement durable puisse devenir source d'ambition et d'inspiration pour Paris et ses habitants pour les six prochaines années à venir.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Christophe NAJDOVSKI.

Je donne la parole à M. Jean-Didier BERTHAULT, cinq minutes.

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Merci, Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Tout d'abord, quelques mots à l'attention de Bernard GAUDILLÈRE en sa qualité d'adjoint au Maire de Paris en charge de l'organisation du fonctionnement du Conseil : Monsieur GAUDILLÈRE, je remarque que ce rapport "développement durable" n'a pas été discuté dans le cadre des dossiers prioritaires ce matin, pourtant consacrés au débat d'orientation budgétaire.

C'est tout à fait regrettable, dans la mesure où le rapport "développement durable", c'est un peu les orientations budgétaires environnementales d'une collectivité.

Ceci dit, comme l'année passée d'ailleurs, je suis au regret de vous dire que vous n'en avez pas compris ou en tout cas mal compris l'exercice.

Le rapport "développement durable", c'est une obligation légale pour les communes de plus de 50.000 habitants, introduite par la loi Grenelle dans le Code général des Collectivités territoriales, mais cet article précise que le Maire doit présenter un rapport sur la situation en matière de développement durable intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elles mènent sur son territoire et les orientations et programmes de nature à en améliorer la situation.

Evidemment, dans votre document, nous n'y trouvons aucune analyse critique, aucune marge de progression et surtout aucun élément budgétaire, aucun plan d'investissement pluriannuel ni aucun chiffre.

Je m'adresse à nouveau à M. GAUDILLÈRE, cette fois avec sa casquette d'adjoint au Maire chargé du budget et des finances. Vous auriez dû être co-rapporteur de ce document afin de lui donner une importance stratégique. A se demander vraiment quelle est la différence entre un tract politique et ce rapport, dans lequel vous nous racontez à quel point vous avez été formidable et à quel point vous êtes contents de vous.

Pardon de vous dire que ce n'est pas ce que nous nous attendons à trouver dans un rapport "développement durable" et ce n'est pas non plus conforme à l'esprit du Grenelle de l'environnement.

En réalité, trois enjeux pouvaient être déterminés :

- Premièrement, la lutte contre le changement climatique à travers l'investissement dans les énergies renouvelables,

- Deuxièmement, la santé environnementale avec la question du diesel, des perturbateurs endocriniens et de la qualité de l'air intérieur,

- Troisièmement, la question de l'habitat durable autour des modes de consommation et de la rénovation du bâti.

Avec un budget de plus de 8 milliards d'euros, nous aurions pu être une ville modèle, la ville pionnière sur les énergies renouvelables, la ville modèle en matière de santé environnementale ou encore la ville à la pointe en matière de recherche environnementale.

Finalement, rien, Paris n'apparaît en avance sur aucun de ces sujets en matière de développement durable.

En février dernier, à l'occasion du débat sur l'enlèvement des ordures ménagères, vous êtes même allé jusqu'à voter contre des amendements de notre groupe U.M.P.P.A. qui vous proposaient d'engager la Ville de Paris vers une collecte silencieuse et non polluante grâce à des véhicules hybrides et à une motorisation électrohydraulique pour l'élévation des conteneurs et la compression des déchets.

En décembre dernier, au moment de la révision du Plan Climat, vous votiez également contre tous nos vœux et amendements qui vous proposaient d'y annexer plan d'investissement et budget spécifique.

Chaque débat a été l'occasion pour vous de transformer ce sujet consensuel en discussion politicienne. Vous n'avez jamais cherché l'unanimité et, quelque part, vous vous êtes plus qu'éloigné de l'esprit du Grenelle.

Chaque débat montre que nous n'avons pas la même conception du développement durable, car nous assumons le fait qu'une politique municipale environnementale s'inscrit dans une stratégie autour des trois "i" : les investissements, les inventions et les innovations.

J'attire votre attention sur le rapport annuel de l'O.N.U. sur le réchauffement climatique qui a été publié dans le cadre de la conférence annuelle sur le climat à Varsovie qui se tient cette semaine.

Il conclut que les émissions de gaz à effet de serre atteindront environ 59 milliards de tonnes d'ici à 2020, un milliard de tonnes de plus par rapport aux estimations de l'année dernière.

Selon les scientifiques, les pires conséquences pourraient être évitées si le réchauffement était contenu sous les deux degrés, ce qui impliquerait de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 14 % d'ici à 2020.

Le secrétaire général de l'O.N.U. a appelé la communauté internationale à accélérer ses investissements financiers dans les technologies, les politiques et les pratiques qui peuvent aider à lutter contre le changement climatique.

Si Paris ne peut pas évidemment porter seule la lutte contre les gaz à effet de serre du monde entier, elle doit savoir fidèlement en prendre sa part.

J'émets ainsi le vœu que la Ville de Paris, capitale de la France, devienne un modèle en termes de développement durable. Ce sera un enjeu de la prochaine mandature.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président.- Merci.

La parole est à Mme Laurence DOUVIN, pour cinq minutes.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, comme mon collègue Jean-Didier BERTHAULT vient de le démontrer à l'instant, le développement durable sous toutes ses facettes, qui sont multiples, nous concerne au premier chef.

Nous en examinons cette année la troisième édition. C'est un rapport exhaustif.

Il se présente comme éclairant les débats sur les orientations budgétaires du budget primitif, mais vouloir traiter dans un seul document de la lutte contre le changement climatique, de la biodiversité, de la cohésion sociale et de la solidarité, des dynamiques de développement et - j'ai gardé le meilleur pour la fin - de "l'épanouissement de tous les êtres humains" s'apparente à une mission impossible, quels que soient les termes du décret de juin 2011.

Mission impossible sous peine de tomber dans une longue compilation, ce qui a bien été le cas puisque nous avons à faire effectivement à une compilation qui confine au panégyrique de l'ensemble des actions de la Ville.

Tout d'abord, la consommation d'énergie et de la qualité de l'air, je n'aborderai bien entendu que quelques aspects.

Pour la réduction de la consommation d'énergie, la Ville s'est fixé un objectif ambitieux : réduire de 30 % la consommation énergétique de ses équipements municipaux en 2020 par rapport à 2004.

Alors, quelques points à ce sujet, les écoles d'abord. Les travaux dans les écoles se font par tranche, la première tranche de 45 écoles est réalisée depuis août 2012, la seconde de 55 écoles vient d'être faite ; on voit que le rythme est quand même peu soutenu par rapport à l'objectif.

Nous avons voté la poursuite du projet de 200 écoles en février 2013, le rapport ne fait pas le point sur cette tranche et n'indique pas non plus celles qui sont encore à venir, car il reste beaucoup à faire.

En matière de bâtiments municipaux ensuite, sans aller chercher très loin, mes chers collègues, le bâtiment du 9 place de l'Hôtel-de-Ville est un modèle absolu de non isolation des fenêtres avec les conséquences qui en découlent concernant l'air et donc les dépenses de chauffage et également en matière de non isolation contre le bruit.

Nous apprécions certes les expériences innovantes du Louxor ou de la halle Pajol, mais nous soulignons l'insuffisance des efforts concernant le patrimoine des bâtiments municipaux anciens.

En ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'air, la présentation de cette amélioration depuis 2001, telle qu'elle est faite, ne peut rester sans commentaire.

En effet, elle est attribuée pour une part importante à l'action municipale qui se prévaut des 25 % de la réduction du trafic automobile, du développement des transports en commun, des circulations douces, de la

promotion des véhicules électriques et de l'optimisation de la logistique urbaine, du stationnement et de la circulation ; excusez du peu !

Certains propos laissent sans voix.

L'optimisation du stationnement et de la circulation ; le stationnement est en pleine crise, 85.000 places de voirie en moins, un nombre sans aucune relation, sans aucune proportion, avec la diminution du nombre de voitures des parisiens.

Le manque de places pour les deux-roues motorisés et les vélos est, chaque jour, plus évident ; là aussi, on ne fait pas face au besoin.

Parler d'optimisation est un véritable leurre qui ne peut dissimuler qu'aucune ressource nouvelle ne vient compenser le manque de place en surface, puisqu'il y a toujours interdiction absolue de construire des parcs souterrains, à l'exception des deux éternellement cités et longtemps attendus de Batignolles et de Frémicourt.

Quant à parler de l'optimisation de la circulation, je vous invite, mes chers collègues, à en discuter de temps en temps avec les chauffeurs de taxi ; ils remettront les pendules à l'heure rapidement, par exemple sur la diminution du nombre de courses effectuées par jour, la baisse de la vitesse moyenne et les conséquences en matière d'encombrement et d'immobilisation dans le trafic des modifications de la voie sur berges rive droite, de la fermeture de la rive gauche ou du nouvel aménagement de la place République, et ce ne sont que des exemples.

Dire, ensuite, que la politique municipale est plus efficace en matière de qualité de l'air que les progrès techniques des constructeurs automobiles est assez osé. En 2010, une étude d'AIRPARIF avait attribué la proportion de la politique municipale à 6 % contre 26 % aux progrès techniques. Apparemment, ces réalités doivent être répétées.

Enfin, il faut aussi remettre les choses à leur juste place en matière de transport collectif. Certes, la Ville de Paris contribue au budget du S.T.I.F., qui est l'instance décisionnaire, mais même si sa contribution a augmenté, elle n'atteint que 7 %.

Je voudrais ajouter, en tant qu'administratrice du S.T.I.F., que je trouve vraiment spécieuse la présentation de la participation de la Ville telle qu'elle est énoncée dans ce rapport.

En effet, les trains à deux niveaux sur le RER A, l'automatisation de la ligne 1, le prolongement des lignes 4, 8 et 12, par exemple, sont présentés comme des réalisations dues à la Ville de Paris. Ce sont des décisions du S.T.I.F. et un financement du S.T.I.F., au sein duquel la Région est largement majoritaire.

En matière d'électricité, maintenant, il a fallu attendre 12 ans pour que la question des bornes de recharge soit abordée sérieusement et que des perspectives soient tracées.

En ce qui concerne la flotte municipale, les qualités d'exemplarité dont la Ville aurait dû faire état sont en défaut. Or, tous ces points concourent fortement à la bonne qualité de l'air.

Que trouve la Ville à redire ? La Ville trouve à dire que la vitesse moyenne sur le boulevard périphérique est trop élevée.

En ce qui concerne les vélos, où la pratique cycliste manque de voies sécurisées, beaucoup a été fait pour Vélib' mais peu en matière de vélos individuels.

En ce qui concerne la promotion des véhicules propres de transport de marchandises, la Ville n'est pas assez ambitieuse non plus.

Ces quelques réflexions, et je conclus, n'ont pour objectif que de remettre en perspective les données présentées dans ce rapport, en rappelant certaines réalités et en situer les faits dans une progression nécessaire, qui pourrait, à notre sens, être largement stimulée et encouragée.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Fabienne GASNIER, 5 minutes.

Mme Fabienne GASNIER. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est le dernier rapport sur le développement durable que vous présentez ; c'est donc l'occasion de faire un bilan de vos politiques en la matière.

Je veux dire que des choses ont été faites en matière d'environnement depuis 12 ans, qu'il y a eu une prise de conscience de l'enjeu que représente le développement durable pour la capitale et pour les Parisiens.

Le plan Climat, en 2008, voté à l'unanimité de notre Conseil, en est la parfaite illustration. Cette prise de conscience était indispensable et il faut reconnaître que vous avez été un acteur important.

Cependant, une chose me gêne : vous semblez faire comme si vous aviez été tout seul à agir en France et dans le monde, comme si cela n'était pas un mouvement partagé au-delà de Paris.

Je vous rappelle qu'en avril 2007, New York lançait un plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 30 % par rapport à 2005 d'ici 2030, qu'en juin 2007, Tokyo présentait son "Climate Change Strategy" pour 2025. Paris, et c'est tout à son honneur, s'inscrit dans cette logique, mais résistez, Monsieur le Maire, à la prétention de jouer le rôle décalé du chevalier blanc en la matière.

Vous oubliez également un peu facilement le Grenelle de l'environnement, mené par Jean-Louis BORLOO et Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, qui a été un tournant dans la prise en compte nationale des enjeux que représente le réchauffement climatique. Au-delà de l'esprit de consensus et de responsabilité qui l'a animé, c'est d'abord lui qui vous a doté de nouveaux outils opérationnels.

Il y a, dans cette autosatisfaction, quelque chose du syndrome du coq Chantecler, le coq d'Edmond Rostand, qui parce qu'il chante chaque jour au petit matin, croit que c'est lui qui fait lever le soleil.

A travers le plan Climat, vous vous êtes fixé des objectifs très ambitieux, mais il apparaît depuis plusieurs années que nous sommes loin, très loin, de les atteindre. Pour le moment, le bilan est bien modeste : une baisse de 2 % des émissions de gaz à effet de serre. Je vous rappelle que l'objectif est de moins 25 % en 2025. On voit clairement que la Ville n'est pas sur le bon rythme.

Et je ne parle pas du plan 100.000 immeubles, censé rénover l'ensemble du bâti parisien à l'échelle 2050 pour le parc privé, parc social et tertiaire, qui semble oublié dans votre rapport.

Pourquoi ce manque d'efficacité ?

Peut-être parce que la politique de la multiplication des chartes montre ses limites, parce qu'elle privilégie davantage la communication que l'opérationnel, parce que les dispositifs mis en place ne s'avèrent pas adaptés.

Prenons deux exemples.

Tout d'abord, l'Agence parisienne du climat. Elle a mis beaucoup de temps à se mettre en place, ce guichet unique, en contact direct avec les Parisiens et les professionnels, devait être un instrument essentiel dans le processus de la rénovation énergétique.

Pourtant, quel résultat ?

Des évaluations de précarité énergétique pour, finalement, 130 ménages.

Vous pouvez vous féliciter que c'est plus qu'en 2011, mais vous devez reconnaître que la Ville n'est pas sur le bon tempo pour atteindre ses objectifs.

D'ailleurs, l'année dernière, M. MANO lui-même, il me semble, estimait que l'Agence parisienne du climat ne fonctionnait pas bien. Pour améliorer ses performances, elle doit devenir plus visible auprès du public, recentrer son activité comme interlocuteur conseil auprès des Parisiens et des professionnels.

Signer une charte avec la Fédération du bâtiment n'a pas d'impact si l'outil opérationnel ne fonctionne pas.

Autre sujet majeur de préoccupation, le dispositif "Copropriétés : Objectif Climat !" ; là aussi, il existe un gros problème d'efficacité, le bilan est minuscule au regard des enjeux et le plus préoccupant est que depuis 2008, il ne s'améliore pas. Fin 2012, 119 audits énergétiques subventionnés pour seulement 24 copropriétés qui ont réalisé les travaux ; c'est décidément très peu.

Vous devez vous interroger sur le très faible nombre de Parisiens qui s'intéressent aux dispositifs de la Ville et à l'infime nombre qui décide, finalement, d'en profiter.

Plutôt que de multiplier les chartes sur tous les sujets sans qu'elles n'aient aucune portée, plutôt que d'empiler les observatoires, plutôt que de s'éparpiller dans des mesures symboliques utiles comme dans les éoliennes à Paris, la Ville va désormais devoir se focaliser sur quelques priorités, dont la première doit être la performance énergétique des logements. Pour cela, il faudra s'atteler à une vraie simplification, une meilleure visibilité des dispositifs et un véritable accompagnement ; c'est ce qu'attendent les Parisiens qui s'y sont complètement perdus dans toutes ces complexités.

Un dernier sujet, puisque l'on est à l'heure du bilan, est l'exemplarité de la Ville. Où est l'exemplarité de la Ville quand, sur les 2.747 véhicules de la flotte municipale, seulement 4 % roulent en hybride ou en électrique, où est l'exemplarité de la Ville quand sur les 241 bennes à ordures qui dépendent de la Ville, 30 % roulent au diesel, quand le privé est beaucoup plus vertueux avec 92 % de véhicules propres ? Les premières mesures que la nouvelle majorité devra prendre seront de remédier à cette anomalie que ne comprennent pas les Parisiens.

Pour être convaincant, plutôt que de donner des leçons, il faut d'abord montrer l'exemple !

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Très bien.

La parole, pour répondre à tout le monde, est à M. René DUTREY.

M. René DUTREY, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je crois qu'en matière de politique environnementale et de développement durable, les élus de ce Conseil sont particulièrement tenus au courant. Vous avez remarqué qu'au mois de juin, vous est présenté le rapport environnemental, aujourd'hui, c'est le rapport développement durable, suivra le bleu climat au mois de décembre, et c'est peut être cette surinformation sur la politique, ce que vous considérez comme une surinformation sur la politique que nous menons, qui peut vous donner l'impression que cela pourrait être de l'autosatisfaction.

Loin de là, beaucoup de chemin reste à parcourir, nous en sommes bien conscients.

Effectivement, cet exercice du rapport de développement durable vise à éclairer les décisions budgétaires qui vont être prises au mois de décembre. Au mois de décembre, nous sera présenté un bleu climat ; pour répondre en partie à M. BERTHAULT, dans ce bleu climat figurera l'ensemble des sommes et des implications budgétaires qu'entraîne notre politique sur les différentes Directions de la Ville.

Alors, effectivement, ce rapport est extrêmement riche et ne se limite pas uniquement à description de la partie environnementale de notre politique. Je ne saurais vous rappeler que le développement durable a trois piliers : un pilier environnemental, un pilier social et un pilier économique. Et c'est bien ces trois piliers qui seront traités conjointement dans ce rapport environnemental.

Ce rapport environnemental d'ailleurs déborde largement ma simple délégation puisqu'il ne vous a pas échappé qu'une grande partie de ce rapport concerne Fabienne GIBOUDEAUX, pour toute la partie qui concerne la biodiversité, que la partie consommation responsable concerne également l'adjoint à la propreté, Mao PENINOU. En fait, on retrouve des actions d'énormément de directions dans ce rapport "Développement durable".

Encore une fois, cette politique que nous menons n'est pas une option environnementale que nous raccrochons à la politique générale de la Ville mais elle irrigue bien l'ensemble de nos politiques.

Alors, vous êtes longuement revenus sur le Plan Climat et l'année 2012 a été effectivement le moment de l'actualisation du Plan Climat.

M. BERTHAULT disait : vous n'avez pas cherché l'unanimité. Si, nous avons cherché l'unanimité. La preuve : ce Plan Climat a été voté la première fois et actualisé à chaque fois à l'unanimité. Donc c'est bien que nous avons, à un moment ou à un autre, recherché l'unanimité.

Ces objectifs sont effectivement très ambitieux et nous en sommes bien conscients. Le chemin qui reste à parcourir reste important, mais pour répondre cette fois-ci à Mme DOUVIN qui avançait seulement moins de 2 % de gaz à effet de serre, cela se base sur la période 2004-2009. Vous imaginez les difficultés que nous pouvons avoir à réaliser un bilan des gaz à effet de serre sur l'ensemble des actions de la Ville de Paris. En 2004-2009, alors que le Plan Climat était en cours de vote, puisqu'il a été voté en 2007, nous baissions de 2 %. Je peux vous affirmer aujourd'hui que nous sommes sur la bonne pente avec moins 2 % de gaz à effet de serre dans ce bilan, moins 5 % de consommation énergétique, et surtout nous sommes passés de 10 à 21 % d'énergies renouvelables.

Et vraiment, ce Plan Climat, pour avoir comparé - nous accueillions récemment, lors des Journées parisiennes du climat et de l'énergie, les experts du G.I.E.C. qui sont venus présenter le rapport dans nos locaux à l'Hôtel de Ville - ce Plan Climat et les actions mises en place par rapport à d'autres villes aujourd'hui en France et même en Europe, je peux vous dire que notre Plan Climat est particulièrement avant-gardiste.

C'est d'autant plus important car, pour changer d'échelle, quand on voit l'absence de gouvernance mondiale sur le climat, quand on voit l'échec répété de ces différentes conférences climatiques, les collectivités ont un rôle énorme à jouer et elles le jouent d'ailleurs. Même dans des pays que l'on peut considérer comme assez hostiles aux politiques de lutte contre les gaz à effet de serre, je pense par exemple aux Etats-Unis ou à la Chine, de nombreuses collectivités, des petites villes chinoises de 6 à 8 millions d'habitants ont également voté des Plans Climat, se sont engagées dans des actions innovantes et importantes, font du lobbiyng au niveau international pour faire avancer la lutte contre le réchauffement climatique.

Alors je risque d'être un peu épars tant le nombre de sujets abordés a été divers.

Sur la partie des écoles, Mme DOUVIN a abordé le sujet de la rénovation thermique des écoles. Il y a effectivement 600 écoles qui sont aujourd'hui prévues à la rénovation thermique. Nous avons une tranche de 100 qui vient de se terminer, une tranche de 200 est en cours de lancement. C'est le programme de rénovation thermique le plus important sur le territoire français aujourd'hui de bâtiments publics. Effectivement, 600 écoles, on aurait pu dire qu'on allait les traiter en un an, mais cela aurait été quand même techniquement extrêmement compliqué. Réaliser le lancement de la rénovation thermique de 300 écoles dans le cadre de la mandature, cela m'apparaît quand même une très bonne chose, en tout cas un rythme particulièrement rapide.

En matière d'habitat, même si je peux tout à fait vous rejoindre sur les qualités thermiques du bâtiment 9, place de l'Hôtel de Ville pour y avoir passé de longs moments, il y a certainement quelque chose à faire et nous allons regarder spécifiquement sur ce bâtiment, mais on peut tout de même constater qu'à Paris aujourd'hui, toute construction neuve respecte le 100 kWh/mètre carré annuel.

Cela peut paraître comme anodin, mais il y a encore six ou huit ans, c'était absolument inimaginable que l'on arrive premièrement à avoir l'expertise en interne pour pouvoir passer à cet objectif et surtout avoir le réseau d'entreprises capables de construire en respectant ces conditions. Donc je dirais qu'un gros travail a été réalisé.

Sur l'intervention de Mme GASNIER, intervention d'ailleurs très équilibrée sauf concernant l'Agence parisienne du climat, je crois que cela tourne un peu à l'A.P.C bashing - il n'y a plus un Conseil de Paris sans que l'on recentre l'action de l'Agence parisienne du climat.

Premièrement, je ne saurais vous conseiller de venir à l'Agence parisienne du climat et la visiter pour comprendre son action et réellement ce qu'elle met en œuvre aujourd'hui. Il y a effectivement une partie conseil au grand public, qui était la partie reprise aux espaces Info Energie, partie qui fonctionne aujourd'hui tout à fait correctement. Mais après, force est de constater, effectivement on parlait de précarité énergétique, quand on a une cible à Paris de 55.000 précaires énergétiques et l'Agence parisienne du climat a entre 25 et 30 salariés, il est évident que l'on ne peut pas organiser des visites et des préconisations sur ces 55.000 personnes ciblées.

Donc qu'a fait l'Agence parisienne du climat ? Effectivement, elle a fait un certain nombre de visites, avec son personnel, qui devait être au nombre de 200, 250 ou 300 les deux dernières années cumulées, mais elle a également formé les assistantes sociales, les personnels dans les associations sur ce sujet de la précarité énergétique. Nous cherchons à l'Agence parisienne du climat des leviers pour pouvoir démultiplier notre action, en étant tout à fait conscients que nous ne pourrons pas, nous seuls, accompagner tous les précaires énergétiques de Paris.

La précarité énergétique est un sujet complexe, car c'est un sujet qui pour être traité ne peut l'être que de façon transversale, avec une intervention sur le bâti, une intervention sur la solvabilisation des personnes et une intervention sur les usages de ces personnes. Le fait que cette politique, pour être efficace, doit être transversale, nous demande d'inventer d'autres pratiques et vraiment une vraie coexistence et synchronisation des interventions pour être réellement efficaces. C'est cela que l'A.P.C. fait aujourd'hui : elle forme des personnes pour qu'on ne soit pas seulement en train de solvabiliser une famille qui rencontre des problèmes de paiement dans ses factures d'énergie, sans être sûrs que l'on ne va pas les laisser dans une passoire thermique, ce qui est un puits sans fond et ce qui demanderait une nouvelle solvabilisation à chaque reprise.

Voilà sur cette partie précarité énergétique.

Sur la partie rénovation de l'habitat et des copropriétés, je dirais que c'est le même problème : l'Agence parisienne du climat ne peut accompagner aujourd'hui 100.000 copropriétés ; par contre, la Ville a développé tous les outils. Quand on sait que l'O.P.A.T.B. 13e, ce sont 13.000 logements qui ont réalisé un audit énergétique, ce

n'est pas un petit chiffre et cela représente entre 150 et 160 copropriétés sur le 13e arrondissement. L'O.P.A.H.2D2E à République obtiendra certainement des résultats aussi importants.

Surtout, toujours dans cette logique d'utiliser des leviers pour démultiplier l'action de l'Agence parisienne du climat, c'est la sortie de la plateforme Internet Coach Copro, qui vise à accompagner concrètement les copropriétés dans leurs travaux de rénovation thermique. C'est une plateforme qui a été réalisée conjointement avec l'ADEME car l'objectif est de développer cette plateforme sur l'ensemble du territoire, Paris n'étant aujourd'hui qu'un test.

Cette logique de Coach Copro - je vous invite vraiment à aller voir ce logiciel d'accompagnement qui rend simple un sujet d'une grande complexité, en tout cas pour les utilisateurs - suit toujours ce même objectif : démultiplier notre action pour pouvoir toucher un maximum de copropriétés avec les moyens que nous avons.

Je le répète : venez à l'Agence parisienne du climat. Là, je vous ai parlé de l'activité de conseil au public, de l'activité accompagnement, il y a toute une activité prospective avec 92 adhérents du secteur privé et des ateliers prospectifs où s'élaborent les solutions innovantes de demain et les politiques de demain. Ces ateliers sont réguliers, venez jeter un coup d'œil à l'Agence parisienne du climat.

Sur la qualité de l'air - je suis sûr que la manifestation de dehors est une manifestation d'automobilistes voulant une meilleure qualité de l'air à Paris ! - je dirais aujourd'hui que la Ville de Paris, pour vraiment se référer clairement à la communication sur l'air donnée par le Maire de Paris en novembre 2012, nous avons fait tout ce que nous avions dit que nous allions faire. Que ce soit en termes de reconquête de l'espace public, de prolongement du tramway, de l'installation des bornes de recharge électrique, les chartes marchandises sur les cinq derniers kilomètres, la dédielisation du parc des automobiles municipal, nous avons tout fait.

Effectivement cette politique menée depuis 2001 a eu des effets. Pourquoi la pollution a baissé ? L'Etat ancien, l'Etat sous la droite, et j'ose le dire aujourd'hui l'Etat sous la gauche traîne un peu des pieds par rapport à toutes les demandes que nous avons pu faire d'interventions sur le rééquilibrage de la fiscalité diesel, sur le 70 km/heure sur le périphérique. Il y a énormément de demandes portées par la Ville de Paris qui pour l'instant prennent du temps à être décidées par l'Etat.

Mais si la pollution a baissé à Paris, c'est bien pour une raison et la raison est la politique que nous avons menée. S'il vous plaît, ne disons pas encore une fois que c'est l'évolution du parc automobile et des véhicules neufs qui a entrainé une baisse de la pollution. Ce n'est pas le cas, c'est bien parce que depuis 2001 nous avons appuyé sur tous les leviers que la pollution s'est améliorée aujourd'hui, une amélioration qui n'est pas suffisante en termes de santé publique. Nous sommes encore sous le joug du risque d'une condamnation par la Communauté européenne sur ce problème de qualité de l'air. N'importe quel Parisien se rend compte aujourd'hui qu'il y a un problème en matière de qualité de l'air.

J'avais encore d'autres sujets à aborder. Après, bien sûr, c'est le dernier rapport développement durable, j'ai envie de dire, et Bernard GAUDILLÈRE a fini son intervention comme cela : c'est à la campagne électorale et aux Parisiens de décider par leur vote, prochainement, si cette politique a été bonne ou pas.

Mais juste pour faire un petit clin d'œil en matière de transports, vraiment, à Paris, le ticket de métro coûte 1,70 euro - c'est important de le rappeler -, il y a des bus après 21 heures à Paris - c'est quelque chose de très important à rappeler. J'ai vérifié : à Longjumeau aussi il y a des bus après 21 heures. C'est une information dont je voulais vous donner la primeur : on peut voyager à Longjumeau jusqu'à 1 heure du matin sans aucun problème. Les lignes 199 et 297 vous permettent de venir à Paris ou de repartir. Voilà, nous allons prochainement élire le maire de la nuit.

Je souhaite que le prochain maire ne soit pas un maire ou une maire bonnet de nuit !

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci pour toutes ces informations concernant les horaires. Elles seront affichées quelque part, je suppose.

C'est une communication. Il n'y a pas de vote.

2013 DPA 50 - Approbation du principe d'adhésion à un service d'effacement diffus dans les bâtiments de la Ville de Paris.

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous allons examiner maintenant le projet de délibération DPA 50 concernant l'approbation du principe d'adhésion à un service d'effacement diffus dans les bâtiments de la Ville de Paris, sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé l'amendement n° 1 et, l'Exécutif, le vœu référencé n° 1 bis dans le fascicule.

La parole est à Mme de CLERMONT-TONNERRE.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, la Direction du Patrimoine et de l'Architecture a récemment conduit des expérimentations sur plusieurs bâtiments de la Ville autour du principe dit de l'effacement diffus, qui permet de moduler la consommation électrique.

Pour celles et ceux de mes collègues qui ne seraient pas au fait de cette technique, il s'agit d'un boîtier qui crée des microcoupures d'électricité, notamment sur les radiateurs électriques, sur les ballons d'eau chaude ou encore sur la climatisation, sans pour autant que le confort du consommateur en soit affecté.

L'effacement diffus présente trois avantages appréciables.

Premièrement, il permet de réaliser des économies d'électricité qui contribuent à sécuriser le réseau en cas de pic de consommation ou d'imprévu.

Deuxièmement, il permet de limiter la production d'électricité et donc le recours à des centrales thermiques.

Enfin, il permet une économie non négligeable estimée à 15 % de la consommation annuelle d'électricité.

Bien évidemment, nous soutenons cette démarche, qui est tout à fait cohérente avec le Plan Climat de la Ville et ses objectifs de 25 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de 25 % de réduction des consommations énergétiques du territoire.

J'ajoute que ce système favorise le suivi des consommations électriques de l'usager, ce qui participe à la sensibilisation des Parisiens à la réduction des consommations énergétiques.

Au vu de ces avantages, outre la contribution à l'équilibre du réseau électrique, le déploiement de ce dispositif sur le territoire parisien pourrait permettre pour la Ville d'atteindre plus rapidement ses objectifs Plan Climat et pour les Parisiens de réaliser des économies d'énergie.

Dans cette perspective, j'ai déposé avec mon groupe un amendement à ce projet de délibération par lequel je vous propose, Monsieur le Maire, de sensibiliser l'ensemble des bailleurs sociaux dépendant de la Ville de Paris au principe de l'effacement diffus.

Des expérimentations ont été menées par Paris Habitat et par la R.I.V.P. sur environ 150 logements, mais il me paraît essentiel de développer ce système à plus grande échelle pour qu'il ait un véritable impact.

Au niveau national, la société "Voltalis", qui est à l'origine de cette technologie, a déjà conclu des partenariats avec une centaine de bailleurs et équipé environ 40.000 logements sociaux.

Il me paraît dommage que sur ces 40.000 logements sociaux, seuls 150 d'entre eux soient des logements parisiens.

Nous avons là, Monsieur le Maire, une nouvelle opportunité à saisir afin de mieux répondre aux objectifs environnementaux et de permettre aux locataires des ensembles parisiens de réaliser des économies d'énergie et de réduire leurs charges.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à René DUTREY.

M. René DUTREY, adjoint. - Pour dire que je partage et que nous partageons totalement le souhait de Mme de CLERMONT-TONNERRE d'utiliser l'effacement le plus possible.

Après, le problème est très simple : nous sommes face à une entreprise unique aujourd'hui, qui est l'entreprise "Voltalis", la seule habilitée par la C.R.E. à déployer ce type de dispositif.

Il ne vous a pas échappé que le projet de délibération présenté fait suite à une négociation entre la DPA et cette entreprise pour le déployer au sein du parc propre de la Ville de Paris.

Pour le déployer au niveau des bailleurs, il faut qu'une négociation ait lieu entre ces bailleurs et la Ville de Paris : nous ne pouvons pas aujourd'hui, lors de ce Conseil, négocier au nom de ces bailleurs.

Dans la deuxième partie de votre amendement, vous parlez d'entamer ces négociations, de sensibiliser sur la base du contrat d'adhésion et des conditions générales qui sont portées à la connaissance du Conseil de Paris.

Il se trouve que les conditions générales portées à la connaissance du Conseil de Paris concernent les collectivités locales et le contrat type de "Voltalis" avec des collectivités locales.

C'est pour cela que nous vous avons proposé ce vœu de l'Exécutif en réponse à votre amendement, bien sûr en rappelant que c'est bien vous qui en avez fait la demande. D'ailleurs, nous allons un peu plus loin, puisque vous proposiez "Le Maire de Paris s'engage à sensibiliser" alors que nous allons jusqu'à "Le Maire de Paris encourage l'ensemble des bailleurs sociaux". C'est donc la marche supérieure.

C'est un vœu et nous avons enlevé l'histoire du contrat d'adhésion puisque ce n'est pas le bon contrat et qu'il faudra laisser les bailleurs mener leurs négociations.

Nous sommes dans une situation particulière puisque cette entreprise est seule habilitée à faire de l'effacement. Laissons donc de la marge de négociation au bailleur et ne contractualisons pas pour eux lors de ce Conseil.

Si vous acceptez ce vœu, l'Exécutif en serait très heureux, je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le maintenez-vous, Madame ?

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Je précise que ce dispositif pourrait également s'appliquer aux équipements transférés de la Ville.

Je ne vais pas pinailler sur les mots. Pour moi, l'essentiel est que les choses avancent.

Je voterai donc le vœu de l'Exécutif et je retire mon amendement.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

L'amendement n° 1 est donc retiré.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2013, V. 264).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPA 50.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DPA 50).

2013 DEVE 182 - Attribution de la dénomination square Michel Caldaguès au square situé 2, place du Louvre (1er).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Exceptionnellement, pour pouvoir agréer à ce que demande le Président LEGARET, nous examinons le projet de délibération DEVE 182 relatif à l'attribution de la dénomination "square Michel Caldaguès" au square situé 2, place du Louvre (1er).

Vous avez la parole, Monsieur LEGARET.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire. Je vous en remercie doublement, d'abord sur la forme, d'avoir accepté de modifier un peu l'horaire et surtout sur le fond, d'avoir présenté au Conseil de Paris ce projet de délibération aussi rapidement. En effet, vous vous rappelez que c'est le 22 septembre 2012 que disparaissait Michel Caldaguès et donc, que cette proposition est faite dans des délais très courts.

Je voulais me réjouir d'abord que la proposition, qui est faite en accord avec la famille et avec moi-même, soit le jardin qui est situé devant la mairie du 1er arrondissement, en rappelant d'ailleurs que si ce jardin existe, c'est parce que Michel Caldaguès avait souhaité sa création. Il y avait antérieurement une esplanade couverte d'asphalte et de granite : il n'y avait pas de jardin.

Ensuite, je trouve que le projet de délibération rappelle utilement ce que Michel Caldaguès a fait pour Paris en tant que parlementaire, en tant que député, en tant que sénateur et surtout, symboliquement, rappeler qu'il fut le premier président du Conseil de Paris au moment du changement de statut de notre Assemblée, le premier maire élu du 1er arrondissement. Il s'est beaucoup impliqué dans l'accueil de la petite enfance dans le 1er arrondissement. Le projet de délibération rappelle également que c'est sur son initiative qu'il a pu être mis fin à des transformations abusives d'appartements en bureaux à Paris, et plus largement dans le Centre de Paris.

De tout cela, je voulais porter témoignage et remercier le Maire de Paris et tout l'Exécutif pour ce projet de délibération qui, je crois, sera voté à l'unanimité.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est à Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - J'ajouterai peu de choses à ce qui a été dit par M. LEGARET.

J'insisterai simplement sur le fait que le lieu est tout à fait adapté et que l'on peut se féliciter que l'on trouve des lieux qui correspondent tout à fait au parcours et à l'engagement des personnes concernées.

Je vous invite aussi à voter ce projet de délibération.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 182.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DEVE 182).

2013 DEVE 179 - Convention visant à autoriser à titre temporaire l'occupation d'un terrain situé dans le square Carlo Sarrabezolles (15e) avec l'association "Espaces".

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DEVE 179 concernant une convention visant à autoriser, à titre temporaire, l'occupation d'un terrain dans le square Carlo Sarrabezolles dans le 15e, avec l'association "Espaces".

La parole est à Mme de CLERMONT-TONNERRE.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, notre Conseil connaît bien l'association d'insertion "Espaces", à laquelle d'ailleurs la mairie du 15e apporte depuis plusieurs années un soutien constant, que ce soit pour l'entretien de la Petite Ceinture bien avant son ouverture à la promenade, pour des prestations sur le thème du développement durable, ou encore dans le cadre du financement des balades fluviales organisées cet été au départ de l'île aux Cygnes.

Outre leur intérêt environnemental, toutes les actions développées par "Espaces" permettent à des personnes en situation de précarité d'accéder à l'apprentissage de techniques professionnelles et d'amorcer un parcours vers un emploi pérenne.

La Ville, comme de nombreuses communes d'Ile-de-France d'ailleurs, confie à cette association des actions d'écologie urbaine.

C'est dans cet esprit que, lors de notre séance du Conseil général d'octobre, nous avons alloué une subvention de 44.725 euros à "Espaces" pour l'entretien général et horticole de la Petite Ceinture, désormais ouverte à la promenade sur 1,3 kilomètre entre les rues Balard et Olivier-de-Serres.

Je rappelle qu'"Espaces" connaît bien les lieux, puisque cette association en a assuré l'entretien depuis plusieurs années dans le cadre d'un chantier d'insertion. Les salariés bénéficiaient alors d'une base vie installée dans le tunnel de Vaugirard, installation qui fut ensuite déménagée sur d'autres sites.

A propos du tunnel de Vaugirard, vous me permettrez, Monsieur le Maire, de regretter une nouvelle fois que vous ne vous soyez pas donné les moyens d'aménager le passage sous tunnel pour permettre aux promeneurs de disposer d'un cheminement continu sur l'ancienne voie ferrée, sans être contraints de remonter sur les rues Olivier-de-Serres et de Dantzig.

Cela étant dit, cette promenade bucolique rencontre un vif succès. Beaucoup de promeneurs, de famille et de passionnés de photos ou de biodiversité viennent y flâner avec bonheur et curiosité mais sont aussi, pour partie, déçus de constater que la coulée verte s'arrête devant les grilles du tunnel de Vaugirard dans lequel est entassé un bric-à-brac peu valorisant.

J'en reviens au projet de délibération par lequel vous nous annoncez la mise à la disposition d'"Espaces" d'une partie du square Sarrabezolles, alors même que l'association dispose déjà de locaux dans le parc Citroën.

Je rappelle, pour l'information de notre Conseil, que les 14.000 mètres carrés du square Sarrabezolles étaient inscrits au P.L.U. en zone urbaine verte jusqu'à ce que vous décidiez d'en déclasser la moitié sous la mandature précédente, dans le cadre de l'élaboration du P.L.U. Désormais, ce site est donc divisé en deux parties, couvrant chacune 7.000 mètres carrés : d'un côté, un square bien entretenu et, de l'autre, un espace qui ressemble de plus en plus à une arrière-cour dont on ne sait même plus qui le gère. Pour m'y être rendue il y a quelques jours, j'ai pu constater qu'y stationnaient grues et camions de provenances diverses, qu'un tas de matériel y était entreposé et que la base vie "Espaces" était déjà opérationnelle, avant même que ce projet de délibération nous soit soumis.

Je regrette que vous nous mettiez ainsi devant le fait accompli. Ce projet de délibération ne faisant qu'entériner une installation dont la localisation n'a pas été concertée avec la mairie du 15e, je déplore que l'emplacement retenu soit si mal choisi pour positionner cette base vie. Depuis la partie plantée du square, les promeneurs ont désormais vue sur des cabines de toilettes d'un bleu criard et sur un énorme Algeco, ce qui, vous l'avouerez, n'est pas satisfaisant.

J'ajoute que la convention jointe au projet de délibération nous apprend que l'installation est supposée rester cinq ans, ce qui gèle l'aménagement de ce site qui a vocation à être mieux valorisé, voire à retrouver sa vocation originelle d'espace vert.

Ce projet de délibération démontre une fois de plus que vous ne faites que ce qui vous arrange, ignorant les instances locales qui ne sont informées que lorsque le projet est réalisé.

Considérant que notre Assemblée n'a pas vocation à être une chambre d'enregistrement, nous voterons contre ce projet de délibération et demandons que les discussions s'engagent avec vous-même, avec "Espaces" et avec la mairie du 15e, pour trouver un site plus adapté aux besoins des salariés d'"Espaces" et mieux intégré dans le paysage.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

J'aurais espéré que la mairie du 15e nous félicite de nos efforts pour permettre que l'entretien de la PC15 puisse être confié à un chantier d'insertion, avec, à la clef, la création de trois emplois d'insertion.

L'aboutissement de ce dossier, en effet, a nécessité un long travail de conviction de RFF et de la DIRECCTE qui ont finalement dit "oui" mais avec une condition : l'ouverture d'une base vie proche de la PC15 pour ses trois salariés.

Eh bien, non ! Au lieu de louer ce travail visant à faire en sorte que les espaces verts servent de support d'insertion à des populations en situation d'exclusion, la mairie du 15e préfère les faux griefs.

L'impact paysager : je suis allée sur place et la critique de la mairie du 15e me laisse vraiment perplexe. La base vie totalise 20 mètres carrés dans un square qui en fait près de 15.000. Elle est située dans une zone technique fermée au public. Certes, cette zone technique n'a pas l'esthétique d'un jardin à la française, mais il faut bien que nos jardiniers et nos cantonniers disposent de telles zones pour l'entretien des 500 hectares de nos jardins parisiens.

L'absence de concertation avec la mairie du 15e : elle a bien eu lieu. Le sujet a été abordé l'été dernier avec la mairie du 15e, à l'occasion des réunions mensuelles que celle-ci a avec la Direction des Espaces verts et de l'Environnement.

Je vous rappelle aussi que le square Sarrabezolles n'est pas inscrit à l'Inventaire des équipements de proximité et que, formellement, la mairie d'arrondissement, normalement, n'a pas à être consultée.

Vous avez aussi abordé la question du tunnel de Vaugirard : pour l'instant, le tunnel de Vaugirard, effectivement, n'est pas ouvert au public mais nous ne désespérons pas que, dans les années futures, nous trouvions des solutions à la fois techniques et de sécurité qui permettent de franchir et d'aller effectivement faire un lien plus direct entre la PC15 et le parc Georges Brassens.

Je vous rappelle quand même qu'avec toutes les critiques que vous faites sur la PC15, c'est une opération qui a coûté la coquette somme de 8 millions d'euros et que d'autres arrondissements envieraient ces investissements sur la petite ceinture.

Donc, je vous invite pour permettre, d'une part, à l'association d'insertion de pouvoir faire son travail et d'encourager plus globalement des entreprises et des salariés en insertion de travailler sur Paris, de voter, évidemment, ce projet de délibération.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je crois que Mme de CLERMONT-TONNERRE voudrait reprendre la parole ? Allez-y ! Rapidement, alors !

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Pour une explication de vote.

D'abord pour remercier Mme GIBOUDEAUX d'avoir rappelé que la mairie du 15e n'a pas à être consultée. Merci, merci de l'avoir dit ! Nous sommes ravis de l'entendre. Cela démontre bien la volonté de concertation que vous avez avec les mairies d'arrondissement.

La deuxième chose : merci d'avoir dit que le square Sarrabezolles fait 14.000 mètres carrés, car je vais vous montrer, photos à l'appui, ce que vous avez fait du square Sarrabezolles. J'espère qu'on les voit à l'écran : c'est devenu un entrepôt pour des grues et des camions et un abri pour un Algeco monstrueux et des cabines de toilettes en plastique.

Alors, bravo la politique des espaces verts de la Ville de Paris !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 179.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DEVE 179).

2013 DEVE 180 - Avenant n° 1 au marché de travaux lot n° 2 d'aménagement d'une promenade sur la petite ceinture entre la place Balard et la rue Olivier de Serres (15e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DEVE 180 relatif à un avenant n° 1 au marché de travaux d'aménagement d'une promenade sur la petite ceinture entre la place Balard et la rue Olivier-de-Serres.

La parole est à M. Gilles ALAYRAC, 5 minutes.

M. Gilles ALAYRAC. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous avez eu raison, Madame GIBOUDEAUX, de rappeler à l'instant que l'aménagement de la petite ceinture dans le 15e arrondissement est une belle réalisation de cette mandature et son ouverture aux riverains, depuis maintenant trois mois, une réussite incontestable.

Elle le sera encore davantage lorsque le tronçon actuellement en travaux reliant la voie ferrée à l'entrée du parc Georges Brassens aura été mis en service, cela, nous l'espérons, avant la fin de l'année ; c'est le désir des riverains et peut-être pourrez-vous aujourd'hui nous en donner confirmation.

Mais, Madame de CLERMONT-TONNERRE, ne soyez pas déçue, ce prolongement va être réalisé.

Les habitants du 15e, et bien au-delà, se sont appropriés cet espace de détente et de calme, parenthèse paisible offrant un panorama sur l'urbanisme du Sud de la Capitale mais aussi sur la nature qui a repris ses droits depuis 70 ans.

Ce n'est pas le plus urgent, mais je crois qu'il faudra, sans doute dans quelque temps, que la Ville réfléchisse aux moyens de rendre cet espace plus vivant, plus agréable encore qu'il ne l'est, car je crois que cela est possible ; je pense à l'utilisation de la gare Vaugirard qui n'est pas accessible aux visiteurs, je pense à l'Art dans la Ville qui pourrait ici s'exposer en plein air, je pense à des bancs supplémentaires qui sont nécessaires ; bref, j'ai un certain nombre d'idées et de propositions que j'exposerai le moment venu.

Mais je constate, désolé aujourd'hui, que tout ce qui est surfaces planes a été systématiquement tagué ces derniers jours et cela me désole.

Si, à mon sens, il est intéressant de conserver les tags très anciens qui présentent sans doute un intérêt, il faut sans attendre éliminer les tout récents qui altèrent cet espace.

Le maire du 15e arrondissement avait indiqué publiquement que cette promenade était, je cite, "certes sympathique, mais vraiment pas extraordinaire".

Je m'y suis encore récemment promené un dimanche après-midi et je peux attester du vif succès qu'elle rencontre auprès de la population.

Alors, pour ne pas reconnaître que les Parisiens se sont en fait approprié ce poumon vert, on se fait grinçant. Eh bien, moi, je suis un passionné de cette réalisation écologique et je ne veux pas qu'on la dénigre.

Pourquoi je dis cela ? Parce qu'en Conseil d'arrondissement, nous avons appris, stupéfaits, de la bouche du maire et de son adjoint à la sécurité, que la Coulée verte était dangereuse, qu'il y avait eu des jets de cailloux sur les fenêtres des riverains. C'est évidemment inadmissible, mais peut-être peut-on relativiser aussi la gravité de l'insécurité en question.

Pire encore ! Le maire du 15e a indiqué qu'il n'y avait aucune surveillance et que les seuls agents de la Ville qui passaient étaient ceux des parcs et jardins voisins qui fermaient le soir. Mes chers collègues, je l'infirme, ceci est faux, j'ai vérifié.

Une fois de plus, on pratique la désinformation à la mairie du 15e pour nuire à des projets dont on n'a pas voulu, mais qui marchent.

Les agents de la D.P.P. surveillent la promenade, d'ailleurs ils ont déjà procédé à plusieurs verbalisations et à des évictions. La Ville assume donc ses responsabilités en matière de surveillance et il est bien évidemment nécessaire que les agents des parcs et jardins soient également présents et pas seulement pour fermer le soir, si tel était le cas.

Je profite d'ailleurs de cette intervention pour dire à notre collègue Fabienne GIBOUDEAUX que la fermeture le week-end à 16 heures 45, alors qu'il y a encore foule, c'est à mon avis un peu tôt et qu'il serait peut-être nécessaire de regarder si on peut étendre l'amplitude horaire le week-end.

Par ce projet de délibération, l'Exécutif nous invite à apporter des avenants à un marché qui vont permettre de réaliser des panneaux d'information pédagogiques ainsi qu'une liaison directe avec le court de tennis n° 7 du Tennis Club de Vaugirard qui sera accessible, donc, en traversant la promenade.

J'invite maintenant l'ensemble de nos collègues à soutenir les efforts déployés par la Municipalité pour continuer à faire de cette Petite Ceinture un lieu exceptionnel et préservé de notre ville.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. MENGUY.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur le Maire.

J'ai écouté avec beaucoup d'attention ce que disait notre collègue Gilles ALAYRAC et, pour le coup, le manichéisme dont vous faites preuve est assez désolant, Monsieur ALAYRAC.

C'est une chose d'accepter un projet - et nous l'avons accepté bien volontiers - mais vous ne pouvez pas nous faire le reproche de vouloir améliorer ce projet.

D'après ce que vous dites, Monsieur ALAYRAC, je constate qu'il y a encore de nombreux sujets qui peuvent être améliorés sur cette Petite Ceinture ferroviaire. Vous vous y baladez, très bien, nous aussi. On pourra se croiser et discuter ensemble.

Mais il y a un certain nombre de faits que vous avez relevés vous-même, Monsieur ALAYRAC. Moi, je suis désolé, mais la gauche ne peut pas dire en Conseil d'arrondissement que l'on a tort de regretter qu'il y ait des tags sur la Petite Ceinture et, en Conseil de Paris, de dénoncer qu'il y ait des tags sur la Petite Ceinture. A un moment donné, il faut être cohérent avec la réalité du terrain et les propos qui sont tenus.

Oui, il y a des problèmes par rapport aux tags, par rapport à la sécurisation de cette promenade, par rapport à la sécurisation des accès envers les riverains de cette promenade et, Monsieur ALAYRAC, si le fait qu'un certain nombre d'individus jettent des cailloux sur les fenêtres des habitations des habitants du 15e, vous considérez que c'est un acte qu'il faut minimiser, et bien souffrez, Monsieur ALAYRAC, que nous considérons que c'est un acte qu'il faut traiter et apporter des solutions pour que cela ne se reproduise plus, pour la sécurité des riverains, mais aussi évidemment pour la sécurité des promeneurs.

Nous l'avons dit, il y a des choses à améliorer sur la sécurité, mais pas seulement. Je vous rappelle quand même qu'avait été expérimentée, sur cette promenade, la promenade sans poubelle. Ce n'est pas le chiffre "100", c'est : pas de poubelle.

Si, dans un espace public, on veut expérimenter de ne pas mettre de poubelle, il ne faut pas s'étonner qu'il y ait des problèmes de jet de détritus par terre et que cela dérange les promeneurs. Résultat des courses, vous êtes revenus sur l'idée d'installer des poubelles, ce qui est une bonne chose parce que, encore une fois, il y avait la possibilité d'améliorer cette promenade tout à fait agréable qui sert pour les promeneurs, qui sert aussi pour les coureurs, d'ailleurs, puisque Bertrand DELANOË a fait un footing le jour de l'inauguration.

Personne n'a fait cette promenade aussi vite que lui, il fallait le faire pour la campagne, on l'a fait pour la campagne. Il était très content, peut-être un peu essoufflé et déçu d'être arrêté devant le tunnel sous Olivier-de-Serres, mais c'est un autre problème.

Monsieur ALAYRAC, vous avez aussi évoqué des idées que vous aviez et dont vous nous feriez part plus tard. Ne traînez pas trop, parce qu'à un moment donné tout sera fait.

Vous pouvez proposer des choses pour améliorer la Petite Ceinture, mais on ne vous dira pas que vous êtes contre, vous voulez l'améliorer. Je pense notamment à la gare de Vaugirard. Nous, on ne peut pas, quand on propose des améliorations, forcément c'est politique et c'est que l'on est contre.

Et bien non, Monsieur ALAYRAC, nous, on veut proposer des améliorations. Nous avons proposé également l'aménagement d'une Maison de la Nature sur la gare de Vaugirard, nous espérons évidemment que nos collègues de gauche emboîteront le pas pour améliorer cela.

Les éléments d'entretien ont été évoqués par Claire de CLERMONT-TONNERRE, qui sont aussi un problème à améliorer sur cette Petite Ceinture et je vais terminer sur un véritable point de divergence que nous avons : c'est l'îlot Saïda.

Je suis désolé, Monsieur ALAYRAC, on ne peut pas tout promettre et revenir à chaque fois sur ses promesses.

Un coup Mme HIDALGO avait dit que l'on n'aménagerait pas le tunnel, un coup elle dit que l'on aménagerait le tunnel, puis vous dites que peut-être, etc. Ce sont des réponses de Normands, cela, Monsieur ALAYRAC. Vous ne pouvez pas continuer comme cela, ce n'est pas possible.

Le tunnel, il faudra l'aménager parce qu'on a les moyens d'aménager ce tunnel et on a les moyens de proposer aux promeneurs et aux riverains du 15e arrondissement des choses tout à fait de qualité.

Vous avez prouvé à la Ville de Paris que vous étiez prêts à dépenser des millions et des millions et des millions d'euros sur certains projets, je ne vois pas au nom de quoi vous ne pourriez pas le faire pour l'aménagement du tunnel.

Résultat des courses, on a une tranchée dans l'îlot Saïda qui passe au milieu des habitations des riverains, dont les riverains ne veulent pas, qui est faite dans des conditions inacceptables. C'est un chantier à ciel ouvert qui perturbe tout le monde et vous, Monsieur ALAYRAC, au nom de la gauche du 15e, vous nous expliquez que c'est pour le bien et c'est pour améliorer le dispositif.

Monsieur ALAYRAC, franchement ! Il faut être sérieux, vous n'y êtes pas allé, vous n'êtes pas allé voir. Ce n'est pas possible, il y a des camions partout à côté des habitations, les riverains n'en peuvent plus. Ils le disent dans les réunions publiques, ils le disent en Conseils de quartier, ils l'écrivent.

A un moment donné, comme pour d'autres sujets, il faut essayer un peu d'écouter les habitants qui vivent au quotidien les nuisances que cela entraîne.

Je crois que, sur cette affaire comme sur beaucoup d'autres, vous faites preuve d'un trop grand manichéisme en considérant que vous avez raison parce que vous êtes de gauche et que tous les autres ont tort, mais on ne peut pas avoir raison contre tout le monde et, à un moment donné, l'exercice trouve ses limites.

Nous voterons ce projet de délibération, nous, nous ne sommes pas manichéens comme vous, mais souffrez, Monsieur ALAYRAC et Mesdames et Messieurs de la gauche, que, nous aussi, nous ayons des propositions pour améliorer l'existence des habitants du 15e.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Bien.

La parole est à Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais rappeler quand même brièvement ce qu'est cet aménagement de la Petite Ceinture 15e pour ses qualités et son originalité et vous dire comment, aujourd'hui, on continue à travailler dessus, comme sur tous les espaces verts d'ailleurs.

Ces questions de graffs, de sécurité, etc. Ce n'est pas seulement sur la Petite Ceinture du 15e, on le vit aussi sur tous nos jardins parisiens et on trouve des solutions à chaque fois pour y remédier.

Je ne voudrais pas que la Petite Ceinture 15e focalise toutes les questions d'insécurité et d'incivilité parce que je pense que, au contraire, par sa fréquentation, elle est très fréquentée et, par sa qualité d'aménagement, elle est assez respectée.

Alors, M. ALAYRAC a évoqué effectivement les questions de graffs, ce ne sont pas les graffs artistiques, parce que, ceux-ci, on a souhaité les garder parce qu'il y a des peintures qui avaient été réalisées auparavant et cela a été un choix d'aménagement, c'est-à-dire de ne pas gommer toute l'histoire de cette Petite Ceinture qui est une histoire d'utilisation, notamment par des jeunes et des artistes, qui s'en sont servi comme support.

Il s'agit des inscriptions sauvages qu'il y a sur les panneaux qui sont censés donner des informations au public et, effectivement, là, nous gérons et nous faisons en sorte qu'ils soient enlevés au fur et à mesure et qu'on ne laisse pas se dégrader ces panneaux, parce que c'est important, ils ont un rôle à la fois pédagogique, esthétique et il faut vraiment que nous tenions sur cette question.

Quant aux caillassages, je n'ai pas entendu parler, en tout cas par ma Direction, de caillassages sur les bâtiments. On a, effectivement, un incident qui m'est parvenu : celui d'un ballast que des enfants ont laissé tomber sur un abri vélos, qui a provoqué un trou sur le toit de cet abri, mais pas de caillassage de logement ou d'habitation. Je pense que si cela avait été le cas, j'aurais été, en tout cas, rapidement avertie. Je ne veux pas que l'on fasse de surenchère sur les problèmes d'insécurité sur cette petite ceinture.

Je voudrais aussi rappeler le projet que nous avons de relier les parcs André-Citroën et Georges-Brassens et que l'îlot Saïda est une opportunité intéressante d'une liaison, que cette liaison sert aussi à traverser des parties du quartier par des voies piétonnes tout à fait intéressantes, donc je pense qu'elle a d'autres usages aussi que le lien avec la petite ceinture, et que cela n'obère pas non plus la possibilité, un jour, d'utiliser le tunnel.

Vous l'avez évoqué, ce sont des questions financières importantes. Nous avons investi, je vous l'ai dit tout à l'heure, 8 millions d'euros pour l'aménagement de cette petite ceinture 15e, je vous rappelle que dans cette mandature, on a d'autres projets dans le 15e et dans d'autres arrondissements. Il est, comme M. GAUDILLÈRE l'a rappelé, de notre devoir d'avoir des budgets équilibrés, et je pense que l'on pourra peut-être, à l'avenir, si l'on trouve des solutions à la fois techniques, car il s'agit de vérifier que le tunnel ne pose pas des problèmes de sécurité, je vous rappelle les incidents qu'il y a eus en Allemagne, avec des morts lors de passage dans le tunnel, donc il faut que l'on prenne ce sujet très sérieusement, que R.F.F. ne fasse pas non plus payer tout le réaménagement et la sécurisation de son ouvrage, ce sont quand même des discussions importantes à avoir.

Pour toutes ces raisons, je pense qu'il faut que l'on se donne le temps de voir si on peut utiliser ce tunnel. En tout cas, je comprends que ce soit un désir, à la fois des usagers et des élus de la mairie du 15e, mais il y a encore des choses à faire pour la prochaine mandature.

M. ALAYRAC a évoqué des usages artistiques et autres.

Effectivement, on l'a vu dans le cadre de la concertation que nous avons eue sur la petite ceinture parisienne, cela faisait resurgir des désirs d'expérimentations artistiques, d'expérimentations sociales aussi. Pourquoi pas ? Je pense qu'il faut faire cela doucement.

Là, on voit comment elle vit, comment les personnes l'utilisent, et je pense qu'il ne faut pas vouloir tout remplir d'un coup, mais au fur et à mesure, et M. ALAYRAC a raison, il faut se donner du temps pour trouver les bons projets, et pas remplir cet espace, qui est quand même très fréquenté, il faut que l'on tienne compte aussi de cette fréquentation très importante, notamment le week-end, par les joggeurs, les enfants, etc., tout cela doit cohabiter harmonieusement, aussi avec les riverains, c'était aussi notre souci.

Je pense que cette première étape est réussie, et je voulais vraiment nous en féliciter. On va être vigilant sur l'entretien et la bonne tenue de ce site.

Vous avez évoqué aussi, Monsieur MENGUY, la sécurité et la surveillance. Effectivement, ce site est surveillé comme un parc ou un jardin, il est fermé aussi comme les parcs et jardins.

Il y a, dans cette promenade, trois rondes quotidiennes : une ronde à l'ouverture, qui consiste à ouvrir les portes, mettre en service les ascenseurs et s'assurer que tout va bien, une ronde intermédiaire d'une heure environ sur tout le site et une ronde de fermeture. Ces rondes sont réalisées par deux équipes de deux agents : une équipe qui part du parc André-Citroën et une autre qui part du parc Georges-Brassens.

La jonction de ces deux équipes se fait au niveau de la rue Desnouettes et chaque équipe termine sa ronde en rejoignant son site de départ. Tout cela est vraiment bien organisé.

La D.P.P. a également assuré des passages quotidiens depuis l'ouverture et l'association Espaces veille à l'entretien de la propreté et la qualité horticole du site.

Avec toutes ces explications, je vous invite à voter ce projet de délibération.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 180.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DEVE 180).

2013 DEVE 177 - Attribution de la dénomination pelouse Billie Holiday à la pelouse B de l'hippodrome d'Auteuil dans le bois de Boulogne (16e).

Vœu déposé par M. ALPHAND et Mme DREYFUSS relatif à l'attribution du nom d'Alain Mimoun.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DEVE 177 concernant l'attribution de la dénomination pelouse Billie Holiday à la pelouse B de l'hippodrome d'Auteuil, sur lequel M. ALPHAND et Mme DREYFUSS ont déposé le vœu référencé n° 2 dans le fascicule.

La parole est à M. ALPHAND, 3 minutes.

M. David ALPHAND. - Monsieur le Maire, merci.

Nous attribuions il y a quelques semaines, voire quelques mois, le nom de Robert Paparemborde à la première des pelouses d'Auteuil. Il s'agissait d'un excellent choix pour honorer la mémoire d'un grand sportif et d'un grand rugbyman, en totale adéquation avec le lieu des pelouses d'Auteuil.

Ce matin, il nous est proposé de nommer les secondes pelouses d'Auteuil, et le choix qui nous est offert est celui d'opter soit pour Billie Holiday, soit pour Alain Mimoun, qui est la proposition que je formule avec ma collègue Laurence DREYFUSS.

Pour opter, nous devons tenir compte de quatre critères, mes chers collègues :

- choisir une personnalité indiscutable ;

- le talent, la qualité ;

- un lien étroit avec Paris.

- un lien également avec le lieu en question.

Alors, je vais reprendre cette grille d'analyse en quelques mots, point par point.

La personnalité indiscutable, assurément, Alain Mimoun la possède ; il représente un modèle d'intégration et de réussite personnelle et sportive.

Billie Holiday, comme ce fut le cas et comme c'est encore le cas de nombre d'artistes, n'a pas su éviter certains écueils : la drogue, les problèmes avec la justice ; faut-il l'ériger pour autant en modèle pour la jeunesse sur les pelouses d'Auteuil ? Je n'en suis pas certain. N'en déplaise aux tenants du politiquement correct.

Pour ce qui est du talent et de la qualité, Alain Mimoun et Billie Holiday se tiennent.

Le lien étroit avec Paris, maintenant.

Je le cherche, mes chers collègues, avec Billie Holiday. Je ne trouve, d'ailleurs, dans les motivations de l'Exécutif, aucun argument le concernant. A-t-elle seulement une fois dans sa vie mis les pieds dans la Capitale ? Je n'en suis pas certain.

Pour ce qui est d'Alain Mimoun, il s'installe à Paris après la Deuxième guerre mondiale et après avoir défendu son pays.

Quant au dernier critère, le lien avec le lieu, les pelouses d'Auteuil, c'est le sport, tout comme Alain Mimoun, et je voudrais rappeler, pour conclure, que je vous demande, ce matin, d'honorer la mémoire d'un ancien garçon de café au Racing Club de France, du côté de la Croix-Catelan, dans le bois de Boulogne, non loin de ces fameuses pelouses d'Auteuil ; il s'appelait Alain Mimoun.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Pas de dialogue !

Madame GIBOUDEAUX, vous avez la parole.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je suis un peu surprise de l'argumentation qui est utilisée par M. ALPHAND, qui me choque, en tant que Parisienne aussi, parce que je considère qu'en tant que Parisiens et Parisiennes, nous sommes aussi des personnes qui sont sensibles à la culture, culture qui n'est pas seulement la culture locale, mais la culture, notamment, du jazz, qui s'est beaucoup inscrite dans le territoire parisien.

Je ne vais pas opposer la personnalité de M. Mimoun et de Billie Holiday, ce n'est pas l'objectif de ce projet de délibération.

Je voudrais rappeler tout de même que les pelouses d'Auteuil accueillent des équipements sportifs, d'accord, mais qu'il y a plus de 6 hectares, 8 hectares, qui sont aussi des pelouses de détente, un parc paysager, permettant aux Parisiennes et aux Parisiens de flâner, voire d'écouter de la musique, de se détendre. Il n'y a pas qu'une seule vocation sportive aux pelouses d'Auteuil.

C'était un petit rappel qui justifie aussi le fait que l'on puisse donner à ces pelouses le nom d'une personne qui ne vient pas du milieu sportif.

Je vous rappelle qu'au Conseil de juillet dernier, l'U.M.P.P.A. avait déjà déposé un vœu pour que le nom d'Alain Mimoun soit attribué à un équipement sportif parisien en son hommage, et mon collègue, Jean VUILLERMOZ, avait, bien sûr, répondu favorablement, en soulignant qu'il appartiendra à la commission des attributions d'examiner cette proposition, en rappelant la règle à laquelle il peut être dérogé qui prévoit un délai de cinq ans entre la disparition d'une personnalité et l'attribution de son nom à une rue ou à un équipement municipal.

Je pense donc qu'il va y avoir d'autres occasions, en équipements sportifs, pour pouvoir donner le nom d'Alain Mimoun à un équipement.

C'est pour cela, en tout cas pour le vœu, que je vous demanderai un retrait et j'émettrai un avis défavorable.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par M. ALPHAND et Mme DREYFUSS, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 177.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DEVE 177).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la dénomination "Louis Lecoin" d'un jardin.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 3 dans le fascicule, déposé par le groupe E.E.L.V.A., relatif à la dénomination "Louis Lecoin" d'un jardin.

La parole est à Sylvain GAREL. Une minute !

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Je suis très ému de présenter ce vœu parce que Louis Lecoin est un personnage extrêmement important du XXe siècle, même si tout le monde ne le connaît pas.

C'était important de le faire maintenant parce que nous sommes à la veille du centenaire du déclenchement de la guerre de 1914-1918, et c'est là que Louis Lecoin s'est fait connaître en s'opposant dès 1913 à cette guerre, et en ayant par conséquent passé toute cette guerre, et même un peu plus, en prison, puisqu'il n'a été libéré qu'en 1921 pour son opposition à cette boucherie qui provoquera à la fois des millions de morts et aussi une espèce de dégradation extrêmement importante de l'Europe dans le monde.

C'est aussi quelqu'un qui, par la suite, a continué jusqu'au bout ses engagements. Je ne rappellerai qu'une chose parce que le temps qui m'est imparti est très court : c'est lui qui, à plus de 70 ans, a engagé une grève de la faim de 21 jours qu'il a terminée à l'hôpital Bichat pour obtenir un statut pour les objecteurs de conscience, que le Général de Gaulle a accordé parce qu'il connaissait Louis Lecoin et qu'il a dit ne pas vouloir avoir sa mort sur la conscience.

Dernière chose, si nous demandons qu'un jardin porte le nom de Louis Lecoin, c'est parce que lorsqu'il est arrivé de Saint-Amand-Montrond, son premier emploi a été d'être jardinier de la Ville de Paris.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à Mme GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci.

Je donnerai un avis favorable pour que ce nom soit soumis à la Commission et qu'après l'accord de la famille, on puisse donner le nom de Louis Lecoin à un jardin parisien.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 265).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la dénomination "May Picqueray" d'un jardin.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le vœu référencé n° 4 dans le fascicule, déposé par le groupe E.E.L.V.A., relatif à la dénomination "May Picqueray" d'un jardin aussi.

La parole est au spécialiste, M. Sylvain GAREL, le jardiner de service, allez-y. Une minute.

M. Sylvain GAREL. - May Picqueray est une personne qui a poursuivi le combat pacifiste de Louis Lecoin, ayant été son assistante à la fin de sa vie. Elle a ensuite repris son combat. C'est d'ailleurs elle qui a fondé l'association des amis de Louis Lecoin. Elle a aussi fondé un journal, "Le réfractaire", journal qui soutenait les objecteurs de conscience dans les années 1970-1980.

May Picqueray était une femme d'une formidable énergie que j'ai eu l'occasion de rencontrer dans ma jeunesse. C'était aussi quelqu'un qui a su insuffler à beaucoup d'entre nous une volonté farouche d'aller au bout de ses idées.

C'est donc pour cela que je suis aussi très ému de présenter aujourd'hui ce vœu afin qu'un jardin parisien porte le nom de May Picqueray.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Madame GIBOUDEAUX ?

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Je donne un avis favorable pour les mêmes raisons que j'ai données sur le vœu précédent.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 266).

Action de solidarité envers le peuple philippin (Suite).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Avant d'examiner les vœux n^{os} 5 et 6, par rapport à ce qu'a dit le Maire tout à l'heure concernant les Philippines, au regard de cette situation, je vous propose, avec l'assentiment des présidents de groupes, qui ont été consultés, et conformément à l'article 2121-12 du Code des collectivités locales, d'accepter le principe de l'urgence pour l'adoption dès demain d'une délibération de soutien au peuple philippin.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le principe de l'urgence est adopté.

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au nettoyage du canal Saint-Martin.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au nettoyage du canal Saint-Martin.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n^{os} 5 et 6 dans le fascicule, déposés respectivement par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et Communiste et élus du Parti de Gauche, relatifs au nettoyage du canal Saint-Martin.

La parole est à M. Rémi FÉRAUD, maire du 10e, pour une minute.

M. Rémi FÉRAUD, maire du 10e arrondissement. - Le vœu que je présente et qui a été voté par le Conseil d'arrondissement du 10e à l'initiative d'Alain LHOSTIS, concerne le nettoyage du canal Saint-Martin, en particulier le week-end.

Il y a un enjeu qui est l'évolution de l'usage de l'espace public, et en particulier l'évolution festive du canal Saint-Martin, qui était autrefois, d'abord et quasi exclusivement, une voie de transport.

Les deux questions qui se posent aujourd'hui concernent le plan d'eau et les berges.

Le plan d'eau, parce que l'organisation de la Ville de Paris consiste à le nettoyer chaque jour de la semaine, mais pas le week-end. Or, c'est le week-end qu'il est beaucoup sali avec notamment des centaines de bouteilles de bière et de canettes qui flottent, dégradant beaucoup l'espace public, le paysage.

Notre demande est que la Ville de Paris s'organise pour nettoyer le plan d'eau également le week-end, ce qui nécessite évidemment des moyens de fonctionnement en personnel, les bateaux existant.

L'autre enjeu, ce sont les berges.

Une partie est nettoyée par la DPE de manière très régulière depuis toujours, mais une partie de ces berges est aujourd'hui utilisée de manière festive et n'est pas ou très peu nettoyée. Notre souhait, et même notre demande parce que cela correspond aujourd'hui à un besoin, est que ces berges qui sont des chemins de halage en général stabilisés soient nettoyés, soit par la DPE, soit par la direction des espaces verts. Mais je pense que le mieux serait par la DPE, que la DPE ait les moyens adéquats pour le faire à partir du printemps prochain afin que le canal Saint-Martin, certes, soit un lieu très fréquenté mais aussi un lieu propre, y compris le week-end.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Il y a deux vœux, vous avez bien compris, le n° 5 et le n° 6, qui sont identiques.

M. Alain LHOSTIS était inscrit. Si vous voulez intervenir, Madame ?

Mme Aline ARROUZE. - En effet, je dois excuser Alain LHOSTIS, qui a dû s'absenter et qui devait présenter ce vœu.

Ce vœu a été présenté par le maire du 10e arrondissement, fort bien, mais nous insistons, sur proposition d'Alain LHOSTIS et au nom du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, pour que le Conseil de Paris émette le vœu que le Maire de Paris mette en place un renforcement du nettoyage de la partie aérienne du canal Saint-Martin et du bassin de la Villette comprenant les berges et les plans d'eau, ainsi que l'entretien des espaces plantés autour du bassin Louis Blanc et deuxièmement, que les régies de quartier, notamment celle du 10e arrondissement, soient sollicitées pour cela, en lien direct avec la Direction de la propreté et de l'eau, et la Direction des espaces verts et de l'environnement.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - J'ai bien compris : c'était quasiment identique, ou identique complètement !

La parole est à Mme LE STRAT pour répondre à ces deux vœux groupés.

Mme Anne LE STRAT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

En effet, il y a un sujet propreté le week-end, comme vous avez pu le noter.

Je pense que nous pouvons quand même saluer le travail effectué par l'ensemble des services, puisqu'il faut rappeler que trois directions sont concernées : les services des canaux à la DVD mais aussi la DPE et la DEVE.

Le travail des services est continu pour assurer une propreté idoine sur cet espace public des canaux.

On peut aussi continuer à regretter que les usagers des canaux, notamment le week-end, aient aussi peu de souci de l'intérêt général, aient aussi peu le souci de laisser propres des terrains, ou en tout cas des espaces, qu'ils fréquentent assidûment.

Cela étant dit, nous avons amélioré les équipements des services pour assurer une propreté accrue.

Je ne peux donc que souscrire à ces deux vœux.

Je proposerai juste un amendement sur les deux pour rajouter la Direction de la Voirie et des Déplacements, le service des canaux, dans la phrase : "Les régies de quartier, notamment celle du 10e, soient sollicitées pour cela, en lien avec la Direction de la voirie et des déplacements, service des canaux", et je pense que c'est en effet une bonne idée que nous mettions à contribution la régie de quartier du 10e arrondissement.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 267).

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 268).

2013 DPE 99 - Subvention (20.000 euros) et convention avec l'association "Coup de Main" pour le soutien de l'activité d'une recyclerie (20e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DPE 99 relatif à l'attribution d'une subvention de 20.000 euros et convention avec l'association "Coup de Main" pour le soutien de l'activité d'une recyclerie (20e).

Il y a un amendement, c'est l'amendement n° 7 mais il est personnel. Il est de Mme SIMONNET, mais elle n'est pas là. Donc, personne d'autre ne peut le présenter puisqu'il est personnel. Vous en conviendrez que l'on ne peut pas faire.

Simplement, je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 99.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DPE 99).

2013 DPE 84 - Convention de financement avec la Région Ile-de-France pour l'opération de compostage collectif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DPE 84 relatif à une convention de financement avec la Région Ile-de-France pour l'opération de compostage collectif.

La parole est à Mme Danielle FOURNIER, pour 5 minutes.

Mme Danielle FOURNIER. - Ce projet de délibération a pour objet la participation de la Région Ile-de-France au financement à hauteur du tiers de l'accompagnement au compostage mis en place par la Ville de Paris depuis quelques années, depuis 2010. Il s'agit d'une opération qui a rencontré un certain succès mais dont nous pensons qu'elle pourrait, justement avec cette aide et peut-être dans le futur, être amplifiée.

En effet, pour faire un petit point, en 2012, il y a presque une centaine d'immeubles, 21 écoles, soit plus de 5.000 Parisiens, dont 3.000 enfants, qui ont fait du compostage, et 38 sites sont en cours de diagnostic.

En moyenne, chaque site permet d'éviter une tonne de déchets ménagers par an, et la quantité de déchets détournés du ramassage et de l'incinération par habitant, avec la participation au compostage, est de 30 à 40 kilos par an.

Alors, bien sûr, ce serait mieux de diminuer à la source notre production de déchets, en évitant le gaspillage alimentaire, ou plus largement les emballages encombrants, inutiles, coûteux. Mais ce programme est déjà bien novateur et permet de produire un compost qui est réutilisé, soit sur place, soit dans les espaces verts, soit dans les jardinières, soit dans les balconnières des particuliers.

D'autant que dans le programme complet, les volontaires sont formés au compostage par les maîtres composteurs et sont accompagnés six mois gratuitement. Je tiens à dire aussi, pour ceux qui seraient intéressés, que le matériel de compostage est fourni gratuitement par la Ville.

Permettez-moi pour compléter de dire que la Ville soutient, et c'est fort heureux, l'opération de lombricompostage, qui est une technique différente de celle que je viens de décrire et qui permet de fabriquer à moindre coût et sur place deux produits agronomiques exceptionnels : le lombricompost et le lombrité qui est un excellent engrais une fois qu'il est dilué.

Ce lombricompostage a également plusieurs intérêts particuliers par rapport au compostage : il peut être placé dans un bac n'importe où, y compris en intérieur, parce qu'il est inodore et ne produit pas de méthane comme peut le faire un compost classique qui pourrait ne pas être mené dans les règles de l'art et qui produirait, vous le savez, du méthane, un puissant gaz à effet de serre.

Les élus écologistes sont très favorables au compostage des déchets organiques, ce qui réduit la quantité de déchets ménagers, facilite le traitement, réduit les coûts de toute la filière. Mon groupe a déposé plusieurs vœux demandant l'extension du compostage collectif en pied d'immeuble, à l'échelle d'un quartier ou de l'ensemble des écoles d'un arrondissement.

Nous avions obtenu que soient étudiée la mise en place d'une collecte sélective de déchets organiques à Paris, en vue du traitement séparé permettant ensuite une utilisation du compost, notamment par les agricultures bio de la région.

On peut se dire que nous sommes au début de la mise en place d'une pratique qui devrait se généraliser et nous sommes très heureux que la Région y apporte son concours, c'est pourquoi nous voterons pour et nous vous engageons vivement à voter pour.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame la Présidente.

La parole est à M. Mao PENINOU.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire, merci, Madame la présidente Danielle FOURNIER, vous avez été on ne peut plus complète sur le sujet en expliquant l'ensemble des enjeux aujourd'hui du compostage et les différentes techniques que nous utilisons à Paris. Je voudrais simplement ajouter deux éléments.

Un premier élément, vous en avez parlé, est la lutte contre le gaspillage alimentaire. J'étais avec quelques-uns de mes collègues et le Ministre Guillaume GAROT, place de la République, il y a de cela à peine quelques semaines, pour encourager d'un point de vue médiatique et prolonger cette campagne avec tous nos partenaires, y compris des partenaires comme la Croix-Rouge, comme les Restos du Cœur mais aussi les cuisiniers à Paris pour lutter contre le gaspillage alimentaire. Vous savez que nous menons de nombreuses actions dans cette direction, que ce soit avec Mme Pauline VÉRON ou avec Mme Lyne COHEN-SOLAL. Je crois qu'il faut effectivement continuer à advancer sur cette question.

Deuxième élément, vous avez parlé aussi de comment réduire et avoir une collecte plus sélective, notamment de ce qui pourrait être sur le compost. C'est vrai qu'aujourd'hui on est dans le bricolage et l'hyper proximité. Ce sont des premiers éléments qui sont positifs et qui se développent - ce sont près de 330 sites aujourd'hui à Paris sur le compostage - mais si on voulait passer à une échelle supérieure, il faudrait effectivement développer une collecte sélective sur ces choses-là.

Vous le savez, c'est très compliqué à mettre en place à Paris, on a déjà du mal à faire une collecte sur trois secteurs en fonction notamment de l'espace dans les immeubles. Mais je voulais vous informer que nous avons entamé des discussions avec les syndicats de la restauration à Paris, pour voir avec eux comment on pourrait effectivement avoir cette collecte sélective, au moins dans les établissements ou dans une part des établissements de restauration à Paris. C'est un projet qui va mettre du temps à être construit, mais nous avons commencé à discuter. Je sais que la Région a commencé à le discuter aussi. C'est bien dans ce partenariat d'ailleurs entre la Ville et la Région que nous arriverons à construire cette politique.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 84.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DPE 84).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la publication du baromètre de l'espace public.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 8 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la publication du baromètre de l'espace public.

La parole est à Mme de CLERMONT-TONNERRE, pour 1 minute.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, nous sommes toujours dans l'attente du baromètre propreté qui a mystérieusement disparu en 2009. En juin 2012, nous vous avions une première fois interpellé par un vœu vous demandant de publier à nouveau cet outil fort utile dans la mesure où il permettait d'évaluer la satisfaction des Parisiens en termes de propreté.

François DAGNAUD, alors en charge de secteur, nous avait annoncé pour la rentrée 2012 un baromètre nouvelle génération : un outil plus qualitatif, plus opérationnel portant sur l'appréciation globale de l'espace public, identifiant les attentes précises de nos concitoyens et dégageant des pistes concrètes de travail conçues dans une démarche transversale avec la DPE, la DVD et la DEVE.

En février 2013, sans nouvelle de ce baromètre de l'espace public, nous avons déposé un nouveau vœu. Votre adjoint nous a alors répondu que le baromètre serait présenté très prochainement devant la 4e Commission. N'ayant toujours rien vu venir, nous vous demandons, Monsieur le Maire, pour quelles raisons vous tardez tant à publier les résultats de ce baromètre qui a pourtant vocation à mieux identifier les problèmes d'espaces publics, afin de mieux répondre aux attentes des Parisiens, ce qui ne me semble pas être superflu.

Et je remercie par avance M. PENINOU pour la réponse qu'il va nous apporter, sachant qu'au vu du tam-tam qu'il y a ce matin sur le parvis, votre adjoint, Monsieur le Maire, doit être très sollicité.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mao PENINOU.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Je vous confirme, Madame de CLERMONT-TONNERRE, mais je pense que vous le savez, vous aussi, dans votre arrondissement, que la propreté est une de ces délégations dont l'activité ne fait que croître à l'approche des échéances électorales, et que donc l'occupation est toujours forte.

Les résultats du barème de propreté, qui a été créé en 2002, n'étaient plus probants car ils ne montraient pas d'évolution dans le ressenti des Parisiens par rapport à la propreté. On avait à peu près 65 % d'habitants qui se déclaraient satisfaits de la propreté plusieurs années de suite, malgré les évolutions techniques de nouveaux usages de l'espace public. Bref, la Ville a décidé d'arrêter ce dispositif d'évaluation en 2009.

La Direction de la Propreté a mené une étude qualitative, en lien d'ailleurs avec d'autres directions s'occupant de l'espace public, dont l'idée est d'avoir un ressenti général de l'espace public auprès de petits groupes d'habitants, en gros 500 personnes, et l'idée était d'arriver à construire un baromètre qui nous permette de mesurer précisément les choses et de pouvoir de cette manière adapter la réaction de nos services et l'activité de nos services au ressenti des habitants.

Effectivement, Monsieur DAGNAUD, vous avait indiqué qu'on en publierait les résultats et vous avez raison aujourd'hui de nous interpeller sur le fait qu'ils ne l'ont toujours pas été.

Je vais être extrêmement honnête avec vous, on est toujours dans la construction du référentiel de ce baromètre. On a fait de premiers essais avec les premiers référentiels qui avaient été mis en place. Pour être totalement honnête avec vous, on aurait pu les publier et faire une page de triomphalisme mais je pense qu'elle n'aurait pas correspondu à la réalité.

Quand je dis page de triomphalisme, je vais vous donner un exemple, c'est qu'à travers ces premiers éléments de baromètre, on avait plus de 85 % de taux de satisfaction sur la propreté.

Je pense que c'est une appréciation peut-être globale sur Paris, ou qui peut correspondre au travail des services ou à ce que les Parisiens peuvent penser du travail que font les balayeurs ou ceux qui collectent jour après jour, mais soyons honnêtes entre nous, cela ne correspond ni aux discussions que nous pouvons avoir avec nos électeurs, ni au propre ressenti que nous pouvons avoir comme élus sur le terrain.

Si nous avons fait des progrès ces dernières années en matière de traitement de la propreté et si nous arrivons, y compris dans le travail, avec les contrats d'arrondissement et aujourd'hui le travail des divisions, à avoir une vraie amélioration, on est très loin d'une satisfaction qui serait de l'ordre de 85 %.

C'est pourquoi la DPE, mais, avec mes autres collègues, nous avons demandé que l'on puisse continuer à affiner les choses pour pouvoir entrer dans le détail peut-être, dans le détail de proximité.

Aujourd'hui, publier ce baromètre avec de tels chiffres nous permettrait, à nous, de dire "regardez, tout va bien", à vous de dire "ah, mais ce n'est pas un bon référentiel". De ce point de vue-là, je pense qu'on n'aurait absolument pas fait avancer le débat. Le problème est d'arriver à le mesurer précisément. Nous savons tous, comme élus de terrain, la difficulté qu'il y a à mesurer et à objectiver précisément l'évaluation de la propreté.

J'ai donc demandé que l'on continue à travailler sur un référentiel qui soit un meilleur reflet de la situation actuelle et du traitement au quotidien que ce référentiel de là où on était.

Disons que, voilà, *working progress*, on continue à travailler sur cette question et à essayer de trouver des éléments qui nous permettent d'avoir une vraie évaluation. C'est pourquoi nous n'avons pas publié les résultats de ce baromètre et nous continuons aujourd'hui à en construire un. J'ose espérer que, d'ici la fin de la mandature ou, plus probablement, de la prochaine mandature, nos successeurs, aux uns et aux autres, arriveront à disposer d'un tel outil.

Voilà, c'est pour cela, compte tenu de cette réponse, que je vous demande soit de bien vouloir retirer votre vœu, compte tenu des éléments que je viens de vous donner ; autrement, je donnerai un avis défavorable.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Madame ?

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Merci, Monsieur PENINOU, pour avoir reconnu la réalité du terrain et le mécontentement des Parisiens que nous ressentons tous dans nos arrondissements.

En revanche, je maintiens quand même mon vœu, avec l'espoir que ce référentiel sera peut-être disponible avant la fin de la mandature.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2013 DPE 71 - DLH 190 - Signature d'une charte de gestion de l'eau dans l'habitat privé entre la Ville de Paris, Eau de Paris et les acteurs de l'habitat privé.

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DPE 71 - DLH 190 relatif à la signature d'une charte de gestion de l'eau dans l'habitat privé entre la Ville de Paris, Eau de Paris et les acteurs de l'habitat privé, sur lequel M. BERTHAULT a déposé les amendements n^{os} 9, 10, 11 et l'Exécutif, le vœu référencé n° 11 bis dans le fascicule.

La parole est à M. BERTHAULT.

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Je vais présenter tous les amendements ensemble.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, je voudrais déjà remercier, une fois n'est pas coutume, Anne LE STRAT, d'avoir tenu son engagement en mars 2012. A l'occasion de la communication sur l'eau, j'avais présenté un vœu demandant qu'une charte de gestion de l'eau soit signée avec les acteurs de l'habitat privé. Dans la mesure où une charte de gestion de l'eau était proposée aux bailleurs sociaux, il me semblait cohérent d'étendre le principe d'une meilleure gestion de l'eau à tous les logements de la Ville de Paris.

J'avais alors retiré mon vœu en échange d'un engagement de sa part et je pense que nous pouvons tous nous féliciter, en tout cas, d'un dialogue démocratique et constructif dans cette Assemblée.

C'est quand même assez rare pour que ce soit souligné !

Afin de contribuer à améliorer ce texte, je vous ai fait une série…

Parce que ce serait trop beau, si cela s'arrêtait là !

Je vous ai fait une série de propositions par voie d'amendement. Je suppose que vous ne verrez aucun inconvénient à les accepter, car ils ne modifient pas l'équilibre du texte et n'ont aucun impact sur les finances de la Ville.

J'ai vu d'ailleurs que le vœu n° 11 bis que vous aviez déposé les reprenait intégralement, donc je suppose que vous seriez tout à fait prête à les accepter.

Concernant les kits économiseurs d'eau, je vous propose d'engager des partenariats à destination de tous les locataires, et pas seulement pour les locataires les plus fragiles. Je pense que c'est une question de bon sens, dans la mesure où une diffusion à grande échelle permettrait d'avoir des résultats rapides sur la consommation d'eau.

Dans la mesure où un kit complet coûte en moyenne 150 euros et qu'il permet de générer une économie de 100 euros par an, le mécanisme du tiers financement pourrait s'avérer pertinent.

Je voudrais également attirer votre attention sur la qualité de l'eau, car je partage avec vous la nécessité de garantir l'information des habitants par voie d'affichage. La qualité de l'eau étant un sujet particulièrement sensible pour les populations fragiles, cette démarche vise à mieux informer pour mieux rassurer.

Pour cette raison, je vous propose une modification mineure relative à l'affichage. Je vous propose également d'introduire dans les informations sur la qualité de l'eau des données relatives aux nouvelles pollutions, comme les perturbateurs endocriniens ou les médicaments.

Enfin, dans la partie sur les partenariats innovants, il me semble qu'il manque un développement sur l'intérêt de développer des partenariats avec les acteurs du bâtiment. Aujourd'hui, on voit bien que de nouvelles techniques sont développées autour des économies d'énergie ; je pense, par exemple, à l'utilisation de la chaleur des eaux grises pour chauffer l'eau chaude, à l'installation de kits économiseurs d'eau intégrés ou encore au suivi de la consommation d'eau sur visiophone.

J'oublie, bien évidemment, de nombreuses innovations qui permettent de contribuer à limiter les consommations, mais il m'apparaît intéressant que l'on puisse en amont accompagner architectes, promoteurs et l'ensemble du secteur du B.T.P. sur l'intégration de ces techniques dans les nouveaux logements ou dans les réhabilitations.

Aller vers une meilleure gestion de la ressource en eau et économiser la ressource en eau ne font pas débat dans cette Assemblée, quoique cela pourrait mettre en péril un certain équilibre budgétaire aussi des finances de la régie, nous le savons bien, puisque la consommation diminue régulièrement, mais en tout cas c'est une avancée souhaitable.

Nous voterons, bien évidemment, cette charte, en espérant un avis favorable sur ces amendements repris dans votre vœu n° 11 bis.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Parfait !

Madame BACHE, vous avez la parole.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Depuis le 1er janvier 2010, le service de l'eau est géré directement par un opérateur public unique "Eau de Paris". Cette remunicipalisation a mis un terme au système complexe et opaque instauré par la Droite en 1984, au profit de Veolia et de la Lyonnaise des Eaux-Suez.

Trois ans après, la remunicipalisation s'avère un vrai succès : avec 900 agents, Eau de Paris est la plus importante entreprise publique d'eau française. Grâce à la crédibilité et l'efficacité de notre gestion publique, nous avons pu nouer des relations de confiance avec des acteurs de l'habitat privé, comme la F.N.A.I.M. et l'U.N.I.S.

50.000 immeubles, soit 78 % des logements, appartiennent au secteur privé. Il était donc essentiel de leur étendre la charte conclue avec les bailleurs sociaux.

Cette charte promeut une gestion responsable et solidaire de l'eau au bénéfice des locataires. Elle crée une dynamique d'échange et renforce le dialogue avec les habitants. Elle est emblématique de notre politique de l'eau à Paris. Elle est la preuve que la remunicipalisation est une réussite économique et écologique majeure.

Elle permet la production et la distribution de la meilleure eau au meilleur prix. La suppression des dividendes entraîne un gain annuel de 30 à 35 millions d'euros, réinvestis totalement dans le service public de l'eau.

A environ 1 euro le mètre cube, nous maintenons un des prix les plus bas de France, en baisse de 8 %, alors qu'il avait augmenté de 260 % entre 1985 et 2010, ce qui n'a pas empêché "Eau de Paris" d'élaborer un ambitieux programme d'investissement : entre 70 et 90 millions d'euros par an.

Cette charte permettra un suivi de la haute qualité de cette eau pour les locataires et les bailleurs. Elle incite au suivi des consommations grâce à Novéo ; les abonnés peuvent ainsi suivre en temps réel leur consommation et sont avertis en cas de pic inexpliqué, afin de prévenir les fuites et les dégâts des eaux. Elle favorise la gestion alternative des eaux pluviales, la diminution des rejets polluants et l'utilisation de l'eau non potable pour les usages non domestiques. Cet aspect concrétise l'apport financier présent dans nos orientations budgétaires.

Enfin, elle renforce notre schéma de prévention des risques d'inondation et se fixe comme objectif de diminuer la vulnérabilité des bâtiments aux crues majeures de la Seine.

Cette charte est la preuve que la remunicipalisation répond à notre exigence de justice sociale : la baisse du prix permet de restituer 76 millions d'euros aux usagers parisiens.

L'instauration d'une allocation préventive adossée à l'aide au logement a permis d'aider 45.000 foyers. Eau de Paris a multiplié par 6 sa participation au F.S.L. : plus de 4.600 ménages ont ainsi été aidés et 15.000 foyers gérés par Paris Habitat ont bénéficié de kits économiseurs d'eau ; c'est 10 % de consommation en moins.

Cette charte permettra également à l'ensemble des locataires du secteur privé d'être ainsi informés de leurs droits.

La réalité du droit d'accès à l'eau se traduit aussi à Paris par la création de points d'eau gratuits. Eau de Paris, en lien avec les services sociaux de la Ville, vient en aide aux sans-abri : en été, elle met à disposition, par l'intermédiaire de jerricans donnés aux équipes municipales et aux associations, de l'eau potable pour les maraudes ; en hiver, elle maintient plus de 40 fontaines en fonctionnement.

La charte de l'eau complète la réussite démocratique de la remunicipalisation. L'Observatoire parisien de l'eau, commission extramunicipale, est né de la volonté de notre Municipalité de mettre l'usager au cœur du service public. C'est un outil de contrôle citoyen doté d'une voix au Conseil d'administration d'Eau de Paris, alliant représentants des usagers, des acteurs institutionnels parisiens de l'eau, de l'environnement et des affaires sociales, des universités, des organismes de recherche et des élus.

Son efficacité se démontre par ses travaux effectués en amont de notre Conseil dans le processus de remunicipalisation d'abord maintenant, pour l'avenir du réseau d'eau non potable, la baisse du prix de l'eau, la mise en place du droit à l'eau ou encore la révision du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie.

Je tenais donc à saluer le travail conséquent de la DPE et de la DLH qui a permis d'aboutir à la charte de la gestion de l'eau dans l'habitat privé.

Ceci confirme la pertinence de notre choix de remunicipalisation que nous avons fait derrière Bertrand DELANOË et l'Exécutif parisien, remunicipalisation réalisée avec succès par Anne LE STRAT et son cabinet.

La Ville de Paris et sa régie Eau de Paris viennent d'obtenir, je voulais le signaler, deux récompenses nationales : le premier prix de la catégorie des grandes villes au concours Capitale française de la Biodiversité et, pour la deuxième année consécutive, Eau de Paris a également été élue Service Client dans la catégorie "distribution de l'eau", elle qui considère avoir affaire à des usagers et non à de simples clients.

C'est donc avec impatience que nous attendrons la signature de cette charte pour le 10 décembre de cette année.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Parfait.

La parole est à Mme Anne LE STRAT.

Mme Anne LE STRAT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire, merci mes chers collègues.

Merci à M. Jean-Didier BERTHAULT et à Mme Marinette BACHE, à la fois pour leurs propos et pour l'intérêt qu'ils portent à ce sujet.

Encore un plus grand merci à Marinette qui a, je pense, très bien dévoilé la teneur de cette charte, ses ambitions et nos objectifs de politique municipale de l'eau.

Je ne voudrais pas revenir sur le fond, je souscris évidemment totalement à ce qui vient d'être dit.

Concernant la charte et les propositions d'amendement de l'U.M.P., je voudrais d'abord rappeler - et merci à M. Jean-Didier BERTHAULT de l'avoir dit - que nous avons signé une charte avec les bailleurs sociaux. Je le redis, quand même : pour la première fois, la Ville de Paris a réussi à signer sur un thème de politique municipale une charte avec l'ensemble des bailleurs sociaux.

Cela a été un travail long, mais fort instructif. Nous avons maintenant une synthèse d'une bonne année de travail avec ces bailleurs sociaux, une synthèse qui pourra vous être remise pour information.

Ce sont essentiellement des groupes de travail thématiques et on voit bien que le caractère intéressant de cette charte est de pouvoir mettre autour de la table l'ensemble des parties prenantes et des acteurs concernés par les enjeux de l'eau. Ces acteurs peuvent ainsi échanger, dialoguer, faire part de leurs attentes ; c'est vraiment un lieu de concertation et donc d'amélioration de nos relations sur ces sujets.

Nous avons voulu, comme vous l'avez dit d'ailleurs - c'était une demande que vous aviez faite, mais c'était aussi une demande qui avait été relayée par de nombreux administrateurs d'Eau de Paris -, poursuivre ce travail avec l'habitat privé.

C'est ce que nous avons fait et nous l'avons fait - nous avons 13 signataires, cette charte sera signée en effet le 10 décembre - dans un souci d'équilibre, et vous allez comprendre pourquoi je dis cela, des attentes des uns et des autres.

Cela pour vous dire que cette charte n'est peut-être pas parfaite, elle n'est pas forcément toujours aussi engageante que je l'aurais souhaité, mais, malheureusement, s'il y avait des amendements dans sa rédaction, même minimes, nous perdrions des signataires qui se sont engagés d'ores et déjà à signer telle quelle cette charte.

Je vais vous donner un cas très précis, concernant l'information par voie d'affichage.

En réalité, je suis totalement d'accord avec vous. Je pense depuis le départ qu'il faut travailler sur l'affichage dans les immeubles, travailler à une meilleure information des locataires.

Je souscris donc totalement sur le fond à vos amendements, mais, sans vouloir les citer, je peux vous dire que, si jamais c'était inscrit tel que dans la charte, de très gros signataires ne voudraient plus la signer aujourd'hui.

Je propose que nous continuions à travailler avec eux dans ces groupes de travail pour faire porter ce message qui me semble devoir être un message de bon sens, même si, à ce stade-là, ce n'est pas intégré dans la charte.

Concernant par contre les thèmes que vous avez abordés, je commence d'ailleurs par le dernier sur la qualité de l'eau, les perturbateurs endocriniens, vous le savez fort bien, Eau de Paris dépasse ses obligations réglementaires parce que nous faisons des analyses sur 40 molécules, notamment concernant les résidus médicamenteux, alors que ce n'est pas une obligation réglementaire. Nous avons aussi tout un travail de prévention des pollutions concernant les pesticides - ce sont des perturbateurs endocriniens -.

La question des polluants émergents est une question très sensible, qui a été intégrée, dès en amont, par la régie dans son travail de recherche, d'analyse et d'activité scientifique.

Donc, je n'ai pas de problème à souscrire, c'est ce que je mets dans le vœu, au fait que nous continuions nos recherches et notre travail là-dessus, en sachant que, je le redis, Eau de Paris est de loin l'acteur de l'eau qui travaille le mieux sur ces questions, même bien au-delà de ses obligations réglementaires.

Concernant le travail avec les professionnels du bâtiment et de la construction, sur le principe, là aussi, je ne suis pas en désaccord, mais cette charte ne les concerne pas. Donc, on ne peut pas intégrer cet amendement tel quel dans la charte, c'est pour cela qu'on a fait, dans le vœu de l'Exécutif, mention que l'on s'engageait à étudier avec eux tous types de partenariats.

Et enfin, sur la question du financement, pas de problème pour travailler là aussi sur une question de tiers financement. Il faudra voir comment on étudie ce sujet, mais c'est vrai que la charte, à ce stade, permet tout ; elle ne cadre pas plus que cela le type de partenariat financier et donc, on peut en effet intégrer une étude sur le tiers financement et d'autres partenariats financiers.

Je pense que cela répond à la fois à notre objectif commun d'améliorer l'information auprès de tous les acteurs, et notamment les acteurs du logement et les locataires, les informations relatives aux enjeux de l'eau et à la politique de l'eau, sur tous ces aspects. Et à la volonté, comme vous l'avez dit, d'avoir une démarche constructive avec l'ensemble de l'Assemblée délibérante, même si, je le dis au passage mais c'est juste une gentille petite pique, vous n'étiez pas là au Conseil d'administration d'Eau de Paris quand on en a discuté. Peut-être que si en amont du passage en Conseil de Paris, ces amendements avaient pu être portés au Conseil d'administration, on aurait pu les intégrer à temps dans la rédaction de la charte.

Cela étant dit, vous en conviendrez, nous souscrivons en grande part aux principes que vous avez énoncés.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Il nous reste ce projet de délibération, plus un autre.

Vous voulez dire deux mots, mais rapidement.

Allez-y, vous maintenez ou pas !

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Je vais expliquer pourquoi je ne maintiens pas les amendements par rapport au vœu.

Je voudrais simplement dire à Mme Anne LE STRAT que si jamais, lors des conseils d'administration auxquels je suis très souvent présent, et c'était le seul que j'avais manqué, mes réflexions étaient intégrées aux délibérations, je le saurais déjà depuis longtemps !

Mais puisque que dans les commentaires que vous avez faits, qui sont, pour ne pas être trop trivial, un peu mous du genou, je suis quand même aujourd'hui prêt à retirer ces amendements pour la simple et bonne raison que vous êtes la seule membre de cet Exécutif municipal à tenir votre parole, vos promesses et vos engagements.

Je suis donc sûr que le vœu sera suivi d'effets !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Bien, c'est une déclaration.

Donc, vous retirez vos amendements.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2013, V. 269).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 71 - DLH 190.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DPE 71 - DLH 190).

2013 DVD 187 - Convention de partenariat avec le Département de Seine-Saint-Denis pour une étude technique relative au transport de déchets et matériaux de construction sur les canaux de l'Ourcq et Saint-Denis.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DVD 187concernant une convention de partenariat avec le Département de Seine-Saint-Denis pour une étude technique relative au transport des déchets et matériaux de construction sur les canaux de l'Ourcq et Saint-Denis, sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé l'amendement n° 12.

La parole est à Mme DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, dans le cadre de cette convention de partenariat, nous déposons un amendement qui vise à élargir le spectre de l'étude qui nous est proposée sur l'acheminement de déchets et matériaux sur les canaux de l'Ourcq et Saint-Denis.

En effet, cette étude se cantonne à l'acheminement des matériaux de construction et des gravats de chantier.

Au passage, je suis un peu étonnée que la Ville de Paris réfléchisse maintenant à ce sujet alors que la Z.A.C. "Paris Nord-Est" est en voie d'achèvement.

Il aurait peut-être été pertinent d'y réfléchir avant !

Nous demandons donc d'ajouter la logistique, qui est une part importante du flux de circulation - près de 20 %. Nous savons tous d'autre part qu'elle est amenée à se développer à un rythme soutenu ces dix prochaines années, pour doubler jusqu'à 2025. Or, une large part des marchandises est encore transportée par la route ; le fret routier, c'est 90 % et le fluvial, par exemple, 6 %. Quelques entreprises se sont récemment lancées dans le transport par voie fluviale, je pense à Franprix Casino au port de la Bourdonnais, mais le mouvement n'est pas suffisant, faute d'accompagnement de la Ville de Paris.

Aussi, nous pensons qu'il est indispensable d'étudier comment les canaux peuvent assurer l'acheminement de marchandises dans le nord-est parisien notamment ; quelles marchandises, quels acteurs, quelles incidences sur la pollution et sur la circulation ? Là encore, nous ne pouvons que déplorer que la dimension logistique n'ait pas été suffisamment prise en compte dans les différentes Z.A.C. du secteur ; pourtant, elles sont bordées par les canaux. Les emprises disponibles ont subi la pression foncière, ce qui a conduit à multiplier la circulation des camions, notamment les camions de messagerie.

Nous demandons donc, parallèlement, que cette étude soit étendue à la logistique urbaine et qu'il y ait recours à une analyse qui permette de voir comment les canaux de l'Ourcq et Saint-Denis pourraient contribuer à assurer une partie des flux logistiques du Nord-Est parisien.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme LE STRAT.

Mme Anne LE STRAT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire, et merci à Mme Laurence DOUVIN de souligner l'intérêt de travailler sur la logistique urbaine, et plus particulièrement sur le fret fluvial.

Vous conviendrez que nous en sommes convaincues toutes les deux, et au-delà de nous deux, beaucoup de personnes ici présentes, et notamment les services des canaux, qui sont engagés dans le développement de cet axe.

Pourquoi, par contre, je ne pourrai donner un avis favorable à votre amendement. Tout simplement parce que l'étude concerne ici, et d'ailleurs vous l'avez bien stipulé, les déchets de chantier et assimilés.

Or, par rapport à la logistique urbaine, cela répond à des obligations d'aménagement un peu différentes et aussi à des contraintes de contenant et de transport différentes. Donc, en réalité, il n'est pas possible et pas souhaitable de mélanger les deux sujets, et l'objet de cette étude sera uniquement sur le transport des déchets. Néanmoins, le service des canaux est déjà associé à de nombreuses études sur la logistique urbaine, travaille avec différents acteurs, notamment le CG93, pour développer la logistique urbaine et le fret fluvial. Nous avons une convention de partenariat qui est signée entre nos deux Départements, avec comme un des axes majeurs le développement du fret fluvial et la logistique urbaine, nous avons aussi signé en septembre dernier - quand je dis "nous", c'est la Ville de Paris - une charte marchandises Ville de Paris, avec une fiche action qui s'intitule "schéma d'orientation de la logistique urbaine déclinée au territoire parisien". Comme vous le voyez, nous travaillons sur cet objectif important.

Pour tous ces éléments d'information, et si nous souscrivons totalement à l'orientation que vous avez donnée, il ne s'agit pas de mélanger deux études différentes, sachant que s'il y a une nouvelle étude lancée sur la logistique urbaine, bien sûr, les services des canaux sont prêts à y répondre.

Enfin, dernière information, je l'ai dit lors de la 4e Commission, je suis prête à faire un point sur la politique des canaux, concernant à la fois le fret de marchandises, la logistique urbaine, l'aménagement portuaire et le transport des passagers. Je sais que cela intéresse de plus en plus d'élus de cette Assemblée délibérante et je m'en félicite.

Nous pouvons l'organiser prochainement, et notamment avec les membres de la 3e et 8e Commissions qui sont intéressés.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Maintenez-vous l'amendement n° 12 ?

Mme Laurence DOUVIN. - Oui.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 12 déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 12 est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 187.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DVD 187).

Dépôt de questions d'actualité.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous informe que six questions ont été déposées.

La première question d'actualité, posée par le groupe E.E.L.V.A. à M. le Maire de Paris, est relative au "maintien des activités hospitalières à l'Hôtel-Dieu."

La deuxième question d'actualité, posée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche à M. le Maire de Paris, concerne "la redéfinition des quartiers politique de la ville."

La troisième question d'actualité, posée par le groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris, est relative au "principe de sincérité budgétaire."

La quatrième question d'actualité est posée par le groupe U.D.I. à M. le Maire de Paris et concerne "l'Observatoire parisien de la laïcité."

La cinquième question d'actualité, posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris est relative à la "signature de la convention entre la société Ecomouv et la Ville de Paris."

Enfin, la dernière question d'actualité, posée par M. Jean-François MARTINS à M. le Maire de Paris est relative aux "conséquences du "Choc de simplification" sur la collectivité parisienne."

Mes chers collègues, je suspends la séance.

Nous reprendrons nos travaux à 14 heures 45 avec l'examen des questions d'actualité.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à treize heures cinq minutes, est reprise à quatorze heures quarante-cinq minutes, sous la présidence de M. le Maire de Paris).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vois des élèves. C'est comme à l'école : il y a la cloche !

Mes chers collègues, la séance est reprise.

I - Question d'actualité posée par le groupe E.E.L.V.A. à M. le Maire de Paris relative au maintien des activités hospitalières à l'Hôtel-Dieu.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous commençons les questions d'actualité.

D'abord, Monsieur NAJDOVSKI, vous avez la parole pour la question d'actualité posée par le groupe E.E.L.V.A.

C'est ça ? Je ne me suis pas trompé ? C'est bien le groupe E.E.L.V.A. ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

"Europe Ecologie - Les Verts et apparentés" !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je l'ai dans l'ordre. Si je peux me permettre, faites plus simple la prochaine fois dans le cadre du choc de simplification !

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Ecologistes, si vous préférez !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Oui !

Alors, Monsieur NAJDOVSKI, en tout cas.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Monsieur le Maire, l'Hôtel-Dieu, le plus vieil hôpital parisien, accueillait en urgence, jusqu'il y a peu, plusieurs centaines de patients par jour, pour un total de 45.000 par an. Ses locaux ont été rénovés récemment pour plusieurs millions d'euros. Il constitue le seul hôpital de proximité pour les habitants du centre de Paris et les millions de touristes visitant le cœur de Paris.

Compte tenu de la saturation des autres services d'urgence et de la spécificité de certains de ses services, il s'insère tout à fait dans l'organisation du système hospitalier parisien et francilien. Or, la direction de l'A.P.-H.P. a, depuis 2011, mis en œuvre un plan de restructuration du site de l'Hôtel-Dieu visant à créer - je cite - "un hôpital debout", nouveau concept cachant le projet d'un centre de santé sans lit, mais qui se traduit concrètement pas la fermeture les uns après les autres de l'ensemble des services présents.

La semaine dernière devait ainsi marquer la fermeture du service des urgences.

Ce plan de restructuration découle directement de la loi H.P.S.T. promulguée par le précédent gouvernement, mais qui n'a pas été remise en cause par le gouvernement actuel.

Faute de remise en cause, les personnels de l'Hôtel-Dieu se sont mobilisés, notamment au sein du comité de soutien de l'Hôtel-Dieu, présent ici dans les tribunes et que je tiens à saluer, pour présenter un projet alternatif au projet de la direction de l'A.P.-H.P., et ont interpellé les élus parisiens, notamment pour sauver les urgences dans un contexte marqué par la saturation de l'ensemble des services d'urgence parisiens ou franciliens.

Je citerai quelques chiffres pour illustrer cette saturation : le 8 novembre à 16 heures, Lariboisière était à 142 % de saturation ; Cochin à 182 % ; la Pitié-Salpêtrière à 126 % ; Saint-Antoine à 119 % et Tenon à 248 %.

Comment peut-on, dès lors, considérer que la fermeture des urgences à l'Hôtel-Dieu peut être absorbée par les autres hôpitaux parisiens ? Comment croire que le service public de santé en sera amélioré ?

Le Conseil de Paris a adopté un vœu en juillet 2013 demandant que le service d'accueil d'urgence continue de fonctionner - je cite - "tant que les difficultés susceptibles de compromettre l'accès aux soins, qui plus est en urgence, des Parisiens ne seront pas levés".

Puis, le mois dernier, un vœu de l'Exécutif a été adopté demandant qu'un moratoire sur les restructurations de l'Hôtel-Dieu soit instauré, afin qu'aucune décision de transfert de service ou d'organisation ne rende impossible, de fait, toute étude sérieuse du projet alternatif.

Or, l'adoption de ce vœu ne semble avoir eu aucun effet. Les pompiers ont pour consigne de ne plus envoyer de personnes vers le service d'accueil d'urgence de l'Hôtel-Dieu et, de fait, ce service se retrouve aujourd'hui à l'agonie et l'engorgement des autres hôpitaux ne fait que s'accentuer.

Depuis lors, nous avons appris que la direction générale de l'A.P.-H.P. sera renouvelée, avec l'arrivée annoncée de M. Martin HIRSCH. Les bases pour l'instauration d'un nouveau dialogue semblent donc aujourd'hui posées.

Encore faut-il que cesse le démantèlement de l'Hôtel-Dieu. En effet, nous avons appris récemment que les lits d'aval et le personnel médical seraient retirés d'ici vendredi prochain.

Dans ce contexte, Monsieur le Maire, il nous apparaît opportun d'affirmer une position claire de la Ville de Paris. Pouvez-vous confirmer que la Mairie de Paris défendra bien le maintien d'un service d'accueil d'urgence à l'Hôtel-Dieu ?

Par ailleurs, la Ville de Paris pourrait tout à fait s'opposer au projet de restructuration porté par la désormais ancienne direction de l'A.P.-H.P. en refusant l'indispensable révision partielle du P.L.U. qui modifierait le classement de l'Hôtel-Dieu de zone de grands services urbains à zone urbaine générale.

Aussi, pouvez-vous engager la Mairie de Paris sur le maintien de l'Hôtel-Dieu en zone de grands services urbains, ce qui induirait le maintien de la vocation hospitalière du site ?

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - D'abord, Monsieur NAJDOVSKI, je n'ai jamais varié de position et je l'ai dit plusieurs fois publiquement. Je crois que, tout à l'heure, il y aura, à un autre moment de la séance, encore un échange sur ce sujet.

Deuxièmement, il faut être chacun dans notre rôle. Nous, nous sommes les élus de Paris et nous portons ce qu'il nous paraît juste pour les Parisiens. Nous ne sommes pas en cogestion avec l'A.P.-H.P.

D'ailleurs, il ne m'a pas échappé…

Je vais y venir, ne vous inquiétez pas !

D'autre part, sous l'ancien gouvernement de droite, vous savez que le Maire de Paris a été privé de la responsabilité, qui était purement formelle mais quand même, qui donnait une influence, de président du conseil d'administration. C'est fini. Malheureusement, c'est le gouvernement de droite qui l'a fait.

Donc, y compris avec un gouvernement de gauche, il faut que nous restions à notre place dans le débat en portant ce qui nous paraît bien pour les parisiens.

Là, Jean-Marie était indisponible en début d'après-midi, donc l'autre member du conseil de surveillance étant M. Jean-Louis MISSIKA, je lui ai demandé de répondre à votre question et, s'il y a lieu, je rajouterai mon grain de sel, parce que c'est un dossier sur lequel j'ai été particulièrement clair.

Monsieur MISSIKA, vous avez la parole.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Jean-Marie LE GUEN est effectivement retenu à l'Assemblée nationale où il présente un rapport. C'est la raison pour laquelle…

Je vous laisse la responsabilité...

M. LE MAIRE DE PARIS. - Allez ! Ils ont ricané ! Poursuivez votre réponse.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint. - Laissez-moi parler, soyez gentils !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Gardez un peu de votre capacité d'humour !

Vous n'avez pas la parole !

Monsieur MISSIKA ?

Jean-Louis MISSIKA, ne vous laissez pas démonter !

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint. - Je ne me laisse pas démonter, j'attends en silence.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Prenez la parole et ne la rendez pas !

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint. - Depuis plusieurs années maintenant, le Maire de Paris et le Conseil de Paris se sont mobilisés afin que les restructurations programmées pour l'Hôtel-Dieu permettent de lui garder sa vocation première : sanitaire.

Je rappelle cette mobilisation parce qu'elle a permis que ce soient des projets de santé publique que nous évoquons aujourd'hui. Il n'est pas inutile de rappeler que les "Hôtel-Dieu" de Lyon ou de Marseille sont devenus des hôtels de luxe ou qu'il était question, au début de cette mandature, d'implanter sur le site de l'Hôtel-Dieu de Paris le tribunal de grande instance.

C'est une volonté politique…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Voulez-vous vous taire !

Si, vous vous taisez !

Question mensonge, je sais qui a la palme à Paris en ce moment. Ce n'est pas de ce côté-là ! Ce sont les conservateurs et leurs porte-drapeaux : la palme du mensonge.

Monsieur MISSIKA seulement, au nom de votre légitimité !

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint. - C'est une volonté politique qui s'est exprimée et concrétisée.

La position du Maire de Paris, que vous souhaitez de nouveau entendre, est très claire et n'a pas changé : deux projets de santé publique sont proposés pour le site de l'Hôtel-Dieu, soutenus tous les deux par des médecins, le docteur KIERZECK et le professeur FAGON. Le premier demande que le service d'accueil en urgence soit maintenu à l'identique ; le second vise à mettre en place une offre de soins de premier recours en urgence 24 heures sur 24 et des spécialités en secteur I, tiers-payant et à tarif opposable.

Ce que dit le Maire de Paris dans ce contexte est équilibré et réaliste. Les deux projets, mais surtout leurs conséquences pour les Parisiens, en termes d'offre de soins et d'accueil en urgence, sur place à l'Hôtel-Dieu mais aussi dans les autres hôpitaux parisiens, doivent être examinés sans a priori et avec pragmatisme.

Une modification de l'offre de soins ne peut être acceptée que si elle fait la preuve de son efficacité et avec toutes les garanties pour les Parisiens en termes d'accès aux urgences hospitalières.

Ce travail a débuté au sein du groupe mis en place à la demande du Maire de Paris et suite au vœu du Conseil de Paris des 8 et 9 juillet 2013, groupe auquel nous participons tous les deux, cher Christophe NAJDOVSKI.

Il doit se poursuivre, avec une information des Parisiens et de leurs élus, dans le cadre d'un dialogue social approfondi et apaisé avec les personnels. Le Maire de Paris demande qu'aucune décision irréversible ne soit prise avant qu'il ne dispose, ainsi que les élus parisiens, d'une évaluation complète et quantifiée des conséquences du dispositif d'accueil en urgence à l'Hôtel-Dieu et dans les services d'admission des urgences environnants. C'est ce qu'il a demandé à la ministre de la Santé et ce qu'il va demander à la nouvelle direction générale de l'A.P.-H.P.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Alors, vous voulez ajouter quelque chose, Monsieur NAJDOVSKI ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est simplement pour dire que le démantèlement de l'Hôtel-Dieu se poursuit malheureusement, puisque très récemment nous avons appris que les lits d'aval, et le personnel médical qui va avec, seraient retirés d'ici la fin de cette semaine.

La question que je pose a à voir aussi avec la question de l'irréversibilité de la situation. Nous risquons d'atteindre une situation dans laquelle le maintien d'un service d'accueil d'urgence deviendrait irréversible pour des raisons d'ailleurs strictement médicales. C'est aussi la raison pour laquelle les personnels de l'Hôtel-Dieu se mobilisent depuis des mois.

Je voudrais également souligner le fait qu'il y a une grande souffrance au travail de ces personnels, parce qu'ils voient les services être démantelés les uns après les autres, sans savoir finalement quel sera l'avenir de cet hôpital auquel ils tiennent beaucoup et aussi leur avenir professionnel.

C'est la raison pour laquelle il nous faut une clarification très rapidement de cette situation.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur NAJDOVSKI, je comprends que vous répétiez plusieurs fois ce que vous pensez, d'autant que vous voulez que ce soit entendu. Vous m'amenez, moi aussi, à me répéter. Si j'ai été amené à m'exprimer très fortement, à plusieurs reprises, et notamment il y a huit jours, la veille du 4 novembre, c'est qu'il ne peut pas y avoir d'évolution de l'Hôtel-Dieu si on sépare ce sujet de l'ensemble du problème des urgences à Paris.

Comme d'ailleurs, vous l'avez évoqué dans votre première intervention. Il y a une question lourde, importante pour le droit à la santé à Paris, c'est l'ensemble des urgences, et c'est seulement dans ce contexte-là que l'on peut évoquer l'éventuelle évolution de l'Hôtel-Dieu.

Deuxièmement, ce que je n'accepte pas - vous me le faites répéter, cela ne me dérange pas -, ce que je n'accepte pas, c'est que j'ai demandé à la Ministre de la Santé que cette date du 4 novembre ne soit pas une date butoir, de manière à ce que l'on puisse travailler sur tous les projets, peut-être même qu'un troisième projet pourrait émerger. C'est ce que j'appelle la vraie concertation, surtout dans un contexte élargi à l'ensemble des urgences à Paris.

Et ce que je n'accepte pas, c'est que depuis le 4 novembre il y a réduction de l'offre d'urgence à l'Hôtel-Dieu. Cela, c'est ce que j'appelle une décision a priori et qui perturbe un débat de bonne foi où l'on met tout sur la table et où l'on essaie d'avancer avec un sens de l'écoute de chacun qui soit sérieux et constructif pour la suite.

Voilà, je ne changerai pas de position. Je l'ai redit il y a une quinzaine de jours à la Ministre de la Santé. Dans ma responsabilité de Maire de Paris, je dis la même chose à tout le monde et je continuerai à m'exprimer et à me battre dans ce sens-là. S'il en est autrement, j'exprime à l'avance mon désaccord le plus formel. Est-ce clair oui ou non ? On ne peut pas être plus clair. Voilà.

Sur ce sujet…

Vous savez, je peux tout à fait exprimer des désaccords. Je suis peut-être plus libre que vous ne l'avez été lorsqu'il y avait un autre Gouvernement. Cela peut être une question de caractère aussi.

II - Question d'actualité posée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche à M. le Maire de Paris relative à la redéfinition des quartiers "politique de la ville".

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est maintenant à Mme BECKER, pour la question d'actualité posée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

Etre libre, oui, et ne jamais transiger sur ses convictions, quand on pense que c'est l'intérêt des Parisiens. Exactement.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Ils ne sont pas tous comme cela.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chez vous non plus !

Vous voyez qu'on a enfin un point d'accord.

A Mme BECKER seulement.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, le 19 février dernier, à l'issue du Comité interministériel des villes, le Premier ministre a entériné le principe d'une concentration des moyens de la politique de la ville sur 1.000 quartiers jugés prioritaires, tandis que notre pays compte aujourd'hui 2.500 quartiers "politique de la ville".

Selon les dernières annonces du ministre dimanche, les quartiers prioritaires seront ceux dont la moitié de la population vit avec moins de 11.250 euros par an. Depuis 2001, et je tiens à saluer en particulier le travail efficace mené de 2001 à 2008 par mon amie Martine DURLACH, la Ville de Paris s'est engagée à structurer une politique de la ville ambitieuse pour agir contre les inégalités urbaines et sociales dans la capitale.

On compte aujourd'hui à Paris quatorze quartiers situés dans les 10e, 11e, 13e, 14e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements. Ce sont environ 300.000 Parisiennes et Parisiens qui vivent dans un quartier politique de la ville, où le nombre de personnes sous le seuil de bas revenus est deux fois plus élevé que dans le reste de la capitale.

Depuis plusieurs années, nous faisons face à une diminution des crédits de l'Etat en direction de la politique de la ville. Nous demandons, au contraire, un renforcement de ses interventions en faveur de la mixité et du lien social à Paris, dans un contexte de hausse continue du coût de la vie, de paupérisation d'une partie des habitants du parc social et d'augmentation du chômage.

Le 24 janvier dernier, l'initiative Quartiers en scène dédiée à la politique de la ville organisée au Cent Quatre, en présence du Ministre de la Ville à laquelle vous avez participé, Monsieur le Maire, a rassemblé près de 2.000 personnes. Parmi elles, de très nombreux acteurs du monde associatif qui ont manifesté leur détermination, leur attachement à la politique de la ville. Notons que la qualité du travail de ces acteurs associatifs a été particulièrement saluée à cette occasion.

Suite aux annonces gouvernementales, mon groupe a déposé en mars dernier un vœu en faveur du maintien de tous les périmètres politiques de la ville à Paris et de tous les moyens dédiés. La liste des quartiers politique de la ville devrait être connue à l'issue du processus parlementaire et après concertation avec les collectivités au printemps prochain.

Les très fortes inégalités de revenus des Parisiennes et des Parisiens, tout comme le soutien essentiel des dispositifs politique de la ville à la mise en œuvre d'interventions ciblées dans les quartiers, nécessitent de voir ces dispositifs renforcés. C'est pourquoi, Monsieur le Maire, nous souhaiterions savoir quelle démarche vous entendez mener pour la reconnaissance des besoins parisiens en matière de politique de la ville.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci bien.

Je m'associe volontiers à votre hommage à Mme Martine DURLACH mais j'y associe aussi Mme Gisèle STIEVENARD, en effet il existe une parfaite cohérence entre leur action à l'une et à l'autre.

La parole est à Mme Gisèle STIEVENARD.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, vous le savez, depuis 2001, la Ville de Paris avec le soutien de l'Etat et de la Région conduit des politiques urbaines et sociales renforcées dans nos quatorze quartiers "politique de la ville".

Mon investissement est identique à celui de Mme Martine DURLACH avec qui j'ai toujours travaillé en excellente intelligence, et nous ferons en sorte d'arriver à un résultat aussi encourageant que lors de la précédente négociation qui avait eu lieu en 2007.

En effet, des transformations de grande ampleur ont été réalisées dans chacun des sites qui sont perçus très positivement par les habitants. Cependant, des besoins sociaux persistent, liés à l'impact de la crise. Qui plus est, il existe des spécificités dans les quartiers "politique de la ville" parisiens qui méritent d'être rappelées : 34 % de foyers monoparentaux, 30 % de personnes issues de l'immigration, des phénomènes récurrents d'occupation de l'espace public, l'errance de personnes très précarisées non décomptées dans les statistiques, enfin une forte densité de population et d'habitat social.

Au plan national, une réforme de la politique de la ville est lancée autour d'une nouvelle génération de contrats de ville calés sur la durée du mandat municipal. De plus, le Ministre délégué à la Ville mobilise le droit commun par la signature de conventions triennales d'objectifs entre le Ministère de la Ville et d'autres grands Ministères : Education nationale, Emploi, Justice, Intérieur, Culture, Santé, Jeunesse, etc.

Déjà, les innovations de l'Education nationale concernent nos quartiers : le dispositif "plus de maîtres que de classes", la scolarisation des moins de 3 ans, et deux zones de sécurité prioritaires ont été créés à Paris. Le Ministre délégué à la Ville a également annoncé la création de nouveaux postes d'adultes relais en 2014 qui permettront de soutenir la richesse du tissu associatif de nos quartiers.

Avec les huit maires d'arrondissement concernés, nous sommes très attachés à ce que la politique de la ville se poursuive dans la durée. Nous l'avons exprimé à de multiples reprises auprès du Ministre, en insistant sur la situation des 400 associations qui perçoivent des subventions au titre de la politique de la ville et qui animent quotidiennement la vie de nos quartiers.

Le projet de loi portée par M. François LAMY va venir en débat à l'Assemblée nationale prochainement, le 22 novembre, et ensuite, au Sénat en début d'année prochaine.

La liste définitive des quartiers ne sera donc pas connue avant l'été 2014.

Quoi qu'il en soit, sachez que, depuis un an et demi, je suis très mobilisée pour veiller avec exigence à la reconnaissance et à la prise en compte des besoins réels de nos quartiers.

Vous l'avez rappelé, nous avons donné une plus grande visibilité à la politique de la ville avec les "Atout quartier" et "Quartiers, en scène !" au 104, le 24 janvier.

Le Maire de Paris a adressé plusieurs courriers au Ministre pour rappeler notre fort attachement à cette politique partenariale avec l'État et les autres acteurs.

Par conséquent, soyez assurés de ma détermination pleine et entière, et je n'ai aucun doute sur le fait que Paris restera bien inscrite dans le futur paysage de la politique de la ville.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci bien.

III - Question d'actualité posée par le groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative au principe de sincérité budgétaire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur BERTHAULT, c'est à vous.

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Je suis heureux de ne pas avoir à poser une question à M. LE GUEN : cela m'évitera de m'entendre dire qu'il est à l'Assemblée pour un rapport quand le mardi après-midi, ce sont les questions au Gouvernement. C'est un peu décrédibiliser l'Exécutif sur ce genre de choses.

Monsieur le Maire, ce matin, en discussion budgétaire, mes collègues du groupe U.M.P. ont eu l'occasion de revenir sur ce que votre majorité allait laisser au prochain Maire de Paris, c'est-à-dire une addition d'environ 400 millions d'euros d'investissements non financés et de répéter que dans ces conditions, et dans ce débat sur les orientations budgétaires lié à cette actualité, votre budget ne serait donc pas sincère.

Nous avons également parlé de la dette, dette que là encore vous avez sous-estimée, et nous vous avons fait part de nos calculs, qui concluent à une dette de 3,6 milliards d'euros au 31 décembre 2013. Pourtant, j'ai peur que l'ampleur de votre dissimulation ne soit encore plus importante.

Vous le savez, notamment sur le dossier du financement de la Philharmonie, dossier sur lequel la Ville s'est engagée à financer 45 %, au même niveau que l'État, et la Région 10 %, différents articles de presse et rapports parlementaires nous signalent le niveau d'engagement de la Ville à hauteur de 160 millions d'euros. Alors vous avez souhaité, pour masquer l'impact de cette contribution dans la dette de la Ville, ne pas emprunter directement pour financer cette somme mais plutôt garantir un emprunt du même montant souscrit par la Philharmonie.

L'avantage pour vous est évident, c'est que ces 160 millions d'euros ne figurent pas dans la dette de la Ville. L'inconvénient pour les Parisiens, c'est le prix de ce maquillage, c'est-à-dire un coût bien supérieur à 5 %, alors que la Ville s'endette, elle, quand elle le fait directement, à moins de 3 %.

Alors une perte nette pour les Parisiens d'à peu près 4 millions d'euros pour la première année, mais pour un emprunt à 15 ans, je vous laisse faire le calcul vous-mêmes de ce que cela va coûter aux Parisiennes et aux Parisiens.

Au-delà de ce surcoût, une autre chose est tout particulièrement regrettable : la garantie d'emprunt, qui figure bien dans les budgets de la Ville, mais je note que l'engagement de la Ville à verser une subvention chaque année pour permettre à la Philharmonie de rembourser cet emprunt, lui, n'est pas retracé, ce qui revient à masquer artificiellement 160 millions d'euros de dette pour la Ville.

Alors, vous le voyez bien, tous ces éléments nous conduisent à penser tout d'abord que la vraie dette de Paris sera, comme nous vous le disions ce matin, supérieure à 4 milliards d'euros fin 2014, en violation de vos propres engagements, mais surtout et deuxièmement, que votre budget ne sera pas sincère puisqu'il oublie une facture de 400 millions d'euros que nous avons détaillée ce matin à laquelle s'ajoute, je viens de vous en faire la démonstration, une dette masquée de 160 millions d'euros.

Il serait temps, Monsieur le Maire, que votre Exécutif nous fournisse certainement une réponse plus détaillée que celle qu'il a eu l'occasion de faire ce matin puisque sur tous ces critères, nous sommes encore loin d'être convaincus.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je réfléchissais en écoutant M. BERTHAULT. Vous savez que les questions d'actualité, aux termes du règlement du Conseil de Paris, doivent porter, je cite, "sur un sujet ayant trait exclusivement à un problème d'actualité".

Je voudrais vous rassurer, Monsieur BERTHAULT, l'insincérité budgétaire, avec nous, ce n'est pas d'actualité !

C'est un principe, vous le savez, très ancien en France, qui date de la Révolution, comme tout le monde le sait, qui a d'ailleurs une valeur quasi constitutionnelle, car c'est l'article 32 de la loi organique sur les lois de finances, qui ne s'applique pas aux collectivités territoriales mais qui a été transcrite dans le Code général des collectivités territoriales : les recettes et les dépenses sont évaluées de façon sincère.

Vous n'êtes pas le premier à lancer ce genre d'accusation au cours d'une campagne électorale. Ceux qui siégeaient déjà sur ces bancs, mais vous y étiez, je crois, car vous avez été élu en 2001, se souviennent que Mme de PANAFIEU, en pleine campagne de 2007, s'était mise à dire : "Le budget est insincère", et elle était même allée jusqu'à déférer le budget au Préfet de la Région Ile-de-France qui était, je crois, M. LANDRIEU, sauf erreur de ma part.

Christian SAUTTER avait justifié ligne à ligne chacune des recettes et chacune des dépenses.

Eh bien, Monsieur BERTHAULT, puisque vous parlez d'insincérité, je vous mets au défi de nous infliger pareille épreuve, et je peux vous garantir que je ferai la même chose que Christian SAUTTER et que j'obtiendrai sur ce point un quitus, comme il l'avait obtenu en 2007.

J'ajoute sur ce problème de sincérité, que je ne parlerai pas des exemples que vous venez de citer puisque nous en parlerons au budget, au mois de décembre, et à ce moment-là, vous verrez si nous sommes ou non explicites et sincères, mais je voudrais…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous en prie ! D'abord, nous avons déjà eu une séance budgétaire ce matin. J'aurais pu ne pas laisser poser cette question. Vous avez envie...

S'il vous plaît, un peu de respect les uns pour les autres !

Je laisse poser cette question bien que cela ne soit pas conforme au règlement. On vous répond : écoutez la réponse ! Si elle ne vous satisfait pas, elle ne vous satisfait pas. Cela fait 13 ans que j'essaie de vous convaincre, mais je n'y arrive pas.

J'ai convaincu les Parisiens, c'est l'essentiel !

Monsieur GAUDILLÈRE, tout seul !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Je continue, et toujours sur ce problème général de la sincérité, car c'est un vrai sujet, je rappelle que la Ville de Paris est sous le contrôle constant de la Chambre régionale des comptes.

Savez-vous combien de rapports la Chambre régionale des comptes a-t-elle produit depuis 2001 sur notre gestion ? 51, Monsieur BERTHAULT, 51 ! Et je vous mets au défi de trouver une ligne dans ces rapports, une ligne qui met en cause notre sincérité, que ce soit du côté des dépenses ou du côté des recettes.

D'ailleurs, nous examinons dans cette séance sept rapports de la Chambre régionale des comptes, et vous pourrez faire l'expérience sur laquelle je viens de vous défier.

Monsieur le Maire, je rassure nos collègues, en tout cas ceux qui pouvaient être inquiets, notre budget est d'une parfaite sincérité sur les recettes et sur les dépenses et il en ira ainsi jusqu'à la fin de la mandature.

Merci, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup, Monsieur GAUDILLÈRE.

On vous l'a donnée la réponse ! Cela fait 13 ans que vous essayez de faire croire que nous sommes pas sincères, que nous ne sommes pas corrects… pardonnez-moi de vous le redire une nouvelle fois. J'étais dans ce Conseil les 24 ans qui ont précédé mon élection. Je sais quand ce n'était pas sincère.

Je suis très gentil. Quand j'entends certains d'entre vous et ce matin, j'entendais une intervention sur les ressources humaines ; je pensais à l'époque des emplois fictifs. Je n'ai pas voulu faire la remarque, mais si je voulais… enfin ! Un petit peu de décence et de dignité !

Nous passons à la question de Mme BERTRAND.

Vous voulez ? Vous avez le droit ! Ce n'est pas automatique : c'est si vous le demandez. Je vous ai regardé, Monsieur BERTHAULT, et vous ne m'avez rien demandé. Si vous me demandez, allez-y…

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Quand on me regarde, je demande des choses, mais on ne me voit pas !

Monsieur le Maire, la réponse qui a été apportée par M. GAUDILLÈRE, s'il ne s'agit pas d'insincérité au moins, au moins il s'agit de dissimulation. Je pose une question très précise à laquelle vous n'apportez strictement aucune réponse sur le fond.

Je pose une question limitée à un montant de 160 millions d'euros sur un financement qui est lié au financement de la Philharmonie au niveau de la Ville de 45 %, avec des surcoûts dus au montage financier de la Ville. À combien vont s'élever ces surcoûts ? Combien va finalement avoir à payer la Ville : 190 millions, 200 millions d'euros ? M. JULLIARD nous répondra éventuellement, lors du débat budgétaire, sur ce point.

Aujourd'hui, l'objet de ce financement n'est nulle part explicité.

Vous nous aviez habitués, Monsieur le Maire, normalement, à des réponses qui étaient largement plus précises. Je veux savoir simplement si ces surcoûts signifient une diminution ensuite des crédits de la Direction des Affaires culturelles.

Ce que l'on vous demande, ce sont des réponses précises à des questions précises et pas un cours de finances publiques pour les nuls.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Parfois, cela peut servir !

(S'adressant à M. GAUDILLÈRE) : Non, tu n'as pas le droit. Moi, j'ai le droit, mais toi tu n'as pas le droit. J'applique le règlement, dans le règlement des questions d'actualité, le dernier mot théorique est à celui qui interroge, mais il se trouve que le Code des collectivités locales dit que le Maire peut intervenir quand il veut.

Monsieur BERTHAULT, notre gestion, chaque année, Bernard l'a rappelé, la Chambre régionale des comptes la contrôle très strictement, le Préfet aussi, sous tous les gouvernements, donc je suis parfaitement à l'aise.

Le budget n'est pas terminé. Vous demandez comment va être le budget de la culture. Si, j'ai bien entendu votre rebond, si j'ose dire. Vous avez demandé s'il serait imputé de telle ou telle manière.

Je n'ai pas tranché, ce n'est pas l'objet d'une question d'actualité, ni même des orientations budgétaires. C'est quelque chose que je mettrai dans le document budgétaire que je vous enverrai pour la séance de décembre.

Soyez patients et ne faites pas semblant d'être inquiets sur l'insincérité des comptes, car vous savez parfaitement qu'ils sont beaucoup plus sincères qu'avant 2001. Certains d'entre vous étaient en responsabilité financière.

Madame BERTRAND et vous seule…

La Chambre régionale des comptes nous a donné un satisfecit que vous auriez envié, à l'époque où vous étiez chargé des finances ! Je me souviens aussi de ce que disait, non seulement la Chambre régionale des comptes quand vous étiez en charge des finances, mais aussi quelques autres structures.

Je m'en souviens très bien, si vous voulez on va vous rafraîchir la mémoire. Après tout, puisqu'il y a une campagne électorale et que vous voulez que je rajeunisse, merci, vous pouvez compter sur moi.

IV- Question d'actualité du groupe "Union des Démocrates et Indépendants" sur l'Observatoire parisien de la laïcité.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à Mme BERTRAND, pour la question d'actualité du groupe U.D.I.

Mme Geneviève BERTRAND. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous avez souligné à plusieurs reprises le fait que les élus centristes avaient à cœur de soulever des questions qui échappaient aux contingences de l'actualité pour aborder des sujets de fond, touchant les Parisiens dans leur vie quotidienne.

Pour cette dernière question d'actualité de la mandature, nous avons souhaité rester dans cette optique en évoquant la laïcité à Paris.

Sous la pression d'une partie de votre majorité, le Parti radical de Gauche et le Parti de Gauche, pour ne pas les citer, vous avez accepté la création d'un Observatoire parisien de la laïcité.

Nous nous voilerions la face si nous ne constations pas l'existence de deux conceptions de ce terme dans l'histoire politique de la France. Il existe une conception militante et il existe une conception apaisée.

La conception militante conçoit la laïcité comme une conviction empiétant sur les religions, les réduisant au mieux à la portion congrue, voire les appréciant négativement comme des forces qui aliéneraient la liberté des personnes. Cette vision a parfois débouché sur des persécutions intolérables.

D'autre part, il y a la laïcité apaisée, considérant les religions comme des atouts spirituels et culturels, facilitant le dialogue et les échanges entre les communautés, tout en respectant le droit fondamental de chaque personne de croire ou de ne pas croire.

Monsieur le Maire, vous n'avez jamais fait mystère de vos choix personnels en matière religieuse. Dans le même temps, vous avez, à de nombreuses reprises, marqué votre respect envers les principaux cultes auxquels adhèrent les Parisiens.

Malgré les récriminations d'une partie de votre majorité, vous avez honoré la mémoire du Pape Jean-Paul II, tombeur du totalitarisme soviétique et, dans des conditions plus apaisées, celle du Cardinal Lustiger, ciment du dialogue judéo-chrétien.

Face aux épreuves rencontrées trop fréquemment par la communauté juive, vous avez toujours répondu présent.

Vous vous êtes enfin personnellement fortement impliqué dans la nécessaire reconnaissance des musulmans parisiens via l'Institut des Cultures d'Islam.

Monsieur le Maire, à l'heure où vous vous apprêtez à quitter notre Assemblée, avec quelques autres, nous pensons que, dans ce domaine - et quel que soit votre successeur - beaucoup de Parisiens attendent que vous réaffirmiez ce principe d'une laïcité apaisée que vous avez toujours défendu.

Nous ne vous cachons pas que nous sommes parfois inquiets des attaques portées par certains de vos alliés contre le principe de neutralité qu'impose la conception française de la laïcité.

Les patronages, les cliniques, les centres culturels, les crèches associatives, les associations cultuelles diverses participent intimement, depuis des décennies, à la vie parisienne.

Nous serions heureux que vous laissiez en héritage à vos successeurs, quels qu'ils soient, cette politique de la reconnaissance en matière religieuse à laquelle nous avons adhéré parce qu'elle touche aux tréfonds du pacte social français.

Merci, Monsieur le Maire, de nous rassurer et de rassurer les nombreux Parisiens qui placent leur foi au cœur de leur engagement au service de la société. Il ne faudrait pas que l'Observatoire de la laïcité que vous avez initié devienne un instrument de défiance envers les communautés religieuses de Paris, comme l'espèrent certaines familles de pensée, au nom d'une vision éculée du laïcisme.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Madame.

La parole est à Mme Claudine BOUYGUES.

Mme Claudine BOUYGUES, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire, Madame la Conseillère.

Comme vous le dites, Madame BERTRAND, la laïcité est bien un sujet de fond qui concerne la vie des Parisiens.

Cette question de la laïcité et de la liberté de conscience suscite, nous le savons tous, des débats anciens qui remontent à plusieurs siècles, mais ces deux principes fondamentaux sont reconnus par les lois de la République : la loi de 1905 a déterminé une position d'équilibre entre, comme vous l'indiquez, plusieurs conceptions de la laïcité qui ont continué à vivre et à évoluer depuis.

Une première, que vous appelez "militante", qui pose en préalable le problème de l'existence même d'un être suprême et, par-là même, s'oppose parfois fortement avec les dogmes religieux et le rapport à l'espace public.

Une seconde, que vous appelez "apaisée", qui vise à permettre un épanouissement spirituel de chacun et à favoriser les échanges entre religions.

J'ajoute qu'il y a, en dehors de ces deux conceptions, de nombreuses autres positions individuelles ou collectives, liées à la réflexion, au vécu de chacun et à son rapport au spirituel.

Il semble même que la laïcité puisse s'interpréter comme le principe permettant à toutes ces conceptions de coexister au sein de l'espace public. Paris est composée de citoyens qui défendent chacune de ces conceptions.

Notre Conseil n'est donc pas le lieu pour trancher entre ces différentes visions, même si c'est un lieu de débats, parfois animés ; il se doit principalement de respecter la loi dans le cadre des actions que nous mettons en place ou que nous soutenons.

Afin de faire en sorte que nos débats soient apaisés, il nous a semblé opportun de créer en septembre 2012 un Observatoire parisien de la laïcité. Cette création est effectivement l'aboutissement de vœux votés par notre Conseil.

Cet observatoire qui, dans sa formation actuelle, prendra fin avec le mandat en cours, comme le prévoit la délibération qui l'a créé, est un lieu d'échanges et de réflexion à caractère consultatif. Il assiste l'Exécutif dans la mise en pratique du principe de laïcité à Paris. Il rend des avis, permettant d'éclairer l'action de l'Exécutif dans ce domaine, en particulier sur l'application de la loi du 9 décembre 1905.

Il est composé de sept élus représentant les groupes politiques de la Municipalité parisienne et de sept experts juristes, sociologues, spécialistes de la laïcité ou des religions.

Madame BERTRAND, vous participez d'ailleurs de façon très active à cet Observatoire et votre apport est toujours particulièrement remarqué, je peux vous le dire pour assister à ces réunions.

Depuis un an, l'Observatoire s'est réuni très régulièrement, il a auditionné des directions de la Ville, des associations, des personnalités qualifiées. Le travail qui y a été effectué, les échanges entre ses membres sous l'égide du président Olivier ROUSSELLE ont permis d'aborder les questions qui ont parfois agité notre Conseil avec beaucoup de professionnalisme, d'expertise et d'intelligence.

Ces membres ont visité différents lieux à Paris, comme nous avons pu le faire pour l'Institut des Cultures d'Islam ou des crèches dites confessionnelles.

Deux avis ont d'ores et déjà été rendus ou vont l'être très prochainement, l'un sur le respect du principe de laïcité en matière de subvention des crèches privées bénéficiant d'un financement public, l'autre sur le respect du principe de laïcité en matière de financement des actions culturelles par la Ville de Paris.

Dans ces avis, nous ne trouvons pas d'attaque contre les religions, mais simplement l'énonciation de principes qui doivent permettre à la Ville de respecter strictement la loi de 1905 dans ces deux domaines.

Vous avez d'ailleurs souscrit à ces avis et recommandations. C'est pourquoi, pour la fin de la mandature, je pense que vous pouvez être rassurés, l'Observatoire de la laïcité est bien la réponse à votre inquiétude.

Vous vous inquiétez d'une possible évolution de l'Observatoire de la laïcité dans une future mandature, en semblant présager des résultats du scrutin à venir en mars 2014. Le seul point que je suis en mesure de vous confirmer, c'est qu'il reviendra au futur Exécutif de décider de l'avenir de cet Observatoire.

Vous nous demandez de laisser un héritage à nos successeurs, une "politique de reconnaissance en matière religieuse" ; la démocratie est ainsi faite, les seuls héritages que nous laissons à nos successeurs sont nos actes et nos décisions et il ne nous revient pas de dire, d'imposer, voire même de suggérer ; c'est aux Parisiens seuls que revient cette décision et ils le feront en mars prochain.

Merci beaucoup.

M. LE MAIRE DE PARIS. - D'abord, je rappelle à tous les adjoints que la réponse, c'est 3 minutes, pas 4 minutes 39, mais il y en a qui sont adjoints depuis moins longtemps, donc il faut leur laisser le temps.

Madame BERTRAND, souhaitez-vous ajouter quelque chose ? Non.

Je veux simplement vous dire, même s'il y avait involontairement un petit côté presque funèbre dans l'héritage, il faut que je m'y habitue, pendant quelques mois cela va être comme cela, mais ce n'est pas pour tout de suite quand même. Comme Mme BOUYGUES l'a dit parfaitement bien, l'équipe qui viendra après mars 2014 fera ce qu'elle pensera être le mandat reçu des Parisiens.

Je veux vous dire, j'ai une totale confiance dans l'équipe qui m'entoure aujourd'hui, sur l'esprit dont nous faisons preuve ensemble.

Je vais vous le dire avec conviction, parce que je crois que c'est la laïcité, justement, qui permet de faire respecter l'identité religieuse de chacun, sans oublier les non-croyants, ce que je répète tout le temps.

Je vous dis, en revanche, que je pense qu'il faut toujours mettre en valeur toutes les richesses de Paris ; qu'elles soient religieuses, athées, toutes les richesses de Paris doivent être mises en valeur ; c'est ce que j'ai tenté de faire, parce que je pense que lorsqu'on sait reconnaître le mérite de chacun, on unifie la société parisienne.

Enfin, ce que je déteste, sous toutes les latitudes, c'est l'utilisation de la religion à des fins politiques. Oui, il y a les excès graves auxquels vous pensez, qui encouragent des esprits totalitaires, mais il y a aussi, dans la politique quotidienne, parfois, des tentations, peut-être là aussi involontaires que je réprouve.

Je vais vous en donner un exemple. Je ne cesse de lire des papiers sur le fait que cette équipe municipale n'entretiendrait pas bien les églises parisiennes.

D'abord, je rappelle à tous que si une grande partie des églises parisiennes appartient à la commune, comme dans les autres communes de France, c'est un héritage, puisqu'on parle d'héritage, de la Révolution.

Deuxièmement, il se trouve que j'ai regardé tout à l'heure les chiffres que j'avais demandés. Dans la mandature 1995-2001, les sommes consacrées à la rénovation des églises à Paris était d'un peu plus de 5 millions d'euros par an. Dans la mandature 2001-2008, c'étaient un peu plus de 11 millions par an et dans la mandature 2008-2014, ce sont un peu plus de 10 millions d'euros par an.

Ce n'est pas la peine de me donner tout de suite la démonstration de ce que j'ai dit tout à l'heure.

Je ne veux pas qu'on instrumentalise…

Il se trouve, mais c'est vous qui me le faites dire, que nous faisons le double de ce que faisaient nos prédécesseurs, mais je ne l'ai jamais utilisé pour aller dans les églises en disant : "Regardez, je fais mieux !"

Madame BERTRAND, l'esprit de laïcité, c'est le respect et la non-instrumentalisation de la religion à des fins politiques, voire politiciennes, et je vous remercie de me l'avoir fait dire.

V - Question d'actualité posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris relative à la signature de la convention entre la société "Ecomouv" et la Ville de Paris.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. Patrick KLUGMAN, pour la question d'actualité du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

M. Patrick KLUGMAN. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, la plus grande confusion règne sur l'écotaxe. Cette confusion est visiblement entretenue par ceux issus d'une ancienne majorité qui ont décidé de confier à une société privée, "Ecomouv", la collecte de cette taxe moyennant une redevance exorbitante, de près de 20 % par an, soit plus de 250 millions d'euros, et qui, pour mieux s'en défendre, cherchent à rendre la collectivité parisienne complice d'une telle bévue, dont la justice est aujourd'hui saisie.

Nous ne nous laisserons pas entraîner dans cette volonté de brouillage…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ne la ramenez pas trop vite et seul M. KLUGMAN s'exprime !

M. Patrick KLUGMAN. - C'est la raison pour laquelle, Monsieur le Maire, afin que chacun puisse enfin assumer ses responsabilités, notre groupe a décidé de vous interpeller.

Au préalable, je souhaite rappeler l'attachement de notre majorité depuis 2001 à la politique, l'une des plus ambitieuses jamais conduites, pour lutter contre la pollution atmosphérique et développer des transports alternatifs non polluants. Nous ne pouvions donc que nous réjouir du principe issu du Grenelle de l'environnement de taxer les poids lourds qui empruntent le réseau national à raison de la pollution qu'ils créent. Non seulement nous pensions et pensons toujours que l'objectif est vertueux, mais en plus, il devait correspondre à une recette fiscale nouvelle pour notre collectivité.

Monsieur le Maire, puisqu'il est beaucoup question de constance et de respect de la parole publique, il me semble que nul sur les bancs de notre majorité municipale, et ce, malgré la discussion en cours sur l'entrée en vigueur dans le temps de l'écotaxe, ne souhaite se dédire sur son bien-fondé, mais c'est de toute autre chose dont il est question aujourd'hui.

Mme KOSCIUSKO-MORIZET, ancienne Ministre de l'Ecologie, candidate à la Mairie de Paris, a déclaré le 5 novembre dernier que le contrat "Ecomouv" aurait été lancé avant elle et signé après elle. Ce n'est pas tout.

Tout en contestant sa responsabilité, Mme KOSCIUSKO-MORIZET a mis en cause le Conseil de Paris dans son ensemble, en pointant la délibération DVD 2012-101, du mois de novembre 2012, que nous avons adoptée à

l'unanimité, et qui, d'après ses dires, aurait cherché à accélérer le contrat "Ecomouv", sous-entendant que contrairement à elle, nous aurions eu notre mot à dire sur la sélection du prestataire.

L'ensemble de ces déclarations nous trouble.

Monsieur le Maire, pouvez-vous nous confirmer s'il est exact que la Ministre de l'Ecologie de l'époque, contrairement à ce qu'elle affirme, a personnellement ou non signé l'arrêté du 14 janvier 2011 qui a déclaré la société "Ecomouv" mieux classée à l'appel d'offres sur la mise en place de l'écotaxe, et puisque notre Conseil a été mis en cause, pouvez-vous nous rassurer sur le fait que l'exposé des motifs de la DVD 101, selon laquelle la Ville de Paris devait passer avec le prestataire retenu par l'Etat, la société "Ecomouv", donc, une convention relative à la perception de l'écotaxe…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Il faut conclure !

Je suis strict avec tout le monde.

M. Patrick KLUGMAN. - En d'autres termes, la Ville de Paris avait-elle, oui ou non, le choix de contracter avec "Ecomouv" si elle voulait recouvrer la part de l'écotaxe lui revenant ?

Votre réponse nous importe d'autant plus qu'il s'agit de rétablir notre Conseil dans son ensemble, dans son honneur et dans ses droits.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est un avocat !

Je me contenterai de la volonté de faire triompher la vérité, c'est déjà pas mal !

Monsieur BARGETON, vous avez la parole.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Merci, Monsieur Patrick KLUGMAN, de poser cette question, qui va me permettre de rétablir la vérité et, je l'espère, de lever les ambiguïtés.

Je ne suis pas sûr de parvenir à vous convaincre, mais moi, je vais être sincère et moi, je vais vous donner la vérité.

Premier point, sur le choix d'"Ecomouv"…

Cela vous gêne…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur BARGETON, laissez-moi faire ! J'ai veillé à ce que l'on n'interrompe pas les élus de l'opposition qui interrogeaient. J'entends que les élus de la majorité ne soient pas plus interrompus que les autres…

C'est le principe même des questions d'actualité, Monsieur LEGARET ! On dirait que vous découvrez la Lune !

Allons !

Il faudrait ne donner la parole qu'à l'opposition.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Ce serait mieux !

M. LE MAIRE DE PARIS. - M. GOASGUEN a une culture démocratique qui voudrait qu'ici, il n'y ait que l'opposition qui parle.

On va expérimenter cela dans le 16e arrondissement pour commencer ; seule l'opposition aura le droit de parler.

En attendant, vous n'avez pas la parole et seul M. BARGETON peut répondre.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Premier point, donc, sur le choix d'"Ecomouv".

Je rappelle que l'écotaxe est un dispositif national dont la responsabilité relève de l'Etat. Elle repose sur le principe du pollueur-payeur. Le choix d'avoir recours à un partenariat public-privé et le lancement de l'appel d'offres incombent à Jean-Louis BORLOO, alors ministre de l'Ecologie.

C'est bien Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, qui lui a succédé en novembre 2010, qui signe le 14 janvier 2011 le classement des offres et place en tête celle de l'italien Autostrade per l'Italia/Ecomouv'. Chacun peut le vérifier. Il n'y a pas d'ambiguïté. La responsabilité revient au gouvernement SARKOZY-FILLON dont l'héritage, une fois de plus, est bien lourd à porter et se défausser sur un haut fonctionnaire relève d'une vision bien désinvolte de la politique.

Au moins deux aspects du contrat posent problème :

- le niveau de rémunération de l'entreprise, 20 % des recettes, soit environ 250 millions d'euros par an, là où, en Allemagne, la société en charge de collecter l'écotaxe ne percevrait que 14 % des recettes.

- le montant disproportionné de 800 millions d'euros d'indemnités dues par l'Etat à Ecomouv' en cas d'abandon de l'écotaxe. Cette clause ne préserve évidemment pas les intérêts de l'Etat et fait peser un coût considérable sur le contribuable français.

Dans ce contexte, nous nous réjouissons de la demande des sénateurs socialistes de créer une commission d'enquête au Sénat et de la création d'une mission d'information à l'Assemblée nationale. La justice a également rouvert une enquête sur les conditions d'attribution de ce contrat. Bref, tout est en place pour que la lumière soit enfin faite et les responsabilités clairement établies.

Deuxième point : le rôle de la Ville de Paris.

Vous l'avez dit, certaines déclarations ont laissé entendre que le Conseil de Paris, par son vote en novembre 2012, aurait avalisé le choix du prestataire Ecomouv'.

Il n'en est rien ! La Ville de Paris, par cette délibération, n'a fait qu'appliquer la loi et n'avait en aucune façon la faculté de dénoncer le contrat passé par l'Etat avec Ecomouv'.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous n'écoutez pas, alors je vais vous répéter ce que vient de dire M. BARGETON, parce que vous n'avez pas écouté !

La Ville de Paris n'a fait qu'appliquer la loi et n'avait absolument pas le droit de choisir.

Non ! Vous avez voté la loi au Parlement et nous, nous sommes légalistes : nous l'avons mise en œuvre.

M. BARGETON, et cela a l'air de vous déranger, est en train de tordre le cou à l'un des nombreux mensonges que nous entendons ces temps-ci dans le débat démocratique.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Exactement.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Voilà ! Donc, il faut accepter la vérité.

M. BARGETON va conclure… parce qu'on a compris !

M. Julien BARGETON, adjoint. - La Ville de Paris, comme d'ailleurs toutes les collectivités concernées, était donc dans l'obligation de passer cette convention…

Mais si, mais si !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous mets au défi de montrer le contraire !

Non, non.

M. Julien BARGETON, adjoint. - … qui ne coûtera pas un euro aux Parisiens.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur BARGETON, vous seul.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Mme KOSCIUSKO-MORIZET nous dit que c'est la Ville de Paris qui a demandé que le périphérique entre dans le périmètre de l'écotaxe. Heureusement, car, sinon, nous aurions subi le report de milliers de poids lourd de l'A86 et la Francilienne. Nous assumons pleinement cette demande qui, d'ailleurs, aurait dû être anticipée par le ministère.

Je précise qu'à aucun moment, il n'a été question d'aller plus vite à Paris, comme cela a été dit.

Enfin, troisième point : je veux être très clair sur notre position en faveur de la transition écologique. La polémique des derniers jours ne doit pas faire oublier les vrais enjeux qui sont ceux de la réduction de la pollution et d'un modèle de développement plus durable.

A Paris, depuis 2001, la politique qui a été menée en matière de déplacements a permis de réduire la pollution et de modifier les comportements.

Pour aller plus loin, le Maire de Paris, dans sa communication de novembre 2012, a fait des propositions :

- sortir du diesel et nous allons voter 700 bornes électriques,

- report du routier vers d'autres modes et nous avons signé une charte avec les partenaires.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Là, je pense que vous pouvez conclure.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Pour conclure, je dirai que notre action dans cette affaire a été guidée par la volonté d'améliorer encore davantage le cadre de vie des Parisiens, tout en veillant à préserver les intérêts de notre collectivité. Tous n'ont pas eu cette même exigence, refusant d'assumer les décisions qu'ils ont pourtant prises.

Chacun peut juger des deux conceptions de faire de la politique et ce sont les Parisiens qui en décideront.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ce qui compte, c'est la vérité que vous venez d'établir clairement.

Maintenant, la parole…

Merci ! C'est tellement rare d'être applaudi par Claude GOASGUEN et tout l'UMP. A mon avis, cela aussi, ça fait partie du cortège funèbre !

Alors, maintenant…

Profitez-en, il n'y a plus que deux séances après. Si vous voulez m'applaudir, il y a décembre et février.

VI - Question d'actualité posée par M. Jean-François MARTINS à M. le Maire de Paris relative aux conséquences du "Choc de simplification" sur la collectivité parisienne.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Maintenant, la parole est à M. MARTINS.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur GOUJON, il n'y a que vous qui ne vous marrez pas mais je vous pardonne !

Allez, Monsieur MARTINS ?

M. Jean-François MARTINS. - Comme d'habitude, Monsieur le Maire, vous avez veillé à la quiétude du Conseil avant ma prise de parole et je vous remercie. Cela devient une habitude d'échauffer les esprits avant que je parle !

Je vais commencer par une citation, Monsieur le Maire : "Aujourd'hui, une entreprise, petite, est obligée d'envoyer 3.000 informations par an à l'administration ; demain, il faut réduire deux fois, voire trois fois ce chiffre." Fin de citation. C'est François HOLLANDE, le 28 mars dernier, qui présentait alors son "choc de simplification" qui devait avoir deux objectifs : simplifier et faciliter les démarches des entreprises mais aussi celles des particuliers et des collectivités locales.

Cela doit notamment passer par un allègement des procédures administratives, une diminution des normes et des délais plus courts en matière de démarches, au bénéfice des particuliers, des entreprises et des collectivités.

Ce choc de simplification au niveau national, pour nous, était souhaitable. Il est un enjeu majeur et pour libérer la créativité des Français, donc des Parisiens, et pour donner un peu d'air à la société française, sans nécessairement d'ailleurs déréguler ou déréglementer, tout simplement en simplifiant et en fluidifiant.

Une première loi a été adoptée en juillet dernier, vous le savez, qui vise à simplifier les règles applicables à la construction et à réduire un certain nombre de recours, dont certains dans cette assemblée sont friands, notamment quand il s'agit de construire du logement social et de l'empêcher.

Et puis, une seconde loi vient juste d'être adoptée. Celle-ci est la raison de cette question d'actualité. Elle a été adoptée le 30 octobre et marque un tournant historique en actant que, désormais, l'absence de réponse de l'administration de l'Etat vaudra acceptation de la demande faite par le demandeur.

Ainsi, Monsieur le Maire, dans le même esprit, construire une administration qui s'adapte aux Parisiens plutôt qu'une administration à laquelle les Parisiens doivent s'adapter, construire une ville qui simplifie la vie des Parisiens plutôt qu'elle ne la complique, devrait être pour nous aussi une priorité. La qualité des agents des services de la Ville ne se fera que mieux ressentir, si la relation avec les usagers se trouve simplifiée.

Or, avec 2 millions d'habitants, 50.000 agents, Paris est exposée au risque parfois de bureaucratisation. Quand on regarde simplement, avec une première lecture simple, le Règlement municipal des prestations d'aide sociale facultatives, c'est 90 page de procédures, de conditions d'admissibilité, de principes et de droits pour près d'une trentaine d'aides différentes. Si on va sur "paris.fr", on ne trouve pas moins de 200 formulaires différents à la fois pour une subvention, pour une association, une demande de permis de construire. Il y a près de 200 formulaires et je ne compte pas ici l'ensemble des commissions, instances, comités Théodule divers et variés.

Vous l'aurez compris, Monsieur le Maire, l'idée ici n'est pas de remettre en cause ni la nécessité de la relation objective et sincère avec l'administration, ni même de remettre en cause les aides, mais probablement l'objectif ambitieux et même, Monsieur le Maire, je crois, attaché à votre engagement social, de clarifier et de faciliter l'accès aux droits des Parisiens.

L'accès aux droits passe par une simplification des procédures administratives.

Alors, Monsieur le Maire, ma question est simple : dans les quatre mois et demi qui restent, que comptez-vous faire pour simplifier et réduire le nombre de démarches administratives à Paris ? Et même, plus précisément, pour rebondir sur l'actualité, êtes-vous prêts à engager le plus rapidement possible la réforme nécessaire pour que, comme pour l'Etat, désormais à Paris, le silence de l'administration vaille acceptation pour le demandeur, après un délai de deux mois ?

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - C'est vraiment une question vache !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Oui, en faire le maximum mais sans doute que, sur un sujet comme celui-là, je laisserai aussi un peu de boulot pour mes successeurs. C'est normal !

Donc, Maïté ERRECART ?

Monsieur GOUJON, vous voulez parler quand ce n'est pas à votre tour. C'est embêtant, cela, ce n'est pas en faveur de l'ordre républicain !

Madame ERRECART ?

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Merci, Monsieur MARTINS.

Vous avez raison d'attirer notre attention sur la démarche engagée par le Président de la République le 14 mai dernier, démarche appelée "choc de simplification".

Effectivement, en cette fin du mois d'octobre, lors d'une deuxième réunion du Conseil des ministres sur cette question, le Gouvernement a arrêté 200 mesures de simplification dans des domaines très divers. Différents textes de loi sont déjà adoptés ou vont l'être prochainement, notamment dans le domaine de l'urbanisme, la relation entre les citoyens et l'administration, la simplification de la vie des entreprises ou la relation des citoyens à la justice.

Vous avez raison d'indiquer que c'est tout à fait important, car cela se traduira concrètement par un gain de temps et d'argent pour les entreprises, comme pour les citoyens et l'administration.

La collectivité parisienne, Ville comme Département évidemment, se réjouit et souscrit à cette démarche. Même si la plupart des simplifications concernent directement les administrations d'Etat, nous sommes évidemment partants pour les mettre en œuvre et pour participer aux différentes expérimentations avec les collectivités locales qui sont annoncées encore avant généralisation. Je pense en particulier à la plateforme Comedec qui va permettre des échanges sur les données d'état civil entre les différents services, sans avoir recours effectivement à une demande des citoyens.

Nous sommes nous-mêmes, il faut le savoir, engagés dans cette démarche de simplification. Je voudrais en donner quelques exemples.

Nous avons mis en place Facil'Famille qui permet aux familles de ne recevoir plus qu'une facture pour les activités scolaires, périscolaires, extrascolaires, les conservatoires, les ateliers de beaux-arts et les crèches.

Nous avons, en ce qui concerne les associations, mis en œuvre une procédure qui s'appelle "Simpa" et qui permet entre autres de gérer de manière dématérialisée les procédures de demandes de subventions. C'est d'ailleurs l'une des deux cents mesures prévues par le Gouvernement pour les administrations d'Etat que nous avons déjà réalisée.

Nous avons par ailleurs développé de nombreux téléservices qui facilitent également les démarches administratives des citoyens comme des entreprises, notamment la demande de carte de stationnement, les demandes d'actes d'état civil, les inscriptions sur les listes électorales, la demande des enlèvements des encombrants. Je tiens d'ailleurs à votre disposition la liste de l'ensemble des téléprocédures que nous avons mises en place. Il y en deux pages au total.

Nous avons également amélioré…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ne compliquez pas ! Deux pages, cela va, pas plus !

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Mais c'est la liste…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je rigole !

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Nous avons également amélioré notre relation avec les usagers en leur apportant une information riche facilement accessible par le site Paris.fr, le 39 75, les réseaux sociaux, l'Open Data, les applications mobiles de Paris.fr.

Mais nous n'oublions pas cependant que certaines personnes ont des difficultés avec l'outil informatique. Nous avons donc amélioré l'accueil dans nos différentes structures avec les certifications Qualiparis. Nous avons développé des guichets plus complets, je rappelle les RIF et les RILH.

Nous avons également développé des structures d'aide d'accès aux droits et de médiation pour favoriser des réponses appropriées aux demandes de nos concitoyens. Les points d'accès aux droits. Je pense que vous les connaissez. Et nous avons assuré une montée en puissance des Espaces Insertion pour les personnes éloignées de l'emploi.

Je pourrais prolonger la liste mais je crois que ce n'est pas le propos.

Je vous dit très clairement que nous avons une approche diversifiée et complète de cette question de simplification. L'élan que va donner l'Etat va sans doute permettre encore d'amplifier ce mouvement. Soyez en tout cas assurés que nous nous en réjouissons et que nous suivrons attentivement toutes les initiatives prises en termes de simplification pour que, dès que possible, en faire profiter les Parisiens et les Parisiennes.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Je vous encourage à poursuivre. Vous ne ferez pas tout en quatre mois et demi mais je vous encourage à poursuivre, car c'est très important et j'encourage l'administration aussi qui a fait d'énormes progrès en cette matière, et je pense qu'il y en a encore à faire.

Je vous remercie tous.

Nous passons en formation de Conseil général.

La séance est suspendue.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à quinze heures cinquante minutes, est reprise à seize heures cinquante-cinq minutes, sous la présidence de M. Christian SAUTTER, adjoint).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous reprenons nos travaux en formation de Conseil municipal.

2013 DPE 99 Subvention (20.000 euros) et convention avec l'association Coup de Main pour le soutien de l'activité d'une recyclerie (20e). (Suite).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous revenons un peu en arrière, ce matin nous avons mis aux voix le projet de délibération DPE 99, mais Mme SIMONNET n'était pas là pour nous présenter l'amendement n° 7 qui y était rattaché.

Du coup, comme nous venons de voter le projet de délibération DPE 52 G en formation de Conseil général, je suis obligé, puisque ces deux projets sont liés, de mettre aux voix l'amendement que je viens de citer pour ce projet de délibération DPE 99. Sinon il y a incohérence au niveau de ces projets de délibération.

Avez-vous compris ce que je viens de dire ? Nous avions un projet en municipal, qui n'avait pas été présenté en amendement et les deux projets sont liés. Il y aurait tout à fait incohérence si on ne le votait pas avec cet amendement.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 7 déposée par Mme SIMONNET, amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 7 est adoptée.

Je propose que le projet de délibération DPE 99 soit également amendé avec l'amendement qui vient d'être cité au Conseil général.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 99 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2013, DPE 99).

Pour le projet de délibération DPE 99, l'amendement que l'on vient de voter est intégré.

La séance est suspendue.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à seize heures cinquante huit minutes, est reprise à dix huit heures trente minutes, sous la présidence de M. Christian SAUTTER, adjoint).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Mes chers collègues, la séance est reprise.

2013 DPP 54 - Subvention (3.577.804,86 euros) avec avenant à la convention avec Paris Habitat OPH dans le cadre de la surveillance de logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain".

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'augmentation de la subvention du GPIS.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons, en 5e Commission, à l'examen du projet de délibération DPP 54 relatif à l'attribution d'une subvention de 3.577.000 et quelques euros, avec avenant à la convention avec Paris Habitat, dans le cadre de la surveillance des logements sociaux dans les quartiers "politique de la ville", sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé le vœu référencé n° 13 dans le fascicule, qui y est associé.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN s'est inscrite, M. MENGUY aussi et c'est M. Mao PENINOU qui répondra.

Je donne la parole à Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN, pour cinq minutes.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voulais faire quelques remarques sur cette mission très importante de surveillance du G.P.I.S. qui contribue à renforcer la lutte contre la délinquance dans les ensembles sociaux, à lutter contre les nuisances, à faire reculer les zones de non-droit et surtout à rassurer les locataires. D'ailleurs de nombreux immeubles du parc social, qui n'en bénéficient pas, aimeraient être dotés de ce dispositif. Cela constitue un manque.

Je tiens à souligner l'avancée importante qui a eu lieu sous le précédent quinquennat, grâce à la loi Estrosi, l'armement du G.P.I.S. qui est une avancée, un armement très simple avec matraque et bombe lacrymogène, mais qui permet de rassurer les agents de sécurité lors des patrouilles et puis à renforcer le sentiment de sécurité.

Juste quelques remarques pour dire qu'il faudrait étendre ce dispositif à davantage d'immeubles, qu'il faudrait également renforcer peut-être la coopération entre la police et le G.P.I.S. Peut-être demander une meilleure communication des données du G.P.I.S. notamment, comme c'est indiqué dans ce mémoire, aux élus de l'arrondissement. En général, c'est limité au maire et à l'adjoint chargé de la sécurité. Je pense que tous les Conseillers de Paris pourraient bénéficier de ces données. C'est une meilleure communication qui permet d'avoir une sorte de baromètre de la situation dans les immeubles sociaux.

Je suis convaincue du bien-fondé de l'action du G.P.I.S. au quotidien et je soutiens également le vœu de mon groupe qui sera présenté par le représentant du maire du 15e arrondissement tout à l'heure, pour augmenter la subvention de ce dispositif et renforcer les moyens d'action du G.P.I.S.

Je vous remercie.

(M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, remplace M. Christian SAUTTER au fauteuil de la présidence).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je donne la parole à M. MENGUY.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur VUILLERMOZ.

On le sait, les habitants des ensembles sociaux, s'ils n'ont pas plus de droits que les autres Parisiens n'en ont pas moins en tout cas. Et le droit à la tranquillité, à la sécurité, et dans certains ensembles en particulier, est de première importance. C'est ce que nous voyons tous les jours dans les quartiers parisiens, dans les quartiers du 15e arrondissement. Et lorsque nous échangeons avec les habitants, comme nous l'avons encore récemment fait avec Jean-François LAMOUR et Philippe GOUJON, aux Périchaux, à Modigliani, dans le 15e et dans d'autres ensembles, ce besoin de tranquillité et de sécurité est encore un sujet éminemment d'actualité.

Le G.P.I.S. est une structure tout à fait primordiale pour maintenir ce lien, pour assurer une cohérence dans la politique de préservation de la tranquillité des ensembles sociaux. Ce n'est pas qu'une vue de l'esprit. Ce sont des femmes et des hommes qui travaillent dans des conditions difficiles, au contact direct des habitants mais aussi des problématiques de sécurité. Je crois que nous devons toutes et tous ici rendre un hommage tout particulier à leur engagement au quotidien, parce que c'est un travail très difficile.

Pour ce faire, je tiens à aborder trois points. D'abord les conditions de travail de ces équipes, avec la possibilité par exemple désormais de porter un tonfa, avancée qui a été obtenue par voie d'amendement par Philippe GOUJON. Je tiens également à insister sur la nécessité, pour des questions de proximité et des exigences de proximité, du besoin d'avoir une base supplémentaire dans le sud-ouest parisien, et puis sur les moyens attribués par la Ville et par la collectivité pour le G.P.I.S.

Oui, nous avons besoin de davantage de moyens, d'autant que ces moyens ont été réduits et c'est l'objet du vœu que nous avons déposé, en particulier considérant un certain nombre de revirements récents de cette majorité municipale - on n'est pas à un coup de girouette près, maintenant on est habitué - mais en matière de sécurité, après la naïveté, on a vu la prospective mais c'est une prospective que nous portons depuis longtemps sur l'extension d'un certain nombre de prérogatives du G.P.I.S., du rôle du G.P.I.S. et qui récemment a été reprise également par le maire du 13e arrondissement à l'attention de la candidate socialiste, socialo-communiste pardon, mais ce n'est pas grave.

C'est pour cela que nous nous félicitons que les socialistes aient repris cette idée d'augmenter les moyens et le rôle du G.P.I.S. Pourquoi attendre ? Autant faire ce que l'on souhaite faire dès maintenant et ce vœu que nous vous présentons vise à permettre l'augmentation de ces moyens par une augmentation de 20 % de la subvention annuelle

versée au G.P.I.S. Reconnaissez que c'est bien la moindre des choses pour une mission de plus en plus difficile au quotidien.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur MENGUY.

Pour la réponse de l'Exécutif, la parole est à M. Mao PENINOU.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Je voudrais commencer par remercier Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN et M. Jean-Baptiste MENGUY, au nom des umpo-umpiste de la manière dont ils se sont félicités et dont ils ont pu saluer cette initiative, dont je crois que nous continuons à nous féliciter effectivement chaque jour d'avoir pu mettre en place, lors de la précédente mandature, avec les bailleurs sociaux, le G.P.I.S. pour pouvoir intervenir sur les immeubles sociaux, de manière à la fois plus efficace, plus organisée et plus coordonnée que cela ne pouvait être le cas avant avec quelques sociétés dont je pense nous avons tous le souvenir, dans nos arrondissements, sur la manière dont elles fonctionnaient malheureusement très mal.

Je les accompagne pour féliciter ici à la fois la direction et les équipes du G.P.I.S., et les bailleurs sociaux qui travaillent avec nous pour le travail qui est effectué, et qui est effectué maintenant de mieux en mieux, et depuis plusieurs années.

Je voudrais d'abord vous rappeler que la Ville ne verse pas de subvention annuelle directe au G.I.E. que constitue le G.P.I.S. mais elle subventionne les bailleurs afin que ces derniers puissent assurer la sécurité de leur patrimoine.

C'est grâce à un effort supplémentaire qui est fait cette année par les bailleurs sur les fonds propres dont ils disposent que la Ville a pu en effet réduire de son côté la subvention qu'elle leur verse pour pouvoir alimenter les fonds du G.P.I.S. Je voudrais donc vous rassurer tout à fait : c'est dans le cadre de cette bonne gestion et des efforts répartis entre les fonds propres des bailleurs et les subventions de la Ville que la subvention du G.P.I.S. n'est absolument pas en baisse mais au contraire en constante augmentation depuis 2005. Elle est ainsi passée de 9,5 millions d'euros en 2005 à 14,3 millions l'année dernière et 14,6 millions cette année.

Cela permet d'ailleurs l'adhésion de nouveaux bailleurs auxquels nous sommes favorables, et c'est le conseil d'administration, je vous le rappelle, du G.P.I.S., qui se prononce sur toutes les demandes et qui remplit les conditions préalables. La Mairie suit ces requêtes avec la plus grande attention, et je dirai même que les arrondissements suggèrent très régulièrement - c'est en tout cas le cas dans mon arrondissement et je suppose que c'est le cas dans les vôtres - de nouvelles adhésions.

Ainsi, six bailleurs ont déjà rejoint les sept bailleurs fondateurs du G.I.E. du G.P.I.S. Nous avons une extension constante du rôle du G.P.I.S., c'est une réalité, avec un nombre de logements surveillés passé d'un peu plus de 55.000 en 2005 à 76.000 en 2013.

Pour finir sur la demande de Mme POIRAULT-GAUVIN, je considère assez normal que le G.P.I.S. informe ceux qui sont ses interlocuteurs sur les questions de sécurité. C'est normal et c'est bien organisé. Dans les rapports que nous adresse le G.P.I.S., je suis moi-même en charge de la sécurité dans le 19e arrondissement et je les reçois régulièrement, il y a aussi des réunions organisées en concertation avec les arrondissements, nous est donnée toute une série d'informations statistiques sur les interventions, d'informations sur le patrimoine et aussi un certain nombre d'informations qui, excusez-moi, relèvent d'un point de vue confidentiel sur des choses qui peuvent se passer dans un certain nombre d'immeubles.

Il me semble donc normal que ses interlocuteurs soient la Préfecture, l'adjointe en charge au niveau de Paris et les maires d'arrondissement et adjoints en charge au niveau de la sécurité dans les arrondissements. Charge aux maires d'arrondissement d'organiser leur majorité, leur exécutif, de faire circuler les informations. En tout cas, moi, je pense qu'il vaut mieux rester dans ce cadre-là. Je sais en tout cas que dans mon arrondissement, cela fonctionne très bien de cette manière-là.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, je donnerai un avis défavorable à ce vœu, et je voudrais encore une fois, pour conclure, féliciter à la fois le G.P.I.S., les équipes qui sur le terrain font le travail quotidien et parfois dans des conditions difficiles, nous les croisons dans nos arrondissements.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur Mao PENINOU.

Je pense que le vœu n'est pas retiré, donc avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 54.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DPP 54).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je vous signale que nous avons à peu près trois quarts d'heure de retard et que suivant l'horaire qui nous est fait à l'heure actuelle, la séance de demain se terminerait à 21 heures 40. Si nous pouvions accélérer un peu nos débats, ce serait une très bonne chose.

2013 PP 77 - Approbation des modalités d'attribution et autorisation de signer un marché de ramassage, dépôt et accueil à la fourrière des animaux vivants (errants et/ou dangereux) ou morts.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération PP 77 concernant l'approbation des modalités d'attribution et autorisation de signer un marché de ramassage, dépôt et accueil à la fourrière des animaux vivants, errants ou dangereux, ou morts.

La parole est à Mme Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - On ne le sait pas toujours, mais la prise en charge des animaux en état de divagation est une compétence communale. A Paris, c'est la Préfecture de police qui est responsable de cette mission au sein de sa Direction départementale interministérielle de la protection des populations de Paris.

C'est la raison pour laquelle ce marché est passé par la Préfecture de police et nous arrive, j'allais dire tout ficelé, tout prêt, sans que nous ayons eu la possibilité d'en amender une seule de ses composantes au préalable.

Le dernier marché qui avait été passé l'a été en 2009 et se divisait en deux lots : un pour le ramassage des animaux, soit sur la voie publique, soit dans les commissariats parisiens, et le second lot pour l'accueil des animaux à la fourrière interdépartementale de Gennevilliers.

Le nouveau marché ne comporte qu'un seul lot pour ces deux missions que sont le ramassage des animaux et l'accueil à la fourrière.

Nous en connaissons déjà l'attributaire, qui sera "Hygiène Action", déjà attributaire du lot ramassage du précédent marché.

Un petit mot sur cette entreprise, "Hygiène Action", dont l'activité officiellement enregistrée au greffe est le soutien à la protection animale. Ses activités ont été plusieurs fois dénoncées par les associations de protection animale. Ce furent d'abord ses méthodes de dépigeonnage particulièrement cruelles qui ont été dénoncées, notamment l'utilisation du caisson à vide.

Puis, le 12 novembre 2010, "Hygiène Action" a été déclarée coupable de mauvais traitements sur animaux par la juridiction de proximité d'Aulnay-sous-Bois et a été condamnée à payer 800 euros d'amende aux associations de protection animale plaignantes.

Il est donc regrettable que la Préfecture de police, et donc la Ville de Paris, contractualise avec cette société qui nous prouve son peu d'intérêt pour la protection des animaux. Le marché rappelle que l'attributaire devra respecter strictement la législation en vigueur en matière de protection animale. On peut se permettre d'en douter fortement, ne serait-ce qu'en lisant le paragraphe du cahier des clauses particulières sur la qualification du personnel. En effet,

conformément à la loi, il doit y avoir au moins une personne titulaire d'un certificat de capacité parmi les personnes en contact avec les animaux. Or il faudrait que tous les personnels en contact avec les animaux soient titulaires de cette capacité.

Peu d'informations nous ont été transmises au sujet de la fourrière de Gennevilliers. Nous n'avons eu connaissance d'aucun bilan d'activité des anciens attributaires du marché.

Beaucoup de questions se posent alors :

Combien d'animaux sont euthanasiés passés les huit jours après lesquels l'animal est considéré comme abandonné ?

Quels sont les critères qui aboutissent au choix de l'euthanasie ?

Comment s'articulent les relations avec les refuges ?

Combien d'animaux sont récupérés par leur propriétaire ?

Nous n'avons pas de réponse à ces questions qui ne touchent pas seulement les personnes qui ont un animal ou des animaux.

En effet, le sujet de la place des animaux dans notre société est un vrai débat citoyen et hélas, il fait peu partie du débat politique. Il est clair que les attentes de la société sur la façon dont nous traitons les animaux ont évolué et que certaines pratiques ne sont désormais plus acceptables.

La législation est devenue insuffisante et il est pour nous évident que les collectivités doivent montrer l'exemple en allant même au-delà de ce que la loi impose.

Les écologistes pensent qu'il est possible de faire beaucoup mieux sur ce sujet très sensible et qui a son importance. On aurait pu par exemple confier ce marché à une entreprise qui se soucie réellement de la protection des animaux et de leur bien-être, ou bien on aurait pu imaginer un partenariat entre une entreprise et une association de protection animale.

Nous regrettons donc la passation de ce nouveau marché comme nous regrettons que malgré nos sollicitations répétées, le Conseil interdépartemental de la santé et de la protection animale n'ait pas été réuni une seule fois depuis de nombreuses années, depuis cette mandature, et ce n'est pas faute de l'avoir demandé.

C'est pourquoi nous voterons contre ce projet de délibération.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci pour la réponse.

Monsieur le Représentant du Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Madame la Présidente, je confirme ce que vous avez dit sur les questions de compétences, sur le fait qu'à Paris, le Préfet de police a en charge les questions de santé animalière. C'est une direction spécialisée, la Direction départementale des services vétérinaires, qui l'exerce avec à sa tête un certain nombre de médecins vétérinaires fonctionnaires d'État.

De manière pragmatique, l'action de cette direction vise en fait d'abord à prévenir la divagation ou le non-respect de la réglementation applicable aux animaux dangereux, mais je crois que ce n'est pas tout à fait l'objet de votre question. Toutefois, nous menons une action déterminée en la matière.

Deuxièmement, la Direction des services vétérinaires assure aussi une mission de vigilance sanitaire. Le cas de rage qui nous a d'ailleurs été rapporté il y a quelques semaines a conduit cette direction à engager de nouvelles actions complémentaires suite à ce signalement.

Et puis, bien évidemment, dans le cadre notamment de signalements que nous recevons, ils sont aussi compétents en matière de prévention de la maltraitance animale, et il n'est pas rare que les services vétérinaires soient mobilisés sur ces actions.

Ces dernières années également, au moins deux filières d'approvisionnement de chiots, destinés soit à de la revente, soit à de la mendicité agressive, ont également été démantelées.

Voilà pour le cadre général.

J'en viens maintenant au marché qui nous intéresse et qui fait l'objet du projet de délibération.

D'abord, vous avez raison, jusqu'à présent et depuis 2009, le ramassage et le transport de l'animal étaient assurés par une société, "Hygiène Action", alors que l'accueil en fourrière était assurée par une autre société, la SACPA. Le fait de dissocier la prise en charge et l'accueil a abouti à un certain nombre de dysfonctionnements préjudiciables, d'ailleurs, à la santé et au bien-être des animaux, avec, notamment, les questions du week-end qui se posaient et le fait que des animaux restaient parfois plusieurs heures, voire parfois un jour ou deux, dans des commissariats de police qui ne sont évidemment pas des lieux appropriés pour leur garde.

Le nouveau marché a été conçu de manière, d'abord, à permettre une prise en charge plus rapide et plus ciblée de l'animal, puisque les clauses prévoient que la prise en charge se fait dans les deux heures suivant l'appel du donneur d'ordres, qui peut être les services de police ou les mairies d'arrondissement, et également sur des plages horaires qui ont été étendues, notamment en soirée, pour permettre l'arrivée rapide des animaux dans des structures adaptées.

Vous l'avez dit, le choix de cette société s'est fait au terme d'une procédure d'appel d'offres tout à fait classique, avec commission d'appel d'offres, sur un certain nombre de critères, notamment la valeur technique des sociétés en présence.

J'entends les remarques que vous faites sur cette société ; je n'ai pas d'élément… Je pense que dans le cadre de la procédure d'attribution et dans le cadre du respect de la loi, ces éléments, s'ils existaient ont dû être pris en compte, mais rien n'a été bloquant dans l'attribution de ces marchés.

J'ajoute, d'ailleurs, que seules deux sociétés se sont portées candidates : "Hygiène Action" et SACPA, qui était titulaire de l'autre lot.

J'entends ce que vous évoquez ; simplement, sachez que la commission n'a été destinataire que de deux offres et a dû choisir parmi ces deux offres.

Un mot pour terminer sur le conseil, qui avait donné lieu, je m'en souviens très bien, à un vœu de votre propre groupe ; je suis à votre disposition pour en discuter ; l'analyse juridique que nous avons faite est que le conseil dont vous demandez la création aujourd'hui a été fondu au sein d'un conseil plus vaste : le Conseil régional d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale, qu'il appartient au Préfet de Région de mettre en place. Le Préfet de police, comme je m'y étais engagé ici, avait saisi son collègue de la Région pour l'installation de ce conseil ; ce conseil a été installé le 7 octobre dernier.

Sous réserve de précision juridique quant à la nature de ces conseils, je pense que nous avons répondu au vœu qui avait été déposé ici même il y a quelques mois, mais je suis à votre disposition pour éclaircir vraiment cette portée juridique.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération PP 77.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, PP 77).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la sécurité des distributions de repas sur la voie publique.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen de vœux non rattachés.

Le vœu référencé n° 14 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., est relatif à la sécurité des distributions de repas sur la voie publique.

La parole est à M. MENGUY, pour une minute.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Monsieur le Maire, je vais essayer d'être rapide, compte tenu des débats que nous avons.

Ce voeu revient sur les difficultés que peuvent rencontrer les bénévoles des Restos du Cœur notamment, lorsqu'ils distribuent des repas chauds le soir sur la voie publique. Un certain nombre de problèmes ont été

rencontrés par ces équipes qui sont autorisées par la Préfecture de police sur neuf sites différents. Le vœu, porté par Philippe GOUJON, est qu'une intervention systématique et rapide des services de police puisse être opérée dans ce cadre.

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur le Représentant du Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

J'essaierai d'être également bref, Monsieur le Conseiller.

Vous l'avez dit, neuf sites sont autorisés par la Préfecture de police pour la distribution alimentaire organisée par les Restos du Cœur.

Je vous confirme, bien sûr, que si les services de police ne peuvent pas assurer une sécurisation en statique de chacun de ces sites, les commissariats, notamment à l'approche de l'hiver, ont reçu des instructions pour être extrêmement attentifs au bon déroulement de ces opérations, à la fois pour que ces opérations ne créent pas de troubles à l'ordre public pour le voisinage, mais également qu'elles n'exposent pas l'intégrité physique des bénévoles.

Les services de police, vous avez raison, sont ponctuellement et assez fréquemment sollicités par l'association pour intervenir, récemment dans le 14e, dans le 19e ou sur le secteur de la République, et un certain nombre de faits, de prises à partie de bénévoles de l'association ont conduit cette dernière à déposer plainte il y a quelques jours.

Je veux vous assurer que cette plainte fait l'objet, sous contrôle du Parquet, d'un suivi extrêmement attentif de la Préfecture de police. D'ores et déjà, trois personnes sur le secteur de la République ont été identifiées comme étant des personnes qui, de manière récurrente, viennent se livrer à des provocations. Si jamais elles réitèrent, elles s'exposent à être interpellées, sans préjudice, d'ailleurs, des suites qui seront données à la plainte, mais je veux vous confirmer vraiment que le partenariat avec les Restos du Cœur figure parmi les priorités, notamment à l'entrée de cette période hivernale.

Je veux, encore une fois, vous confirmer cette grande vigilance et cette grande disponibilité des services de police pour répondre à toute réquisition qui leur parviendra de la part de l'association.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur PENINOU, vous avez la parole.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Il ne se passe pas un mois sans que le président des Restos du Cœur Paris, par exemple, ne demande l'intervention de la Ville pour faire face à des problèmes de sécurité. La DPP est toujours sollicitée et le lien toujours fait entre la DPP, le commissariat et la mairie de l'arrondissement où a lieu la distribution ; c'est notamment le cas, par exemple, dans le 19e, sur le site de la porte de la Villette.

Ainsi, chaque fois que des incidents ont lieu lors de la distribution de repas, ils nous sont toujours signalés et des mesures sont prises en conséquence.

Dans ces conditions, il est vrai que des problèmes de sécurité se posent, mais tout est fait du côté de la Ville pour les prévoir et résoudre ceux-ci en amont, et cela en lien avec la police et l'association. Nous sommes, de ce point de vue, en concertation permanente.

De plus, nous incitons les associations à travailler sur le recrutement et la formation des bénévoles, pour qu'ils puissent réguler au mieux la distribution et faire face aux inévitables tensions. C'est également pour cette raison que nous avons lancé depuis le début de la mandature un mouvement de transformation des distributions de rue en restaurants sociaux.

Par exemple, il y a la distribution de l'Armée du Salut dans le 10e arrondissement, qui a, dans le passé, rencontré beaucoup de difficultés lorsqu'elle était installée dans la rue et qui fonctionne à présent sereinement depuis qu'elle est abritée dans la caserne Château-Landon.

Je ne reviendrai pas, par ailleurs, sur un des considérants de votre vœu, qui stigmatise particulièrement des personnes originaires de l'Europe de l'Est. Je crois qu'on y est déjà beaucoup venu dans ce Conseil de Paris et,

vraiment, je n'ai pas envie de m'attarder sur ces choses qui relèvent, à mon sens, plus de la stigmatisation que d'autres problèmes.

Cette régulation étant organisée avec la Préfecture et étant déjà mise en place, je donnerai un avis défavorable à votre vœu.

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Retirez-vous ce vœu ?

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Je regrette l'avis défavorable de l'Exécutif, mais puisque M. le Représentant du Préfet de police ne m'a pas contredit sur les critiques soulevées par M. PENINOU, nous maintenons le vœu.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la vidéoprotection dans le 17e.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 15 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la vidéoprotection dans le 17e.

La parole est à Mme Brigitte KUSTER, pour une minute.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Préfet, ce vœu a trait à la vidéoprotection dans le 17e, puisque la première phase du déploiement du plan de vidéoprotection pour Paris, mis en œuvre par la Préfecture de police à l'initiative, je le rappelle, du précédent Gouvernement, a permis un grand nombre d'interpellations.

Nous le savons, les caméras de vidéoprotection sont un outil précieux d'élucidation des délits et des crimes, non seulement ceux commis dans leur champ de surveillance, mais également ceux commis à proximité, par les auteurs dont les axes de fuite rencontrent bien souvent des zones surveillées.

Par ailleurs, au-delà de son rôle en matière de recherche de preuves, la vidéoprotection peut permettre d'améliorer la gestion des interventions de police et engendrer un effet dissuasif sur la commission des délits.

En outre, on le sait, elle doit s'accompagner d'un renforcement humain pour une utilisation efficiente des images, et si, en tant que maire du 17e arrondissement, je me réjouis que 70 caméras soient d'ores et déjà installées pour mailler l'ensemble de cet arrondissement, nous constatons que si, dans certains quartiers, des résultats importants ont été avérés, un autre constat montre l'insuffisance du nombre de caméras dans certains quartiers, en particulier dans des quartiers concernés par le trafic de drogue et de délinquance.

C'est pourquoi, au nom des élus de la majorité municipale du 17e arrondissement et du groupe U.M.P.P.A. du Conseil de Paris, nous formons le vœu que le Maire de Paris, en lien avec le Préfet de police, prévoie la mise en place du deuxième plan de caméras de vidéoprotection dans le 17e arrondissement, en particulier pour les zones les plus sensibles, comme nous avons déjà été écoutés une première fois pour le quartier des Hauts de Malesherbes, dont je vous remercie à nouveau, Monsieur le Préfet.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur le Préfet de police ?

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

D'abord, je confirme à Mme le Maire le fait que le déploiement du plan de vidéoprotection de la Préfecture de police pour Paris soit achevé dans le 17e arrondissement. Il est quasiment achevé pour Paris, nous avons une vingtaine de caméras qui, techniquement, sont un peu plus compliquées que les autres, mais dans le 17e arrondissement, il est totalement achevé, et dans le cadre de ce plan, ce sont 50 nouvelles caméras qui sont entrées

en service ces dernières mois et qui viennent s'ajouter aux 20 caméras gérées par la Ville de Paris, mais désormais reliées au plan de vidéoprotection pour Paris.

Donc, vous avez raison, ce sont effectivement 70 caméras qui sont à disposition des effectifs de police.

Je confirme ce que vous avez dit sur l'efficacité de ce dispositif qui a fondamentalement changé la manière dont les services de police et les fonctionnaires de police exercent leur métier à Paris.

J'ajoute, en plus de ces 70 caméras, que, dans le cadre d'un redéploiement technique, nous avions été saisis par vous-même, par un certain nombre d'élus, par Myriam EL KHOMRI, sur la demande forte et justifiée des habitants pour voir l'installation d'une caméra supplémentaire rue Albert-Roussel. Le principe de cette installation a été décidé dans le cadre d'un réaménagement technique et cette caméra sera installée début 2014.

Lors du précédent Conseil de Paris, a également été évoquée la question de la Z.A.C. des Batignolles qui donne lieu actuellement à un échange avec l'aménageur.

Voilà pour les informations que je peux vous donner sur l'état des lieux du déploiement du plan de vidéoprotection pour le 17e arrondissement.

S'agissant, bien évidemment, d'un éventuel complément ou d'un nouveau plan de vidéoprotection pour Paris, cette décision nécessitant un engagement pluriannuel de la part de la Ville mais aussi de l'Etat, puisque je rappelle que l'actuel plan de vidéoprotection engage l'Etat pour 15 ans, puisque le fait qu'il soit déployé ne veut pas dire que tout est payé, dans le cadre d'un P.P.P., nous avons encore 14 ans maintenant de loyer. Donc, le fait qu'un deuxième plan de vidéoprotection pour Paris engagerait les finances de la Ville et de la Préfecture de police pour de nombreuses années, bien évidemment, donnera lieu à échanges sans doute dans le cadre des échéances électorales à venir et de la prochaine mandature.

Donc, vous comprendrez que je m'abstienne, à ma place, de le commenter ou de porter un avis sur ce sujet.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur PENINOU, vous avez la parole.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Madame KUSTER, les Conseils de Paris se suivent et se ressemblent de ce point de vue-là puisque lors du dernier Conseil, il y avait déjà eu un vœu présenté, M. le Représentant du Préfet vient d'y faire allusion, sur la question de la vidéoprotection dans le quartier Clichy-Batignolles. On y revient cette fois sur l'ensemble du périmètre du 17e arrondissement, mais je ne crois pas qu'il y ait beaucoup d'éléments nouveaux à vous apporter.

Je vous redirai ce que nous affirmons depuis maintenant plusieurs années : la vidéoprotection est une dimension importante, mais qui ne saurait être exclusive de la sécurité urbaine. Bien entendu, cette vidéoprotection est un outil qui permet d'aider à la résolution de nombreuses enquêtes. Dans le cadre de ce plan à Paris, 1.050 caméras de voie publique sont exploitées en temps réel par les opérateurs des sections locales des transmissions parisiennes, pour surveiller les secteurs sensibles dans les arrondissements.

L'exploitation de ces caméras correspond aux objectifs prioritaires de lutte contre la délinquance et les phénomènes de nuisance, comme les cambriolages, les vols à main armée et violents, la lutte contre les ventes à la sauvette, les escroqueries à la charité publique, la mendicité, la surveillance des lieux de stationnement de véhicules deux-roues et des kiosques à journaux.

Mais je vous rappelle que ces caméras ne sont pas l'alpha et l'oméga d'une politique de sécurité. La Ville de Paris a pleinement soutenu le plan de vidéoprotection, mais la caméra sans policier pour regarder l'écran est aveugle.

Je vous rappelle que ce sont 1.500 policiers qui ont été supprimés sur le territoire parisien en trois ans sous le gouvernement précédent et je vous dis : c'est avec beaucoup d'espoir que nous attendons les annonces de M. Manuel VALLS, le Ministre de l'Intérieur, concernant les nouvelles promotions de policiers qui vont sortir des écoles de police. Nous les attendons assez rapidement. Je pense que c'est bien là que nous aurons un levier pour améliorer la sécurité dans nos quartiers.

Ce sera donc un avis défavorable.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Retirez-vous votre vœu ?

Très rapidement, Madame !

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Je le maintiens et, comme le disait tout à l'heure M. le Préfet, les échéances électorales de mars 2014 permettront de faire un choix entre l'explication qui a été donnée par la Préfecture de police et celle que je viens d'entendre au niveau du représentant de la Mairie de Paris.

Je vous remercie beaucoup, cela méritait d'être clarifié aujourd'hui et cela vient de l'être.

Je vous remercie beaucoup.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au renforcement de la sécurité nocturne au square du Temple.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 16 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif au renforcement de la sécurité nocturne au square du Temple.

La parole est à Mme Marie-Laure HAREL, pour une minute.

Mme Marie-Laure HAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous êtes un certain nombre ici à avoir dû entendre parler du fait divers assez tragique qui s'est produit à la fin du mois d'octobre au square du Temple : un meurtre a eu lieu en pleine nuit. Il n'est absolument pas question de revenir sur les détails de ce drame ni d'en faire une polémique ; je ne souhaite pas du tout surfer dessus et vous remarquerez que mon vœu est parfaitement objectif et utilise des mots très sobres.

Cet événement a permis de lever le voile sur une chose que l'on ignorait, enfin, que j'ignorais personnellement, à savoir qu'une faune de personnes assez étranges s'immisce dans ce square, dans ce parc le soir. J'ai été très surprise des déclarations du maire du 3e arrondissement qui avait l'air d'en être au courant. J'ai été aussi surprise qu'aucune mesure d'urgence ne soit déployée suite à cet événement.

Ce que je vous demande, Monsieur le Préfet, c'est d'étudier les mesures qui vous semblent les plus opportunes de manière que les gens n'entrent plus dans ce square la nuit, qu'il s'agisse de vidéosurveillance, qu'il s'agisse de renforcer les accès au parc.

Encore une fois, ce vœu n'est pas polémique et je ne comprendrais pas, en tout cas, qu'il puisse ne pas être voté, vu l'inquiétude que cet événement génère désormais chez les riverains.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - J'ai bien compris qu'il n'était pas polémique.

Monsieur AIDENBAUM, maire du 3e arrondissement, vous avez la parole.

M. Pierre AIDENBAUM, maire du 3e arrondissement. - Je pense que M. le Préfet de police interviendra aussi sur ce vœu.

Personnellement, en tout cas, je voudrais me féliciter de la rapidité avec laquelle les forces de police ont résolu ce problème puisque, 48 heures après, l'assassin en question a été appréhendé.

Vous ignoriez, Madame la Conseillère du 16e arrondissement, ce qui se passe dans le square du Temple. C'est normal, puisque vous êtes une élue du 16e arrondissement. Je suppose que vous vous occupez plus particulièrement des parcs et jardins du 16e arrondissement, mais je ne vous ai pas vue faire de vœux sur les parcs et jardins du 16e arrondissement.

J'ai lu votre vœu. Il y a un certain nombre d'inexactitudes.

D'abord, vous parlez de la hauteur des portes ou hauteur de grilles du square : je dois vous dire, mais vous ne le savez peut-être pas non plus, qu'elles sont à peu près identiques dans tout Paris.

Vous parlez de caméra : vous ne savez pas non plus qu'il y a autour du square du Temple, deux caméras. Non, ce n'est pas mentionné.

Vous ne parlez pas, vous dites qu'il n'y a pas de caméra et que vous voulez en mettre plus sur ce square. Si vous voulez mettre plus que deux caméras, on va mettre une caméra quasiment à chaque coin de rue.

Voilà, donc je voulais dire : avant d'affirmer un certain nombre de choses, essayez de vous renseigner sur la réalité.

Et puis, je confirme ce qui vient d'être dit précédemment par Mao PENINOU : vous considérez qu'il n'y a pas assez de policiers et on en est d'accord, mais je rappelle que s'il y a 1.500 policiers de moins à Paris aujourd'hui qu'il y a quelques années, c'est votre gouvernement, celui que vous soutenez, celui que vous avez soutenu qui les a supprimés et, en effet, cela pose un certain nombre de problème de sécurité dans Paris.

L'engagement du Ministre de l'Intérieur sur ce point, ce que nous avons demandé, ce que la Ville de Paris a demandé au Ministère de l'Intérieur va dans le bon sens.

Renseignez-vous avant d'affirmer un certain nombre de choses, mais, comme vous êtes assez habituée à cela, je pense que dans les prochains Conseil de Paris nous aurons encore à y revenir.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur le Préfet de police ?

M. Mao PENINOU, adjoint. - Je voudrais ajouter quelques mots sur le drame dont vous venez de faire un vœu.

Moi aussi, je considère que le meurtre de ce jeune homme est un événement d'une gravité et d'une violence terribles. Nous tous, ici présents, aimerions que cela ne se reproduise plus, mais je ne crois pas qu'il faille instrumentaliser ce tragique fait divers qui est, heureusement, un fait isolé.

Ce qui s'est produit est certes dramatique, mais ne justifie pas les mesures que vous proposez.

En dehors de cette agression mortelle, les services de la Ville ne signalent rien d'anormal pour un jardin aussi fréquenté avec un public parfois difficile.

Les mesures que vous préconisez ne résoudraient, de surcroît, en rien les problèmes liés à la présence de sans domicile fixe en ce lieu ou leur présence tout court.

Les A.S. de la D.E.V.E. signalent effectivement des squats nocturnes récurrents, mais cela ne posait pas de problème particulier jusqu'aux événements du 23 octobre. Les personnes sortaient le matin sans que les agents n'aient à insister. A la suite de l'homicide survenu, un équipage d'I.S.V.P. est assisté par les A.S. lors de la fermeture du site et cela se déroule bien, aujourd'hui en ce moment vers 17 heures 30.

Les agents ont été les premiers et les plus choqués d'ailleurs par ce qui s'est produit.

Nous connaissons tous les difficultés de la rue et ce n'est pas en empêchant ces personnes d'entrer dans le square du Temple à grands coups de moyens, aussi bien financiers qu'humains, que nous allons solutionner le problème, en particulier dans une période où nous fonctionnons avec des effectifs de police réduits à Paris. Je n'y reviendrai pas, nous en avons parlé il y a quelques instants.

Il s'agit bien plus ici de prévention que de sécurité. L'unité d'assistance aux sans-abri de la D.P.P. passe ainsi régulièrement et dès que le besoin se fait sentir.

Le square du Temple est un jardin extrêmement fréquenté par des personnes de tous âges et aux activités diverses. Or, grâce à l'investissement des A.S. comme des jardiniers, ce jardin fonctionne bien et reste beau.

Pour ces raisons, je donnerai un avis défavorable à ce vœu et j'ajouterai personnellement que je trouve que l'exploitation des faits divers, il y a peut-être un moment où cela suffit.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur le Préfet de police, maintenant ?

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire, Madame la conseillère.

S'agissant d'un espace vert municipal, la Ville de Paris, Mao PENINOU, a fait connaître son analyse de la situation et les mesures mises en œuvre par la Ville pour assurer la sécurisation du square.

Comme vous le savez, il n'appartient pas à la Préfecture de police d'assurer le contrôle des accès d'un équipement, qu'il soit public, en l'espèce, ou privé, ni d'affecter à ces surveillances des personnels dédiés et encore moins de renforcer la sécurisation physique d'accès à des espaces qui sont des espaces gérés par la Ville.

Pour ce qui concerne notre compétence, donc la compétence des services de police, je veux confirmer que le square n'est pas connu pour des faits de délinquance. Au cours de l'année 2013, hormis bien sûr le dramatique homicide que vous avez évoqué et dont la cause d'ailleurs est bien particulière, aucun crime ou délit n'a été enregistré à l'intérieur du square.

S'agissant de l'homicide, je suis sensible aux propos du maire du 3e arrondissement et je veux aussi féliciter les fonctionnaires de police qui, quelques heures après la commission des faits, ont pu interpeller l'auteur présumé grâce au travail d'ailleurs de la police judiciaire, de la P.J., mais également, cela ne s'est pas su, à la très bonne connaissance du milieu des sans-abri qu'a la brigade d'assistance des personnes sans-abri de la Préfecture de police qui, elle aussi, intervient tous les soirs sur le territoire parisien.

Compte tenu de cette situation et de l'absence de faits de délinquance signalés à ce jour, les rondes et patrouilles nocturnes qui sont régulièrement effectuées dans ce secteur, comme sur l'ensemble de l'arrondissement, n'ont nécessité aucune intervention policière ces dernières semaines, mais bien sûr elles seront maintenues, tout comme d'ailleurs sera maintenu le recours à la vidéoprotection autour du square avec ces deux caméras qui existent actuellement.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la falsification des cartes de stationnement GIC/GIG.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous allons passer à la 6e Commission. Je le dis très fort pour essayer d'être entendu par les adjoints de façon à ce qu'ils viennent en séance et, comme Mme Véronique DUBARRY est présente, nous allons commencer par le vœu référencé n° 18 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la falsification des cartes de stationnement G.I.G./G.I.C.

La parole est à M. Patrick TRÉMÈGE.

Je ne le vois pas non plus, d'ailleurs. Pourtant, il était là jusqu'à maintenant.

Monsieur TRÉMÈGE ? La parole est à vous, pour une minute.

M. Patrick TRÉMÈGE. - Monsieur le Maire, merci de votre patience.

Je suis persuadé que chacun d'entre vous, dans cet hémicycle, est attentif à faciliter la vie des handicapés dans la Ville.

Chacun…

Alors excusez-moi : la vie des personnes handicapées dans la Ville.

Chacun, en son temps, s'y est attaché. Les places de stationnement qui leur sont réservées sont une excellente chose. Les difficultés que les automobilistes rencontrent à trouver des places autorisent les moins civiques, c'est le moins que l'on puisse dire, à utiliser ces places. Il serait bon que les verbalisations soient plus fréquentes et que l'on puisse revoir les tarifs particuliers de ces contraventions.

Mais, beaucoup plus préoccupant que cela encore, c'est le trafic de fausses cartes de stationnement qu'il s'agit aujourd'hui d'appréhender, Monsieur le Préfet, avec la plus grande détermination.

Les systèmes de surveillance, Monsieur le Préfet, semblent inopérants au regard des nouvelles technologies qui permettent l'impression assez facile de ces cartes et le contrôle par vos services aujourd'hui, soit qu'il y ait sur la carte le numéro d'immatriculation soit qu'il y ait le nom du propriétaire, fait que, en réalité, comme la carte est à l'intérieur du véhicule, il ne peut y avoir de véritable contrôle que si les agents verbalisateurs surprennent le conducteur.

Or, à l'évidence, j'habite une rue où il y a un certain nombre d'associations d'handicapés qui me disent : "Non, ce n'est pas possible, on n'a jamais vu…"

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Il faut conclure !

M. Patrick TRÉMÈGE. - C'est simplement d'interroger M. le Préfet, d'interroger le Maire pour savoir quel dispositif on peut mettre en place pour éviter ces dérapages qui deviennent de plus en plus préoccupant.

D'ailleurs, je crois que tout le monde en est persuadé, à telle enseigne, c'est que ce vœu a été voté à l'unanimité dans le 13e arrondissement.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre, la parole est à Mme Véronique DUBARRY.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Monsieur TRÉMÈGE, votre vœu pose une question qui, effectivement, nous préoccupe depuis un certain temps puisqu'il y a déjà eu des vœux, des amendements concernant cette question et, de fait, aujourd'hui, vous avez mentionné un certain nombre de dispositifs, nous sommes un peu coincés à l'heure actuelle pour la vérification de ces cartes de stationnement.

Vous l'avez dit, elles sont falsifiables assez facilement, elles sont utilisables très facilement également. Je vous dirai que même l'exemple que vous donnez, ou que vous suggérez, d'agents verbalisateurs qui prennent sur le fait une personne utilisant une carte de stationnement de ce type, cette personne pourra très bien vous renvoyer : "Je me stationne là parce que je vais chercher ou j'accompagne une personne en situation de handicap que je viens chercher".

Voyez la difficulté que les agents ont à travailler sur cette question.

Par ailleurs, je voudrais quand même attirer notre attention collective sur le marronnier qu'est cette question.

Vous l'avez vu, il y a eu quelques articles dans un certain nombre de journaux il y a à peine quelques semaines, et cette affirmation selon laquelle il y aurait énormément de fausses cartes en circulation, je voudrais quand même qu'on la prenne avec beaucoup de précautions parce qu'en réalité, et c'est peut-être cela aussi la difficulté d'ailleurs… nous n'en savons rien !

Il y a des usagers qui sont titulaires d'une façon tout à fait valide, officielle de ce type de cartes qui, parce que ces cartes ont la particularité ou ont eu la particularité à un moment donné de passer au soleil - on est très pragmatique dans cette histoire -, ont pris l'habitude d'en faire des photocopies de façon à garder leur carte à l'abri pour ce qu'elle ne déteigne pas.

Résultat des courses, il nous est arrivé au Préfet et à moi d'être obligés de faire annuler des contraventions parce qu'en réalité, les utilisateurs étaient de vrais utilisateurs, mais qu'ils avaient été verbalisés parce que c'étaient des photocopies.

Nous avons envisagé à un moment donné d'utiliser un système de puce, de code-barres, pour savoir si la voiture était bien liée à la carte, sauf que d'aucuns vous diront : "Mais moi, j'utilise plusieurs voitures". Cela veut dire qu'il faudrait mettre plusieurs types d'immatriculations. À ce moment-là, comment savoir que la voiture qui est là, avec cette immatriculation validée par la carte est bien utilisée par une personne en situation de handicap ?

Voyez, nous sommes très ennuyés sur cette question.

En revanche, je voudrais vous rassurer sur un point qui est dans votre vœu. Nous travaillons énormément en ce moment, et c'était dans le schéma que nous avons adopté il y a un an ici même, à une rationalisation de ces places.

Vous le savez certainement, à un moment donné, M. X, qui habitait au 3 rue des Fleurs et qui était en situation de handicap, demandait à ce qu'il y ait une place de stationnement en bas de chez lui. Nous l'accordions, nous la faisions, nous la réalisions. Le problème est que M. X a peut-être déménagé et que la place est toujours au 3, rue des Fleurs. Elle n'est en réalité utile à personne.

La D.V.D. est donc en train de faire un recensement de l'ensemble de ces places.

J'attire également votre attention sur le fait que nous "outrepassons" la loi. La loi dit que 2 % des places de stationnement doivent être des places de stationnement réservé. Nous sommes dans certains arrondissements à plus de 4 % de places réservées G.I.G.-G.I.C., donc vous voyez que l'on répond d'une façon vraiment très active à cette demande.

Le travail que nous faisons actuellement est donc un recensement de ces places avec une attention particulière à ce que ces places soient plus localisées aux abords des lieux publics : mairies d'arrondissement, institutions diverses et variées, mais également aux abords des lieux de loisirs, des théâtres, des musées, des bibliothèques, etc., parce qu'il nous paraît important que ces places soient collectives.

Vous savez que l'un des reproches que l'on nous fait souvent est de nous dire : "Cela ne sert à rien qu'il y ait un stationnement réservé ici car cette place n'est jamais utilisée".

Voyez aussi le paradoxe auquel nous devons faire face qui est que pour certains, il y aurait trop de places et que pour d'autres, il n'y en aurait pas assez et que pour d'autres encore, il y aurait là une possibilité de stationnement facile avec une carte falsifiée.

C'est un sujet qui nous préoccupe énormément, et le Préfet complètera bien évidemment. Pour l'instant, nous n'avons pas trouvé de solution malgré nos interrogations, malgré les rapprochements que nous avons pu faire avec la Commission européenne qui, in fine, délivre un modèle tout de même.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur le Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Mme DUBARRY a été extrêmement complète sur le cadre et aussi les difficultés d'action.

Vu du terrain et de manière pragmatique, nous sommes confrontés à trois types de situations. D'abord, un véhicule qui pour le coup ne dispose d'aucun macaron et qui est garé sur une place de stationnement : c'est facile, c'est une contravention de quatrième classe.

Nous avons ensuite des cartes qui ne correspondent pas à l'immatriculation du véhicule - la carte de la grand-mère, etc. -, et là aussi c'est assez simple en matière de verbalisation.

Et puis nous avons toute cette zone grise qui est plus difficile à appréhender, qui est soit la falsification de carte, soit - et cela correspond à la pratique que vous avez évoqué -, le fait que beaucoup de titulaires de ces cartes, pour éviter de se faire voler cette carte parce qu'ils y tiennent, ont recours à un système de photocopie. Parfois, de bonne foi, ils présentent une photocopie et sont verbalisés, ce qui nécessite ensuite qu'on intervienne dans le cadre du contentieux. On voit bien que c'est vraiment ce cas de figure qui est délicat.

Deux éléments d'information pour terminer.

D'abord, les fonctionnaires de police et les A.S.P. sont régulièrement formés. Pas plus tard que juste avant l'été, une session de formation a été organisée à leur attention pour les familiariser avec une règlementation qui est parfois un peu complexe, avec des modèles de carte qui évoluent aussi. Sachez que ce genre de session est régulièrement organisé.

Et pour vous donner un chiffre, depuis le début de l'année, ce sont 8.800 procès-verbaux de contravention qui ont été dressés. On est donc en gros à 1.000, 1.100 contraventions dressées pour ces motifs.

Je vous rejoins, pour terminer, sur le fait qu'il est extrêmement compliqué, lorsqu'une carte est falsifiée, d'interpeller la personne - pour le coup, c'est un délit - parce qu'il faut planquer, il faut attendre et souvent, cela outrepasse le cadre des missions de l'agent verbalisateur de droit commun qui n'a d'ailleurs souvent même pas les compétences pour constater le délit.

Vous dire qu'on est déterminé et vous dire aussi que l'application de cette réglementation pose des difficultés. Cela a bien été mentionné et j'y souscris.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 271).

2013 DPVI 151 - Approbation du projet Presage n° 31294 en direction des personnes âgées en foyers de travailleurs migrants faisant l'objet d'une convention par le Fonds Européen d'Intégration et d'un accord de partenariat.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DPVI 151 relatif à l'approbation du projet "Presage", en direction des personnes âgées en foyers de travailleurs migrants.

La parole est à M. Gauthier CARON-THIBAULT.

M. Gauthier CARON-THIBAULT. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, j'ai souhaité intervenir sur le projet de délibération relatif aux questions importantes et sensibles liées aux personnes âgées en foyer de travailleurs migrants.

En effet, ces personnes originaires du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne sont arrivées en France pour la plupart depuis plusieurs décennies, dans les années 1960, au moment des 30 Glorieuses, puis dans le cadre du regroupement familial.

Elles ont été recrutées pour des travaux pénibles de l'industrie et de la mine.

Elles n'avaient jamais imaginé vieillir sur le sol français, pas plus que l'on avait imaginé avoir à prendre en charge les conditions de leur vieillissement en France.

Finalement, beaucoup d'entre elle vieillissent désormais ici. À Paris, 21 % de la population immigrée est âgée de 60 ans et plus, ce qui représente 89.000 personnes, et cette proportion continue de croître.

Ayant eu des conditions de vie et de travail difficiles, avec des accidents de travail, des maladies professionnelles, des infections respiratoires, ces personnes immigrées connaissent un vieillissement précoce ainsi que de multiples difficultés pour accéder à leurs droits sociaux, comme la montré un récent rapport parlementaire porté par les députés JACQUAT et BACHELAY.

Ainsi, la Ville de Paris, qui compte 46 foyers de travailleurs migrants, est particulièrement attentive à la question des immigrés âgés et se soucie de contribuer à leur procurer des conditions de vie dignes et décentes.

En 2005, la Ville de Paris, qui a récupéré la compétence de l'aide à la pierre de l'Etat, a pris la conduite du plan de traitement s'étalant de 2005 à 2013. 24 foyers, soit plus de 4.930 lits, ont été rénovés dans ce cadre.

Un plan de rénovation très important, en transformant nombre de foyers de travailleurs migrants souvent insalubres en résidences sociales particulièrement.

30 % des chambres sont aujourd'hui accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Cette rénovation est allée de pair avec la mise en place d'un meilleur accompagnement social et vers un mieux vieillir.

De ce fait, la Ville continue de travailler en symbiose avec d'autres partenaires sociaux afin de mener des actions spécifiques en faveur des personnes âgées immigrées, tels que le diagnostic global individualisé en matière de santé ou encore les droits sociaux, l'habitat, les loisirs et autres.

Des médiations sont aussi nécessaires, au moins à titre temporaire, pour ne pas laisser vieillir ces personnes dans l'isolement et le manque de soins appropriés.

Toutes ces intentions ont pour objectif de participer à la reconnaissance et à l'inscription des parcours de ces migrants, qui ont façonné et participé à l'histoire de France.

C'est pourquoi, chers collègues, je trouve l'adoption de ce projet de délibération particulièrement important parce qu'il est très important, et c'est un acte fondamental, que ces personnes immigrées venues participer au redressement de notre pays pendant les 30 Glorieuses puissent vieillir dans la dignité et accéder aux aides auxquelles elles ont droit. Je crois que c'est mettre dans la République un petit peu de la question de l'âge.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre, la parole est à Mme Claudine BOUYGUES.

Mme Claudine BOUYGUES, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le conseiller, cher Gauthier, je vous remercie pour cette intervention complète sur ce projet qui vise à permettre aux migrants âgés, qui résident au sein des foyers de travailleurs migrants parisiens, d'avoir accès à une offre de soin existante et dont ils sont souvent effectivement exclus.

Nous le constatons que le passage à la retraite est le début d'une nouvelle vie et faire valoir ses droits à la retraite, connaître les services proposés est parfois complexe pour nos concitoyens parisiens extracommunautaire, mais je dirais qu'il en va aussi parfois de même pour les autres Parisiens.

L'action portée par ce projet de délibération s'inscrit dans une volonté d'accompagnement vers les services publics existants pour des populations relativement fragiles et elle leur permet d'accéder à une meilleure connaissance des prestations existantes et, d'ailleurs, au droit d'une manière générale.

A l'image de ce qui s'est fait avec la création d'un réseau de cafés sociaux dans Paris, dont nous sommes particulièrement fiers, nous nous devons de continuer à innover pour aider les migrants âgés parisiens.

Donc, c'est bien évidemment avec grand plaisir que je vous invite à voter ce projet de délibération.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPVI 151.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DPVI 151).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à une refonte du CESEDA.

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen de vœux non rattachés : les vœux référencés n° 17 et n° 17 ter dans le fascicule, déposés par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche et l'Exécutif, relatifs à une refonte du CESEDA.

La parole est à Alexis CORBIÈRE, pour une minute.

M. Alexis CORBIÈRE. - Mes chers collègues, Monsieur le Maire, vous intitulez cela un vœu relatif à la refonte du CESEDA, mais cela va au-delà : c'est un vœu qui est aussi en réaction à l'expulsion de deux jeunes scolarisés. Leurs noms sont désormais connus : la jeune Leonarda et le jeune Khatchik.

L'objet de ce vœu est donc de demander clairement le retour en France de ces deux jeunes, afin qu'ils puissent faire leur scolarité normalement et que, aussi, la loi, l'ensemble des différents droits internationaux qui existent permettent qu'ils puissent le faire avec leurs familles. Je dis cela notamment à propos de la jeune Leonarda.

Mais afin que notre réaction ne soit pas seulement émotive, si je puis dire, se limitant à un cas particulier mais que ce soit une position de principe qui vise à dire que tout jeune vivant en France actuellement scolarisé puisse suivre sa scolarité normalement et même vivre sur ce territoire s'il le désire, nous pensons qu'il est nécessaire qu'il y ait une refonte du CESEDA, Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile, afin de permettre que tous les jeunes, collégiens, lycéens, apprentis, étudiants, terminent leurs études sans menace d'expulsion.

J'ai cru entendre d'ailleurs même qu'aujourd'hui, un lycéen parisien est lui aussi dans une situation comparable aux deux cas que je vous présente ici.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre, la parole est à Mme Claudine BOUYGUES.

Mme Claudine BOUYGUES, adjointe. - Je voudrais remercier le groupe Communiste et Front de gauche de me permettre de réaffirmer la position de la Majorité municipale sur les expulsions d'enfants ou de jeunes adultes scolarisés.

Beaucoup de choses ont été déjà dites sur cette question et nombreux sont ceux qui se sont engagés parmi nous, mais bien au-delà, évidemment.

Je rappellerai donc simplement que la Ville de Paris et les mairies d'arrondissement de gauche ont toujours demandé le respect du droit à la scolarité et à la vie familiale des enfants ou jeunes adultes parisiens, en effectuant de nombreux parrainages républicains, en soutenant très activement le Réseau Éducation Sans Frontières et en se mobilisant dans les cas où, malheureusement, ce droit ne nous avait pas apparu respecté.

C'est d'ailleurs ce qui s'est passé pour Khatchik KACHATRYAN, de nombreux élus de la majorité ayant souscrit à la tribune des associations "Non à l'expulsion des lycéens sans papiers", le maire du 18e ayant auparavant interpellé les services préfectoraux et le Ministère de l'Intérieur sur ce dossier.

Vous le voyez, il y a partage de constats entre nous.

Je vous demanderai toutefois d'accepter quelques modifications qui sont contenues dans le vœu que je présente au nom de l'Exécutif.

Tout d'abord, vous oubliez dans votre vœu les avancées de la circulaire du Ministère de l'Intérieur du 19 octobre 2013, qui précise et complète les instructions en vigueur interdisant l'intervention au sein ou aux abords des établissements scolaires et écoles, en les étendant à tous les lieux et activités périscolaires destinées à l'accueil collectif des mineurs.

Vous conviendrez que cette avancée est importante et c'est dans ce sens que je souhaitais la mentionner.

Par ailleurs, au vu de la situation de Khatchik, je vous propose de demander que soit autorisé son retour en France, dans un cadre juridique sécurisé qui doit être défini par les autorités.

Concernant la jeune Leonarda, que vous évoquez dans votre vœu, il est de tradition, je vous le rappelle, que le Conseil de Paris limite ses interventions à ses compétences territoriales.

C'est pourquoi sa situation n'est pas évoquée dans le vœu de l'Exécutif.

Enfin, au-delà d'une modification législative dont il ne nous revient pas ici de déterminer le calendrier, je préférerais que notre Conseil émette le vœu que la situation des familles ayant des enfants mineurs ou majeurs scolarisés soit examinée avec bienveillance dans le respect de la circulaire.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur CORBIÈRE, acceptez-vous ces propositions de modification du vœu ?

M. Alexis CORBIÈRE. - Dans la mesure où je considère que mon vœu est plus large que le vœu présenté par notre collègue, je maintiendrai mon vœu mais je voterai également le vœu de l'Exécutif.

Je suis, enfin, étonné de l'argument de dire que nous nous limitons à ce qui relève de nos compétences territoriales. Je crois que, sur ce genre de sujet, nous nous sommes souvent exprimés bien au-delà des frontières de Paris, car nous le savons, comme l'a dit souvent le Maire : "Paris, c'est plus grand que nous."

Là aussi, sur ce sujet, nous serons à notre place en nous prononçant sur l'expulsion de la jeune Leonarda.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2013, V. 270).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif aux expulsions locatives.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 19 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif aux expulsions locatives.

La parole est à M. Daniel MARCOVITCH, pour une minute.

M. Daniel MARCOVITCH. - Merci, Monsieur le Maire.

En effet, la Ville de Paris a mis depuis un certain temps déjà de nombreux dispositifs pour aider les personnes qui étaient en situation délicate pour payer les loyers et pour éviter les expulsions.

Dès 2004, d'ailleurs, une charte de prévention et le traitement de l'endettement locatif avaient été mis en place.

Parmi les différents outils qui existent aujourd'hui, le plus connu est celui du F.S.L. qui permet de prendre en charge la dette locative et une partie des charges locatives. Néanmoins, si cela se pratique régulièrement dans le domaine social, beaucoup de bailleurs privés n'activent pas ce F.S.L., ce qui signifie qu'à partir de ce moment-là, c'est à la puissance publique de répondre soit en effectuant une expulsion, avec le coût que cela représente, le coût financier et le coût humain, soit si elle ne pratique pas l'expulsion, l'oblige à payer et à dédommager le propriétaire en payant le loyer.

Dans ces conditions, M. François DAGNAUD, les élus du 19e et, je pense, les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés demandent que le Conseil de Paris émette le vœu que le Maire de Paris, le Préfet de police et l'ensemble des acteurs de la CAPEX (la Commission de coordination des Actions de Prévention des Expulsions locatives) incitent les bailleurs privés à mobiliser le F.S.L. pour apurer les dettes locatives et ne fassent appel au concours de la force publique qu'en ultime et dernier recours, ce qui serait à la fois humainement et financièrement tout à fait profitable.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre, la parole est à Mme Olga TROSTIANSKY.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Monsieur le Maire, Monsieur MARCOVITCH l'a rappelé, le logement n'est pas un produit de consommation courante mais bel et bien un produit de première nécessité qu'il faut à tous et à toutes. C'est la raison pour laquelle la collectivité parisienne engage chaque année plus de 100 millions d'euros en faveur de la prévention des expulsions locatives.

C'est ainsi que 23.000 aides directes du F.S.L. ont été délivrées l'année dernière pour faire face aux impayés de loyers ou apurer les dettes locatives. C'est également 16.000 foyers qui ont été aidés dans le paiement de leurs factures d'énergie.

A l'image des allocations logement de la Ville de Paris, dont la revalorisation de 5 % est proposée à ce Conseil, ces aides ont concouru à la baisse d'un quart des expulsions ces trois dernières années, puisqu'on est passé de 1.550 à 1.190.

Nous avons à la fois des bons résultats et, à la fois, on voit qu'il reste encore évidemment beaucoup à faire. On n'entend pas relâcher nos efforts, car nous avons, évidemment, bien conscience du drame qui est vécu par les ménages au moment de l'expulsion et des conséquences sur les finances publiques.

Dans le cadre de la charte de prévention des expulsions locatives, la collectivité parisienne travaille donc depuis 2004 à renforcer l'articulation entre les différents acteurs concernés, notamment les services sociaux, mais aussi la C.A.F., la Préfecture de police avec laquelle on travaille bien, la justice. Et ce partenariat se traduit, par exemple, par la mise en place de procédures qui évitent souvent le recours à la force publique et permettent le maintien dans le logement.

L'implication des propriétaires privés est également fondamentale pour débloquer de nombreuses situations. Je reconnais que cette question n'apporte pas encore de réelles satisfactions et on a un véritable enjeu de communication pour permettre aux locataires et aux propriétaires de recourir aux aides de manière précoce et de favoriser ainsi une solution qui soit négociée et qui puisse respecter les intérêts de chacun et de chacune.

J'ai rencontré les principales fédérations de propriétaires privés, ce qui a permis par la suite la tenue de réunion d'information sous l'égide de la DASES sur la manière de mobiliser le F.S.L. Malgré cela, on a un grand nombre de propriétaires qui restent rétifs à toute forme de médiation, voire au maintien d'un locataire en difficulté dans le logement.

C'est la raison pour laquelle, Monsieur le Maire, mes chers collègues, je vous propose un avis favorable pour ce vœu qui va accréditer avec force notre action auprès des propriétaires privés.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix le vœu n° 19 avec un avis favorable de l'Exécutif.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2013, V. 272).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la Cantine des Pyrénées.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 20 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à "La cantine des Pyrénées".

Je donne la parole à Mme Danielle SIMONNET, pour une minute.

Mme Danielle SIMONNET. - Au 331, rue des Pyrénées, il y a un collectif associatif qui a organisé une réquisition citoyenne dans ce local qui était inoccupé depuis plusieurs années et qui s'intitule "La cantine des Pyrénées".

Il faut savoir que dans ce bâtiment, il y a à l'étage plusieurs personnes qui logent car elles sont en situation de mal logement et au rez-de-chaussée on peut à la fois y déjeuner pour pas cher du tout, puisqu'il s'agit d'un projet associatif en direction des personnes précaires. Il y a beaucoup d'activités : des cours de français, des distributions gratuites de nourriture et un travail de partenariat renforcé avec les associations citoyennes du quartier.

Il y a à travers ce vœu la volonté que la Ville de Paris étudie toute solution qui permettrait de pérenniser ce projet associatif de "La cantine des Pyrénées", notamment dans le cadre d'une étude de leur dossier en vue d'une convention d'occupation temporaire dans le cadre de locaux dépendants de la Ville.

Je vous remercie.

Ce vœu a été adopté au Conseil d'arrondissement.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Madame TROSTIANSKY, vous avez la parole.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, rapidement, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, notre collectivité estime utile de soutenir les mouvements citoyens qui se donnent pour mission de défendre et de soutenir les personnes les plus précaires. On le sait, ils contribuent à faire vivre la vie démocratique de notre cité, à resserrer les liens sociaux et à rompre l'isolement, et ils constituent l'un des visages de la solidarité.

Le collectif "La cantine des Pyrénées", qui occupe sans titre depuis quelques mois un local privé au 331, rue des Pyrénées, affiche un réel désir de renforcer la solidarité du quartier, notamment par de l'aide alimentaire, des cours d'alphabétisation ou encore de l'organisation de moments conviviaux. Par ailleurs, les élus du 20e arrondissement ont manifesté leur soutien au maintien de son activité lors du Conseil d'arrondissement.

Je voudrais juste dire, Monsieur le Maire, que pour que cela soit possible, il faut que le collectif se constitue en association. Cette structuration est indispensable pour que la collectivité parisienne puisse accompagner cette belle initiative dans la pérennisation de son activité.

Donc, je donne un avis favorable à ce vœu.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 273).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à des structures d'hébergement pour Roms dans l'Ouest.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 21 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à des structures d'hébergement pour Roms dans l'Ouest.

La parole est à M. MENGUY, pour une minute.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur le Maire.

Il y a eu un débat lors du précédent Conseil de Paris suite à deux vœux déposés par la majorité de gauche, l'un pour l'installation d'un village d'insertion de Roms dans le 16e arrondissement et un autre plus large appelant à ce qu'une expertise soit menée pour créer des villages d'insertion dans Paris, et en particulier dans l'Ouest parisien.

Vous conviendrez que ces déclarations sont pour le moins floues et méritent à tout le moins un certain nombre de précisions. D'abord l'Ouest parisien, c'est large et il faut savoir ce que l'Exécutif entend par cette démarche et ce qu'elle compte faire notamment dans le 15e arrondissement.

Dois-je rappeler en effet qu'en ce qui concerne le 15e arrondissement, nous disposons déjà de structures d'accueil, que ce soient des structures d'urgence ou des structures d'insertion et de stabilisation : quatre centres pour l'urgence, sept centres pour la stabilisation. Quant à l'utilisation de logements vacants, je rappelle que, d'ores et déjà, nous avons près de 9.000 personnes inscrites dans le 15e pour une demande de logement social.

Compte tenu de tous ces éléments, ce vœu demande un certain nombre de précisions, d'informations sur ce que l'Exécutif a souhaité dire lors du précédent débat.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Madame TROSTIANSKY, vous avez la parole.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, nous sommes en train de dresser avec l'Etat la liste et les adresses qui pourraient être utilisées dans le cadre du plan hivernal pour y accueillir des personnes sans abri.

Grâce à la mobilisation des services de la Ville et des bailleurs, nous espérons pouvoir proposer au financement de l'Etat un certain nombre de sites qui permettront d'augmenter l'offre d'hébergement.

Comme je l'avais déjà indiqué, notre recherche porte sur l'ensemble du territoire parisien, pour que l'offre soit la mieux répartie possible, tous les arrondissements devant se montrer solidaires.

Alors dès que les études techniques auront permis d'identifier les adresses mobilisables rapidement, nous ne manquerons pas d'en informer les maires d'arrondissement. Pour l'instant, on n'en est pas encore là. La Ville va être évidemment attentive à ce que ces centres puissent accueillir les personnes les plus fragiles, notamment les familles à la rue, quelle que soit leur origine.

Sur chacun de ces sites les maires d'arrondissements seront donc informés et nous espérons que les services locaux participeront à l'insertion des personnes.

Je me réjouis particulièrement que les élus du 15e arrondissement après avoir opposé une farouche résistance à l'ouverture des centres d'hébergement, notamment rue Oscar-Roty, reconnaissent à présent leur utilité. Alors que la présence de ces centres semble à peu près acceptée, je crois entendre une certaine réticence à ce que des familles en grande précarité puissent être hébergées sur ce territoire.

Je connais aussi l'opposition du maire d'arrondissement en personne à la scolarisation d'enfants de familles SDF au mépris de la loi et à la stupéfaction des associations qui accompagnent les familles dans leurs démarches.

Monsieur le Maire, j'espère et j'ose espérer que le maire du 15e arrondissement, dans l'hypothèse où des familles sans abri seraient hébergées dans son arrondissement, leur réserve le meilleur accueil en leur offrant les possibilités de s'insérer.

Monsieur le Maire, je ne peux donner une réponse favorable à ce vœu, dans la mesure où la décision finale sera prise par l'Etat, et non pas la Ville, et j'espère cependant avoir répondu aux interrogations et je vous propose évidemment de retirer votre vœu, faute de quoi je proposerais un avis défavorable de l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur MENGUY, vous retirez votre vœu ?

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Je ne le retire pas et je voudrais faire une explication de vote suite aux propos que Madame a tenus…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Théoriquement vous n'avez pas le droit mais très rapidement.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Parce qu'il y a un certain nombre d'inexactitudes.

D'abord, je ne crois pas que nous soyons opposés - il ne faut pas nous taxer d'inhumanité, Madame - à ce que les familles les plus en détresse soient accueillies dans des structures. Si vous prenez le cas du centre d'hébergement pour d'autres types d'accueil Oscar-Roty, ce n'était pas le problème de l'opportunité de mettre un centre d'accueil, Madame, c'étaient les conditions.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous n'allons pas recommencer le débat.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Cela a été évoqué, donc je réponds, parce que peut-être qu'elle n'a pas eu les bonnes informations. C'étaient les conditions d'ouverture de ce centre, l'information qui a été donnée aux riverains et

tous les problèmes que nous vous avons fait remonter qui ont été liés à cette ouverture, notamment sur les horaires d'ouverture.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous avons compris que vous ne retirez pas votre vœu.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Vous ne pouvez pas dire ce que vous avez dit sur l'attitude des élus du 15e.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Vous ne retirez pas votre vœu et je le mets aux voix.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - A partir du moment où des choses fausses sont dites, la moindre des choses est de pouvoir préciser un certain nombre de chose. Puis nous n'avons pas attendu les leçons de l'Exécutif pour avoir le plus possible de soutiens.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Redonnez la parole à Mme TROSTIANSKY.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Les enfants du 15e arrondissement de parents SDF sont exclus d'un certain nombre d'écoles du 15e arrondissement et je maintiens mon propos.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2013 CAS 5 - Revalorisation des plafonds d'attribution d'aides sociales facultatives conditionnées au montant d'imposition et revalorisation du montant des aides au logement du règlement municipal.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous procédons maintenant à l'examen du projet de délibération CAS 5 concernant la revalorisation des plafonds d'attribution d'aides sociales facultatives et revalorisation du montant des aides au logement, sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé les amendements n^{os} 22, 23 et 24.

La parole est à Mme Catherine BRUNO.

Mme Catherine BRUNO. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, à l'offensive fiscale nationale, à l'assaut de taxes et d'impositions lancés par le Gouvernement, vous répondez en brandissant un bouclier aux vertus protectrices, ultime armure d'Achille affrontant le torpillage du pouvoir d'achat des Parisiens.

Ce traitement palliatif que vous leur proposez peine à soulager les maux engendrés par une politique confiscatoire qui confond rigueur et iniquité.

Votre critique à demi-mot, votre désaveu à peine voilé des mesures prises au sommet de l'Etat contrastent avec la fougue et la vigueur de votre première adjointe fustigeant la limite franchie en matière de fiscalité et le ras-le-bol des habitants de la capitale.

C'est donc avec la sobriété qui vous caractérise que vous vous posez en dernier rempart, défendant les intérêts des ménages parisiens par le biais de mesures de revalorisation des plafonds d'attribution et du montant des aides extra-légales qui leur sont versées.

Louable combat que nous n'avons cessé d'encourager, mais qui paraît truqué d'avance tant ce soubresaut s'avère tardif et velléitaire.

Vous proposez ainsi de maintenir le dispositif des cartes Navigo, Emeraude et Améthyste pour les seniors devenus imposables en 2013, alors même que vous avez, de votre propre initiative, mis fin à la gratuité de l'attribution de ces cartes de transport.

Souvenez-vous, c'est grâce à vous que les Parisiens âgés de plus de 65 ans doivent désormais s'acquitter d'une participation annuelle de 40 euros et il s'en est fallu de peu, d'un vœu du groupe PC/PG pour être exact, pour que les bénéficiaires des minima sociaux ne dussent contribuer à hauteur de 20 euros.

Après le poison, vous dispensez le remède, Monsieur le Maire.

Quel pacte de dupes, quel hypocrite serment d'Hippocrate ! Mais vous semblez vous satisfaire de prodiguer les soins indispensables aux afflictions que vous avez engendrées et c'est avec constance que vous avez, de la sorte, rejeté nos vœux réclamant le maintien du principe de gratuité pour les usagers en situation de handicap.

Que penser de votre semi revirement, de votre quasi volte-face ?

Vous prétendez toucher quelque 300.000 Parisiens quand nous vous enjoignions de vous adresser à leur ensemble. Un plus grand nombre eut en effet été impacté par une diminution des taux de taxe d'habitation et de taxe foncière, dont l'Exécutif parisien a la maîtrise.

Mais, sous couvert de taux parmi les plus bas de France, vous refusez catégoriquement de toucher à ce Saint Graal, à cette manne de plus de 3,2 milliards en 2012 qui dissimule la plus forte augmentation du taux d'imposition locale depuis 2007.

Que représentent, en contrepoint, les 10 millions d'euros que vous accordez aux Parisiens à titre exceptionnel ?

De fait, les divers dispositifs prévus par votre parapluie social concernent un peu plus de 42.000 Parisiens qui voient leurs rangs artificiellement gonflés par les usagers des équipements municipaux dont les tarifs seront gelés en 2014.

Ce que vous consentez à accorder, le groupe U.D.I. le demande avec constance depuis des années, tandis que, à chaque revalorisation annuelle des tarifs municipaux des cantines, des centres de loisirs ou encore des conservatoires, le groupe exige a contrario une stabilisation.

Enfin, de quels outils juridiques userez-vous pour qu'une simple incitation à la tempérance et à la raison se transforme en un engagement concret de la part des bailleurs sociaux, publics ou privés, auxquels vous souhaitez écrire ?

Ne devrez-vous pas vous contenter du bon vouloir du Gouvernement qui recommande, par circulaire, le pourcentage d'augmentation annuelle des loyers ?

Votre correspondance ne relèverait-elle pas davantage d'une supplique à l'égard du Premier Ministre ?

Vous l'aurez compris, mes chers collègues, ce plan de soutien du pouvoir d'achat des Parisiens pèche par insuffisance, retard et manque d'ambition.

J'admets néanmoins qu'il tombe à pic, permettant à la Municipalité de prendre ses distances vis-à-vis d'un Gouvernement par trop impopulaire, tout en vous conférant la stature d'homme providentiel.

Je crains cependant qu'il faille nous satisfaire de peu, c'est la raison pour laquelle le groupe U.D.I. votera en faveur de ces menues concessions faites aux Parisiens, en attendant une véritable refonte fiscale.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Madame CHÉRIOUX de SOULTRAIT, vous avez la parole.

Mme Joëlle CHÉRIOUX de SOULTRAIT. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Le projet de délibération que nous étudions actuellement est un projet de délibération qui prévoit la revalorisation, je le rappelle, des plafonds d'attribution d'aides sociales facultatives conditionnées au montant d'imposition et la revalorisation du montant des aides au logement.

Ce projet de délibération relève, quand on y regarde de plus près, tout simplement de l'affichage et du clientélisme.

En effet, à la lecture de son intitulé, j'ai pensé naïvement avoir été entendue et je m'attendais à une véritable revalorisation des plafonds donnant accès à certaines aides servies par le C.A.S.V.P. Or, il n'en est rien.

En réalité, que nous propose-t-on ?

Pour les aides au logement, un simple saupoudrage. Vous allez, Monsieur le Maire, dépenser rien moins que 2,6 millions d'euros mais qui, au bout du compte, vont se transformer entre 4 et 6 euros par mois pour les quelque 35.000 familles concernées qui, d'ailleurs, sont toujours les mêmes et ce sont une fois de plus les personnes âgées qui sont les moins gratifiées puisque les 3.388 personnes éligibles, ces personnes de plus de 65 ans à l'aide "Paris Logement", ne toucheront que 4 euros mensuels.

Or, le problème n'est pas tant d'augmenter ces aides, mais de permettre aux oubliés de votre politique - et ils sont de plus en plus nombreux, compte tenu notamment des conséquences dramatiques liées à la politique du Gouvernement - c'est-à-dire ceux dont les revenus sont supérieurs à 1.100 euros mensuels, mais qui sont en dessous du revenu médian, je le rappelle, qui est de 12.000 euros, de pouvoir compter sur un minimum d'aides de notre collectivité, en fait ces classes moyennes très modestes qui subissent plus que quiconque les effets dévastateurs de votre pression fiscale.

Vous avez créé "Paris Logement" pour aider ceux dont le loyer représente plus de 30 % de leurs revenus mensuels et c'était une bonne idée, mais le plafond d'accessibilité est désespérément trop bas.

Je le redis : comment vivre décemment aujourd'hui à Paris avec une petite retraite, dans une ville où, en partie d'ailleurs grâce à vous, le mètre carré moyen en location est de 25 euros et que les bailleurs demandent un revenu trois fois supérieur au loyer, tout cela avant de se nourrir, payer ses impôts et ses charges courantes ?

Mais, vœu après vœu de notre groupe, vous restez autiste à nos demandes, niant une réalité qui ne vous dérange pas.

Ces Parisiens, ce sont les mêmes d'ailleurs qui, depuis un an, ont perdu la gratuité de la carte Emeraude lors du passage au système Navigo. Les mêmes aussi qui ont été les victimes de votre réforme du barème d'accessibilité.

Que l'on en juge, ce sont près de 16.000 personnes, soit environ 7 % des bénéficiaires, qui sont sorties du dispositif en un an. On est loin de vos effets oratoires sur la justice et l'égalité, car ces Parisiens, ce ne sont pas les riches que vous stigmatisez si souvent, mais des Parisiens modestes qui ne sont pas assez pauvres pour vous intéresser.

Votre tropisme du tout social vous rend aveugle à la détresse montante des classes moyennes, mais cela, vous refusez de l'admettre.

Pourquoi, alors que vous revalorisez le barème pour le renouvellement des passes Navigo, ce qui, entre parenthèses, ne vous coûte rien et ce que vous vous gardez bien de dire, c'est l'affichage qui compte, on le sait, pourquoi donc ne pas revaloriser le barème pour la première demande, un barème qui était déjà inférieur à celui du renouvellement, 2.028 euros pour la première demande, 2.287 pour le renouvellement et qui passe aujourd'hui à 2.430 euros.

Vous prétendez vouloir rééquilibrer les effets de la conjoncture sur les Parisiens, vous prétendez prendre des mesures de correction et de soutien, mais, une fois de plus, c'est une aide sélective, une aide sélective qui laisse de nombreux Parisiens sur le bord de la route par idéologie et par clientélisme.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur CARON-THIBAULT, vous avez la parole.

M. Gauthier CARON-THIBAULT. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, je crois que nous ne prétendons pas, mais que nous faisons.

Dans un contexte économique marqué par la crise et grevé par la politique économique injuste et inefficace du Gouvernement précédent, de nombreux Parisiens sont aujourd'hui confrontés à des difficultés en matière de pouvoir d'achat.

10 années de mauvaise gestion de la droite ont contraint le Gouvernement de Jean-Marc AYRAULT à préparer un budget 2014 permettant à la France le rétablissement de ses comptes et de retrouver des marges de manœuvre nécessaires, induisant une hausse nationale des impôts. Cette augmentation des impôts, stratégie gouvernementale assumée, visant à redresser la croissance et l'emploi, aura des conséquences sur le portefeuille des Parisiennes et des Parisiens.

Face à cette situation, le Maire de Paris a annoncé quelques jours avant le Conseil de Paris du mois d'octobre dernier sa volonté de mettre en place des mesures visant à créer un véritable bouclier social pour les Parisiens afin d'amortir les conséquences de la crise et les effets de certaines mesures fiscales nationales.

Au nom du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, j'ai interrogé au cours du dernier Conseil de Paris l'adjoint au Maire de Paris chargé du budget et des Finances, afin qu'il nous éclaire quant aux mesures concrètes qu'il souhaitait prendre en direction des Parisiens fragilisés par ce contexte.

Aujourd'hui, les précisions qui avaient été portées à la connaissance de notre assemblée prennent forme.

Tout d'abord, concernant les usagers bénéficiaires des prestations d'aide sociale propres à Paris et dont les revenus ont progressé d'un montant équivalent à celui de l'inflation. Afin que des milliers de Parisiens ne soient pas évincés de leurs droits au 1er janvier 2014, le barème d'attribution du renouvellement des prestations Navigo Emeraude - Améthyste, Paris Energie et Allocations familiales pour le maintien à domicile d'un parent isolé évolue.

Par ailleurs, et afin de compenser le gel des allocations logement versées par la C.A.F., les aides versées par le C.A.S.V.P. relatives au logement seront revalorisées de 5 %. Quand on sait que le logement constitue pour les ménages parisiens le premier poste de dépenses eu égard aux prix élevés pratiqués historiquement dans notre capitale, on imagine aisément ce qu'elle apportera dans le quotidien des 40.000 foyers percevant une aide de Paris : un peu plus de sérénité.

De même, alors qu'il est coutume tous les ans de revaloriser au niveau de l'inflation des tarifs municipaux de certains services, comme les cantines, les conservatoires ou les centres de loisirs, 2014 se fera sans, mais nous assumerons néanmoins la charge et la garantie de leur qualité.

L'engagement et la mobilisation de notre collectivité aux côtés des Parisiennes et des Parisiens sur lesquels les effets de la crise ne resteront pas indolores est ainsi à saluer.

Je ne peux alors que me réjouir et me satisfaire de voir la rapidité à laquelle se concrétisent les revalorisations annoncées le mois dernier et qui permettront aux Parisiens de maintenir leur niveau de vie avec un pouvoir d'achat stabilisé, signe d'un Centre d'action sociale qui fait preuve tous les jours de sa compétence au service des Parisiennes et des Parisiens.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur MENGUY, pour 3 minutes ?

M. Jean-Baptiste MENGUY. - J'ai 3 minutes par amendement ; je vous propose de faire une seule intervention qui ne durera pas 9 minutes, peut-être 8 minutes 30.

C'est toujours avec beaucoup d'intérêt que j'écoute les élus de la majorité municipale, les jours pairs, soutenir le Gouvernement et la politique menée par le Premier ministre, et les jours impairs, dire qu'il faut changer ce même Gouvernement. Cela vaut pour l'éducation et les rythmes scolaires, cela vaut pour la politique fiscale, cela vaut maintenant pour la politique sociale.

Comme, aujourd'hui, nous sommes un jour pair, il faut croire que demain, vous changerez d'avis.

Le résultat est que, par rapport aux leçons que vous donnez, vraisemblablement, il y a quelque chose que vous n'entendez plus : ce sont les Parisiens et, plus généralement, les Français. Il y a vraiment un malaise qui se retrouve partout, et en particulier chez les plus défavorisés, en particulier chez les seniors. Votre autosatisfaction permanente démontre que vous ne voyez pas cette réalité.

C'est la raison pour laquelle, nous avons, comme cela a été dit excellemment par Joëlle CHÉRIOUX de SOULTRAIT, fait un certain nombre de propositions et de prises de position par rapport à cette politique directement liée à la baisse du pouvoir d'achat des Parisiennes et des Parisiens et des personnes éligibles à la carte Améthyste.

Les trois amendements que nous avons proposés tentent de compenser ce manque à gagner, notamment en proposant de revaloriser le seuil utilisé pour fixer le niveau de participation de la carte Emeraude - Améthyste, également pour revenir sur la franchise de 40 euros qui, vous en conviendrez, est complètement anachronique, notamment par rapport à ce qui vient d'être dit précédemment, et, enfin, sur une proposition qui avait été faite… On nous dit : "on ne dit pas, on agit" ; là, c'est la preuve que ce n'est pas vrai, puisqu'on attend toujours que les conjoints survivants d'anciens combattants soient également parties intégrantes du dispositif de la carte dont le texte fait mention.

Voilà les trois amendements. Vous pouvez ou pas les voter, je crois que c'est un geste important, un geste social vers cette catégorie de Parisiennes et de Parisiens qui en a vraiment besoin aujourd'hui.

Si j'entends le bouclier social que vous vantez, alors même que vous ne soutenez pas la politique de votre majorité, en tout cas, votez ces trois amendements, parce que je crois qu'au-delà des contingences partisanes,

politiques et de campagne, c'est bien la moindre des choses que nous pouvons rendre aux seniors et aux personnes les plus défavorisées.

Permettez-moi, Monsieur le Maire, puisque j'ai encore du temps, de revenir sur le débat précédent par rapport à ce que Mme TROSTIANSKY a dit sur la déscolarisation des enfants dans le 15e.

Madame TROSTIANSKY, je suis désolé de vous dire deux choses.

D'abord, si vous regardiez un petit peu, avec plus d'attention, ce qui se fait sur la scolarisation des enfants dans le 15e arrondissement, vous verriez que les demandes sont traitées au cas par cas, qu'il n'y a pas de stigmatisation d'enfants en fonction de telle ou telle famille, mais que, parmi les critères, et je crois que c'est difficile de contredire ce critère, le critère de la domiciliation dans l'arrondissement n'est pas un critère plus idiot que d'autres, et donc, s'il y a des cas de refus, c'est effectivement parce que ce sont des familles qui ne sont pas domiciliées dans le 15e arrondissement, compte tenu de l'état des écoles du 15e arrondissement, compte tenu des demandes, oui, cela fait partie des critères objectifs, qui valent ni plus ni moins que d'autres critères, mais plutôt que de nous balancer ce genre d'arguties qui n'ont pas beaucoup d'effet, attachez-vous vraiment à la réalité des faits.

D'ailleurs, Madame TROSTIANSKY, je crois que c'est un peu court de votre part, quand vous faites partie d'un parti politique qui siège au sein du Gouvernement et qui ne se prive pas en matière d'enfants Roms scolarisés, d'aller les chercher directement dans les bus pour les ramener dans leur pays. Je crois qu'en la matière, vous n'avez plus beaucoup de leçons à nous donner ; déjà que vous n'en aviez pas beaucoup, mais là, pour le coup, vous n'en avez plus aucune.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - On va peut-être s'arrêter là.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - On s'arrête, Monsieur le Maire… Je peux faire trois fois trois minutes. Ce n'est pas la peine de me dire d'arrêter ; sinon, à ce moment-là, on fait trois fois trois minutes, on y passe la soirée, cela ne me dérange pas, mais je n'ai pas besoin de vos jugements de valeur en tant que président de séance sur ce que peuvent dire les élus de la majorité et les élus de l'opposition...

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je ne porte pas de jugement de valeur sur ce que vous dites. Si j'en portais, ce serait très grave.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - En m'interrompant, Monsieur le Maire, c'est exactement ce que vous faites.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Vous avez fini.

Merci.

Je donne la parole à Mme TROSTIANSKY.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Monsieur le Maire, j'ai dit tout à l'heure qu'on pouvait échanger nos dossiers et voir, effectivement, que quand il y a des refus de scolarisation, c'est avéré, et donc les choses sont très claires.

Pour revenir au projet de délibération du Centre d'action sociale, je voulais vous dire, et à l'ensemble des intervenants, qu'on est dans une situation qui incite aujourd'hui à des réponses immédiates, au-delà des querelles idéologiques et dans l'intérêt de tous et de toutes.

Les efforts de l'Etat sont significatifs pour rétablir l'équilibre des finances publiques et la préservation du service public, et nous, sur Paris, nous agissons évidemment de manière complémentaire, dans les champs de compétence qui sont les nôtres, pour lutter contre la vie chère, à commencer par le transport ou le logement.

Ce qui nous intéresse, évidemment, c'est de préserver la capacité des locataires modestes à payer leur loyer, et c'est vraiment un des enjeux forts de ce projet de délibération, qui consiste à pallier la stagnation des aides au logement de la Caisse d'allocations familiales, à préserver le niveau d'aide aux plus modestes et à renforcer la lutte contre l'endettement locatif.

Presque 40.000 foyers vont être soutenus par notre collectivité au titre de Paris Logement, de Paris Logement Famille et Paris Logement Famille Monoparentale.

A cette mesure, s'ajoute la demande du Maire de Paris à tous les bailleurs sociaux de faire un effort substantiel pour rechercher une stabilisation des loyers en 2014 pour l'ensemble des locataires, et c'est vrai que, Monsieur le Maire, on constate que les difficultés quotidiennes liées au paiement du loyer ou des factures d'énergie sont

devenues le premier élément déclencheur des nouvelles demandes d'aide qui sont adressées aux Centres communaux d'action sociale.

Cette hausse des impayés n'épargne pas Paris.

En modifiant le barème d'attribution du renouvellement des prestations d'accès au transport, à l'énergie et en revalorisant les aides au logement versées par le C.A.S.-V.P., nous permettons d'assurer la continuité du versement des prestations sociales facultatives, versées aux bénéficiaires qui pourraient en être privés par le gel des barèmes de l'impôt sur le revenu.

Donc, ce projet de délibération rappelle vraiment l'importance de notre action pour favoriser la diversité et la justice sociale et, comme je l'ai fait tout à l'heure, prévenir l'endettement locatif et les expulsions.

Je voulais vraiment remercier les services du Centre d'action sociale de la Ville de Paris et son directeur, qui est présent dans notre assemblée, qui assurent la maîtrise technique des revalorisations des aides et plafonds d'attribution avec la plus grande rigueur.

Mes chers collègues, je vous propose un avis favorable sur ce projet de délibération, de manière à poursuivre sur notre territoire des actions solidaires et innovantes en faveur des Parisiens et des Parisiennes.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Bien, mais, Madame CAPELLE, c'est vous qui donnez aussi l'avis sur les vœux ?

Mme Liliane CAPELLE, adjointe. - Monsieur le Maire, ce ne sont pas des vœux, ce sont des amendements.

Je ne redirai pas tout ce qu'a dit excellemment ma collègue Olga TROSTIANSKY et je m'associerai volontiers une deuxième fois aux remerciements et aux félicitations au directeur général du C.A.S.-V.P. et à toutes les équipes qui ont travaillé véritablement en tenant compte, évidemment, de ce qu'est le service public au service du public. C'est dans ce sens que nous avons travaillé.

Je voudrais ne pas vous assommer : j'ai quatre chiffres à vous donner.

Enfin, trois plus exactement, pour ce qui concerne les seniors quand j'entends dire qu'on les laisse de côté.

Les titres de transport, c'est 53.812.080 euros. Je veux dire que, même avec les 40 euros, même avec toutes les critiques que vous avez pu faire, cela reste le système le plus favorable d'Ile-de-France.

L'aide au maintien à domicile des personnes âgées : 1.822.536 euros.

Paris Logement P.A.-P.H., Madame CHÉRIOUX de SOULTRAIT, vous avez dit : "On les laisse de côté". Ce sont 4.044 personnes qui sont entrées dans l'aide au logement, qui n'y avaient pas droit avant. Cela représente 4.033.757 euros. Je ne crois pas que l'on puisse parler de "peccadilles".

Ceci étant pour les chiffres.

Pour le premier amendement, sur le relèvement des seuils, nous allons vous donner un avis défavorable, puisque nous avons fixé ces seuils pour les Parisiens âgés ou en situation de handicap, afin qu'ils ne sortent pas du dispositif, donc, évidemment, je demanderai que soit vous le retiriez, soit que nous votions contre.

Sur la gratuité, je ferai la même remarque : c'est un débat que nous avons déjà eu, que je ne veux pas et que je ne trouve pas pertinent de remettre en avant maintenant. Pourquoi ? Parce que vous avez décidé que nous sommes dans une période où il faut le demander, mais moi, je vous demande, à vous aussi, si, avec 1 milliard de moins sur un budget, vous pouvez remettre toutes les gratuités : on le verra !

Cet amendement, pareil : je vous demande soit de le retirer, soit je vous donnerai un avis défavorable.

Quant à l'amendement concernant les veuves d'anciens combattants, je vous signale que je vous avais dit le mois dernier que ce projet de délibération interviendrait au mois de décembre. Il interviendra au mois de décembre. D'ailleurs, il y a un communiqué du Maire qui est arrivé pour le signaler.

Donc, cet amendement n'a aucune raison d'être, puisque ce que nous avons dit, nous le faisons.

C'est d'ailleurs la réalité de tout ce projet de délibération : nous savons réagir en temps opportun et comme il le faut pour répondre à celles et à ceux qui sont les plus en difficulté.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je présume que vous ne retirez pas vos amendements ? Donc, nous passons au vote.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 22 déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 22 est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 23 déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 23 est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 24 déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 24 est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération CAS 5.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstention ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2013, CAS 5).

Nous suspendons la séance pour ce soir et reprise demain à 9 heures.

Merci. Bonne soirée.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue le mardi 12 novembre 2013 à vingt heures cinq minutes, est reprise le mercredi 13 novembre 2013 à neuf heures quarante minutes, sous la présidence de M. le Maire de Paris).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, nous reprenons nos travaux.

2013 DASCO 152 - Transformation des lycées municipaux en établissements publics locaux d'enseignement et conclusion, avec la Région Ile-de-France, d'un protocole d'accord concernant ces établissements.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DASCO 152 relatif à la transformation des lycées municipaux en établissements publics locaux d'enseignement et conclusion, avec la Région Ile-de-France, d'un protocole d'accord concernant ces établissements.

Je donne la parole à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Cela va être très court.

Vous savez qu'il y a un projet de réorganisation des lycées professionnels à Paris, certaines emprises vont donc être libérées et nous aimerions avoir des garanties, et, si possible, même un peu plus, des informations sur les projets concernant ces emprises, dont nous souhaitons qu'elles restent exclusivement réservées à des activités soit scolaires, soit dans le domaine de l'enseignement.

Merci.

(M. Mao PENINOU, adjoint, remplace M. le Maire de Paris au fauteuil de la Présidence).

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à Mme Colombe BROSSEL pour la réponse.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Merci beaucoup, Monsieur CONTASSOT, et merci pour la vigilance de votre groupe sur ce sujet important.

Permettez-moi, dans ma réponse, de répondre à une question que vous ne m'avez pas posée d'abord, avant de répondre à votre interrogation, de redire en quelques mots que le protocole d'accord qui passe devant notre assemblée et qui sera soumis à l'assemblée régionale est un protocole d'accord important, puisqu'il vient conclure la longue démarche de concertation, et nous avions eu l'occasion d'échanger à ce sujet, d'ailleurs, en Conseil, qui va permettre aux 12 lycées municipaux parisiens de pouvoir réintégrer le droit commun, et donc être - pardon pour le jargon - E.P.L.isés et retrouver le mode de fonctionnement des lycées régionaux.

C'est l'aboutissement d'une longue démarche de concertation, organisée notamment par la Région Ile-de-France et Henriette ZOUGHEBI, la Vice-présidente en charge des lycées, que je remercie vraiment pour la façon dont on a pu conduire ces travaux. C'est une bonne nouvelle pour les lycées municipaux, qui vont donc pouvoir fonctionner de la même façon que leurs collègues, c'est une bonne nouvelle pour les élèves des lycées municipaux, qui vont, là aussi, pouvoir bénéficier de ce retour dans le droit commun.

C'est une bonne nouvelle pour Paris, parce que nous sommes arrivés, mais cela n'a pas fait l'objet de débats compliqués avec la Région Ile-de-France, à faire valoir le fait que notre Ville devait conserver une offre de formations professionnelles et technologiques, car notre Ville a besoin que des lycées professionnels et des lycées technologiques existent et puissent proposer des formations à de jeunes parisiens, donc l'aboutissement d'un long travail dont je me félicite.

Nous avions eu l'occasion de l'évoquer, mais je vous apporte toutes les garanties, de la Région, si Henriette ZOUGHEBI me permet de parler en son nom, de notre assemblée et de la Ville de Paris, sur le fait que s'il devait y avoir, et dans le protocole, les établissements concernés sont ciblés, puisque toute décision éventuelle de modification ou de regroupement a été soumise à l'approbation des Conseil d'administration de chacun des établissements, et ce sont donc des décisions approuvées par les Conseil d'administration qui sont évoquées et uniquement celles-là, évidemment, l'ensemble des locaux qui pourraient être libérés par des réorganisations de lycées, leur utilisation serait garantie à usage scolaire.

Les besoins, que ce soit en termes de capacité d'accueil du premier, du second degré, ou en places d'internat, sont des besoins importants dans notre ville, des besoins que nous partageons avec la Région Ile-de-France et donc, il n'y a, de ce point de vue-là, aucun souci puisque la Région et la Ville de Paris sont, en effet, tout à fait en accord sur ce sujet, et donc, les bâtiments libérés resteront bien à vocation scolaire.

Je conclus en vous disant que je serai ravie que le protocole d'accord en tant que tel soit approuvé par nos collègues ce matin. Cela permettra de pouvoir lancer le mouvement important d'E.P.Lisation des lycées municipaux parisiens.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 152.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DASCO 152).

2013 DASCO 182 - Annulations (468.928 euros) et attributions (191.732 euros) de subventions et nouvelles conventions avec onze associations pour des projets d'animation culturels ou pluridisciplinaires mis en œuvre dans les écoles publiques maternelles et élémentaires parisiennes au titre de l'aménagement des rythmes éducatifs (ARE).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux ateliers périscolaires.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DASCO 182 relatif à l'aménagement des rythmes éducatifs (ARE), sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé le vœu référencé n° 25 dans le fascicule, qui y est rattaché.

Je vais donner la parole successivement à Mme Catherine BRUNO, M. Jean-Baptiste MENGUY et Mme Danièle SIMONNET, pour 5 minutes chacun.

Madame Catherine BRUNO ?

Mme Catherine BRUNO. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, vous ne pouvez plus nier l'évidence : l'application de la réforme des rythmes éducatifs n'est ni sereine ni satisfaisante. C'est un désastre que vient confirmer, s'il en était encore besoin, le courrier adressé au directeur académique émanant de 423 des 662 directeurs d'écoles parisiennes.

Vous êtes parvenu à une double prouesse, Monsieur le Maire, consistant, d'une part, à vous aliéner 64 % de ces chefs d'établissement et, d'autre part, à travestir un état de fait catastrophique en arguant d'un climat prétendument apaisé.

Votre Première adjointe s'est faite le VRP d'un aménagement avorté, à grand renfort de pensées positives.

Nous avons suivi hier la mobilisation sans précédent d'une grande partie des agents chargés de l'organisation des activités périscolaires en grève, qui témoignent du désarroi et du dénuement dans lesquels vous avez plongé ces personnels, faute de les avoir dotés des moyens nécessaires.

C'est toute l'organisation des activités périscolaire, à savoir ateliers, études, goûters, Ateliers Bleus mais aussi de la cantine, qui s'en trouve ainsi totalement perturbée. Et que rétorquez-vous à cela ? La promesse d'une charte en gestation, répartissant les compétences entre les nombreux intervenants au sein d'un sanctuaire scolaire, désormais profané puisque ouvert à tous.

Plus grave encore, vous confessiez vendredi après-midi, à quelques heures du long week-end du 11 novembre, votre absolue impuissance à mettre en œuvre un service minimum d'accueil, auquel la loi vous astreint pourtant. C'est de la sorte plus de 526 écoles qui étaient dès lors réputées fermées hier mardi 12 novembre.

Cette infraction manifeste révèle l'inaptitude organisationnelle de la Municipalité à accueillir les enfants scolarisés, alors même que l'Exécutif n'a eu de cesse de prétendre faire face aux exigences de recrutement de personnels d'animation et d'encadrement que sous-tendait la mise en œuvre de l'A.R.E.

Possibilité de mobiliser et de recruter des milliers d'agents, d'une part, et incapacité d'assurer un accueil minimal des enfants lors des grèves, d'autre part : cette dichotomie ne serait-elle pas l'émanation d'une opposition idéologique à un principe à l'origine duquel vous êtes étranger ou bien serait-ce l'expression d'une mauvaise foi velléitaire ?

J'avais déjà eu l'occasion de souligner, dès octobre 2008, à l'occasion d'une question d'actualité, que vous envoyiez un message de désintérêt et d'abandon à ces familles parisiennes, que vous poussiez à se perdre, comme chaque fois, dans les aléas du système D. Dans le méandre des responsabilités intriquées qui peinent à être démêlées, vous persistez dans votre refus d'accueillir les petits Parisiens qui, pour les plus chanceux d'entre eux, ont saisi l'opportunité d'un week-end prolongé mais dont beaucoup d'autres ont pâti de vos entêtements, n'ayant pas de parents susceptibles de poser des congés ou de solliciter un service de garde ponctuelle.

Conditions de sécurité mal assurées, niveau d'hygiène dégradé des locaux, succession d'adultes : les doléances pleuvent, tandis que les défaillances d'associations se multiplient. C'est notamment ce dont témoigne ce projet de délibération qui nous est soumis, annulant quelque 277.196 euros, qui ne seront de la sorte pas versés au

titre de l'A.R.E., soit 3,6 % du total des subventions destinées aux partenaires associatifs et non associatifs organisant des ateliers périscolaires.

Ces défections viennent s'ajouter aux près de 500 ateliers préalablement déprogrammés.

Je m'interroge, par conséquent, sur les raisons qui président aux décisions de retrait de ces associations. Les Parisiens et les élus sont mis devant le fait accompli, puisque aucune justification n'est mentionnée. Quels moyens ont été mis en place pour pallier ces carences ? Serait-ce un simple réajustement du volume des interventions en fonction des écoliers inscrits ? Ou bien avez-vous eu besoin de recourir à davantage d'animateurs pour pallier l'absence de partenaires associatifs ?

Monsieur le Maire, ce n'est plus un réajustement qui s'avère nécessaire mais bel et bien une refonte en profondeur.

Certes, le report se révèle inenvisageable, les embauches d'animateurs et d'A.S.E.M. ayant été amorcées et les frais engagés.

Le groupe U.D.I. en appelle néanmoins à votre responsabilité morale et politique pour remédier aux dysfonctionnements majeurs que nous dénonçons avec opiniâtreté.

A ce titre, le projet de budget primitif devra établir clairement, dans un objectif de transparence et de sincérité budgétaire, le coût de la réforme pour la collectivité parisienne, dont il apparaît peu probable qu'il se limite à 24 millions d'euros.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. MENGUY.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur le Maire.

Décidément, les rentrées se suivent et se ressemblent.

Déjà, la rentrée de septembre avait été plus que compliquée, et c'est un euphémisme. Il semble que la rentrée, suite aux vacances d'automne, confirme la tendance qui veut que cette réforme n'est ni faite ni à faire, que les couacs que vous prédisiez avant la rentrée de septembre se sont confirmés, voire se sont démultipliés.

Ce que démontrent les phénomènes de contestation et de grève que nous connaissons cette semaine, hier les agents, demain les enseignants et aujourd'hui, de façon historique, les parents appellent à boycotter l'école pour leurs enfants !

Vous conviendrez que ce n'est pas qu'une vue de l'esprit est que, de toutes parts, le mécontentement se démultiplie.

Il se démultiplie d'autant que, maintenant, ce sont les maires d'autres communes de France qui emboîtent le pas et qui craignent une mise en place d'une réforme mal pensée par un ministre dorénavant candidat aux élections européennes et pour lequel Paris n'est vraiment pas un bon exemple.

C'est d'autant plus un mauvais exemple que cette réforme a été appliquée dans la précipitation par une Première adjointe également candidate et qui a la tête plus aux élections municipales qu'au bien-être des familles parisiennes, et qui, maintenant, nous explique que, finalement, s'il faut appliquer la réforme du ministre, il faut changer le ministre. On comprendra quand même que le syndrome "girouette" est de plus en plus tenace dans les rangs socialistes.

D'autant plus que le Maire de Paris ce matin a exprimé, lui, une position encore différente sur le gouvernement, et donc, on arrive à un résultat assez flou sur la position de l'Exécutif municipal, sur le bienfait d'un gouvernement qu'il est censé soutenir et de réformes qu'il est censé appliquer.

Alors, Madame BROSSEL, dans la presse, hier, vous avez dit : "Il n'y a pas de mauvaise organisation".

Ah ! "Il n'y a pas de mauvaise organisation sur les rythmes éducatifs."

C'est que, vraiment, vous ne devez pas voir la réalité.

C'est que, vraiment, vous n'avez pas dû entendre les agents en grève hier, que vous avez décidé de ne pas entendre les enseignants demain et que les parents aujourd'hui, eh bien, font une action pour rien.

D'autant plus que le projet de délibération qui nous est soumis aujourd'hui vient confirmer, s'il en était besoin, votre échec. Certaines associations n'ont pas pu mettre en place les ateliers pour lesquels elles avaient été désignées. Evidemment, avec le temps si court d'appel à projets que vous leur avez réservé, eh bien, dans la précipitation, elles ont répondu à des appels et, évidemment, la réalité était tout autre avant la rentrée.

Mais désormais la confiance est rompue : comment croire, à l'aune de ce projet de délibération, que les nouvelles associations que vous choisirez soient plus compétentes que les autres ? Comment croire que les animateurs que ces associations vont recruter seront plus compétents que des animateurs déjà en place et qui montrent encore les limites de l'exercice ?

Tiens, je prendrai un exemple, Madame BROSSEL : dans une école parisienne, une animatrice de chinois, qui est de nationalité chinoise, donc qui maîtrise la langue, donne un chocolat aux enfants lorsqu'ils répondent correctement aux questions, dans la plus grande méconnaissance des règles élémentaires de nutrition dans le cadre de l'école, et je ne parle même pas des risques d'allergie des enfants auxquels nous sommes sensibilisés en permanence en tant que parents d'élèves.

Vous conviendrez que la somme de tout cela démontre encore une fois que cette réforme est mal ficelée et doit, pour le coup, être suspendue pour améliorer les choses.

Je voudrais ajouter encore un dernier élément.

Le Maire de Paris a décidé d'écrire aux parents une longue lettre expliquant les bienfaits de la réforme.

Au-delà de l'aspect formel, j'insiste quand même sur la fin du courrier, où le Maire de Paris explique aux parents d'élèves que dans un premier temps ils se sont précipités pour inscrire leurs enfants mais dans un second temps, certains de leurs enfants n'allaient pas aux ateliers et que du coup, ils considéraient que les ateliers étaient un peu à la carte et que du coup, il ne fallait pas s'étonner qu'il y ait des problèmes d'organisation, voire de sécurité.

Je trouve déplorable que le Maire de Paris nous explique noir sur blanc qu'en gros c'est la faute des parents si les ateliers sont mal organisés, qu'ils auraient dû être plus disciplinés et que les questions de sécurité auraient mieux été anticipées si les parents respectaient une réforme pour laquelle ils ont eu très peu d'informations, voire une information laconique.

Le Maire de Paris explique aussi que désormais, pour les maternelles, on laisserait les enfants dormir. Ah ! bien, il serait temps ! Nous sommes quand même mi-novembre. Ce n'était quand même pas une grande découverte de voir que les enfants de maternelle avaient besoin de leur repos de la sieste et que les réveiller était une mauvaise opération.

Il faudra d'ailleurs nous expliquer, si l'on ne réveille pas les enfants, ce que deviennent les ateliers pour ces enfants de maternelle. À partir du moment où on les laisse dormir, ils n'iront plus dans les ateliers et donc ces ateliers ne serviront à rien et donc, les moyens qui sont développés pour ces ateliers sont inutiles !

Enfin, nous avons proposé, dans le cadre de deux vœux que je défends dans la même intervention, d'abord que la Ville mette en place un service minimum d'accueil demain dans les écoles, ce qui est évidemment la moindre des choses.

Et qu'enfin, les élus parisiens aient une liste exhaustive des associations, école par école, avec le nom de l'association, les membres de ces associations, l'atelier et le moment de l'atelier qu'ils assurent.

Et surtout, qu'enfin, il n'y ait pas de dichotomie entre les associations qui ont été soumises au vote en juillet et l'intitulé de leur atelier et les intitulés d'atelier qui sont présentés sur le site de la Ville et présentés également sur les grilles des écoles.

Vous le voyez, Monsieur le Maire, nous sommes encore loin du compte.

Vraiment, tout cela est fait de mauvaise manière.

Vous avez décidé d'épuiser les enfants plutôt que de vous épuiser en concertation, ce qui fait que maintenant le résultat est catastrophique pour les familles.

C'est la raison pour laquelle nous nous opposons à l'organisation de cette réforme, et nous nous opposerons au projet de délibération DASCO 182.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci. Dans votre temps de parole, était donc inclus votre vœu.

Je donne la parole à Mme Danielle SIMONNET, pour cinq minutes maximum.

Mme Danielle SIMONNET. - Merci.

Ce projet de délibération démontre à lui seul à quel point cette rentrée, avec l'aménagement des rythmes éducatifs imposés dans des délais si courts, a été mal préparée, était ni faite ni à faire.

Il nous est demandé de revoir le volume d'intervention des 11 associations dans le cadre des ateliers et de diminuer ainsi les subventions de près de 280.000 euros.

J'aimerais bien savoir dans quelles écoles, à quel endroit, pourquoi, comment cela se passe. Je trouve que le projet de délibération est quand même assez imprécis à ce sujet. Et quelles conséquences pour l'ensemble des élèves et des écoles ?

Avec Alexis CORBIÈRE, je vous le dis, nous nous abstiendrons sur ce projet de délibération, et nous ne souhaitons pas pénaliser, ni les associations concernées ni les élèves ni les écoles, mais exprimer une fois de plus notre désaccord avec cette réforme et la façon dont elle est appliquée.

Il faut que l'on arrête enfin la langue de bois. Non, la rentrée ne s'est pas bien déroulée. Sinon, on n'aurait pas eu la grève qu'on a pu connaître hier et la mobilisation qu'il y aura jeudi prochain.

Il serait temps que les élus socialistes parisiens et le Ministre Vincent PEILLON admettent que l'application de la réforme des rythmes éducatifs est une catastrophe.

Voilà où mène le simulacre de concertation et le passage en force pour l'application à la va-vite de cette réforme. Nous avons une scolarité totalement désorganisée.

Hier, la grève des agents a été fortement suivie (plus de 90 % des écoles), jeudi prochain, ce sera la grève des enseignants.

Je voudrais rajouter qui plus est que ces personnels se sentent totalement méprisés, comme ils l'étaient auparavant sous le gouvernement de Sarkozy.

Je dois rappeler que le Maire de Paris, lors des grandes messes de pseudo-concertation, s'était engagé. Il avait pris formellement l'engagement de dire : "Oui, je plaiderai en faveur d'une revalorisation salariale des enseignants". Où en sommes-nous ? Nous sommes toujours face au gel de l'indice des fonctionnaires et les personnels et les agents de la Ville auraient bien aimé, pour travailler plus, avoir une revalorisation de leur rémunération.

Les enseignants avaient alerté sur les dangers de confusion entre le scolaire et le périscolaire. C'est à l'école, à l'Education nationale et à elle seule, d'assumer la transmission des savoirs.

Mais nous avons pu entendre Mme HIDALGO, qui a promis de renforcer les cours de langue via les ateliers l'an prochain.

Le Gouvernement aurait bien été inspiré de commencer par la remise en cause des programmes de 2008 au lieu de poursuivre cette territorialisation de l'école.

Paris, comme l'ensemble des collectivités, devrait refuser de jouer le jeu du transfert de compétences de l'Etat vers les collectivités locales, car s'il y a bien une cohérence entre la réforme des rythmes, l'acte 3 de la décentralisation et l'amplification des politiques d'austérité, c'est celle de la cohérence libérale, et cette cohérence-là, nous entendons bien la combattre.

L'aménagement des rythmes prétendait lutter contre les inégalités à l'école, mais d'une école à l'autre les inégalités se sont creusées. L'offre et la qualité des ateliers est totalement disparate, et que dire de toutes les communes qui ne peuvent appliquer la réforme faute de moyens et de ressources ?

On ne veut pas de 36.000 situations scolaires inégalitaires ! L'école républicaine doit être la même partout et gratuite.

Et l'an prochain, alors que l'Etat n'aidera plus et que les baisses de dotation se poursuivront, qu'adviendra-t-il de la gratuité ? Nombre de communes savent déjà qu'elles ne pourront pas l'assurer.

Grâce à la mobilisation des agents de la Ville et des parents, le Maire de Paris a embauché et créé une filière animation que nous revendiquions.

Mais le recrutement et le changement des missions des personnels s'est fait avec bien trop peu d'accompagnement et de formation, un sous-effectif persistant, notamment en agents spécialisés des écoles maternelles, en agents techniques de la petite enfance et en animateurs.

Il y a donc urgence de développer la formation et de titulariser !

Car la précarité qui règne n'est ni acceptable pour les personnels ni positive pour la stabilité des équipes et l'intérêt des élèves.

L'aménagement des rythmes prétendait permettre l'ouverture de l'école à d'autres acteurs, notamment de l'éducation populaire, pour favoriser une co-éducation dans la poursuite de l'appel de Bobigny, mais aucun temps de concertation, de réflexion, de coproduction de cette co-éducation dans le respect des missions, et j'insiste sur ce point, le respect des missions et compétences de chacun, n'a été établi.

Les associations partenaires se voient plaquées dans les écoles comme de vulgaires prestataires de service.

De grandes associations, et je pense notamment dans mon quartier à la M.J.C. des Hauts de Belleville, n'ont pas été retenues parce que soi-disant, leurs ateliers seraient trop chers. Donc, on a pris des associations qui avaient des personnels plus précaires, des activités moins coûteuses, donc une moins bonne qualité.

Eh bien, je vous le dis, la Ville de Paris a osé faire également appel à des entreprises privées dans l'enceinte de l'école, lançant le mouvement de la marchandisation de l'école.

Aussi, l'empilement des ateliers dans des locaux scolaires parisiens exigus dégrade fortement les conditions de travail des enseignants, sommés de laisser leur classe, sans offrir pour autant de conditions satisfaisantes pour les animateurs des ateliers.

Mais aucun plan de construction et d'extension des écoles digne de ce nom n'est pour l'instant prévu.

Alors, mes chers collègues, je terminerai : aménager les rythmes est nécessaire, mais pas de cette manière.

Le décret PEILLON doit être abrogé et réécrit. Une grande concertation réelle est urgente. Faire travailler l'Education nationale, le périscolaire et le mouvement éducatif de l'éducation populaire ensemble dans l'intérêt des enfants, c'est possible, mais sans l'austérité et la confusion des rôles, et au service de l'égalité !

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole à Mme Colombe BROSSEL pour la réponse.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire, merci aux différents intervenants.

Je ne reviendrai pas sur les différentes considérations sur la composition du Gouvernement : je pense qu'elles n'appartiennent pas au débat dans cette Assemblée.

Peut-être quelques points d'information ou de réponse à vos différents propos.

Je redis dans cette enceinte, comme je le dis avec constance depuis maintenant plusieurs années : la loi sur le service minimum d'accueil est une loi qui s'impose à notre collectivité et que nous mettons évidemment en œuvre, et je rajoute comme à chaque fois, dans la limite des possibilités d'organisation de cette loi qui, je le répète, est une loi inapplicable et une mauvaise loi. C'est la raison pour laquelle, évidemment, j'appellerai à repousser votre vœu, Monsieur MENGUY. Nous avons eu ce débat maintes fois : il n'a pas évolué.

J'en profite, Madame BRUNO, pour vous informer, parce que manifestement, il y a un tout petit décalage d'information sur ce sujet : la loi sur le service minimum d'accueil ne s'applique pas aux agents municipaux, elle s'applique aux enseignants, et donc, évidemment, la loi sur le S.M.A. ne s'applique pas pour les grèves des agents de la Ville. Il me semble que manifestement, cet élément d'information vous avait échappé, tout comme il a manifestement échappé à Danielle SIMONNET que le Gouvernement s'est engagé à continuer à financer en 2014, via ce qui a été un temps appelé le fonds d'amorçage. Ce financement se poursuivra pour 2014 et les questions que vous posiez sur la question de la gratuité ne s'appliquent donc pas.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - C'est Colombe BROSSEL qui a la parole. Vous reprendrez la parole juste après !

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Vous vous interrogez sur la gratuité en 2014, je vous réponds, il n'y a évidemment aucun souci sur cette question.

J'en profite d'ailleurs pour dire à Mme BRUNO qu'évidemment, l'ensemble des impacts budgétaires seront compris dans le budget 2014 que nous serons appelés à voter au mois de décembre, il n'aura pas échappé à votre sagacité que bien entendu, que ce soit sur l'abondement financier de l'État ou sur la hausse de financement par la Caisse d'allocations familiales, des recettes supplémentaires vous seront également proposées lors de l'examen du budget primitif 2014.

Vous disiez une chose qui n'est pas tout à fait juste, à savoir que les défaillances d'associations se multiplient, nous avons essayé d'être clairs sur ce sujet depuis le début, elles ne se multiplient pas, mais elles nécessitaient de passer devant notre Conseil aujourd'hui d'où la raison de ce projet de délibération.

Les ateliers qui ont donc été de fait annulés ont été remplacés par deux moyens, soit par des animateurs de la Ville de Paris, soit par des associations qui travaillaient déjà avec la Ville de Paris via les marchés et je pense notamment au marché "ateliers bleus".

Trois petits points et j'en aurai terminé, Monsieur le Maire, je rebondis sur ce que disait Mme BRUNO sur le courrier qu'un grand nombre de directeurs d'école ont adressé au Recteur et au DASEN.

Il y a beaucoup de choses justes dans ce courrier, qui émane des directeurs d'écoles. J'ai envie de dire que le titre est déjà important, "l'important c'est l'école". En effet, il est temps pour nous, et c'est bien l'ensemble des discussions que nous avons eues avec notamment les agents de la Ville hier, les mouvements d'ajustement sont en train de se finaliser pour que le périscolaire retrouve une banalisation, si je puis m'exprimer ainsi, dans son organisation qui ne mobilise pas autant que cela a été le cas, notamment les directeurs d'écoles et une grande partie des enseignants. Les directeurs d'école ont été aux côtés des animateurs et des responsables éducatifs de la Ville de Paris, beaucoup heureusement, et je les en ai remerciés. Il est temps maintenant que l'organisation ne prenne plus le pas sur le travail qu'ils ont à effectuer, et donc, de ce point de vue-là, il me semble que ce courrier est important, beaucoup de sujets évoqués d'ailleurs dans ce courrier sont des sujets qui sont derrière eux et derrière nous et il est temps que les directeurs d'école puissent se recentrer aussi sur leurs missions, elles sont tout à fait importantes.

Je termine par deux petits éléments, les derniers, d'abord, je considère, Monsieur MENGUY, mais nous avons un certain nombre de divergences, ce ne sera pas la première, que l'on ne s'épuise jamais en concertation, il est important de continuer à dialoguer, avec les uns, avec les autres, ici dans les arrondissements, dans les écoles, et donc, c'est ce qui continue.

Je note aussi qu'il y a parfois quelques divergences, parfois même au sein d'un même groupe politique entre maires d'arrondissements et intervenants au titre des groupes. J'en veux pour preuve évidemment le vote des différents élus U.M.P. dans les Conseils d'arrondissement, sur ce projet de délibération qui n'a pas partout été dans une totale cohérence avec le vote que vous avez annoncé, Monsieur MENGUY, au nom de votre groupe.

J'en veux pour preuve aussi le fait que les maires d'arrondissement, et le Maire de Paris a reçu l'ensemble des maires d'arrondissement pendant les vacances scolaires, je n'ai plus la date exacte en tête, nous incitent au contraire à continuer à dialoguer, à échanger, et localement, école par école, atelier par atelier, à améliorer encore là où cela a besoin de l'être.

Je vous remercie.

C'est donc la raison pour laquelle bien entendu, parce que les maires d'arrondissement sont informés, parce que les circonscriptions des affaires scolaires sont également au cœur du dispositif, que je ne pourrai accéder à votre demande sur votre deuxième vœu, Monsieur MENGUY.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Avant de soumettre ce vœu au vote, je donne la parole à Mme TACHÈNE pour une explication de vote sur le vœu n° 25.

2 minutes maximum !

Mme Anne TACHÈNE. - Merci, Monsieur le Maire.

A quel immense gâchis êtes-vous arrivés avec cette réforme des rythmes scolaires ?

L'objectif poursuivi était, je le rappelle et je cite le projet de délibération de mars 2013, "le bien-être et la santé des enfants, leur réussite scolaire, la réduction des inégalités, l'amélioration des conditions de travail des personnels de la Ville en proposant aux enfants un temps périscolaire à la fois ambitieux, reposant et correctement articulé au temps scolaire dans le cadre d'un projet éducatif du territoire".

Je n'invente rien, c'est strictement la délibération de mars 2013.

Huit mois plus tard, malgré nos nombreuses remises en garde et la bonne volonté de chacun des intervenants, nous voilà donc contraints d'examiner des vœux parce que la Ville n'a pas voulu nous entendre et envisage avec le rectorat la rédaction d'une charte pour les règles d'utilisation et de bon fonctionnement au sein de l'école.

Comme l'a dit très justement ma collègue Catherine BRUNO il y a un instant, ce n'est plus d'un réajustement dont nous avons besoin, c'est bien d'une refonte en profondeur.

Aussi, je réitère notre volonté au groupe U.D.I. que cette réflexion s'inscrive sur l'année scolaire, sujet aujourd'hui évacué.

Le groupe U.D.I. votera le vœu n° 28 parce qu'il permet de répondre aux nombreux dysfonctionnements dans l'intérêt spécifique des enfants. Mme BROSSEL vient de souligner que l'important c'était l'école, avec cette réforme, nous aurons réussi le tour de force de parler plus du temps qui n'appartient pas à l'école que de l'école elle-même.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 182.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DASCO 182).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au bilan des rythmes éducatifs.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen de vœux non rattachés. Nous commençons par le vœu référencé n° 26 dans le fascicule, déposé par le groupe E.E.L.V.A., relatif au bilan des rythmes éducatifs.

La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI, pour une minute maximum.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est un vœu relatif au bilan à venir sur l'aménagement des rythmes éducatifs et qui concerne plus particulièrement les écoles maternelles.

Nous considérons en effet que la réforme actuelle des rythmes éducatifs doit être une réforme évolutive, qui peut être enrichie au fur et à mesure, afin de répondre au plus près aux besoins des enfants.

Et pour cela, il est nécessaire de consulter étroitement l'ensemble de la communauté éducative sur les ajustements à réaliser au cours de cette année, je pense bien sûr aux parents, mais aussi aux associations, aux personnels de la Ville et à ceux de l'Éducation nationale.

Une problématique spécifique a été soulevée à propos de l'école maternelle, nous avons pu en débattre déjà assez largement, et la Ville a pris l'engagement d'effectuer un bilan de la mise en place de l'aménagement des rythmes éducatifs d'ici la fin du premier trimestre 2013.

C'est la raison pour laquelle nous souhaitons qu'à l'occasion de ce bilan, un temps spécifique puisse être consacré aux écoles maternelles, et qu'à partir du premier semestre 2014, il y ait une concertation avec l'ensemble de la communauté éducative à propos de l'aménagement des rythmes des élèves en maternelle, et qui pourrait, le cas échéant, proposer un aménagement des horaires.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Colombe BROSSEL.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Merci, Monsieur NAJDOVSKI.

Je ne reviendrai pas sur le sujet "maternelle" même s'il est important, mais j'ai eu l'occasion de m'exprimer longuement sur ce sujet, que ce soit lors du dernier Conseil de Paris ou lors du dernier Comité de suivi parisien présidé par Anne HIDALGO le 18 octobre. Comité de suivi où, au-delà des maires d'arrondissement, ceux qui ont souhaité être presents l'étaient et les groupes politiques du Conseil de Paris étaient représentés, donc, je ne reviendrai pas sur le fond de ce sujet. Nous avons eu l'occasion de vous en parler et nous attendons le rapport de l'évaluation effectuée par un cabinet indépendant de la Ville sur la question de la maternelle.

Je souscris globalement à l'esprit de votre vœu, que ce soit sur la question de la maternelle ou sur le besoin de consulter les différents acteurs.

Simplement, il me semble que dans la rédaction telle quelle de votre vœu, vous préemptez un tout petit peu le résultat de cette évaluation indépendante et, voyez-vous, le charme d'une évaluation indépendante c'est que nous n'avons aucune indication de ce qui nous sera proposé par le cabinet indépendant. Il me semblait plus ouvert au regard de cette évaluation mise en œuvre et qui évidemment s'appuie sur des rencontres, des dialogues, des évaluations avec l'ensemble des acteurs concernés, que nous puissions adopter votre vœu en vous proposant de retirer le quatrième alinéa et le troisième considérant pour que, tout en souscrivant pleinement à l'esprit de votre vœu, tant sur la question de la maternelle que sur la question de la concertation avec les différents acteurs, nous ne nous fermions aucune porte par l'adoption de ce vœu.

Voilà donc les deux propositions que je souhaitais vous faire.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur NAJDOVSKI, acceptez-vous ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Oui, j'accepte que le troisième alinéa puisse être retiré. Ce qui est important, c'est à la fois qu'il puisse y avoir ce temps spécifique et également une concertation qui soit menée avec l'ensemble de la communauté éducative, donc ce sera à suivre.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. MENGUY pour une explication de vote.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous allons voter ce vœu mais, pour tout vous dire, c'était un vœu un peu surprise parce que depuis quelques mois les séances du Conseil de Paris sur les rythmes scolaires sont agrémentées de vœux de mon groupe, que nous assumons puisqu'ils sont vraiment très justes, mais aussi de vœux du groupe communiste qui, il me semble, dans les déclarations qu'il avait faites, lors des débats différents sur les vœux et sur les délibérations, avait exprimé une franche opposition au dispositif, argumentant sur l'intérêt de défendre les familles, les agents publics, les enseignants.

Que n'a-t-on entendu de la part du groupe communiste sur ce débat sur les rythmes éducatifs ? Et bizarrement, je constate que ce sont "Les Verts" qui ont emboîté le pas pour cette séance et que les communistes ont adopté le projet de délibération DASCO 182.

Et je note au final que le groupe communiste, vraisemblablement depuis quelques jours, peut-être que c'est concomitant à un accord en vue des municipales, a semble-t-il décidé de défendre ses propres intérêts plutôt que

l'intérêt des familles dont il ne cessait de nous rebattre les oreilles à chaque débat. Eh bien, je constate qu'entre la théorie et la pratique, les intérêts personnels sur les listes ont prévalu au sein du groupe communiste. Dont acte. Ce n'est pas grave, nous continuons sur le thème de l'A.R.E. et sur l'intérêt des familles et des agents qui interviennent dans les écoles.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Au cours de ces éléments de fonds, il ne me semble pas avoir entendu votre avis sur le vœu justement.

Merci.

Je mets donc aux voix le vœu n° 26 ainsi amendé.

Madame BECKER ? Au nom du groupe, j'imagine ?

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais intervenir au nom du groupe communiste, vu que M. MENGUY nous interpelle de cette façon en pleine séance, juste pour dire que nous étions en effet opposés à la réforme des rythmes, lorsqu'il s'agissait de la mettre en place à cette rentrée, que maintenant la réforme des rythmes éducatifs à Paris est mise en place et que nous sommes des gens responsables et constructifs.

Donc vos parallèles, Monsieur MENGUY, avec les élections municipales qui arrivent sont hors propos, sont déplacés. Aujourd'hui, en tant qu'élus, il est de la responsabilité de tout le monde de mettre en œuvre cette réforme dans de bonnes conditions pour l'intérêt des parents, pour l'intérêt des enfants, pour l'intérêt des personnels de la Ville et pour l'intérêt des enseignants.

Je trouve assez déplacée votre remarque, peu constructive et franchement irresponsable.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons donc au vote du vœu n° 26 amendé.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 274).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au service minimum d'accueil dans les écoles.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 27 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif au service minimum d'accueil dans les écoles.

Je donne la parole à M. MENGUY, pour une minute maximum.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Monsieur le Maire, je l'ai défendu dans mon intervention sur le projet de délibération DASCO 182, je crois que Mme BROSSEL avait donné un avis défavorable.

Donc, rien à ajouter. J'ai tenté !

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Madame BROSSEL ?

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Je confirme !

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux règles d'utilisation et de bon fonctionnement des écoles.

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n° 28 et n° 28 bis dans le fascicule, déposés par le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif, relatifs aux règles d'utilisation et de bon fonctionnement des écoles.

La parole est à M. LEGARET, pour une minute.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Non, Monsieur le Maire, pas pour une minute.

D'abord, parce que je conteste le fait que ce vœu ne soit pas rattaché. Il n'y a aucune raison qu'il ne soit pas rattaché au projet de délibération.

Deuxièmement, parce que je vais en profiter pour faire un rappel au règlement, cinq minutes, pour intervenir en tant que maire d'arrondissement, 5 minutes, et pour faire une explication de vote au nom du groupe, 2 minutes.

On est à 15 et si j'ajoute les 2 minutes de vœu rattaché, on arrive à 17. Rassurez-vous, je n'irai pas jusque-là mais j'aimerais que l'on me donne le temps de m'expliquer.

D'abord sur la forme parce qu'il y a vraiment un abus dans la présentation des vœux. Nous avons présenté ce vœu n° 28 en 7e Commission. Mme BROSSEL a indiqué en 7e Commission qu'elle était prête à donner un avis favorable et à le faire adopter à condition que nous modifiions certains considérants, ce que nous avons accepté. Et nous avons modifié certains termes pour être agréables, en ce jour de la journée de la gentillesse, envers Mme BROSSEL.

Nous avons fait tout cela, forts de cette proposition de Mme BROSSEL. Et puis, on nous présente un n° 28 bis qui dénature totalement notre vœu. Donc je conteste formellement le fait que ce soit un vœu en réponse au vœu que nous avons déposé.

Je voudrais souligner que, depuis quelques séances, on abuse de ces amendements oraux, dont l'usage est réservé aux élus et aux groupes de la majorité. On ne voit ces amendements oraux que sur les bancs de la majorité. On ne nous offre pas les mêmes conditions. Donc je conteste formellement la disparité de traitement des élus au sein de cette Assemblée sur ces amendements oraux, qui n'ont d'ailleurs aucune valeur réglementaire. Trouvez-moi, Monsieur le Maire, dans le règlement les dispositions et l'article qui mentionnent ces amendements oraux, qui n'existent nulle part. Donc, on en fait de plus en plus usage, je conteste formellement cet abus.

Il y a des vœux que nous déposons. Lorsqu'une adjointe s'est engagée en Commission à faire adopter un vœu, elle doit respecter sa parole. Donc je demande à l'Exécutif de retirer le vœu n° 28 bis et de faire voter, comme il est convenu, le vœu n° 28.

J'ajoute que le vœu n° 28 bis dénature profondément notre proposition. Qu'est-ce que nous voulons dire sur le fond ? Et j'y viens. Mme BROSSEL ne peut pas être étonnée de cette proposition, que j'ai personnellement évoquée en sa présence lors d'une réunion présidée par le Maire de Paris avec les vingt maires d'arrondissement. J'ai soulevé la question de fond. La question de fond, vous ne pouvez pas l'esquiver, c'est le fait que les directeurs d'école, à qui on a bien signifié qu'ils n'étaient plus chefs d'établissement - cela leur a été bien signifié - ont des responsabilités en termes de sécurité dans le périmètre des locaux scolaires.

On fait intervenir des animateurs et des R.E.V. qui modifient profondément les règles de comportement et de sécurité dans les locaux scolaires. La semaine dernière, dans une école du 1er arrondissement, une petite-fille de grande section de maternelle est sortie de l'école, seule, elle a été retrouvée à une grande distance de l'école par la police du 1er arrondissement. Voilà comment les choses se passent, voilà ce qui préoccupe les parents et les directeurs d'école.

Ce que je demande, et je l'ai demandé en présence du Maire de Paris, c'est que la charte, le règlement qui sera élaboré le soit en coordination et en concertation avec les directeurs d'école, qui ont leur mot à dire, parce que dans chaque école, il y a des règles qui sont adaptées. Chaque école a sa personnalité, chaque école a des règles de comportement qu'il faut respecter. Voilà ce que je demande et voilà ce que Mme BROSSEL escamote dans notre proposition, et c'est une question de fond.

J'ajoute d'ailleurs que cette question, je l'ai également évoquée lors d'une réunion avec le Recteur qui a reçu les huit maires U.M.P. Vous n'étiez pas présents mais vous avez peut-être eu également des échos de cette réunion.

J'ai donc fait cette proposition devant le Recteur, j'ai fait cette proposition devant le Maire de Paris et devant l'adjointe, personne ne peut être surpris. Mme BROSSEL s'est engagée à faire voter ce vœu n° 28, qu'elle respecte sa parole.

Nous voterons naturellement le vœu n° 28 et je demande au Maire de Paris de retirer le n° 28 bis sur lequel je refuse solennellement que figure la mention en réponse à notre vœu, parce que ce n'est pas un vœu n° 28 bis mais un vœu qui dit exactement, non pas le contraire mais qui ne dit absolument rien de substantiel sur le point très important et substantiel que nous avions soulevé.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à Mme Colombe BROSSEL.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Monsieur LEGARET, reprenons notre calme. Je vous redis, sur le fond du vœu, que votre proposition n'était pas surprenante, vous l'avez en effet formulée devant le Maire de Paris et il vous a été immédiatement répondu oui, que ce soit par le Maire de Paris et par moi-même.

Honnêtement, rattacher ou non des vœux à des projets de délibération, je n'en sais rien, ce n'est pas moi et cela ne me parait pas être le plus grave à ce stade. Je vous redis comme j'ai eu l'occasion de le dire en 7e Commission et à la collaboratrice du groupe U.M.P. qui était là, que dans les considérants, il y a, en effet, des choses qui ne me paraissent pas, du point de vue de l'Exécutif… On n'a pas dû se comprendre, parce que dans la liasse que j'ai…

C'est exactement ce que j'allais vous dire. Sur ce point, je pense que nous pouvons, en effet, parce que je ne pense pas que l'on ait de désaccord de fond sur le sujet, que ce soit sur le fait d'associer les maires d'arrondissement ou le fait d'intégrer que chaque école est différente, que les directeurs d'école ont, en effet, à intervenir sur la définition de règles communes, sur tous ces points, il n'y a pas de divergence, donc je vous proposerai - pardon, je sens que cette proposition d'amendement oral est, en même temps, complètement contradictoire avec le débat que nous avons eu à l'instant - volontiers que l'on puisse enlever les premiers considérants…

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Faisons une courte suspension de séance, mettons-nous d'accord.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Monsieur LEGARET, je peux même vous le faire en dehors d'une suspension de séance si cela vous convient, enlevons les considérants 2, 3, 4, dont vous comprendrez que du point de vue de l'Exécutif, je récuse un certain nombre de termes que je trouve trop forts dans ce que vous dites…

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Enlevons tous les considérants, Madame BROSSEL.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Je vous propose donc, Monsieur LEGARET, que le vœu de l'Exécutif soit retiré et que nous puissions voter un vœu déposé par votre groupe, qui ne reprenne que les éléments du vœu qui me paraissent êtres ceux qui vous semblent être importants et qui nous semblent être importants. Si cette proposition vous agrée, pardon d'avoir bousculé les règles de nos travaux, Monsieur LEGARET, il faut que nous nous parlions directement plus souvent, c'est plus efficace.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le dialogue est toujours plus efficace !

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2013, V. 275).

Elle est adoptée dans une belle unanimité !

Je vous remercie.

2013 DICOM 34 - Convention de parrainage la MAIF.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au site internet dédié à l'e-réputation de la Ville.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DICOM 34 relatif à une convention de parrainage la MAIF, sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé le vœu référencé n° 29 dans le fascicule.

La parole est à M. MENGUY.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Monsieur le Maire, c'est dans le cadre de ce partenariat que je souhaite intervenir pour procéder à la présentation de modifications et d'améliorations qui pourraient être effectuées compte tenu de l'actualité du sujet et de l'utilisation qui est faite de ces dispositifs.

Nous avons eu un échange en 7e Commission par rapport à ce projet et j'espère que l'Exécutif suivra ma demande.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci pour votre concision.

La parole est à Mme Isabelle GACHET.

Mme Isabelle GACHET, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur MENGUY, je vous remercie pour ce vœu, qui témoigne de l'intérêt que vous portez à la plate-forme e-réputation "soyez net sur le net", que nous avons mise en ligne en février dernier.

Cet intérêt est largement partagé, puisque depuis cette mise en ligne, plus de 400.000 internautes ont déjà visité le site internet et plus de 120.000 ont déjà effectué le test d'e-réputation proposé sur Facebook.

Comme vous avez pu le lire dans le projet de délibération, la convention avec la MAIF prévoit le financement d'un module par an pendant cinq ans pour tester son e-réputation en ligne.

Cette première année sera consacrée à Twitter ; l'an prochain, nous intègrerons Google Search et Images. Ces deux plates-formes nous ont semblé prioritaires, car après Facebook, ce sont celles qui sont les plus utilisées par les jeunes sur internet, comme vous le rappelez justement.

Par ailleurs, Facebook, Twitter et Google ne sont pas utilisées que par les jeunes, elles permettent notamment aux recruteurs, aux professeurs, aux universités et aux écoles, souvent, de se renseigner sur leurs futurs inscrits, candidats ou recrues. C'est aussi cela, l'e-réputation.

Au-delà de ces deux premiers modules, qui seront mis en ligne début 2015, nous déterminerons dans un second temps les évolutions nécessaires, car internet et les réseaux sociaux, vous le savez, évoluent très rapidement et personne n'est aujourd'hui en mesure de prévoir quels seront les outils les plus utilisés d'ici à la fin de la convention en 2018.

Les 12-24 ans sont, en effet, particulièrement nomades sur internet et changent régulièrement de réseau de prédilection. Néanmoins, votre demande d'intégrer Ask.fm, Instagram et YouTube se justifie pleinement par les fréquentations enregistrées sur ces plates-formes et par la nécessité de sensibiliser les jeunes aux risques encourus sur des réseaux aussi visibles de tous.

Les exemples récents dans l'actualité témoignent, hélas, de la difficulté pour les jeunes de maîtriser leur image en ligne et les utilisations néfastes qui peuvent en être faites.

En ce qui concerne Instagram, le réseau appartient désormais à Facebook et va être progressivement absorbé. La prochaine mise à jour de la plate-forme d'e-réputation intègrera donc toutes les images issues d'Instagram.

De même pour YouTube, toute vidéo postée est automatiquement référencée par Google et la livraison d'un test Google début 2015 permettra donc d'intégrer les vidéos partagées.

Pour Ask, plus spécifiquement, qui compte 1,2 million d'utilisateurs dans le monde, dont 50 % de moins de 17 ans, il est techniquement impossible de réaliser un test en ligne sur le modèle de celui proposé pour Facebook.

Il se trouve que Ask ne dispose pas d'A.P.I., c'est-à-dire d'une interface permettant à des applications ou à des sites web, comme la plate-forme "soyez net sur le net", de communiquer avec le réseau social et d'échanger des informations. Ces échanges permettent habituellement aux développeurs de créer des programmes ou des services pratiques utilisant les données des réseaux concernés. Impossible, donc, pour nous, de développer un test spécifique.

Nous avons, néanmoins, réussi à contourner ces difficultés, puisque Google référence automatiquement les résultats liés à Ask, et la mise en ligne du test en 2015 nous permettra donc, de fait, d'intégrer votre demande.

En ce qui concerne le numéro vert NetEcoute, il a vocation à figurer sur le site d'e-réputation.

Comme vous pouvez le constater, les évolutions prévues intègrent de fait vos souhaits. Pour cette raison et en raison de l'impossibilité technique sur Ask, je vous demande de bien vouloir retirer votre vœu ; sinon, j'émettrai un avis défavorable.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur MENGUY ?

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Je ne comprends pas… On fait une proposition, on ne va pas passer notre journée là-dessus, mais on fait aussi des vœux constructifs, on en débat en 7e Commission et on propose que votre cabinet se mette en rapport avec le groupe pour améliorer le vœu, etc., c'est acté en 7e Commission, et vous faites des recherches, dont vous faites état ce matin, notamment suite au dépôt du vœu.

Je veux bien, mais, à ce moment-là, c'est une drôle de démarche que de demander de retirer le vœu.

Pour Ask, puisqu'on en est aux amendements oraux, il n'y a pas de raison, je veux bien le retirer de mon vœu, mais je trouve quand même dommage de demander qu'on retire un vœu, alors que les choses ne sont pas faites, pour de nombreuses raisons, ce n'est pas la question, ou alors émettre un avis défavorable.

Comment voulez-vous émettre un avis défavorable sur ce genre de demandes qui ne sont pas politiques, qui sont pour l'amélioration de la protection des utilisateurs d'internet et des jeunes en particulier ? C'est un peu dommage.

Je veux bien retirer le réseau social Ask.fm si vous me dites que ce n'est pas possible, etc., mais franchement, vous pouvez voter un vœu comme cela une fois que l'amendement est modifié ; un avis défavorable, c'est quand même un peu dommage.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Il est donc maintenu, et l'avis aussi.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DICOM 34.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DICOM 34).

2013 DFPE 324 - Approbation du règlement de fonctionnement des établissements d'accueil de la petite enfance.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux personnels remplaçants.

Vœu déposé par les groupes Communiste et élus du Parti de Gauche et E.E.L.V.A. relatif à l'abrogation du décret Morano.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au statut et aux fonctions des éducateurs de jeunes enfants.

Vœu déposé par l'Exécutif.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'accueil d'urgence.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DFPE 324 concernant l'approbation du règlement de fonctionnement des établissements d'accueil de la petite enfance, sur lequel les groupes Communiste et élus du Parti de Gauche et E.E.L.V.A. et l'Exécutif ont déposés les vœux référencés n^{os} 30, 31, 32, 32 bis et 33 dans le fascicule, qui y sont rattachés.

Je vais donner la parole successivement à Mmes Florence BERTHOUT, Emmanuelle BECKER et Géraldine POIRAULT-GAUVIN, pour chacune 5 minutes maximum.

Madame BERTHOUT ?

Mme Florence BERTHOUT. - Nous allons enfin nous prononcer sur le règlement de fonctionnement des établissements d'accueil de la petite enfance. Il aura fallu une mandature, excusez du peu, pour adopter en fin de mandature, un règlement qui sera effectif quatre mois avant la fin de cette mandature, puisque le Maire de Paris avait essayé de passer en force, nous nous en souvenons tous, en particulier de ce côté de l'hémicycle, en octobre 2011, et que nous disons depuis des mois et des mois que pour faire un règlement et pour l'adopter, il fallait d'abord que l'on réunisse les commissions mixtes.

Notre président de groupe a donc saisi le Préfet pour un contrôle de légalité qui a dit : "qu'il revenait bien aux commissions mixtes et à elles seules de définir les conditions générales d'admission et d'utilisation des équipements de proximité", et donc, le Préfet a demandé, à l'époque, au Maire de Paris de reporter le projet de délibération.

Je fais ce petit rappel historique pour dire qu'on a perdu beaucoup de temps et pour dire que si on a fait toute cette démarche et si on a rappelé le droit et rien que le droit, c'est parce qu'il nous semblait utile dans chaque arrondissement de faire prévaloir l'avis des mairies d'arrondissement et des professionnels de la petite enfance dans ces arrondissements.

Aujourd'hui, je crois que l'on a quelque chose de satisfaisant, globalement, qui combine un règlement-cadre et le projet de délibération de chaque C.M.P., qui a défini dans chaque arrondissement le fonctionnement des établissements d'accueil de petite enfance.

Je voudrais revenir sur quelques modifications qui nous tiennent à cœur.

Au niveau des arrondissements, vous le savez, nous avons souhaité que les modalités d'inscription et les modalités d'admission soient faites en fonction des desiderata des personnels d'accueil de la petite enfance. Dans le 1er et dans le 5e arrondissement, par exemple, l'inscription se fait en établissement. Cela se passe très bien. La Caisse d'Allocations Familiales, de son côté, a précisé que l'ensemble des enfants âgés de moins de 3 ans étaient éligibles à l'accueil en établissement sans qu'aucune condition d'activité professionnelle ne puisse être opposée à leurs parents.

Je crois que c'est bien, ce qui ne signifie pas, d'ailleurs, que ce critère ne doit pas être intégré lorsque nous avons à délibérer.

Je rajouterai une dernière modification, il y en a beaucoup puisque des dizaines d'amendements ont été retenus : à l'initiative de l'administration, nous avons précisé, et c'est bien, les procédures de départ et de radiation, la référence à l'égalité entre les filles et les garçons faisant suite à un vœu qui a été déposé par ma collègue Delphine BURKLI.

Il a fallu, à notre corps défendant, plusieurs années pour arriver à ce résultat. Nous voterons ce projet de règlement, puisqu'on a enfin respecté les règles de forme et de fond.

Je voudrais vous faire part de mon étonnement et de ma désapprobation totale, comme celle d'ailleurs, je pense, de nombreux membres de ce Conseil, quant aux vœux qui sont déposés in extremis et qui sont liés à ce règlement.

L'encre est à peine sèche et il est pour le moins paradoxal de voir que certains de nos collègues - je fais en particulier allusion au vœu de notre collègue Emmanuelle BECKER - s'empressent de déposer des vœux qui viennent immédiatement réduire la portée du règlement que nous sommes en train d'adopter collectivement. Cela pose des questions de forme sur l'utilité de ce long travail mais aussi sur le fond parce que, en introduisant des logiques de quota, puisque là, en l'espèce, il s'agit d'intégrer aux conditions d'attribution d'une place en crèche, une ou plusieurs d'ailleurs, la notion de réservation en faveur des dossiers de parents en grande difficulté sociale, eh bien, nous introduisons des quotas qui, en plus, sont opposables aux tiers.

Dernier point : cela remet en question, je pense, le travail et la grande qualité du travail des membres qui composent les commissions d'attribution de places en crèche et qui, élus de tous bords, de la Majorité et de l'Opposition, travaillent, je crois, dans un esprit très constructif. Cela fait deux mandatures que je participe à une commission d'attribution des places en crèche et ce qui prévaut toujours, c'est, croyez-moi, l'intérêt général et, en l'espèce, le délégué de coordination pour le service social départemental, les puéricultrices de secteur, les assistantes sociales, les médecins P.M.I., les directrices de crèche et les élus partagent le même souci.

Je voudrais leur rendre un hommage vibrant pour le travail qu'ils font et vous dire que nous voterons, même si nous considérons que nous avons perdu énormément de temps sur le règlement de fonctionnement des établissements d'accueil de la petite enfance.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Il faut prendre le temps parfois de clarifier un certain nombre de choses.

Madame BECKER, vous avez la parole.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, le projet de délibération qui nous est présenté aujourd'hui propose diverses modifications au règlement municipal des établissements de la petite enfance.

Nous avons souhaité, à cette occasion, insister tout d'abord sur une dimension essentielle du fonctionnement des établissements : les personnels.

Avec 4.500 nouvelles places d'accueil, notre Municipalité aura réalisé un effort sans précédent à destination des plus jeunes et des familles parisiennes. L'accueil collectif public représente, en effet, un soutien essentiel au développement, à la parentalité et au travail des femmes.

En juin 2010, nous nous étions mobilisés avec force contre le décret MORANO qui revoyait à la baisse les conditions d'accueil des tout petits et portait atteinte à la qualité de cet accueil. Un grand mouvement de professionnels, de parents, de représentants syndicaux et d'élus a alors pris forme avec, en particulier, la constitution du collectif "Pas de bébés à la consigne".

En 2012, la Ministre déléguée à la famille, Dominique BERTINOTTI, a annoncé l'abrogation de ce décret, une annonce restée pour l'instant sans suite.

Pour cette raison, nous demandons cette abrogation une nouvelle fois par un vœu auquel Christophe NAJDOVSKI s'est joint.

Les établissements municipaux de la petite enfance ont besoin d'effectifs en nombre suffisant pour fonctionner correctement et assurer un accueil de qualité. Une nouvelle fois, nous demandons l'augmentation du nombre de personnels de remplacement. Les périodes de regroupement actées par ce règlement trouvent, en effet, leur origine dans une insuffisance de personnel pour faire fonctionner l'ensemble des établissements toute l'année.

Il y a quelque année, la mobilisation des personnels avait permis de la reconnaissance et la création d'un volet de remplacement. Aujourd'hui, cependant, alors que nous continuons à ouvrir de nouvelles structures, nous pensons que le nombre de personnels remplaçants doit être également revu à la hausse : les maladies ordinaires, les congés maternité, la formation continue sont des réalités dans les crèches auxquelles nous devons répondre.

Au titre de ce nouveau règlement, l'accueil d'urgence se trouve affirmé pour l'ensemble des structures. Les familles qui bénéficient de cet accueil se trouvent dans des situations particulièrement sensibles. Nous pensons donc que des places doivent être réservées dans les établissements pour que cet accueil se fasse dans les meilleures conditions.

Enfin, les E.J.E. demandent une reconnaissance statutaire de leur niveau de formation et, ainsi, une reconnaissance en catégorie A de leur diplôme d'Etat à Bac+3, comme c'est le cas, par exemple, des infirmiers. Cette demande nous semble devoir être soutenue par notre Municipalité auprès de l'Etat.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN, 5 minutes maximum.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, la vieille politique sectaire consiste à dire que la Gauche a créé les places en crèche à Paris que la droite n'avait pas créées avant 2001. C'est votre discours depuis 12 ans.

Et c'est la vieille politique sectaire !

La réalité, elle est toute autre car, dans les inaugurations depuis 12 ans, l'Etat a été là. Les gouvernements de droite se sont aussi mobilisés pour apporter des réponses aux parents.

Je pense donc qu'il y a une volonté commune de régler le problème de la création des places en crèche, mode de garde plébiscité par les parents parisiens.

D'ailleurs, le dispositif MORANO que vous critiquez, Madame BECKER, a apporté aussi des solutions complémentaires, car il faut tout essayer pour les enfants et aussi pour les femmes parce que, très souvent, cela signifie pour une femme la contrainte d'arrêter son travail, faute de mode de garde.

Oui, il fallait un règlement - nous le demandions - afin d'harmoniser les dispositifs locaux et permettre une clarification dans le fonctionnement des attributions de places en crèche.

Il reste encore le problème de la transparence sur les chiffres d'inscrits.

Mais pardonnez-moi, ce matin, je n'ai pas envie de parler de règlement d'administration car Gauche et Droite, nous n'avons pas fait assez.

L'angoisse de la maman qui attend son enfant et qui ne saura pas avant la fin de sa grossesse… et les pères !

Mais oui, mais l'angoisse de la maman enceinte qui ne saura pas avant la fin de sa grossesse, après la naissance de son enfant, si elle aura une place en crèche ou pas. Si elle l'a, elle aura peut-être une lettre ; si elle ne l'a pas, souvent, elle n'a pas de lettre.

Car pas de place en crèche pour une famille, c'est un choix cornélien devant le coût que représentent les autres modes de garde.

Soit la famille a les moyens, soit la famille peut partager son mode de garde et c'est réglé.

Soit elle ne l'a pas, et c'est souvent la femme, désolée de le dire, qui en général a le moins bon salaire et qui doit rester à la maison. C'est donc le retour des femmes au foyer quand il n'y a pas de places en crèche. C'est une contrainte par le manque d'audace collective de notre politique, et je trouve cela scandaleux.

Mais j'ai aussi envie de parler ce matin des sujets tabous ; j'ai envie de parler des beaux discours de la gauche sur la transparence, les vertus des attributions de places en crèche. Les commissions ont remplacé les décisions solitaires des maires d'arrondissement mais dans les faits, la décennie DELANOË, c'est aussi la décennie du piston en matière de places en crèche.

La décision est collégiale. Ah, oui ! Elle est collégiale : chaque groupe arrive avec ses pistonnés, avec ses dossiers à défendre dans les commissions de places en crèche.

La décennie DELANOË, c'est aussi la décennie des commissions d'attribution bidon. Quand je vois les efforts que les parents sont obligés de déployer pour rencontrer les élus et savoir s'ils ont une petite chance d'avoir une place en crèche, est-il normal que les parents, au sens figuré, doivent se rouler par terre pour espérer avoir une place en crèche à Paris ?

Alors la situation, qui est dramatique, son risque c'est la tentation, le risque du clientélisme quand il n'y a pas assez de places en crèche. Le seul moyen, à mon avis, pour enrayer ce problème, c'est la vraie transparence.

Alors je vais vous faire des propositions.

Première transparence : la communication des chiffres du nombre d'inscrits de demandeurs de place en crèche dans les arrondissements sur le site Paris.fr et sur le site des mairies d'arrondissement.

Deuxième proposition : l'ouverture au public des commissions.

Troisième proposition : le choix pour les parents répondant aux mêmes critères doit se faire par tirage au sort en présence d'un huissier.

Voilà des propositions audacieuses qui permettent une plus grande équité. Il faut plus de justice. Et d'ailleurs pour appuyer mes propositions, je vais vous raconter une anecdote

J'ai demandé une place en crèche dans le 15e arrondissement pour mes enfants il y a quelques mois, mais je ne l'ai pas demandé sous mon nom POIRAULT-GAUVIN, mon nom de jeune fille, mais sous mon nom d'épouse sans le dire aux élus : personne ne le savait. Je vous le donne en mille : je n'ai pas eu de place en crèche, alors que 100 % des élus parisiens qui demandent une place en crèche l'ont ! Il y a peut-être un problème quelque part. La preuve par les faits.

Dans le 15e arrondissement, tous les élus de gauche comme de droite qui ont demandé une place en crèche depuis 2001 l'ont eue. 100 % ont eu leur place en crèche - excusez-moi, j'ai fait baisser les statistiques - quand 80 % des parents n'ont pas de place en crèche. Voilà ! Gauche et droite confondues, je tenais à le dire, nous avons une vraie responsabilité en matière d'éthique et de transparence dans cet hémicycle.

Je vous demande de juger par les faits. La décennie DELANOË est la décennie du piston, le piston qui se drape de toutes les vertus, mais le piston quand même !

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Visiblement, les élus du 15e n'applaudissent pas !

Je donne la parole à M. Christophe NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce règlement de fonctionnement des établissements municipaux de la petite enfance aujourd'hui au débat vient couronner un travail de longue haleine que nous avons mené depuis plusieurs années en concertation avec l'ensemble des parties concernées, c'est-à-dire les mairies d'arrondissement, mais aussi les représentants du personnel, mais également nos partenaires que sont notamment la C.A.F., la Caisse d'allocations familiales, bref avec l'ensemble des acteurs et des parties prenantes.

Le règlement intérieur de 2003 précédent devait être adapté. Il était nécessaire de prendre en compte l'ensemble des structures d'accueil, y compris les crèches familiales, les haltes-garderies, les établissements qui pratiquent ce que l'on appelle le multi-accueil, c'est-à-dire à la fois de l'accueil régulier et de l'accueil occasionnel. Et il fallait aussi harmoniser et simplifier les procédures.

Par ailleurs, nous avons aussi tenu compte des recommandations qui étaient formulées par la mission d'information et d'évaluation de 2009, qui faisait des préconisations sur l'évolution de ce règlement. Il était donc nécessaire d'intégrer toutes ces dispositions, en particulier celles relatives à la création des conseils de parents qui n'existaient pas à l'époque en 2003 et qui, désormais, sont très développés dans la majorité des arrondissements.

Dernière mesure, il a aussi fallu décrire de manière plus approfondie les différents métiers qui concourent au fonctionnement de ces établissements en s'appuyant sur les fiches métiers qui ont été validées en comité technique paritaire de la Direction des familles et de la petite enfance.

Je voudrais rappeler aussi au préalable tout ce travail.

Je regrette les propos inutilement polémiques de Mme BERTHOUT, qui dit qu'on a perdu du temps. Il faudrait savoir ce que l'on veut. Quand on prend le temps de concertation, est-ce qu'on perd son temps ? Je ne crois pas. On a effectivement pris le temps de passer dans les 20 commissions mixtes paritaires d'arrondissement. Cela veut dire aussi prendre l'attache des mairies, discuter avec elle en amont des amendements qu'elles ont à proposer, essayer de trouver un terrain d'entente avec elles et puis, quand on n'y arrive pas, essayer de régler la situation lors de la réunion de la commission mixte paritaire.

Je tiens à préciser que ce règlement a été adopté à l'unanimité à chaque passage en commission mixte paritaire des 20 commissions mixtes paritaires. Je tiens d'ailleurs à saluer le travail qu'on a mené conjointement avec

mes collègues Maïté ERRECART, Mao PENINOU, puis Philippe DUCLOUX, avec qui nous avons fait cette tournée des commissions mixtes paritaires d'arrondissement.

Madame BERTHOUT, pour pouvoir discuter dans ces commissions mixtes paritaires, il nous fallait une délibération-cadre qui nous a servi de support pour pouvoir discuter avec vous lors des commissions mixtes paritaires, et chaque arrondissement a pu légitimement faire adopter des amendements spécifiques relatifs à leur situation locale.

Ces amendements ont été nombreux. Ils sont rappelés dans une annexe au projet de délibération. Ils montrent que la concertation avec les arrondissements était très large, avec les groupes politiques également, mais aussi avec les représentants des personnels.

J'en viens à présent aux amendements et aux vœux déposés par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche pour dire, concernant l'augmentation du nombre de personnels remplaçants, que cela n'a pas à voir directement avec le projet de délibération qui nous intéresse aujourd'hui.

Mais je voudrais vous rappeler, Madame BECKER, que nous avons créé, en 2011, 126 postes supplémentaires pour augmenter ce que l'on appelle le volant de remplacement.

Aujourd'hui, il s'agit aussi d'évaluer ce dispositif et de répondre aux besoins ponctuels qui peuvent se présenter ici ou là. Vous m'avez notamment saisi de la situation d'une crèche du 13e arrondissement, rue du Javelot. Je vous propose bien évidemment de regarder en détail la situation de cet établissement et de faire en sorte que nous puissions répondre aux difficultés qui sont posées par la conjonction d'un certain nombre de facteurs comme des arrêts-maladie qui se sont accumulées dans cet établissement et qui ont fait qu'il y a eu effectivement des difficultés. Mais on ne peut pas non plus généraliser la situation, et c'est la raison pour laquelle l'Exécutif ne propose pas de retenir votre vœu et en tout cas, d'y donner une suite favorable.

Pour ce qui concerne l'accueil en urgence, nous partageons les motifs de ce vœu. Simplement, il nous a semblé, et d'ailleurs c'est une question qui est venue sur le tapis à l'occasion des différentes C.M.P., des différentes commissions mixtes paritaires, simplement on fait appel à la compétence des différents protagonistes, notamment des responsables d'établissement, des coordinatrices qui sont en lien avec le réseau de la P.M.I. pour faire en sorte que l'on puisse accueillir en urgence, de toute façon, quand il y a ce type de situation. Toutefois, on ne souhaite pas rigidifier ce règlement en gelant une ou plusieurs places dans les établissements concernés.

Pour ce qui concerne la question des éducatrices et éducateurs de jeunes enfants, là aussi nous partageons la volonté de faire en sorte que leur classement en catégorie A puisse aboutir. C'est une demande que notre collègue Maïté ERRECART avait portée au début de l'année 2013, puisqu'elle avait écrit à la Ministre, Mme Marilyse LEBRANCHU, à ce sujet. C'est une préoccupation partagée par l'Exécutif et nous vous proposons d'ailleurs un vœu de l'Exécutif à ce sujet.

Pour répondre à Mme POIRAULT-GAUVIN, là aussi sans vouloir trop faire de polémique inutile, je voudrais rappeler que les commissions d'attribution sont des prérogatives des mairies d'arrondissement, que le rôle de la mairie centrale est de donner un cadre de fonctionnement à ces commissions, nous avons suivi scrupuleusement les recommandations de la Mission d'information et d'évaluation de juillet 2009 pour assurer toute la transparence en la matière.

Je dois dire que vos propos sonnaient plutôt comme un réquisitoire contre les procédures d'attribution à la mairie du 15e arrondissement plutôt que dans les autres mairies d'arrondissement.

Je suis très heureux qu'au terme de ces deux années de concertation avec les mairies d'arrondissement, nous aboutissions à un projet de règlement qui a été validé par les 20 commissions mixtes paritaires approuvées aussi en comité technique paritaire avec les organisations syndicales qui représentent les différents personnels de la Ville de Paris travaillant dans le secteur de la petite enfance. Je vous demande de bien vouloir approuver ce règlement de fonctionnement qui a vocation bien sûr à perdurer au-delà des échéances électorales.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je vais redonner exceptionnellement la parole à Mme BERTHOUT pour une explication de vote dont je suppose qu'elle porte sur l'un des vœux, je ne vois pas comment elle pourrait porter sur le projet de délibération.

Mme Florence BERTHOUT. - Je vous laisse les arguties. Il y a une chose que je ne peux pas laisser dire à M. NAJDOVSKI, vous ne pouvez pas me faire dire des choses que je n'ai jamais dites. Je n'ai pas remis en question le temps de la concertation, j'y suis favorable. Je vous ai rappelé quelque chose qui ne vous plaît pas.

Vous étiez défavorable à la concertation puisque vous avez refusé de réunir la commission mixte paritaire, et chose très rare dans notre histoire administrative, le Préfet vous a rappelé qu'il fallait réunir les commissions mixtes paritaires qui sont des organes par excellence de la concertation. Je ne dis que cela. C'est la vérité historique. Donc, ne prenez pas des libertés avec ce qui est la réalité et nous avons perdu du temps sur cette question. Nous avons appelé nombre de fois pour pouvoir réunir les commissions mixtes paritaires.

Dites juste la vérité, c'est très agaçant.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je vous remercie.

Nous allons passer au vote. Sur le vœu n° 30, il y a une demande de retrait.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Soit une demande de retrait, soit un avis défavorable.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Il est maintenu.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 30, déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 31, déposée par les groupes Communiste et élus du Parti de Gauche et E.E.L.V.A., amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 276).

En réponse au vœu n° 32 du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, l'Exécutif a déposé le vœu n° 32 bis. Le vœu n° 32 est-il maintenu ?

Il est retiré.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Il est adopté.

Le projet de vœu est adopté. (2013, V. 277).

Y a-t-il un retrait sur le vœu n° 33 ? Il est maintenu.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 33, déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 324.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstention ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DFPE 324).

Je vous remercie.

2013 DFPE 454 - Convention de partenariat entre l'association les Restaurants du Coeur, la SODEXO et la Ville de Paris.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DFPE 454 relatif à une convention de partenariat entre les Restos du Cœur, la SODEXO et la Ville de Paris.

La parole est à Mme Danielle FOURNIER, pour 5 minutes maximum.

Mme Danielle FOURNIER. - Quelques chiffres pour commencer, qui viennent d'une étude de la Mission d'information sur la pauvreté et l'exclusion sociale en Ile-de-France. Des chiffres tout récents montrent que le taux de pauvreté des 0 - 17 ans est à Paris de 20 %, soit 3 % de plus que la moyenne régionale.

Par ailleurs, le rapport de la Mission d'information et d'évaluation sur les familles monoparentales à Paris, rendu en mai 2011, révélait que 39 % des familles monoparentales parisiennes vivaient sous le seuil de bas revenu. Et souligner précisément que la proportion d'enfants vivant dans des familles en situation de pauvreté était passée de 29 % en 2004 à 38 % en 2007 pour justement ces enfants qui vivent dans des familles monoparentales.

On peut aussi se référer aux chiffres du 115, le nombre de personnes hébergées par le 115 a augmenté de 400 % sur les 10 dernières années. Bref, tous les indicateurs chiffrés attestent de la persistance d'une pauvreté importante qui touche les petits Parisiens et même d'une augmentation très inquiétante ces dernières années.

Toute initiative comme celle qui est présentée dans ce projet de délibération permettant d'aider les familles les plus modestes à assurer à leurs enfants une vie plus décente est de ce fait pleinement justifiée.

C'est pourquoi nous ne pouvons que nous réjouir de l'organisation pour la cinquième année consécutive de l'opération Restos Bébés du Cœur, qui permet de recueillir des produits d'hygiène, des vêtements chauds, des accessoires de puériculture auprès des parents des arrondissements participant à cette opération.

Ces dons en vêtements, en produits d'hygiène sont donnés ensuite à environ 500 familles parisiennes qui bénéficient de mesures d'accompagnement ciblées dans le cadre du centre parisien Bébés Restos du Cœur et des points Restos Bébés installés dans chaque centre de distribution parisien des Restaurants du Cœur.

Cette année, cette opération va à nouveau se dérouler. La campagne est prévue du 2 au 6 décembre prochain, et nous constatons que quatre arrondissements ne participeront pas à la collecte, les 5e, 6e, 8e et 17e, je vous laisse libre d'interpréter la carte. Mais il nous semblerait pourtant cohérent d'étendre ce dispositif solidaire et vital pour les plus démunis des petits Parisiens à l'ensemble des arrondissements. Nous souhaiterions en savoir davantage sur l'absence remarquée de ces quatre arrondissements et nous espérons que cette campagne sera plus fructueuse encore que la précédente.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire, je serai bref, je remercie Danielle FOURNIER de souligner ce partenariat que nous avons avec les Restos du Cœur pour la cinquième année consécutive, et avec la société SODEXO qui met à disposition gracieusement sa logistique pour recueillir des articles de puériculture qui sont ensuite donnés à des parents qui en ont besoin. C'est aussi cela la solidarité, et signaler que la très grande majorité des arrondissements parisiens a répondu présents à notre appel à participer à ce dispositif de collecte.

Je regrette comme vous, Madame FOURNIER, que quatre arrondissements, les 5e, 6e, 8e et 17e n'aient pas souhaité participer à cette opération qui est pourtant très utile aux petits Parisiens et aux familles.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 454.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DFPE 454).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la piscine située rue Mathis.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 34 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la piscine située rue Mathis.

La parole est à M. Jean-Jacques GIANNESINI.

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Merci, Monsieur le Maire.

Il y a dans cette piscine Mathis de très nombreux dysfonctionnements qui affectent de longue date cet équipement au détriment des usagers : problèmes de sécurité, de propreté, non-respect des horaires d'ouverture, voire fermetures inopinées, carences dans le système d'éclairage, bris de vitrines, remontées de chlore préoccupantes.

Lors du Conseil de Paris du 6 et 7 février, j'avais déposé un vœu suite à la pétition des personnes qui viennent dans cette piscine et vous m'aviez répondu qu'un certain nombre de travaux seraient effectués.

Aujourd'hui, c'est une nouvelle pétition qui voit le jour. C'est pourquoi avec ma collègue, Mme Anne-Constance ONGHENA et les élus du groupe U.M.P.P.A., nous émettons le vœu que la Ville de Paris définisse, à très bref délai, après concertation avec les usagers et les habitants, un vrai plan de réorganisation et de requalification de la piscine Mathis clairement doté des moyens budgétaires, humains, techniques qui conviennent et qu'elle fasse procéder à un audit de la piscine en s'engageant à le rendre public afin de déterminer si, dans l'attente du plan susvisé, celle-ci peut continuer d'être fréquentée sans risque, sous l'angle de normes d'hygiène, d'accessibilité et de sécurité applicables à un équipement de cette nature.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à M. Jean VUILLERMOZ pour la réponse.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Écoutez, Monsieur GIANNESINI, je perçois un petit caractère polémique, un peu politicien, un peu électoraliste dans votre vœu. La piscine Mathis, nous en avons déjà parlé, vous venez de le dire au Conseil de Paris, et je vous avais déjà répondu.

En deux mots, il est vrai qu'à l'image du patrimoine aquatique parisien, d'une moyenne d'âge de 48 ans, je le rappelle, la piscine Mathis subit les effets du temps. Je vous rappelle qu'elle a été livrée en 1980. Donc des améliorations sont souhaitables pour garantir la pérennité de l'équipement. Mais il faut le dire, depuis 2001, plus de 10 millions d'euros par an sont consacrés à la maintenance et à la rénovation des piscines en général, un investissement qui tranche avec le désintérêt qui caractérisait l'ancienne majorité municipale avant 2001 sur la modernisation des équipements sportifs.

Concernant particulièrement la piscine Mathis, la Ville a déjà procédé à un certain nombre d'interventions : la rénovation des vestiaires en 2007, le renforcement de la ventilation et la réfection des plafonds en 2011, la rénovation des canalisations en 2012.

Vous avez cité l'éclairage, il y a effectivement eu un problème de panne intermittente sur les rampes d'éclairage du bassin. A chaque fois une entreprise d'électricité a été missionnée pour y remédier et la réalisation de ces dépannages a nécessité à chaque fois des fermetures pour assurer tant la sécurité des intervenants que celle des usagers.

Vous citez les vitres, c'est vrai qu'elles sont souvent dégradées. En effet, la piscine est souvent la cible de tirs d'objets divers depuis la rue et les bâtiments avoisinants, et il est procédé à leur remplacement régulièrement. Pour l'effectuer, il faut échafauder, compte tenu de la hauteur des baies, les opérations sont donc regroupées pour éviter de multiples fermetures.

Vous devez normalement savoir que ce que vous demandez dans votre vœu - pourquoi vous devez le savoir ? Parce que je l'ai déjà dit - c'est-à-dire que vous demandez un audit technique et donc la mise au point d'un plan de requalification de la piscine, c'est actuellement en cours de réalisation. Il est en cours de réalisation non seulement

dans la piscine Mathis, mais dans les 38 piscines municipales. Ce diagnostic sera assorti de propositions de travaux chiffrées et priorisées.

Je m'étonne évidemment que vous portiez devant le Conseil de Paris un vœu qui est sans objet puisqu'il est déjà pris en compte. Mais surtout, et je me permets de rajouter cela, je m'insurge contre vos insinuations dans le vœu sur le respect des normes d'hygiène et de sécurité. Je ne peux pas vous laisser mettre en doute un quelconque laxisme de la Ville à ce sujet. La Direction de la jeunesse et des sports, avec l'Agence régionale de santé, suit scrupuleusement des protocoles quotidiens pour veiller au respect des normes d'hygiène et de sécurité. Et à chaque fois qu'un risque est révélé, la Ville procède à la fermeture de la piscine. Donc, des fermetures inopinées, certes, mais que vous nous reprochez par ailleurs et il y a là un certain paradoxe dans le choix de vos critiques.

Enfin, je vous rappelle que le 13 juin dernier, j'ai convié l'ensemble des élus de la 7e Commission pour une visite technique de la piscine Armand Massard. Tout ceci pour montrer la complexité des piscines et la manière dont les agents des piscines procèdent au contrôle des normes d'hygiène et de sécurité, et je déplore qu'à cette occasion le groupe U.M.P. n'ait pas été représenté.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je vous remercie.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2013 SG 201 - Rapport de suivi des recommandations relatif aux relations entre la Ville de Paris et les clubs sportifs professionnels.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération SG 201 concernant le rapport de suivi des recommandations relatif aux relations entre la Ville de Paris et les clubs sportifs professionnels.

Je vais donner la parole à Mme Laurence DREYFUSS, pour 5 minutes.

Mme Laurence DREYFUSS. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, jusqu'au bout le traitement réservé par M. Bertrand DELANOË et Mme Anne HIDALGO au dossier sportif aura été calamiteux. La liste est déjà longue : un contrat de sponsoring douteux autour du Paris Basket Racing, un stade de rugby Jean-Bouin dont les lendemains vont déchanter, une extension ratée du côté de Roland Garros.

Voilà aujourd'hui que la Chambre régionale des comptes porte le dernier coup fatal : la gestion exécrable du Parc des Princes et des relations avec le P.S.G. La sentence des magistrats financiers est sans appel. La redevance pour l'utilisation de ce stade n'est pas en rapport avec les avantages procurés au club.

Magnanimes, les magistrats parlent du préjudice financier sans citer de chiffres. En revanche, ils rappellent l'ampleur de la débâcle. Alors que la Ville a été alertée dès 2009 par un premier signal d'alarme de la Chambre régionale des comptes, elle n'a pas bougé depuis quatre ans. Une telle inertie est profondément coupable, surtout que l'on sait la révolution financière qu'a connue le P.S.G. au cours de la même période.

Dans cette affaire, c'est une société commerciale, la S.E.S.E., qui est titulaire de la délégation de service public pour la gestion du stade. En réalité, la S.E.S.E. fait écran entre la Ville et le club. Un écran tellement opaque que cette société ne remplit même pas ses obligations les plus élémentaires en termes d'information de la Ville sur le chiffre d'affaires réalisé au Parc des Princes. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est la Chambre régionale des comptes. Face à la S.E.S.E., on retrouve un Exécutif municipal littéralement à la dérive. Car la Ville, totalement désemparée et incapable de faire respecter son bon droit, octroie chaque année à la S.E.S.E. la redevance ultra minimum. Le montant est dérisoire quand on connaît le parc des Princes et le regain de notoriété du P.S.G. depuis l'arrivée du nouvel actionnaire. Ce montant est initialement de 300.000 euros, simplement indexé sur l'indice du coût de la construction. A ce prix-là, le Parc des Princes porte bien son nom, il devient même carrément royal !

Il faut dire que le Maire de Paris et Anne HIDALGO se montrent grands princes avec la S.E.S.E. et donc le P.S.G. L'assiette de calcul de la redevance est depuis longtemps totalement obsolète. Elle ne prend en compte ni la billetterie, ni les droits de retransmission télé recueillis par le P.S.G., ni la location des supports publicitaires, ni les ventes de produits dérivés, ni la recette des buvettes. On se frotterait presque les yeux si ce réquisitoire n'était pas dressé par le très sérieux magistrat de la Chambre régionale des comptes.

De telles carences doivent être mises en perspective et quelques chiffres vont nous aider, mes chers collègues.

Lors de la saison 2011-2012, le P.S.G. a perçu 46 millions d'euros en droits de télévision. Toujours dans la même période, le club a touché 14 millions d'euros en recettes de sponsoring, notamment grâce à ses contrats avec Emirates ou Nike. Le merchandising a explosé : il est de 20 millions d'euros. Quant au chiffre d'affaires sur les loges VIP, il tutoie les 33 millions d'euros. Cerise sur le gâteau : le contrat d'image avec Qatar Tourism Authority s'élève à 150 millions d'euros par saison, depuis 2012 au moins.

Ces chiffres sont mirobolants. Ils vont hisser le P.S.G. sur le toit de l'Europe du foot, mais le club a réussi son plus beau coup, au parc des Princes avec les quelques malheureux 300.000 euros réactualisés au coût de la construction.

Dans cette affaire, l'immobilisme coupable de l'Exécutif parisien donne le vertige. Il en dit également long sur votre incapacité à anticiper les événements. Le modèle économique du P.S.G. est entré de plain-pied dans le XXIe siècle du foot mondialisé mais vous, vous êtes restés scotchés au patronage vaguement amélioré du siècle passé. Demain, Paris aura besoin d'un vrai pilote à la main ferme pour renégocier les conditions tarifaires consenties au P.S.G. et pour imaginer le chantier de la modernisation annoncé du parc des Princes.

En tant qu'élus parisiens et du 16e arrondissement, avec mon collègue David ALPHAND, nous serons plus que vigilants sur chacun de ces deux dossiers, cela ne vous étonnera pas. En attendant, vous avez atteint un stade. Certes, ce n'est pas celui du Parc des Princes mais celui du carton rouge !

Merci, Monsieur le Maire.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Ah, les métaphores sportives !

Monsieur GABORIAU, vous avez la parole.

M. Pierre GABORIAU. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, au nom du groupe U.M.P.P.A et de l'équipe municipale du 16e, je souhaite intervenir pour dire que le rapport de la Chambre régionale des comptes est pour le moins intéressant et mérite quelques explications de votre part quant aux relations que vous entretenez avec les grands clubs sportifs de la Capitale, car la réponse très succincte que vous présentez en annexe du présent mémoire nous laisse sur notre faim.

Les magistrats de la C.R.C. viennent de renouveler l'observation qu'il formulait déjà dans un rapport en 2009, soulignant la mauvaise défense des intérêts publics dans la mise à disposition des équipements sportifs municipaux aux grands clubs sportifs et singulièrement au P.S.G.

Or, vous connaissez ces recommandations depuis quatre ans. Quatre ans durant lesquels vous n'avez pas avancé sur un point en particulier, afin de mettre votre pratique en conformité avec les exigences de la C.R.C. Vous me répondrez que vous avez donné satisfaction sur tous les autres points, c'est vrai, mais c'est ici à propos du plus important et du plus impactant pour les finances de la Ville que je souhaiterais obtenir des réponses.

Que nous dit pour la deuxième fois en quatre ans la C.R.C. ? Que vous n'avez pas défendu les intérêts des Parisiens dans l'évaluation financière de la mise à disposition du Parc des Princes au P.S.G. En effet, la loi fixe un système rétributaire qui tient compte des profits engendrés par les clubs grâce à l'exploitation des structures publiques mises à leur disposition.

Or, comme le rappelle la Chambre régionale des comptes, il n'existe aucune convention d'aucune sorte entre le club résident du Parc des Princes et la Ville de Paris pour l'utilisation du stade et de ses installations.

En effet, le montage est ainsi fait que la Ville de Paris a signé une délégation de service public avec une société commerciale, la S.E.S.E., laquelle a établi un contrat de sous-concessionnaire avec le P.S.G., dont une des conséquences est de lui permettre de s'affranchir d'un certain nombre de paramètres qui auraient dû être appliqués pour l'établissement de la tarification, à savoir : les recettes de billetterie et les droits de retransmission télévisée recueillis par le P.S.G., les activités externalisées par la S.E.S.E. : exploitation des buvettes, du restaurant, traiteur,

location de supports publicitaires, vente de produits dérivés, qui n'entraient pas dans le chiffre d'affaires de cette société.

J'attends donc à ce que vous puissiez me répondre que la D.S.P. et l'établissement de la redevance ont été établis et négociés avant 2001 et qu'en conséquence, il s'agit pour vous d'un héritage.

Cette réponse serait irrecevable, Monsieur le Maire. Vous êtes Maire depuis 12 ans, vous aviez le temps et les moyens de renégocier, vous en aviez le devoir depuis 2009 et le premier avertissement de la Cour des comptes.

Je sais bien que dans le sport, jouer la montre est une pratique courante avant que la fin du match ne soit sifflée, mais jouer la montre pendant cinq ans, c'est franchement anti jeu !

De plus, vous aviez au moins le devoir d'exiger de la S.E.S.E. les documents actualisés de son chiffre d'affaires, pour le calcul de la partie de la redevance basée sur cette donnée variable.

Or, le rapport de la C.R.C. révèle que vous avez manqué à cette exigence. Je vous demande, en conséquence, Monsieur le Maire, d'informer le Conseil de Paris sur le manque à gagner de votre gestion de ce dossier pour Paris.

D'autre part, si votre position ne s'explique pas pour le Parc des Princes, je note que votre choix de reprendre en régie la gestion du stade Jean Bouin vous permet une autre prouesse : éviter d'imposer les recommandations de la C.R.C. aux clubs de rugby. S'agissant de ce nouvel équipement sportif parisien, je souhaiterais, d'ailleurs, que vous nous communiquiez des informations précises sur son exploitation, dont on notera, par exemple, la désertification des espaces commerciaux.

Je crains, là encore, que nous ayons eu raison lorsqu'on vous alertait et alertait le Conseil de Paris sur la fragilité des montages juridico-financiers de ce naufrage.

La politique de sport de haut niveau mise en place depuis 2001 est plus que contestable et a ignoré trop souvent les intérêts du sport amateur et le sport de proximité. Nous avons la confirmation aujourd'hui qu'elle a ignoré également les intérêts financiers des Parisiens.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean VUILLERMOZ, pour vous répondre.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je m'attendais à des félicitations de votre part, Monsieur GABORIAU, Madame DREYFUSS ; je ne me fais pas d'illusion, évidemment, nous sommes dans une période assez particulière, mais je ne peux que souligner la mauvaise foi dans vos interventions, et je le comprends, puisque la Chambre régionale des comptes dresse un tableau sans fautes de la Ville de Paris dans ses relations avec les clubs professionnels.

Le rapport sur le suivi des recommandations de la C.R.C., puisque c'est de cela dont il s'agit, relève, en effet, que quatre des cinq recommandations formulées ont été suivies d'effet et atteste des bonnes pratiques de la collectivité parisienne en matière de gestion des soutiens financiers apportés aux clubs sportifs professionnels. Je ne fais que lire.

Ainsi, la Ville s'est conformée aux recommandations de la C.R.C. concernant les modalités et les montants des subventions versées aux clubs, la mise en place de bilans à mi-parcours pour des actions des clubs afin d'améliorer le suivi de la réalisation de leur mission d'intérêt général, le respect des limites autorisées par le Code du sport en matière d'achat de prestations et l'existence de majorations de redevances en cas de manifestations avec recettes dans les équipements étudiés.

Alors, une seule recommandation est maintenue, et c'est tout à fait logique ; il s'agit de celle relative à la redevance due par la Société d'exploitation sports et événements, c'est-à-dire la S.E.S.E., au titre de l'occupation du Parc des Princes. Permettez-moi de vous dire à tous les deux que, quand même, vous charriez un peu !

Vous l'avez rappelé, Monsieur GABORIAU, la dernière convention a été signée avec la S.E.S.E. en 1999 et elle l'a été pour 15 ans. Dans cette convention, vous devriez la lire, il n'y a pas de clause de revoyure ; cela voudrait dire que si nous avions remis en cause cette convention, cette D.S.P., il aurait fallu que la Ville paye et la Ville aurait dû payer très cher, donc c'est quand même de votre faute si on en est là aujourd'hui.

Vous le savez, nous sommes actuellement en cours de préparation d'une nouvelle convention, nous allons passer de D.S.P. en C.O.D.P., les recommandations n'ont pas encore fait l'objet d'une mise en œuvre pour des raisons de calendrier, qui ne sont pas entièrement dépendantes de la Ville.

Dès 2009, en effet, la Ville de Paris a engagé des démarches pour mettre un terme anticipé à la délégation de service public actuellement en vigueur, dont l'échéance est prévue, je le rappelle, le 30 juin 2014.

Les mutations profondes connues par le club résident, à savoir le P.S.G., notamment au niveau de son actionnariat, ont impacté le déroulement des procédures de négociation du nouveau contrat.

S'il avait été initialement envisagé de conclure un bail emphytéotique administratif, vous vous en souvenez, un B.E.A., cette hypothèse a été abandonnée, car ce mode de gestion n'était plus en phase avec les attentes des nouveaux dirigeants.

Le Conseil de Paris, en mars 2013, a alors voté l'abandon de la procédure de B.E.A. et autorisé de nouvelles négociations de gré à gré en vue de la conclusion d'une convention d'occupation du domaine public, c'est-à-dire C.O.D.P., toujours en cours de discussion. J'espère que j'aurai bientôt l'occasion de pouvoir vous en parler.

Les préoccupations exprimées par la C.R.C. sont évidemment portées à la Ville de Paris dans le cadre de l'élaboration de l'économie générale de la future convention, et donc, encore une fois, j'espère que, bientôt, par exemple au prochain Conseil de Paris, je pourrai vous en parler.

Vous soulevez d'autres sujets, je ne vais pas m'étendre ici sur les autres points du rapport ni sur les propositions que vous me faites en ce qui concerne Jean Bouin, je vous renvoie à ce qu'écrit la C.R.C. et au fait qu'elle valide la gestion de la Ville, et cela, ne vous en déplaise !

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci, Monsieur VUILLERMOZ.

Il s'agissait d'une communication, elle n'est pas donc soumise à vote.

2013 DU 277 - Approbation de la modification du PLU sur le secteur "Grand Parc" du Parc des expositions de la Porte de Versailles (15e).

2013 DF 84 - DU 304 - Déclassement du domaine public routier d'emprises de terrain et de volumes dans le périmètre du parc des expositions de la Porte de Versailles (15e).

2013 DU 322 - DF 90 - Régularisations foncières à intervenir à Vanves (92) et Issy-les-Moulineaux (92).

2013 DF 85 - Palais de sports (15e) - Avenant à convention d'occupation du domaine public. Autorisation-Signature.

2013 DF 86 - DU 305 - Parc des expositions de la Porte de Versailles (15e) - Résiliation anticipée de la convention. Autorisation-Signature.

2013 DF 87 - DU 306 - Parc des expositions de la Porte de Versailles (15e) - Bail emphytéotique administratif-Convention cadre-Concession de travaux. Autorisation - Signature.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons maintenant à la 8e Commission et nous allons examiner conjointement les six projets de délibération qui concernent le Parc des Expositions de la porte de Versailles, DU 277 au DF 87 - DU 306.

Je vais donner la parole successivement à MM. Yves CONTASSOT, Philippe GOUJON, Mme Anne TACHÈNE, MM. Claude DARGENT, Gilles ALAYRAC, Mmes Danielle SIMONNET, Géraldine POIRAULT-GAUVIN et M. Jean-François MARTINS, pour 5 minutes maximum chacun.

La parole est donc à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Je ne prendrai pas 5 minutes, rassurez-vous.

Simplement, à l'issue d'une pseudo-mise en concurrence, nous arrivons au terme du processus qui va permettre à l'ancien gestionnaire du parc des Expositions de retrouver avec beaucoup d'avantages la jouissance du lieu et de réaliser une opération immobilière conséquente.

Quand on regarde un petit peu l'ensemble du processus, on est forcément frappé par la volonté d'avoir saucissonné le projet entre la tour Triangle et le parc des Expositions, y compris, d'ailleurs, parce que, cela avait été reconnu, on ne pouvait aller au bout de la procédure sur la tour Triangle qu'une fois qu'on saurait quel était l'avenir du parc et les conditions de sa future exploitation.

A cet égard, je dois dire que la réponse de la Ville à la recommandation du commissaire-enquêteur qui dit qu'il faut l'avis d'un expert indépendant est savoureuse, puisque cet expert nous dit que la procédure paraît légale ; il ne dit pas qu'elle est légale, il dit qu'elle paraît légale, ce qui laisse, évidemment, planer beaucoup de doutes sur la réalité de la légalité de la procédure, mais je pense que les tribunaux qui vont être saisis auront à arbitrer ; on verra bien à ce moment-là ce qu'il en est.

En même temps, sur l'ensemble des projets de délibération, on voit à quel point il y a des incohérences entre les différents niveaux ; on nous dit qu'il n'y a aucun impact en matière de déplacements, de mobilité, mais, en même temps, le futur bénéficiaire de la gestion du parc nous dit lui-même qu'il va demander au S.T.I.F. un renforcement des transports en commun. S'il n'y a pas d'impact, on ne voit pas pourquoi le S.T.I.F., et donc les contribuables derrière, seraient mis à contribution au bénéfice de "Viparis" et de la gestion du parc.

Je dirai quand même que la cerise sur le gâteau, c'est quand la Ville dit qu'il ne peut pas y avoir de concertation sur le projet, puisque les choses sont déjà figées, et qu'il y aura, et c'est écrit, un simple espace pour présenter la maquette.

Une discussion sur un point tout à fait essentiel, on le voit au niveau du projet, est de savoir s'il y aura ou pas un jardin partagé et par qui il sera géré, comme c'est la règle pour tous les jardins partagés.

On voit bien à quel point il y a un refus réel de mener une concertation sérieuse sur ce projet, nous le regrettons et, pour l'ensemble de ces raisons, évidemment nous voterons contre toutes ces projets de délibération.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur GOUJON, vous avez la parole.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - J'interviendrai, si vous le permettez, sur les six projets de délibération qui nous sont soumis.

La modernisation du parc, selon nous, est absolument essentielle, bien sûr, pour Paris et je pense, je suis sûr même, que beaucoup partagent cette opinion. Nous avons d'ailleurs approuvé, jusqu'à juillet dernier, toutes les étapes du processus.

L'adaptation de cet équipement à la concurrence internationale est tout à fait vitale pour le développement économique de Paris, avec la création d'un centre de congrès et des synergies, "espaces d'exposition, congrès de grande dimension", la modernisation des halls, la création d'un hôtel de grande capacité, le respect des normes environnementales les plus exigeantes, avec la végétalisation du site, la création de commerces et d'espaces ludiques accessibles à tous.

Au-delà des aspects économiques et architecturaux, la rénovation du parc se justifie aussi pleinement par les nuisances quotidiennes que les riverains subissent depuis des années et qui imposent une profonde modification des modes de fonctionnement du site : la nécessité de mieux intégrer le parc dans le quartier, l'ouverture sur la ville, la création d'activités de proximité, la nécessité d'optimiser les flux logistiques, les flux et le stationnement des camions, mais aussi la lutte contre l'insécurité lors des grands salons, la malpropreté des trottoirs, les ventes à la sauvette de billets d'entrée, le faible retour financier pour les commerçants du secteur, l'opportunité de renforcer l'offre de transports en commun et de réfléchir à la rénovation aussi du Palais des Sports, vieillissant.

A cette occasion, je voudrais avoir une pensée pour toutes les victimes de l'explosion de vendredi soir et de leurs familles.

Trois des six projets de délibération, les DF 84, DU 304 et DF 85, ne posent pas de problème. Ils portent sur la régularisation d'emprises incluses et de débords dans le périmètre du parc, ainsi que sur des régularisations foncières avec les communes de Vanves et Issy-les-Moulineaux, dont je regrette quand même au passage qu'ils n'aient pas été présentés en Conseil d'arrondissement.

Il n'en va pas de même pour le projet de délibération DF 86 qui prévoit notamment le retour des biens concédés dans la convention d'origine dans le patrimoine de la Ville, ainsi que l'absence d'indemnités de résiliation dues par la Ville à l'opérateur sortant. Cette indemnisation et son montant (263 millions) ont fait débat.

Ce débat a finalement été tranché, même si la question du droit d'entrée pour ce B.E.A. reste toujours pertinente.

Ce même projet de délibération, DF 86, prévoit en particulier la démolition d'une partie du Pavillon 1, amorcée le 15 juillet dernier déjà, contre l'avis d'ailleurs de notre Conseil d'arrondissement.

"Viparis" remettra donc à la Ville dans un an l'emprise actuellement en travaux afin qu'y soit érigée la tour Triangle. L'avenant n° 8 a été inclus dans le projet de délibération, alors même d'ailleurs que rien n'obligeait la Ville à le faire.

Le projet de délibération DF 87 acte, quant à lui, la signature du bail emphytéotique sur une durée de 50 ans, ainsi qu'une concession de travaux qui devront être réalisés par le bénéficiaire du bail. Le choix de la commission spéciale répond globalement à la philosophie générale du projet, telle qu'elle nous avait été présentée en 2011. L'ordre des critères qui a été retenu pour l'avis émis par la commission spéciale ne nous satisfait pourtant pas complètement, parce que le fait que la qualité architecturale et environnementale du projet, tout comme son insertion dans le quartier, n'arrive qu'en dernier dans les critères de choix de la Ville et que, de surcroît, les deux sociétés concurrentes n'aient pu être départagées sur ce point, ne nous agrée pas. Ce critère aurait dû être prédominant.

Par ailleurs, il est fait mention dans le projet de délibération DF 87 de la possibilité offerte au titulaire - je cite - "de favoriser l'usage des transports en commun et d'étudier avec le S.T.I.F. la possibilité d'augmenter la fréquence des transports en commun lors des grandes manifestations". Très étonnant ! Alors qu'on nous indiquait, il y a quelques mois encore, que l'augmentation de la cadence des rames n'était pas possible !

Surprenant aussi de voir que la Ville délègue sa compétence à un partenaire privé, afin de négocier avec un opérateur l'amélioration des transports publics, ainsi qu'une augmentation de la fréquence des rames des lignes 8 et 12 est possible, comme nous le demandons depuis des années.

De même que nous demandons depuis des années la mise en place d'un comité de site qui se justifierait pleinement, me semble-t-il, par la conduite simultanée de projets d'importance, tels que la construction du Ministère de la Défense et de bureaux privés sur la Corne ouest, l'installation du siège de la SMABTP à la place de l'ancien hôtel Pullman, la rénovation de l'Aquaboulevard, des bureaux adjacents, la réalisation de la tour Triangle, la rénovation du parc et l'accroissement de la fréquentation qui découlera sans doute de l'hôtel et du centre de congrès ou encore les logements dans l'ancien laboratoire central des Ponts et Chaussées.

Bref, des projets considérables sur la frange Sud du 15e arrondissement répartis sur une quarantaine d'hectares, qui justifieraient un minimum de coordination que seul un comité de site peut assurer.

Alors, oui, on nous le promet à chaque projet de délibération, mais il ne voit jamais le jour !

S'agissant des éléments financiers, l'importance de la durée du bail consenti, 50 ans, pose la question de l'état dans lequel le site, qui doit revenir en pleine propriété à la Ville, se trouvera en 2065. J'ai bien noté que le contrat imposait à "Viparis" des règles draconiennes en termes d'investissement (497 millions sur les dix prochaines années) et d'entretien régulier du site sur les 40 années suivantes, mais rien ne nous dit que ces clauses seront respectées.

Et puis, 40 années sans investissement, cela fait beaucoup. Comment l'intérêt de la Ville sera-t-il sauvegardé à l'issue du bail ?

S'agissant du périmètre des biens donnés à bail, je note avec regret que, outre les régularisations foncières que nous venons brièvement d'évoquer dans les projets de délibération antérieurs, sont clairement indiqués l'isolement de la parcelle destinée à recevoir la futur tour Triangle et l'isolement de la parcelle destinée à être aménagée à usage de jardin public, qui est directement lié au projet de tour parce que ce nouvel espace vert est l'une de nos rares demandes auxquelles la Ville a consenti.

Il y est, par ailleurs, fréquemment fait mention du projet Triangle, en particulier de la parcelle devant accueillir la tour, et de l'état descriptif de divisions en volumes portant sur les galeries techniques, le prolongement du tunnel Ernest Renan reliant le grand parc et le petit parc, ou encore le déversoir d'orage du S.I.A.A.P.

Je rappellerai également que la démission, aussi inattendue qu'inexpliquée, de la Première adjointe au Maire de Paris de la présidence de la commission spéciale, juste avant la dernière séance où il fut procédé au choix de l'opérateur, ne peut qu'inquiéter, si ce n'est juridiquement, en tout cas politiquement, sur la manière dont ce dossier a été instruit.

Quant au projet de délibération DU 277, il s'inscrit dans la continuité de celui adopté en février 2013 actant le principe de la modification du P.L.U. afin de permettre juridiquement la réalisation d'un centre de congrès, d'un hôtel et de nouveaux commerces. Le commissaire-enquêteur prend bien soin de préciser que la modification du P.L.U. n'a pas pour but de lever les réserves formulées sur le projet Triangle.

Plus inquiétante est la recommandation n° 1 faite par le commissaire-enquêteur à la Ville de demander l'avis d'un expert indépendant, afin de lever toute ambiguïté sur la conduite simultanée des deux procédures sur un même secteur, la révision simplifiée et la modification. Pour toute réponse, la Ville indique avoir sollicité le professeur Norbert FOULQUIER, agrégé de droit, très bien, mais qui conclut sa démonstration en précisant que la procédure lui paraît légale.

Paraît légale !

On ne peut être plus vague ! "Paraît" n'est pas vraiment, reconnaissez-le, un terme juridique d'une grande précision.

Il est vrai que plusieurs évolutions peuvent être conduites simultanément, ou successivement, pour peu qu'il ne soit pas porté atteinte à l'économie générale du P.L.U., mais, en droit, le terme "évolution" n'a pas de réalité. Ce que les textes évoquent, c'est la juxtaposition ou la succession de modifications ou de révisions indépendantes. On peut donc s'interroger sur la conformité d'une modification menée en parallèle d'une révision qui traduit le saucissonnage de propositions toutes organisées autour d'un même projet global.

Il est d'ailleurs savoureux de constater que le rapport du GRIDAUH, commandé par la Ville en 2009, alerte le Maire de Paris sur le fait que la collectivité parisienne - et je cite - "s'expose au reproche d'avoir contourné l'obligation de procéder à une révision générale en découpant le projet en autant de procédures de révision simplifiée que de composantes du projet". Dès lors, n'aurait-il pas fallu suivre les recommandations de cet organisme indépendant et procéder à une révision générale sur l'ensemble du site, dès lors que la Ville renonçait au projet de tour mixte innovante mêlant bureaux, hôtel, commerces, centre de congrès, avant qu'elle ne devienne une simple tour de bureaux en blanc ?

Quant à la recommandation n° 2, relative à la concertation publique à conduire pour l'étude de l'implantation des nouveaux équipements, la Ville explique qu'elle y était, bien entendu, favorable dans son principe mais visiblement pas dans sa réalisation, arguant de ce que l'implantation des équipements était de nature contractuelle, et donc qu'elle ne pourrait être soumise à l'avis de la population.

Quant à la concertation avec la mairie du 15e arrondissement, elle n'est même pas évoquée, jamais envisagée, mais cela, nous en avons l'habitude !

Mes chers collègues, compte tenu des différents éléments que je viens de présenter, des fragilités juridiques et des zones d'ombre qui continuent d'entourer ce projet, je vous indique que notre groupe émettra un avis favorable aux projets de délibération DF 84, DF 85 et DU 322 mais ne participera pas au vote pour les projet de délibération DF 86, DF 87 et DU 277.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Anne TACHÈNE.

Mme Anne TACHÈNE. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous examinons donc ce matin toute une série de projets de délibération sur la modernisation du parc des Expositions de la porte de Versailles. Nous avons déjà eu l'occasion d'en débattre sur le fond à plusieurs reprises et d'exprimer à nouveau nos positions en juillet dernier.

Je serai donc brève, mais je voudrais profiter de cette occasion pour rappeler quelques vérités nécessaires parce que c'est un sujet important qui a pris une tournure étrange depuis quelque temps.

En effet, je le rappelle, le parc des Expositions, ce n'est pas moins de 7 millions de visiteurs par an pour environ 130 événements.

Aussi, je voudrais redire que nous avons toujours été favorables à la modernisation du parc, tant pour la nécessaire adaptation à la concurrence internationale entre les grandes villes de congrès que pour la vie quotidienne des habitants du sud du 15e, pour une meilleure intégration du site dans le quartier.

De ces deux objectifs de développement économique et de vie de proximité partagés par la grande majorité des élus, il devrait ressortir un consensus. Mais plusieurs événements imprévus sont venus briser cette union.

Tout d'abord, il ne faut pas s'en cacher, la dénaturation du projet de Tour Triangle, qui est très connexe à la rénovation du Parc des expositions, est venue polluer le débat. Il revient d'ailleurs à dénaturer ce dernier.

Mais surtout, les tours de passe-passe de Mme HIDALGO sur ces deux sujets ne permettent plus d'avoir une vision sereine sur ce dossier.

D'une part, nous ne nous retrouvons pas dans le nouveau projet de Tour Triangle, qui ne respecte pas les engagements de départ de la première adjointe.

D'autre part, on ne s'y retrouve pas non plus dans le projet du Parc des expositions pour lequel Mme HIDALGO a tenu à prendre la présidence de la commission spéciale et qu'elle avait quittée soudainement sans aucune explication.

Cet évitement a contribué à semer le trouble et a suscité des interrogations qui restent aujourd'hui sans réponse.

Son absence, à nouveau, en conseil d'arrondissement la semaine dernière, lors de l'examen de ce projet de délibération qui, au-delà du manque de considération pour les élus du 15e que nous sommes, continue d'alimenter une forme de gêne qui empêche un débat dans la sérénité.

Enfin, avant même la validation de ce projet en Conseil de Paris, les travaux, et vous l'avez rappelé Monsieur le Maire, ont commencé depuis le mois de juillet sur le site, notamment sur le hall 1.

Conforter le Parc des expositions comme élément structurant du dynamisme et de l'attractivité de l'agglomération parisienne méritait mieux que cela.

C'est la raison pour laquelle le groupe U.D.I. s'abstiendra sur les projets de délibération DF 86 et DF 87.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Claude DARGENT.

M. Claude DARGENT. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, chers collègues, j'interviendrai sur les projets de délibération DF 87 et DF 86. Nous devons nous en féliciter. Ces deux projets de délibération en témoignent : la modernisation du Parc des expositions avance rapidement et dans d'excellentes conditions.

Le premier de ces deux projets de délibération nous propose d'autoriser la signature avec la société Viparis-Porte de Versailles de deux documents principaux : une concession de travaux publics et un bail emphytéotique.

Lors du Conseil d'arrondissement, les élus du 15e, de sa majorité, emmenés par M. Philippe GOUJON, n'ont pas voté ce projet de délibération, non plus que le second. Je dois dire que c'est pour moi absolument incompréhensible.

Ce texte ouvre en effet la voie à des progrès considérables pour Paris comme pour le 15e. Comme élu parisien, je m'étonne que les conseillers U.M.P. du 15e, toujours prompts à reprocher à la gauche soi-disant son peu d'intérêt pour les questions économiques ne discernent pas l'intérêt majeur de ce marché pour notre ville.

À l'évidence, l'offre de "Viparis" se situe manifestement à la hauteur des enjeux économiques et financiers que comportait ce dossier.

Cette offre répond d'abord à nos objectifs patrimoniaux. Le défi est bien connu. Le marché international des grands parcs d'exposition est devenu extrêmement concurrentiel. Le Parc de la Porte de Versailles ne peut plus aujourd'hui compter uniquement sur l'agrément, pour les exposants et les visiteurs, d'une localisation dans Paris. Il faut que notre ville offre les équipements du XXIe siècle dont sont dotées les villes concurrentes.

Pour élever l'infrastructure du Parc au nouveau standard international, le candidat propose un programme de travaux de 755 millions d'euros. Le Parc sera alors conforté comme espace dédié en premier lieu aux foires, salons et expositions tout en permettant une diversification des usages sur le site avec la création d'un centre de congrès modulable, avec des commerces, avec un programme hôtelier de 440 chambres.

C'est cette diversification qui appelle la modification du P.L.U. sur le secteur dit "Grand Parc", sur lequel nous sommes par ailleurs appelés à voter.

Considérant l'ampleur des investissements demandés - je le rappelle : 755 millions d'euros -, la durée du contrat a été fixée à 50 ans, ce qui est conforme à ce que l'on peut attendre vu l'ampleur de ces investissements.

Nos objectifs financiers, ceux de la Ville, sont également atteints. La redevance perçue par la Ville est fortement revalorisée avec un minimum garanti de 16 millions d'euros indexés. L'augmentation est de plus d'un quart par rapport à la redevance actuelle, qui est de 13 millions. Pour mémoire, la Tour Eiffel a une redevance de 11,7 millions. Nous sommes donc ici dans les redevances les plus élevées. Cette progression est tout à fait substantielle et de surcroît, il y a une part variable assise sur le chiffre d'affaires.

Le risque financier lié à la résiliation de l'ancien contrat, qui fait l'objet de l'autre projet de délibération, est levé. "Viparis" s'acquittera du droit d'entrée demandé en renonçant à solliciter toute indemnité de résiliation au titre de l'actuelle convention dont elle était titulaire.

Mais admettons que la majorité du 15e arrondissement et son maire se désintéressent à ce point de la vitalité économique de Paris et soient si peu attentifs à sa santé financière, je ne comprends pas alors qu'ils ne soient pas au moins sensibles aux améliorations substantielles dont le 15e arrondissement va bénéficier grâce à ce bail consenti à "Viparis".

En premier, le Parc des expositions actuel est générateur de nuisances considérables liées au trafic de camions généré. Ces nuisances vont être désormais considérablement réduites dans le cadre du nouveau bail grâce aux nouvelles conditions d'approvisionnement et de fonctionnement du Parc.

"Viparis" s'engage d'autre part à favoriser l'utilisation des transports en commun et de modes de déplacements doux par les visiteurs et exposants. Qui pourrait ici le regretter ?

Les riverains vont d'autre part bénéficier d'un traitement qualitatif du pourtour du Parc, qui sera entouré par une ceinture verte et des talus végétalisés masquant la vue des zones logistiques.

Avec l'ensemble des habitants de l'arrondissement, ces riverains pourront profiter des nouveaux espaces, avec notamment 7,5 hectares de jardins, excusez du peu ! Seront créés 52.000 mètres carrés de toitures végétalisées et des jardins sur les toits. Et je passe sur les autres améliorations environnementales d'un Parc qui en avait bien besoin.

Chers collègues, ce nouveau bail est donc très positif, à la fois pour le dynamisme économique et la santé financière de la Ville et d'autre part pour la qualité de vie des habitants du 15e.

C'est pourquoi la position de la droite du 15e est incompréhensible. Le prétexte invoqué au C.A. de ne pas voter un projet de délibération de cette portée est dérisoire parce qu'il mentionne qu'un cabinet de géomètres-experts a borné l'emprise de la concession et que l'une de ses limites est constituée par l'emprise de la future Tour Triangle, contre laquelle la droite est désormais après avoir été pour ! On croit rêver…

Clairement, depuis 13 ans, la droite du 15e est contre toutes les propositions de la Mairie de Paris.

Elle était avant-hier contre le tramway - Philippe GOUJON était absent à son inauguration.

Elle était hier contre le centre commercial Beaugrenelle - Philippe GOUJON a également boycotté son inauguration.

Elle était contre les modalités de réalisation de la coulée verte de la petite ceinture, contre l'aménagement des voies sur berges, contre la Tour Triangle et maintenant, contre le Parc des expositions, quitte ensuite à évoluer devant le succès de ces différentes opérations.

On n'entend plus, vous l'avez remarqué, la droite critiquer le tramway aujourd'hui, ni l'aménagement des voies sur berges, qui était censé paralyser Paris, et Philippe GOUJON prétend maintenant que la coulée verte sur la petite ceinture a été réalisée dans le cadre de ce qu'il appelle un concept mystérieux : l'arc vert voulu par la mairie du 15e.

Quant au centre commercial Beaugrenelle, Philippe GOUJON commence à dire, comme au dernier Conseil d'arrondissement, qu'il n'est bien sûr absolument pas contre le commerce, voilà !

Gageons que si nous étions en 1888, M. Philippe GOUJON serait contre la construction de la Tour Eiffel avant de modérer ses critiques au vu de son succès lors de l'Exposition universelle de 1889 et de prétendre en 1890 que la Tour Eiffel a été construite par la mairie du 15e arrondissement !

Je suis sûr qu'il nous expliquera dans quelques années que c'est grâce à lui, Philippe GOUJON, que le nouveau Parc des Expositions a vu le jour. Heureusement que l'Exécutif municipal ne renonce pas à ses projets devant ces critiques : cela augmente d'autant le bilan positif que Philippe GOUJON peut ensuite s'attribuer devant les électeurs !

Mais l'important pour nous est de préparer l'avenir de Paris. Après beaucoup d'autres, ce projet de délibération y contribue notablement.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Gilles ALAYRAC.

M. Gilles ALAYRAC. - Monsieur le Maire, nous avons adopté, mes chers collègues, au mois de juillet dernier, l'attribution du bail emphytéotique du Parc des expositions au projet de "Viparis" à la suite d'une procédure de mise en concurrence.

Nous nous apprêtons aujourd'hui à franchir une nouvelle étape de ce processus ambitieux, initié par la Ville, de modernisation du quartier de la Porte de Versailles et de son Parc des expositions.

Plusieurs projets de délibération nous sont soumis aujourd'hui, qui ont pour objet de régulariser les emprises foncières, préciser les servitudes, présenter le bail emphytéotique administratif, arrêter le cadre juridique dans lequel la restructuration du parc doit intervenir.

Sur le projet de restructuration du site, on peut noter avec intérêt que la Chambre de commerce et d'industrie a transmis un avis qui indique sa position favorable au centre de congrès international qui permettra de répondre à une demande croissante, et c'est un acquis important. Je me souviens qu'avec mon collègue Jean-Bernard BROS, nous avions demandé cette insertion dans le projet.

Les observations du commissaire-enquêteur sur l'offre que constituent ces nouveaux équipements vont dans le même sens, avec des réserves que la Ville est en mesure de lever.

Ce n’est pas seulement une rénovation et une modernisation du parc que nous allons décider, non c'est sa transformation en profondeur. C'est un nouveau site méconnaissable qui verra le jour. 2.600 mètres carrés de commerces, un hôtel de 440 chambres, un centre de congrès unique offrant une vue panoramique sur Paris. Citons aussi, et cela n'est pas rien, 55.000 mètres carrés de toiture végétalisés, des jardins sur les toits, des espaces verts sur le site, des cheminées solaires et panneaux photovoltaïques.

Comme élu du 15e arrondissement, je n'oublie pas la nécessité qui a toujours été présente dans notre esprit de réussir aussi l’insertion urbaine du nouveau parc des expositions.

Les riverains doivent aimer le parc et ne pas le subir. Et les assurances que nous avons reçues en matière de réduction significative des nuisances sonores et du trafic généré par son fonctionnement vont dans le bon sens.

Les habitants du sud de Paris et des communes limitrophes auront bien sûr accès aux commerces en dehors des manifestations, des expositions et des foires, mais aussi aux jardins, 7,5 hectares qui verront le jour de pleine terre comme sur dalle, et pourront profiter des trois nouveaux courts de tennis.

Nous allons entrer dans une séquence de travaux qui va durer 10 ans, ce qui n'est pas rien. Ce vaste projet s'imposait car le parc d’exposition est vieillissant, mal aimé, car mal inséré dans le tissu urbain et qu'il fallait coûte que coûte préserver la force de son positionnement concurrentiel avec les meilleurs standards internationaux.

Voilà l'enjeu, et voilà la responsabilité qui nous incombe à nous, élus parisiens.

Alors de son côté, la mairie du 15e arrondissement pose des questions, c’est son droit, mais elle en pose tellement et met tant de conditions qu'on voit bien qu’elle cherche par des moyens dilatoires à dissimuler son embarras sur ce grand projet. Elle élude, elle s'interroge, elle tergiverse. Alors du coup, pour ne pas dire qu'elle est contre le nouveau parc des expositions, elle ne vote pas pour, en expliquant qu’en fait elle est opposée à la tour Triangle, qui elle n'est pas sur l'emprise. Vous me suivez ?

Dans cette démarche tortueuse, l'U.M.P. est suivie par le nouveau Centre qui jusqu'à maintenant avait montré beaucoup d'allant pour cet investissement. Enfin… Un coup ils votent oui, un coup non, ou bien ils s'abstiennent, ce qui présente à leurs yeux un double avantage : ne pas contrarier les riverains opposés au projet, ne pas contrarier la

C.C.I.P. et le monde économique, qui eux soutiennent cet investissement, et ne pas s'empêcher accessoirement de venir à l'inauguration le moment venu si la réussite est au rendez-vous.

À chacun ses choix. Nous les laissons face à leurs responsabilités, ce dossier est une chance pour Paris, mais aussi pour l'ensemble de la métropole parisienne, ne la laissons pas passer, j'appelle donc le Conseil de Paris à voter sans réserve le projet qui nous est soumis aujourd'hui.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme SIMONNET.

Mme Danielle SIMONNET. - Eh bien mes chers collègues, c'est sans réserve qu'Alexis CORBIÈRE et moi-même, au contraire, nous voterons contre l'ensemble de ces projets de délibération !

Eh oui, nous voterons contre cette modification du PLU sur le secteur grand parc du parc des expositions de la Porte de Versailles, comme nous avons voté contre en juillet la révision simplifiée du PLU sur la partie petit parc, qui visait à autoriser la tour Triangle de 180 mètres de haut dans l'emplacement du parc des expositions de la porte de Versailles.

Nous continuons notre implication dans le collectif contre la tour Triangle, je crois qu'il y a aujourd'hui de nouveau des représentants dans les gradins réservés au public.

Comme je l'avais dénoncé auparavant, avec d'autres, en juillet, vous nous imposez toujours la méthode du saucissonnage pour en définitive imposer le projet de tour Triangle. Si vous étiez si scrupuleux de la démocratie participative, de l'implication citoyenne dans l'ensemble de ces projets, vous n'auriez pas découpé ce projet en autant de révisions simplifiées. C'est donc bien pour éviter une révision générale du PLU, pour détourner les réserves émises que vous avez fait le choix de ce saucissonnage entre le projet grand parc d'un côté, et petit parc de l'autre.

Vous savez parfaitement qu'une majorité de Parisiennes et de Parisiens sont opposés à ce projet de tour Triangle comme ils sont opposés au projet de grandes tours à venir aux portes de Paris. L'UNESCO a d'ailleurs donné un avis négatif sur les projets de tours à Paris dont la tour Triangle, car la capitale française, je cite :"est l'une des rares villes horizontales préservées" comme l'a déclaré précédemment le sous-directeur général de l'UNESCO pour la culture, M. Francesco BANDARIN.

Mes chers collègues, bien sûr, ce projet de délibération prévoit des mesures importantes de modernisation du parc des expositions, mais vous le savez bien, via ce saucissonnage pour imposer le projet de tour Triangle, vous avez fait le choix aberrant d'amputer l'emprise au sol du parc de 10 % au détriment du plus grand hall d'exposition européen qui, au contraire, aurait mérité d'être agrandi et modernisé. Vous faites tout cela, je le répète, pour ce projet qui n'est qu'un projet spéculatif, car construire une tour de bureaux vise à renforcer la spéculation immobilière sur les bureaux vides, qui fait suffisamment de ravages, et le projet d'attirer des sièges des grandes entreprises de La Défense ne créera en soi aucun emploi.

Mme HIDALGO s'était énervée à mon égard en juillet dernier quand j'avais fait référence aux articles du "Canard Enchaîné" dénonçant les conditions financières accordées à Unibail Rodamco pour cette tour. Et pourtant, je le répète ici, on saucissonne, mais dans les faits la société "Viparis" et la SCI Triangle sont deux sociétés contrôlées par le même groupe, Unibail Rodamco. Résultat, Unibail Rodamco joue sur les deux tableaux, exploite le parc des Expositions de la porte de Versailles et porte le projet de tour Triangle qui prévoit la destruction d'une partie de ce parc.

Mais cette tour Triangle est un projet anti écologique. Je suis assez surprise du retournement de veste du maire U.M.P. du 15e arrondissement qui était pour antérieurement et qui maintenant s'y oppose, car ce qui est scandaleux ce n'est pas simplement que cela soit une tour réservée à des bureaux, c'est que c'est un projet anti écologique. Il n'existe pas de tour verte tout comme le capitalisme vert est une arnaque.

Alors que les bâtiments neufs doivent consommer moins de 50 kilowatts par heure, et par mètre carré et par an d'énergie primaire tout compris, pour les tours de grande hauteur selon les spécialistes on peut difficilement descendre au-dessous de 180.

Mes chers collègues, arrêtons l'hypocrisie. On ne peut pas d'un côté se vanter d'adopter un Plan Climat, communiquer sur l'engagement de la Ville au service de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de nos consommations énergétiques via les travaux d'isolation thermique, de la sobriété énergétique au travers des projets innovants de bâtiments auto-suffisants, du développement de la production des énergies renouvelables et j'en passe, on ne peut pas se vanter de mettre cela en place et de l'autre côté, dans le même temps soutenir un projet aussi aberrant d'un point de vue écologique.

Car la tour Triangle c'est un peu le Notre-Dame des Landes parisien à nous. Ce projet est totalement inutile, imposé et anti écologique. Et pour finir, c'est un projet anti social mes chers collègues, car dans le 15e arrondissement on a avant tout besoin de logements sociaux et non d'une tour de bureaux. Bien que nous soyons favorables et parce que nous sommes favorables d'ailleurs à un véritable aménagement au service d'une modernisation et d'un agrandissement du parc des Expositions, mais que nous souhaitons que cet aménagement soit fait dans un cadre démocratique, en répondant aux impératifs du quartier, et en respectant les obligations écologiques, eh bien nous voterons contre ce projet de délibération et l'ensemble des projets de délibération rattachés qui organisent ce saucissonnage grand parc, petit parc, cette petite manœuvre pour mieux imposer ce projet aberrant qui est la tour Triangle.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Oui, la gauche a manqué à sa parole sur de nombreux points dans ce dossier. Exit la promesse de rénovation des quartiers dégradés de l'arrondissement, Madame HIDALGO, les quartiers Frères voisins, Quatre frères Peignot, Sablonnière, barre de Falguière, Périchaux attendront, les travaux d'ailleurs rustines que vous avez initiés dans cette mandature, dans ces quartiers ne sont absolument pas à la hauteur des attentes.

Exit aussi la vraie concertation sur l'ensemble du dossier de la rénovation du parc des expositions et de la tour Triangle.

Exit le renforcement des transports en commun et là c'est scandaleux parce que vous êtes conseillère régionale, vous avez directement accès au président du S.T.I.F., il fallait, il faut accompagner ce projet sur le plan des transports en commun et du renforcement de la desserte de ce quartier.

Mais le parc des expositions mérite une modernisation car il doit s'adapter aux enjeux de demain. J'ai toujours dit que j'étais favorable à la tour Triangle, mais pas aux méthodes de la Ville. J'ai toujours dit que j'étais favorable aux gratte-ciel à Paris et je ne renierai pas ma parole.

Indépendamment des échéances électorales et des batailles politiciennes, il faut parier sur l'avenir. Nous ne savons pas dans quelques mois qui sera aux commandes, qui sera là pour décider. Alors, je fais cette explication de vote. Je ne dissocierai pas mes votes sur tous ces projets. Je voterai globalement pour ces projets qui vont donner une nouvelle identité au 15e arrondissement.

Dans un souci de cohérence avec les différents documents publiés par la mairie de 15e, et notamment les comptes rendus de mandat, où nous avons toujours dit que nous étions favorables aux projets, dans un souci de cohérence, depuis 2008, la droite a toujours voté ces projets ; elle pourra adapter cette ambition si elle gagne les élections et permettre ainsi une vraie concertation, donc oui à la clarté des votes, oui à la cohérence, oui à l'avenir, oui à Triangle, oui à un Parc des Expositions tourné vers le XXIe siècle.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Pour finir cette série d'interventions, je donne la parole à M. Jean-François MARTINS.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, chers collègues, est-ce qu'il faut, à Paris, un nouveau parc des expositions ? Oui, bien sûr.

Est-ce que le tourisme d'affaires fait partie des grands leviers d'attractivité de la capitale au même titre que le tourisme de voyageurs ? Oui, bien sûr.

Est-ce que le Parc des expositions rénové participera à cette réactivité ? Oui, bien sûr.

Et pourtant, et pourtant, il est surprenant de voir ce projet de délibération être dans un double saucissonnage.

Le premier saucissonnage est effectivement celui du tourisme d'affaires, parce que dans tous les projets de délibération qui nous sont présentés aujourd'hui, on ne comprend pas l'articulation avec la porte Maillot, avec Villepinte et avec l'ensemble des établissements du Grand Paris, ni même avec le plan hôtelier d'Ile-de-France. Par conséquent, on a l'impression que le Parc des expositions est un sujet de tourisme d'affaires tout seul, comme si le reste de l'Ile-de-France n'existait pas ; évidemment, ce n'est pas le cas, et ce n'est pas le cas parce qu'en fait, il y a un double saucissonnage ; le second est évidemment le saucissonnage des projets de délibération sur la tour Triangle, et celui-ci n'est que la suite du processus qui permettra d'élaborer cette horreur de 180 mètres de haut sur laquelle j'ai déjà eu largement l'occasion de m'exprimer et les raisons à la fois écologiques, sociales et urbanistiques qui font que je m'oppose à cette tour Triangle.

C'est pourquoi je m'opposerai à ces projets de délibération avec simplicité et cohérence.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Et concision !

Merci.

Pour vous répondre, la parole est à Mme Anne HIDALGO, puis M. Bernard GAUDILLÈRE et M. Pierre MANSAT.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Monsieur le Maire, nous allons intervenir à deux voix ou trois si Jean-Bernard BROS souhaite aussi parler du tourisme.

D'abord, merci, mes chers collègues, pour ce nouveau débat en Conseil de Paris, je rappelle, puisqu'il a été réclamé une discussion démocratique, que notre Conseil est une instance démocratique, donc je me réjouis que, forts de la légitimité que nous avons, nous puissions débattre, dans ce lieu, qui est le lieu des décisions qui engagent les Parisiens.

Je voudrais remercier, bien sûr, l'ensemble de mes collègues, et notamment ceux qui, à mes côtés, portent depuis longtemps ce projet de rénovation extrêmement important pour notre Ville, et je voudrais, une fois n'est pas coutume, saluer le courage de Géraldine POIRAULT-GAUVIN dans la cohérence des votes qu'elle a énoncée ici.

C'est un projet très important pour la Ville et nous nous retrouvons, une fois de plus ; je vais vous donner, bien sûr, des éléments de réponse sur les aspects liés plus à l'urbanisme et Bernard GAUDILLÈRE reviendra sur, notamment, la consultation qui avait eu lieu et le choix du prestataire, de l'exploitant, pour le futur Parc des expositions.

Dans le contexte dans lequel nous sommes, une modification de P.L.U. s'est avérée nécessaire pour mettre en cohérence le P.L.U. avec la volonté d'insérer les nouveaux programmes qui font partie de cette volonté que nous avons affichée, d'ailleurs, très largement de redynamiser ce Parc des expositions.

Pour accueillir les éléments nouveaux du programme concernant le parc des expositions, nous nous retrouvons pour une modification de P.L.U.

Le Conseil de Paris a validé le lancement de cette procédure en février 2013 et l'ensemble des modifications, bien sûr, sont en cohérence avec le P.A.D.D., puisque vous avez, les uns et les autres, parlé de déplacements.

Cette procédure touche au secteur du grand parc, c'est-à-dire qu'il va à l'est de la rue Ernest-Renan, qui est une procédure distincte de la révision simplifiée du P.L.U. relative à l'opération Triangle, qui a été approuvée en juillet dernier, ce sujet-là est derrière nous, et qui concerne une partie du petit parc, qui, lui, est situé à l'ouest de la rue Ernest-Renan, qui sera distraite du parc pour accueillir la tour Triangle et un équipement public, à savoir un jardin de 8.000 mètres carrés.

La procédure de P.L.U., la modification qui vous est proposée, ne concerne pas un changement de zonage ; bien sûr, ce secteur restera "grands services urbains", mais il s'agit de compléter pour nous le règlement de cette zone dont dépend le parc pour y rendre possible la réalisation d'un centre de congrès, d'un programme hôtelier et de nouveaux commerces, dans des proportions contenues, pour qu'effectivement, nous restions dans le caractère principal de cette zone de grands services urbains.

C'est une opportunité extrêmement importante pour nous que de pouvoir autoriser ces nouveaux équipements, et cela ne concerne donc que la partie est, le grand parc que j'ai évoqué tout à l'heure.

Cette modification de P.L.U., je le rappelle aussi, puisqu'a été évoquée notamment la relation avec Issy-les-Moulineaux et Vanves, s'applique sur la partie parisienne du Parc des expositions, et donc pas sur les emprises situées sur Issy-les-Moulineaux et sur Vanves.

J'ai parlé de nouveaux équipements. En fait, ces nouveaux équipements seront autorisés pour une surface maximale de 23.000 mètres carrés. C'est sur cet élément qu'un complément est apporté dans cette modification de P.L.U.

Les uns et les autres, vous avez fait référence au rapport du commissaire enquêteur suite à l'enquête publique que nous avions eue. Je vous le rappelle, cette enquête publique s'était déroulée du 15 mars au 15 avril 2013, il y avait eu 123 observations enregistrées, toutes ont fait l'objet d'une réponse sous forme de commentaire technique et d'un avis du commissaire enquêteur.

Dans le rapport de ce commissaire enquêteur du 24 juin, il a considéré que l'organisation de la procédure mise en place par la Direction de l'urbanisme, bien sûr, avec la mairie du 15e, avait été parfaitement bien gérée. Chers collègues, merci, à l'époque, vous souteniez le projet, c'est vrai, cela s'est fait dans un climat convivial, dit le rapporteur, qui a été tout à fait bon pour le déroulement de l'enquête, tout comme les permanences.

Le commissaire enquêteur avait émis un avis favorable avec une réserve et deux recommandations. Je vous propose, aujourd'hui, de lever cette réserve et les recommandations.

La réserve consistait à dire qu'il fallait que la Ville soit vigilante et ferme envers le concessionnaire du parc pour que la construction de nouveaux équipements n'entraîne pas une réduction significative de la surface affectée aux expositions et que, bien sûr, le rayonnement du parc soit amplifié et non pas atteint.

Cette réserve ne concerne pas directement le P.L.U., elle renvoie plutôt au nouveau projet, dans le cadre du nouveau contrat que va vous présenter tout à l'heure Bernard GAUDILLÈRE, parce que les règles du P.L.U. ne limitent pas du tout la surface affectée aux expositions, cela ne relève pas du P.L.U., dans la mesure où il n'y a pas de C.O.S. dans ce que l'on appelle la zone de grands services urbains, donc seuls les nouveaux équipements sont limités en surface, par la règle modifiée du P.L.U. que je vous propose.

Dans les faits, la perte de surface va être très limitée dans le cadre du nouveau contrat, c'est environ 6 % si l'on considère le seul périmètre parisien et moins de 5 % si on intègre aussi les périmètres de Vanves et d'Issy-les-Moulineaux.

Ce nouveau contrat répond, bien évidemment, à la réserve qu'avait formulée le commissaire enquêteur, et donc, je vous propose de la lever.

Il y avait deux recommandations : une recommandation concernant notamment la menée de deux procédures d'évolution du P.L.U. : celle de Triangle et celle du Parc des expositions et il nous était recommandé de prendre l'avis d'un expert juridique reconnu et indépendant pour confirmer la légalité de la procédure.

Nous avons toujours fait référence aux textes pour mener de front ces deux procédures, et pour répondre à cette réserve, la Ville a, en effet, pris l'attache d'un juriste, le professeur Norbert FOULQUIER, agrégé de droit à la Sorbonne, co-directeur du C.E.R.D.E.A.U.T. (Centre d'étude et de recherche en droit de l'environnement, d'aménagement, d'urbanisme et de tourisme) ; c'est un des deux principaux centres de recherche de l'université Panthéon-Sorbonne. Cette autorité confirme la légalité des procédures et la légalité de leur concomitance.

Vous me dites : il dit "paraît légal", c'est du langage juridique ; il ne dit pas : "paraît illégal". S'il avait dit : "paraît illégal", vous seriez fondés à émettre des doutes. J'ai la chance d'être juriste et je peux vous dire que ce type de formulation est effectivement la formulation qu'il est important d'utiliser parce que, bien sûr, tout juriste considère qu'il y a toujours des possibilités de recours et que, in fine, c'est au Tribunal administratif de qualifier les choses. Mais à ce stade, dans l'examen très attentif qu'a fait ce professeur, dont je crois personne ici ne peut remettre en cause, ni l'indépendance ni la qualité, il est bien dit que c'est légal. Ce n'est pas illégal, bien au contraire, donc nous vous proposons de lever de cette recommandation n° 1.

La deuxième recommandation renvoie à l'idée d'une concertation publique qui devrait être organisée à l'initiative de la Ville et du concessionnaire du parc des Expositions, pour l'étude et l'implantation des nouveaux équipements préalables à la délivrance des permis de construire. Cette recommandation d'abord est sans rapport avec le P.L.U. parce qu'elle vise la communication relative au projet de réalisation et à sa mise en œuvre, ainsi que, c'est très bien, la participation du public à la transformation du site.

J'y suis bien sûr très favorable, mais dans le cadre du nouveau contrat, dont vous parlera tout à l'heure Bernard GAUDILLÈRE, qui fixe contractuellement le programme et l'implantation des bâtiments. On ne va pas revenir sur ce qui a été contractualisé avec la Ville en ce qui concerne notamment le programme et l'implantation des bâtiments. Mais nous pourrons organiser, bien sûr avec le concessionnaire, une concertation publique sur différents aspects du projet. C'est lié à des choses qui nous tiennent à cœur, et on l'a évoqué souvent d'ailleurs de concert, l'ouverture du parc sur le quartier, la qualité des espaces libres ouverts à tous, les aménagements paysagers, la création d'un jardin partagé, des courts de tennis, un parcours sportif. Puisque ce parc va enfin pouvoir exister aussi en intégrant les besoins et les attentes que nous avons formulés, les uns et les autres, au concessionnaire, et notamment que celui qui a été choisi a bien évidemment repris.

L'aspect architectural du projet et son incidence sur les éléments protégés du P.L.U. de Paris, bien sûr, comme sur tous nos projets, fera l'objet de notre attention comme nous le faisons quand nous instruisons les autorisations d'urbanisme. Tout cela sera bien sûr dit et respecté par le nouveau concessionnaire. Nous prenons toujours l'attache des Monuments historiques, nous prenons toujours l'attache de l'architecte des bâtiments de France pour engager des transformations.

Enfin, bien évidemment, je proposerai une charte de bon voisinage qui régira tous les engagements de maîtrise des nuisances vis-à-vis des riverains. C'est extrêmement important de pouvoir y travailler et d'avoir un suivi avec les riverains, et au-delà les usagers futurs de ces équipements. Pendant les travaux, bien évidemment, un dialogue régulier sera conduit par le gestionnaire du parc avec les riverains et toutes les parties prenantes pour examiner tous les sujets relatifs à la concomitance des activités.

Je vous propose aussi de lever cette recommandation.

Comme dans les réponses que je viens de vous apporter, du fait notamment du travail qui a été fait pour le renouvellement, et notamment avec le nouveau concessionnaire, je vous propose d'adopter ces modifications de règlement d'urbanisme.

Vous avez été plusieurs à redire, parce que ce n'est pas la première fois, que j'avais présidé la commission relative, notamment au choix du nouveau concessionnaire. Commission que j'avais souhaitée pluraliste, pour laquelle nous avions également voté ici à deux reprises pour sa composition. Il est vrai que - je l'ai co-présidée d'ailleurs avec Bernard GAUDILLÈRE - pour permettre à cette commission de pouvoir travailler en toute sérénité, sans qu'à aucun moment il n'y ait d'interférences avec des arrière-pensées électorales des uns et des autres, j'ai préféré laisser Bernard GAUDILLÈRE présider seul cette commission et m'en retirer totalement. Ce qui a été d'ailleurs validé par le Conseil de Paris, puisque le Conseil de Paris a voté sur la composition à deux reprises de cette commission. Donc je crois que j'ai bien fait. En vous entendant, franchement je crois que j'ai bien fait et je vous invite donc à voter ces projets de délibération. Je laisse bien sûr Bernard GAUDILLÈRE compléter mon propos sur les aspects liés notamment au concessionnaire.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Sur l'ensemble de ces projets de délibération, je ne vais peut-être pas m'étendre sur ce qui concerne la convention d'occupation du domaine public, puisqu'il s'agit seulement de rectifications cadastrales et domaniales qui n'ont donc pas une très grande importance. Je ne parlerai pas non plus beaucoup des modalités de résiliation anticipée, qui d'ailleurs ont été assez peu abordées par les orateurs qui m'ont précédé. En revanche, je vais m'exprimer sur la concession de travaux publics, le bail emphytéotique administratif et la convention cadre pour l'exploitation du parc des Expositions. C'est-à-dire le projet de délibération DF 87 - DU 306.

Je dirai quelques mots sur la procédure. Contrairement à ce qu'ont dit un ou deux orateurs, la procédure concurrentielle qui a été utilisée était une vraie procédure concurrentielle. Puisque je vous rappelle que les deux concurrents étaient les deux leaders de ce secteur d'activité. Ils ont présenté deux offres de très grande qualité. Il a d'ailleurs fallu plusieurs séances de la Commission des élus pour les qualifier, pour les apprécier et finalement choisir l'un d'entre eux. Nous avons d'ailleurs reconnu les efforts du candidat qui a été finalement évincé, puisque ce projet de délibération prévoit son indemnisation, ce qui paraît tout à fait normal.

La Commission spéciale était composée de quatorze conseillers de Paris. Elle a estimé, vous le savez, le 31 mai dernier, que l'offre de "Viparis" était la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution. Il n'y a donc rien dans tout ce que je viens de décrire qui caractérise une concurrence faussée ou la moindre opacité.

Quant au fait qu'Anne HIDALGO a quitté la présidence, elle s'est exprimée et je voudrais ajouter quelque chose. Vous aurez sans doute observé qu'Anne HIDALGO, dans toute sa campagne électorale, veille à ce que ses fonctions à la Mairie n'interfèrent pas avec son activité de candidate. C'est une question non seulement de légalité mais également de loyauté. Et je crois que nous y sommes tous très attachés.

Voyons maintenant en quoi l'offre de "Viparis" est à la hauteur des enjeux économiques et financiers de ce site.

D'abord elle répond à nos objectifs patrimoniaux, puisque le parc des Expositions est un patrimoine important de la Ville. Il importe donc, non seulement de l'entretenir, c'est évident, mais aussi de l'améliorer. Et le candidat propose un programme de 755 millions, c'est-à-dire grosso modo un demi- milliard d'investissements sur les dix premières années - je dis bien un demi-milliard d'euros d'investissements - et 250 ou 260 millions sur le reste de la durée du contrat.

Je rappelle - tout le monde le sait mais il faut tout de même de temps en temps donner quelques chiffres - que dans ce parc des Expositions va prendre place un Centre de congrès de 5.200 places. Je vais les comparer au Palais des Congrès de la Porte Maillot qui n'en comprend que 3.800, ce qui vous donne une idée de la majoration de notre capacité en offre de places de congrès à Paris.

Je passe sur les commerces, puisqu'on en a parlé tout à l'heure, et j'insisterai juste au passage sur le programme hôtelier, parce qu'il se trouve que c'est un des apports de la Commission des élus. Je me souviens très bien qu'il y a eu débat à cet égard, qu'un certain nombre d'élus ont fait remarquer que les offres, les premières offres si je puis dire, ne comportaient pas suffisamment de chambres. C'était par exemple la thèse de Jean-Bernard BROS, mais aussi d'autres élus. Nous avons donc demandé que l'offre soit meilleure et il y aura au total 440 chambres sur cette enceinte.

Je passe sur la durée du contrat. La durée du contrat, j'observe d'ailleurs que personne ne l'a critiquée, sauf si j'ai été inattentif aux propos de certains d'entre vous. Je crois qu'elle est parfaitement normale et parfaitement adaptée au montant des investissements que je viens de citer.

Deuxièmement, sur les enjeux économiques et financiers, nos objectifs financiers ont été atteints. Mais vous savez que cela n'a pas été facile. Je peux vous dire que les négociations ont été extrêmement difficiles sur le problème de la redevance. Quand j'entendais tout à l'heure quelqu'un dire que la concurrence n'était pas une vraie concurrence, je puis vous assurer qu'elle l'a été et que même nous avons envisagé la possibilité à un moment donné, si nous n'obtenions pas la redevance que nous nous étions fixés, qui figurait dans le cahier des charges, de conclure à un infructueux. C'est vous dire que nous étions déterminés à défendre les enjeux financiers de la Ville. J'y insiste car je trouve que c'est peut-être important par rapport au budget et au débat que nous avions hier.

La redevance perçue par la Ville est donc très fortement revalorisée puisqu'elle sera de 16 millions indexés, c'est-à-dire 16,6 millions dès le 1er janvier 2015, sans même attendre la fin des travaux, je dis bien sans même attendre la fin des travaux, alors que très souvent, les redevances ne sont établies qu'après la fin des travaux.

L'augmentation, mes chers collègues, est de 27 % par rapport à la redevance actuelle, et quand on me pose parfois des questions sur la façon dont nous envisageons l'avenir financier de la Ville, l'une de mes réponses consiste à dire que nous continuerons à exercer une pression très forte sur les concessionnaires de la Ville, notamment sur les concessionnaires les plus importants, ce qui est évidemment le cas de cette concession, et vous voyez là un exemple concret du fait que ce que nous disons, nous le faisons.

Par ailleurs, nous avons levé tout risque financier sur la résiliation de l'ancien contrat, puisqu'entre l'indemnité de résiliation qui aurait été due à "Viparis" et le droit d'entrée qui était demandé dans le cahier des charges, il y a équivalence.

Enfin, dernier point, M. GOUJON a soulevé un problème important, et je vous remercie, Monsieur le Maire, d'avoir soulevé ce problème. C'est le problème du contrôle des engagements pris par "Viparis". Vous nous avez dit, j'ai noté : "rien ne nous dit que les investissements seront tenus". Et bien, si, justement ! Parce que la différence entre ce contrat et celui qui avait été passé précédemment, c'est-à-dire, comme vous le savez, il y a un certain nombre d'années avant 2001, c'est que nous avons très fortement durci les sanctions en cas de non-respect des engagements, notamment sur les investissements.

Nous avons de par ce contrat, et chacun peut le lire car il est annexé au projet de délibération, nous avons des pouvoirs de contrôle et de sanction de la Ville extrêmement forts sur les aspects techniques et sur les problématiques financières.

J'espère, Monsieur le Maire, que je vous ai rassuré dans vos inquiétudes.

Je termine car je ne veux pas être trop long. Il est clair, et je crois que tout le monde en est conscient, qu'en votant aujourd'hui cet ensemble de projets de délibération, nous faisons un pas décisif dans la modernisation de ce qui est l'un des principaux équipements sous la dépendance de la Ville de Paris.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Une demande d'intervention du maire du 15e arrondissement.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Explication de vote. Je pense que c'est peut-être leur rôle, évidemment, c'est pour cela qu'ils sont là : un certain nombre de caricatures de mes propos ont été faites, qui ne retracent pas du tout les débats que nous avons eus en Conseil d'arrondissement, ou même l'intervention que je viens de prononcer.

Si nous avions voulu nous opposer à ce projet, Messieurs DARGENT, ALAYRAC et consorts, eh bien, nous aurions voté contre. Nous aurions voté contre !

Il y a dans notre règlement intérieur la possibilité de s'abstenir ou de ne pas prendre part au vote. Nous n'avons pas pris part au vote. Parce que si je vous suis, nous n'aurions pas d'autre possibilité, nous qui formons l'opposition

ici, que de tout accepter en bloc sans la moindre observation ! Alors, il me semble qu'en ne participant pas au vote, nous ne nous opposons pas, ce qui doit être très clair.

Pourquoi ne prenons-nous pas part au vote ? Parce que ces projets de délibération concernent aussi la construction de la tour Triangle, ce que vous omettez de signaler.

Deuxièmement, il y a malgré tout ce qu'on a dit une fragilité juridique concernant le saucissonnage.

Troisièmement, il y a eu la démission soudaine de la première adjointe candidate…

Effectivement, si elle veut la sérénité absolue dans cette enceinte et ne troubler aucunement le fonctionnement de la Ville, puisque c'est la raison pour laquelle elle a démissionné de cette commission de sélection, je lui propose de démissionner de la présidence de l'A.P.U.R., de la présidence des Musées de Paris et de sa fonction de première adjointe ! Comme cela, on serait absolument sûr et certain, comme l'a dit M. GAUDILLÈRE, qu'aucun moyen de la Ville ne serait mis en œuvre à son profit.

Enfin, je termine : le comité de site, me semble-t-il, est enterré alors qu'il avait été accepté au moins sur son principe dans les projets de délibération précédents. On se trouve maintenant avec une charte de bon voisinage octroyée, sans doute, par la première adjointe.

Cela ne nous satisfait pas du tout donc nous confirmons notre position de vote.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je vais donc mettre aux voix successivement les six projets de délibération.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 277.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DU 277).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 84 - DU 304.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DF 84 - DU 304).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 322 - DF 90.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DU 322 - DF 90).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 85.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DF 85).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 86 - DU 305.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DF 86 - DU 305).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 87 - DU 306.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DF 87 - DU 306).

Je vous remercie.

2013 DU 139 - Secteur Chapelle International (18e). Protocole d'accord entre la Ville de Paris, la SNCF, RFF et la SNEF relatif à la cession de terrains et volumes immobiliers devant permettre la réalisation d'équipements publics. Convention de projet urbain partenarial avec la SNEF.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DU 139 relatif au secteur Chapelle-International.

La parole est à M. Sylvain GAREL, pour 5 minutes maximum, mais il a le droit de faire moins.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous avons déjà eu un très long débat. Si j'ai souhaité prendre la parole, c'est à la suite de mon collègue Pascal JULIEN, dans le 18e, pour nous réjouir qu'il y ait eu arbitrage du Maire qui ait permis que sur la base logistique prévue dans cet aménagement important, il y ait une terrasse au-dessus du toit qui permettre des équipements de plein air, à la fois terrains de sport et espaces verts pour une surface de 9.300 mètres carrés.

La toiture du hall de fret, on va pouvoir aussi y faire de l'agriculture urbaine. C'était une de nos demandes, et nous sommes tout à fait agréablement, pas surpris, mais nous avons été tout à fait contentés par cette décision du Maire de faire en sorte que les toitures puissent être utilisées pour faire cette agriculture urbaine, pour, dans le cadre du Plan Biodiversité, faire en sorte que nous puissions végétaliser encore un peu plus la ville avec des moyens innovants.

Et je pense qu'il est indispensable que la Ville de Paris se lance dans de telles expérimentations dans une perspective de résilience de notre ville et du développement des circuits courts face au renchérissement des cours de l'énergie.

Il va sans dire qu'il est bien temps de rattraper le retard de Paris, retard à la fois par rapport à beaucoup de villes du Nord, et en particulier d'Amérique du Nord, où il y a déjà ce genre d'innovations mises en place, mais aussi des villes du Sud.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci beaucoup à Sylvain GAREL pour son propos.

C'est vrai que c'est un secteur très intéressant et très important. Il montre aussi comment, à partir d'un site ferroviaire, puisque c'est une opération que nous conduisons notamment avec la S.N.E.F., qui est l'agence d'aménagement de la S.N.C.F. et de R.F.F., c'est un site que nous sommes en train de transformer et nous voyons bien comment on peut construire à partir de la Ville et à partir d'éléments existants, et comment on peut mélanger des fonctions en rendant notre ville plus écologique.

C'est vrai que le choix de pouvoir faire sur ce toit de cette très grande halle un balcon avec des équipements publics et des éléments qui renvoient à la place de la nature dans la ville et à l'agriculture urbaine a été aussi une proposition émanant d'une concertation très poussée. Je voudrais non seulement rendre hommage à tous les élus

qui s'impliquent dans cette concertation, mais aussi aux associations de quartier qui portent ce projet avec nous et qui donnera naissance à un très beau quartier à Chapelle-International.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 139.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DU 139).

2013 DU 357 - Délégation sur les matières visées à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DU 357 concernant la délégation sur les matières visées à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

La parole est à Mme Laurence DREYFUSS.

Mme Laurence DREYFUSS. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, je ne vais pas être très longue. En effet, c'est une question technique.

Mme HIDALGO étant absente en 8e Commission, personne n'a pu répondre sur ce projet de délibération.

Aujourd'hui, vous nous proposez la modification du projet de délibération 2008 SGCP 3 et précisément, son alinéa 22. Il s'agit d'introduire une disposition permettant au Maire de Paris de déléguer l'exercice du droit de priorité.

Mes questions sont très simples, Madame la Maire.

Pourquoi modifier ce projet de délibération cinq ans après son adoption par le Conseil de Paris, et quatre mois avant la fin de la mandature ?

Deuxième question : quelles sont donc les conséquences de cette modification ?

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Il s'agit d'un projet de délibération technique qui vise à harmoniser différents projets de délibération liés aux délégations du Maire en matière d'urbanisme et qui sont visées par l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Aujourd'hui, le Maire est autorisé par notre Conseil à exercer pour la commune son droit de préemption, son droit de priorité, ce qui est une procédure spécifique aux biens de l'Etat ou à certaines sociétés publiques, comme la S.N.C.F. ou R.F.F. Le Maire est également autorisé à déléguer son droit de préemption ; c'est une procédure qui donne lieu, au cas par cas, à un arrêté du Maire qui est publié au B.M.O. Dans la pratique, ce droit peut être délégué à des opérateurs comme Paris Habitat ou l'établissement public foncier d'Ile-de-France.

En ce qui concerne le droit de priorité, la situation est déséquilibrée parce que le Maire n'a pas été autorisé à déléguer, de la même façon que le droit de préemption, ce droit de priorité. Donc, il s'agit pour nous, avec ce projet de délibération, de régulariser cette situation de manière générale et d'harmoniser les procédures de délégation existantes. C'est une procédure qui reste parfaitement transparente : chaque délégation fera l'objet d'un arrêté du Maire qui sera publié au B.M.O. D'ailleurs, les instances de gouvernance des opérateurs délégataires sont aussi transparentes, notamment pour Paris Habitat qui sera a priori, pour ce droit de priorité, le seul acteur concerné.

Voilà les éclaircissements que je voulais apporter sur ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 357.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DU 357).

2013 DU 289 - Bilan de la concertation préalable, de la mise à disposition de l'étude d'impact et dossier de création de la Z.A.C. "Porte de Vincennes" (12e et 20e).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au GPRU.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au bilan de la concertation.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au GPRU.

Vœu déposé par Mme SIMONNET et M. CORBIERE relatif à la couverture du périphérique.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen, du projet de délibération DU 289 relatif au dossier de la Z.A.C. de la porte de Vincennes et aux amendements n° 35 A et vœux référencés n° 35 à 38 qui y sont rattachés.

Je vais donner la parole successivement à M. Michel CHARZAT, M. Christophe NAJDOVSKY, Mme Valérie MONTANDON, M. Alexis CORBIÈRE, Mme Marinette BACHE, M. Alain LHOSTIS et Mme Danielle SIMONNET.

Monsieur CHARZAT ?

M. Michel CHARZAT. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, le moment est venu de conclure, au terme d'un long, d'un trop long processus, le projet de réaménagement de la porte de Vincennes. Or, les 4.700 habitants concernés sont dubitatifs, sinon insatisfaits.

La concertation, telle qu'elle a été conçue par l'équipe CHEMETOV, dans l'esprit d'une culture techno-bolchevique révolue a insupporté. La non-couverture du périphérique suscite regrets et déception.

Lors de la précédente mandature, les services compétents répondaient au maire du 20e arrondissement que ladite couverture était techniquement possible : vérité d'hier, erreur d'aujourd'hui !

Reste le projet tel qu'il est. Nous proposons de l'améliorer avec ce vœu dans trois domaines :

- en premier lieu, celui de la concertation par la mise en place d'une nouvelle démarche participative permettant une écoute et une participation effective. La création d'un comité de suivi du projet ouvert aux associations, aux habitants, aux riverains concernés en serait l'instrument.

- deuxième engagement, celui qui consiste à laisser ouverte la possibilité d'une couverture légère et partielle du périphérique : côté 20e, de la rue Lagny jusqu'au pied de la rue du Commandant-L'Herminier, couverture d'ailleurs facilitée par le passage en tranchée du périphérique sur ce tronçon ; côté 12e, entre l'avenue Courteline et la future passerelle piétonne.

- enfin, troisième engagement : compléter le programme d'équipements publics. Comme les associations, comme les conseils de quartier, nous pensons, avec Christophe NAJDOVSKI, que le programme doit mieux tenir compte des besoins de la population. Avec 27 % de personnes de plus de 60 ans, avec 36 % de familles monoparentales, l'ouverture d'un centre médicosocial est une demande pertinente. De la même façon, la création d'une antenne intergénérationnelle, comprenant un point d'aide à la recherche d'emploi, répondrait aux attentes d'une information de proximité.

Mes chers collègues, la porte de Vincennes, entrée majeure dans la Capitale, mérite un projet ambitieux et cohérent d'aménagement urbain. Cette ambition doit être aussi exigeante pour répondre au mal-vivre de ses milliers d'habitants. Telle est la raison d'être de ce vœu.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

A l'occasion du bilan de la concertation relative à l'aménagement de la porte de Vincennes, je voudrais exprimer une déception.

Déception de voir que, dix ans après le lancement de la réflexion sur le réaménagement de la porte de Vincennes, la Ville de Paris propose un projet qui manque singulièrement d'ambition et ne répond que très partiellement aux besoins et préoccupations des habitants de la porte de Vincennes.

La porte de Vincennes est une porte d'entrée majeure dans Paris. Si le site bénéficie d'atouts, comme une bonne desserte en transports, il subit aussi fortement les nuisances du boulevard périphérique. Bruit, pollution atmosphérique, poussières sont le quotidien de milliers d'habitants situés aux abords directs du périphérique.

La question d'une couverture de celui-ci, totale ou partielle, à la porte de Vincennes, a donc été posée dès le départ. Elle était d'ailleurs une hypothèse sérieuse jusqu'en 2011, date à laquelle elle a été abandonnée par le maître d'œuvre et par la Ville de Paris, suscitant l'incompréhension du nombreux public présent à la réunion de lancement de la concertation du 20 octobre 2011. Le motif avancé par le maître d'œuvre et par la Ville est celui d'un coût trop élevé d'une couverture totale et d'une impossibilité technique d'une couverture au niveau des trémies d'accès au boulevard périphérique, au niveau de l'échangeur de la porte de Vincennes.

Pourtant, d'autres propositions ont été formulées ultérieurement par les habitants du quartier et par les élus écologistes, comme celle de couvertures partielles, l'une au Sud de la rue de Lagny dans le 20e, l'autre au Nord de l'avenue Courteline dans le 12e, mais jamais, pendant la concertation, il n'a été répondu à ces propositions de couvertures partielles.

Dans l'exposé des motifs du projet de délibération, il est indiqué que la mise en œuvre d'une dalle de couverture partielle du périphérique a été estimée à un coût prévisionnel d'investissement de 24,75 millions d'euros. La réalisation de deux couvertures partielles aurait donc coûté environ une cinquantaine de millions d'euros.

C'est une somme relativement importante, certes, mais à mettre en regard avec d'autres choix d'investissement de la Ville de Paris : 160 millions d'euros pour la démolition-reconstruction du stade Jean Bouin, plus de 200 millions d'euros pour la seule Canopée des Halles. C'est donc un choix politique conscient qui a été fait de donner la priorité à de grands projets au détriment de projets certes moins visibles mais pas moins utiles aux Parisiens.

Nous souhaitons que cette question d'une couverture partielle ne soit pas purement et simplement abandonnée. Aussi, est-ce la raison pour laquelle, avec Michel CHARZAT, nous co-déposons un vœu demandant que cette question puisse être à nouveau mise sur la table.

Autre motif de déception : la faiblesse des équipements publics dans le total des surfaces constructibles du projet : 4.110 mètres carrés sur un total de 37.900 mètres carrés constructibles, soit à peine plus de 10 %. Pourtant, là encore, il existe des besoins qui se sont exprimés pendant la concertation, notamment d'équipements publics à vocation sociale. Michel CHARZAT l'a évoqué tout à l'heure.

Une couverture partielle du périphérique aurait également permis la création d'un jardin et d'un équipement sportif, qui auraient d'ailleurs pu être mutualisés avec la commune de Saint-Mandé. Aussi, donc, nous avons déposé, Michel CHARZAT et moi-même, un vœu pour que la Ville de Paris opère notamment un rééquilibrage du programme en faveur des équipements et services publics, notamment à vocation sociale.

Au final, nous voulons exprimer à nouveau notre déception face à ce projet qui répond de manière insuffisante aux besoins et aux préoccupations des habitants de la porte de Vincennes.

C'est la raison pour laquelle nous nous abstiendrons sur ce projet de délibération.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Madame MONTANDON, vous avez la parole.

Mme Valérie MONTANDON. - Merci, Monsieur le Maire.

En effet, ce n'est pas faute de l'avoir répété depuis plusieurs années maintenant. Avec d'autres formations politiques, nous avons demandé et redemandé que soit prise en compte dans ce projet du G.P.R.U. une couverture partielle du périphérique.

Les couvertures partielles du périphérique étaient, en effet, très attendues des habitants et des conseils de quartier de la porte de Vincennes et, justement, vous l'énumérez à juste titre dans le bilan de concertation, mais ce n'est pas pour autant que cela a été pris en compte. Pourtant, une couverture du périphérique aurait permis de réduire considérablement les nuisances inhérentes au périphérique au niveau pollution, au niveau visuel, au niveau sonore, bien sûr, mais aussi de gagner du foncier afin de prévoir d'autres équipements publics qui font tant défaut dans ce G.P.R.U.

Même la crèche que vous annoncez est encore suspendue à une décision selon des relevés de pollution, sachant, sans couverture du périphérique, que ce n'est pas sûr qu'elle puisse voir le jour.

Enfin, de créer aussi une meilleure liaison entre Paris et les communes riveraines.

Mais voilà, aujourd'hui, nous présentons un amendement qui demande de nouveau une couverture du périphérique au Sud de la rue Lagny et au Nord de l'avenue Courteline. Nous espérons être entendus pour que, enfin, ce G.P.R.U. ne devienne pas un P.P.R.U., Madame HIDALGO, un Petit Projet de Rénovation Urbain, comme il tend à le devenir actuellement en raison du sous-équipement des équipements publics, et aussi de cet abandon de couverture du périphérique. Nous espérons que les choix politiques se feront de façon positive afin que l'est de Paris bénéficie aussi et pas simplement le centre et l'ouest de Paris de grands projets urbains.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à Mme Marinette BACHE.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire. Je vais en effet défendre ce vœu qui a été présenté par le groupe SRGA, mais également par le groupe PCF-PG, Alain LHOSTIS s'exprimera, et qui a été voté par le conseil du 20e arrondissement. Il concerne le secteur de la porte de Vincennes, l'un des 11 G.P.R.U. pour lesquels la Ville de Paris a investi de manière importante.

La porte de Vincennes présente de nombreuses spécificités qui sont à prendre en compte, des atouts : les espaces verts, les perspectives, les dégagements ; des contraintes : de fortes nuisances liées évidemment au périphérique et un quartier dortoir avec peu d'équipements. Tout cela doit nous guider dans son aménagement.

L'agence d'urbanisme Paul CHEMETOV, retenue pour proposer un projet a soumis un programme qui a suscité de nombreux débats et réactions. La question du traitement des nuisances, soit les nuisances sonores ou la pollution de l'air a occupé une place importante et cela à juste titre. Certaines propositions apporteront donc des réponses adaptées avec la création d'équipements comme le centre de musique, de danse, le gymnase, le réaménagement des espaces publics dans le domaine de la voirie et dans le domaine des espaces verts.

Quant aux bailleurs sociaux, à la demande de la mairie du 20e arrondissement, ils ont déjà engagé des travaux de rénovation de leur patrimoine sans attendre la création de la Z.A.C. de la porte de Vincennes.

En parallèle de ces études, des aménagements ont été réalisés avec l'installation d'un nouveau revêtement sur le périphérique, qui a permis de réduire les nuisances sonores.

Aujourd'hui, donc, il faut préciser clairement nos priorités dans le cadre de la création de cette future Z.A.C. et fixer des objectifs ambitieux en matière de réduction des nuisances.

Afin de pallier les contraintes du site et de réduire au maximum ces nuisances, l'impossibilité de couvrir le périphérique à cet endroit nous étant imposée, ceci nous contraint à être encore plus imaginatifs que nous avons pu l'être dans les autres secteurs d'aménagement. Il nous faut trouver des solutions innovantes en intégrant de nouvelles technologies.

Au même titre que le revêtement du périphérique, c'est donc l'ensemble du projet urbain qui doit être conçu de cette manière. À la fois au travers de la conception des bâtiments avec l'isolation des façades, les protections phoniques et un traitement de l'air, et au travers de l'aménagement des espaces verts et de la voirie avec l'augmentation des talus et la construction de structures innovantes.

Après cette longue concertation, que, contrairement à M. CHARZAT, je ne qualifierai pas de technico-bolchévique, mais j'ai moins d'expérience que lui en la matière, nous souhaitons que ce projet puisse ainsi devenir une référence urbaine, afin que d'autres habitants en but aux mêmes problèmes puissent s'en inspirer pour le réaménagement de leur quartier.

Pour toutes ces raisons, je vous propose de voter ce vœu.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je donne la parole à M. Alain LHOSTIS.

M. Alain LHOSTIS. - Je voudrais d'abord rappeler ce qui devrait être une évidence ici dans cette enceinte, que la réalisation inégalitaire du périphérique, c'est-à-dire cette dissension entre l'est et l'ouest, où à l'est et au nord, on a mis le périphérique en aérien, ce sont des décisions de la droite que mon groupe, auquel j'appartenais déjà à l'époque, a combattu, ce sont les restants de la politique pompidolienne de la Capitale "tout pour la bagnole" dont certains sont encore les porte-paroles dans cette enceinte.

Aujourd'hui, nous sommes évidemment obligés de procéder depuis un certain nombre d'années à des réparations coûteuses et délicates, et je rappelle que les premières décisions en la matière ont été prises sur proposition en 1981 et 1982 de Charles FITERMAN, mon ami, Ministre des transports et de l'équipement.

Ceci étant rappelé, je souligne que ce secteur dont nous parlons a fait de la part de la municipalité l'objet d'améliorations du cadre de vie des habitants que ce soit avenue de la porte de Vincennes, les équipements de la petite enfance, ou le tramway.

Inutile d'insister sur les nuisances, la pollution de l'air, les nuisances sonores résultant du périphérique et notamment avenue de la porte de Vincennes.

Le grand projet de renouvellement urbain porte sur l'amélioration du cadre de vie et la réduction des nuisances et en fait une priorité. Le quartier, cela a été dit, est caractérisé par un important secteur de logements avec des interventions programmées par les bailleurs sociaux pour améliorer leur patrimoine et la qualité de vie des locataires. Depuis 2001, la Ville de Paris a toujours montré un volontarisme dépassant les normes et les règlementations en matière de développement durable et environnemental, je ne vais pas trop insister.

Il n'est pas correct d'utiliser, comme l'a fait l'ancien maire du 20e arrondissement, des termes qu'il veut désobligeants sur l'architecte dont je rappelle qu'il a été tout de même Grand prix national de l'architecture. On peut ne pas partager ses choix en matière architecturale, mais il est inutile de se vouloir désobligeant, si vous voulez traiter quelqu'un de "bolchévique", faites-le pour moi, ce n'est pas un problème !

En ce qui me concerne, je voudrais revenir avec mon groupe sur le vœu qui a été adopté à l'unanimité au conseil du 20e arrondissement, qui dans le sens de ce que vient de dire Marinette BACHE propose de développer des dispositifs ambitieux et ingénieux en s'appuyant sur les technologies modernes, un projet urbain qui prévoit des aménagements innovants sur l'espace public et sur les bâtiments existants ou en construction neuve notamment avec des protections phoniques qui peuvent aujourd'hui être mises en œuvre, et enfin que la Ville de Paris tire parti et établisse un suivi du projet urbain de la porte de Vincennes pour qu'il devienne une référence urbaine dans le domaine du traitement des nuisances, afin d'apporter des solutions efficaces et innovantes pour la qualité de vie des habitants, mais je ne doute pas que la première adjointe en charge de l'urbanisme, mon amie Anne HIDALGO, aille dans ce sens.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Danielle SIMONNET.

Mme Danielle SIMONNET. - Mes chers collègues, qui pourrait s'opposer à des dispositifs ambitieux, ingénieux en matière de réduction des nuisances, et adaptés aux contraintes spécifiques du site ? On ne peut être que pour. Mes chers collègues, depuis 2008, tous les ans le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche a soutenu et défendu la couverture complète ou partielle du périphérique.

Nous savons par ailleurs que nous portions, l'ensemble des composantes de la majorité en 2008, l'ambition de poursuivre la couverture du périphérique, et pour personne elle n'avait vocation à s'arrêter, notamment dans la partie 20e arrondissement, à la porte des Lilas.

Quelle est finalement la raison pour laquelle il y a dans ce G.P.R.U. l'abandon de la couverture même partielle du périphérique ?

Le coût, ce ne sont pas des questions techniques, car les questions techniques, on sait que l'on peut les surmonter avec notamment comme cela a été dit précédemment, l'option d'une couverture partielle d'un côté et de l'autre de la porte, mais évidemment c'est la question du coût, parce que lorsque celui-ci se monte à 24,7 millions d'euros eh bien on est forcément dans les 50 millions d'euros pour la couverture du périphérique.

Mais, mes chers collègues, c'est un choix et là on voit à quel renoncement nous mène l'accompagnement des politiques d'austérité, car les 120 millions en moins de dotation de l'État, nous font perdre la possibilité notamment d'avoir l'ambition de porter cette couverture ne serait-ce que partielle du périphérique.

Nous voterons le vœu présenté par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche car nous sommes bien sûr pour des dispositifs ambitieux et innovants, mais nous voterons également le voeu présenté par M. CHARZAT et le groupe "Europe Écologie - les Verts" et nous les invitons d'ailleurs et nous vous invitons à voter le vœu n° 38 présenté avec Alexis CORBIÈRE demandant la couverture du périphérique porte de Vincennes. Je pense qu'il est important de continuer de façon cohérente à défendre cette couverture du périphérique.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous revenons sur ce beau projet. Je reprends vraiment à mon compte la proposition que vous m'avez formulée, Marinette BACHE et Alain LHOSTIS, rappelant que la porte de Vincennes doit être une référence urbaine dans le traitement des nuisances afin d'apporter des solutions efficaces et innovantes pour la qualité de vie des habitants.

Je donnerai bien sûr un avis favorable à votre vœu et nous nous retrouvons après beaucoup de réunions, pour approuver le bilan d'une concertation qui a été intense, à laquelle j'ai eu le plaisir de travailler, sur un projet urbain qui est un projet urbain qui prévoit une requalification extrêmement forte de quartiers qui avaient été délaissés dans lesquels aucun investissement n'avait été fait ni sur la qualité, ni sur les espaces publics et encore moins sur les questions relatives aux nuisances sonores.

Je me permettrai de dire, vous avez été un certain nombre à le reprendre, à dire à M. CHARZAT que quand même, les propos qu'il tient sur une personne qui n'est pas là, qui se trouve être un très grand architecte, Paul CHEMETOV, c'est quelque chose qui ne correspond pas à ma façon de faire de la politique. Il vaut mieux, si vous avez quelqu'un à interpeller, le faire quand il est là et qu'il soit en capacité de répondre.

Enfin, je pense, et c'est aussi ma conception de la politique, que nous nous entourons d'experts, d'architectes, d'urbanistes, des services de la Ville, mais c'est le politique qui décide. Ne faites donc pas reposer sur Paul CHEMETOV une responsabilité que nous avons ici prise à plusieurs reprises, en tous les cas que j'assume totalement. Ce n'est pas un projet imposé par Paul CHEMETOV, mais c'est un projet sur lequel le Conseil de Paris s'est déjà majoritairement exprimé, et je vous invite à vous exprimer sur le bilan de cette concertation.

D'abord vous dire, bien sûr, que ce projet ambitionne de réduire de façon très significative les nuisances aux abords du périphérique, et bien sûr les nuisances sonores parce que c'est le problème numéro un.

La question de la couverture du périphérique a été maintes fois évoquée. J'ai soutenu devant les habitants, dans des réunions publiques, qu'elle n'était pas possible. Elle n'est pas possible, d'abord compte tenu du caractère très large du périphérique à cet endroit, du fait qu'il y a la ligne 1 qui passe dessous et que du coup, nous sommes sur un périphérique très peu encaissé, et donc les possibilités de couverture sont extrêmement faibles parce qu'il faudrait décaisser ce périphérique avec la contrainte technique liée au passage de la ligne 1. Par ailleurs, il y aurait un coût totalement rédhibitoire.

Nous préférons investir dans les équipements publics, dans les aménagements, dans la requalification des bâtiments, notamment le fait de faire diminuer les nuisances sonores en travaillant sur les bâtiments existants, en travaillant aussi sur les talus du périphérique, sur par exemple le revêtement, puisqu'une expérimentation avait été conduite l'année dernière. Elle s'est avérée concluante. C'est un nouveau revêtement qui permet de réduire notamment le bruit lié au passage des véhicules sur le périphérique. D'ailleurs, elle a été tellement concluante que nous avons décidé de l'étendre à 10 % du périphérique parisien dès cette année.

Nous allons donc continuer à travailler sur ces plans-là. Je pense qu'il y a aussi des propositions qu'avait notamment faites le groupe des Verts, et j'y suis très favorable. L'idée de pouvoir utiliser notamment des aménagements de panneaux solaires pour pouvoir, en bordure du périphérique, restreindre cette nuisance sonore et en même temps servir l'installation d'une centrale photovoltaïque sur un site qui est particulièrement intéressant.

Ce sont donc ces innovations-là sur lesquelles nous allons travailler pour permettre de réduire ces nuisances sonores mais d'ores et déjà, quand même, je tiens à vous dire que le travail de requalification et les investissements que nous avons déjà approuvés en Conseil de Paris sont quand même portés à un montant de 80 millions d'euros. Ce n'est donc pas un quartier qu'on abandonne, contrairement à ceux qui aujourd'hui viennent rappeler à notre bon souvenir qu'il y a des habitants sur cette porte de Vincennes.

Les propositions qui sont faites ici consistent effectivement à vous demander d'approuver ce bilan de la concertation.

Je sais qu'il y a eu une déception des habitants, et notamment sur la couverture partielle de la partie de Lagny mais là aussi, nous nous sommes vraiment engagés pour réduire ces nuisances sonores et notamment sur les bâtiments et avec des espaces verts.

Nous avons tenu compte de beaucoup des propositions qui ont été faites par les habitants dans cette concertation, et donc je voudrais vous dire à partir de ces commentaires, à partir du travail, et permettez-moi de le dire, remarquable, effectué par Paul CHEMETOV sur un site extrêmement important de notre capitale, je vous propose d'approuver ce bilan de la concertation et le bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact concernant ce dossier, et l'approbation, bien sûr, du dossier de création de Z.A.C. de la porte de Vincennes.

Donc, avis favorable pour le vœu déposé par Frédérique CALANDRA et les élus du 20e et par le président du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, et avis défavorable sur les vœux présentés par M. CHARZAT, Mme SIMONNET et le premier adjoint du 12e arrondissement, M. Alexis CORBIÈRE.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Pour des explications de vote, la parole est à Mme TACHENE, ensuite à Mme MONTANDON.

Mme Anne TACHENE. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, le groupe U.D.I. aurait voté favorablement ce projet de délibération portant sur l'aménagement de la porte de Vincennes avec l'apport des vœux n° 35 du groupe PS, du vœu n° 36 du groupe Europe écologie les Verts, du vœu n° 38 de Mme SIMONNET et M. CORBIÈRE et de l'amendement n° 35 A du groupe U.M.P.P.A.

En effet, ce secteur a une fonction structurante dans l'agglomération parisienne, notamment du fait du lien qu'il comporte avec les communes de Saint-Mandé, Montreuil, Vincennes, bien sûr, lien auquel nous sommes attachés au groupe U.D.I.

Ce secteur a également une fonction de qualité de vie pour les riverains : plus de place aux piétons, plus de place pour les modes de déplacement doux - on n'en a pas parlé -, plus de place pour le végétal, mais également plus d'équipements publics, d'équipements sportifs et culturels, d'équipements municipaux comme l'ont suggéré nos collègues écologistes.

Cependant, le projet tel qu'il nous est présenté aujourd'hui ne comporte pas cette couverture du périphérique.

Pour le groupe U.D.I., rendre à Paris de la fluidité et de l'équilibre, c'est reconsidérer les espaces pour favoriser les liens, remettre de l'humanisme au cœur de notre ville pour mieux articuler l'humain et l'urbain. La couverture progressive ou partielle du périphérique est rendue véritablement nécessaire pour restaurer le lien vital avec nos communes voisines et faire qu'il cesse d'être cette barrière que nous connaissons.

C'est donc tout l'enjeu de ce projet.

Alors, je regrette également que, pour oser Paris, vous n'osiez pas la porte de Vincennes.

Aussi, le groupe U.D.I. s'abstiendra.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Madame, je profite de votre intervention pour faire un rappel : les explications de vote ne sont pas destinées à permettre aux conseillers de Paris qui ont oublié de s'inscrire ou bien qui souhaitent reparler après l'adjointe de pouvoir le faire. Les explications de vote sont destinées à pouvoir donner des précisions par rapport aux éléments qui ont été donnés sur des vœux lors du débat et elles ne permettent pas de faire une intervention générale de cette manière-là.

Je donne donc la parole, dans le même esprit, à Mme MONTANDON.

Mme Valérie MONTANDON. - Déjà, je voulais juste signaler que l'Exécutif n'a pas donné de position de vote sur l'amendement n° 35 A.

Nous voterons contre le projet de délibération et les vœux n° 35 et n° 37 de la majorité et du P.C. car les arguments qui sont avancés ne sont que des rustines, en fait, à l'abandon de la couverture du périphérique.

En revanche, nous voterons positivement les vœux des écologistes et du Front de gauche qui vont dans le bon sens de la couverture du périphérique et de plus d'équipements publics.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - C'est pour un rappel au règlement ?

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, je voudrais simplement rappeler à notre Assemblée, mais elle le sait, que les explications de vote ont évidemment lieu en fin d'examen du projet de délibération, quand les votes ont été présentés et quand l'adjoint compétent a répondu.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Oui, c'est exactement ce que j'ai dit.

Mme Laurence DOUVIN. - Non !

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Si !

Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 35 A déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 35 A est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 35, déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 278).

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 36, déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 37, déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 279).

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 38, déposée par Mme SIMONNET et M. CORBIERE, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 289.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DU 289).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la dénomination "Marek Edelman" à une placette dans le 11e.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous finissons cette séance matinale par deux vœux.

Le premier, le vœu référencé n° 39 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, est relatif à la dénomination "Marek Edelman" à une placette dans le 11e arrondissement.

La parole est à M. Philippe DUCLOUX.

M. Philippe DUCLOUX. - Monsieur le Maire, Madame la Maire, mes chers collègues, vous n'êtes pas sans savoir que Marek Edelman a joué un rôle héroïque tout au long de sa vie. Il a été l'une des figures les plus marquantes du mouvement ouvrier juif et un des exemples les plus remarquables de la résistance armée juive face au nazisme.

Marek Edelman a été un des dirigeants historiques du soulèvement du ghetto de Varsovie. Par ailleurs, il a fait le sacrifice de laisser partir, et de laisser fuir sa famille en France en 1968 pour rester fidèle à son engagement et ses convictions politiques de démocratisation.

Marek Edelman a été un militant actif de Solidarnosc entre 1989 et 1993. Par ailleurs, il a été un cardiologue réputé, attaché à l'hôpital de Lodz au sein duquel il a travaillé jusqu'en 2007 à plus de 88 ans.

Enfin, Marek Edelman a été nommé chevalier de l'ordre de l'Aigle blanc, la plus haute distinction de Pologne, et a été élevé en 2008 au grade de commandeur dans l'ordre de la Légion d'Honneur.

Pour toutes ces raisons et sur proposition de M. Patrick BLOCHE et des élus du 11e arrondissement, je demande à ce que le Conseil de Paris émette le vœu à ce que le nom de Marek Edelman soit donné à la placette située en haut de la rue de La Fontaine-au-Roi, dans ce quartier du bas Belleville. Tout un symbole.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - J'accueille bien sûr très favorablement ce vœu des élus du 11e arrondissement pour que notre Ville rende hommage à Marek EDELMAN dont la vie se confond avec, hélas, les drames du XXe siècle. Vous l'avez rappelé et je crois que nous aurons à faire une très belle commémoration et inauguration lorsque nous serons amenés à donner ce nom. Et notre Ville s'honore vraiment de dire que demain une rue portera le nom de Marek EDELMAN.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 280).

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif aux dénominations des voies publiques.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 40 dans le fascicule, déposé par le groupe U.D.I., relatif aux dénominations des voies publiques.

La parole est à Mme Catherine BRUNO.

Mme Catherine BRUNO. - Merci, Monsieur le Maire.

La très grande majorité des personnalités décédées que la Municipalité veut honorer mérite en effet notre hommage. Cependant, même si une règle admet des exceptions, les exceptions ne doivent pas devenir la règle. Or, depuis quelque temps, lorsqu'une personnalité meurt, les dérogations pour attribuer son nom à une rue ou à un lieu s'appliquent trop souvent sans avoir le recul nécessaire des cinq ans après son décès.

J'aimerais que nous soient précisées les modalités d'application quant à l'attribution d'un nom à une voie publique.

D'autre part lorsqu'on se promène dans Paris, en s'intéressant à son patrimoine et en levant les yeux, il me paraît très intéressant et instructif de voir sur des immeubles que telle ou telle personnalité y a vécu ou y est née ou y est décédée. Cette façon de rendre ainsi hommage à une personne est peut-être plus facile à réaliser et mériterait d'être encouragée.

Enfin je voudrais rappeler un vœu émis en novembre 2010 à mon initiative et voté à la quasi-unanimité de notre Conseil pour attribuer le nom des moines de Tibhirine à une rue ou à un lieu.

Je voudrais rappeler également la demande de pose d'une plaque au nom de Xavier Graal, rue du théâtre dans le 15e arrondissement, sur l'immeuble dans lequel il a vécu.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Je voudrais vous rapporter quelques informations sur notre politique en matière de dénomination depuis six ans. Pour les rues et espaces publics, rien que pour l'année 2013, c'est 172 dénominations qui ont été examinées. Parmi celles-ci, 72 ont déjà été approuvées par le Conseil de Paris, 23 sont d'ores et déjà envisagées pour le Conseil de décembre prochain, avec bien sûr un objectif tenu de parité puisque, vous le savez, l'invisibilité des femmes a été un sujet majeur avant 2001, sur lequel nous essayons de rattraper un retard qui sera difficilement rattrapable, mais nous en avons la volonté.

Sur les plaques commémoratives, nous en avons voté 189 depuis 2001, et rien que pour le conseil de novembre 2013, ce sont 5 nouvelles plaques qui vont être votées, mais vous savez que là, on a besoin de l'accord des copropriétés, donc c'est un sujet un peu différent de celui des plaques et dénominations.

Sur la règle des cinq ans, c'est une règle que l'on a souvent réaffirmée ici et, en même temps, elle est difficilement applicable à 100 %, mais je suis d'accord avec vous, je l'ai souvent rappelé, vous avez évoqué, notamment, la dénomination "moines de Tibhirine", que nous avons déjà approuvée dans notre Conseil, donc je pense que là, on est dans la mise en œuvre.

Sur l'autre dénomination, je vais vérifier, je n'ai pas les éléments en tête, mais j'apporterai à votre groupe, qui avait suggéré ces dénominations, toutes les informations dans les jours qui viennent, mais compte tenu de ces remarques, je vais tout de même émettre un avis défavorable à votre vœu, parce que c'est une exigence, cette exigence de cinq ans, que nous avons, à l'évidence, du mal à appliquer, parce que, pour certaines personnalités,

nous nous sentons engagés à pouvoir donner leur nom, lorsqu'elles disparaissent, assez vite à des lieux dans les rues de notre Ville.

Je vous remercie, mais j'émets un avis défavorable, à moins que vous n'acceptiez de retirer ce vœu.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Madame BRUNO, vous avez la parole.

Mme Catherine BRUNO. - Non.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.D.I., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Nous en finissons là avec cette séance matinale, nous reprendrons nos travaux à 14 heures 30.

La séance est suspendue.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à treize heures vingt minutes, est reprise à quatorze heures trente minutes, sous la présidence de M. Pierre SCHAPIRA, adjoint).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous poursuivons nos travaux.

2013 DLH 135 - Rapport d'activité du Conseil du Patrimoine de la Ville de Paris.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous passons à l'examen du rapport d'activité du Conseil du Patrimoine de la Ville de Paris.

Monsieur DUBUS, vous avez la parole.

M. Jérôme DUBUS. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, nous abordons le rapport annuel du Conseil du Patrimoine, qui va me permettre d'attirer à nouveau votre attention sur la gestion du patrimoine de la Ville de Paris.

Je vous rappelle que ce sujet a récemment fait l'objet de plusieurs rapports. Il s'agit, bien sûr, du rapport de la M.I.E. sur la politique immobilière de la collectivité parisienne, qui a été approuvé à l'unanimité, qui vous a été remis en avril 2013, mais aussi du rapport de la Chambre régionale des comptes sur la gestion des biens du domaine public de la Ville de Paris, qui nous a été présenté un peu après, en juillet 2013.

Ce qui était particulièrement intéressant, c'est que les deux rapports disaient à peu près la même chose et présentaient, grosso modo, les mêmes recommandations.

En substance, ils arrivaient tous les deux à la conclusion que la Ville de Paris connaît assez mal son patrimoine, n'a pas mis en place de stratégie patrimoniale et dispose d'un inventaire physique et comptable qui est inachevé.

Je vous rappelle ce que vous disait la Chambre régionale des comptes : "Alors que l'ensemble des parcelles représente 69 millions de mètres carrés, il n'existe toujours pas d'inventaire physique exhaustif. De plus, le système d'informations patrimoniales existant est doté d'outils insuffisamment interfacés et lacunaires".

Et le rapport ajoutait : "Le comptable public n'est pas en mesure d'établir un véritable état de l'actif à l'appui du bilan des comptes de gestion de la Commune et du Département de Paris, en raison de la fiabilité insuffisante de l'inventaire physique tenu par l'ordonnateur".

Après 12 ans aux responsabilités, les magistrats de la Chambre régionale des comptes ont donc dressé un bilan relativement sévère de votre action.

Vous qui avez toujours considéré que la stratégie immobilière était un sujet trop sérieux pour être confié au seul Conseil de Paris, vous avez été par deux fois sommés de faire acte de transparence.

Mes chers collègues, il apparaît aujourd'hui inimaginable qu'avec un patrimoine de 69 millions de mètres carrés, la collectivité parisienne n'ait pas de stratégie immobilière.

La Chambre régionale des comptes l'a dit, et je cite à nouveau son rapport : "Il n'existe pas de schéma pluriannuel de stratégie patrimoniale foncière ou immobilière ni de synthèse domaniale dans le rapport d'activité ou budgétaire annuel".

La Mission d'information et d'évaluation, présidée par Jean-François LEGARET, avait également constaté cette triste lacune, d'où la recommandation de créer un Conseil de l'immobilier de la Ville de Paris.

M. Jean-François LEGARET vous a interpellés au Conseil de Paris d'octobre sur la création de ce Conseil ; un simple arrêté du Maire est nécessaire pour le créer.

Sept mois après la présentation du rapport de la M.I.E., je le rappelle, adopté à l'unanimité des groupes, cinq mois après la présentation du rapport de la Chambre régionale des comptes, il n'y a donc aucun effort dans ce domaine pour avancer.

Même quand il s'agit d'une collectivité locale, il est anormal qu'il y ait encore des domaines qui soient réservés uniquement au Maire.

Les rapports se suivent, se ressemblent, ils vous demandent de communiquer au Conseil de Paris vos plans d'investissement, vos schémas d'implantation et de présenter vos stratégies.

Au nom de mon groupe, je vous demande donc de créer au plus vite ce Conseil de l'immobilier de la Ville de Paris.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur DUBUS.

Je donne la parole à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur DUBUS, vous saisissez l'opportunité d'un compte rendu de l'activité du Conseil du Patrimoine pour changer de sujet.

D'abord, le Conseil du Patrimoine, reconnaissez-le, a continué son activité et son travail, à la demande du Maire de Paris, dans la continuité de ce qui avait été fait, d'ailleurs, depuis 1995, sur son travail d'estimation, de réponse aux sollicitations qui sont faites par le Maire de Paris sur la valorisation des biens, sur les arbitrages à rendre, sur l'estimation des valeurs, et c'est en cela que le Conseil du Patrimoine est mandaté par le Conseil de Paris, et force est de reconnaître qu'il exerce cette activité avec tout le sérieux nécessaire, ce qui n'est, bien sûr, pas étonnant quand on connaît la qualité de ses membres.

Ensuite, vous évoquez le flou, paraît-il, de la connaissance des propriétés diverses de la Ville de Paris.

Très honnêtement, je ne suis ni rapporteur de la M.I.E. ni membre de la mission d'évaluation sur ce sujet-là, je constate simplement que la Ville de Paris doit quand même connaître assez bien son patrimoine pour procéder à des arbitrages et à des ventes qui sont, depuis 2001, me semble-t-il et de mémoire, chiffrées entre 100 et 150 millions d'euros par an ; ce n'est pas rien.

Ce qui veut dire qu'il y a bien dans cette ville une cellule de réflexion, au sein de laquelle les arbitrages sont rendus, et il y a notamment une commission foncière, bien évidemment, où l'ensemble des services présente un certain nombre de dossiers, présidée par Bernard GAUDILLÈRE, qui joue totalement son rôle.

Peut-être les choses peuvent s'améliorer, je ne suis pas en mesure d'avoir la capacité ni l'autorité pour répondre à votre sollicitation. C'est pourquoi je ne pourrai pas m'engager dans la voie que vous nous demandez.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Parfait.

Comme c'est un rapport, il n'y a pas de vote.

2013 DLH 149 - Réalisation par la R.I.V.P. d'un programme comportant une résidence étudiante de 28 logements PLUS et un foyer de jeunes chercheurs de 27 logements PLS 8-10, rue Charles V (4e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DLH 149 concernant la réalisation par la R.I.V.P. d'un programme comportant une résidence étudiante de 28 logements PLUS et un foyer de jeunes chercheurs de 27 logements P.L.S. au 8-10, rue Charles V, dans le 4e.

Madame GUIDI, vous avez la parole.

Mme Claire GUIDI. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, j'ai tenu à prendre la parole aujourd'hui pour évoquer ce projet de délibération relatif au programme de logements étudiants qui sera réalisé rue Charles V, dans le 4e arrondissement.

C'est un beau projet de délibération, c'est un projet de délibération, je crois, dont on peut se réjouir, et ce, à plusieurs titres.

Premièrement, et je sais que cela est un point de crispation pour certains, ce projet de délibération va permettre la réalisation de logements locatifs sociaux. C'est un acte essentiel dans le 4e arrondissement, quand on sait que le parc privé exclut et que seul le parc social permet à de nombreux ménages, à Paris et dans le Centre en particulier, de se loger grâce à des loyers acceptables.

Je ne soutiendrai jamais assez les efforts qui ont été réalisés en ce sens depuis plus de 10 ans par M. Bertrand DELANOË et par M. Jean-Yves MANO. En fixant le logement comme LA priorité des priorités, on peut être fier d'avoir désormais, dans le 4e, un taux de logement social à deux chiffres.

Nous sommes, en effet, passés d'un taux situé aux environs de 5 % en 2001 à un taux de 11,5 % en 2012, et la mandature n'est pas finie.

Deuxième point, corollaire du premier : ce projet de délibération va permettre la réalisation de logements étudiants, et je peux vous assurer que ce programme de 55 logements va compter dans l'arrondissement.

Les besoins exprimés en matière de logement étudiant montrent, en effet, à quel point il faut poursuivre la nécessaire politique de rattrapage qu'il a fallu mener depuis 2001.

Rue Charles V, seront donc réalisés une résidence étudiante de 28 logements PLUS et un foyer de jeunes chercheurs de 27 logements P.L.S., permettant ainsi de répondre à une diversité de besoins.

Je redis ici mon attachement à ce que ces logements PLUS ne soient pas restreints qu'à une catégorie d'étudiants chercheurs, mais qu'ils soient ouverts aux étudiants dans toutes leur diversité et quel que soit leur projet professionnel, ce qui garantira la richesse de ce programme. Je compte sur la future convention avec le C.R.O.U.S. pour acter ce point.

Même si l'on sait que ce programme reste modeste en nombre, il est important de permettre à tous les étudiants de pouvoir se loger au Centre de Paris.

Troisième point, la Ville n'est pas une entité figée et elle se transforme sur elle-même. En cela, je veux insister sur le fait que cette parcelle est à regarder avec beaucoup d'attention, et il est important de ne pas appréhender les sujets de manière segmentée.

Ce projet de délibération montre que faire la ville sur la ville, c'est oser penser une combinaison de programmes dans un site contraint. La réhabilitation lourde dont fera l'objet le bâtiment rue Charles V pour accueillir ces 55 logements étudiants permettra également de réaliser des locaux universitaires avec une dimension pluridisciplinaire et l'objectif d'être ouverts sur l'extérieur, ce qui est doublement innovant et positif.

Cela ne fera que renforcer l'attractivité parisienne en matière de recherche, et Jean-Louis MISSIKA ne me contredira pas.

Ce bâtiment fait toutefois partie d'un îlot que l'on pourrait qualifier "d'îlot à enjeux". Le travail important réalisé dans le cadre de la révision du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur, dont nous allons parler tout à l'heure, a, en effet, identifié cet îlot comme pouvant accueillir un équipement sportif. Une réserve pour équipement sportif a donc été affectée sur ce secteur ; c'est un enjeu majeur pour notre arrondissement.

Une étude de faisabilité doit être réalisée pour déterminer les contours d'un tel projet dans ses dimensions ainsi que les éléments financiers afférents.

La question de l'intégration urbaine des opérations est donc très importante sur ce site. Les questions techniques qui vont se poser devront être traitées de manière fine, eu égard à la configuration de l'îlot.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, et je profite de nouveau de l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui, j'insiste sur la nécessité de travailler le plus en amont possible sur l'intégration de ces deux programmes et sur la gestion éventuelle des interfaces techniques et financières.

La transversalité n'est pas un vain mot dans ce contexte urbain complexe. Je compte sur les différents services de la Ville et sur le maître d'ouvrage qu'est la R.I.V.P. pour les logements étudiants et les locaux universitaires pour mener les différentes études de manière coordonnée et pour prendre en compte cette diversité fonctionnelle.

Ce projet de délibération montre à quel point nous sommes ici au cœur des enjeux urbains du XXIe siècle. La ville durable, c'est la ville intense et attractive qui sait se transformer sur elle-même et prendre en compte les enjeux nouveaux en mettant au centre de ces préoccupations les besoins des Parisiens.

Ce projet de délibération est une dimension de l'effort permanent mené par la Ville, c'est une preuve concrète, s'il en fallait encore une, que l'engagement de la Ville est réel en matière de logement.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Madame GUIDI, je me permets de vous remercier pour les propos tenus par rapport à la capacité de la Ville à se saisir de toutes les opportunités sur son territoire, et notamment au cœur de Paris, dans un arrondissement comme le 4e qui possède, hélas comme tout le monde le sait, très peu de foncier disponible. C'est la capacité de la Ville à transformer des locaux avec des destinations historiques liées principalement à l'enseignement, avec des caractéristiques architecturales particulières, à se mobiliser donc pour trouver des solutions adaptées et répondre à la diversité de la demande, y compris dans le cœur de la Capitale.

C'est vrai que mobiliser des espaces pour des étudiants au cœur du 4e, comme pour des chercheurs, c'est la traduction d'une volonté politique de faire de la place dans tout Paris à toutes les catégories de Parisiens, qu'ils soient jeunes, bien évidemment à travers des étudiants et des jeunes chercheurs dont on sait qu'il y a la nécessité absolue, et nous le prouvons dans nos nombreux projets sur le territoire parisien, à trouver la place permettant à Paris sans aucun doute de conserver sa position dans la recherche internationale.

C'est à ce prix-là, me semble-t-il, que Paris saura garder son rang.

Nous sommes tous mobilisés. Bien sûr, j'ai écouté avec attention votre souhait d'avoir une coordination entre les différentes créations autour de ce site-là. Je ne doute pas un seul instant que la R.I.V.P. sera tout à fait capable d'adapter ses propositions pour permettre une diversification des usages de ces lieux.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 149.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DLH 149).

2013 DLH 218 - Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 24 logements PLUS et 12 logements PLS, 50 rue Liancourt (14e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DLH 218 concernant la réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 24 logements, plus 12 logements P.L.S., 50, rue Liancourt dans le 14e.

Madame SIMONNET, vous avez la parole, pas plus de cinq minutes.

Mme Danielle SIMONNET. - Mes chers collègues, M. Alexis CORBIÈRE et moi-même, nous nous abstiendrons sur ce projet de délibération, ainsi que sur l'ensemble des projets de délibération comprenant des programmes de logements en faveur des P.L.S. et des P.L.I., à moins que notre vœu, demandant la transformation des P.L.S. en PLUS ou P.L.A.-I, ne soit adopté, et je m'en explique.

Face à la pression de la spéculation immobilière, un nombre croissant de Parisiens ne peuvent plus accéder au logement du secteur privé. Aujourd'hui cherchez un 50 mètres carrés sur Paris et vous verrez que vous ne trouverez pas de loyer inférieur à un Smic. Cela signifie qu'il faut au moins toucher trois fois le Smic en revenus, sans compter toutes les clauses qui se surajoutent et organisent un parcours du combattant totalement discriminatoire.

Nos productions de logements sociaux arrivent-elles à pallier l'inaccessibilité sociale du privé ? Non, hélas. Malgré les efforts réels consentis en deux mandatures, les 70.000 logements, et les réhabilitations de quartier, l'exode social des Parisiens des classes populaires et moyennes éligibles au logement social s'est accru. Comme en atteste le nombre d'études récentes de sociologues. Et pourquoi ? Parce que les réhabilitations ont de fait conduit à réduire le nombre de logements en loyer accessible.

C'était une bonne chose que d'éradiquer le logement insalubre, et d'ailleurs le travail n'est pas fini, mais réhabiliter en organisant, à la fois des ventes au secteur privé dans les programmes de financement d'une part, pour financer d'autres logements, et d'autre part réserver une partie de ces logements à des P.L.S. ou des P.L.I. a bien in fine contribué à réduire la part des logements réellement accessibles aux plus bas revenus.

Rappelons que selon le rapport sur l'accès au logement social à Paris en 2012 de l'A.P.U.R., 91 % des demandeurs de logement ont des revenus inférieurs au plafond des PLUS et 70 % inférieurs au plafond des P.L.A.-I.

Les loyers pour un P.L.S. correspondent à 12,85 euros le mètre carré quand ceux d'un P.L.A.-I et d'un PLUS sont respectivement en dessous de 6 euros et de 6,50 euros le mètre carré. Or, dans les projets de délibération présentés à ce Conseil une fois de plus, parmi les réalisations de programmes de logements, qu'il s'agisse de constructions neuves ou d'acquisitions-réhabilitations, une part conséquente est orientée en faveur de P.L.S.

Ainsi le projet de réalisation par Paris Habitat de ce programme d'acquisition-réhabilitation, situé au 50, rue Liancourt dans le 14e, comporte 24 logements PLUS et 12 logements P.L.S. La rue Liancourt est classée zone de déficit en logements sociaux dans sa partie est. Reconnaissons que la partie ouest, où est situé le numéro 50, mériterait aussi d'être dans cette zone de déficit en logements sociaux. Les loyers dans cette rue à la relocation atteignent 30 euros le mètre carré, soit 1.500 euros pour un appartement de 50 mètres carrés, et le prix de vente est d'au moins 9.000 euros par mètre carré.

Bien sûr, vous me direz que les loyers en P.L.S. ou en P.L.I. sont inférieurs à ce montant du privé. Mais si notre objectif est réellement d'enrayer l'exode social et la gentrification de la Capitale, nous devrions au contraire prévoir le conventionnement de 12 PLUS et de 24 P.L.A.-I, car nous savons bien que les revenus les plus modestes ne peuvent accéder au loyer de ces P.L.S.

En ce qui concerne l'accès au logement des revenus supérieurs non éligibles au logement social, mais qui peinent à supporter la pression de la spéculation immobilière, il faut s'attaquer justement à cette spéculation immobilière en organisant la baisse des loyers, ce que hélas la loi ALUR DUFLOT, si elle n'est pas profondément modifiée, ne fera pas. Ce n'est pas en réduisant la part de logement social pour flécher des logements au loyer intermédiaire aux revenus non éligibles au logement social que l'on réglerait le problème. Au contraire, on organise un effet d'escalier qui chasse de Paris les plus bas revenus.

Cette situation étant équivalente à un nombre d'autres projets de délibération, dans l'ensemble, nombre de P.L.S. sont prévus qui devraient au contraire correspondre à des PLUS ou des P.L.A.-I, nous nous abstiendrons, à moins que notre vœu ne soit adopté.

Alors, bien sûr, je sais que vous allez aussi me répondre, Monsieur MANO, que dans le cadre des financements, l'Etat flèche un certain nombre de logements, que les choses sont dans ce cadre-là contraintes, et nous avons pu échanger hier lors de la délibération concernant l'aide à la pierre.

Mais précisément, vous êtes adjoint au logement, nous sommes des élus politiques, donc nous sommes là pour essayer de peser, de changer la réalité et pas simplement d'appliquer des réglementations. Aujourd'hui, vous détenez l'ensemble des pouvoirs. Pour un habitant du 14e, comme de nombreux autres arrondissements, vous avez…

Je terminerai et merci de me laisser finir.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Laissez parler.

Mme Danielle SIMONNET. - Nombre d'électeurs dans nombre d'arrondissements ont des élus socialistes à tous les étages. Donc les réglementations et les choix des modes de financement de l'aide à la pierre, vous avez le pouvoir de les refaire.

Alors j'entends bien le brouhaha de la part des élus de l'opposition, mais les élus de l'opposition n'ont aucune leçon à donner puisqu'ils se sont toujours opposés au logement social, et que c'est justement sous les gouvernements SARKOZY que les aides à la pierre ont été baissées, et que justement votre candidate NKM souhaite, elle, carrément réserver le logement intermédiaire pour les revenus qu'elle dit classes moyennes de plus de 5.000 euros.

Nous, nous disons non. Il faut enrayer l'exode social.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Il faut conclure, Madame.

Mme Danielle SIMONNET. - Priorité au logement social !

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - D'habitude, après le repas, on fait la sieste, mais là je vous trouve...

La parole est au seul compétent ici, c'est-à-dire M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Monsieur le Maire, Madame SIMONNET, j'ai peur que nous ayons des divergences un peu de fond, il faut le dire, par rapport au rôle du logement social sur le territoire parisien, qui justement, de par le prix des loyers du secteur libre, nécessite que nous ayons le souci de loger y compris les couches moyennes parisiennes en fonction des ressources qui sont les leurs. Y compris pour ces couches-là, le secteur privé est inaccessible ou alors au prix d'efforts souvent extraordinaires et qui les empêchent d'avoir des activités classiques, que ce soit culturelles ou de loisirs.

Et donc, oui, nous avons assumé depuis 2001 le fait que nous réservions 30 % de notre programmation globalement sur le territoire parisien pour des logements de catégorie P.L.S. et nous l'assumons. Nous avons dit dès le départ, depuis 2001, que nous ne ferions pas la ville des plus aidés et des plus aisés, mais la ville de la mixité sociale dans toute sa diversité, ce qui est la représentation de l'esprit de diversité qui est le nôtre, que nous avons appliqué sur l'ensemble des territoires parisiens. Et je ne pourrais vous suivre dans l'expression qui est la vôtre.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 218.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DLH 218).

On ne commente pas après les votes. Nous ne sommes pas au Medef ici, nous ne sommes pas ailleurs non plus.

2013 DLH 235 - Location par bail emphytéotique, au profit de la société ELOGIE, de l'immeuble communal 8, rue Rosa-Bonheur (15e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DLH 235 relatif à la location par bail emphytéotique, au profit de la société ELOGIE, de l'immeuble communal 8, rue Rosa-Bonheur, dans le 15e.

La parole est à Mme de CLERMONT-TONNERRE.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, la machine à préempter tourne à plein régime dans le 15e arrondissement avec le 28, rue Lacordaire, le 60, rue de la Convention et le 26, rue Lacordaire, nous avons là, Monsieur le Maire, trois immeubles que vous venez de préempter en quelques mois alors qu'ils sont situés à côté de la Z.A.C. "Boucicaut" qui compte à elle seule déjà plus de 50 % de logements sociaux.

Après avoir exercé votre droit de préemption sur le 202 rue de la Convention au mois d'octobre, nous avons aujourd'hui un nouveau projet de délibération qui porte cette fois sur un superbe immeuble situé rue Rosa-Bonheur. Je persiste à dire, Monsieur le Maire, que la politique de préemption que vous conduisez produit artificiellement du logement social et fait des habitants de plusieurs de ces immeubles des victimes de la politique du chiffre que vous menez en préemptant à tout va, en tout cas dans le 15e, pour tenir vos engagements de 20 % de logements sociaux en 2014.

Alors que nous avons voté dans le 15e la plupart des programmes de logements sociaux, et je peux rassurer Mme SIMONNET, je déplore que votre majorité, à commencer par Mme HIDALGO, s'entête à faire du logement social fictif à coups de préemption d'immeubles habités sans la moindre concertation avec le maire de l'arrondissement. D'ailleurs, la machine n'est pas près de s'arrêter puisque dans le cadre de son programme de campagne, Mme HIDALGO annonce 30 % de logements sociaux pour 2030, c'est-à-dire au moins 120.000 logements SRU de plus. Il est vrai que c'était là le prix à payer pour le PS afin de faire liste commune en 2014 avec ses camarades communistes.

Pour en revenir à la préemption du 8, rue Rosa-Bonheur, je dénonce une nouvelle fois l'absence de saisine du maire du 15e et le mépris avec lequel sont traités les habitants.

Cette dernière opération dont nous avons pris connaissance au mois de septembre à la lecture d'un quotidien a suscité une vive émotion dans le quartier, et en particulier auprès des locataires de cet immeuble qui sont tombés des nues en découvrant dans le journal que désormais, sans même avoir bénéficié d'une quelconque information, du jour au lendemain ils allaient résider dans un logement social.

En revanche, nous avons pu observer combien cette préemption vous a réjoui, Monsieur le Maire, puisque vous vous êtes fendu d'un communiqué de presse pour vous glorifier de cette acquisition mais sans le moindre mot sur le devenir des habitants qui résidaient là depuis de longue date.

Face à cette pluie de D.I.A. qui frappe le 15e en ce moment, nous vous demandons une nouvelle fois, d'une part de saisir pour avis le maire du 15e arrondissement préalablement à toute opération de préemption comme le prévoit l'article L. 2511-30 du Code général des collectivités territoriales qui dispose que le maire d'arrondissement émet un avis sur tout projet d'acquisition ou d'aliénation d'immeubles ou de droits immobiliers réalisés dans l'arrondissement. Nous vous demandons d'autre part, de tenir informé le maire du 15e du devenir des immeubles préemptés bien en amont des projets de délibération "prêts à l'emploi" qui nous sont adressés.

Enfin, pour conclure, je constate que d'après les chiffres de l'INSEE, le 15e comptait au 1er janvier 2011, 19.000 logements SRU, je précise qu'il convient d'ajouter à ces chiffres 3.400 logements préemptés livrés ou en cours de réalisation depuis cette date, ce qui correspond à un chiffre de 22.500 logements SRU dans le 15e, mais sans pour autant que nous bénéficiions dans cet arrondissement, le plus peuplé de Paris, des équipements publics et de l'accompagnement social nécessaire pour permettre une qualité de vie harmonieuse. Ce que nous déplorons une nouvelle fois.

Je vous remercie, mes chers collègues.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Mme de CLERMONT-TONNERRE tient les propos habituels, c'est bien pour le logement social mais jamais là où il faut. Et d'ailleurs, tout le monde sait que le ghetto que constitue visiblement à vous écouter le quartier Boucicaut est tel, que l'on ne pourrait supporter un immeuble complémentaire de logements sociaux, dont vous avez été avertis puisque de façon classique, l'administration de la Ville informe les maires d'arrondissement des intentions d'aliéner de la Ville de Paris, c'est obligatoire, c'est systématique, vous les regardez ou pas, c'est le problème de l'organisation de la mairie du 15e.

Vous ne pouvez nous accuser de ne pas avoir informé le maire du 15e de cette opportunité qui faisait partie d'un achat groupé de deux immeubles vendus en bloc sur le territoire parisien, un dans le 15e, un dans le 9e arrondissement à un prix moyen de 4.650 euros le mètre carré. Vous conviendrez avec moi que la Ville de Paris sait maîtriser les dépenses en matière immobilière et dans l'intérêt des Parisiens à ce prix moyen que vous ne pouvez contester.

Le fait que les locataires se soient émus, je pense qu'ils auraient eu une émotion encore plus grande si le propriétaire les avait informés qu'ils allaient être vendus à un autre propriétaire marchand de bien qui voulait évidemment les vendre à la découpe. Je pourrai donc m'empresser de rassurer les locataires, au moins avec la Ville

de Paris, ils resteront locataires dans l'immeuble et dans le 15e sans doute qu'ils aiment bien et je les comprends comme tous les arrondissements de Paris.

Voilà notre stratégie, elle est utile aux Parisiens de façon globale pour leur permettre de rester locataires à Paris avec des coûts accessibles.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 235.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DLH 235).

2013 DLH 258 - Approbation des éléments financiers au 31 décembre 2012 du traité de concession d'aménagement passé le 7 juillet 2010 avec la SOREQA en vue du traitement de divers îlots et parcelles présentant des caractères d'habitat dégradé.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DLH 258 relatif à l'approbation des éléments financiers au 31 décembre 2012 du traité de concession d'aménagement passé le 7 juillet 2010, avec la SOREQA en vue du traitement de divers îlots et parcelles présentant des caractères d'habitat dégradé.

La parole est à Mme de CLERMONT-TONNERRE, spécialiste du logement visiblement.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - De l'environnement plutôt.

Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, dans le compte rendu d'activité de la SOREQA que vous nous présentez pour l'exercice 2012, vous nous rappelez les missions de la SOREQA parmi lesquelles la mise en valeur et la sauvegarde du patrimoine bâti parisien et le maintien de la diversité des activités économiques et commerciales entre autres.

Bien que l'on puisse globalement saluer le travail de la SOREQA qui œuvre pour la reconstruction ou la restauration d'immeubles insalubres, il est regrettable que cette société s'affranchisse trop souvent des diagnostics patrimoniaux et du respect des habitants des logements qui lui sont confiés par la Ville.

Or, dans le compte rendu qui nous est soumis, vous mentionnez deux opérations conduites dans le 15e. La première, 93-95 rue Brancion, la seconde, au 266 rue Lecourbe.

Deux opérations pour lesquelles nous sommes contraints de constater que la SOREQA conduit une politique qui s'inscrit à l'encontre des objectifs que vous annoncez.

S'agissant du 95 rue Brancion où se trouvait le dépôt de pain de la boulangerie Poilâne, dépôt nécessaire à la poursuite des activités de ce commerce, l'issue de cette affaire est consternante, à plusieurs reprises le maire du 15e vous a saisis, vous et votre première adjointe, sur la nécessité de maintenir la possibilité pour la société Poilâne de disposer d'un entrepôt de proximité indissociable des exploitations commerciales.

Ces demandes sont restées lettre morte en dépit des promesses que vous nous avez faites. La société Poilâne a été contrainte de délocaliser ses forces de production, son entrepôt et ses employés hors de Paris.

Nous déplorons, Monsieur le Maire, que vous ayez décidé de détruire cet entrepôt pour réaliser, certes quatre logements, sans pour autant proposer de relocalisation acceptable pour l'entreprise qui occupait les lieux.

Résultat : les Parisiens vont payer une coquette indemnisation alors que les installations et les emplois Poilâne vont quitter Paris.

J'en viens maintenant à l'opération conduite par la Ville au 266 rue Lecourbe et dont la SOREQA a hérité.

Il s'agit d'un ensemble de deux maisons datant de 1845, situées 266, rue Lecourbe et 181, rue de la Croix-Nivert. Je précise que dans cette affaire, la Ville a sa part de responsabilité car non contente d'avoir laissé inoccupée

pendant des années la maison qu'elle possède au 181, rue de la Croix-Nivert, qui faute d'entretien a fini par se dégrader, vous avez laissé de futurs propriétaires acheter des appartements dans la deuxième maison attenante située, elle, au 266, rue Lecourbe.

Conséquence : ces logements du 266, rue Lecourbe sont occupés, plusieurs appartements ayant même été achetés en 2008 par des familles qui ont réalisé des travaux sans qu'à aucun moment vous n'ayez fait valoir votre droit de préemption, qui pour ce coup-ci aurait été justifié dans le cadre de cette opération.

Or, après avoir laissé ces propriétaires s'installer, en 2011 vous avez mandaté la SOREQA pour mettre tout le monde dehors, nouveaux propriétaires comme locataires afin d'engager la démolition et reconstruction des bâtiments.

Face à cette situation, le maire du 15e, Philippe GOUJON, est intervenu à plusieurs reprises sur le dossier. Saisi en septembre 2011, la Commission du Vieux Paris a formulé le vœu que ces maisons ne soient pas démolies mais réhabilitées de manière exemplaire.

Le commissaire enquêteur a émis en juillet 2012 un avis défavorable sur la déclaration d'utilité publique de cette opération.

Malheureusement, en dépit de tous ces avis qui n'ont pas été suivis, puisque plusieurs familles viennent de recevoir une ordonnance d'expropriation, la DUP a été décidée.

J'ajoute que cette opération mine la vie des résidents de cet immeuble depuis 39 mois et apparemment a été tellement mal conduite qu'une nouvelle enquête publique concernant le projet d'acquisition par la SOREQA de l'ensemble immobilier du 266, rue Lecourbe vient d'être ouverte le 7 novembre 2013.

Monsieur le Maire, si nous pouvons reconnaître le travail de la SOREQA dans ses grandes lignes, il faut avouer que s'agissant de la conduite de ces deux opérations que je viens d'évoquer, il y a eu ni respect des habitants, ni préservation dans Paris des activités commerciales existantes, ces deux affaires ayant été gérées avec un mépris des résidents de ces ensembles, qu'ils soient entrepreneurs, propriétaires ou locataires.

Nous voterons contre ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Merci, Madame de CLERMONT-TONNERRE, de reconnaître quand même le travail remarquable de la SOREQA, qui a fait suite au travail remarquable de la S.I.E.M.P. dans sa fonction de traitement de l'insalubrité parisienne, et qui suit au jour le jour à la demande de la Ville un certain nombre d'immeubles, qui certes initialement ne se trouvaient pas dans un état d'insalubrité tel qu'ils étaient dans la première liste de la S.I.E.M.P., mais qui au gré des années n'ont pas su, malgré les efforts de la Ville et la mobilisation des fonds à disposition des copropriétés pour se redresser, n'ont pas su trouver les moyens de le faire eux-mêmes et donc, l'intervention de la Ville est devenue absolument indispensable. C'est le cas d'ailleurs sur l'adresse du 266, rue Lecourbe, car ce n'est pas parce qu'une adresse se situait dans une opération d'amélioration d'habitat dégradé avec un suivi particulier d'opérateur comme l'O.P.A.C. de Paris ou un autre opérateur, qu'il y avait une vocation et une détermination de la Ville à intervenir à 100 % sur tous les immeubles, bien au contraire.

Dans certains cas, nous pensions qu'un certain nombre d'immeubles pouvaient se redresser par eux-mêmes ; c'était le cas vraisemblablement du 266, rue Lecourbe et, au bout de plusieurs années de suivi, nous avons, hélas, constaté l'incapacité de cette copropriété à agir d'elle-même pour se redresser de façon durable, pour ne pas faire des travaux a minima dont on sait qu'ils ne sont pas suffisants pour garantir la pérennité des immeubles.

Dont acte ! Le 266, rue Lecourbe est aujourd'hui dans les mains de la SOREQA.

D'autre part, en ce qui concerne l'immeuble où il y avait ce monument parisien des boulangeries Poilâne, sans doute historique, honnêtement, tous les contacts ont été pris et plusieurs tentatives ont été menées avec les responsables de la société Poilâne pour trouver, dans un environnement le plus proche, un certain nombre de surfaces qu'on leur met à disposition. A ma connaissance, ils ont refusé la totalité des propositions qui ont été faites. Au bout d'un moment, il faut savoir agir et je pense que nous avons bien fait, même si je regrette, effectivement, que l'on n'ait pas pu trouver de solution.

Mais, à partir du moment où on a un refus systématique des propositions qui sont faites, nous devons agir pour construire un bâtiment, un petit immeuble d'ailleurs de 7 logements, vous le reconnaissez, pour mobiliser l'ensemble des possibilités foncières disponibles sur le territoire parisien.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 258.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DLH 258).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au délai d'instruction des recours DALO.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen de vœux non rattachés : le vœu référencé n° 41 dans le fascicule, déposé par le groupe E.E.L.V.A. est relatif au délai d'instruction des recours DALO.

La parole est à M. Christophe NAJDOVSKY, pour une minute.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Monsieur le Maire, je vous remercie.

Je représente, en fait, ce vœu qui avait déjà été présenté le mois précédent mais qui avait fait l'objet d'une erreur d'adressage, puisque nous l'avions adressé au président de la Commission de médiation, alors qu'en réalité, nous souhaitons que ce vœu s'adresse au gouvernement.

Il s'agit donc de la question du délai d'instruction des recours des ménages qui sont prioritaires pour le droit au logement et qui sont menacés d'expulsion puisque, actuellement, la Commission de médiation de Paris apporte une réponse aux requérants dans un délai de six mois, alors que le délai moyen entre le commandement de quitter les lieux, lorsque les ménages sont menacés d'expulsion, et le concours de la force publique est de quatre mois seulement. Donc, on se retrouve avec de nombreux dossiers de personnes qui ont déposé une demande de DALO mais qui sont, en même temps, menacées d'expulsion avant même d'avoir pu faire valoir leurs droits.

Nous demandons que le Maire de Paris puisse intervenir auprès du gouvernement afin que les délais d'instruction des requérants qui sont menacés d'expulsion soient raccourcis à trois mois.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Monsieur NAJDOVSKI, c'est bien volontiers que nous répondrons favorablement à votre demande, tout en étant conscients des difficultés potentielles que cela pose, non pas en terme administratif pur mais la commission DALO est composée de différents membres dont des représentants associatifs. Potentiellement, toute une réflexion est en cours aujourd'hui au sein de cette structure pour voir comment améliorer les délais et l'efficacité de son travail. En même temps, on voit bien que, si nous voulons raccourcir les délais, nous sommes dans l'obligation d'avoir des travaux préalables par l'administration seule, ce qui repose la question du rôle majeur des structures associatives qui composent la commission.

Ceci est un équilibre à trouver au nom de l'efficacité, mais c'est bien volontiers, compte tenu des raisons que vous évoquez, que nous soumettrons au gouvernement la possibilité d'avoir un délai raccourci à trois mois.

Avis favorable.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 281).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la rénovation thermique des immeubles des Orgues de Flandre (19e).

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n° 42 et n° 42 bis dans le fascicule, déposés par le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif, relatifs à la rénovation thermique des immeubles des Orgues de Flandre (19e).

La parole est à M. GIANNESINI, une minute.

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, une minute, ce n'est pas assez pour que ce soit complet mais je me permettrai uniquement de lire le vœu, la fin, la conclusion, malheureusement, puisque je crois que ce dossier est important pour les Orgues de Flandre.

Il s'agit effectivement de la rénovation thermique des immeubles des Orgues de Flandre, l'Ilot Riquet.

Effectivement, nous demandons et émettons le vœu :

- que la Ville de Paris engage sans délai la concertation approfondie et transparente que nécessite l'élaboration d'un plan d'investissement dont les modalités doivent être impérativement adaptées à la situation économique des copropriétés, d'une part, aux spécificités techniques des Orgues de Flandre, d'autre part ;

- qu'en tout état de cause, la Ville s'engage à majorer sensiblement le montant d'aide qu'elle pourrait apporter à cette opération ;

- qu'elle saisisse l'Etat pour que ce dernier mette enfin en place l'éco-prêt à taux zéro qui pourrait être très utile dans le cas présent ;

- enfin, concernant le parc H.L.M. et assimilé, que la Ville de Paris demande exceptionnellement à I3F de renoncer à la contribution financière des locataires (étalement sur 15 ans de 30 % de l'économie d'énergie estimée), eu égard à la conjoncture économique d'une particulière gravité à laquelle les ménages modestes sont actuellement confrontés.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Parfait !

La parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Je comprends le souci de M. GIANNESINI par rapport à cet immeuble extrêmement important en nombre de logements et c'est un bâtiment sans doute d'une certaine époque architecturale, qui marque son temps et surtout l'avenue des Flandres.

Néanmoins, nous avons un bailleur social qui, compte tenu des réalités, a décidé d'engager des travaux d'isolation thermique et de rénovation de l'ensemble immobilier. Je pense qu'on peut s'en féliciter.

L'immobilière 3F a su négocier avec les locataires qui ont convenu, conformément à la loi, d'une participation qui pouvait aller jusqu'à 50 % de la prise en charge étalée dans le temps par des augmentations de loyer, ce que l'on appelle la troisième ligne sur le plan réglementaire. 3F a fait les efforts adéquats pour dire que la prise en charge par les locataires serait de 30 % avec, évidemment, des conditions de résultat par rapport aux travaux engagés.

Cela, c'est un point.

Deuxièmement, il y a la partie copropriété.

Je ne dis pas que les choses sont simples, bien évidemment, car, quand il s'agit de mobiliser aujourd'hui les copropriétés pour faire des travaux d'économie d'énergie, les choses sont compliquées et complexes, compte tenu des ressources et des revenus des copropriétaires.

C'est pourquoi d'ailleurs la Ville de Paris a lancé, y compris dans le 10e arrondissement, ou va lancer un O.P.A.T.B. qui concernera l'ensemble du territoire du 19e arrondissement et de façon spécifique, tenant compte d'ailleurs du bilan que nous pourrons tirer de l'expérimentation qui s'est passée dans le 13e sur les immeubles de grande hauteur, pour les accompagner sur le plan technique, bien évidemment, les aider à mobiliser l'ensemble des moyens disponibles, y compris le FEDER, les contrats de performance énergétique, les montages financiers opérationnels innovants et également sans doute, bien sûr, le prêt à taux zéro si les conditions de travaux de l'immeuble correspondent à la liste des conditions qui ont été posées à une époque pour l'obtention d'un prêt à taux zéro

Je pense que le vœu de l'Exécutif répond à vos attentes, dans la limite qui est la nôtre aujourd'hui de laisser quand même, qu'on le veuille ou non, un immeuble en copropriété maître de son destin et en essayant de mobiliser avec eux les fonds disponibles pour les aider dans leurs démarches.

C'est pourquoi je vous sollicite pour voter le vœu de l'Exécutif et retirer le vœu que vous présentez.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Que faites-vous ?

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Explication de vote, juste deux secondes ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Allez-y !

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Le vœu n° 42 bis, pour nous, ne prend aucunement en considération les préoccupations légitimes des copropriétaires, économiques mais aussi techniques. Il n'apporte aucune précision ou assurance concrète. Il méconnaît l'équation financière hyper-tendue des opérations de rénovation thermique déjà quasiment impossibles sur le bâti classique, ainsi que l'a lui-même constaté M. DUTREY, adjoint au développement durable, et plus préoccupantes encore dans le cadre des Orgues de Flandre.

Vous bottez un petit peu en touche en renvoyant aux études dans le cadre de l'O.P.A.T.B., alors même que les difficultés à couvrir l'investissement, quel que soit le montant, sont avérées.

Enfin, vous préférez préserver l'intérêt de I3F plutôt que celui des locataires très modestes.

Donc, nous votons contre le vœu n° 42 bis et, naturellement, nous voterons pour le vœu n° 42.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Parfait.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2013, V. 282).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'immeuble 13, avenue Jean-Jaurès (19e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 43 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'immeuble 13, avenue Jean-Jaurès.

La parole est à M. GIANNESINI.

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est le 13, avenue Jean Jaurès qui comporte 20 logements et 3 locaux d'activité, qui fait actuellement l'objet de procédures de congé-vente. Les occupants actuels des logements sont présents de longue date ; ces personnes ne disposent, à l'évidence, pas des moyens qui leur permettraient de se porter acquéreuses de leur appartement. Au surplus, une grande partie d'entre elles est confrontée à des situations d'urgence totale sociale caractérisée.

La famille propriétaire met actuellement en œuvre diverses opérations techniques (mesurage, diagnostics) dans tous les appartements, afin de mettre en copropriété l'immeuble, selon les termes identiques des courriers. Cette manière de procéder habille une vente à la découpe, inadmissible dans le secteur dont il s'agit eu égard aux situations personnelles susmentionnées.

L'immeuble n'apparaît pas aux normes actuelles de confort - absence d'ascenseur, au moins 10 % des appartements encore régis par la loi de 1948. Eu égard aux éléments techniques et sociaux qui viennent d'être indiqués, la Ville de Paris est pleinement légitime à intervenir.

Nous émettons donc le vœu que la Ville de Paris s'oppose fermement à l'opération de congé-vente de l'immeuble, qu'à cette fin d'une part elle fasse l'usage qu'il convient de son droit de préemption et que d'autre part, elle mandate l'un des opérateurs de logement qu'elle contrôle en vue d'entrer en discussion avec les propriétaires pour aboutir au maintien dans les lieux des locataires actuels, au besoin à travers une opération d'acquisition-amélioration.

Enfin, si nécessaire, que la Ville prenne toute disposition protectrice pour les intéressés en assurant dans les délais requis leur relogement prioritaire au sein du parc locatif social faute de solution alternative.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Monsieur le Maire, merci.

Monsieur GIANNESINI, votre position est particulière, au-delà du contexte sur lequel je reviendrai.

Vous êtes tête de liste U.M.P. dans le 19e arrondissement, et la position de votre leader candidate à la Mairie de Paris est d'être systématiquement contre les acquisitions-améliorations, contre les préemptions de la Ville et contre les acquisitions.

Et qu'est-ce-que vous nous demandez ? Et vous avez raison de le demander. Mais comment pouvez-vous être vous-même en contradiction avec les orientations politiques que vous représentez ? Expliquez-nous ! Ou alors c'est de la position politicienne systématique de votre camp depuis toujours, depuis de nombreuses années ! Voilà le constat, voilà l'aberration de vos positions systématiquement contre puisqu'aujourd'hui, devant des faits précis, vous sollicitez l'action de la Ville que nous avons menée et que vous avez contestée depuis des années.

Je vous laisse à vos divisions.

Sur le fond, bien évidemment, cet immeuble sera traité comme les autres, qu'il soit défendu ou pas par un candidat U.M.P.

Nous regarderons avec intérêt, lorsque nous aurons connaissance des informations par le dépôt d'une D.I.A., et je vous informe aujourd'hui que nous n'avons aucune information sur le sujet. Et donc, je ne vais pas pouvoir répondre favorablement à votre vœu tout en vous disant clairement que nous regarderons cet immeuble comme les autres. Si évidemment nous avons des D.I.A., nous agirons, nous négocierons avec le propriétaire. Soit il vend en bloc lui-même, soit il procède à une vente à la découpe, ce qui nous rend les choses plus compliquées dans l'action directe vis-à-vis des locataires en place, et leur droit d'ailleurs sont moindres que lors d'une vente par intermédiaire, par cession. D'ailleurs, à ce sujet, je vous rappelle que nous avons déposé un amendement à l'Assemblée Nationale donnant des garanties complémentaires aux locataires en place lorsqu'ils sont dans de la vente à la découpe par le propriétaire de l'immeuble lui-même, puisque la loi AURILLAC ne s'applique pas dans ce cas-là.

Voilà ce que je peux vous dire.

Oui, vigilance de la Ville, donc action si nécessaire et en même temps, je ne peux répondre à votre vœu dans la mesure où nous n'avons aucune information.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Explication, mais rapide.

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Très vite.

Pour répondre à votre première interrogation, en ce qui concerne l'ensemble, à chaque fois que la Ville a voulu le faire systématiquement pour faire du chiffre, naturellement nous sommes contre.

Par contre, quand il y a un projet bien précis et là, c'est un projet bien précis au 13 avenue Jean Jaurès, il est utile que la Ville, que la puissance publique aide les personnes qui sont dans cette situation.

C'est cela, la réalité, ce n'est pas de le faire tout le temps mais là où il faut.

Et je vous rappelle d'ailleurs que le programme de la rue Pradier a été exactement la même chose. La Ville a utilisé son droit et a essayé d'aider un certain nombre de personnes qui normalement auraient dû partir de Paris.

Donc, c'est pour cela que c'est tout simple. On n'est pas pour totalement, on est pour sur une spécificité : cela n'a rien à voir !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Parfait.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la galerie 111, avenue Victor Hugo (16e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 44 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la galerie 111 avenue Victor Hugo (16).

La parole est à M. AURIACOMBE, pour une minute.

M. Pierre AURIACOMBE. - Merci, Monsieur le Maire.

Il s'agit d'un vœu qui concerne la galerie d'Argentine, que M. MANO connaît bien, située au 111 avenue Victor Hugo, au sein d'un ensemble immobilier actuellement propriété de Groupama. Selon les informations que nous avons, cet ensemble immobilier a été mis en vente et l'établissement public foncier de la Région Ile-de-France est intervenu afin de faire valoir son droit de préemption.

Jusque-là, tout va bien, pourrais-je dire, mais nous voulons avoir confirmation de cette opération car nous n'avons pas eu information au niveau de la mairie du 16e arrondissement. Nous voudrions avoir des informations sur le montage juridique de cette affaire et surtout que vous nous garantissiez que la galerie, qui est un lieu de vie importante dans le 16e arrondissement, soit respectée et que sa vocation commerciale soit maintenue.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur.

La parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Nous avons déjà eu l'occasion, lors du Conseil d'arrondissement, de nous saisir de ce dossier.

Quand vous dites, Monsieur AURIACOMBE, que la mairie du 16e n'était pas informée, j'ai sous les yeux un certificat d'affichage signé de la directrice générale des services qui certifie avoir fait afficher un arrêté municipal

portant délégation pour la préemption urbaine au profit de l'établissement public foncier de l'Ile-de-France. Les services du 16e et le maire du 16e étaient donc bien informés, bien évidemment, mais ceci n'est qu'un petit détail.

Oui, si je comprends bien, vous ne contestez pas non plus l'acquisition, et vous avez raison, par l'E.P.I.F. de ce bâtiment qui était cédé par le Groupama, qui comporte à la fois des logements et une partie commerciale.

Effectivement, je vous confirme bien que l'E.P.I.F. a préempté cet immeuble, qu'il va le céder sous forme de bail emphytéotique à Paris Habitat. Paris Habitat transformera un certain nombre de locaux ou améliorera les locaux d'habitation au-dessus de la verrière et en même temps, on redonnera un caractère plus dynamique à la partie commerciale de cette galerie dont c'est la fonction et la vocation. Il n'est donc pas question de changer quoi que ce soit en la matière. Je dirai même mieux : cela rentre complètement dans l'équilibre financier de l'opération.

Étant donné que l'ensemble de ces informations a déjà été donné à deux reprises, je pense que vous pourriez vous satisfaire des réponses que je vous donne et avoir l'amabilité de retirer votre vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Vous retirez ?

M. Pierre AURIACOMBE. - Ces informations étant au procès-verbal, je retire le vœu. Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la liste des terrains de l'Etat mobilisables aux fins de logement.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 45 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la liste des terrains de l'Etat mobilisables aux fins de logement.

La parole est à M. LEGARET.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, après un suspense insoutenable d'une année, enfin ! La liste des terrains de l'Etat mobilisables aux fins de logement a été rendu publique.

Cela a d'ailleurs été compliqué puisque je rappelle que la publication de cette liste avait fait l'objet de quelques couacs et même d'une publication erronée sur le site du ministère du Logement.

Donc, au final, six terrains parisiens qui apparaissent en voie d'être cédés à la Ville ou à un bailleur social nous sont communiqués.

La bibliothèque de l'Inalco rue de Lille, l'I.N.P.I. rue de Saint-Pétersbourg, un reliquat foncier de l'Opéra Bastille rue de Lyon, l'E.N.G.R.E.F. avenue du Maine, le garage de la Préfecture de police boulevard Macdonald et la D.I.R.E.C.C.T.E. rue de la Mouzaïa.

Nous présentons ce vœu pour demander quelles sont les orientations d'aménagement envisagées sur ces différents terrains. Nous demandons que cette présentation puisse être faite lors d'une séance de la 8e Commission.

Nous attirons votre attention sur le 13-19 avenue du Maine, qui bénéficie d'une inscription Monument historique depuis 1993.

Nous rappelons en outre, l'arrêté du Préfet indiquant que l'avis du Maire de Paris a été sollicité par un courrier en date du 8 juin 2013, nous souhaiterions également avoir communication de cet avis.

Je voudrais enfin rappeler qu'en juin dernier, notre Conseil a adopté un vœu vous demandant de présenter la carte des demandes que vous avez pu faire au Premier Ministre en termes de foncier public. Nous attendons toujours la publication de cette carte.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Monsieur LEGARET, il n'y a aucun mystère sur les questions que vous soulevez, donc transparence totale bien évidemment, et je pourrai vous communiquer l'échange de courriers qui a eu lieu entre la Mairie de Paris et l'administration d'Etat sur la mobilisation des terrains, dont la liste, à ma connaissance,

n'est pas encore totalement exhaustive, puisqu'y compris au Comité régional de l'habitat, le Préfet a donné un certain nombre d'adresses qui ne correspondent pas à la totalité des opportunités sur le territoire parisien, ceci se faisant par étapes, mais, bien évidemment, je n'ai aucun mal à mettre cela à l'ordre du jour de la 8e Commission.

En ce qui concerne les zones d'aménagement, laissez-nous, néanmoins, le temps de l'étude préalable, notamment sur les terrains disponibles.

En ce qui concerne l'avenue du Maine, bien que l'Etat mette cette adresse à disposition, nous attirions par courrier l'attention des signataires pour dire que, compte tenu du caractère particulier de ce patrimoine, il paraissait nécessaire de donner lieu à des études plus précises en vue de préciser la faisabilité des programmes de logement et des scénarios d'évolution.

Cela étant, tout ceci va dans le sens de votre remarque et, bien volontiers, au cours d'une 8e Commission, tout ceci sera abordé plus longuement et je réponds favorablement à votre vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 283).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'encadrement des loyers.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 46 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'encadrement des loyers.

La parole est à M. DUBUS, une minute.

M. Jérôme DUBUS. - Merci, Monsieur le Maire.

Le nouveau texte législatif, élégamment dénommé "ALUR", présenté par Mme DUFLOT est une catastrophe absolue pour le marché du logement en France.

Ce texte intervient dans une conjoncture extrêmement dégradée. Je rappelle que la promesse du candidat HOLLANDE était de réaliser 500.000 logements par an. A l'heure actuelle, on pense que l'on sera sur 260.000 logements en 2013 au mieux, c'est-à-dire un peu plus de la moitié de la promesse de M. HOLLANDE, et ce texte, dénommé "ALUR", va accentuer les choses et va encore rendre plus compliquée la production de logements en France.

Il y a la G.U.L. (garantie universelle du logement), qui est une bombe à retardement qui va coûter 3 à 4 milliards d'euros, mais il y a surtout l'encadrement des loyers. Le Conseil d'analyse économique, qui est une instance extrêmement objective, a réalisé un rapport récemment sur le logement social, qui démonte complètement cette mesure d'encadrement du loyer, en disant qu'elle sera totalement inefficace.

Alors ce que nous vous demandons, Monsieur le Maire, c'est d'attirer l'attention de M. le Premier ministre sur cet article 3, en tenant compte des comptes rendus et des délibérations du Conseil d'analyse économique, et de faire en sorte que cet article 3 soit retiré de la loi Duflot.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - M. DUBUS, le grand libéral qu'il est, reprend la totalité des arguments historiques, toujours les mêmes : dans ce pays, nous ne pouvons rien maîtriser, rien contrôler ; d'ailleurs, on voit ce que cela a donné, c'est la spéculation immobilière, c'est le départ des couches moyennes des grandes agglomérations, alors qu'il suffit de regarder dans les autres pays qui se disent libéraux, mais qui, pourtant, sur le domaine du logement, ont une considération particulière, car eux conçoivent que le logement n'est pas une marchandise comme une autre, que cela ne se traite pas par uniquement la loi du marché et que l'on doit avoir une

réflexion beaucoup plus globale sur le devenir des villes et qui a le droit, demain, d'habiter les grandes agglomérations.

Aujourd'hui, si nous voulons protéger les couches moyennes, comme vous le dites souvent, vous ne pourriez qu'encourager toute mesure qui encadre les loyers, permettant une juste rémunération des investisseurs, mais ne pas profiter de la pénurie et uniquement de la loi du marché pour avoir des loyers qui ne correspondent à aucun lien économique réel. Il est inacceptable, aujourd'hui, d'avoir des loyers à 30, 35, 40, 45 euros le mètre carré sur le territoire parisien, et je crois fortement que la loi, tout en donnant une future amélioration, permettra d'éliminer la totalité de ceux qui profitent d'une tension particulière pour profiter un peu des difficultés des Parisiens.

C'est pourquoi je ne pourrai soutenir le vœu que vous proposez.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par Mme SIMONNET et M. CORBIERE relatif aux logements sociaux.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 47 dans le fascicule, déposé par Mme SIMONNET et M. CORBIERE, relatif aux logements sociaux.

La parole est à Mme SIMONNET, une minute.

M. Alexis CORBIÈRE. - Elle considère l'avoir déjà présenté tout à l'heure.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée Mme SIMONNET et M. CORBIERE, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2013 DU 299 - Cession d'un terrain bâti à Episy (77).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DU 299 relatif à la cession d'un terrain bâti à Episy (77).

La parole est à Mme DREYFUSS, 5 minutes.

Mme Laurence DREYFUSS. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, ce projet de délibération concerne la cession d'un pavillon qui avait été mis à la disposition de la régie publique Eau de Paris.

Ce bien, ne présentant plus d'intérêt pour l'exercice des missions municipales de l'eau, a été remis à la Ville de Paris, et vous proposez aujourd'hui la vente de ce bien par voie d'adjudication.

Je souhaite, cependant, vous interroger sur le calendrier de cette cession.

Le Conseil d'administration d'Eau de Paris ayant donné un avis favorable à la remise de ce pavillon à la Ville en novembre 2011, je voudrais savoir pourquoi sa cession n'est envisagée qu'en novembre 2013, soit deux ans plus tard.

Je souhaite aussi vous interpeller plus largement sur les biens du domaine extra-muros de la Ville de Paris, dont nous ne pouvons que déplorer, encore une fois, la mauvaise gestion.

Je vais vous donner deux exemples.

Le premier exemple concerne un projet de délibération qui a été retiré de l'ordre du jour de ce Conseil. En effet, il s'agit de la cession d'un ancien centre de vacances situé dans le Puy de Dôme ; cet ensemble immobilier était exploité par l'AGOSPAP jusqu'en 2006. Il a été décidé de le céder. Une agence spécialisée avait souhaité acquérir ce bien en mars 2011 pour un prix de 600.000 euros, mais elle a, finalement, renoncé, car la Ville de Paris avait imposé la reprise du contrat de gardien a posteriori de cette vente. France Domaine a donné une nouvelle estimation de la valeur vénale de ce bien en juin 2013. Elle tient compte, aujourd'hui, de l'obligation de reprendre le contrat du gardien, mais aussi des dégradations dues à l'inoccupation prolongée des bâtiments. Résultat : 400.000 euros, contre 600.000 deux ans plus tôt. Au final, le bien a donc perdu 200.000 euros par rapport à sa valeur 2011.

Mais même avec ce rabais, le futur acquéreur vient de se dédire ; c'est pour cela que le projet de délibération ne sera pas présenté aujourd'hui.

Le deuxième exemple est la cession du château de Bellefontaine, situé en Seine-et-Marne. Le Conseil de Paris avait autorisé la vente de ce château en mai 2011. Cependant, la société qui devait se porter acquéreur a demandé un réexamen des conditions de cession, car la propriété avait finalement subi des pillages et d'importantes dégradations. Un gardiennage 24/24 a dû être mis en place, occasionnant une dépense supplémentaire annuelle pour la Ville de 180.000 euros. En février 2013, la société a fait une offre d'achat unilatéral du château pour un prix de 1,5 millions d'euros. Conclusion : la Ville de Paris a perdu encore 500.000 euros, sans compter les dépenses de gardiennage.

A travers ces différents exemples, vous pouvez donc constater un vrai problème sur le domaine extra-muros de la Ville de Paris.

Je vous demande donc, Monsieur le Maire, de bien vouloir saisir l'inspection générale de la Ville de Paris, afin de demander un rapport sur la gestion et l'entretien des biens du domaine public de la Ville de Paris.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à M. Pierre MANSAT.

M. Pierre MANSAT, adjoint. - Pour vous répondre, tout d'abord, je rappellerai que ces délais sont longs, effectivement, ils sont trop longs, malgré les efforts entrepris ces dernières années par les services de la Ville de Paris pour réduire ces délais de cession, mais il faut savoir que nous sommes face à des nécessités, des obligations, en tout point légales, qui entraînent une certaine lenteur dans la réalisation de ces cessions.

C'est tout à fait ce qui se passe avec le bien d'Episy.

L'année 1 : recherche de l'origine de la propriété, il faut donc une étude de notaire, questionnement de la Direction affectataire sur la désaffectation éventuelle du bien, évaluation du bien par la Direction de l'urbanisme, présentation du dossier au groupe de pilotage du compte foncier.

L'année 2 : mission de valorisation confiée à un expert indépendant, les éléments d'appréciation du bien étant récolés, saisine de la commune susceptible d'être intéressée par la cession du bien.

Ce qui nous amène à une troisième année, et nous sommes tout à fait dans les temps pour ce qui concerne Episy : recherche de l'évaluation par France Domaine, présentation du dossier au Conseil du patrimoine et délibération du Conseil de Paris pour autoriser la vente.

Nous sommes bien dans ce délai qui est, effectivement, j'en conviens, assez long, mais qu'il devient très difficile de réduire.

En ce qui concerne votre question plus générale sur les biens extra-muros, je dois dire que l'étude a été effectuée. C'était dans le cadre de la mission de la M.I.E. qui était présentée en avril 2013 par Jean-François LEGARET, qui notait les difficultés inhérentes à la gestion de ces biens, 8.000 unités foncières en dehors du périmètre parisien et l'amélioration sensible effectuée ces dernières années.

La M.I.E. pointait le fait que l'intérêt de Paris envers ces propriétés s'est révélé tardivement au milieu des années 1990 et qu'un manque d'expertise technique et juridique dans la gestion des biens qui n'étaient pas directement conférés à la collectivité avait pu être constaté.

Puis, deuxième obstacle, pas obstacle mais ralentissement dans les procédures, c'est la volonté de la Ville de Paris de contribuer significativement à des opérations d'aménagement situées sur le territoire d'une commune, donc de prendre l'attache des communes concernées et de concevoir le projet en plein accord avec elles. C'était ce que pointait également la M.I.E. d'avril 2013.

Ce qui explique parfois des difficultés dans la cession d'un bien, mais de façon générale, je crois que nous avons mis en évidence le fait qu'il y a une grande rationalisation et une très bonne gestion de l'ensemble des biens, d'ailleurs les résultats du compte foncier le prouvent.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 299.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DU 299).

2013 DAC 633 - Subvention (1.700.000 euros) et avenant à la convention avec l'association "Philharmonie de Paris" (19e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons en 9e Commission et examinons le projet de délibération DAC 633 relatif à l'association "Philharmonie de Paris" (19e).

La parole est à Mme Danielle FOURNIER. Madame la Présidente ?

Mme Danielle FOURNIER. - Monsieur le Maire, merci.

Hier, nous avons eu le débat d'orientations budgétaires et nous avons fait part des réserves, et même plus que des réserves, de notre opposition sur un certain nombre de projets qui ont été portés au cours de cette mandature et la Philharmonie en fait partie.

Je dirai que nous sommes opposés à ce type de projet pour plusieurs raisons. Je ne vais pas toutes les détailler - j'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer sur ce sujet et d'exprimer les réserves de mon groupe - mais je dirais qu'il y a deux principes qui nous guident.

Le premier de ces principes est le principe de conviction, c'est-à-dire que des projets qui ne correspondent pas aux besoins, qui ne partent pas des besoins des habitants, qui n'ont pas fait la preuve de leur nécessité mais plutôt qui sont le résultat d'un lobbying divers et varié, nous semble relever plutôt des grands projets inutiles. C'est le cas de la Philharmonie et d'autres projets.

L'autre principe qui fait que nous serons toujours opposés, c'est le principe de réalité. C'est-à-dire que dans un contexte de crise, chaque euro dépensé mérite encore plus de réflexion et, si ce n'était pas le cas avant, encore plus de vigilance.

Ce projet n'a pas encore fait peut-être la preuve de sa pertinence, elle n'est pas démontrée. Il s'inscrit d'autre part, maintenant qu'on le voit sortir de terre, dans un zonage des activités urbaines que nous remettons en cause souvent. Et surtout, j'en arrive au projet de délibération, du point de vue financier, les coûts de construction, on le sait, ont été multipliés par deux, voire par trois, ils s'inscrivent dans une dérive financière très inquiétante. Je note d'ailleurs que la Région ne figure plus dans les financeurs. Et les coûts de fonctionnement, dont il va être question, les coûts prévisibles de fonctionnement vont certainement être exorbitants.

Ma question est toujours de savoir comment on peut faire coexister, on va pouvoir faire coexister dans la prochaine mandature le financement de l'existant et des nombreuses structures créées par la Ville ou déjà en fonctionnement de la Ville, et le fonctionnement de ce mastodonte, même si évidemment on a bien vu que la salle Pleyel ne bénéficierait plus du financement dont elle bénéficiait à l'heure actuelle. Il va y avoir un glissement d'un équipement à l'autre, mais cela est loin de pouvoir permettre à la Philharmonie de fonctionner. Donc il y a une vraie interrogation sur le financement.

C'est pourquoi, à propos de ce projet de délibération qui nous propose le complément de subvention pour la Philharmonie, comme pour les autres projets de délibération, nous nous abstiendrons.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Bruno JULLIARD.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire et merci, Madame Danielle FOURNIER.

Nous avons eu déjà ce débat à plusieurs reprises en Conseil de Paris, et j'ai en effet cru comprendre hier que nous allons probablement poursuivre ce débat sur la Philharmonie dans les semaines et dans les mois à venir. C'est un désaccord que nous avons avec Mme Danielle FOURNIER sur la pertinence de la Philharmonie.

Je pourrais comprendre l'indignation quant aux coûts, tant d'ailleurs en investissement qu'en fonctionnement, de la Philharmonie de Paris, s'il s'agissait dans le projet structurel de la Philharmonie de contenter un entre soi culturel et social, et finalement de dépenser beaucoup d'argent au service de quelques-uns. C'est l'objectif exactement inverse que nous souhaitons donner à la Philharmonie.

Nous ne pouvons pas nous satisfaire du fait qu'aujourd'hui l'accès à la musique classique soit réservé à une élite culturelle et une élite sociale. Le projet de la Philharmonie est justement de permettre que des nouveaux publics puissent accéder à la musique classique.

Et construire une salle d'envergure exceptionnelle dans le 19e arrondissement sur le parc de la Villette, au bord du périphérique, à la frontière avec la Seine-Saint-Denis, répond à cet objectif de permettre que de nouveaux publics puissent accéder à la musique classique.

Nous aurons l'occasion de revenir sur la question du financement. Je veux évidemment vous dire qu'en ce qui concerne les subventions de fonctionnement, puisque c'est la subvention qui vous est aujourd'hui soumise, nous allons tout faire pour que le coût de fonctionnement de la Philharmonie soit tout à fait acceptable pour la Ville.

D'abord, nous allons mutualiser avec d'autres opérateurs. Nous travaillons actuellement à la fusion entre trois entités, la Philharmonie, la Cité de la musique ainsi que l'Orchestre de Paris, pour permettre ces mutualisations qui permettront par ailleurs une meilleure identité artistique et culturelle à la Philharmonie.

Puis, je veux aujourd'hui même réaffirmer un engagement qu'a pris le Maire de Paris et que, si les Parisiens le souhaitent, nous poursuivrons après les élections municipales, en aucun cas l'investissement en fonctionnement pour la Philharmonie ne se fera au détriment d'autres esthétiques.

D'ailleurs, nous pouvons le voir dès ce budget 2013 et nous le verrons avec le budget présenté par le Maire de Paris en 2014, en aucun cas, la montée en puissance de la Philharmonie ne se traduit par une baisse des subventions, notamment dans d'autres esthétiques, y compris dans la musique. Je pense aux musiques factuelles, au hip hop, au jazz, aux musiques du monde, et nous le verrons parfaitement dans les prochains budgets.

Je conclurai en disant que je peux comprendre à cette étape un certain nombre de réserves, mais que la réalité de la montée en puissance de la Philharmonie démontrera que nous arriverons à relever ce défi de la démocratisation de l'accès à la musique classique. On a au moins un point d'accord, ce qui doit nous guider, c'est le principe de conviction et non pas d'instrumentalisation politique, comme je l'ai vu hier sur les bancs de la droite.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 633.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DAC 633).

2013 DAC 673 - Subvention (300.000 euros) et convention avec l'association Théâtre de la Ville (4e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DAC 673 relatif à l'attribution d'une subvention de 300.000 euros à l'association Théâtre de la Ville.

La parole est à Mme FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - A propos de cette subvention qui n'est pas la subvention du Théâtre de la Ville, mais une subvention de 300.000 euros qui vise à permettre à l'association de réaliser pour la période 2012-2014 un nouveau programme d'acquisition d'équipements pour le son, la vidéo, les aménagements de bureaux, le mobilier et le système de sécurité.

Je voudrais poser une question tout simplement, parce qu'il me semble que toutes les associations ne sont pas forcément égales, et que le Théâtre de la Ville, qui est un excellent théâtre dans sa programmation, bénéficie d'une attention pour le moins bienveillante de la part de la Ville, puisque chaque année, outre sa principale subvention qui est quand même conséquente, il bénéficie de 300.000 euros de manière vraiment régulière pour continuer à s'équiper.

Ne faudrait-il pas envisager peut-être une rénovation du théâtre, une mise aux normes complète, quelque chose d'assez radical, en tout cas de relativement complet, plutôt que ce replâtrage, vous m'excuserez du terme, qui en fait s'apparente parfois à une subvention complémentaire déguisée annuelle ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Bruno JULLIARD.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Monsieur le Maire, deux éléments très brefs de réponse.

D'abord, cette subvention d'investissement est tout à fait habituelle, y compris dans son montant d'ailleurs pour le Théâtre de la Ville. En réalité, beaucoup d'autres équipements culturels de la Ville perçoivent, en plus de leur subvention de fonctionnement, une subvention d'investissement, ce qui est tout à fait légitime et normal.

Bien évidemment, le montant n'est pas le même lorsqu'il s'agit, par exemple, de financer de l'investissement pour un lieu quasi neuf ; je pense à la Maison des Métallos, par exemple, où, de fait, la nécessité de subventions d'investissement est nettement plus faible que pour des théâtres que vous connaissez aussi bien que moi, comme le Théâtre de la Ville qui, de fait, est aujourd'hui dans un état qui nécessite un certain nombre de travaux d'aménagement. Donc, c'est tout à fait habituel.

Premier élément de réponse, et c'est donc individualisé en fonction de la situation, bien évidemment, de chacun des théâtres et de chacun des équipements.

Le second point : vous avez tout à fait raison, cela doit, bien évidemment, s'inscrire dans une volonté de travaux beaucoup plus importants et de réfection globale du Théâtre de la Ville. Cela devra se faire dans les prochaines années ; ce n'était pas prévu au P.I.P.P. de cette mandature. Cela devrait être le cas pour la prochaine mandature. Il devra donc y avoir une réfection de ce théâtre.

Très probablement également du Théâtre du Châtelet qui, pour des questions de sécurité notamment, nécessite des travaux d'ampleur.

Il faut faire une distinction entre ces subventions d'équipement qui notamment permettent d'ailleurs l'achat de matériels ou les travaux de sécurité d'urgence, et puis une réfection globale qui devra intervenir dans les années à venir.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous allons passer au vote.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 673.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DAC 673).

2013 DAC 725 - Attribution de la dénomination Naguib Mahfouz à la bibliothèque Couronnes (20e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DAC 725 relatif à l'attribution de la dénomination Naguib Mahfouz à la bibliothèque Couronnes (20e).

La parole est à M. Hamou BOUAKKAZ.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, "un art narratif arabe qui vaut pour toute l'humanité" : ainsi Naguib Mahfouz caractérisait-il son immense œuvre.

Comment mieux définir la vie de celui qui fut le visage du roman moderne de langue arabe, affranchi de ses modèles occidentaux ? A l'heure où l'Egypte, son pays, qui tâtonne sur le chemin de la démocratie, replonge dans une crise destructrice, il est le porte-voix de nos semblables de l'autre rive de la Méditerranée, eux qui vivent, espèrent, rêvent comme nous, en respirant le même air, et j'ose le dire, en regardant les mêmes étoiles.

La folie des hommes, Naguib Mahfouz l'a vécue dans sa chair, poignardé par des extrémistes, paralysé pour avoir défendu la liberté d'expression qu'est la littérature. Malgré son handicap, il poursuivit son œuvre, explorant d'autres formes de création. "Ce qui se passe à la maison, au travail, dans la rue, voilà la source des récits", aimait-il à dire.

C'est ainsi que, défiant tous les pronostics, et brisant un plafond de verre qui jusque-là excluait l'Afrique et le monde arabophone du prix Nobel de littérature, il le remporta en 1988.

Aujourd'hui, six ans après sa disparition, notre Assemblée, si vous en décidez ainsi, va lui dédier un lieu d'exceptions qui incarne ses valeurs, un lieu qui réconcilie les cultures de part et d'autre de la Méditerranée, qui fait dialoguer deux mondes.

Paris ne peut que se féliciter de faire une place à ce géant des lettres universelles qui, à lui seul, incarnait tant la difficulté de se trouver une place dans le monde pour ceux qui sont singuliers que l'impérieuse nécessité de la fraternité entre les êtres humains.

La bibliothèque Couronnes a de quoi porter ses idéaux : maison des citoyens, riche d'un fonds conséquent en langue arabe, deuxième langue de France, elle est à l'image de la diversité de la France qui se construit et se renouvelle sous nos yeux. Elle qui porte déjà en ses murs le soleil de l'Egypte, berceau du monde et patrie de Naguib Mahfouz, dorénavant portera également son nom.

Je forme le vœu, avec le Conseil du 20e arrondissement, que cet établissement de haut niveau bénéficie des améliorations nécessaires, notamment d'un agrandissement, pour mener sa mission d'éducation et de partage dans les meilleures conditions ; et je tiens à rappeler le vœu voté par notre Assemblée en 2011 visant à ce que le nom de Taha Hussein, philosophe, philologue, le plus grand intellectuel arabe du XXe siècle et le plus grand auteur aveugle contemporain, et l'une des sources d'inspiration de Naguib Mahfouz, soit attribué à une bibliothèque parisienne.

Je ne désespère pas de voir ce vœu se réaliser. "A mon âge, il serait incorrect d'être pessimiste", disait Naguib Mahfouz à la fin de sa longue vie.

Que notre lutte incessante pour une société meilleure, où chacun sera reconnu pour ce qu'il apporte dans la vie publique, sans distinction de handicap, genre ou origine, raisonne du même message.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à M. Bruno JULLIARD.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Et merci beaucoup, Hamou BOUAKKAZ, d'insister sur la pertinence de l'attribution de cette dénomination Naguib Mahfouz à la bibliothèque Couronnes, pertinence parce qu'il est important, fondamental, particulièrement en cette période trouble, de rendre hommage à cette figure déterminante de la littérature de langue arabe, un des intellectuels les plus connus d'Egypte, lauréat du prix Nobel de littérature en 1988, qu'on peut définir comme un laïque moderniste et comme vous l'avez souligné, qui a toujours prôné modération conjuguée à tolérance. Paris se doit de lui rendre hommage, et quoi de mieux que de donner son nom à cette bibliothèque Couronnes qui, par ailleurs, est dotée d'un fonds spécial consacré au monde arabe avec plus de 2.000 titres, ce qui est évidemment une excellente chose.

Quant à votre souhait de voir cet équipement agrandi, cela n'est à l'heure actuelle pas envisagé, mais je suis évidemment tout à fait disposé à voir comment nous pourrions améliorer encore le fonctionnement de cet équipement.

J'ajoute tout de même que le 20e a été l'objet d'efforts importants en matière de lecture publique. Deux nouvelles médiathèques ont été ouvertes depuis 2010 : Marguerite Duras et Louise Michel. Une nouvelle bibliothèque est prévue dans le cadre du G.P.R.U. de la porte de Montreuil pour la prochaine mandature, la bibliothèque Lagny.

Le 20e arrondissement le mérite et évidemment, cher Hamou BOUAKKAZ, je suis à votre disposition pour échanger encore afin d'améliorer cette situation.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix le projet de délibération DAC 725.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 725.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DAC 725).

2013 SG 191 - Subventions (210.000 euros) et conventions avec 11 établissements cinématographiques parisiens.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération SG 191 relatif à l'attribution de subventions et conventions avec 11 établissements cinématographiques parisiens.

La parole est au cinéaste Romain LÉVY.

M. Romain LÉVY, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, par ces subventions, il nous est proposé d'accorder notre soutien à 11 établissements cinématographiques qui gèrent à Paris 14 salles de cinéma, qui sont des cinémas indépendants classés "Art et essai" situés dans les 5e, 6e, 8e, 9e, 13e, 14e, et 16e arrondissements afin de les aider notamment à mettre en place l'accessibilité de leurs établissements et à acquérir du matériel pour leur cabine et pour la numérisation.

Je veux souligner effectivement le travail qui est mis en œuvre par Bruno JULLIARD et Véronique DUBARRY afin de mettre en place le schéma directeur d'accessibilité des salles de cinéma parisiennes. En effet, ce dispositif promeut l'accès des personnes en situation de handicap à la pleine citoyenneté.

Cette politique est aussi pour moi l'occasion de rappeler qu'elle rejoint déjà la politique mise en œuvre et les financements importants qui ont été faits pour l'équipement numérique de ces salles de cinéma, ce qui était un défi important à relever, mais aussi qui va permettre de proposer des séances de cinéma accessibles aux sourds et aux malentendants notamment.

Je sais que dans le 6e arrondissement, qui m'est cher, le cinéma Arlequin fut dès 2004 le premier cinéma à offrir deux fois par semaine des séances sous-titrées de film français, rendant ces derniers accessibles aux sourds et malentendants grâce à un financement là aussi de notre Mairie.

Mais je voulais aussi, car dans le Quartier latin et le 6e arrondissement, ces cinémas d'art et d'essai sont particulièrement importants, saluer plus largement la politique mise en place depuis des années pour aider ces cinémas à se moderniser, à passer au numérique, maintenant l'accessibilité. Si je ne prends que le 6e arrondissement et ces cinémas, c'est en avril dernier près de 200.000 euros qui avaient été alloués en budget d'investissement sur la conversion numérique. C'était en 2012 plus de 220.000 euros, aussi sur la conversion au numérique des simples salles du 6e arrondissement. C'était plus de 1,2 million sur l'ensemble de Paris, et c'était déjà la même somme (220.000 euros) en 2011.

Je voulais donc intervenir pour saluer l'action de la Ville, qui est particulièrement importante pour ce patrimoine unique au monde que sont nos salles d'art et d'essai.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Bruno JULLIARD.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Merci, Romain LÉVY.

Vous êtes d'ailleurs particulièrement concerné dans votre arrondissement puisqu'un certain nombre de salles sont en effet accompagnées par la Ville de Paris, comme d'ailleurs dans d'autres arrondissements du cœur de Paris, je pense aux 5e et 8e arrondissements par exemple.

Il s'agit d'un projet de délibération qui apporte le soutien à 11 établissements cinématographiques de la ville qui gèrent 14 salles indépendantes toutes classées "art et essai". Ces conventions portent subvention d'équipements. Cette année, nous pouvons conclure le plan de numérisation de ces salles et après l'acquisition de matériel, ces subventions se concentrent maintenant sur les travaux relatifs à la mise en accessibilité de ces cinémas indépendants parisiens : la mise en accessibilité conjuguée à la numérisation permet, grâce au soutien de la Ville, que nous ayons un réseau de salles "art et essai" d'excellente qualité.

Je rappelle bien sûr, comme vous l'avez dit, que tout cela s'inscrit dans un schéma directeur de l'accessibilité des salles de cinéma parisiennes qui vise à permettre à toutes les personnes en situation de handicap d'avoir accès à une offre cinématographique suffisante, et ce, dans chaque quartier parisien.

Cela me permet par ailleurs de souligner que grâce à la Mission cinéma et la Direction des Affaires culturelles de la Ville, Paris est une capitale mondiale du cinéma. Le nombre d'écrans augmente de mois en mois, ce qui est une richesse pour la culture dans notre ville.

Mais cela ne suffit pas. Il faut aussi garantir la diversité, lutter contre la concentration dans un secteur très concurrentiel qu'est celui du cinéma, et il y a besoin d'une intervention publique pour garantir cette diversité de création, cette diffusion de films d'art et d'essai, et cela passe par ce soutien aux salles indépendantes "art et essai".

De ce point de vue, la politique de la Ville de Paris est assez exemplaire. Elle est reconnue par l'ensemble des professionnels, et je crois même qu'elle est scrutée avec attention par d'autres capitales européennes qui souhaitent s'en inspirer.

Je veux évidemment, au nom du Maire de Paris, m'en féliciter.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 191.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, SG 191).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux librairies indépendantes parisiennes.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 48 dans le fascicule, déposé par le groupe E.E.L.V.A., relatif aux librairies indépendantes parisiennes.

La parole est à Mme FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Nous connaissons tous la spécificité de notre réseau national de petites librairies, qui tient en grande partie à la loi LANG de 1981 du prix unique du livre, mais qui tient aussi aux aides que la Ville de Paris a mises en place, notamment un soutien à une association qui s'appelle "Paris Librairies", association qui a de multiples fonctions et qui, entre autres, a créé une mise en réseau des 68 librairies qui font partie du réseau pour que tous les adhérents puissent avoir accès au stock de chacune des librairies. C'est un outil précieux de mutualisation au service des acheteurs et des lecteurs.

Pour poursuivre dans ce sens-là, le vœu propose en deux temps, tout d'abord d'accorder une subvention de 10.000 euros pour soutenir cette association "Paris Librairies", lui permettre notamment de développer son site Internet et d'autre part, de faire en sorte que les lots des marchés publics qui sont passés pour la fourniture de livres destinés aux établissements dépendant de la Ville, je pense aux établissements scolaires ou aux bibliothèques mais pas seulement, que ces lots soient revus et redimensionnés, ou bien que d'autres lots soient créés, pour permettre justement aux librairies indépendantes de pouvoir répondre à ces appels d'offres qui, sinon, sont beaucoup trop importants pour qu'elles puissent y participer. Par exemple, le marché conclu pour quatre ans s'élevait à 8,2 millions d'euros et proposait simplement 10 lots.

Voilà le vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Bruno JULLIARD.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire, et merci aussi, Madame Danielle FOURNIER.

C'est un sujet que je juge tout à fait préoccupant et absolument essentiel d'ailleurs quant à la pérennité de nos librairies parisiennes indépendantes, qui subissent de plein fouet la nouvelle économie numérique, particulièrement dans ce secteur.

Ces librairies sont fondamentales à plusieurs égards. Bien évidemment pour la vitalité culturelle des quartiers concernés, mais aussi parce que nous ne pouvons pas nous passer de l'expérience et de l'expertise de ces libraires qui contribuent à une politique culturelle conjointe entre acteurs publics et acteurs privés.

Vous avez, je crois, rappelé qu'un vœu a déjà été voté lors du Conseil de Paris de juillet dernier, nous avons depuis demandé un rapport à M. François BROUAT, l'ancien directeur des Affaires culturelles qui vient de nous le remettre et évidemment, je pourrai vous le transmettre dans les jours qui viennent. Peut-être pourrions-nous en débattre dans une prochaine neuvième Commission ?

Il propose un certain nombre d'avancées. D'abord, il faut évidemment mettre en avant ce que la Ville a d'ores et déjà mis en œuvre à travers bon nombre de dispositifs mis en place, notamment par l'action de Mme Lyne COHEN-SOLAL et dont l'impact est dès aujourd'hui positif. Je pense au laboratoire de l'édition pour accompagner les professionnels dans leur accès au marché numérique. Je pense au dispositif Vital quartier, mis en place par la S.E.M.A.EST dans le quartier latin, dispositif très apprécié par les commerces culturels avec des loyers inférieurs au prix du marché. Je pense aussi à l'exonération de contribution économique territoriale pour les librairies labellisées Lire, librairies indépendantes de référence.

Nous pouvons réfléchir à d'autres préconisations, vous en avez cité un certain nombre. Je pense à l'extension du dispositif Vital quartier. Je pense à l'amélioration de la promotion des librairies, la Ville pour cela peut être un acteur puissant de promotion de cette visibilité.

Et puis, il y a évidemment aussi l'évolution des procédures d'appel d'offres pour les marchés d'acquisition d'ouvrages des bibliothèques. J'y suis évidemment tout à fait favorable. La situation actuelle n'étant pas bien évidemment satisfaisante à aucun point de vue d'ailleurs ni économique ni environnemental, car les livres souvent viennent de loin et surtout cela ne permet pas un soutien dynamique aux librairies indépendantes de quartier.

Alors, sur ce sujet, concernant les marchés, les marchés d'acquisition d'ouvrages des bibliothèques municipales ont été passés en 2012 pour quatre années, le sujet ne se posera donc réellement qu'en 2016.

Cela dit, vous avez raison de nous pousser à nous y prendre à l'avance car le sujet est extrêmement technique, et si nous voulons, ce que nous souhaitons bien évidemment, respecter le Code des marchés publics, nous n'aurons pas de trop que de quelques années pour pouvoir à la fois remplir ces conditions légales, mais aussi atteindre notre objectif à savoir que les libraires n'en soient pas exclus.

Concernant la demande de subvention de 10.000 euros de l'association Paris librairie, la DDEEES a déjà financé cette association en 2012 à hauteur de 5.000. Cette année, ni la DDEEES ni la DAC, en tout cas à ma connaissance, n'ont reçu à ce jour de demande nouvelle de subvention. Cependant, je crois que Mme Lyne COHEN-SOLAL, la DDEEES, la DAC et moi-même, sommes prêts à étudier toute nouvelle demande si l'association dépose un dossier dans les meilleurs délais afin que l'effort de 10.000 euros soit validé de fait pour 2014 vu la date actuelle, mais à ce titre, c'est un avis tout à fait favorable à ce vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 284).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux magasins des décors de l'Opéra (17e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 49 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif au magasin des décors de l'Opéra de Paris (17e).

La parole est à Mme Brigitte KUSTER, une minute.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Les magasins des décors de l'Opéra de Paris sont un lieu de culture et de création unique à Paris. C'est dans ces murs d'ailleurs, réalisés en 1898 par Charles Garnier lui-même, que sont peintes les fresques monumentales qui décorent la scène de l'Opéra.

Pourtant, à ce jour, ce patrimoine exceptionnel situé en plein cœur du quartier Clichy Batignolles, boulevard Berthier, demeure totalement confidentiel, le bâtiment n'ouvrant au public qu'à de très rares occasions.

Il est pour nous inconcevable de concevoir l'aménagement du nord de la Z.A.C. Clichy Batignolles sans réfléchir au rôle que les décors pourraient être amenés à jouer dans la vie du nouveau quartier. Sa proximité avec le futur tribunal de grande instance et la venue prochaine de milliers d'habitants dans le secteur devraient pourtant inciter à étudier la création d'un nouvel équipement culturel.

En effet, s'il est évident que les surfaces consacrées à la peinture des décors doivent être préservées, sans doute faudrait-il même envisager de les rénover, les importants espaces de stockage dans un bâtiment, les vêtements de scène, et dans l'autre les décors eux-mêmes pourraient peut-être être libérés et reconvertis en un espace culturel ouvert à tous.

C'est pourquoi dès 2008 j'avais saisi le ministère de la Culture en ce sens, les dirigeants de l'Opéra de Paris sont également informés de ma démarche, mais jusqu'à ce jour la Mairie de Paris est restée muette sur cette proposition. Or, il est impossible d'envisager la transformation des lieux sans le concours de la Mairie. C'est pourquoi nous demandons au Maire de Paris d'intervenir en faveur de ce projet.

Je rappelle par ailleurs que ces décors sont voisins du théâtre de l'Odéon Berthier et qu'il y aurait là une magnifique opportunité de créer un pôle culturel avec un lieu d'exposition à quelques pas également du futur complexe cinématographique qui verra le jour de l'autre côté du boulevard Berthier.

Je forme donc le vœu, Monsieur le Maire, que vous soyez à nos côtés pour engager un dialogue constructif avec le Ministère de la Culture et les Décors de l'Opéra de Paris pour une réhabilitation de ce lieu en vue d'une ouverture au public.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Vous avez parlé 1,57 minute, mais ce n'est pas grave.

La parole est à M. Bruno JULLIARD.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Madame la Maire, nous avons déjà eu l'occasion d'aborder ce sujet il y a quelques mois dans votre mairie d'ailleurs. Je vous avais déjà dit que j'étais tout à fait favorable à ce que nous poursuivions, non pas engagions, mais poursuivions nos échanges avec l'Opéra de Paris, mais également le ministère pour permettre en effet cette ouverture au public des décors de l'opéra de Paris.

Alors ce site de l'Opéra est d'ores et déjà un site majeur de la culture à Paris, on ne peut pas comparer l'ouverture au public du théâtre de l'Odéon avec l'ouverture des magasins des décors, l'identité étant tout à fait différente, mais sur l'ouverture de ce site vers l'extérieur, c'est une idée qui a déjà été exprimée par la Ville. Vous ne pouvez pas tout à fait dire que nous avons été silencieux sur le sujet, qui a d'ailleurs notamment été exprimé par Anne HIDALGO au regard de la requalification complète du secteur à l'horizon 2017, en intégrant notamment l'arrivée du tramway et de la ligne 14.

Je suis d'accord avec vous qu'il n'est pas suffisant que ce site soit ouvert à l'occasion des journées du patrimoine et des journées portes ouvertes de la Z.A.C. Clichy Batignolles, cela démontre au moins une chose : nous pouvons l'ouvrir. Je suis d'accord avec vous, non pas pour engager mais pour poursuivre les échanges avec le Ministère, les contacts avec les acteurs concernés ont déjà été engagés il y a de cela de nombreuses années par mon prédécesseur d'ailleurs. Il importe aujourd'hui d'avancer, je suis d'accord avec vous, sans perturber l'activité du lieu et surtout en prenant en compte les enjeux sociaux, ce qui passe nécessairement par une implication des personnels.

La Ville poursuivra ses échanges avec l'Opéra de Paris, notamment son futur nouveau directeur à partir d'août prochain, M. Stéphane LISSNER, dans le cadre du projet d'aménagement et je vous tiendrai naturellement informée dans les mois qui viennent.

Puisque quelques considérants ne me satisfont pas, et que par ailleurs dans votre vœu vous demandez que M. le Maire de Paris engage un dialogue qui de fait existe déjà, je considère que ce vœu n'a pas tellement de raison d'être si ce n'est de nous rappeler qu'il faut poursuivre notre travail, ce que je prends comme un encouragement avec plaisir, mais j'en demanderai donc le retrait. Sinon, malheureusement un avis défavorable, ce qui ne serait pas tout à fait juste et ne m'apparaîtrait pas opportun.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Puisque vous avez parlé 1,57 minute, je vous donne quelques secondes !

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Merci.

M. JULLIARD a rappelé à juste titre que nous avions évoqué cela ensemble mais surtout avec Christophe GIRARD, et justement cela n'a pas avancé. Si la Ville fait de son côté et la mairie du sien, à un moment il faut se mettre tous ensemble autour de la table et au-delà de l'ouverture au public, je propose qu'un des trois bâtiments soit réhabilité pour une ouverture au public, pas seulement sur les décors, mais comme un espace culturel.

Évidemment, je maintiens mon vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Vous le maintenez. Donc, c'est un avis défavorable.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'implantation du cirque Romanes (16e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 50 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'implantation du cirque Romanes.

La parole est à M. AURIACOMBE.

M. Pierre AURIACOMBE. - Merci.

Il nous est proposé l'installation du cirque Romanes le square Parodi dans le 16e arrondissement. Manifestement, cette installation s'est faite sans concertation préalable avec la mairie et avec les riverains, ce qui a provoqué une très forte opposition des riverains à ce projet. Notre surprise est d'autant plus forte que nous avons dans le 16e arrondissement un lieu spécifique pour les cirques, qui est la pelouse de Saint-Cloud, au sein du bois de Boulogne, qui offre de nombreux avantages, notamment en termes de stationnement, et qui a vu le cirque Gruss s'installer plusieurs fois sans que cela ne pose de problème. Nous sommes assez surpris et nous émettons le vœu que le Maire de Paris propose au cirque Romanes de s'installer sur la pelouse de Saint-Cloud, espace spécifiquement destiné aux accueils des cirques.

Je ne doute pas un seul instant que ce vœu va être voté, car plusieurs de mes collègues ayant fait allusion aux élections municipales à venir, je me permettrai de dire que ce vœu a été voté à l'unanimité, par M. MANO, ancienne tête de liste, et notamment par M. Thomas LAURET, votre actuelle tête de liste dans le 16e arrondissement ; je ne doute pas un seul instant que vous allez voter ce vœu.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Vous avez eu un compte rendu complet du Conseil d'arrondissement.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Tout à fait, Monsieur le Maire, et je vous remercie, d'ailleurs, d'avoir souligné la pertinence du choix de notre tête de liste dans le 16e arrondissement, qui est unique, d'ailleurs, en ce qui nous concerne, nous n'en aurons qu'une, dans cet arrondissement comme dans les autres.

Je vous avoue qu'en lisant ce vœu, il y a, à la fois, un peu de tristesse, beaucoup de colère et surtout de l'indignation.

Une fois de plus, vous essayez de vous en prendre au cirque Romanes, avec une obstination à refuser ce lieu de culture dans le 16e arrondissement, dans différentes interventions publiques, y compris des élus du 16e arrondissement, nous avons compris pour quelle raison, parce qu'ils s'appellent "les Romanes", parce que, peut-être, leur dernier spectacle s'appelle "Voleurs de poules", peut-être parce qu'il y a une volonté d'instrumentalisation dans le débat politique actuel. Ce que je constate, c'est que cela fait plusieurs mois qu'à chaque Conseil de Paris, il y a une volonté d'instrumentaliser ce débat-là, et je trouve que c'est indigne de votre part, c'est une méconnaissance totale de la qualité du travail qui est réalisé par ce cirque, qui est reconnu par tous les observateurs culturels et, finalement, vous ne vous grandissez pas en vous en prenant à ce cirque Romanes.

Quant au lieu, j'y viens, Monsieur, vous proposez une nouvelle implantation : celle de la pelouse de Saint-Cloud. Je reconnais - c'est d'ailleurs la raison pour laquelle, j'imagine, elle a été votée à l'unanimité lors du Conseil du 16e arrondissement - que vous vous y prenez d'une manière un peu plus habile, en tout cas moins grossière, que lors des derniers Conseils d'arrondissement, et vous proposez donc la pelouse de Saint-Cloud. C'est habile, mais vous savez que ce n'est pas possible, et cela pour plusieurs raisons.

D'abord, parce que le cirque Gruss est déjà en place sur la pelouse de Saint-Cloud depuis octobre et jusqu'à la mi-mars, puis viendra ensuite le cirque Passion qui s'y installera pour les fêtes de fin d'année.

La pelouse n'est donc pas disponible car elle ne peut accueillir plus de deux cirques de façon concomitante. Il faut, par ailleurs, veiller aux autres événements incontournables qui nécessitent que la pelouse et son parking soient disponibles, notamment Roland Garros.

Cette pelouse n'est pas adaptée pour une implantation pérenne d'un cirque, y compris pour des raisons, d'ailleurs, écologiques. C'est donc un avis très défavorable pour ce vœu, et je réaffirme notre engagement à aménager le square Parodi, en lien avec Fabienne GIBOUDEAUX, et notre détermination totale à installer le cirque Romanes dans ce square, dans le cadre d'une occupation précaire pour une durée de trois ans. C'est, d'ailleurs, tout le sens des démarches administratives qui sont en cours, qu'il s'agisse du dépôt du permis de construire qui a eu lieu le 25 octobre dernier, pour lequel le Conseil de Paris s'est prononcé favorablement en juillet dernier, mais également de la demande d'examen et d'une étude d'impact auprès de la Direction régionale de l'environnement et de l'énergie formulée par la Ville de Paris. Rien de nouveau, donc, si ce n'est notre détermination réaffirmée.

C'est donc un avis défavorable.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Nous avons bien rattrapé le retard ; il ne s'agit pas de le reperdre !

2013 DU 258 Avis sur le projet de Plan de Sauvegarde et de mise en Valeur du Marais (3e et 4e).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'espace public.

Vœu déposé par l'Exécutif.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'école Massillon.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la place Renée Vivien.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DU 258 relatif au plan de sauvegarde et de mise en valeur du Marais, sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé l'amendement n° 51, le groupe E.E.L.V.A. et l'Exécutif, les vœux référencés n^{os} 52, 52 bis, 53 et 54 dans le fascicule.

La parole est à M. Vincent ROGER.

M. Vincent ROGER. - Monsieur le Maire, chers collègues, la révision du Plan de sauvegarde du Marais et sa mise en valeur est le fruit d'un long travail.

Ce projet remonte à 2002 ; il aura fallu donc plus de 10 ans pour qu'il aboutisse. Ne voyez pas dans cette remarque une critique, tant je suis conscient que la tâche n'était pas simple. Il était nécessaire de se donner du temps pour réaliser cet ouvrage.

Je tiens, d'ailleurs, à saluer le travail remarquable qui a été effectué conjointement par les services de l'Etat, ceux de la Ville et le cabinet Blanc-Duché.

Cette révision du P.S.M.V. doit être saluée. Le travail ainsi réalisé a été aussi minutieux que sérieux ; il permet à la Ville d'avoir désormais un outil performant concernant l'urbanisme dans ce quartier historique, dont nous devons préserver l'âme et la beauté, tout en garantissant aux habitants une qualité de vie à la hauteur de leurs attentes.

Sur ce dernier point, je pense en particulier au manque d'établissements de proximité pour lesquels beaucoup reste à faire dans ce quartier de Paris, en particulier côté 4e arrondissement, je pense aussi à la lutte contre le bruit et les incivilités, je n'oublie pas également les problèmes liés à la propreté.

J'ajoute que les critères retenus par votre majorité concernant les dotations d'arrondissement ont été défavorables aux deux arrondissements concernés.

Le P.S.M.V. qui nous est présenté ne peut faire oublier ces différentes réalités.

Sa réalisation est, cependant, à mettre à l'actif de l'Exécutif. A mes yeux, ce P.S.M.V. est positif, et ceci, pour plusieurs raisons. Premièrement, il apporte à la collectivité un véritable travail de connaissance. Chaque immeuble a maintenant sa fiche. Il permet d'avoir une approche heuristique des 1.973 parcelles qui constituent le Marais. Cette compilation d'informations permettra notamment de lutter contre toute tentation de façadisme.

Deuxièmement, ce plan a été élaboré en n'opposant pas développement économique et sauvegarde du patrimoine. Il est une synthèse intelligente de ces deux obligations qu'il aurait été dommage de vouloir opposer.

Les concepteurs de ce plan ont été certes, rigoureux, en matière de patrimoine, mais ils ont été aussi pragmatiques.

La nouvelle classification avec différents niveaux de protection en est l'illustration.

Troisièmement, ce P.S.M.V. permet désormais de prendre en compte les patrimoines des XIXe et XXe siècles, ce qui n'avait pas été le cas précédemment ; je pense en particulier au patrimoine industriel du Marais.

De même, ce P.S.M.V. ouvre des perspectives pour régler certains dilemmes.

D'abord, il devrait pouvoir, juridiquement, permettre de mettre fin aux conflits opposant les riverains à un projet de boîte de nuit sur la parcelle du 1 et 3, rue Pierre-au-Lard, puisque le bâtiment en question est classé non protégé et que le P.S.M.V. nous invite à y faire un jardin.

Ensuite, il valide le permis de construire de l'école Massillon concernant l'aménagement du 1, rue des Lions Saint-Paul.

De même, il autorise visiblement à réfléchir à une rénovation intelligente du complexe sportif et scolaire situé au 16, rue du Renard.

Enfin, il encourage la Municipalité à repenser le village Saint-Paul, surnommé par ses commerçants "l'autre Marais", secteur complètement abandonné et délaissé par votre majorité.

Quoi qu'il en soit, ce P.S.M.V. mérite d'être adopté, même si votre majorité n'a pu s'empêcher d'y ajouter un zeste d'idéologie et une petite cuillère de démagogie.

En effet, vous avez décidé, pour ce quartier, une loi d'exception, en instaurant l'obligation de 30 % de logements sociaux pour les rénovations de plus de 800 mètres carrés, alors que la loi actuelle invite les communes à 20 % et Mme DUFLOT, dans sa loi, vous propose 25 %. Cette approche idéologique coûtera une fortune à la Ville et aura, en plus, pour conséquence de faire augmenter l'immobilier dans ce quartier de Paris qui n'en a pas franchement besoin.

Les opérateurs, pour financer la partie sociale, devront répercuter une hausse des prix sur le logement privé, ce qui fera que ce quartier de Paris deviendra totalement et définitivement inabordable pour les Parisiens. La classe moyenne en sera définitivement chassée, et suite à cette décision, les locations à la semaine exploseront, notamment par ces programmes immobiliers que vous allez initier sous couvert de 30 % de logements sociaux.

En outre, cette approche, vous l'argumentez par le fait que le Marais ne serait pas assez dense en population. Certes, la densité nette est de 449 habitants par hectare contre 553 pour le reste de Paris, mais il faut prendre en compte deux autres éléments que vous semblez inopportunément oublier.

1. La densité de l'emploi dans le Marais est de 316 personnes par hectare contre 191 en moyenne dans Paris.

2. Ce quartier est le plus visité de Paris avec 13 millions de touristes par an. De fait, le Marais est sans doute le quartier le plus dense de Paris.

Quant à l'aspect démagogique…

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Il faut conclure !

M. Vincent ROGER.- Je vais conclure, Monsieur le Maire.

Il réside dans l'idée que vous claironnez que vous voulez faire 30 % de logements sociaux dans le Marais, mais dans les faits, il en sera tout autrement. Une analyse attentive de ce projet de délibération montre qu'en vérité cela ne peut se faire que dans le cadre de mono-propriétés que la Ville préemptera à prix d'or mais qui ne sont qu'au nombre de quinze possible sur toute l'étendue du Marais.

Au final, si cette loi d'exception voyait le jour, elle sera au départ très coûteuse, ensuite ce sera une prime à la flambée immobilière et à l'arrivée un enfumage.

Chers collègues, ce P.S.M.V. est un outil utile, la majorité n'était pas obligée d'en faire un instrument idéologique. Nous le voterons mais nous resterons vigilants.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Tout cela pour ça !

Vous avez dépassé de presque une minute.

M. Vincent ROGER. - Je vous remercie, Monsieur le Maire, de votre générosité.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Très bien.

Madame HAREL, vous avez la parole.

Mme Marie-Laure HAREL. - La minute qui a été offerte à Vincent ROGER pourra être rattrapée sur moi puisque je ne pense pas que j'utiliserai les 5 minutes qui me sont imparties. D'autre part, je vais même en profiter pour présenter l'amendement que nous avons rédigé, ce qui vous fera économiser 3 minutes en plus !

Je voudrais utiliser ce temps de parole pour m'adresser à vous, Monsieur AIDENBAUM, pour commencer, parce que hier encore quand j'ai déposé un vœu, vous m'avez renvoyée, comme vous aimez tant le faire, au fait que j'ai fait mon siège de conseiller de Paris dans le 16e arrondissement. Alors, écoutez, malheureusement vous êtes obligé de m'écouter : cela commence à devenir pénible que vous ne vouliez pas que je parle de cet arrondissement et, quoique vous en disiez, je ne suis pas illégitime.

D'abord, nous ne sommes pas au temps féodal, vous n'êtes pas le seigneur du 3e arrondissement, j'ai le droit de l'évoquer dans cette enceinte. Si je juge que c'est nécessaire, j'ai le droit d'y habiter, j'ai le droit de m'y promener et j'ai même le droit de m'y présenter aux prochaines élections municipales !

Je voudrais vous dire que quand vous me renvoyez avec beaucoup de condescendance au fait que j'ai été élue dans le 16e arrondissement, je ne trouve pas cela très respectueux et très républicain. J'ai été élue, certes, dans un arrondissement de droite, mais je ne mérite pas moins de respect pour autant.

Deuxièmement, nous sommes ici…

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Attendez, Madame ! Je vous demande le silence. Laissez parler.

Mme Marie-Laure HAREL. - Deuxièmement, nous sommes ici au Conseil de Paris et pas en Conseil d'arrondissement. D'accord ? Donc, je crois que j'ai le droit d'évoquer le 3e arrondissement et d'ailleurs d'autres arrondissements si j'ai des idées sur certains autres.

Troisièmement, il ne vous aura pas échappé que mon parti m'a choisie comme chef de file dans le 3e arrondissement. Jusqu'à preuve du contraire, vous ne faites pas partie de notre commission d'investiture, donc on ne vous demande pas votre validation et je serai là pendant les prochains mois, que cela vous plaise ou non. Et si mon parti m'a choisie, ce n'est pas par hasard, comme vous vous en doutez, c'est parce que comme je me tue à le dire ici depuis un certain nombre d'années, j'habite le 3e arrondissement depuis longtemps et, à chaque séance, vous feignez de découvrir que je m'y intéresse pour la première fois. Mais il y aura suffisamment de comptes rendus de séance pour démontrer que j'ai commencé à m'intéresser au 3e arrondissement dans cet hémicycle bien avant qu'il ne soit question de quelconques listes électorales.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Revenez au sujet quand même, non ?

Mme Marie-Laure HAREL. - Puisque vous me titillez à ce point-là, il me semble que vous n'avez pas si mal connu le 16e vous-même avant d'être élu maire du 3e arrondissement. Cela ne vous a visiblement pas porté malheur. Je me souhaite la même chose !

Maintenant, je propose que ce débat soit réglé une bonne fois pour toutes. Les électeurs attendent de vous bien mieux que cela, bien mieux que des attaques superficielles systématiques à mon encontre. Moi, ce qui me ferait très plaisir, c'est qu'à l'avenir vous lisiez moins vos fiches et que vous me répondiez davantage sur le fond !

Je sais très bien ce que vous allez tous nous répondre ici par rapport à notre amendement sur le logement social. Vous allez nous expliquer une fois de plus que la droite est anti-logement social, et vous savez bien que c'est faux. Et vous savez bien que c'est faux ! Pourquoi ? Parce que je vais vous donner quelques exemples. Je vais vous donner quelque exemple qui…

Attendez !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Attendez, Mme HAREL a 5 minutes.

Mme Marie-Laure HAREL. - Je ne veux pas qu'on m'enlève de temps.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Elle dit ce qu'elle veut pendant 5 minutes. Continuez.

Mme Marie-Laure HAREL. - Exactement, et on m'en a déjà pris un peu, donc vous ne m'en voudrez pas si finalement je dépasse, je continuerai à vous laisser les 3 minutes de l'amendement.

Je vais vous donner quelques chiffres qui ne vont pas vous faire plaisir. A Paris, on est à combien ? 17,6 % de logements sociaux. Marseille, c'est une ville de droite, on est à 19,4 % depuis 2012. A Rueil, Patrick OLLIER, on est à 20 % depuis 2008. Donc arrêtez de dire que les élus locaux de droite ne veulent pas de logement social.

Ensuite, parlant au niveau national, Nicolas SARKOZY a réalisé 600.000 logements sociaux pendant son quinquennat. Et alors ? Pendant la mandature précédente, Lionel JOSPIN en a réalisé la moitié, pendant qu'il était au Gouvernement. Donc, arrêtez de nous attaquer dessus.

S'agissant ensuite du programme de NKM, NKM a-t-elle dit qu'elle était contre le logement social ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Madame, revenez au sujet.

Mme Marie-Laure HAREL. - J'y reviens.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Alors, dépêchez-vous, il ne vous reste plus qu'une minute.

Mme Marie-Laure HAREL. - J'y reviens, vous avez dit que je faisais ce que je voulais pendant mes cinq minutes. D'abord on ne fait que m'enlever du temps pour régler les soucis des uns et des autres et j'ai le droit à 5 minutes pour dire ce que je veux.

NKM n'a jamais dit qu'elle ne voulait pas de logement social, NKM n'a jamais dit qu'elle ne voulait pas le développer, NKM n'a jamais dit non plus qu'elle ne voulait pas appliquer les 25 % de la loi S.R.U. Ce qu'elle veut, c'est tout simplement remettre les classes moyennes au cœur du logement social et en développant le logement intermédiaire. Parce qu'à Paris, que se passe-t-il ? Soit on est trop pauvre pour avoir accès au privé, soit on est trop riche pour avoir accès au social. Alors ce n'est pas que nous ne voulons pas faire de logements sociaux, c'est que nous voulons bien le faire.

Je vais vous dire. Vous n'êtes même pas encore aux 25 % fixés par la loi S.R.U. que vous voulez déjà passer à 30 %. Ce n'est pas parce que l'objectif est grand qu'on y arrive plus vite. L'utopie n'est pas un gage de réussite. Ou alors M. HOLLANDE aujourd'hui en serait à 0 % de chômage et 0 % de déficit.

S'agissant du P.S.M.V…

Ou alors allez-y franchement, dites 100 % de logements sociaux si cela peut vous faire aller plus vite !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Madame, il faut conclure !

Mme Marie-Laure HAREL. - S'agissant du P.S.M.V., Vincent…

Attendez.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Madame, il faut conclure maintenant ! Ecoutez, vous aviez cinq minutes.

Mme Marie-Laure HAREL. - Je prends les trois minutes qui me sont imparties pour présenter l'amendement.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Déposez votre amendement de manière écrite et on y répondra, mais cessez de nous faire des discours électoraux. Simplement, je vous donne encore 30 secondes pour parler de votre amendement et c'est tout.

Mme Marie-Laure HAREL. - J'ai trois minutes pour présenter l'amendement ou une minute. J'ai un temps spécifique pour l'amendement, je ne vois pas pourquoi vous me le supprimez.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Vous aviez cinq minutes pour parler, si vous ne les utilisez pas, ce n'est pas de ma faute! Mais tout le monde ici se rend compte de ce que vous faites.

Mme Marie-Laure HAREL. - Monsieur le Maire, il y a eu au moins une minute qui a été utilisée pour faire les uns et les autres se taire, donc s'il vous plait.

Le P.S.M.V., nous allons le voter, parce que, nous, nous ne sommes pas sectaires et que nous arrivons à faire passer l'intérêt collectif avant tout. Vincent ROGER a souligné toutes les qualités du P.S.M.V. Je me réjouis que vous vouliez développer le logement social surtout dans le 3e arrondissement où nous ne sommes qu'à 6,2 % en 2012. Seulement deux points gagnés depuis 1999 où nous étions à 4,2 %.

Ce que nous demandons tout simplement, c'est de ne pas être trop démagogues, trop utopiques, trop irréalistes et de vous en tenir à la loi que vous avez fixée vous-mêmes qui fixe 25 %. Je ne crois pas que vous trouvez votre loi injuste. Alors tenez-vous en à vos 25 %, atteignez les 25 % et après vous améliorerez vos objectifs.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Ah, on souffle ! Reprenons notre respiration avec Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est dur de parler après Mme HAREL et après un tel flot de paroles lumineuses, mais je vais essayer de me mettre à sa hauteur.

Je ne voudrais pas revenir de manière générale sur le P.S.M.V., j'imagine que Danièle POURTAUD le fera. Je voudrais revenir en particulier sur cet amendement, dont il est question depuis déjà deux interventions, l'intervention de M. ROGER et l'intervention de Mme HAREL, qui portent sur la question du taux de production de logements sociaux dans le Marais. Vous déposez effectivement un amendement qui vise, pour être clair parce que vous l'habillez avec des arguments multiples, mais qui vise à limiter la production de logements sociaux dans le Marais. C'est cela l'objectif de votre amendement, puisque vous voulez que, là où l'on aura des constructions neuves de plus de 800 mètres carrés, on ait non pas 30 % de logements sociaux, comme c'est prévu dans le cadre du P.S.M.V., mais 25 % de logements sociaux. C'est cela votre amendement.

Je dois dire que, pour plusieurs raisons, je trouve cela absolument atterrant et absolument affligeant, parce que vous avez beau tourner autour du pot, à chaque fois que vous le pouvez, à toutes les occasions que vous avez, vous faites en sorte qu'on ait moins de logement social à Paris. Et ce qui est quand même curieux, c'est que les arguments varient selon les quartiers !

Dans les arrondissements du Nord, dans les arrondissements de l'Est, notamment dans l'arrondissement où je suis élu, le 18e, vous nous dites : "Ah ! Là, on en a déjà beaucoup, des logements sociaux". Donc, au nom de la

mixité sociale - au nom la mixité sociale ! -, vous dites non aux logements sociaux dans les arrondissements du Nord et dans les arrondissements de l'Est.

Dans les arrondissements de l'Ouest, notamment dans le 16e, non seulement vous vous opposez aux logements sociaux mais parfois même, par la voix du maire du 16e arrondissement, qui est par ailleurs député, vous allez jusqu'à financer des associations qui s'opposent aux logements sociaux et qui vont jusqu'à faire un certain nombre de recours administratifs. Et le maire du 16e arrondissement, d'ailleurs, l'assume et l'utilise comme un argument électoral.

Et on s'aperçoit que vous ne voulez donc pas des logements sociaux dans les arrondissements du Nord et de l'Est, vous n'en voulez pas non plus dans les arrondissements de l'Ouest et vous n'en voulez pas non plus dans les arrondissements du Centre, puisque vous proposez qu'au lieu d'en faire 30 % dans les parcelles où on pourra le faire, on en fasse 25 % !

Vous êtes quand même extraordinaires !

Parce que le logement social, au fond, avec vous, c'est "jamais" et c'est "nulle part" parce que, chaque fois, il y a un argument pour dire que vous n'en voulez pas.

Et puis, quand même…

Je garde le meilleur pour la fin !

Mais enfin, franchement, quand on apprend aujourd'hui qu'un élu de chez vous habite un logement social dans le 4e arrondissement, à deux pas du métro Saint-Paul, on se dit franchement que vous avez quand même un toupet incroyable parce que le logement social, vous ne l'aimez pas, vous ne l'aimez jamais, sauf quand il s'agit d'habiter dedans !

Parce que c'est quand même cela, la réalité !

Parce que c'est cela, la réalité !

Parce que c'est cela, la vérité !

Et vous devriez avoir honte de déposer des amendements pareils !

Franchement, commencez par regarder la situation dans laquelle vous êtes, avant de faire des leçons à la terre entière. C'est quand même cela, la réalité. Cela fait mal !

Cela fait mal quand on la rappelle, mais c'est quand même cela !

Voilà !

Et, à un moment donné, il faut être capable d'assumer.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à M. AIDENBAUM, maire du 3e, si j'ai bien compris !

M. Pierre AIDENBAUM, maire du 3e arrondissement. - Vous auriez même dû dire "le Seigneur du 3e" !

Et pour faire plaisir à Christophe GIRARD, je ne dirai pas "le Seigneur du Marais" !

Mes chers collègues, je voudrais revenir au texte et pas faire de la polémique, comme cela a été fait pendant 4 minutes 50 par Mme HAREL il y a quelques instants.

Tout d'abord, pour vous dire que cette révision du P.S.M.V., elle avait été souhaitée et j'ai été le premier ici, dans cette enceinte, auquel s'était joint également Mme BERTINOTTI, le maire du 4e arrondissement, pour demander une révision du P.S.M.V., justement pour répondre à un certain nombre de questions auxquelles le P.S.M.V. répond et Mme Danièle POURTAUD vous répondra dans quelques instants.

Je voudrais d'abord me réjouir de la concertation citoyenne qui a eu lieu dans les 3e et 4e arrondissements, qui a été tout à fait remarquable : un nombre de réunions extraordinaires dans le 3e et dans le 4e, en commun, avec les architectes, avec les urbanistes, avec les services de la Ville, avec tous les services de la Ville. Cette concertation a finalement été le fruit de la réalisation aujourd'hui de ce que nous vous présentons.

D'ailleurs, Madame HAREL, il me semble que, durant toute cette concertation, qui a quand même duré, M. Vincent ROGER l'a rappelé, six ou sept ans, je ne vous ai jamais vue, je crois. Enfin, a priori, je ne veux pas me tromper mais je ne vous ai jamais vue à aucune réunion sur la concertation.

Alors maintenant, aujourd'hui, devant cette enceinte, parce que vous vous présentez, paraît-il dans le 3e arrondissement, vous nous parlez du Marais, mais pendant six ans, sept ans, jamais on ne vous a vue à une réunion.

Donc, je suis heureux que vous participiez aujourd'hui à ce débat.

Vous dites que vous êtes…

Non, allez, je ne reviens pas sur les problèmes plus spécifiques.

Voilà !

Que voulais-je dire ?

Je voulais insister sur trois points qui me semblent extrêmement importants et qui ont été, je le disais tout à l'heure, à la base de notre demande.

D'abord, et M. Vincent ROGER l'a rappelé, c'est le patrimoine du XIXe et du XXème siècle qui n'avait pas été pris en compte dans le précédent plan de sauvegarde d'André Malraux, la protection du patrimoine artisanal et industriel des XIXe et XXème siècles, qui est essentiel, les verrières zénithales, les ateliers en cour d'immeuble au charme bien connu, qui étaient, dans le précédent P.S.M.V., voués à être détruits.

Cela, c'est une avancée incontestable.

Le renforcement de la mixité sociale, oui, c'est important. Vous avez parlé, on a parlé du problème du logement. Je sais que Mme POURTAUD y reviendra. Vous avez employé le terme "d'enfumage" : je crois que c'est M. Vincent ROGER qui a employé ce terme. Il y a, dans nos quartiers, en effet, parce que nos quartiers ont été, en termes de logements sociaux, laissés à l'abandon pendant des années et des années…

Les chiffres que vous avez donnés, Madame HAREL, ne sont pas exacts. Je vais vous les donner : il y avait en 2001, quand nous sommes arrivés aux affaires, comme on dit, avec M. DELANOË, il y avait 2,3 % de logements sociaux dans le 3e arrondissement et on nous disait à ce moment-là que c'était absolument impossible de faire plus de logements sociaux. Nous allons terminer la mandature avec un chiffre de 6,2 % de logements sociaux dans le 3e arrondissement. Naturellement que nous sommes loin du compte mais nous avons quand même triplé le nombre de logements sociaux dans l'arrondissement.

Et on a entendu une fois de plus dans ce débat, comme on a entendu ces jours derniers et comme on entend en permanence dans cette enceinte, que les logements sociaux, c'est bien mais, comme vous le dites vous-mêmes d'ailleurs, je l'ai vu dans un vœu : "C'est bien mais pas à cet endroit-là de Paris."

"Le Marais", je crois que c'est écrit textuellement comme cela dans votre vœu : "Le Marais ne mérite pas plus de logements sociaux."

Reprenez, je crois que c'est tout à fait votre phrase.

Troisième point qui est important : c'est la préservation de la diversité fonctionnelle. Les bâtiments contenant des emplois seront préservés, quelle que soit leur valeur architecturale, aussi longtemps qu'ils accueilleront de l'emploi. Des linéaires de voies commerciales et artisanales sont également protégés, ce qui est extrêmement important.

Je vais m'arrêter là, je ne veux pas être beaucoup plus long. Je sens que j'arrive à la fin de mon propos.

Je voulais vraiment me réjouir que nous arrivions à la fin de cette concertation, à la fin de cette opération. Celle de Malraux avait démarré en 1968 et s'était terminée en 1996, donc près de 30 ans. Celle-ci a duré beaucoup moins. Je crois qu'elle répond, j'ai là le document complet qui sera soumis, qui est soumis, il répond à toutes les questions que nous nous étions posées et elle va redonner la possibilité à nos quartiers, au Marais, d'aller encore plus de l'avant.

Dernier point qui me semble important : c'est une demande que j'avais faite…

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Il faut conclure, là !

M. Pierre AIDENBAUM, maire du 3e arrondissement. - Et je conclus.

Qui était que, et c'est signifié dans le document, qu'on puisse étudier maintenant éventuellement l'agrandissement du plan de sauvegarde du Marais. Car vous savez que, dans le plan de sauvegarde du Marais, il n'y a que les deux tiers du 3e arrondissement et également pas entièrement le 4e arrondissement.

Il y avait eu à l'époque un découpage qu'on ne comprend pas très bien. Il est indiqué dans ce document que, maintenant, nous pourrons, une fois adopté ce plan de sauvegarde, aller plus loin et réfléchir a son extension.

Je vous remercie, mes chers collègues.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à Mme Claire GUIDI.

Mme Claire GUIDI. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, ce projet de délibération marque en effet une étape importante dans le déroulement de la procédure de révision du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur du Marais. C'est, comme cela a été dit, la dernière étape, en tout cas en ce qui concerne le Conseil de Paris, après plusieurs années de travail, puisque l'arrêté ministériel engageant la révision du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur du Marais a été pris en juin 2006. C'est donc avec une certaine fierté et un grand plaisir que je m'exprime aujourd'hui.

Un travail important et très fin a été réalisé, travail à la fois de connaissance du bâti et d'appréhension d'un quartier dont les usages ont évolué.

C'est donc à travers une approche patrimoniale renouvelée, en réévaluant les patrimoines existants, et à travers une approche sociale et environnementale, que le projet de P.S.M.V. est présenté aujourd'hui.

Deux mots sur les éléments majeurs qui ont été intégrés. Nous en avions parlé en novembre 2012, je les cite rapidement.

- L'importance de prendre en compte le projet d'aménagement et de développement durable, le P.A.D.D., qui est un élément constitutif du P.L.U. et qui couvre tout le territoire parisien. Les deux périmètres de P.S.M.V. sont donc inclus.

- Et, deuxième point, la nécessité de reconsidérer l'apport des XIXe et XXe siècles qui n'avaient pas été pris en compte dans le document de 1996.

Cette approche affinée du patrimoine, en le considérant dans sa grande richesse et dans sa diversité, a donc été combinée à la nécessité de mettre en cohérence le P.S.M.V. avec le P.L.U. Cela a conduit à déterminer un certain nombre de règles de protection et de mise en valeur, à définir des mesures favorables à la mise en place de dispositifs économisant l'énergie ou produisant de l'énergie renouvelable et à fixer des objectifs en matière de mixité fonctionnelle et sociale.

Je pense notamment aux réserves pour équipements et pour logements qui ont été définies et à la volonté de répondre aux objectifs du P.L.H. en matière de logement, car le P.S.M.V. est situé dans la zone de déficit de l'habitat social.

Je profite de l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui pour redire ici solennellement, comme je l'ai fait en Conseil d'arrondissement, que le P.S.M.V. du Marais ne doit pas être une enclave en matière de logement social parce que comme l'a rappelé Pierre AIDENBAUM, de nombreux efforts ont été faits. Il l'a dit pour le 3e ; je le redis pour le 4e arrondissement puisqu'on est passé à un taux de logement social d'environ 5 % en 2001 à un taux à deux chiffres de 11,5 % en 2012.

Alors non, je n'oppose pas les quartiers de Paris parce qu'ils dépendent de deux règlements urbains différents, comme auraient tendance à le faire certains élus.

Non, je ne veux pas d'un quartier muséifié qui opposerait les patrimoines selon leur époque.

Oui, je suis pour une règle homogénéisée, même si produire du logement social dans ce quartier est difficile et ne peut se faire que de manière fine et grâce à une stratégie des petits pas.

Cette règle commune est le gage d'une cohésion forte à l'échelle de tout le territoire parisien, et la Municipalité l'a prouvé à de nombreuses reprises : elle utilise et utilisera tous les moyens réglementaires à sa disposition. Elle met tout en œuvre pour que les inégalités territoriales soient résorbées et que les objectifs de mixité soient respectés partout et par tous.

Il me semblait important de rappeler ici ces principes qui ont conduit à l'élaboration du nouveau P.S.M.V. vu les débats qui viennent d'avoir lieu, mais cela traduit bien, me direz-vous, les différences entre la gauche et la droite.

Je conclurai par des remerciements.

L'an dernier, en novembre également, un projet de délibération relatif au P.S.M.V. était présenté en Conseil de Paris avant le lancement de l'enquête publique. Le maire du 4e, M. Christophe GIRARD, et moi avions tenu à remercier tous ceux qui ont travaillé sur ce sujet essentiel pour le 4e.

Permettez-moi de les citer à nouveau aujourd'hui et de le faire au nom du Maire également car je crois qu'il ne faut jamais oublier l'énergie qu'il a fallu pour mener cette longue procédure.

Je remercie Mme Danièle POURTAUD et son équipe, les services de la Mairie de Paris, notamment la Direction de l'Urbanisme pour son expertise, les services de la mairie du 4e arrondissement, les habitants pour leur implication dans le cadre des ateliers qui ont été conduits localement, les services de l'État puisqu'il s'agit d'une procédure copilotée, l'atelier Blanc-Duché, pour l'immense travail réalisé et l'implication forte et même personnelle de M. Daniel DUCHÉ et de Mme Élisabeth BLANC durant ces années.

Il est d'ailleurs écrit dans le rapport du commissaire-enquêteur qu'une vingtaine d'avis positifs soulignent soit la qualité ou le sérieux du travail réalisé, soit l'intérêt de la présentation.

Et le rapport indique qu'il y a des jugements positifs globaux ou ponctuels, ce qui est assez rare dans une enquête publique pour être souligné.

Ces phrases viennent conforter les remerciements que je viens d'énoncer.

Cette étape est donc la dernière d'une procédure urbaine passionnante qui montre que la ville se construit avec des règles, ou une accumulation de règles parfois, j'en conviens - il suffit de voir les annexes au P.S.M.V. -, mais n'oublions jamais que ces règles sont des outils et qu'elles traduisent une vision politique de la ville que nous voulons.

Notre conception a pour objectif essentiel la mixité sociale et la mixité fonctionnelle dans une vision du territoire sans enclave, une vision territoriale équilibrée, tel en est le fondement.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme Fabienne GIBOUDEAUX, cinq minutes.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Le plan de sauvegarde et de mise en valeur du Marais actuellement en vigueur a été approuvé en 1996, soit plus de 30 ans après la définition du périmètre de ce secteur sauvegardé en 1964, dans la foulée de la loi Malraux de 1962.

Depuis la loi S.R.U., il était cependant nécessaire de revoir ce document d'urbanisme afin notamment de le mettre en conformité avec le projet d'aménagement et de développement durable, ou P.A.D.D., de la Ville de Paris.

Il était aussi nécessaire de revoir le P.S.M.V. du Marais car depuis 50 ans, ce quartier a beaucoup changé. La réhabilitation du patrimoine est bien avancée et a attiré une nouvelle population dont les attentes n'ont rien à voir avec celles des habitants des années 1960.

C'est désormais l'un des secteurs les plus en vue de la Capitale où le prix du foncier est très élevé. Le Marais n'est donc plus vraiment à sauvegarder. En revanche, le volet mise en valeur du P.S.M.V. est toujours d'actualité, même si aujourd'hui, le Marais doit plutôt faire face à une tendance à la muséification.

Pour éviter ce phénomène de muséification, trois axes nous semblent importants : favoriser la mixité sociale en créant des logements sociaux, permettre le dynamisme des activités économiques tout en protégeant l'habitat, améliorer la vie de quartier par des équipements de proximité et des espaces publics de qualité.

Le P.S.M.V. aborde ces questions et répond à des lacunes ou incohérences entre les documents d'urbanisme jusqu'alors en vigueur.

Voici donc quelques nouvelles dispositions intéressantes.

La première : le P.S.M.V. fixe l'objectif d'un ratio minimum de 30 % de logements sociaux dans les opérations comprenant plus de 800 mètres carrés d'habitations.

Ce type d'opération n'étant pas très fréquent dans le Marais, cet objectif de 30 % effectivement supérieur aux 25 % de la loi nous semble même un peu bas. Je ferai d'ailleurs une parenthèse sur les arguments de M. ROGER, qui sont même faux et incompréhensibles sur le fait que le pourcentage de logements sociaux ferait monter le prix du foncier. Je pense que si on appliquait cette théorie, le Département de la Seine-Saint-Denis serait un des départements où le foncier serait le plus cher en Ile-de-France, et ce n'est vraiment pas le cas !

Le coefficient d'occupation du sol (C.O.S.) est désormais de 1 pour les bureaux, commerces et artisanat alors qu'il était de 3 précédemment pour les activités économiques. Ceci permettra de mieux protéger l'habitat face aux activités économiques.

La troisième disposition : le changement de destination des locaux commerciaux situés en rez-de-chaussée est enfin interdit sur les voies protégées au titre du commerce et de l'artisanat alors que l'ancien P.S.M.V. l'autorisait. Ceci permet de protéger les activités commerciales en bas d'immeuble.

La quatrième est que le P.S.M.V. crée des emplacements réservés pour la création d'équipements de proximité comme des crèches, des équipements culturels ou d'enseignement, ou des gymnases. Il crée également quelques réserves pour des espaces verts, comme la rue Pierre-au-Lard.

Malgré ces bonnes nouvelles, tout n'est pas parfait dans le nouveau P.S.M.V. Nous avons été alertés sur des problèmes localisés, et c'est la raison pour laquelle nous avons déposé les deux vœux suivants.

Le premier concerne la place Renée Vivien. Cet espace public est en partie planté. Dans le nouveau P.S.M.V., il fait l'objet d'une réserve en vue d'une construction de crèche. Il serait pour nous préférable de conserver des espaces de respiration dans ce quartier très dense et de privilégier une installation pour cette crèche dans du bâti existant.

Le deuxième vœu concerne la rue des Lions-Saint-Paul. L'école Massillon a le projet de reconstruire certains de ses bâtiments en débordant sur le trottoir de la rue des Lions-Saint-Paul.

Nous nous étions opposés à la vente de ce trottoir, qui est intervenue pendant l'enquête publique alors que l'on savait déjà que la règle d'obligation d'alignement ne serait pas maintenue dans le nouveau P.S.M.V.

Néanmoins, puisque la décision semble irrévocable, nous demandons que cette rue devienne interdite aux véhicules.

En effet, une fois les constructions de l'école réalisées, la largeur du trottoir sera trop étroite pour y permettre la circulation.

A ces deux vœux s'ajoute un troisième sur l'espace public dans le secteur du P.S.M.V. Il fait écho à des demandes récurrentes de personnes qui ont participé à l'enquête publique et estiment que les trottoirs sont trop encombrés et que la circulation automobile est génératrice de nuisances sonores et d'une pollution excessive.

Ce vœu reprend également une remarque formulée par le commissaire enquêteur qui précise que dans certaines villes, le P.S.M.V. est accompagné d'une politique de piétonisation ou de la réalisation de zones de rencontre.

Le vœu n° 52 bis ne répond qu'en partie à nos demandes, nous aurions préféré la mise en œuvre concrète de nos propositions.

Nous maintenons donc le vœu n° 52 concernant l'espace public et le vœu n° 54 concernant la place Renée Vivien. Pour toutes ces raisons, nous nous abstiendrons sur ce projet de délibération.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Parfait.

Madame POURTAUD, vous avez la parole, avec un esprit de synthèse.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire, je reconnais bien vos encouragements habituels, mais je sais qu'en fait, c'est en toute amitié.

Je ne voudrais pas cacher à l'ensemble de mes collègues que c'est vraiment avec une grande satisfaction que je soumets une dernière fois, en tout cas je l'espère, le projet de révision du P.S.M.V. à l'avis du Conseil de Paris.

Moins de 5 ans, cher Vincent ROGER, et je ne sais plus qui a parlé d'autres délais, mais en fait, 5 ans après le début effectif des travaux de révision, je crois que c'est une performance et je voudrais donc commencer par remercier chaleureusement toutes les personnes qui ont consacré leur savoir-faire, leur connaissance, leur énergie, leur patience.

Je voudrais donc remercier les services de l'État, de la Ville, le bureau d'études Elisabeth BLANC - Daniel DUCHÉ, la DRAC, mais aussi bien sûr, les mairies d'arrondissement, et les citoyens qui se sont investis massivement dans la concertation. Pierre AIDENBAUM vient de le rappeler, évidemment il y a eu ceux qui sont venus et si j'ai bien compris, cher, Monsieur le Maire, celles qui ne sont pas venues à ces ateliers de concertation.

La qualité du travail accompli avait été saluée il y a un an lors de la présentation du projet de révision et du bilan de la concertation devant ce Conseil, et je remercie les orateurs qui ont à nouveau réitéré tous ces compliments.

Vous connaissez les objectifs de cette révision, Vincent ROGER, Pierre AIDENBAUM et Claire GUIDI, avec beaucoup de passion et de chaleur à l'instant ont rappelé les grandes caractéristiques, je vais donc les résumer en deux phrases :

- Adapter nos protections patrimoniales à la vision actuelle qui englobe le patrimoine du XIXe et du XXe siècle, notamment industriel ;

- Permettre à ces quartiers, vous l'avez tous rappelé, de bénéficier, comme le reste de Paris, de réserves pour équipements publics et de règles permettant de réaliser des logements sociaux.

Nous soumettons aujourd'hui au Conseil le bilan de l'enquête publique et l'avis du commissaire-enquêteur.

Un avis favorable sans réserve qui note : "le projet de révision du P.S.M.V., présenté à l'enquête publique permet de sauvegarder et de valoriser l'existant sans le figer, de réparer les interventions architecturales ou urbaines datées ou mal réfléchies, d'accompagner de futures opérations comme l'évolution de son tissu, tout en permettant un développement harmonieux du secteur sauvegardé, et en préservant la qualité de vie des habitants ", fin de citation du commissaire enquêteur.

Les conclusions sans réserve des commissaires-enquêteurs sont, je crois, vous le savez, mes chers collègues, suffisamment rares pour que l'on relève celle-ci qui est particulièrement élogieuse.

Je passerai donc maintenant, Monsieur le Maire, aux réponses aux vœux.

Deux remarques en préambule, qui s'appliquent un peu à tous les vœux, l'ensemble des modifications que nous avons apportées au document par rapport à celui approuvé il y a un an, sont issues des observations et des propositions formulées lors de l'enquête publique.

Mais il n'est pas possible de modifier le projet de règlement approuvé par la Commission locale du secteur sauvegardé du 7 octobre dernier et un amendement voté par le Conseil de Paris nécessiterait de reprendre toute la procédure, d'abord en CLS et ensuite devant le Conseil de Paris.

En revanche, nous pouvons travailler, et c'est l'objet d'un certain nombre de vœux, sur la partie non réglementaire, le cahier de recommandations par exemple.

Alors, maintenant, plus précisément, le vœu n° 51 du groupe U.M.P.P.A. qui s'inquiète de voir exploser le taux de logement social dans le Marais à 30 %.

Chers collègues, à la lecture de vos considérants, je me suis demandée si vous aviez participé à ce Conseil en novembre 2012, je me suis même demandée si vous aviez lu le règlement de P.S.M.V, mais connaissant le sérieux de Vincent ROGER, j'ai exclu cette hypothèse. Et je pense en fait qu'il ne s'agit que d'un zeste, c'est bien cela le mot à la mode, d'un zeste de la énième déclinaison de cette ritournelle bien connue de l'U.M.P.P.A. entonnée par Mme HAREL si j'ai bien réussi à suivre, ce qui n'est pas tout à fait sûr, ritournelle que nous connaissons : oui au logement social, mais pas ici, pas là, enfin bref, pas à côté de chez moi.

Et Ian BROSSAT l'a parfaitement démonté à l'instant, je l'en remercie.

Alors, mes chers collègues, le règlement de P.S.M.V n'impose pas 30 % de logement social dans le Marais, il installe des règles qui permettront à ce quartier, où je le rappelle, le taux de logement social est aujourd'hui respectivement de 4,2 % pour le secteur du P.S.M.V dans le 3e, et de 7,1 % pour le 4e, de contribuer au respect global du seuil de 25 % sur l'ensemble du territoire parisien, seuil fixé par les lois SRU et ALUR.

Il est donc normal que ces quartiers très déficitaires aient une règle renforcée.

Cette règle, quelle est-elle ?

Premièrement, elle s'applique lorsqu'il y a plus de 800 mètres carrés de création de logement et qu'il ne s'agit pas d'un seul logement. Ceci revient à dire hôtel particulier.

C'est-à-dire très exactement l'inverse, chers collègues, de votre considérant n° 2, je ne sais pas si c'est une faute de frappe ou si vous avez vraiment écrit ce qui est écrit dans le considérant n° 2, mais c'est exactement l'inverse.

Deuxième élément de cette règle, il s'agira donc, dans l'hypothèse d'une promotion immobilière de 800 mètres carrés, de créer entre 5 et 6 logements sociaux, selon la taille des appartements de la promotion.

Voilà la réalité de l'épouvantail que vous essayez de brandir, soyons sérieux, chers collègues, n'injuriez pas l'intelligence des membres du Conseil, ni celle des électeurs parisiens même en période électorale et je ne sais pas qui parlait d'un zeste d'idéologie ou de démagogie, j'aurais tendance à parler de tombereau de démagogie.

Quant au dernier considérant qui exprime l'idée fausse selon laquelle la question patrimoniale pourrait s'opposer par nature à celle du logement social, je me permets de rappeler que Malraux, il y a 50 ans, en faisant voter la loi sur les P.S.M.V, avançait deux objectifs ; cela a été rappelé, d'ailleurs, par Fabienne GIBOUDEAUX à l'instant : sauver les centres-villes historiques très dégradés et maintenir dans ces quartiers les habitants modestes qui s'y trouvaient, dans un habitat social de fait.

Le patrimoine se partage, de même que l'effort de solidarité, et vous voyez, chers collègues, il n'y a vraiment pas de quoi les opposer, mais, au contraire, il faut les accorder.

Vous aurez compris, Monsieur le Maire, que je suis, évidemment, défavorable au vœu n° 51.

Vœu n° 52 du groupe E.E.L.V.A., relatif à l'espace public dans le Marais.

Je vous propose, chers collègues - je me tourne, cette fois-ci, vers Fabienne GIBOUDEAUX, qui l'a présenté à l'instant -, un vœu n° 52 bis de l'Exécutif, qui reprend en grande partie vos propositions, mais de manière plus opérationnelle, en les intégrant dans le processus en cours concernant le P.S.M.V., puisque celui-ci sera assorti d'un cahier de recommandations concernant l'espace public, cahier qui est aujourd'hui en cours de réalisation. La Ville s'engage à ce que ce cahier de recommandations fasse l'objet d'une concertation locale, ce que vous avez également demandé, en accord avec les maires des 3e et 4e arrondissements.

Nous proposons également que dans la poursuite des aménagements qui ont déjà été réalisés, de nouvelles mesures d'apaisement de la circulation automobile soient étudiées dans le secteur du Marais.

Je vous propose donc de retirer le vœu n° 52 et de voter le vœu n° 52 bis de l'Exécutif.

Le vœu n° 53 du groupe E.E.L.V.A., qui concerne la demande d'interdiction de la circulation dans la rue des Lions de Saint-Paul, et donc la question de l'école Massillon, deux remarques, chers collègues, et une proposition.

Le permis de construire initial concernant l'école Massillon a été accordé le 25 avril 2011, et non pas quelques semaines avant le vote du nouveau P.S.M.V. Le permis modificatif a, lui, été accordé le 7 juin 2012.

Deuxième remarque, comme vous le savez, l'interdiction de circulation dans une rue ne relève pas du document d'urbanisme, et donc pas du P.S.M.V.

En revanche, et en tout état de cause, une étude peut être menée avec la Direction de la Voirie pour examiner cette question. La question avait, d'ailleurs, déjà été évoquée favorablement avec le chargé d'étude et l'A.B.F. de secteur.

Je vous propose donc, si vous en êtes d'accord, d'amender le vœu que vous avez déposé, dans une formulation qui serait la suivante : "Sur proposition […] le Conseil de Paris émet le vœu que soit mise en place une mesure de réduction de la circulation (zone de rencontre, interdiction, sauf aux riverains) et que soient sécurisées les déplacements piétons".

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - 11 minutes déjà !

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Monsieur le Maire, je réponds en même temps à tous les vœux !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - C'est parfait, j'entends bien.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Je pensais, au contraire, mériter vos félicitations pour la rapidité de la totalité du traitement du dossier ! Il faudra juste voter ensuite.

Le vœu n° 54 du groupe E.E.L.V.A. - mais nos collègues ont été tellement prolixes -, concernant la place Renée-Vivien dans le 3e arrondissement, chers collègues, vous nous proposez de rendre la parcelle inconstructible pour y réaliser un espace vert.

Je vous renvoie à ce que j'ai dit tout à l'heure sur le fait que nous ne pouvons pas modifier le règlement de P.S.M.V., sauf à recommencer toute la procédure. Par ailleurs, en novembre 2012, nous vous avons soumis le projet de P.S.M.V. déjà doté d'une réserve pour y construire une crèche, projet qui a recueilli de nombreuses approbations lors de l'enquête publique.

A l'issue de l'enquête publique, nous avons simplement élargi les possibilités d'équipements publics, en inscrivant, outre la possibilité de construire une crèche, la possibilité de construire un équipement scolaire de petite enfance, crèche, ou culturel. Il sera possible, en effet, sur cette parcelle, de construire un équipement de 520 mètres carrés utiles sur quatre niveaux et de préserver une petite cour rue des Haudriettes. Vous le savez comme moi, le 3e arrondissement a besoin de ces équipements et je me permets de vous faire observer que d'inscrire une telle réserve pour équipement public garantit la propriété publique sur la parcelle, donc elle ne pourra pas faire l'objet - c'était une des craintes exprimées par les habitants - d'une quelconque promotion, d'une quelconque vente.

J'observe, par ailleurs, qu'il est très compliqué, et ce sont vos services, Madame GIBOUDEAUX, qui me l'ont fait savoir, d'y réaliser un espace vert de qualité, puisque le sous-sol de ce terrain est occupé par des ouvrages de service et qu'il n'y a donc pas la possibilité d'envisager plus de 30 centimètres de terre à cet endroit.

En revanche, chers collègues, et là, je m'adresse également, à travers vous, aux habitants, comme la mairie du 3e a déjà entrepris de le faire, cet espace devra être entretenu de manière satisfaisante.

Après toutes ces précisions, sur le vœu n° 54, je propose plutôt à mes collègues de retirer leur vœu ; sinon, ce sera un avis défavorable.

Voilà, Monsieur le Maire, il n'y a plus qu'à voter !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 51 déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 51 est repoussée.

Maintenez-vous le vœu n° 52, le groupe E.E.L.V.A. ?

M. Sylvain GAREL. - Nous maintenons les vœux n^{os} 52 et 54 et nous acceptons l'amendement sur le vœu n° 53, qui est donc retiré.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - D'accord.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu, référencée n° 52, déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu référencé n° 52 bis, déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2013, V. 285).

Le vœu n° 53 est retiré.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu, référencée n° 54, déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Maintenant, je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 258.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DU 258).

2013 DAC 696 - Acceptation du classement au titre des monuments historiques de l'église Saint-Jean-de-Montmartre (18e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous revenons légèrement en arrière, parce qu'il y a eu une erreur, qui est toujours humaine, des services, et passons donc à l'examen du projet de délibération DAC 696 relatif à l'acceptation du classement au titre des monuments historiques de l'église Saint-Jean-de-Montmartre.

Le premier orateur est M. BOURNAZEL.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Merci, Monsieur le Maire.

Je me réjouis du classement de l'église Saint-Jean-de-Montmartre au titre des monuments historiques.

Face à la place des Abbesses, elle est une image singulière du 18e arrondissement, une image singulière aussi dans la Capitale, par sa construction en briques rouges, qui lui donne cette architecture si spécifique. En 2009, la Ville avait rénové durant 15 mois son orgue. La voilà donc prête à faire son entrée parmi les monuments classés de notre patrimoine.

Je m'en réjouis, et pourtant, je ne peux cacher une certaine tristesse devant l'état général du patrimoine cultuel et culturel parisien. Quelle tristesse, quand on assiste à la dégradation de l'église Saint-Philippe-du-Roule, de la Madeleine, de l'église Saint-Augustin, de Saint-Jean-de-Belleville, de Saint-Séverin. Malheureusement, la liste est encore longue.

En vertu de la loi de séparation des églises et de l'Etat de 1905, la Mairie de Paris est propriétaire de 96 édifices religieux, cultuels, et pas seulement catholiques. La charge d'entretien de ces bâtiments s'inscrit ainsi pleinement dans le cadre du principe de laïcité et de respect de toutes les religions, mais au-delà de la loi de 1905, il s'agit, avant tout, d'un patrimoine architectural et historique qu'il convient de préserver.

Pour Paris, c'est un héritage qu'il faut transmettre. Il raconte l'histoire de la Capitale à travers les siècles. Ces églises sont l'âme de Paris. Avant d'être des lieux de culte, elles sont devenues des chefs-d'œuvre de culture.

Le premier devoir de la culture, c'est d'abord de transmettre.

Est-ce que je vous dérange ?

Oui, je vous dérange ?

Il faut apprendre qu'en démocratie, l'Opposition, cela peut parler ! Cela peut s'exprimer !

J'aimerais bien parler dans le silence parce que j'ai écouté mes collègues tout à l'heure et ce serait bien de pouvoir écouter chacun des orateurs.

Le mépris de M. JULLIARD, je m'en passe très bien. Gardez vos flagorneries pour Mme HIDALGO !

Le premier devoir de la culture…

Ça les gêne ? Mais je ne peux pas parler dans ce brouhaha, je suis désolé.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Quand je vous demande de vous arrêter !

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Je ne m'entends même pas moi-même, donc faites respecter le silence dans la salle !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Monsieur BOURNAZEL, je vous demande…

Non mais, si vous cherchez à faire de la provocation !

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Je ne cherche pas à faire de la provocation, je veux parler comme tout le monde !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Ecoutez-moi !

On se calme !

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Faites taire vos collègues !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Ecoutez, on se calme.

Je vous ai demandé tout à l'heure de vous arrêter pour avoir du calme ! Voilà !

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Pourvu que ça dure !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Attendez ! Je vous demande, quand les orateurs parlent, quels qu'ils soient, de faire silence. Nous reprenons du retard, ce n'est pas la peine de l'accentuer.

Parlez et vous avez votre temps de parole.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Merci.

Je disais donc : avant d'être des lieux de culte, ce sont des œuvres de culture.

Le premier devoir de la culture, c'est de transmettre. Ces chefs-d'œuvre n'ont pas vocation à devenir des chefs-d'œuvre en péril. En tant que tels, ils méritent une place essentielle dans la politique culturelle de la Ville de Paris.

Quelle image donnerions-nous de nous-mêmes en laissant ces splendeurs se transformer en vestiges poussiéreux, aux façades écornées, aux toitures ouvertes aux intempéries ? C'est le visage même de Paris qui s'en trouverait défiguré.

Il ne s'agit pas d'opposer la vitalité culturelle de demain et le patrimoine historique de notre Capitale. Bien au contraire, il s'agit de lui redonner sa juste place afin qu'il continue d'être bien vivant. Or, aujourd'hui, il faut bien reconnaître que ce patrimoine se dégrade de plus en plus vite parce que sa place est reléguée au dernier rang de votre politique culturelle.

Madame POURTAUD, je sais bien que vous n'allez pas être contente et que vous allez me dire que jamais un effort aussi grand n'a été fait pour l'entretien des églises parisiennes, que vous avez rénové Saint-Sulpice et la Tour Saint-Jacques, qu'en 12 ans, vous avez participé à une quarantaine de chantiers, bref, qu'avant vous, il n'y avait rien et que les églises étaient des ruines, mais il faut se rendre à l'évidence, Madame, entre la première et la seconde mandature, le budget consacré à l'entretien et à la rénovation du patrimoine religieux a baissé de 27 %, alors qu'en même temps, le budget global de la Ville augmentait.

La réalité, c'est celle-ci : il a baissé de près d'un tiers, alors même que le budget global de la Ville a augmenté fortement.

Vous-même, vous êtes gênée face à ce constat, en tenant un discours contradictoire :

- un jour, vous dites que "la situation des églises de la Capitale n'est pas alarmante, nous ne sommes pas dans l'urgence" : Le Figaro du 25 octobre 2013.

- et un autre jour, que "nous sommes obligés de prendre les chantiers par ordre d'urgence" : c'est Le Monde du 22 décembre 2011.

La vérité, c'est qu'il y a bien une multiplication des situations d'urgence. La vérité, c'est qu'au sein du budget Culture, vous ne disposez pas aujourd'hui de l'enveloppe nécessaire pour faire face à une dégradation qui s'accélère. La vérité, c'est que vous devez vous résoudre à poser des rustines ici et là.

L'exemple de la vétusté de l'église Saint-Philippe-du-Roule est criant. A tel point qu'elle est aujourd'hui recouverte d'un grand parapluie pour éviter que la pluie ne pénètre à l'intérieur : une structure temporaire de 700.000 euros, sans que soient prévus les travaux de toiture à ce jour.

Mes collègues de l'U.M.P., dont Vincent ROGER, ont déposé un vœu pour que l'entretien et la rénovation du patrimoine religieux redevienne une priorité d'action, et ils ont raison.

Puisque nous sommes au moment des orientations budgétaires, nous vous engageons à prendre vos responsabilités et toutes vos responsabilités.

De notre côté, dès mars 2014, avec Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, nous mettrons en œuvre une politique active de rénovation des édifices religieux de la Ville qui sont autant de petits chefs-d'œuvre à portée de main, disséminés dans les différents quartiers de Paris.

Oui, le patrimoine culturel et cultuel est l'âme de Paris.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Bien.

Madame POURTAUD, vous avez la parole.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Quel dommage que M. BOURNAZEL ait utilisé Saint-Jean-de-Montmartre pour faire une intervention redondante avec le vœu n° 59 du groupe U.M.P.P.A., à moins que ce ne soit une intervention de candidat à la Mairie de Paris.

Je vous laisse en juger.

Parce que s'il avait fait une intervention sur Saint-Jean-de-Montmartre, il aurait pu dire que cette magnifique église, qui a été effectivement inscrite en 1966, est aujourd'hui reconnue à sa juste valeur en devenant un monument classé.

Comme le temps presse, je ne vais pas vous développer tout ce que j'aurais pu dire sur Saint-Jean-de-Montmartre parce que, moi, je m'étais donné la peine de travailler sur les caractéristiques de cet édifice pour informer le Conseil de Paris, mais honnêtement, je crois que nous avons tous compris quel était l'objectif de cette prise de parole : il n'était pas du tout de parler de Saint-Jean-de-Montmartre, donc je renvoie M. BOURNAZEL à la réponse que je ferai tout à l'heure au vœu n° 59 du groupe U.M.P.P.A.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 696.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DAC 696).

2013 DU 258 Avis sur le projet de Plan de Sauvegarde et de mise en Valeur du Marais (3e et 4e).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'école Massillon. (Suite).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Il y a eu une petite erreur tout à l'heure, sur le vœu n° 53, qui est adopté, que l'on doit adopter modifié, ce que l'on n'avait pas fait.

Donc, je vous redemande de voter le vœu n° 53 modifié : il s'agissait du projet de délibération DU 258.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 53, déposée par le groupe E.E.L.V.A., amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 286).

Avec toutes nos excuses !

2013 DU 349 - Acquisition auprès de la SNC de la Tombe Issoire du volume n° 2 situé 26 à 30, rue de la Tombe Issoire et 15/17, villa Saint-Jacques (14e).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la revalorisation du site.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la préservation du patrimoine parisien.

Vœu déposé par Mme CARRERE-GEE relatif à une révision du PLU.

Vœu déposé par Mme CARRERE-GEE relatif à l'accord avec la SOFERIM.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DU 349 relatif à l'acquisition auprès de la SNC de la Tombe Issoire du volume n° 2 situé 26 à 30, rue de la Tombe Issoire et 15/17, villa Saint-Jacques (14e), sur lequel les groupes E.E.L.V.A., U.M.P.P.A. et Mme CARRERE-GEE ont déposés respectivement les vœux référencés n^{os} 55 à 58 dans le fascicule.

La parole est à M. René DUTREY.

Si vous pouviez faire plus court, compte tenu du débat et de l'avancement du débat, ce serait pas mal.

Ce n'est pas uniquement à vous que je parle !

M. René DUTREY, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est vrai que sur ce dossier, nous avons déjà passé des heures et des heures de débat en conseil d'arrondissement, en Conseil de Paris, des heures de discussion dans la rue, des heures au tribunal également, des heures à la Chambre des référés du tribunal administratif, des heures jusqu'à la Cour de cassation, au Conseil d'Etat également. Je crois que toutes les juridictions qui existent ont pu être saisies !

On peut s'interroger pourquoi autant d'animation sur un site depuis maintenant 25 ans, depuis 1988, lors de la mort de l'abbé Keller, je vous rappelle, qui avait mis dans son testament qu'il souhaitait que ce lieu garde une vocation sociale.

Ce site : très rapidement, qu'y a-t-il d'extraordinaire sur ce site ?

Premièrement, il a accueilli la dernière ferme de Paris. Les derniers habitants du 14e, qui s'en rappellent encore, allaient chercher le lait il y a 50 ans là-bas.

Ce qui est intéressant, c'est que c'était une ferme de nourrisseurs. J'attire votre attention sur ce principe. Aujourd'hui, on parle beaucoup d'agriculture urbaine. Le principe à l'époque était d'avoir des bêtes en ville capables de produire du lait et des poules capables de produire des œufs et on amenait le foin de l'extérieur. Vous reconnaissez aujourd'hui dans Paris les endroits où il y avait des fermes de nourrisseurs, car il fallait une porte charretière dans la rue qui permettait de faire passer le foin, donc des portes très hautes. Quand vous êtes dans Paris et que vous voyez une porte très haute de ce type, en général, c'est qu'une ferme existait au fond.

Sous cette ferme, une crypte, avec une voûte très intéressante, dont la date de construction n'est pas estimée ; un pavillon troubadour sur la droite de la parcelle ; à l'avant, sur la rue, un immeuble de rapport avec cette fameuse porte charretière, dans lequel l'abbé Keller, à l'époque, avait voulu loger des mal-logés ; enfin, en dessous, une carrière : la carrière de Port-Mahon.

Alors qu'il y a 300 kilomètres de galeries de carrière sous le 14e et sous le Sud de Paris, pourquoi cette carrière est particulièrement intéressante ?

Elle est intéressante parce qu'il n'y a pas eu de construction neuve en surface, donc elle est restée dans son état d'extraction.

Son état d'extraction : c'est vrai que c'est une carrière à piliers tournés, donc vous avez des blocs de calcaire qui ont été maintenus, qui tiennent le ciel de la carrière et aucun pilier supplémentaire ou très peu ne sont venus atteindre son volume. C'est pour cela que cette carrière a été classée au titre des Monuments historiques en 1993, que le promoteur avait attaqué ce classement et que l'arrêt du Conseil d'Etat sur cette affaire était très clair. L'intérêt historique de cette carrière est qu'elle est en état intact, intacte parfaitement.

Bien sûr, on peut toujours dire que la Ville doit se renouveler et se tourner vers l'avenir, que l'on ne peut pas tout garder. Nous sommes face à un millefeuille historique. On ne pourrait pas garder toutes les parcelles de Paris, bien sûr, pour le patrimoine, quelquefois on doit réfléchir à ce que l'on peut garder ou pas par rapport aux projets futurs. Cette parcelle a cette particularité d'être un millefeuille historique avec une représentation de différentes époques. C'est pourquoi la bataille associative, qui dure maintenant depuis vingt-cinq ans a été aussi rude. Ce site est un site tout simplement exceptionnel.

Vingt-cinq ans de lutte associative. Aujourd'hui, qui est opposé au projet ?

Le projet suscite une forte opposition du conseil de quartier, elle suscite une forte opposition de l'ensemble des associations membres du collectif Montsouris, elle suscite une opposition de l'ensemble des groupes politiques du Conseil d'arrondissement du 14e. Et si j'en crois les nombreux vœux que nous avons pu voter également au Conseil de Paris, elle suscite une opposition de la Ville de Paris.

Voilà un projet contre lequel, en tout cas dans l'expression publique et politique, tout le monde s'oppose. Comment un projet face auquel tout le monde s'oppose peut-il quand même voir le jour ? Effectivement, il y a un promoteur qui a demandé des autorisations de travaux et la DRAC qui a successivement accordé quatre autorisations de travaux sur monument historique. Sur ces quatre autorisations, toutes ont été ou annulées ou retirées, sauf la dernière qui a été également attaquée en référé il y a trois mois. Et pour la première fois, le collectif des associations a perdu en référé devant le tribunal administratif. Un jugement au fond est prévu dans les mois qui viennent. L'affaire sur le côté contentieux n'est absolument pas finie. Il y a eu plus de vingt-cinq permis de construire et de démolir et quatre autorisations de travaux, ils ont tous été ou retirés ou annulés ; c'est un élément extrêmement important à avoir en tête.

Quel sera le projet du promoteur ? Bien sûr il faut qu'il construise près de 80 logements de standing, dont une petite part obligatoire de logement social bien sûr, mais 80 logements de standing sur une carrière classée monument historique, bien sûr il faut qu'il consolide, bien sûr il faut qu'il fasse des piliers et donc il atteint à ce qui est intéressant dans cette carrière, c'est qu'elle est laissée dans son état d'extraction. Il construit un mur de 100 mètre de hague, mais ce n'est pas exactement une hague, un certain nombre de piliers qui vont venir transpercer la carrière. Autant dire que le volume va être entièrement atteint et si on atteint le volume de cette carrière, elle n'a plus beaucoup d'intérêt historique, c'est ce qu'avait répété à chaque fois le tribunal. Vous auriez mieux fait de faire une opération de déclassement.

Alors la délibération aujourd'hui, qui nous est proposée, propose d'acheter une toute petite partie du site, la ferme et le pavillon troubadour. Il faut savoir très simplement et c'est la question que je pose à Danièle POURTAUD, cette délibération, est-ce un accord avec le promoteur ou est-ce le premier pas vers un bras de fer mené par la Ville de Paris pour acheter l'ensemble du site ?

J'attire juste votre attention sur le fait que le promoteur a acheté l'ensemble du terrain 6 millions d'euros en 2003, que la Ville lui rachète un cinquième du terrain aujourd'hui à 6 millions d'euros, donc il n'a plus de frais de foncier pour réaliser son opération.

Nous avons amené des éléments nouveaux récemment. Les élus Vert du 14e ont saisi l'I.N.R.A.P. pour demander une recherche complémentaire sur la présence attestée du l'aqueduc sur ce terrain, d'un cellier du XVIIe siècle et de la présomption de présence de la route gallo-romaine de Lutèce qui longeait la rue Saint Jacques.

Je finis très simplement.

Le vœu aujourd'hui que nous proposons est extrêmement clair : que la Mairie de Paris fasse connaître par tous les moyens utiles au ministère de la culture leur opposition à nouveau au lancement de travaux. Je ne vous lis pas l'intégralité du vœu.

J'ai une seule question, je dirais solennelle, que je pose à Mme POURTAUD : Madame POURTAUD, êtes-vous prête à demander des fouilles complémentaires sur ces trois éléments nouveaux, l'aqueduc que nous connaissons bien dans le 14e qui est classé monument historique à l'extérieur de Paris mais qui rentre dans une zone de non-droit passé le périphérique, ce cellier, cet accès d'une voie romaine.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - S'il vous plait, vous terminez.

M. René DUTREY, adjoint. - J'en finis. Vous n'avez pas besoin de me dire s'il vous plaît car je finis mon intervention.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - C'est parce que je suis poli, c'est tout !

Monsieur LEGARET, vous avez la parole.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, je ne peux que confirmer l'essentiel des propos que vient de tenir René DUTREY. On est en présence d'une parcelle très particulière, extrêmement fragile, qu'il s'agisse de son bâti, qu'il s'agisse du fond, qu'il s'agisse du tréfonds, et des précautions très particulières doivent être prises. Ce n'est manifestement pas le sens de la proposition qui est faite et qui ne donne satisfaction à personne.

Je voudrais me borner à rappeler que la Commission du Vieux Paris a réitéré des vœux assez précis sur la parcelle de l'affaire Montsouris. Je demande donc que le Maire de Paris fasse connaître la suite qu'il entend donner à ces vœux et il est absolument évident que la proposition de rachat qui est formulée ne peut pas être conforme au vœu de la Commission du Vieux Paris. Non, cela ne peut pas être conforme.

Etant membre de la Commission du Vieux Paris, j'aimerais bien a minima, Madame POURTAUD, que l'on ait un débat sur cette question avant que toute décision soit prise.

Cela m'amène aussi, et c'est le sens du vœu n° 56, à demander également à connaître le sentiment réel et le suivi que le Maire de Paris entend accorder aux vœux de la Commission du Vieux Paris, parce qu'il y a beaucoup d'infractions à cette règle, il y a des recommandations de la Commission qui manifestement ne sont pas suivies d'effet.

Puis nous rappelons effectivement qu'une récente étude publique du World Monuments Fund a alerté sur l'état de dégradation d'un certain nombre de monuments majeurs qui nécessitent des interventions urgentes.

Pour toutes ces raisons, il est utile de demander au Maire de Paris qu'il fasse connaître un plan pluriannuel d'actions, n'est-ce pas Monsieur JULLIARD qui n'est plus là, mais qui a parlé tout à l'heure du P.I.P.P. Donc, ce P.I.P.P, document secret doit exister puisque de temps en temps ce vocable, ce sigle échappe à un adjoint, comme c'était encore le cas tout à l'heure. S'il y a un plan pluriannuel, pourquoi ne pas le faire connaître ?

D'autre part, j'aimerais savoir les suites que le Maire de Paris entend donner aux vœux de la Commission du Vieux Paris s'agissant plus particulièrement de l'ensemble dit de la ferme Montsouris.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Pascal CHERKI, le maire charismatique !

M. Pascal CHERKI, maire du 14e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Notre collègue René DUTREY a dit beaucoup de choses qui sont intéressantes et importantes. C'est vrai que ce dossier est un dossier passablement embrouillé et compliqué, même pour nous, même pour moi, le maire d'arrondissement.

Il y a, c'est vrai, une opposition qui est forte et tout à fait compréhensible de la part d'un certain nombre d'associations qui sont très attachées à la préservation de la carrière de Port-Mahon et elles ont bien raison. Dans une situation comme celle-là, cette carrière étant classée à l'inventaire des Monuments historiques, la responsabilité de la délivrance des autorisations de travaux dans la carrière est du ressort exclusif du ministre de la Culture, et en l'occurrence de la DRAC.

A plusieurs reprises, j'ai manifesté avec tous les élus du 14e mon scepticisme par rapport au contenu des autorisations qui ont été délivrées, même si je ne suis pas un spécialiste des travaux dans les carrières et que je ne le deviendrai pas. C'est vrai que lorsqu'il y a des autorisations que l'on a pu donner dans le passé, on perce avec des micro pieux le sol des carrières et on peut se demander quelle est la compatibilité avec la préservation de l'intégrité de cette carrière.

C'est le premier élément de complexité du dossier, mais la DRAC a renouvelé les autorisations, le procédé à chaque fois a changé. Il y a des oppositions par rapport à la validité ou non de cette autorisation. C'est pendant devant le Tribunal administratif. Cela concerne la partie en sous-sol.

Deuxième élément, bien évidemment, s'il y a des demandes d'autorisations de travaux de la part du promoteur, c'est qu'au-dessus il veut construire. Un projet qui est conforme au P.L.U., tel que nous l'avons adopté jusqu'à présent, mais qui peut changer. Et je souhaite que l'on réfléchisse sur l'évolution du P.L.U. Mais il y a un espace vert à l'intérieur protégé et il sera respecté.

Donc il dépose l'autorisation de travaux, et comme c'est un dossier classé, c'est la DRAC qui va donner les autorisations éventuelles de travaux. Le problème auquel on est confronté est qu'on n'arrive pas à sortir de ce statut quo dans ce dossier depuis des années. C'est muré. Je le dis comme maire d'arrondissement ici très tranquillement : les riverains n'en peuvent plus, ils me le disent. C'est déprimant pour la rue de la Tombe-Issoire.

Cette situation est problématique parce que c'est plus qu'une friche, on a quelque chose de muré et si on continue comme cela, il y a un risque, puisque nous ne sommes pas propriétaires qu'un jour la structure même de la grange, voire du pavillon Troubadour, soit dans un tel état de vétusté qu'ils ne pourront pas être repris.

Or, il y a un problème, c'est que nous, collectivité parisienne, nous avons eu raison de protéger au moins lors du dernier P.L.U. la grange et le pavillon Troubadour et la volumétrie du porche.

Là, dans un conflit qui nous échappe un peu, parce que c'est pendant devant les tribunaux, c'est donc au tribunal administratif de décider au fond, même si René DUTREY a eu raison de rappeler que pour la première fois, malheureusement, nous avions perdu en référé. Là, le promoteur a présenté un projet.

Je pense que la Ville, et c'est pour cela que je soutiens ce projet de délibération, même si je reconnais qu'il aurait pu être un peu mieux rédigé, la Ville se met en mouvement pour racheter les éléments dont elle demandé la protection au P.L.U. ; c'est un premier pas. Nous rachetons la grange, nous rachetons le pavillon Troubadour, c'est une excellente chose, là-dessus il faut que la Ville se mette en mouvement.

Après, deuxième élément, là où je rejoins René, c'est qu'il faut interpeller les autorités, c'est pourquoi je pense que voter le projet de délibération et voter le vœu que présentent "Les Verts", ce n'est pas incompatible. Il faut aussi interpeller les autorités de tutelle pour leur dire, ne pouvez-vous pas aller plus loin, parce que si elles bougent, cela nous aide.

Or, ce n'est pas nous qui avons la main juridiquement.

Si jamais les autorités de tutelle bougent cela nous aide.

Et cela a toujours été la position constante de la Ville de Paris, cela a toujours été de dire que même si elle n'avait pas la décision entre les mains, elle souhaitait sortir du statu quo dans une situation qui prenne en compte les revendications assez légitimes d'un certain nombre d'associations.

Je pense qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre le fait de voter les deux et que l'on avance.

Je souhaite que l'on puisse sortir par le haut de ce dossier, cela fait 10 ans que cela dure à cause des conflits à répétition, je vous le dis encore une fois, les riverains n'en peuvent plus, et je pense qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre la recherche de la protection du patrimoine, la préservation des intérêts financiers de la Ville quand même et le fait que quand on pose des actes, et les actes que l'on a posés jusqu'à maintenant, c'est de classer au P.L.U. la grange et le pavillon troubadour, mais quand le propriétaire bouche et dit, je vais réaliser le projet, au moins sur ces éléments que l'on a classés, on les achète. Sinon cela veut dire que les protections que l'on avait mises avant étaient des protections théoriques. Or quand on met des protections sur les bâtiments, quand un moment donné il faut se poser la question de savoir si on va jusqu'au bout du dossier, on va jusqu'au bout et on assume les décisions que l'on a prises.

Je suis assez sensible au vœu présenté par "Les Verts".

(M. Julien BARGETON, adjoint, remplace M. Pierre SCHAPIRA au fauteuil de la présidence).

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie d'avoir respecté votre temps de parole.

Je ne vois pas M. MARTINS et donc, la parole est à Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE.

Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE. - Merci, Monsieur le Maire. Si vous le permettez, je présenterai les deux vœux en même temps.

Comme l'a souligné René DUTREY, dans le 14e, tout le monde veut sauver la ferme Montsouris et la carrière de Port-Mahon. Et pourtant on en est là.

Et le dernier propos du maire du 14e illustre les raisons pour lesquelles on en est là : on a un propos un peu amphigourique avec plein de bonnes intentions, selon lequel on va protéger le site. On nous dit même que l'on s'apprête à voter le vœu déposé par "Les Verts" et auquel je souscris tout à fait puisqu'il reprend notamment le vœu que j'avais déposé avec le soutien de mon groupe, que je remercie par ailleurs, au Conseil de Paris qui avait été adopté par le Conseil de Paris. Sauf, que l'on s'apprête à voter, ou plutôt vous vous apprêtez, je le crains, à voter un projet de délibération qui dit strictement le contraire de ce que dit le vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A.

J'ai entendu qu'il y avait des ouvertures pour demander les fouilles sur le site. J'y suis évidemment tout à fait favorable. Je serai encore plus sensible à ce que ce soit écrit dans le vœu.

Quand on voit ce que l'Exécutif a fait du vœu que le Conseil de Paris a voté au mois de mars pour demander que le P.L.U. soit modifié et le site déclaré inconstructible, ce n'est pas que je ne fasse pas confiance à des saintes paroles, mais un écrit, ce serait mieux…

En tout cas, sur ce projet de délibération, nous serons évidemment contre et c'est le sens des 2 vœux que j'ai déposés, le premier pour demander à nouveau que l'on modifie le P.L.U. pour déclarer le site inconstructible et qu'à défaut, on ne fasse rien pendant cette période pré-électorale, sauf constituer une Commission transpartisane au sein du Conseil du 14e arrondissement pour convenir en commun d'une solution pour le site.

Parce que le projet de délibération qui nous est proposé est proprement scandaleux à tous égards.

D'abord, parce que la Ville s'apprête à faire un cadeau de 6 millions d'euros au promoteur. Comme l'a souligné Pascal CHERKI à juste titre, le promoteur ne peut rien faire des deux bâtiments que la Ville s'apprête à racheter 6 millions d'euros, soit le prix acquitté par le promoteur pour acheter l'ensemble du site.

J'aimerais d'ailleurs avoir des précisions puisque dans le projet de délibération il est dit que la Ville achète 1.450 mètres carrés et que le document des Domaines dit que ce sont seulement 700 mètres carrés.

C'est un scandale pour les finances publiques : nous allons dépenser 10,5 millions d'euros au total pour détruire ces bâtiments, pas les restaurer, pour les détruire, pour faire une crèche de 25 à 30 berceaux, ce sera la crèche la plus chère du monde. Ne préserver que la volumétrie des bâtiments historiques, et évidemment cela va sans dire, en construisant un immeuble de 9 étages sur une cour de ferme qui est au-dessus d'une carrière protégée au titre des Monuments historiques, ce qui évidemment suppose de sacrifier la carrière. Voilà ce qui est écrit dans le projet de délibération et voilà pourquoi il ne faut pas le voter.

Si ce projet de délibération est voté, je l'attaquerai devant la justice administrative tant il lèse les intérêts des contribuables en plus de détruire le patrimoine.

Je rappelle que modifier le P.L.U., c'est 0 euro, c'est la seule décision qui permette au promoteur de comprendre qu'il ne doit pas y avoir de projet immobilier sur ce site, c'est pourquoi, mes chers collègues, je voterai évidemment le vœu des "Verts". Nous avons toujours été au Conseil d'arrondissement, et ici au Conseil de Paris avec "Les Verts", avec le groupe centriste, le groupe U.M.P., le groupe communiste et certains apparentés PS associés pour sauver le site. Vraiment, ce projet de délibération peut constituer la mise à mort d'un élément unique de notre patrimoine.

C'est d'autant plus grave que la justice est saisie sur l'autorisation de travaux qui a été délivrée par Mme FILIPPETI. Nous avons perdu en référé, mais cela a été perdu à la suite de la production d'un "faux".

Il faut laisser le juge statuer au fond sur cette affaire, l'urgent est de ne surtout pas acheter ces bâtiments au promoteur qui ne peut rien en faire, et de ne surtout pas délivrer de permis de construire.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Et pour synthétiser tout cela, la parole est à Mme Danièle POURTAUD.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais évidemment répondre aux interventions et aux vœux.

Je suis très heureuse de présenter au Conseil de Paris ce projet de délibération, qui va permettre, je l'espère, de progresser dans un dossier complexe qui concerne le patrimoine, mais également la vie quotidienne des habitants du quartier, en particulier les riverains de la parcelle en déshérence depuis plus de 10 ans. Cela a été très bien rappelé à l'instant par le maire du 14e, M. Pascal CHERKI.

Malgré les apparences, à travers les vœux qui nous sont présentés, deux conceptions du patrimoine s'opposent dans ce que nous venons d'entendre.

La première est celle de Mme CARRÈRE-GÉE, je ne sais pas si je dois la qualifier d'amphigourique, en tout cas vous nous proposez, Madame, de figer le secteur de la ferme Montsouris et de la carrière de Port-Mahon sur l'ensemble de l'îlot concerné en le rendant inconstructible.

Cette proposition ne correspond pas à notre conception de la fonction du patrimoine à Paris, elle est par ailleurs techniquement et juridiquement irréaliste.

Rue de la Tombe-Issoire comme ailleurs dans tout Paris, nous voulons un patrimoine vivant, un patrimoine utile à la vie des Parisiens, un patrimoine ouvert qui donne des repères et offre des services.

La ferme Montsouris n'a que d'infimes chances d'être classée Monument historique, j'ai déjà eu l'occasion de vous le dire dans ce Conseil, selon les critères qui prévalent du point de vue de l'histoire de l'art et de l'histoire de l'architecture. Ce qui fait sa valeur collective, ce sont les usages que la Ville de Paris saura lui donner dans la suite de l'histoire qui fut la sienne. Pour cela, il faut faire vivre le patrimoine et c'est le sens de ce projet de délibération.

Les trois parcelles concernées sont en zone U, assorties de très fortes contraintes à la constructibilité. Madame CARRÈRE-GÉE, je refuse la démagogie préélectorale qui consiste à faire croire aux associations et aux citoyens qu'il suffirait d'un trait de plume dans le P.L.U., dont la révision ne saurait par ailleurs intervenir avant 2015, pour récupérer la parcelle pour 0 euro.

Nous en sommes à plus de 15 années, et une vingtaine de procédures juridictionnelles parmi lesquelles, je le rappelle, l'annulation en 2006 par le Tribunal administratif de la tentative de préemption opérée par la Ville et dernièrement le jugement de la Cour administrative d'appel qui condamne la Ville à verser 257.000 euros de dommages et intérêts à la SNC Tombe-Issoire pour réparation du préjudice moral.

Aujourd'hui, il faut en sortir par la voie du droit et des possibilités qui nous restent afin de permettre aux Parisiens d'accéder enfin à ce lieu et de l'investir de leurs projets.

Donc, Madame CARRÈRE-GÉE, vous l'aurez compris, je donne un avis défavorable à vos deux vœux.

Une autre conception du patrimoine est celle qui nous est présentée par le vœu et par les propos de René DUTREY et du groupe E.E.L.V.A., vœu n° 55.

Nos collègues en appellent : "à un projet public permettant de concilier accès au logement, création d'équipements locaux et de services publics et préservation du patrimoine". Je voudrais saluer le combat de René DUTREY et des habitants du quartier qu'il a su mobiliser dès le début des années 2000 pour concilier "amour du patrimoine et vocation sociale du lieu".

Monsieur DUTREY, nous voulons retenir de votre vœu la proposition concrète de réaliser un projet global de restauration et de valorisation du site intégrant la réalisation de logements sociaux, la préservation de l'espace vert dans la cour, la réalisation d'une ferme dédiée à l'agriculture urbaine, ouverte sur le quartier, et la protection de la carrière de Port-Mahon.

Évidemment, nous mettrons en œuvre une concertation locale afin de définir un projet en cohérence avec les aspirations et les propositions déjà nombreuses des riverains et les habitants du 14e.

Nous voulons opérer dans l'ordre, toujours dans l'intérêt des Parisiens. C'est pourquoi je propose de faire du projet de délibération qui vous est soumis une étape décisive pour progresser vers le projet qui vous est et qui nous est cher.

Ce projet de délibération témoigne de la mobilisation concrète et importante de la Ville.

Premièrement, en nous rendant sans plus attendre propriétaire des bâtiments d'intérêt patrimonial à partir desquels nous voulons ouvrir le site sur son quartier et le faire vivre.

Deuxièmement, en obligeant le propriétaire privé à restaurer, conforter et respecter dans son projet immobilier les carrières médiévales de Port-Mahon, le porche P.V.P. du 26, rue de la Tombe-Issoire conformément au vœu de la Commission du Vieux Paris et sous le contrôle express de la D.R.A.C.

D.R.A.C. que nous solliciterons par ailleurs, je m'y engage, pour des fouilles d'archéologie préventives sur le site.

Voilà, Monsieur LEGARET, comment nous donnons suite au vœu de la Commission du Vieux Paris. Je vous informe au passage que nous présenterons le rapport prévu une fois que la Direction de l'Urbanisme aura terminé de travailler sur les différentes statistiques. Donc nous le présenterons en février comme il est prévu dans les statuts de la C.V.P.

Je reviens au sujet Tombe-Issoire. Pour la clarté des débats, je vous répondrai concernant les églises tout à l'heure en même temps que le vœu de votre groupe, et j'émets donc un avis défavorable à votre vœu n° 56.

Troisièmement, ce projet de délibération et le protocole d'accord qu'il présente imposent des servitudes nécessaires sur le terrain qui demeure privé, qui autoriseront la viabilité du site d'intérêt public.

Enfin, bien évidemment, la Ville continuera d'examiner les possibilités d'achat de la globalité du site qui ne sont pas pour le moment juridiquement ouvertes, puisque le propriétaire n'est pas vendeur.

C'est pourquoi je donne un avis favorable au vœu du groupe E.E.L.V.A. et soumets donc au vote du Conseil le projet de délibération qui crée enfin les conditions de réalisation de ce projet.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie, Madame.

Il y a une explication de vote de M. Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

A partir du moment où notre vœu est adopté tel quel et où il y a un engagement formel de la Ville à saisir le Ministère de la Culture pour que des fouilles archéologiques soient faites avant tous travaux sur le terrain, nous nous abstiendrons sur le projet de délibération ainsi, d'ailleurs, que sur les vœux déposés par le groupe U.M.P.

Mais nous souhaitons vraiment que nous ayons des traces très rapidement des demandes qui sont faites et que cet engagement soit un engagement qui se réalise vraiment sur le terrain.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous allons procéder aux opérations de vote.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 55, déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2013, V. 287).

Je vous en remercie.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 56, déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 57, déposée par Mme CARRÈRE-GÉE, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 58, déposée par Mme CARRÈRE-GÉE, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 349.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DU 349).

Je vous en remercie.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'entretien du patrimoine cultuel.

Vœu déposé par M. CORBIERE et Mme SIMONNET relatif aux travaux dans les édifices cultuels.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n^{os} 59 et 60 dans le fascicule, déposés respectivement par le groupe U.M.P.P.A. et M. CORBIERE et Mme SIMONNET, relatifs au patrimoine cultuel.

La parole est à Mme DOUVIN, pour une minute.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, comme vous l'aurez compris, ce vœu concerne l'ensemble du patrimoine cultuel dans la Capitale, notamment concernant l'état alarmant de certains édifices et le manque d'entretien que nous avons déjà d'ailleurs dénoncé devant le Conseil de Paris, et le sort d'églises tel que Saint-Merri, Notre-Dame-de-Lorette, Saint-Augustin - où une statue est tombée la semaine dernière et obstrue la porte d'entrée -, Saint-Philippe-du-Roule et la Madeleine, pour n'en citer que quelques-unes.

Nous considérons que depuis 2001, l'état des édifices cultuels s'est aggravé, que le budget alloué à l'entretien et à la restauration a diminué alors que bien sûr, le prix des travaux a augmenté.

Nous considérons, comme l'a dit tout à l'heure mon collègue, M. Jean-François LEGARET, que la restauration et la mise en état du patrimoine cultuel doit faire l'objet d'un plan pluriannuel d'investissement.

C'est pourquoi nous demandons que le dossier de la restauration des édifices cultuels à Paris fasse l'objet d'une concertation avec toutes les parties concernées, y compris le recours au mécénat privé ;

Qu'il soit réalisé un audit complet de ce patrimoine cultuel ;

Et enfin, que des crédits d'investissements supplémentaires soient inscrits au budget primitif 2014 pour une restauration et une remise en état d'envergure.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie, Madame.

La parole est à M. Alexis CORBIÈRE, pour une minute maximum.

M. Alexis CORBIÈRE. - Pour ce grand débat qui dure depuis si longtemps, une minute, ce sera difficile, mais je profite de l'occasion.

Mon vœu vise à répondre à Mme DOUVIN, à l'intervention de M. BOURNAZEL et à un débat public qui s'est engagé, notamment dans la presse.

La loi de 1905 doit être respectée. L'esprit de la loi de 1905, c'est la séparation de l'Église et de l'État. Mais pour des raisons historiques, un culte n'ayant pas voulu respecter la loi de 1905, nous nous sommes retrouvés gestionnaires de bâtiments religieux. La loi nous oblige donc de veiller à la sécurité des fidèles lorsqu'ils se rendent dans des lieux de culte, et nous devons respecter cette obligation.

Mais 1905, ce n'est pas non plus aller au-delà de cela et faire en sorte que nous prenions en charge, comme l'a dit l'adjointe chargée du patrimoine, le chauffage, le décor, l'entretien des églises. Là, je ne suis plus d'accord !

Donc l'objet de mon vœu est de dire : respectons la loi, que la loi, rien que la loi. À partir de là, j'aimerais savoir de quoi nous parlons quand nous parlons d'entretien des églises.

S'agit-il de bien, comme l'esprit de la loi nous le demande, de veiller à la sécurité des fidèles, ou est-ce qu'il s'agit d'aller au-delà et de financer des choses qui, de mon point de vue, ne doivent pas être financées par de l'argent public.

Car tout de même, ne perdons pas à l'esprit que dans le cas présent, le diocèse et l'évêché de Paris ont aussi des moyens financiers et que c'est aux fidèles de financer le culte.

La sécurité, oui, mais au-delà, je trouve que nous commençons à piétiner la loi de 1905.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Pour répondre à ces deux vœux, la parole est à Mme POURTAUD.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, si j'essaie de répondre aux deux vœux en même temps, je dirai à l'U.M.P.P.A. que le vœu du Parti de gauche leur répond, et je pourrai dire réciproquement au Parti de gauche que le vœu U.M.P.P.A. leur répond.

Bref ! Les uns nous reprochent de ne pas faire assez pour les églises ; les autres nous reprochent d'en faire trop.

J'aurais tendance à en déduire que nous faisons juste ce qu'il faut et dans le respect de la loi, et dans le respect du patrimoine.

Néanmoins, par respect pour les auteurs de ces différents vœux, et puisque ce sujet fait l'objet de polémiques dans la presse ces derniers temps, je vais donner à nouveau quelques précisions.

Oui, en effet, la Ville gère un patrimoine cultuel à la fois exceptionnel du point de vue de sa richesse architecturale, artistique et historique, mais aussi au regard du nombre d'édifices dont elle a la charge (96 édifices cultuels).

Mais non, mes chers collègues de l'U.M.P.P.A., on ne gère pas ces édifices à la légère, sans connaissance, ni de leur état ni des travaux nécessaires, ni des priorités.

Et contrairement à ce que certains, dans cet hémicycle ou dans la presse, voudraient faire croire, je le répète, dès notre arrivée, en 2001, nous avons initié un très gros chantier de rénovation, avec une approche stratégique de long terme, nous avons réalisé un plan "édifices cultuels", et nous l'avons renouvelé en 2009.

Nous avons, depuis 2001, investi 150 millions d'euros pour la rénovation et l'entretien de ces édifices, soit plus de 11 millions d'euros par an, et je vous laisse vous-mêmes faire les comparaisons, dans la mandature de M. TIBERI, avant 2001, c'étaient 27 millions pour toute la mandature, c'est-à-dire une moyenne de 5,4 millions d'euros

par an, contre les 11 millions en moyenne que nous avons nous-mêmes investis depuis 2001 ; le Maire de Paris l'a rappelé hier dans cette enceinte au moment des questions d'actualité.

Je suis désolée, les chiffres sont têtus, ils sont exacts, et nous avons effectivement fait un effort considérable.

Malheureusement, effectivement, le patrimoine cultuel était en extrêmement mauvais état lorsque nous sommes arrivés, et ce n'est pas parce que quelques autorisations de programme non suivies d'effet avaient été votées - là, c'est une réponse à M. LEGARET - que ce patrimoine était entretenu.

Puisque vous me demandez des précisions, chers collègues, je me tourne également vers les collègues du Parti de gauche, depuis 2001, 30 opérations de rénovation de toiture, 33 opérations de restauration de façade, 12 opérations d'ensemble complet de façade et toiture, 8 restaurations complètes de parement et décor intérieur, 53 édifices ont fait l'objet d'un audit de leurs installations électriques et de sécurité, puis de travaux de mise en conformité, mais j'insiste, nous ne nous sommes pas limités aux seules opérations emblématiques ; vous me parlez toujours de Saint-Sulpice, mais non, nous avons veillé à répartir l'effort sur l'ensemble du territoire parisien, et surtout, à traiter le processus de dégradation qui s'était engagé depuis des décennies.

Par ailleurs, nous réalisons un certain nombre de travaux, plus ingrats et parfois peu visibles, comme l'électricité et le chauffage.

Bien sûr, je tiens à la disposition des élus qui le souhaitent, la liste totale, complète, exhaustive, de tous ces travaux.

Je voulais également vous dire, puisque vous me demandez de concerter avec toutes les parties concernées, ne vous inquiétez pas, Madame DOUVIN, nos services sont en lien régulier avec tous les représentants cultuels ; je visite moi-même beaucoup d'édifices, et les représentants cultuels sont nos meilleurs informateurs lorsqu'il s'agit de l'évolution de l'état de leurs bâtiments.

Maintenant, la question des mécènes. Mais oui, évidemment, les mécènes, imaginez-vous que nous n'avons pas attendu cette séance pour nous y intéresser ! L'intérêt des mécènes pour notre patrimoine est, d'ailleurs, de plus en plus, soutenu.

Quelques exemples, puisque vous êtes assidus au Conseil de Paris, vous avez dû voter un certain nombre de projets de délibération, ou alors ils vous ont échappé : Notre-Dame-de-l'Assomption, dont la magnifique restauration intérieure a été entièrement financée par le mécénat, la convention d'engagement de mécénat récemment signée et votée lors d'un des derniers Conseils de Paris avec le fonds de dotation de Saint-Germain-des-Prés pour une opération de restauration des décors intérieurs ; c'est également le cas pour les Delacroix de la Chapelle-des-Saints-Ange à l'église Saint-Sulpice, qui associera mécénat d'entreprise et un appel au mécénat participatif, pour une démarche de partage du patrimoine qui nous est cher.

Vous l'aurez compris, je demande évidemment à voter contre le vœu de Mme DOUVIN et de M. LEGARET.

Maintenant, quelques éléments de réponse supplémentaires pour mes collègues du Parti de gauche. Chers collègues, je voudrais vous inviter amicalement à relire la loi de 1905, parce que la Ville est parfaitement en accord avec, à la fois l'esprit et la lettre de cette loi. Nous devons assurer le clos et le couvert pour l'ensemble des édifices religieux dont nous sommes propriétaires, et à ce titre, comme tout propriétaire, nous devons assurer les travaux d'électricité et de chauffage et, par ailleurs, au titre du patrimoine, nous devons restaurer les décors intérieurs dignes d'intérêt.

Par ailleurs, comme vous le savez peut-être, nous avons eu l'occasion de présenter un rapport sur les travaux que nous assumons à la Commission de la laïcité qui n'y a vu aucune irrégularité.

J'ajouterai également que beaucoup de ces édifices sont l'œuvre des plus grands architectes de leur temps et des plus fameux artistes qui ont contribué à leur décoration ; je vous renvoie à l'énoncé très complet de M. BOURNAZEL, fait dans une mauvaise intention mais qui, néanmoins, était argumenté. Tous ces trésors architecturaux et artistiques font partie de l'attractivité de Paris pour les 27 millions de touristes que nous sommes heureux d'accueillir chaque année, et donc, chers collègues du Parti de gauche, je vous propose de retirer votre vœu ; sinon, je serai obligée d'appeler à voter contre, ce qui me désolerait.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Je mets d'abord aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Monsieur CORBIÈRE, retirez-vous votre vœu ?

M. Alexis CORBIÈRE. - Absolument pas.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - La réponse est claire !

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par M. CORBIERE et Mme SIMONNET, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'éclairage du parvis de l'église de l'Immaculée Conception.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 61 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'éclairage du parvis de l'église de l'Immaculée Conception.

La parole est à Mme Valérie MONTANDON, pour une minute maximum.

Mme Valérie MONTANDON. - Merci, Monsieur le Maire.

En mai dernier, la Municipalité a modifié l'éclairage de la rue du Rendez-vous, qui est jugée comme une rue trop éclairée. Cette modification s'est faite sans concertation, ni avec les riverains ni avec les commerçants, je tiens à le préciser, et tous déplorent cette modification. Il y a de nombreuses zones d'obscurité dans la rue, et pourtant, l'éclairage fait partie des mesures permettant de réduire l'insécurité.

Sur le parvis de l'église de l'Immaculée Conception, l'intensité de l'éclairage a fortement baissé, alors que c'est un lieu de fréquentation. Par ce vœu, je vous demande, s'il vous plaît, de rétabli un dispositif d'éclairage adapté à la sécurisation de l'église de l'Immaculée Conception et de son parvis, en fait, de revenir à l'éclairage qui était adapté, en mai dernier, avant ce changement sans concertation, et je tiens à préciser à Alexis CORBIÈRE qu'il s'agit de l'éclairage à l'extérieur de l'église, sur le parvis, dans la rue, et pas à l'intérieur.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Madame POURTAUD, vous avez la parole pour répondre.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Cette réponse est faite en totale concertation avec vous, d'ailleurs, puisqu'on peut dire que nous cogérons cet éventuel dossier.

Alors, oui, Madame MONTANDON, vous avez raison, la Ville de Paris respecte la loi et, en l'occurrence, la loi Grenelle 2, loi votée à l'initiative d'une ex-Ministre de l'Environnement, dont j'avais cru comprendre, mais je suis peut-être mal informée, que vous la souteniez pour des échéances prochaines, donc nous respectons la loi du Grenelle 2 et cette loi prescrit de diminuer l'éclairage public en intensité, et donc, lorsque nous réalisons des travaux de voirie, en particulier pour mettre un quartier en zone 30, effectivement, nous appliquons l'intensité lumineuse prescrite par la nouvelle réglementation.

Je suis juste un tout petit peu étonnée et je soupçonne votre schizophrénie d'être un tout petit peu pré-électorale ; quant à moi, je suis en accord avec à la fois le Plan Climat de la Ville de Paris et la loi Grenelle 2.

Maintenant, si votre question consiste à demander que soit éclairée la cour-parvis, puisque c'est une cour-parvis de l'église, je me permets de vous dire que le curé de cette paroisse est en relation étroite et régulière avec les services de la Direction des Affaires culturelles, nous avons, d'ailleurs, récemment fait des travaux d'éclairage à l'intérieur de l'église, et donc je suis absolument certaine que le curé de la paroisse saura parfaitement bien présenter

sa demande, comme il le fait habituellement, aux services de la Direction des Affaires culturelles, qui seront alors en mesure d'étudier, pour savoir si, oui ou non, il revient à la Ville d'éclairer cette cour-parvis.

Evidemment, je vous demande de retirer votre vœu, parce que vous n'étiez peut-être pas informés de la loi Grenelle 2 et de ses conséquences en matière d'éclairage public ; dans le cas contraire, j'appellerai évidemment à voter contre.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Le vœu est-il retiré ?

Mme Valérie MONTANDON. - Il est maintenu.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je ne peux que confirmer les propos de Mme POURTAUD.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au phare du Trocadéro (16e).

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous continuons avec l'examen du vœu référencé n° 62 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif au phare du Trocadéro, dans le 16e arrondissement.

La parole est à M. Pierre GABORIAU, pour une minute.

M. Pierre GABORIAU. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, c'est sur la parcelle du Palais d'Iéna, qui abrite le Conseil économique, social et environnemental, que se trouvait l'atelier et le dépôt du Service des phares et balises construits en 1869. En effet, par sa situation géographique à la fois élevée et dégagée, la colline de Chaillot fut un haut lieu de l'histoire de la signalisation maritime et du développement des phares et balises.

Au moment de la démolition de l'immeuble du dépôt des phares et balises, la lanterne qui coiffait cet immeuble fut démontée et stockée au magasin des finances de Croissy-Beaubourg. Cette lanterne devait être remontée pour être exposée à l'angle des avenues Albert de Mun et du Président Wilson, mais elle ne fut jamais réinstallée et se trouve toujours au magasin des finances de Croissy-Beaubourg, où elle se dégrade.

Vu l'intérêt de rappeler que les jardins du Trocadéro et la colline de Chaillot furent le principal théâtre de l'histoire scientifique, industrielle et commerciale de la signalisation maritime, le député-maire Claude GOASGUEN et les élus du groupe U.M.P.P.A. émettent le vœu que la que lanterne du dépôt des phares de Paris soit restaurée et réinstallée dans les jardins du Trocadéro.

Je me permets de vous dire que ce vœu fut adopté à la majorité des voix de notre conseil.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Pour répondre, la parole est à Mme Danièle POURTAUD.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

En fait, une fois n'est pas coutume : je voudrais remercier nos collègues du Conseil du 16e arrondissement d'attirer l'attention de ce Conseil sur cet élément de l'histoire des phares et balises de la colline de Chaillot qui a été, je crois, effectivement assez oublié. Cet élément est en effet révélateur de la multiplicité des fonctions scientifiques et industrielles que notre Ville peut ou a pu porter.

J'avais été alertée il y a quelques mois sur le sujet de cette lanterne par une conseillère de votre arrondissement, qui se trouve être aussi vice-présidente de la Société historique Auteuil-Passy. J'avais alors aussitôt demandé aux services de la Direction des Affaires culturelles de faire des recherches dans les archives pour obtenir des éléments d'information sur cette lanterne et son passé. Le bâtiment dont elle faisait partie a, en effet, comme vous l'indiquez vous-même, disparu.

Installer un morceau de ce bâtiment industriel hors de son contexte, dans les jardins du Trocadéro, qui plus est dans un site qui est inscrit, comme vous le savez, ne peut s'envisager sans un travail approfondi, associant les services de la Ville et le ministère de la Culture.

Il s'agira, ensuite, d'étudier le coût de l'opération. Je ne doute pas que les crédits localisés de la mairie du 16e arrondissement pourront éventuellement être mobilisés pour participer au budget nécessaire.

Mais donc, en conclusion, je voudrais vous redire à nouveau que je partage votre intérêt pour le passé industriel de Paris mais que, étant donné la nécessité de prendre en compte tous les éléments que j'indiquais et les études nécessaires, je vous propose d'amender le texte du vœu pour que nous parlions plutôt d'étudier les modalités de restauration de la lanterne du dépôt des phares de Paris et sa réinstallation dans les jardins du Trocadéro.

Si vous en êtes d'accord, si vous acceptez que nous libellions le vœu de cette manière, en substitution de votre alinéa qui était beaucoup trop impératif, parce que nous avons vraiment besoin de faire des recherches, si vous en êtes d'accord, dans ce cas, j'appellerai à voter votre vœu.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Acceptez-vous cette modification, Monsieur GABORIAU ?

M. Pierre GABORIAU. - Monsieur le Maire, bien entendu, j'accepte cette modification.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Dans cette Assemblée, où il y a à la fois beaucoup de phares et de balises, je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2013, V. 288).

Une belle unanimité, effectivement.

2013 DGRI 93 - Subvention (100.000 euros) avec convention à l'association "Action Contre la Faim" (14e) pour un programme d'aide d'urgence aux victimes du cyclone Haiyan au Philippines.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous passons, toujours dans la même Commission, aux dossiers de M. Pierre SCHAPIRA.

Donc, je vous propose de procéder au vote du projet de délibération DGRI 93 relatif à l'attribution d'une subvention de 100.000 euros avec convention à l'association "Action contre la Faim" pour un programme d'aide d'urgence aux victimes du cyclone Haiyan.

La parole est à M. Pierre SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Comme vous l'avez vu hier et entendu, le Maire de Paris vous a fait la proposition d'une aide d'urgence aux Philippines et plus spécifiquement aux victimes du cyclone Haiyan.

Je ne fais pas de plus long discours, vous avez vu les dégâts, vous avez vu les images à la télévision. Vous avez vu qu'il y avait au moins 10.000 morts et je ne compte pas les disparus.

Le Gouvernement français, évidemment, a immédiatement réagi ; l'Union européenne a également réagi et le Maire de Paris s'est rapidement exprimé pour adresser toute sa solidarité avec les populations touchées et a souhaité qu'une aide d'urgence soit votée.

Après avoir consulté les présidents de groupe, évidemment, nous avons, après discussion mais parce qu'elle s'était manifestée très rapidement, "Action contre la faim", qui est déjà sur place, qui était avant le cyclone sur place, "Action contre la faim" nous a contactés et nous avons donc accepté d'accorder, si vous l'acceptez, si on le vote, mais je crois que ce sera unanime, une aide d'urgence de 100.000 euros.

J'ai eu au téléphone hier l'ambassadrice des Philippines en France qui m'a demandé de vous remercier, de remercier le Maire, d'une part, et de remercier le Conseil de Paris pour le geste de solidarité que nous ferons à leur encontre.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je crois que l'on peut aussi saluer l'unanimité des groupes et la réactivité des services de présenter un projet de délibération dans un temps record. C'est effectivement un geste, je crois, qui est unanimement reconnu et apprécié.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DGRI 93.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2013, DGRI 93).

Il est adopté à l'unanimité. Je pense que l'on peut s'en féliciter. Aux Philippines, on nous remercie.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux réfugiés syriens.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 63 dans le fascicule, déposé par le groupe E.E.L.V.A., relatif aux réfugiés syriens.

La parole est à M. Sylvain GAREL, pour une minute maximum.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Un autre drame : celui de la Syrie qui date de plus de deux ans maintenant. On le sait, il a fait au moins 120.000 morts, mais, on le sait moins, il y a 2 millions de personnes qui sont réfugiées, qui ont quitté la Syrie pour se mettre à l'abri de ces combats meurtriers qui tuent aussi bien hommes, femmes, enfants, civils et militaires. Ces 2 millions de réfugiés vivent dans des conditions dramatiques, pour la plupart dans des pays limitrophes de la Syrie.

Nous, d'ailleurs, la France, malheureusement, n'en accueillent que 500 environ, ce qui nous semble trop peu, mais je sais que la Ville de Paris fait déjà beaucoup pour venir en aide au peuple syrien et venir en aide en particulier aux réfugiés, mais ce vœu a vocation à demander à la Ville d'amplifier encore son soutien parce que ce drame continue et le nombre de réfugiés augmente. Cela va bientôt être l'hiver, les conditions vont être très difficiles, en particulier au Liban où il fait très froid pendant l'hiver.

Il est très important de venir en aide à ces réfugiés, d'autant plus que les pays qui les accueillent n'ont souvent pas les moyens de pouvoir le faire de façon correcte.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Pour répondre, la parole à M. SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Face à ce désastre humanitaire qu'a provoqué le conflit en Syrie, la Ville de Paris a réagi rapidement, en continuité et de différentes manières.

Comme vous le disiez, il y a plus de 2.500.000 réfugiés syriens installés à 97 % dans les pays limitrophes, selon le H.C.R., que ce soit le Liban, la Turquie, la Jordanie ou l'Irak. Il y a des réfugiés à l'intérieur de la Syrie, dont on ne parle pas du tout ou pas beaucoup.

Depuis mars 2012, la Mairie de Paris a ainsi appuyé "Médecins du Monde" en mars et octobre 2012 et "Handicap international" en octobre 2012 pour des interventions médicales au bénéfice des populations syriennes réfugiées sur les territoires jordanien, libanais et turc.

Parmi les actions menées, ces O.N.G. ont prodigué des soins de santé primaire, une prise en charge psychologique ; elles ont également participé à la rééducation physique et l'appareillage des blessés, tout en formant les populations locales aux premier secours.

Le Conseil de Paris des 10 et 11 décembre 2012 a attribué une quatrième aide d'urgence de 100.000 euros à l'organisation syrienne de secours médicaux, l'U.O.S.S.M., ce sont des médecins syriens qui travaillent à Paris et agissent également sur place, à l'intérieur, en Syrie, reconnue pour son très grand professionnalisme. L'U.O.S.S.M. est également soutenue par le Ministère des Affaires étrangères.

C'est avec le ministère des Affaires étrangères et l'ambassadeur de France en Syrie, Eric CHEVALIER, avec lesquels nous avons travaillé pour permettre évidemment que l'U.O.S.S.M. puisse travailler. Cela a été au carrefour des gouverneurs d'Alep et d'Idlib… Je ne vais pas rentrer dans les détails, mais les premières subventions, celles que je viens de décrire, étaient de 260.000 euros pour 2012. En juillet 2013, une nouvelle aide de 100.000 euros pour MDM permettant une intervention sur deux territoires en Turquie, un centre postopératoire de rééducation géré toujours par l'U.O.S.S.M. avec renforcement des capacités des équipes notamment dans les domaines de gestion des stocks pharmaceutiques et des gestions administratives.

En octobre dernier, vous avez voté à chaque fois toutes ces délibérations, toutes les aides d'urgence que nous allouons sont votées par le Conseil de Paris. En automne dernier, nous avons voté une aide d'urgence de 75.000 euros pour un projet d'action contre la faim dans un camp de réfugiés au Kurdistan irakien.

Là, ce sont 60.000 personnes au moins qui sont entrées dans cette région. Ce sont des réfugiés qui sont entrés dans cette région depuis mi-août pour un nombre global de réfugiés de plus de 200.000 personnes.

Voilà, nous travaillons évidemment sur ces camps. J'ajoute qu'il y a un soutien à l'accueil des réfugiés syriens, nous travaillons avec l'association Revivre qui a ses locaux dans le 20e arrondissement. Nous avons donné une subvention de 5.500 euros pour que les réfugiés syriens qui sont en France, notamment à Paris puissent trouver un premier point de rencontre avec l'association Revivre.

Le montant cumulé de toutes ces aides est de 440.500 euros. Je tiens à rappeler également la participation de la Mairie de Paris, du Maire d'un certain nombre de ses adjoints à l'ensemble des manifestations de soutien au peuple syrien, manifestations dénonçant les atrocités de ce conflit. Il s'agit de la vague blanche, manifestation du collectif Urgence Syrie que l'on a au Trocadéro, place du Panthéon, et il y a trois semaines encore place de la République, où nous étions ensemble pour dénoncer les crimes commis sur ce territoire.

Je ne sais pas si M. GAREL a des idées innovantes à nous soumettre, mais j'y suis évidemment prêt, dans la mesure évidemment des fonds disponibles. Voilà ce que je voulais vous répondre. Votre vœu reprend ce qui a été fait. Nous voterons pour bien évidemment. Mais, tout cela a déjà été fait depuis 2012.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie pour cette réponse très complète.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 289).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au poète Mohamed AL-AJAMI.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 64 dans le fascicule, déposé par le groupe E.E.L.V.A., relatif au poète Mohamed Al-AJAMI.

La parole est à M. Sylvain GAREL, pour une minute maximum.

M. Sylvain GAREL. - Monsieur le Maire, vous le savez, il y a quelques mois nous avions avec mon groupe déposé un vœu demandant que Mohamed AL-AJAMI devienne citoyen d'honneur de la Ville de Paris. Ce jeune poète en effet a été condamné à 15 ans de prison pour avoir rédigé un poème demandant que le peuple de son pays se soulève pour participer au printemps arabe. Manifestement, les autorités qatariennes n'ont pas du tout apprécié et l'ont fait condamner à une peine de prison totalement délirante par rapport à l'écriture d'un poème.

À l'époque, on nous avait dit que c'était difficile que cette personne, peu connue par ailleurs, puisse devenir citoyen d'honneur de la Ville et que le Maire de Paris allait écrire à l'émir du Qatar et à l'ambassadeur aussi pour leur demander d'intercéder en sa faveur et qu'il y avait un appel en Cour de cassation pour vérifier si cette condamnation serait confirmée.

Malheureusement, la condamnation a été confirmée le 21 octobre dernier à 15 ans de prison. C'est pourquoi nous demandons de nouveau que le Maire de Paris intervienne fermement auprès des autorités qatariennes qui sont bien installées en France et qui ont des intérêts un peu convergents avec Paris par rapport au PSG, afin que celles-ci donnent une image un peu d'ouverture et fasse libérer ce poète dans les meilleurs délais.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - La parole est à M. Pierre SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Merci. Ce que dit Sylvain est tout à fait exact. Le vœu pour ma part, il n'y a aucun commentaire particulier sur son objet bien évidemment. Je voudrais simplement rappeler que le premier qui a pris cette initiative, c'est Christophe GIRARD, qui a saisi le Conseil de Paris pour s'émouvoir de la situation de ce poète.

Le Maire de Paris avait écrit à l'ambassadeur du Qatar et aujourd'hui compte tenu de ce que vous venez de dire, notamment la confirmation en appel de 15 ans de prison pour ce jeune poète, le Maire dont vous connaissez évidemment l'attachement au respect des libertés fondamentales et par conséquent, à celui de la liberté d'expression reste mobilisé et s'adressera à nouveau aux autorités pour demander la grâce de ce jeune poète.

Évidemment, je voterai ce vœu. Je vous demande de voter ce vœu.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 290).

2013 DAC 759 - Marché public relatif à l'organisation de la commémoration de la Libération de Paris en 2014.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DAC 759 relatif à l'organisation de la commémoration de la Libération de Paris en 2014.

La parole est à M. Yves CONTASSOT, qui n'est pas obligé d'utiliser ses 5 minutes.

M. Yves CONTASSOT. - Vous remarquerez que je ne les utilise pratiquement jamais contrairement à d'autres qui les dépassent très largement dans leurs réponses !

En ce qui concerne ce projet de délibération, nous aimerions que Mme VIEU-CHARIER puisse nous dire quelles sont les orientations qui sont prévues pour cette commémoration, puisqu'on nous demande de voter un budget non négligeable, 900.000 euros, mais si l'on nous parle des orientations des commémorations précédentes, rien n'est dit sur celle-ci.

C'est le premier point.

Le deuxième point, comme j'avais déjà eu l'occasion de le dire, nous aimerions en ce qui nous concerne que dans la poursuite de ce qui s'est fait au mois d'août 2007, lorsqu'il y a eu l'inauguration du square Maurice-Kriegel-Valrimont par le Maire de Paris dans le 18e arrondissement, cette commémoration exceptionnelle, 70 ans, soit l'occasion de rendre un hommage particulier à une structure qui a joué un rôle tout à fait déterminant dans la libération de Paris, qui s'appelle le Comité d'action militaire (COMAC) qui, contrairement d'ailleurs à des ordres reçus en partie du Général Koenig, n'a pas accepté qu'il y ait le moindre compromis, le moindre arrêt dans le soulèvement des Parisiennes et des Parisiens et donc nous souhaiterions qu'un hommage spécifique soit rendu au COMAC, soit sous forme d'un colloque ou d'autres modalités qui conviendront, et dans ce cadre qu'une plaque soit également

apposée au 8 avenue du parc Montsouris, lieu où se réunissait clandestinement le COMAC dont les trois principaux responsables étaient les fameux trois V, Pierre Villon, Jean de Vogüé et Maurice Kriegel-Valrimont.

Merci.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Pour répondre, la parole est à Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe. - Monsieur le conseiller, Monsieur le Maire, mes chers collègues, sur le premier point concernant le projet de délibération pour l'édition 2014 de la commémoration de la Libération de Paris, il s'agit en effet d'une manifestation tout à fait exceptionnelle puisqu'il s'agira de commémorer les 70 ans de la Libération de Paris.

Comme vous le savez, depuis qu'il y a des Maires à Paris, on a coutume de fêter de façon exceptionnelle les anniversaires des décennies et donc, en 2004 notamment, Bertrand DELANOË a initié un très bel anniversaire, le 60e anniversaire, qui à l'époque avait coûté 2 millions d'euros, et vous constaterez qu'en cette période de crise nous avons de façon drastique réduit le budget de cette commémoration du 25 août.

Il n'empêche que cette fête évidemment revêtira un caractère tout à fait exceptionnel puisque le site de la place de l'Hôtel de Ville accueillera ces cérémonies du 70e anniversaire avec une cérémonie tout à fait exceptionnelle en soirée et un grand spectacle de lumière avec projection d'images sur la façade de l'Hôtel de Ville. Pour associer au maximum la population de Paris, il y aura un grand bal populaire sur la place de l'Hôtel de Ville, esplanade de la Libération, mais aussi tout au long de l'avenue Victoria.

Je tiens à vous faire part aussi de la sortie d'un DVD sur la Libération de Paris en collaboration avec Pathé Gaumont archives et la mission cinéma qui permettra aux Parisiennes et Parisiens de découvrir des archives.

Voilà, évidemment, nous ne sommes pas encore dans les détails et vous voyez bien que nous en sommes encore à une procédure de lancement du marché. Bien évidemment, plus tard, nous aurons l'occasion de venir vous renseigner plus avant sur ce grand projet qui nous tient tous à cœur.

Sur le deuxième point, celui concernant le COMAC, c'est-à-dire le Comité d'action militaire, vous avez très justement indiqué ce qu'était le COMAC, qui est malheureusement assez peu connu de la population parisienne, et je vous remercie effectivement d'avoir rappelé les fameux "Trois V" (Villon, Valrimont et Vaillant).

J'ai rencontré en juin dernier Anne FORTIER-KRIEGEL et nous avons donc décidé ensemble d'instruire l'apposition d'une plaque commémorative rappelant le rôle fédérateur du COMAC, qui avait joué un rôle primordial dans la préparation aux combats des événements d'août 1944.

Comme vous l'avez dit, le lieu pressenti est le 8 avenue du parc Montsouris et donc, nous accédons à ceci.

Pour ce qui est d'un colloque, je ne peux pas m'avancer parce que vous n'êtes pas sans savoir qu'il y aura des élections et que pour l'instant… vous savez qu'un colloque, c'est un an de travail. Je pense que cela sera évidemment à envisager mais pour l'instant, je ne suis pas en mesure de le faire mais bien évidemment, c'est très intéressant comme initiative, mais il y aura la plaque de toute façon en attendant.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 759.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DAC 759).

2013 DAC 465 - Subvention (6.000 euros) à l'association La Déferlante (19e).

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous examinons à présent le projet de délibération DAC 465 relatif à l'attribution d'une subvention de 6.000 euros à l'association La Déferlante (19e), sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement technique n° 64 A, que je vous propose de voter.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 64 A déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 64 A est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 465 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2013, DAC 465).

2013 DF 105 - Communication sur l'activité et la situation financière du Crédit Municipal de Paris. Communication de la première décision modificative du budget 2013.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous passons, en 1ere Commission, à la communication sur l'activité et la situation financière du Crédit Municipal de Paris. Communication de la première décision modificative du budget 2013.

La parole est à M. Yves CONTASSOT, pour cinq minutes maximum. Tout à l'heure, il ne les a pas du tout utilisées.

M. Yves CONTASSOT. - Je vais faire pareil !

S'agissant du Crédit municipal et de ses deux structures, nous avons évidemment noté, toujours avec beaucoup de satisfaction que ce que nous avions demandé il y a déjà plusieurs années a été mis en œuvre, à savoir que depuis le mois d'octobre 2011, les taux sont effectivement proportionnels au montant des prêts sur gage et non plus inversement proportionnels. Quand nous l'avions demandé, on nous avait dit que c'était illégal ; il semblerait que malgré tout, le bon sens l'ait emporté sur ce type de déclaration.

Deuxième élément, c'est la partie plus délicate, c'est-à-dire l'activité financière de CMP Banque.

Il va de soi qu'il y a des raisons d'être un peu inquiet sur la dégradation de la situation de cette structure qui est confrontée, c'est vrai, à une réalité externe complexe et qui a fait des efforts mais il n'empêche, on voit bien que même en 2013, on aura du mal à revenir à un équilibre.

Nous souhaiterions qu'on ne se contente pas de dire qu'on va réduire les coûts, mais qu'on étudie également des pistes. Et une des pistes qui nous semble importante puisqu'elle est source d'une activité considérable à venir, c'est évidemment tout ce qui touche à la rénovation thermique des bâtiments. Le CMP Banque seul ne saurait être un acteur déterminant, mais nous souhaiterions que, dans la mesure où la Ville participe au capital de la S.E.M. Énergies Posit'If, que le CMP Banque puisse être un des acteurs importants de ce tiers financement qui lui permettrait de récupérer une activité et donc d'améliorer sa rentabilité.

Merci.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie, ainsi que de votre sens de la synthèse.

La parole est à M. Jean-Pierre LECOQ, pour cinq minutes maximum.

M. Jean-Pierre LECOQ, maire du 6e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, la communication que M. le Maire de Paris soumet aujourd'hui à notre Conseil sur les résultats 2012 du Crédit municipal et de sa filiale bancaire, le CMP Banque, constituent malheureusement un déni manifeste aux lauriers de bonne gestion que, j'allais dire, vous êtes autodécernés hier tout au long de la séance.

Dans cette affaire du Crédit municipal et de sa filiale bancaire, vous avez tout faux. Et les chiffres de l'exercice 2012 qui figurent dans la communication, même si d'ailleurs nous n'avons pas les états financiers, mais nous en avons des bribes, le prouvent cruellement, en attendant malheureusement ceux de 2013 qui risquent, en raison de la conjoncture financière, d'être encore plus mauvais.

Pourtant, Monsieur le Maire, nous n'avons pas cessé de vous mettre en garde, tout au long de vos deux mandatures, sur les risques évidents que vous preniez en créant une filiale bancaire, en l'adossant au Crédit municipal sans partenaires extérieurs et en vous lançant sur le marché très difficile, par définition, de la restructuration de prêts pour les particuliers.

La modernisation, la mise à niveau des méthodes et des outils de fonctionnement du Crédit municipal représentaient déjà un dossier considérable qui s'est traduit par une rotation accélérée des directeurs (4 ou 5, je ne sais pas d'ailleurs, en 10 ans) et par des rapports sévères émaillés de blâmes et d'amendes de la Commission bancaire, devenue depuis l'A.C.P., c'est-à-dire l'Autorité de contrôle prudentiel.

Mais non, cela ne vous a pas suffi ! Porté sans doute par la vague de l'économie solidaire, désireux peut-être d'apparaître comme le digne élève de Muhammad YUNUS, voire de le dépasser en notoriété, vous avez voulu avoir votre banque en dotant le Crédit municipal d'une filiale bancaire détenue quasiment à 100 %. En vous privant d'un partenariat avec un grand groupe, il était écrit que CMP Banque allait connaître des problèmes de refinancement.

Si les pertes du CMP Banque continuent à ce rythme, c'est la question de la recapitalisation du Crédit municipal qui sera posée.

Quelques chiffres - ceux que vous donnez.

En 2012, le coût du risque s'établit à 7,6 millions d'euros, soit une augmentation de 270 % par rapport à l'année précédente !

La chute de 6 % du P.N.B. liée au marché difficile de restructuration des prêts des particuliers n'a pas permis de l'absorber, et le CMP Banque affiche donc en 2012 une perte équivalente à ce coût du risque, soit une perte de 7 millions d'euros venant après un résultat déficitaire de 900.000 euros, pratiquement un million, en 2011.

Les mesures annoncées et la nomination d'un énième directeur général en mai dernier ne sont pas de nature, Monsieur le Maire, selon nous, à mettre un terme à ce qu'il faut bien appeler un échec patent - et là je suis modeste car certains diraient une banqueroute.

Si vous ne voulez pas faire courir un risque à notre collectivité, et donc aux contribuables parisiens, il vous faut d'urgence mettre un terme à ce qu'il faut bien appeler une expérience désastreuse. On ne s'improvise pas banquier, Monsieur le Maire. On vous a fait revêtir cette tunique sans doute sans qu'on vous en fasse mesurer les risques qui s'y attachaient.

Sur ce dossier, mes chers collègues, l'urgence et la sauvegarde des intérêts des Parisiens vous commandent de réagir sans délai.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Pour répondre, la parole est à M. Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais donc m'exprimer sur le Crédit municipal. Je voudrais simplement dire une chose : quand on s'exprime devant une Assemblée délibérante sur un établissement de crédit, il faut le faire avec beaucoup de nuances et beaucoup de réserves parce que la réputation d'un établissement de crédit, c'est sa valeur essentielle. J'ai été moi-même longtemps président de banque : je sais de quoi je parle. Ne vous étonnez donc pas si mes propos sont nuancés.

Aucun des deux orateurs n'a évoqué le Crédit municipal en lui-même, et je vais le faire en deux mots. La situation du Crédit municipal en tant qu'établissement public est excellente. Elle est excellente d'abord parce que son encours de prêts croît à une grande vitesse, mais c'est dû à une situation économique et sociale que vous connaissez. L'encours du Crédit municipal, à fin août 2013, est de 50 % supérieur à ce qu'il était à la fin de l'année 2011.

Les charges sont parfaitement maîtrisées, ce qui est d'ailleurs un progrès très net par rapport à la situation antérieure à la crise de 2005. On le doit à la fois à M. Bernard CANDIARD, le directeur général de 2005 à 2012, et à l'actuelle directrice générale, dont je salue au passage la très grande compétence et l'engagement déterminé.

Le Crédit municipal a donc, eu égard à sa distribution de crédit, qui a un caractère social évident, et eu égard à ses comptes, d'excellents résultats. Son résultat de 2012 était, vous le savez, de 5 millions d'euros.

Et puis il y a CMP Banque, et sa situation est en effet complexe. Je me suis d'ailleurs exprimé à plusieurs reprises devant la Commission des Finances, notamment devant M. LEGARET et le sénateur M. POZZO di BORGO qui tous deux connaissent bien le Crédit municipal et sa filiale bancaire.

Sur le fonds de commerce, si je puis dire, de CMP Banque, il est clair que malgré des résultats qui sont prometteurs sur certains créneaux, notamment sur les activités en faveur des agents publics, la banque fait face à une conjoncture qui est très difficile et à une concurrence accrue.

Mais l'adossement que nous avions appelé de nos vœux, et dont M. LECOQ a rappelé avec beaucoup de justesse qu'il était certainement opportun, nous n'y sommes pas parvenus. Nous n'y sommes pas parvenus parce que la crise bancaire de 2008 a rendu les grands groupes bancaires frileux, pour employer une expression modérée, devant l'intégration de nouvelles filiales.

Donc, nous sommes face à une quasi-impossibilité, en tout cas pour l'instant, d'adossement à un grand groupe et nous devons assumer seuls la responsabilité de CMP Banque.

Cette situation s'est un peu compliquée dans l'exercice 2012 dans la mesure où nous avons conduit un exercice de provisionnements fondé sur une nouvelle méthodologie.

Je tiens à rectifier au passage ce qu'a dit M. LECOQ, il a fait allusion, à moins que j'aie mal compris, à des relations difficiles avec l'autorité régulatrice, ce qui est inexact. Je peux vous assurer de la manière la plus formelle que depuis la crise de 2005, qui avait entraîné, vous le savez, de notre part un licenciement du directeur général du groupe, les relations avec l'autorité régulatrice sont excellentes. Chacune des décisions prises, notamment en matière de méthodologie, de provisionnement ou en matière de redressement des frais généraux, enfin du coefficient de frais généraux, chacune de ces décisions a toujours été prise en accord avec l'autorité régulatrice, en concertation avec elle, et je peux vous assurer que j'y ai veillé personnellement.

Donc, je disais que la méthodologie de provisionnement de l'exercice 2012 a eu des effets très fâcheux, puisqu'elle a abouti à un montant de provisions très élevé.

Nous avons donc pris des décisions parce que nous n'allions pas rester inactifs et la nouvelle directrice du groupe Crédit municipal nous a proposé de nous séparer du directeur général de CMP Banque. C'est maintenant chose faite, c'est un nouveau professionnel qui a été appelé à la fin du mois de mai à la direction générale de CMP Banque. La directrice générale du groupe et le nouveau directeur général de CMP Banque ont mis au point, en concertation avec nous et j'en revendique toute la responsabilité, un plan d'action qui comporte d'abord une relance de l'activité commerciale, et d'autre part des mesures d'économie assez fortes. Parmi ces mesures d'économie, vous le savez, figure un plan de départs volontaires à hauteur de 20 personnes, soit 12 % des effectifs.

Bien entendu, je pense que personne dans cette assemblée ne confond un plan social et un plan de départs volontaires. Le plan de départs volontaires, comme dirait monsieur de la Palisse, ce sont des départs négociés d'abord avec des organisations syndicales, et l'organisation syndicale majoritaire qui est la CGT a approuvé ce plan, et négociés ensuite agent par agent dans un respect absolu du volontariat et avec des modalités financières attractives.

Voilà ce que je pouvais dire, Monsieur le Maire, sur une situation sur laquelle, je le répète, il est nécessaire de s'exprimer de manière aussi précise mais aussi nuancée que possible.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

S'agissant d'une communication, notre Assemblée n'a pas à se prononcer par un vote.

2013 SG 197 - Rapport d'observations définitives arrêtées par la Chambre régionale des comptes d'Ile-de-France sur l'évolution des marges de manoeuvres financières et la construction du budget 2013.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous passons au rapport d'observations définitives arrêtées par la Chambre régionale des comptes d'Ile-de-France sur l'évolution des marges de manœuvres financières et la construction du budget 2013.

La parole est à M. Yves CONTASSOT, pour 5 minutes maximum.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous avons lu avec beaucoup d'intérêt ce rapport de la Chambre régionale des comptes d'Ile-de-France consacré à l'évolution des marges de manœuvres financières et à la construction du budget 2013 de la Ville de Paris, ainsi que les réponses formulées par le Maire de Paris aux magistrats.

Tout d'abord, je dois le dire, c'est encourageant, la C.R.C. souligne le sérieux budgétaire de la Ville de Paris et elle note, entre autres, la maîtrise des dépenses, le fort niveau d'investissement, la modération de la fiscalité directe et enfin la forte capacité d'autofinancement.

Cependant, il faut bien noter, en regardant en détail ce rapport et les recommandations formulées, que certaines remarques et analyses sont assez proches des positions et propositions en matière budgétaire que notre groupe a tenues et sur lesquelles nous avons eu parfois quelques divergences avec l'Exécutif. Je n'en citerai que quelques-unes.

Ainsi la Chambre régionale des comptes se préoccupe de l'importante fluctuation des recettes de notre Ville. Les magistrats soulignent que les recettes fiscales de la Ville, qui représentent 60 % du volet recettes du budget, sont constituées à 55 % de contribution directe, et à près de 25 % du produit des droits de mutation.

Le même rapport indique qu'au fil des années les droits de mutation ont fluctué de moins 31 % à plus 67 %. Si on ajoute à cela que la Ville cède chaque année pour environ 150 millions de patrimoine jugé inutile pour boucler son budget, il est incontestable que le volet recettes de notre Municipalité n'est pas suffisamment assis sur des bases pérennes. Cela, nous l'avons déjà souligné et regretté à maintes reprises.

Nous avons demandé une réorientation de la politique fiscale, une révision de certaines taxes dont le rapport note, je le cite, "le niveau modeste", notamment concernant la contribution foncière des entreprises. Nous avons demandé la création de la taxe départementale légale pour financer le C.A.U.E. Une demande que nous avons portée à plusieurs reprises et qui a été refusée, mais également en révisant la taxe des ordures ménagères, la taxe de balayage qui est administrée de manière, selon nous, totalement aberrante et qu'il faudrait supprimer au profit de l'intégration dans l'ensemble des taxes, ainsi que la révision des droits de stationnement.

De même le produit des redevances versées à la Ville demeure, selon le rapport, encore modeste à 126 millions d'euros par an, malgré, il faut le souligner, des améliorations mises en avant par l'Exécutif. Sans nul doute, certains cadeaux persistent, je pense évidemment à Roland Garros et aux 500 millions, maintenant que la deuxième C.O.D.P. a été ramenée à 50 ans, de manque à gagner sur la durée de la convention.

Un autre point intéressant dans ce rapport a attiré notre attention ; dans l'une de ces recommandations, la C.R.C. regrette l'absence de présentation d'une synthèse et d'un échéancier pluriannuel des investissements et des dépenses. Il ne s'agit ni plus ni moins évidemment du fameux P.I.P.P., dont nous avons demandé à avoir connaissance depuis le début de la mandature, afin de pouvoir débattre des priorités d'investissements au sein de la majorité notamment. On ne peut que regretter que la réponse de l'Exécutif à cette recommandation soit une nouvelle fois négative.

Pour finir, la C.R.C. demande de mettre en place une véritable justification de l'ensemble des crédits au premier euro. Ils écrivent : la présentation du contenu de la dépense est le déterminant physique (nombre d'usagers, bénéficiaires, superficie) et financier (coût unitaire moyen d'un dispositif d'aide, coût au mètre carré de l'entretien) doit être une information sur l'emploi des crédits et une aide pour l'appréciation de leur utilité et la vérification de la meilleure allocation des moyens.

Cela nous semble une proposition très intéressante qui éclairerait certainement les débats autour de quelques investissements du type stade Jean Bouin, Canopée des Halles ou encore salle philharmonique. Donc nous sommes tout à fait en accord avec cette proposition.

Merci.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

La parole est à M. Jean-François LEGARET.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, je dois dire que les magistrats de la Chambre régionale des comptes ne nous avaient pas habitués à une telle inconstance, parce que le premier exercice naturel que j'ai fait a été de me reporter aux observations précédentes, qui portaient sur les années 2007 et suivantes.

Vous vous rappelez probablement que ces observations étaient assez alarmantes et même sévères, et que la Chambre régionale des comptes traçait un scénario qui faisait passer la Ville dans le rouge, si elle dépassait un

certain nombre de seuils qui étaient très précisément indiqués. Or ces seuils ont été dépassés et curieusement la Chambre régionale des comptes n'émet plus aucune critique ni aucune observation. On se demande bien pourquoi.

On ne peut naturellement pas rapprocher cela du calendrier électoral, ni de l'alternance politique qui s'est produite en 2012. Ce serait faire outrage à des magistrats. Donc, j'ai cherché d'autres raisons rationnelles. Mais je vais déjà vous citer un premier point. Dans le rapport sur les années 2007 et suivantes, il est écrit : l'encours de la dette pourrait atteindre 3,3 milliards en 2013. Dans ce scénario, l'augmentation des charges financières et des tensions sur la capacité d'autofinancement ne manquerait pas de poser la question de la diminution du volume des dépenses ; c'est ce qui a été écrit.

Scénario catastrophe à partir du seuil de 3,3 milliards. Or, vous ne le contesterez pas, Monsieur GAUDILLÈRE, au 31 décembre 2013, l'encours de la dette va atteindre 3.868 millions ; c'est ce qui est écrit dans le rapport de la C.R.C.

On a dépassé le seuil, on est dans le scénario catastrophe et la C.R.C. est muette ! Alors, il peut y avoir une explication, si je puis dire, comptable et rationnelle. La C.R.C. considère - cela fait partie de ses grands ratios - que l'encours de dette d'une collectivité ne doit pas dépasser les 50 % du volume des recettes de fonctionnement, ce qui était déjà limite en 2007 et ce qui est extrêmement limite à la fin 2013.

N'est-ce pas là la vraie démonstration d'une ville en complet dérapage ? C'est-à-dire qu'il suffit de faire exploser la fiscalité, les recettes fiscales, de faire de la cavalerie, d'avoir une augmentation perpétuelle du volume, qui fait que l'on reste à limite, à hauteur de ce 50 % de l'endettement, et puis on va considérer que tout va bien. Ce n'est pas du tout notre conception des choses, et je tiens à le dire.

Je tiens à le dire d'autant plus que la dégradation de la note Standard & Poor's de la France est intervenue la semaine dernière, vous savez qu'hier, Standard & Poor's a abaissé la note de la Caisse des dépôts, qui est passée de AA+ à AA, de la Banque Postale, qui est passée de A+ à A et de sept établissements publics, dont l'A.P.-H.P., qui nous est très proche, dont la notation est passée de AA+ à AA.

On peut donc imaginer, cher Bernard GAUDILLÈRE, que la note extrinsèque de la Ville de Paris devrait mécaniquement subir la même dégradation.

Je ne dis pas, parce que je ne tiens absolument pas à porter atteinte au crédit de la Ville de Paris, que cela aura un effet immédiat de renchérissement des taux financiers ; cela n'a pas été le cas jusqu'à présent et on va naturellement souhaiter que cela se poursuive.

Dans ce rapport de la C.R.C., il y a aussi d'autres observations que je voudrais rappeler.

D'abord, la C.R.C. mentionne le fait qu'il y a des annulations massives d'autorisations de programme ; quelle meilleure illustration donner de ce que je dénonce d'année en année, c'est-à-dire une politique d'affichage des investissements, affichage en A.P. au moment du vote des budgets primitifs et annulation sur plusieurs centaines de millions lorsque les exercices arrivent près de leur clôture.

Je voudrais relever que dans les chiffres qui sont notés par la C.R.C., cela fait bien apparaître ce que nous ne cessons de dire, les dépenses de fonctionnement ont quasiment doublé en 11 ans, la dépense par Parisien en 2001 était de 1.985 euros, elle est de 3.761 euros en 2012, les impôts directs par Parisien ont augmenté de 84 %, l'ensemble des recettes par Parisien a augmenté de 78 %, la charge de la dette par Parisien a été multipliée par trois en 11 ans, mais en réalité, les dépenses d'investissement supplémentaires par Parisien ont été limitées à 320 euros entre 2001 et 2012.

Je sais par avance la réponse que vous allez me faire, Monsieur GAUDILLÈRE. Vous allez me dire : comparons cette gestion avec la gestion précédente !

M. Jacques BRAVO, maire du 9e arrondissement. - Ce n'est pas une référence.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Si, c'est une référence, Monsieur BRAVO, et vous savez pourquoi ? Est-ce que vous savez seulement pourquoi ? Est-ce que vous pouvez me citer le rapport de la C.R.C. sur la gestion des années 1997-2001 ? Pouvez-vous le faire ?

Vous ne pouvez pas le faire pour une raison qui est assez curieuse : ce rapport n'existe pas ! Et pourquoi n'existe-t-il pas ? Il n'a jamais été rendu public, mais que dit la C.R.C. en 2002 ? "Nous avons passé sous revue les exercices 1997, 1998, 1999, 2000", aucune observation n'a été faite sur ces exercices par la Chambre régionale des comptes, je me permets de le rappeler.

Comme je sais, par avance, que vous allez vous livrer à des comparaisons, s'agissant des observations définitives de la Chambre régionale des comptes, je considère que l'absence d'observations sur les années auxquelles vous faites perpétuellement référence est un satisfecit d'une rare qualité et d'une rare valeur.

Vous ne pouvez pas en dire autant, malgré les orientations curieuses, diverses et parfois diamétralement opposées de la Chambre régionale des comptes…

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je me permets de vous rappeler votre temps de parole, Monsieur le Président.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je conclurai en disant que je reste perplexe à la lecture de ces observations définitives, et je pense que nous aurons des commentaires à faire ; nous les ferons devant les Parisiens.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - La parole est à Mme Marinette BACHE.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Oui, au grand dam de M. LEGARET, ce rapport souligne la très bonne gestion de notre Ville, et ce n'est pas parce que ces magistrats sont de fieffés gauchistes, mais bien sur la réalité de notre gestion.

En effet, la Cour confirme que notre dette correspond bien à 40 % des recettes réelles et que notre investissement est autofinancé à 85 %, cela, malgré la crise que nous traversons. C'est un signe extrêmement positif, puisque notre Ville conserve ainsi ses capacités d'endettement, des capacités d'endettement conséquentes qui nous permettront, quel que soit l'environnement économique de la prochaine mandature, de maintenir un fort taux d'investissement, fort taux salué par la Cour des comptes et qui souligne que cet objectif a été atteint avec une politique fiscale modérée, qui nous laisse, là encore, de fortes marges de manœuvre par rapport aux autres villes.

Modération fiscale, donc, et maintien d'objectifs pour l'investissement, qualifié par la Cour elle-même d'ambitieux. Elle constate une moyenne de 1,5 milliard d'euros annuels pour la période 2009-2014, plus du double qu'en 2001, et précise que le taux d'investissement à cette époque ne suffisait pas à répondre aux besoins des Parisiennes et des Parisiens.

D'ailleurs, la droite est constante sur ce point, puisque sa candidate de Longjumeau souhaite sabrer un milliard dans notre budget ; ce sera d'ailleurs probablement suffisant pour accomplir un programme tenant en 12 pages !

Comme il se doit, la Cour des comptes émet quelques interrogations et recommandations. A leur lecture, je ne peux m'empêcher de me demander si elles ne sont pas le fruit d'une obligation formelle et/ou d'une incompréhension de la réussite évidente de notre politique dynamique et solidaire qui refuse l'austérité.

La Cour pointe, d'un côté, notre dépendance budgétaire supposée vis-à-vis du marché immobilier et, de l'autre, la crainte que Paris devienne moins attractive du fait même du coût fort élevé de l'immobilier.

Nous appelons la baisse du prix de l'immobilier de nos vœux, car si nous sommes bien conscients qu'elle entraînera à la baisse nos droits de mutation, nous savons qu'elle facilitera le maintien et la venue de familles, de salariés, de jeunes à Paris, comme l'implantation et le maintien de notre tissu de P.M.E., pourvoyeur d'emplois, et la Ville pourra réorienter une partie de ses aides, par exemple celles versées aux personnes payant un loyer supérieur à plus de 30 % de leurs revenus.

De plus, allégeant le premier budget des Parisiens, elle permettra d'augmenter leur pouvoir d'achat et, par-là, de dynamiser notre économie.

Ainsi, en 2013, nous avons absorbé le début de la crise immobilière sans toucher à la fiscalité, sans mettre en cause ni notre investissement ni notre politique sociale, cela - je cite le rapport - "en limitant le recours à l'endettement". Les craintes de la Cour ne sont donc pas fondées, d'autant que notre ville est régulièrement classée parmi les cinq premières métropoles du monde.

Enfin, beaucoup de recommandations formelles me semblaient dictées par une connaissance superficielle de notre transparence budgétaire. Ainsi, au niveau national, la justification au premier euro peut sembler permettre un contrôle parlementaire plus conséquent, mais pour notre Ville, cela risquerait d'être un recul par rapport au vote par le Conseil de Paris de chaque subvention présentée dans une délibération individualisée.

Idem, cela ne répond pas à notre conception de notre politique budgétaire, conçue pour répondre aux besoins des Parisiennes et des Parisiens, non pour seulement adapter nos emplois, et donc les besoins de nos concitoyens aux dogmes budgétaires.

La Cour semble regretter l'incertitude qu'une élection produit sur le choix de nos investissements réalisés. Elle s'étonne que pour notre Ville "les dépenses d'investissement à engager au cours de la prochaine mandature résulteront d'arbitrages politiques et que, d'une manière générale, les données de programmation fournies sont structurées principalement en fonction de projets dans la mandature".

Mesdames et Messieurs de la Cour, cela s'appelle le jeu démocratique, et c'est tout à l'honneur de notre Municipalité de le jouer.

Malgré ces quelques contradictions, ce rapport reste excellent pour notre Ville. Il reconnaît ainsi, comme nous avons pu, d'ailleurs, le développer dans le débat sur les orientations budgétaires, le très bon travail de Bernard GAUDILLÈRE et de son cabinet, qui nous ont permis, tout au long de cette mandature, de concilier le dynamisme économique et le faible endettement et cela permettra à la nouvelle mandature d'aborder en toute sérénité la réalisation de ses ambitions pour Paris.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - La parole est à M. Alexis CORBIÈRE, pour 5 minutes maximum.

M. Alexis CORBIÈRE. - Merci. Je serai assez bref, vu l'heure tardive.

Je marche aussi dans les pas de ce que disait tout à l'heure mon collègue CONTASSOT.

Moi, je voudrais toutefois concentrer mon propos sur une chose. Même si ce rapport, bien entendu, acte le fait que Paris est une ville très particulière bénéficiant d'atouts, qu'il y a une gestion qui, sur certains aspects, est saluée par la C.R.C., tout de même, est souligné l'accroissement de la contrainte budgétaire et est souligné également le contexte plus difficile vers lequel nous allons.

Lorsqu'on lit dans le détail ce rapport de la C.R.C., il est quand même dit clairement qu'il y a une inquiétude concernant les conséquences de la crise : le taux de chômage va augmenter à Paris, la diminution des créations d'entreprise, la baisse de la fréquentation des touristes, le recul de l'emploi salarié et que, évidemment, les budgets qui viennent seront face à des difficultés qui vont aller croissantes.

Dans ce cadre-là, il est également souligné que l'impact de la baisse des dotations de l'Etat sera plus fort sur notre budget.

Et c'est sur ce point que je voulais seulement concentrer mon propos.

Ne croyez-vous pas, au vu de recommandations qui sont dans le rapport de la C.R.C., du contexte économique qui vient, des difficultés qui sont pointées, qu'il est plus que jamais une erreur que nous ayons une baisse des dotations de fonctionnement de l'Etat, pour dire les choses politiquement, des conséquences des politiques d'austérité menées par le Gouvernement ? Et ne croyez-vous pas, afin que les Parisiens n'en paient pas concrètement l'addition, qu'il serait temps de dire au Gouvernement que nous refusons ces baisses de dotation de l'Etat ? Car c'est le quotidien des Parisiens qui risque d'en payer le prix.

Merci de m'avoir écouté.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Merci de votre brièveté.

Pour répondre la parole est à M. Bernard GAUDILLÈRE, puisque je ne vois pas M. David ALPHAND.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire. Je vais essayer d'être très concis parce que je pense, comme certains des orateurs qui m'ont précédé, qu'il se fait tard et que le Conseil de Paris a encore beaucoup de sujets à délibérer avant de clore sa session.

Je commencerai par m'adresser à M. Jean-François LEGARET et à lui dire, pour reprendre son expression : cher Jean-François LEGARET, non je ne ferai pas de comparaison avec la gestion d'avant 2001.

D'ailleurs, je crois que je n'en fais jamais.

Non, pas du tout !

Je vais vous dire pourquoi.

Je ne crois pas avoir jamais dit que la gestion financière de la Ville de Paris avant 2001, c'est-à-dire celle de M. TIBÉRI et la vôtre, ait été mauvaise. Non, je ne crois pas.

Je crois simplement, et je le reconnais très volontiers, je crois simplement et je l'ai dit à plusieurs reprises, et je le répète, que vous avez fait un choix stratégique fondamental qui est radicalement différent du nôtre.

Vous avez fait un choix extrêmement malthusien au niveau de l'investissement. Je rappelle que, grosso modo, vous aviez un investissement égal à la moitié du nôtre, mais c'est un choix que vous avez payé suffisamment cher sur le plan politique pour que je n'y insiste pas à nouveau.

Je reviens à la Chambre régionale des Comptes et je dirai que la philosophie globale de ce rapport, parce que je ne vais pas m'amuser à détailler chaque page et chaque proposition, mais la philosophie globale de ce rapport, c'est quand même plutôt de reconnaître que la Ville de Paris, la Municipalité parisienne a une action très déterminée.

Je rappelle que le thème du rapport, c'était d'examiner les marges de manœuvre financières, c'est-à-dire de voir comment la Municipalité réagissait aux chocs extérieurs qu'elle subit en matière budgétaire et dont je suis évidemment convaincu, comme tout le monde, que ce sont des chocs difficiles : le choc du marché immobilier sur les droits immobiliers, le choc de la baisse des dotations de l'Etat ; j'ai parlé hier du choc de la baisse de la C.V.A.E.

Bref, nous sommes en ce moment confrontés à des circonstances difficiles.

Donc, la Chambre régionale des Comptes s'interrogeait sur notre capacité à réagir.

Moi, ce que je lis dans ce rapport, je vais me permettre de faire des citations, c'est :

- "politique de maîtrise budgétaire déterminée" : c'est page 3. Maîtrise budgétaire, cela veut dire maîtrise des dépenses.

- "équilibre budgétaire qui combine une modération fiscale et un taux élevé d'autofinancement" : c'est la page 4.

- "modération fiscale" : je ne rappelle pas les comparaisons avec les autres collectivités françaises, je les ai faites hier et je continuerai à les faire tant que je serai adjoint aux Finances.

- "limitation du recours à l'endettement" : il y a tout un développement page 19 qui est très intéressant.

- "évolution des recettes et des dépenses qui restent parallèles", ce qui est quand même important en matière budgétaire : c'est page 9. C'est, entre autres, dû à l'action déterminée de la Municipalité.

Voilà la conclusion que j'en tire : je dirai, parce qu'il faut tout de même que je réponde sur certaines des recommandations de la Chambre régionale, qu'elle ne fait pas de recommandations sur la politique budgétaire elle-même. Je ne sais pas si cela vous a frappés, elle ne fait pas de recommandations sur la politique budgétaire elle-même, ce qui confirme bien que cette politique lui paraît sans doute adaptée à la situation.

Je ne m'interroge pas, comme vous, avec ironie sur les motivations de la Chambre régionale des Comptes. Les magistrats de la Chambre régionale des Comptes, comme ceux de la Cour des Comptes, Monsieur le Maire, puisque vous appartenez à ce corps prestigieux, sont des magistrats indépendants - des magistrats indépendants ! - qui n'expriment pas d'opinions politiques, qui s'intéressent assez peu aux calendriers électoraux et qui disent ce qu'ils pensent.

Ma longue expérience de fonctionnaire du Ministère des Finances m'a renforcé dans cette conviction.

Mais des recommandations existent et celles-ci portent sur l'information donnée aux Parisiens et l'information donnée aux élus.

J'observe, pour ma part, que l'information que nous donnons va déjà très, très au-delà de toutes les obligations réglementaires. Je ne me lasse pas de vanter les mérites, mais cela, c'est une petite vanité d'auteur, du rapport financier que nous diffusons tous les ans qui, je trouve, est clair, précis, aussi pédagogique que possible et qui permet des comparaisons sur le long terme.

Nous avons suivi une des recommandations importantes qui était de présenter une rétrospective pluriannuelle sur l'ensemble de la mandature, donc vous avez, en annexe au document d'orientations budgétaires, toute une série de considérations sur les grandes données du budget parisien. Vous avez une classification du plan d'investissement écoulé par huit catégories : culture, cadre de vie, transports, etc. Je vous renvoie à ce tableau qui est extrêmement précis et, qui plus est, décomposé années après année, à l'exception de 2014 puisque les arbitrages ne sont pas encore rendus.

Mais il est vrai que nous ne nous sommes pas crus autorisés à donner un plan d'investissement pour les six prochaines années.

Je ne sais pas si vous vous rendez compte de ce que vous nous demanderiez, puisque je crois que vous avez repris cette demande de la Chambre régionale des Comptes, si nous avions présenté un plan au nom de la Municipalité pour les six années à venir ! C'est à la prochaine Municipalité, qui sera élue dans quatre mois et demi - quatre mois et demi, c'est demain -, qu'il appartiendra de donner au prochain Conseil de Paris ses intentions et son plan d'investissement. C'est clair !

Quant à la remarque que vous avez faite sur les autorisations de programme, je la reprends parce que, Monsieur LEGARET, la mesure de l'investissement, ce ne sont pas les autorisations de programme, et vous le savez très bien. La mesure de l'investissement, ce sont les crédits de paiement.

Les crédits de paiement, c'est ce qui mesure, année après année, ce que nous dépensons pour l'investissement. Je répète inlassablement : 730 millions de moyenne annuelle sous votre mandat, enfin celui de M. TIBÉRI, puisque je crois que vous n'avez été adjoint aux Finances que pendant la moitié de ce mandat ; 1.220 millions pendant la mandature DELANOË 1, si j'ose ainsi m'exprimer, et 1.550 en moyenne annuelle sous la mandature DELANOË 2.

Voilà, c'est ça qui mesure l'investissement.

Quant aux autorisations de paiement ou de programme - je crois qu'elles ont changé de nom -, vous avez raison de dire que nous n'avons pas procédé suffisamment tôt à ce nettoyage, qui est un pur nettoyage comptable, d'ailleurs. Nous nous y sommes lancés depuis, je crois, deux ou trois ans, en exécution d'accords que nous avions conclus avec le comptable public, mais je dirai, cela, ce sont des questions comptables qui ne changent rien au jugement que l'on peut porter sur notre véritable effort d'investissement.

Voilà ce que je voulais dire, Monsieur le Maire.

J'ai déjà parlé 7 minutes et je crois que, vraiment, je dois m'en excuser auprès de mes collègues parce que j'aurais dû me contenir, moi aussi, dans 5 minutes. C'eut été peut-être plus synthétique.

Merci.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Merci.

M. LEGARET ayant lui-même utilisé 7 minutes, finalement, c'est assez équilibré.

S'agissant d'une communication, notre Assemblée n'a pas à se prononcer par un vote.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux partenariats public privé (PPP).

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 65 dans le fascicule, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux partenariats public privé (PPP).

La parole est à Mme Aline ARROUZE, pour une minute.

Mme Aline ARROUZE. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu est relatif au partenariat public-privé.

Nous sommes opposés au partenariat public-privé : Ian BROSSAT, Alain LHOSTIS, le groupe, les élus du Parti de Gauche.

En effet, une Municipalité peut recourir à des modes de financement à un coût nettement inférieur à celui d'un partenariat public-privé.

Les élus du groupe Communiste et les élus du Parti de Gauche : le Conseil de Paris s'engage à ne pas recourir à des montages financiers de type partenariat public-privé.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Merci.

La réponse est à M. Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Avant de donner mon avis sur le vœu, je voudrais poser une question à son auteure : est-ce que l'expression de partenariat public-privé que vous venez de rappeler est exclusivement dans votre esprit les partenariats public-privé prévus par l'ordonnance du 17 juin 2004 ou est-ce qu'elle s'étend à l'ensemble des types de collaboration entre la Ville et le Département et, d'autre part, le capital privé ?

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Y a-t-il un élément ?

Mme Aline ARROUZE. - Ce sont des contrats de partenariat.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Au sens de l'ordonnance ?

Mme Aline ARROUZE. - Voilà ! Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Je n'ai aucune objection à ce que ce vœu soit adopté, mais je tiens à préciser de manière très claire que la Ville de Paris a des partenariats très nombreux avec le capital privé : les sociétés d'économie mixte, les délégations de service public et bien d'autres contrats qui, d'ailleurs, souvent, génèrent des recettes pour la Ville.

Donc, ces partenariats sont efficaces. Il n'est évidemment pas question d'y renoncer.

En revanche, s'agissant des partenariats public-privé au sens de l'ordonnance de 2004, nous n'en avons conclu qu'un seul. C'est celui sur la performance et la rénovation énergétique de cent écoles. Il n'est pas totalement terminé, mais nous avons décidé de ne pas l'étendre après cette première expérience et donc, nous avons nous aussi un jugement nuancé sur les partenariats au sens de l'ordonnance de 2004.

Donc, j'émets un avis favorable.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Même jugement que la Cour des comptes, d'ailleurs.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 291).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au plan pluriannuel d'investissement.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 66 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif au plan pluriannuel d'investissement.

La parole à M. Jean-François LEGARET, pour une minute.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je vais me rattraper, je vais être beaucoup plus bref. Je pense qu'on a déjà fait le débat, et je rappelle que c'est la recommandation n° 1 de la C.R.C.

Je rends hommage à la réponse honnête de Bernard GAUDILLÈRE, qui dit : "C'était très difficile de s'engager sur une programmation pluriannuelle".

Pour des investissements, cela se discute. Lorsqu'il y a des travaux d'entretien, de maintenance, il n'est pas impossible de faire de la programmation pluriannuelle, et je pense que j'aurais nuancé.

En tout cas, c'est une recommandation de la Chambre régionale des comptes, et elle était déjà présente dans le rapport précédent. Donc rien ne vous empêchait de mettre cette recommandation en pratique sur les années précédentes.

Je rappelle que tout à l'heure, Bruno JULLIARD - cela lui a échappé - a parlé du P.I.P.P. Il doit donc exister puisque M. JULLIARD l'a rencontré. Si ce document existe, pourquoi, dans un souci de transparence, ne pas le rendre public ?

Vous avez dit tout à l'heure, Monsieur GAUDILLÈRE, que vous aviez fait un travail rétrospectif de reconstitution des investissements.

Ne parlons pas de l'avenir mais ce travail rétrospectif, rendez-le public. Jouez la transparence au moins jusqu'au bout. Je crois que ce serait utile.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Et voilà que vous avez dépassé votre minute, finalement.

La parole est à M. Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Je vais essayer d'être vraiment très concis.

Sur l'avenir d'abord, vous me dites que l'on peut faire quelque chose sur la maintenance, c'est vrai. Grosso modo, actuellement, année après année, la Ville de Paris dépense à peu près 300 millions pour l'entretien de ses bâtiments publics. On pourrait dire que tout cela continuera.

Mais il y a un problème de principe, Monsieur LEGARET, qui est que personne ici n'est la municipalité des années 2014-2020. Personne n'a la moindre autorité pour s'exprimer au nom d'une municipalité qui va être choisie par les Parisiens de manière libre et démocratique dans quatre mois et demi.

Personne, je le répète, n'a autorité sur ce point.

S'agissant du rétrospectif, les dépenses d'investissement afférentes à chaque équipement sont annexées à tous nos budgets depuis six ans.

S'il s'agit de faire la liste de tout ce que nous avons financé depuis six ans, nous avons donné une synthèse agrégée dans le D.O.B. mais je veux bien faire préparer une liste des équipements qui ont été financés depuis six ans : cela ne me pose aucun problème. Il suffit d'ailleurs que quiconque, dans cette assemblée ou en dehors de cette assemblée, prenne chacun des budgets et fasse la liste des écoles, des crèches, etc. On peut le faire, on va s'y atteler.

Mais je trouve quand même que compte tenu de cette réponse, vous pourriez peut-être retirer votre vœu, Monsieur LEGARET.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Il y a une demande de retrait.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Le vœu est simplement fait pour prendre date, rappeler une recommandation de la C.R.C.

La réponse de Bernard GAUDILLÈRE se suffit donc à elle-même. On peut très bien retirer ce vœu : cela n'a pas beaucoup d'importance formellement.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie, il est donc retiré.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au coût de la réforme des rythmes éducatifs.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 67 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif au coût de la réforme des rythmes éducatifs, et c'est M. LEGARET qui continue, pour une minute maximum.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Nous faisons observer par ce vœu que la masse salariale ne cesse d'évoluer dans la mise en œuvre de la réforme des rythmes.

On avait parlé de 12,3 millions au budget supplémentaire de 2013. Elle est passée à 13,2 selon le vœu qui a été adopté lors de la dernière séance. Mais en réalité, on voit qu'il y a l'attribution de primes : 1.200 euros aux R.E.V., 900 euros aux D.P.A., primes exceptionnelles aux R.E.V. et aux D.P.A., financement des formations, création de 150 postes d'A.S.E.M., etc., tout cela est mentionné dans le vœu.

Je voudrais rappeler que lors de la réunion du C.D.E.N. du jeudi 7 novembre, Mme BROSSEL a annoncé la mise à disposition d'un agent supplémentaire dans les écoles maternelles et polyvalentes, ce qui fait respectivement 312 plus 50, soit 362 agents, si je cite le chiffre exact, pour prendre en charge les réveils échelonnés des siestes, le change et quelques tâches de ménage.

En outre, la présentation remise lors du deuxième comité de suivi parisien de la réforme mentionnait un budget de 32 millions pour 2014, mais on ignore si cela prend en compte les nouvelles mesures.

On vous demande donc très clairement… là aussi, c'est pour l'avenir : on a besoin de le savoir… combien va coûter cette réforme A.R.E. en année pleine ? On ne parle pas de la mise en place de 2013. Combien cela va coûter en année pleine ? En tenant compte des nouvelles mesures que vous avez prises, quel sera le montant de la masse salariale en année pleine pour 2014 ? Et en détail, a minima, le détail des postes créés pour 2013 et pour les années qui suivent.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Monsieur GAUDILLÈRE, vous avez la parole.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Monsieur le Président LEGARET, vous avez tout à fait raison de vouloir le détail, tout à fait, et vous l'aurez ! Simplement, vous l'aurez au budget.

Nous allons avoir un débat budgétaire dans quelques semaines et je vous promets que vous aurez un état extrêmement détaillé de tout ce que pourra coûter, non seulement l'A.R.E., mais n'importe quelle autre dépense. Le document budgétaire est fait pour cela, mais il n'est pas encore totalement arrêté.

J'ai dit, et le Maire de Paris a dit hier que les arbitrages n'étaient pas définitifs. Je ne vais donc pas m'exprimer sur un document qui est en train de se faire.

Sinon, savez-vous ce que vous me diriez si je le faisais ? Vous me diriez que le débat d'orientations budgétaires d'hier n'a servi à rien et que les décisions étaient prises avant !

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Nous entendons les promesses de Bernard GAUDILLÈRE, mais nous maintenons tout de même ce vœu et nous ferons le suivi au moment du budget primitif 2014.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Cette fois, il est maintenu avec un avis défavorable.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2013 DDEEES 207 - Présentation aux conseillers de Paris du compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) pour l'exercice 2012 de la mission Vital'Quartier 1 confiée à la Semaest.

2013 DDEEES 208 - Présentation aux conseillers de Paris du compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) pour l'exercice 2012 de la mission Vital'Quartier 2 confiée à la Semaest.

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la création d'un périmètre Vital'Quartier dans le secteur Frochot-Pigalle (9e).

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous propose d'examiner, en 2e Commission désormais, les projets de délibération DDEEES 207 et 208 concernant les comptes rendus annuels à la collectivité, pour 2012, des missions Vital'Quartier 1 et 2 confiées à la Semaest, sur lequel le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés a déposé le vœu référencé n° 68 dans le fascicule.

La parole est à Mme Laurence GOLDGRAB, qui n'est pas obligée d'utiliser ses cinq minutes.

Mme Laurence GOLDGRAB. - Non, je n'utiliserai pas les cinq minutes mais vous allez être ravis parce que M. Philippe DUCLOUX ne peut pas être présent, donc nous avions convenu de partager notre intervention. Il reçoit au Sénat le prix Territoria d'or pour la mise en place de l'application "Dans ma rue".

Monsieur le Maire, mes chers collègues, la S.E.M.A.EST, créée il y a 30 ans, mène à la demande de la Ville de Paris, une action forte en faveur du développement économique de proximité.

Dans le cadre de cette mission, est née en 2004 l'opération Vital'Quartier, dont le bilan pour l'année 2012 vous est aujourd'hui présenté.

Cette opération unique en France est une démarche véritablement innovante de revitalisation du commerce de proximité. Porteur de richesses économiques, d'emplois et participant indubitablement au vivre ensemble dans nos quartiers, le commerce de proximité doit être une priorité pour notre ville.

Cette opération Vital'Quartier répond à ce besoin. Son objectif est de modifier la structure locale d'implantation des commerces dans 11 secteurs de la ville. Ces zones sont caractérisées par un tissu commercial fragile et un important déficit de diversité des enseignes.

On y observait un processus de disparition progressive des activités commerciales ou un développement endémique de la mono-activité.

À travers une convention publique d'aménagement et de développement économique, la S.E.M.A.EST agit à travers l'acquisition de murs de boutiques qu'elle va ensuite rénover pour implanter des commerces utiles aux habitants et procéder à terme à la revente des acquisitions et réalisations effectuées.

L'ensemble des opérations, j'ajoute, se fait en concertation avec les mairies d'arrondissement, les associations de commerçants et les Conseils de quartier.

Les commerces réinstallés par la S.E.M.A.EST ont d'ailleurs entraîné l'arrivée spontanée de nouvelles enseignes amplifiant les résultats de l'action, et c'est cela le bilan aussi de cette année pour la S.E.M.A.EST.

À titre d'exemple, dans le secteur de Belleville touché par la désertification commerciale et concerné, la première séquence de Vital'Quartier, le nombre de locaux vacants est passé de 303 à 180.

Une deuxième opération, de ce fait, a été lancée en 2008 dans le Quartier latin.

L'objectif plus spécifique sur ce quartier est de maintenir et développer le commerce culturel, ce qui est un autre des objectifs de la S.E.M.A.EST. Cet objectif a été atteint puisque Vital'Quartier a permis d'en enrayer la baisse, ce qui est un signe de possibilité de maintien de ces commerces culturels en souffrance sur notre territoire.

L'opération a d'ailleurs permis d'aller encore plus loin, puisque il y a eu la création dans le quartier Fontaine-au-Roi du pôle Fontaine aux livres lancé en 2006 avec un réseau d'une trentaine d'éditeurs, libraires et diffuseurs qui permettent de mutualiser les moyens comme nous l'avons souvent relevé dans cette assemblée.

Le bilan global présentait au 31 décembre 2012 la maîtrise de 298 locaux pour un total de 35.356 mètres carrés dans le cadre de Vital Quartier 1, et de 74 locaux pour plus de 4.000 mètres carrés dans le cadre de Vital Quartier 2.

Voilà le bilan de cette action aujourd'hui.

Et l'extension des zones d'action de Vital Quartier est un vœu que nous partageons tous, je crois, même si sa généralisation est coûteuse. Une approche par micro quartiers dans d'autres zones notamment périphériques de la ville pourrait être expérimentée pour pallier cette difficulté.

Nous espérons des développements législatifs et réglementaires qui permettront de créer les outils nécessaires et en attendant, il me semble nécessaire aujourd'hui de saluer l'action de la Ville, de Lyne COHEN-SOLAL, qui était porteuse de ce projet pour la défense du commerce de proximité, et l'action de son président Philippe DUCLOUX, bien évidemment.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

La parole est à Mme Pauline VERON, pour une minute.

Mme Pauline VERON, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, le quartier Pigalle côté 9e arrondissement, le sud Pigalle est un quartier en forte évolution depuis plusieurs années avec des points positifs, comme la venue de nombreuses nouvelles familles dans ce quartier, quartier peut-être moins familial autrefois, et la régression d'activités comme les sex-shops et les bars à hôtesses

puisqu'on a vu une baisse d'environ 9 % par an entre 2007 et 2011. La régression également des bars "à chicha" qui étaient une véritable nuisance d'environ 5 % par an, également.

Troisième point positif, une légère augmentation des commerces alimentaires également sur l'ensemble de ce secteur.

Toutefois, un aspect particulièrement négatif s'est accentué ces toutes dernières années, c'est la forte augmentation du nombre des bars festifs dans ce secteur.

Dans certaines rues, les pieds d'immeubles commerciaux sont exclusivement occupés par des bars festifs, comme la rue Frochot, le haut de la rue Pigalle et le haut de la rue Fontaine. Et ce phénomène s'est accéléré au cours des derniers mois.

En février 2010, le Conseil du 9e arrondissement avait voté un vœu afin qu'une étude de la SEMAEST puisse être réalisée sur ce secteur Douai-Fontaine afin que l'on puisse éventuellement créer un nouveau périmètre Vital'Quartier dans ce secteur.

Cette étude a été réalisée à l'été 2011 et a mis en évidence les aspects positifs que je viens de souligner, mais aussi la dimension plus négative que j'ai rappelée.

Et depuis la réalisation de cette étude, la situation s'est aggravée, nous avons non seulement une concentration très importante de bars festifs, mais en plus des nuisances qui sont liées à cette activité des bars que nous essayons de résoudre par ailleurs, à travers le contrat local de sécurité et un partenariat avec la Préfecture de police, mais nous pensons que la création d'un périmètre Vital'Quartier dans ce secteur contribuerait à apaiser la situation et à redonner une autre image à ce quartier.

C'est pourquoi avec Jacques BRAVO, Claire MOREL et l'ensemble du groupe, nous souhaitons la création de ce périmètre Vital'Quartier dans le secteur Frochot-Pigalle, afin de lutter contre la mono activité et les nuisances liées aux bars.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Pour répondre sur ces deux sujets, la parole est à Mme Lyne COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Merci Monsieur le Maire.

Je vois que Vital Quartier, l'opération menée par la SEMAEST, a tellement de succès que je suis même moi un peu dépassée par tous les compliments que nous recevons. Il n'est donc pas nécessaire pour cette communication de revenir sur l'action de la SEMAEST que d'autres villes essaient de copier naturellement, beaucoup de personnes viennent voir comment elles pourraient faire de même.

Je remercie naturellement Mme GOLDGRAB de toutes ses félicitations et de tous les avis qu'elle a donnés, et je donne un avis favorable au vœu présenté pour le 9e arrondissement.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Il y a une explication de vote de Mme BURKLI.

Mme Delphine BURKLI. - Merci, Monsieur le Maire.

J'ai envie de dire, quelle occasion ratée !

En 2011, l'étude réalisée montrait, et le vœu le souligne, une diminution des sex-shops et des bars à hôtesses dans ce quartier du 9e arrondissement. Cette situation, largement imputable au report sur Internet de certaines activités, constituait une occasion unique pour la Municipalité et vous l'avez manquée.

Ces locaux commerciaux auraient pu être récupérés afin d'installer les commerces de quartier qui manquent beaucoup aux habitants, si une opération Vital Quartier avait bien été décidée dès 2010.

La nature ayant peur du vide, ces locaux sont quasiment tous devenus des bars festifs.

Vous auriez pu, si cette étude avait été suivie d'effet, diminuer le nombre de ces bars, donc diminuer les nuisances aux riverains et leur offrir la boulangerie ou la boucherie qui leur manque. Il n'en a rien été.

Pour ma part, je souhaite que ce quartier si emblématique de Paris, compte tenu de son évolution, fasse l'objet d'une attention particulière et soutenue de notre part.

C'est pourquoi je milite pour qu'il bénéficie justement du dispositif Vital Quartier dont je partage les objectifs.

C'était le sens de mon vote positif en 2010 sur ce sujet, c'est la raison pour laquelle je voterai aussi favorablement pour ce vœu comme au Conseil d'arrondissement la semaine dernière.

Malheureusement, jamais le 9e arrondissement n'a bénéficié de cet instrument, contrairement aux 10e et 18e arrondissements voisins. Et pourtant, l'ouverture de nouveaux bars festifs en nombre dans cette zone altère la qualité de vie des riverains. Leur activité nocturne, souvent non maîtrisée, parfois débordante sur les trottoirs, provoque des nuisances difficiles à supporter pour les riverains de l'arrondissement.

Aujourd'hui, à cinq mois des échéances électorales, pour tenter de résorber ce phénomène, on nous fait croire en toute hâte que ce périmètre pourrait bénéficier de ce dispositif. Pourquoi avoir attendu aussi longtemps et pourquoi présenter un vœu et pas un projet de délibération qui serait plus efficace et concluant ?

Je n'ai pas entendu la réponse de Mme COHEN-SOLAL, en tout cas la motivation de son vote positif.

Je doute de l'issue de cette requête et je crois comprendre qu'aucun crédit ne sera accordé par l'Exécutif municipal pour mettre en œuvre cette initiative, donc nous sommes, et je le déplore, dans le pur effet d'annonce.

Je vous remercie, Monsieur BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Mme COHEN-SOLAL veut peut-être ajouter un mot puisque vous l'avez interpellée.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Juste un mot pour rappeler à Mme BURKLI le mode d'emploi de Vital Quartier. Il ne s'agit pas de penser que parce que des commerces changent d'activité, la SEMAEST peut intervenir. Il faut que ces commerces soient en vente et que l'on puisse les préempter. C'est un peu plus compliqué que vous ne le pensez.

Merci.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 292).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEEES 207.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DDEEES 207).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEEES 208.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DDEEES 208).

Je vous remercie.

2013 DDEEES 211 - Subvention (28.000 euros) et convention avec l'association des commerçants Lamarck Caulaincourt (18e) pour les illuminations de fêtes de fin d'année 2012.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous examinons à présent le projet de délibération DDEEES 211 relatif à l'attribution d'une subvention et d'une convention avec l'association des commerçants Lamarck Caulaincourt (18e) pour les illuminations des fêtes de fin d'année 2012.

La parole est à M. Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire, ce n'est pas sur ce projet de délibération d'ailleurs précisément, c'était à la première de toutes celles qui avaient pour objectif de financer les illuminations des fêtes de fin d'année, nous sommes d'ailleurs tout à fait favorables à ces subventions.

Simplement, je tenais à profiter de cette occasion pour rappeler que nous avons fait voter un vœu qui demande que ces illuminations ne commencent que début décembre et se terminent début janvier.

Or j'ai encore vu cette année, à mon grand regret, que sur les Champs-Élysées l'inauguration des illuminations aurait lieu le 21 novembre, c'est-à-dire 10 jours trop tôt, et je regrette que nous ne respections pas les vœux que nous votons dans cette Assemblée, c'est vraiment dommage même si je remarque que beaucoup d'associations de commerçants ont commencé à retarder un peu leurs illuminations. Il est dommage que nous ne donnions pas l'exemple parce que la Mairie sera officiellement représentée le 21 novembre et nous devrions dire aux gens des Champs-Élysées que rien n'est possible avant le 1er décembre.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - La parole est à Mme Lyne COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Je vais répondre à cette interrogation de la même façon que j'avais répondu l'année dernière. Nous faisons le maximum pour faire respecter ce vœu et comme vous l'avez remarqué, il est respecté par beaucoup de monde.

Les Champs-Élysées décident d'ouvrir 10 jours avant.

Monsieur GAREL, allez leur dire qu'il ne faut pas ouvrir 10 jours avant, je le fais chaque année, ils respectent ou pas.

Nous ne payons que 30 % des subventions pour ces illuminations et ce sont les commerçants qui paient le reste avec leurs sponsors.

Nous faisons notre possible, mais ils fermeront plus tôt que d'habitude, donc normalement ce sera terminé le 8 janvier, alors que d'habitude c'était beaucoup plus tard.

Donc, il y a des petits progrès. Apprécions-les. En tout cas, je vous demande de bien vouloir voter la subvention pour l'association "Lamarck-Caulaincourt" qui j'espère vous tient à cœur.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEEES 211.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstention ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DDEEES 211).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au respect de l'interdiction des étalages (17e).

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 69 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif au respect de l'interdiction des étalages dans le 17e arrondissement.

La parole est à M. KLUGMAN.

M. Patrick KLUGMAN. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu est relatif à l'interdiction des étalages sur le tronçon de l'avenue de Clichy entre la place de Clichy et La Fourche. Il fait écho à un vœu que nous avons déjà déposé en juin dernier pour demander que cette interdiction soit strictement respectée par tous les commerçants et que soit donc appliqué le nouveau règlement parisien des étalages et terrasses voté en 2011.

Or, la mairie du 17e arrondissement continue à vouloir maintenir des autorisations qu'elle a accordées pour des étalages de fruits, de légumes, de fleurs ainsi que pour les librairies. Elle oppose une fin de non-recevoir à la demande que nous lui faisons de faire appliquer une interdiction totale des étalages sur ce tronçon.

Cette partie de l'avenue de Clichy est empruntée par de nombreux chalands, dont il convient d'améliorer la sécurité à l'occasion de leurs déplacements. Les habitants et les associations du quartier se sont d'ailleurs fortement mobilisés en faveur d'un désencombrement des trottoirs et d'une amélioration des circulations piétonnes. Ils souhaitent la disparition des problèmes d'accessibilité, notamment pour les personnes à mobilité réduite, et des nuisances tant en matière de propreté que sur le plan esthétique.

Le Comité de suivi des travaux de l'avenue de Clichy a pour sa part réaffirmé le principe de l'interdiction totale. Cette disposition devra en outre être inscrite dans la future charte du commerce dont l'objectif est de dynamiser le commerce et l'animation de l'avenue.

Nous souhaitons donc que la mairie du 17e arrondissement clarifie sa position, qu'elle fasse respecter par tous cette interdiction des étalages afin que l'avenue de Clichy, conformément à la volonté du Maire de Paris de moderniser l'espace public et d'équilibrer son partage entre les différents usages, devienne elle aussi un espace embelli et apaisé.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Pour répondre, la parole est à Mme Lyne COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous allons donner un avis favorable à ce vœu, dans la mesure où nous avons travaillé avec tout le monde pour que le retrait des étalages sur l'avenue de Clichy soit effectif. Des courriers ont été adressés à Mme la Maire du 17e arrondissement, M. le Maire du 18e. Nous avons fait en sorte aussi que chaque commerçant reçoive un courrier dans lequel notre service l'informe des motifs pour lesquels il a été décidé de retirer l'autorisation d'étalage.

Nous avons presque partout gagné la partie, mais effectivement pas partout et M. KLUGMAN a raison de s'en inquiéter. C'est pour cela que nous avons renforcé encore la surveillance et que les deux inspecteurs concernés du 17e et du 18e tiennent un tableau mensuel de leurs passages sur le site et des verbalisations.

Comme je le disais tout à l'heure, j'émets un avis favorable à ce vœu. Merci.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

La parole est à M. BENESSIANO pour une explication de vote.

M. Hervé BENESSIANO. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voulais simplement rappeler que depuis 2001, avec tout d'abord Mme Françoise de PANAFIEU, la majorité municipale du 17e a donné un avis défavorable à tout étalage sur l'avenue de Clichy et a fait de nombreuses fois sanctionner les commerçants qui ne respectaient pas cette interdiction, par les agents de Morland. Mme Brigitte KUSTER, maire depuis 2008, a suivi la même politique depuis cette époque.

Les seules autorisations qui ont été accordées pour un an renouvelable, si les comportements sont corrects, sont les commerces de bouche et les fleuristes qui ont besoin aussi d'utiliser un peu d'extérieur pour leurs produits. Ce sont les seuls et encore avec toujours l'épée de Damoclès à la fin de la première année, car s'ils ne se comportent pas comme convenu, il est évident que leur autorisation leur est retirée.

Je précise qu'en l'occurrence, il s'agissait du secteur entre La Fourche et la place de Clichy qui n'est pas concerné par les commerces de bouche notamment, il est évident que la mairie du 17e, et là je contredis ce que disait M. KLUGMAN il y a un instant, il est évident que nous avons toujours eu la même politique d'interdiction depuis 2001.

Donc, nous resterons sur cette position de non-autorisation pour les commerces et les étalages sur l'avenue de Clichy, dont nous nous félicitons par ailleurs de son embellissement.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie pour ce dernier point en tout cas.

Nous allons voter ! Le débat est assez clair, nous avons compris les positions des uns et des autres.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 293).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au devenir du marché de Joinville (19e).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au marché de la place de Joinville (19e).

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n° 70 et n° 71 dans le fascicule, déposés par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et U.M.P.P.A., relatifs au marché de Joinville, dans le 19e arrondissement.

La parole est à M. François DAGNAUD, pour une minute maximum.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire, de votre invitation.

Le marché alimentaire de Joinville connaît un succès populaire qui n'a jamais été démenti, et pour autant reste à la source de nuisances pour les riverains qui ne sont pas acceptables.

La mairie du 19e arrondissement a pris depuis longtemps ses responsabilités en prenant l'initiative d'échanges permanents avec les services municipaux concernés, les pompiers, la police, les délégataires du marché et en concertation avec le conseil du quartier du bassin de la Villette. Un certain nombre de décisions ont été d'ores et déjà actées qui permettent de stabiliser la situation. J'ai notamment à l'esprit le non-remplacement des commerçants partant en retraite, l'amélioration des interventions de propreté, des contrôles réguliers du stationnement et l'ouverture du stationnement de la rue Jomard le dimanche, etc.

Pour autant, si nous avons réussi à stabiliser la situation, je suis le premier à rappeler qu'elle n'est guère satisfaisante et qu'il importe maintenant de définir une stratégie qui garantisse un fonctionnement durablement apaisé du marché pour les riverains sur le long terme.

Oui, je propose de dédensifier le marché de Joinville. Oui, je pense qu'il faut dégonfler le marché de Joinville.

Je refuse d'opposer les quartiers du 19e entre eux et l'idée de délocaliser les nuisances du marché de Joinville sur l'avenue de Flandres, au risque de les multiplier, ne résiste pas à l'analyse. Il est évident que ce transfert entraînerait des risques accrus de débordement du marché, générerait une asphyxie du stationnement et de la circulation, et multiplierait les conflits récurrents avec les usages conviviaux dont l'avenue de Flandres fait régulièrement l'objet. Le remède serait pire que le mal.

L'objet de ce vœu voté à la majorité du Conseil du 19e arrondissement est donc de prendre appui sur la perspective, à court terme maintenant, du renouvellement de la concession du délégataire pour engager un mouvement de dégonflement, de dédensification du marché en prenant appui sur la montée en puissance du marché Curial-Cambrai à la faveur du nouveau quartier qui se construit en périphérie.

Merci.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

A présent, la parole est à M. GIANNESINI pour nous présenter le vœu n° 71. Une minute !

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Merci, Monsieur le Maire.

Je l'ai déjà présenté au dernier Conseil de Paris, au dernier Conseil d'arrondissement. Effectivement c'est l'implantation du marché de la place de Joinville qui provoque de nombreuses nuisances générées par ce marché, des nuisances sonores diurnes et nocturnes, souvent dès une heure du matin, des problèmes d'hygiène (pollution, déjections canines, détritus), des problèmes de sécurité (accès pompiers, circulation, stationnement, notamment des camions ayant aussi accès au parking), des problèmes de voirie (trottoirs défoncés, poteaux arrachés) du fait du stationnement des camions.

Ces nuisances sont connues. La délégation de service public pour l'exploitation de ce marché a été conclue en 2008 sans les prendre en compte. La situation s'est aggravée ces deux dernières années. Le marché est devenu trop petit pour que les clients puissent y circuler convenablement. Les riverains, les clients et les commerçants seraient favorables au transfert de ce marché.

Ce vœu a été déposé au dernier Conseil et, comme cela se fait dans beaucoup d'arrondissements (11e, 13e, 17e, dans le 13e il y en a deux d'ailleurs) il y a par ailleurs beaucoup de vide-greniers qui sont organisés et qui ne provoquent pas plus que cela de désagréments. C'est pourquoi je vous propose de voter le vœu pour que ce marché de Joinville soit transféré sur le trottoir central de l'avenue de Flandres.

Merci.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Pour vous répondre, la parole est à Mme Lyne COHEN-SOLAL qui regagne sa place et qui répond.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous avons entendu les vœux du maire du 19e arrondissement et le vœu de M. GIANNESINI. Pour toutes les raisons qui sont données dans le vœu et présentées par M. DAGNAUD, je crois que je vais donner un avis favorable à cette proposition qui me semble la plus raisonnable, et un avis défavorable au vœu de l'U.M.P.P.A. qui propose le déménagement pur et simple de ce marché, ce qui n'est pour nous pas tout à fait raisonnable.

Merci beaucoup.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Il y a une explication de vote de M. GIANNESINI et mon grand laxisme l'autorise. Vous savez que normalement un orateur ne reprend pas la parole sur son vœu, mais il m'a promis une reprise de parole très rapide.

Monsieur GIANNESINI ?

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Merci, Monsieur le Maire.

Je ne suis pas sûr du tout que le fait de transférer le marché sur l'avenue de Flandres va transférer automatiquement les nuisances, d'une part parce que l'avenue de Flandres est plus large et d'autre part parce que l'organisation même va transformer le marché, et donc va créer beaucoup plus de fluidité.

Voilà, donc, nous voterons contre le vœu n° 70.

Merci.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Alors, je crois que c'est clair.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 294).

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2013 DDEEES 24 - Renouvellement du dispositif d'aide à la création associative étudiante.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous examinons à présent le projet de délibération DDEEES 24 concernant le renouvellement du dispositif d'aide à la création associative étudiante.

La parole est à M. Jean-Baptiste MENGUY, qui n'est pas non plus obligé d'utiliser ses 5 minutes.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Il ne va pas les utiliser, Monsieur le Maire, vous pouvez compter sur moi.

C'est un projet de délibération qui fait écho à un débat que nous avons eu l'année dernière et pour lequel, si je comprenais l'esprit du projet de délibération, j'avais émis un certain nombre de réserves sur le fond et sur la forme.

Il faut faire très attention, lorsqu'il s'agit d'attribuer des subventions à des associations. L'exemple fâcheux des rythmes scolaires vient de nouveau le confirmer, c'est-à-dire qu'il ne faut pas attribuer n'importe quel montant à n'importe quelle structure et dans n'importe quelles conditions.

Les réserves que j'avais l'année dernière étaient surtout de deux ordres.

Le premier, c'est que c'est compliqué, je crois, de décider d'une subvention a priori, c'est-à-dire avant la création. On peut faire des vérifications de manière rétroactive, comme vous l'aviez expliqué, Monsieur GUILLOT, mais je pense que, dans l'esprit même, cela ne correspond pas à ce que doit être une subvention à une association et, de façon plus générale, à la règle du service fait.

Donc, pour ces raisons, nous avions émis des réserves et nous nous étions abstenus sur la délibération l'année dernière.

Je constate que les choses n'ont pas évolué cette année, que nous restons sur cette idée au principal d'une attribution a priori pour une association ou alors pour des étudiants qui souhaitent créer une association.

Moi, je crois que ce n'est pas prendre la question par le bon bout ; je préférerais une attribution clairement a posteriori.

Deuxième point : c'est sur les conditions d'attribution, sur cette commission qui est composée de représentants de la Mairie de Paris notamment. Les élus de l'Opposition ne peuvent pas y siéger. Evidemment, on le regrette. Et l'instruction est diligentée par la Maison des initiatives étudiantes qui, on ne peut pas dire, fasse preuve d'une efficacité irréprochable dans ses actions et pour lesquelles les modalités de fonctionnement n'ont jamais été très satisfaisantes.

Enfin, sur le montant réservé par ce projet de délibération, vous nous expliquez qu'en 2013, c'étaient 30.000 euros qui étaient prévus pour 100 associations potentiellement bénéficiaires. Et puis, vous dites : 81 dossiers ont été présentés et seulement 63 ont été sélectionnés. Mais, pour autant, vous décidez d'élargir l'aide cette année en augmentant le montant et en permettant l'allocation de subventions à des associations et à des étudiants relevant des académies de Créteil et de Versailles.

Et là, je suis désolé, mais je ne peux pas vous suivre sur ces deux aspects !

D'abord, s'il y a moins d'associations retenues que prévu, cela veut dire que l'enveloppe n'a pas été complètement utilisée, ou alors cela veut dire que le plafond de la subvention qui était de 300 euros a été élevé ou surélevé sans que l'on ait eu un débat dans cette enceinte.

A vous de me dire ce qui il en est.

Et puis, si on estime que ce qui est important, c'est d'aider à la création d'associations d'étudiants parisiens, je ne vois pas au nom de quoi est-ce qu'on aiderait… enfin, je n'ai rien contre les académies de Créteil et de Versailles mais, si on augmente le montant, autant que ce soit pour accueillir plus d'associations parisiennes et pas pour "aller faire la retape" dans les académies voisines. Je sais bien que l'on est à l'heure de la métropole mais, puisque vraisemblablement on n'a même pas atteint la jauge avec les associations parisiennes, on peut peut-être plutôt faire un effort de promotion auprès des associations parisiennes, plutôt que de tout de suite considérer qu'il faille aller plus large aux académies de Créteil et de Versailles.

Donc, je pense que ce projet de délibération confirme les réserves et les limites du précédent dispositif et surtout n'apporte aucune réponse, je le dis, sur les motivations d'élargir à d'autres académies.

D'ailleurs, est-ce que les autres Départements ou académies ont des dispositifs similaires ? Si elles n'en ont pas, elles n'ont qu'à en créer un ! Je ne vois pas pourquoi ce serait Paris qui donnerait ce genre de subvention pour 10.000 euros. Si les 9.900 euros supplémentaires sont prévus pour les autres académies, moi, je considère que ce n'est pas utile.

Merci de nous éclairer et sur cet élargissement et sur le manque de résultat, si j'ose dire, du dispositif de l'année dernière mais, en tout état de cause, les réserves de l'année dernière n'ayant pas été levées, nous nous abstiendrons sur ce projet de délibération, dont, je rappelle en conclusion, je comprends l'esprit mais qui, à mon avis, est loin du compte.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Pour répondre, la parole est à M. Didier GUILLOT.

M. Didier GUILLOT, adjoint. - Merci, Monsieur le conseiller.

Je dois dire que je ne vois pas bien ce que je pourrais apporter de plus que la dernière fois, puisqu'il se trouve que... mais je vais, du coup, réexpliquer les objectifs.

L'objectif de ce dispositif, quitte à se lancer, était de permettre effectivement aux associations étudiantes de pouvoir être dynamisées et de se "booster", de se lancer très rapidement, dans la mesure où l'essentiel des demandes que le Bureau de la vie étudiante avait à connaître auparavant étaient des demandes pour de petites associations, pour des projets. D'ailleurs, ceux que je présente en 2e Commission, la plupart du temps, ce sont de petits montants pour de petites associations, notamment dans le champ culturel.

On se rend bien compte, notamment pour les associations culturelles, qui sont d'ailleurs les premières bénéficiaires de ce dispositif, que, quand il s'agit de monter, en gros, un mini-festival, une initiative bornée dans le temps… ou en tout cas, le temps d'administration de nos subventions, qui est quand même de cinq à sept mois, ne correspond pas du tout au temps étudiant et au temps d'un cycle universitaire qui est souvent d'un peu plus de six mois.

Donc, il s'agissait de réagir à la façon dont le Bureau de la vie étudiante traitait toutes ces demandes depuis longtemps. Finalement, d'ailleurs, on donnait des sommes parfois plus élevées parce que, quand on administre pendant cinq à six mois un dossier pour des subventions finalement mineures, cela nous paraissait effectivement complètement décalé, donc on a souhaité s'adapter.

Le dispositif, je l'assume parfaitement, était expérimental. Donc, quand on a identifié, avec les associations et avec les M.I.E., l'enveloppe globale et le montant, on propose de l'ajuster là aujourd'hui parce que, effectivement, concernant le montant, les associations qui en ont bénéficié, nous ont toutes dit que 300 euros, c'était un peu juste pour l'objet qui était de pouvoir déposer les statuts, de pouvoir ouvrir un blog, une page, des outils de communication, voire de lancer leur premier projet.

Donc, on s'adapte effectivement à la réalité parce que, quand on lance une expérimentation de ce type-là, par définition, on ne peut pas avoir juste au premier coup. L'offre et la demande, vous savez comme moi ce que c'est, et on adapte l'offre à la demande. En l'occurrence, il se trouve que ce dialogue se fait de manière permanente avec les associations.

"L'administration", entre guillemets, de ces associations se fait a priori, effectivement, par une commission dans laquelle il y a un représentant de la DS, un représentant de la DJS, un représentant de la DUCT, des représentants de la vie étudiante d'université, en l'occurrence Paris VII et Paris III, deux représentants du C.R.O.U.S. de Paris, deux élus d'organisations étudiantes représentatives et, effectivement, de mon cabinet qui suit cela de près.

Pour le reste, l'expérience montre la satisfaction de toutes les associations qui ont commencé, si je puis dire, à essuyer les plâtres de ce dispositif. Elles sont très satisfaites et le pari, qui était celui que nous avions fait, est plutôt réussi puisque, effectivement, la plupart de ces associations se sont, depuis, inscrites à la M.I.E. et ont démarré une

activité intéressante, pour la plupart d'entre elles. Même, 31 d'entre elles ont déjà fait le choix de la M.I.E. comme siège social et c'est un service, d'ailleurs, qui est très important pour elles.

Vous avez remarqué dans votre intervention, et je ne peux pas laisser passer cela parce que ce n'est pas la première fois depuis le début de cette mandature, vous avez à nouveau attaqué, je le dis très clairement ici, gratuitement l'objet de la M.I.E.

Je sais que vous ne devez pas y aller souvent. En tout cas, cette maison est faite pour les associations étudiantes. Je n'en connais pas une seule qui ait à se plaindre des services de la M.I.E., aussi bien la M.I.E. rue des Tournelles que celle du Labo 13.

J'en profite d'ailleurs pour annoncer que, dans quelques mois, nous ouvrirons une nouvelle antenne de la M.I.E. qui sera située 76 bis, rue de Rennes, qui sera un service dédié à l'audiovisuel pour permettre aux associations de développer des courts métrages, des clips et des outils audiovisuels, ce qui est très important dans leur communication.

Ce lieu sera couplé à un autre lieu dédié à l'entrepreneuriat étudiant.

Puisque, ce matin, nous avions un débat sur l'entrepreneuriat étudiant, c'est vrai que mon collègue M. Christian SAUTTER a omis de faire l'annonce, donc je la fais ici, du fait que, sur ce lieu, il y aura un lieu dédié à l'entrepreneuriat étudiant qui aura d'ailleurs le label du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Il sera piloté par le PRIL et ouvert sept jours sur sept. En tout cas, c'est un très beau lieu qui répond tout à fait à la demande qui avait été faite ce matin, ici, en Conseil de Paris. Honnêtement, je ne comprends toujours pas et je ne sais pas si je comprendrai un jour vos attaques qui sont faites sur ce service, parce qu'en tout cas, les associations étudiantes, et cela fait maintenant bientôt six ans que je travaille avec l'ensemble des associations étudiantes, je n'en ai jamais vu une qui ait à se plaindre de la qualité du service de la M.I.E. dans son ensemble, de l'équipe de la M.I.E., qui est un service ouvert tous les jours jusqu'à 22 heures, le samedi compris, et dans le cas de celle qui va ouvrir rue de Rennes, ce sera même le dimanche.

Je précise également, parce que c'est une remarque que vous aviez faite dans d'autres interventions préliminaires de ce type, que nous avons également fait un compte rendu d'activité, ce qui était votre demande, un rapport d'activité, qui a été envoyé à tous les conseillers de Paris au mois de juin, et là encore, si vous avez des attaques précises, faites-les, mais soyez précis, parce que, sinon, cela s'appelle de l'insinuation ou de la calomnie, et pour les équipes qui travaillent de façon extrêmement forte et sur des timings particulièrement durs, je trouve cela particulièrement déplacé.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEEES 24.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DDEEES 24).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au devenir de la parcelle 13 rue Santeuil (5e).

Vœu déposé par M. TIBERI, Mme BACH et M. SAINT-ETIENNE relatif au centre Censier de l'Université Sorbonne Nouvelle, Paris III (5e).

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous passons à l'examen de vœux non rattachés ; les vœux référencés n^{os} 72 et 73 dans le fascicule, déposés respectivement par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés et par M. TIBERI, Mme BACH et M. SAINT-ETIENNE, ont trait au centre Censier de l'université Sorbonne Nouvelle, rue Santeuil.

La parole est à Mme Lyne COHEN-SOLAL, pour une minute.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Naturellement, vous n'êtes pas sans ignorer, mes chers collègues, que depuis de nombreuses années, le fonctionnement du bâtiment du centre universitaire Censier Sorbonne Nouvelle est très dégradé et ne répond plus du tout aux fonctionnalités attendues pour un site universitaire moderne, en particulier au regard des activités des personnels, des enseignants et des étudiants.

L'entretien de ce bâtiment est devenu difficile et coûteux du fait des matériaux amiantés, heureusement confinés, mais difficiles à manipuler sans procédure spécifique.

Il y a donc très longtemps que nous savons que Censier doit, non seulement être refait, mais déménagé, et nous n'avons jamais trouvé dans le 5e arrondissement 35.000 mètres carrés qui nous permettent de le faire sur place.

Face à cette situation, la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a annoncé récemment le transfert de Censier dans le 12e arrondissement en 2020.

Forts de cette décision, nous demandons au Maire de Paris aujourd'hui que la Ville engage dans les meilleurs délais une modification du P.L.U., afin de permettre la mise en œuvre d'un grand projet d'intérêt général concerté autour de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la vie étudiante, du logement étudiant ou de l'innovation sur la parcelle située au 13, rue de Santeuil et actuellement occupée par Paris III Sorbonne Nouvelle.

Je vous remercie de bien vouloir adopter ce vœu très important pour l'avenir du 5e arrondissement.

Merci.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - La parole est à M. Jean TIBERI, pour une minute maximum.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, je suis stupéfait. Le quartier latin, c'est un ensemble d'universités ; c'est la première fois qu'un Gouvernement, avec l'accord de la Mairie de Paris et de la candidate du Parti socialiste dans le 5e, Présidente de l'université, a décidé de supprimer cette université dans le 5e et de la transférer totalement dans le 12e.

Il y a eu de nombreuses réunions de concertation avec tous les élus, de gauche, de droite, des représentants de la Ville, du Rectorat, nous avons étudié toutes les possibilités, tout le monde était d'accord pour désamianter, pour restructurer, en attendant de trouver un terrain, qui était prévu dans le 5e ou dans le 12e, et, bien entendu, de revenir ensuite à Censier. Supprimer une université, c'est sans précédent.

Supprimer ce centre Censier, il y a entre 15.000 et 20.000 habitants, c'est une atteinte grave au patrimoine historique, culturel et universitaire du 5e.

D'ailleurs, le Gouvernement, la Mairie de Paris, qui a accepté ce départ, aurait pu envisager une concertation avec les habitants. Il n'y a eu aucune concertation.

Le Parti socialiste, dans le 5e, parle souvent de démocratie participative, du dialogue. Eh bien, une fois de plus, la décision a été prise sans qu'il y ait concertation, sans qu'il y ait information. C'est une atteinte grave au 5e arrondissement et à tout ce qui représente la culture et l'histoire du 5e arrondissement ; nous protestons, et d'ailleurs, il y a eu un vœu voté par le Conseil d'arrondissement à l'unanimité. Même l'opposition socialiste n'a pas cru devoir s'opposer et s'est abstenue sur ce texte ; c'est un précédent particulièrement grave que nous dénonçons.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Pour répondre, la parole est à M. Jean-Louis MISSIKA.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint. - Cher Monsieur TIBERI, je suis toujours impressionné par vos talents d'orateur et vos talents de comédien. Vous jouez la comédie, absolument. Je vais vous expliquer pourquoi, mais avant cela, je voudrais juste rappeler quelque chose d'extrêmement important.

Ce bâtiment de Censier, cela fait plusieurs dizaines d'années que l'on sait qu'il doit être rénové, pour des raisons de santé publique, et les Gouvernements précédents n'ont jamais rien fait, et j'irai même un tout petit peu plus loin, cela fait près de 15 ans qu'il ne se passe rien.

Il y a eu deux tentatives de transférer Censier, sur l'îlot Poliveau, tentatives auxquelles vous vous êtes opposés. Absolument ! Sur l'îlot Poliveau, vous vous êtes opposés à ces tentatives, l'une, d'ailleurs, qui était portée par la Ministre du Gouvernement FILLON, Valérie PECRESSE, et j'ai là des citations de votre part ou de la part d'un autre élu…

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Quelles citations ?

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint. - Je peux vous citer, par exemple, Dominique TIBERI, je ne sais pas si vous le connaissez, qui, dans un conseil de quartier, en décembre 2012, dit : "nous serions tout à fait rassurés de savoir que les réserves foncières du muséum seront préservées et que Censier louera des locaux ailleurs dans Paris".

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Eh bien voilà !

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint. - Laissez-moi terminer, Monsieur TIBERI, s'il vous plaît. Je ne vous ai pas interrompu.

Je voudrais juste vous dire ceci : on sait par expérience, à travers Jussieu, qu'il n'y a pas de système plus coûteux que les locaux tampons. Jussieu est un désastre financier à cause des locaux tampons, et donc la seule solution pour l'université de Censier, c'est un transfert définitif. Ce transfert définitif aurait pu avoir lieu sur l'îlot Poliveau, vous vous y êtes opposé.

Le transfert de Censier se fera dans le 12e arrondissement, et là, je voudrais vous dire quelque chose d'extrêmement important : Paris n'est pas une ville avec un seul quartier universitaire, Paris a plusieurs quartiers universitaires. Absolument !

Les habitants du 13e arrondissement se réjouissent d'avoir une université : l'université Paris Diderot, qui, auparavant, était installée à Jussieu, donc dans le 5e arrondissement. Quand vous dites que c'est la première fois qu'une université est transférée d'un arrondissement à un autre arrondissement, c'est complètement faux, l'université Paris Diderot a été transférée du 5e arrondissement dans le 13e arrondissement.

Je vais vous donner un autre exemple : l'université de Paris I, qui va s'installer dans le 18e arrondissement, à la porte de la Chapelle, pour une partie de ses enseignements, et qui va s'installer dans le campus Condorcet.

Pourquoi est-ce que j'insiste sur ce point ? Tout simplement parce que Paris est une ville universitaire, il y a 320.000 étudiants à Paris, ils ne sont pas tous dans le 5e arrondissement, ils sont un peu partout dans Paris, et c'est une excellente chose, et je dirai même que l'université, demain, sera une université du Grand Paris, parce qu'elle sera également, pour ce qui concerne le campus rive gauche, installée du côté d'Ivry, et pour ce qui concerne le campus Condorcet, installée sur Aubervilliers.

Alors, je voudrais terminer sur la chose suivante.

D'abord, nous devons nous réjouir qu'une solution ait été trouvée pour Censier, parce que c'est un problème de santé publique, et de ce point de vue-là, c'est important que l'on puisse enfin s'attaquer au problème de Censier.

Deuxièmement, rappeler que nous devons effectivement avoir un grand projet universitaire pour Censier, c'est tout à fait possible et c'est ce qui est demandé par Lyne COHEN-SOLAL, c'est-à-dire que le P.L.U. soit modifié pour que le site de Censier soit préservé et soit fléché grand quartier universitaire, et nous avons déjà des possibilités extrêmement intéressantes. Vous savez comme moi que les étudiants n'ont pas de lieu pour travailler aujourd'hui, que ce soit dans le 5e arrondissement ou ailleurs, il suffit de voir les files d'attente qu'il y a les week-ends devant les bibliothèques municipales ou devant la bibliothèque de Beaubourg de la part d'étudiants qui ont besoin d'espace pour travailler, donc on peut imaginer un learning center.

Je pense qu'il faut effectivement s'attaquer extrêmement sérieusement au devenir de Censier, nous allons le faire, peut-être avec les élus du 5e arrondissement si jamais ils sont prêts à travailler avec nous, les élus de l'UMP, parce qu'il est fondamental que Censier garde sa vocation universitaire, et Censier gardera sa vocation universitaire, mais l'université n'est pas figée à Paris, elle peut se déplacer, il peut y avoir de nouveaux projets, et c'est exactement ce que nous allons faire. C'est pour cela que j'émets un avis défavorable à votre vœu, un avis favorable au vœu de Mme Lyne COHEN-SOLAL.

Oui, il faut modifier le P.L.U., oui, il faut un grand projet universitaire pour Censier, non, il n'est pas gravé dans le marbre que l'université de la Sorbonne Nouvelle soit installée dans le 5e arrondissement. Elle peut également être installée dans le 12e arrondissement, où elle y sera très bien.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Normalement, il n'y a pas d'explication de vote sur un vœu que vous avez vous-même présenté.

Je vous donne la parole pour un temps très bref.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Il y a eu une large concertation, il y a eu deux concertations où il y avait des centaines d'habitants.

Jamais les représentants de la Ville n'ont proposé la suppression de Censier, jamais !

Deuxième observation importante, vous parlez de concertation. Dites-moi pourquoi il n'y a jamais eu de concertation avec la Ville, avec l'État, pour nous proposer cette solution. Cela s'est fait dans le secret, en catimini. C'est une atteinte grave à la démocratie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Effectivement, vous avez été bref. Je crois que les échanges ont montré les différentes approches et ils sont assez clairs de ce point de vue.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 295).

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par M. TIBERI, Mme BACH et M. SAINT-ETIENNE, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je vous remercie.

Un petit changement de présidence, et on continue.

(M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, remplace M. Julien BARGETON au fauteuil de la présidence).

2013 DVD 107 - Signature avec la société Vinci Park CGST du contrat de concession pour l'exploitation du parc de stationnement Marigny Vincennes (94).

Vœu déposé par M. CORBIERE et Mme SIMONNET relatif à la municipalisation des parkings souterrains.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Nous examinons maintenant, en 3e Commission, le projet de délibération DVD 107 relatif à l'exploitation du parc de stationnement Marigny-Vincennes, sur lequel M. CORBIERE et Mme SIMONNET ont déposé le vœu référencé n° 86 dans le fascicule.

La parole est à Alexis CORBIÈRE, pour cinq minutes.

M. Alexis CORBIÈRE. - Je remercie le président de séance de m'accorder cette faveur, en quelque sorte, de regrouper et de profiter de ce projet de délibération pour, à propos des parkings souterrains, me donner la parole. Cela rebondit, si je puis dire, sur ce que disait tout à l'heure M. GAUDILLÈRE quand il évoquait les P.P.P., mais en même temps, nous avons des liens avec les entreprises privées, et notamment des D.S.P.

C'est le cas de Vinci, et j'observe que près de 70 % des parkings souterrains sont des D.S.P. faites avec le groupe privé Vinci. Cela a pour conséquence que bien souvent, pour les Parisiens, ces tarifs sont très significativement plus élevés qu'en province. 3,11 euros en moyenne à Paris et bien souvent, 1,71 euro en moyenne en France.

Voilà pourquoi, pour aller à l'essentiel, nous pensons qu'il est temps de remettre à plat tout cela et que toutes ces D.S.P. concernant la gestion des parkings souterrains, et notamment ceux de Vinci, soient dans les plus brefs délais renégociées et que nous puissions notamment nous engager vers une municipalisation de la gestion de ces parkings, ce qui respecterait l'intérêt général et permettrait aux Parisiens de payer moins cher.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre, la parole est à M. Julien BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Nous passons au vœu n° 86, pour suivre la séance. J'émets un avis défavorable sur ce vœu.

La construction et l'exploitation de parkings est un marché concurrentiel. Le chiffre d'affaires dégagé par l'activité des parkings permet de financer la rénovation des ouvrages. Les redevances que les exploitants versent à la Ville permettent de financer des investissements dans tous les domaines de la Ville : des crèches, etc.

Les redevances issues des parkings ne sont pas affectées à la seule politique de stationnement.

Le choix de la Ville a donc été le recours à des délégations de service public pour faire appel à l'expertise de tous les opérateurs plutôt que la création d'une régie.

La mise en concurrence des contrats se fait dans des conditions favorables pour la collectivité car le secteur est très concurrentiel. Cinq offres minimum sont soumises pour chaque D.S.P., il y a un engagement des opérateurs, il y a des redevances versées à la Ville.

J'ajoute que pour chaque procédure de délégation de service public, la D.V.D. saisit la commission consultative des services publics locaux de la Ville. Or, la C.C.S.P.L. est composée des services de la Ville et de nombreuses associations. Jusqu'à présent, cette commission ne s'est jamais exprimée contre le recours à des contrats de délégation de service public pour la construction et l'exploitation de parkings.

Vous le savez également, la Ville de Paris dispose d'une S.E.M. dédiée au stationnement, la S.A.E.M.E.S., qui intervient dans ce champ concurrentiel.

Enfin, je tiens aussi à vous répondre sur la question posée sur les tarifs pour tordre le cou une nouvelle fois à l'idée reçue selon laquelle les tarifs horaires dans les parkings parisiens seraient trop élevés.

Ces tarifs ne sont pas fixés de façon aléatoire, mais plutôt en fonction d'équilibres locaux entre ce qui est pratiqué sur la voirie et dans l'offre privée. Je trouve curieux, venant de votre sensibilité, que nous en soyons encore à ce débat auquel normalement, les élus de l'U.M.P., et maintenant leur candidate, nous ont habitués.

Car au fond, quel est le problème ? Nous savons tous ici que la réduction des tarifs n'engendrera rien d'autre qu'une facilitation de l'usage de la voiture, donc plus d'encombrements et plus de pollution. J'ai l'impression que parfois les conservatismes se nichent partout.

Si c'est favoriser l'usage de la voiture que vous recherchez, je pense qu'il faut le dire en ces termes. Ce n'est en tout cas pas le choix que le Maire de Paris a fait depuis 2001 en abordant cette question avec rigueur, c'est-à-dire en prenant en compte chaque contexte local et en encadrant la création d'offres de stationnement supplémentaire.

Pour l'ensemble de ces raisons, à la fois sur nos pratiques en matière de délégation et sur la politique des déplacements, j'émets un avis défavorable sur votre vœu.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Nous allons d'abord voter le projet de délibération DVD 107, puis le vœu n° 86.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 107.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DVD 107).

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par M. CORBIERE et Mme SIMONNET, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2013 DVD 205 - Développement et exploitation d'un réseau public de bornes de recharges pour véhicules hybrides et électriques. Approbation de la passation d'un marché et signature d'une convention avec SODETREL.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au développement de l'autopartage.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DVD 205 relatif au développement et à l'exploitation d'un réseau public de bornes de recharge pour véhicules hybrides et électriques, sur lequel le groupe E.E.L.V.A. a déposé l'amendement n° 74 et le vœu référencé n° 75 dans le fascicule.

La parole est à M. Patrick TRÉMÈGE, pour le groupe U.M.P.

M. Patrick TRÉMÈGE. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, merci.

Monsieur le Maire, la fin de mandat approche et, semble-t-il, réveille un Exécutif qui s'était assoupi depuis quelques années. Nous sommes en effet en 2013 et il serait temps, Monsieur le Maire, que Paris amorce réellement une transition énergétique de la mobilité.

L'électricité n'est plus l'énergie de la voiture du futur, c'est déjà une réalité aujourd'hui. Non polluante mais aussi silencieuse, la mobilité électrique s'incarne parfaitement en milieu urbain dense et pourtant, Paris a pris un retard très important dans ce domaine.

Alors j'entends déjà la réponse de M. BARGETON, arguant que Paris a été la première ville au monde à déployer une flotte de voitures en libre-service.

Mme Laurence DOUVIN, mon excellente collègue, ne cesse de rappeler à ce propos que contrairement à certaines allégations, le groupe U.M.P. a toujours voté favorablement - j'en bafouille tellement l'émotion m'étreint - nous avons voté favorablement en 2011, en 2012 et en 2013.

Les premiers bilans d'exploitation démontrent aisément ce que nous disions dès 2009 : Autolib' ne remplace pas la voiture personnelle. 70 % des abonnés n'ont en effet pas de voiture personnelle.

Que proposez-vous pour ceux qui viennent travailler à Paris en voiture et pour les Parisiens qui préfèrent utiliser ce mode de déplacement ? Rien, ou pratiquement rien.

La vérité est en effet criante. Les premières bornes de recharge ont été installées à proximité des mairies d'arrondissement dans les années 1990, à une époque où la ville amorçait une véritable stratégie pour le développement de la filière électrique dans le cadre, notamment, du Club du véhicule électrique.

Au nom de l'exemplarité, la Ville avait alors accompli un effort financier important pour équiper sa flotte en engins électriques, notamment les bennes de ramassage d'ordures ménagères. J'en sais quelque chose, Monsieur le Maire, pour en avoir été à l'initiative.

Cet élan a été coupé net dès 2001 sous la pression d'un groupe d'élus qui, se disant écologiques, ont préféré les véhicules diesel. C'est en effet votre adjoint en charge de la propreté, M. CONTASSOT, qui a obtenu la suppression des bennes électriques dès le début, Monsieur le Maire, de votre mandat.

Aujourd'hui, on se trouve contraint d'amortir des bennes d'un autre âge, bruyantes et polluantes, et on a pu les voir hier, très sagement rangées sur le parvis de l'Hôtel de Ville à l'occasion de la manifestation de leurs conducteurs.

De deux choses l'une, Monsieur le Maire, ou vous souhaitez sincèrement l'émergence du véhicule électrique, dans ce cas-là, ce n'est pas en 2013 qu'il fallait s'y prendre mais bien avant, ou vous restez prisonnier de la composante conservatrice de votre majorité qui refuse tout développement de la mobilité électrique, parce que d'origine nucléaire.

Vous avez, hélas, choisi la voie de la facilité. Dans une agglomération qui dépasse régulièrement les normes d'exposition aux polluants, il s'agit d'une véritable faute. Rapporteur pour mon groupe lors de la loi sur l'air en 1996, j'en avais déjà fait le constat.

Monsieur le Maire, votre candidat Adou BENEZIT peut en faire des tonnes sur la supposée avant-garde de Paris sur la scène mondiale de l'innovation, pourquoi n'avoir pas fait de Paris le laboratoire mondial de la mobilité électrique ?

Aujourd'hui ce ne sont pas des bornes de recharge que vous installeriez, mais des voies dédiées au rechargement par induction des véhicules nettement moins coûteuses. La ville a trop longtemps attendu que les constructeurs développent des solutions électriques. Pendant ce temps, ces derniers attendaient que la Ville équipe son territoire en infrastructures de recharge. Résultat, nous avons perdu de très nombreuses années. Comment voulez-vous vendre une voiture à un client qui n'aurait aucun moyen de la recharger ?

De même, trop peu de parkings souterrains sont aujourd'hui pourvus de prises de recharge. Ne serait-ce que pour les véhicules en autopartage. Votre aide à l'achat de vélos à assistance électrique est une excellente chose, que nous soutenons. Pourquoi ne pas en avoir fait profiter les voitures électriques ?

Vous aviez mis en place une aide à l'achat des taxis hybrides pendant deux ans, puis vous l'avez interrompue depuis quelques semaines, toujours dans la perspective de mars prochain. Cette aide, vous venez d'annoncer quelle va être relancée.

Quand vous avez mis en place les couloirs de bus, pourquoi ne pas dès le début, comme en Norvège par exemple, les avoir réservés aux véhicules électriques ? Maintenant évidemment il est trop tard pour le faire. De même, on aurait pu expérimenter l'échange rapide de batteries, parfois plus rapide que le rechargement et moins stressant pour le réseau électrique.

En sommes vous présentez à notre Conseil un petit projet de délibération bien politicien qui ne trompera personne, à quelques mois des élections.

C'était au contraire une véritable politique de filière qu'il fallait mettre en place, en étroite concertation avec les acteurs, avec les constructeurs.

Vincent BOLLORE l'a bien compris et bien avant vous : Paris lui a servi de vitrine pour déployer ses batteries dans d'autres villes et même sur d'autres continents.

Qui mieux qu'Anne HIDALGO pour attester du manque de visibilité de votre politique en matière de mobilité électrique ? Elle propose dans son programme de rendre gratuit le stationnement des véhicules électriques. Mais Monsieur le Maire, ce serait une bonne idée si elle n'existait pas déjà depuis longtemps.

A l'inverse de votre politique environnementale qui est une politique environnementale subie, la nôtre, vous l'aurez compris, est une politique définitivement progressiste.

Je vous remercie.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Avant de donner la parole à M. BARGETON, je voudrais juste dire à M. TRÉMÈGE qu'il devrait regarder un peu plus ce qui est fait en matière d'expérimentation par la Ville de Paris.

M. Patrick TRÉMÈGE. - Je vous en prie, pas vous et pas à moi !

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Si, à vous et moi ! Absolument. Mais bien sûr que si, vous ignorez beaucoup de choses, semble-t-il, en matière d'expérimentation.

Je donne la parole à M. BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Les propos sont tellement caricaturaux et en décalage avec la réalité que c'est difficile de répondre à un tel tissu de contrevérités, pour ne pas dire de mensonges.

Je reviens de Séoul, où en Corée du Sud ce que fait la Ville de Paris est regardé de près et où on m'a interrogé et où Paris est apparu largement en avance, y compris par rapport aux autres pays européens, et où j'ai pu présenter Autolib'. Grâce à Autolib', BOLLORE a développé une batterie qui a 200 kilomètres d'autonomie et les Coréens construisent aujourd'hui une voiture électrique qui a 100 kilomètres d'autonomie avec leur batterie.

Par ailleurs, cela intéresse aussi les villes de Stockholm, de San Francisco, de Prague, autant de villes où la Ville de Paris est considérée comme extrêmement en avance et très pionnière. Ce projet de délibération le montre très bien.

Il s'agit d'installer un réseau qui n'existe nulle part ailleurs, exemplaire de bornes électriques, puisque nous aurons au final plus de 1.000 bornes à la fin de 2014. Cette densité dans une ville comme Paris ne se rencontre nulle part ailleurs…

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Excusez-moi, j'ai complètement oublié de donner la parole à d'autres intervenants qui étaient inscrits sur ce projet de délibération.

Je suis désolé parce que vous étiez très bien parti, Monsieur BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Si vous voulez, je réponds sur le projet de délibération et je réponds sur les vœux après.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Comme vous le souhaitez.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Donc nous aurons plus de 1.000 bornes électriques à la fin de 2014.

Vous avez rappelé vous-mêmes, et c'était très contradictoire, la subvention pour le vélo à assistance électrique, la subvention déjà en place pour les taxis hybrides et les taxis électriques, tout ce qui est fait en matière de soutien aux professionnels dans le cadre de la charte de logistique urbaine pour la mobilité électrique. Et c'est désormais 300 bornes Autolib' supplémentaires en plus des 250 existantes, 400 bornes de recharge sur les zones de livraison partagées, l'installation de bornes de recharge rapide dans des stations-service sur le domaine public de la ville qui va commencer d'ailleurs très prochainement. Il y a déjà 150 bornes de recharge dans les parkings souterrains de la Ville. A chaque fois que nous renouvelons les concessions des stations services de parking, nous demandons d'installer ces bornes.

Bref, il y a une avance très importante de la Ville de Paris en matière d'électrique.

Je ne vais pas balayer toutes les contrevérités que vous avez prononcées. Je voudrais juste dire qu'il s'agit d'une électricité 100 % verte, qui est produite par énergies renouvelables. Nous avons les certificats qui le montrent, c'est-à-dire des énergies renouvelables, en particulier les énergies hydroélectriques.

Autre élément extrêmement novateur, et là aussi qui n'existe pas, Monsieur TRÉMÈGE, vous pouvez dire ce que vous voulez, qui n'existe nulle part ailleurs, il y aura possibilité avec la même carte de se recharger aux bornes différentes. La réservation de services de recharge à distance pour les utilisateurs sera mise en place. Le lissage de la charge en fonction de la capacité du réseau, du niveau de charge des véhicules et en tenant compte de l'horaire est également prévu.

Bref, c'est un système extrêmement performant et pour lequel Paris n'est pas en retard, comme vous le dites, mais Paris est bien en avance.

Ce qui a été permis grâce à Autolib', je ne voudrais pas revenir sur les déclarations, avec les abstentions, etc., mais il suffit de reprendre les déclarations de M. Jean-François LEGARET ou de M. Jean-François LAMOUR à l'époque qui étaient plus que réservés, puisqu'on nous disait que même à Londres, cela n'existait pas, Autolib', et que même Londres ne voulait pas le mettre en place.

Si je peux reprendre toutes les déclarations. Dans la presse à l'époque, M. Jean-François LAMOUR faisait des déclarations qui en réalité s'opposaient à la mise en place d'Autolib', qui est un service métropolitain.

Vous me dites que faites-vous pour les personnes qui n'habitent pas Paris ? Mais Autolib', c'est métropolitain, les bornes de recharge sont installées partout. Non, mais je reprendrai toutes les déclarations. Toutes les déclarations ! Je vous les enverrai. Je reprendrai toutes les déclarations de M. Jean-François LAMOUR, de M. LEGARET où vous dites que c'est problématique parce qu'on ne sait pas comment cela va fonctionner, que le besoin n'est pas avéré, et vous verrez toutes les réticences. Mais vous verrez toutes les réticences que vous avez émises au moment d'Autolib' !

Aujourd'hui, c'est vous qui êtes effectivement désarçonnés par rapport à l'avance qu'a pris Paris en la matière. La pollution se réduit à Paris depuis dix ans. Mais si c'est vrai ! C'est démontré par tous les chiffres d'AIRPARIF et de l'ADEME. Oui, que vous le vouliez ou non, nous sommes la capitale pionnière de l'électrique.

Je voudrais juste rajouter un point, et je terminerai là-dessus. On peut avoir des débats, c'est normal, on peut avoir des positions différentes, mais il y a une chose qu'il ne faut pas faire dans nos débats, en tout cas je ne me permets jamais de le faire, c'est de mentir et du coup de ternir l'image de Paris. Car aujourd'hui, en réalité, vous ne présentez pas une position différente par vos déclarations. Vous vous en prenez à l'image de Paris et à son rayonnement. Moi je pense que quand on fait de la politique, avec des débats constructifs, on ne s'en prend pas à

l'image de Paris. Or, aujourd'hui, ce qui se passe du point de vue de l'électrique est regardé partout dans le monde comme quelque chose d'extrêmement exemplaire.

Ce projet de délibération est exemplaire et il est considéré comme exemplaire par les villes en France, les villes en Europe et les villes dans le monde.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Monsieur LEGARET, vous avez la parole.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Il paraît que c'est la journée de la gentillesse…

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Justement et M. TRÉMÈGE n'a pas été très gentil.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je trouve vraiment que l'intervention de M. Julien BARGETON est totalement excessive, agressive, déplacée et malveillante en faisant des procès d'intention, en réécrivant, contrairement au vote, les intentions. Je trouve que c'est totalement inadmissible et je demande à M. Julien BARGETON de retirer ses propos.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Ecoutez, il n'y avait rien…

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je vais dire pourquoi.

Monsieur BARGETON, et je me tourne vers tous les élus de la majorité, vous êtes en train de dire que nous n'avons pas voté Autolib' mais vous ne l'avez pas voté non plus Autolib'. Je vais vous expliquer pourquoi, vous avez une mémoire qui défaille : personne n'a voté Autolib' ici, personne n'a désigné Autolib', vous avait remis les intérêts de la Ville de Paris entre les mains d'un syndicat intercommunal qui s'appelle Autolib'.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Enfin, on a voté la création du syndicat.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Vous avez totalement abdiqué le pouvoir pour la Ville de Paris. Mais absolument ! Est-ce que c'est la Commission d'appel d'offres de la Ville qui a désigné le prestataire ? Personne n'a désigné. Voilà les points sur lesquels nous avons émis des réserves. Et ces réserves, nous les maintenons, parce que nous considérons que vous avez trahi les intérêts de la Ville de Paris.

Voilà pourquoi nous nous sommes opposés au dispositif que vous avez mis en place et personne dans cette Assemblée n'a voté Autolib', personne n'a désigné le prestataire. Vous avez abdiqué vos pouvoirs, je me permets de vous le rappeler. Ne venez pas travestir, ne venez pas tromper, ne venez pas mentir sur la réalité des choses.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - S'il vous plaît…

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Personne n'a voté Autolib' ici.

M. Julien BARGETON, adjoint. - C'est un budget métropolitain.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - On s'arrête là. Il est tard, les bus s'arrêtent de fonctionner à 21 heures ! Et donc, il faut se dépêcher. Nous avons deux interventions encore prévues.

L'une de M. Sylvain GAREL et l'autre de Christophe NAJDOVSKI.

M. Sylvain GAREL. - Par rapport à ce projet de délibération, je vais intervenir au nom de mon collègue Yves CONTASSOT, nous avons un problème, nous, pas par rapport au fait que l'on veuille développer la voiture électrique, ce qui est plutôt une moins mauvaise solution que les voitures diesel ou essence, mais avec le tarif qui est proposé.

En effet, le coût du kilowatt/heure en France est en moyenne de 7,36 centimes d'euros, et là cela sera facturé aux personnes qui l'utiliseront 1 euro par heure. Il nous semble que c'est un coût prohibitif par rapport au coût de départ et même si l'on ajoute les bornes, l'installation et l'entretien, passer de 7,36 centimes d'euros à 1 euro, cela nous semble anormal. Et c'est pour cela que nous proposons un amendement qui demande que la grille tarifaire prévue soit supprimée et qu'une nouvelle grille, plus en rapport avec les prix de revient soit adopté par notre Conseil.

Je vous remercie.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Merci et merci d'avoir fait court.

M. Christophe NAJDOVSKI en ce qui concerne le vœu n° 75 ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je comptais me borner si je peux dire, à faire une présentation de mon vœu, mais quand j'ai entendu les propos de Patrick TRÉMÈGE, je me dois quand même de réagir parce que, qui en 2008 a accéléré la diésélisation du parc automobile français avec un système de bonus-malus qui a fait en sorte que les Français se sont rués sur les véhicules diesel ?

Eh bien, c'est Mme Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, lorsqu'elle était secrétaire d'État à l'écologie, qui avec M. BORLOO a pris cette décision qui a accéléré la diésélisation du parc automobile français et a fait de la France l'un des pays au monde ayant un parc automobile avec le plus de véhicules diesel.

Nous avons eu plus de 80 % d'achats de véhicules diesel lorsque Mme KOSCIUSKO-MORIZET était au pouvoir.

Petit rappel aussi, en février 2013, un vote au syndicat du S.T.I.F. sur l'achat de bus diesel de la R.A.T.P. Qui a voté pour ? Ce sont les élus U.M.P. au conseil d'administration du S.T.I.F. sur un appel d'offres qui avait été lancé en 2011 par la R.A.T.P., entreprise publique d'État, du Gouvernement, quand Mme KOSCIUSKO-MORIZET était elle aussi encore en responsabilité.

Alors, vous feriez mieux de balayer devant votre porte plutôt que de raconter des sornettes devant les Parisiens.

Alors, pour ce qui est de l'autopartage, je présenterai mon vœu très rapidement en disant que nous souhaitons qu'à côté de l'effort que mène la Ville de Paris pour le déploiement de ces bornes de recharge électrique, un effort soit fait pour la visibilité de l'autopartage en voirie, et que nous passions aux travaux pratiques en la matière, puisque nous avons voté le mois dernier un vœu de notre Assemblée pour le principe du développement de l'autopartage en voirie.

L'autopartage, c'est quelque chose qui existe maintenant depuis une bonne quinzaine d'années dans un certain nombre de grandes capitales européennes. Il est resté, en dehors d'Autolib', relativement marginal à Paris, et nous souhaitons que la Ville de Paris prenne l'impulsion d'un développement plus important de l'autopartage à côté du système Autolib', car cela ne répond pas tout à fait au même besoin, et les études du laboratoire 6T financées par l'ADEME l'ont montré, un véhicule en autopartage, c'est 9 voitures individuelles qui sont remplacées et cela libère 8 places de parking. Par ailleurs, l'autopartage entraîne une utilisation plus raisonnée de l'automobile, puisqu'en moyenne, le nombre de kilomètres parcourus par voiture a tendance à diminuer de 40 %.

Pour toutes ces raisons, nous souhaitons que la Ville de Paris puisse dès 2014, allouer 200 places de stationnement supplémentaires en voirie pour des voitures en auto partage avec des sociétés déjà labellisées par la Mairie, sachant que ces places devront être distinctes de celles prévues pour les véhicules électriques.

Je vous remercie.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Merci de votre concision.

Pour répondre aussi bien à l'amendement n° 74 qu'au vœu n° 75, la parole est à M. Julien BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Sur l'amendement n° 74, il est vrai, Monsieur GAREL, que la recharge des véhicules électriques est gratuite en ouvrage, néanmoins l'accès au parking lui est payant et les parkings concédés de la Ville font payer un système global qui comprend la gestion, la maintenance, le stationnement dans le parking offrant évidemment une fonctionnalité supplémentaire aux véhicules électriques, celui de la charge.

C'est le même service global que nous offrons en voirie, il comprend l'investissement, la gestion et la maintenance de l'équipement, l'animation du service, la réservation de la place et la fourniture de l'énergie. Les deux systèmes se complètent efficacement.

En voirie, le stationnement seul sans le service de recharge reste gratuit. C'est un engagement sur lequel nous ne reviendrons pas.

Concernant le coût de la charge, vous évoquez un coût de 7,36 centimes. Sachez tout d'abord que les bornes Autolib' délivrent non pas 1 mais 3 Kilowatts/ heure, et que cette énergie est payée plus cher car elle est issue à 100 % de l'énergie renouvelable.

Par ailleurs, vous ne pouvez pas vous contenter de considérer le prix de l'énergie seule, c'est un système entier qu'il faut financer. Demander que le service soit facturé au prix d'achat de l'énergie, c'est ignorer la valeur ajoutée d'une offre accessible en ville sur l'espace public. Fin 2014, un réseau de plusieurs milliers de bornes aura été déployé dans la métropole, grâce à Autolib' et au 700 bornes supplémentaires que nous votons aujourd'hui. L'investissement de l'équipement est financé par la Ville de Paris, heureusement sinon les prix seraient plus élevés.

Reste encore à financer la maintenance des bornes, le système informatique complexe de supervision du système, le personnel qui gère ce système ainsi que l'interface humaine avec les usagers qui s'inscrivent et utilisent les bornes.

Enfin, concernant les marges et bénéfices que vous soupçonnez importants il n'en est rien, loin s'en faut je crois évidemment qu'il faut comprendre le montage. Comme je vous l'expliquais, le prix demandé à l'utilisateur équilibrera à peine le coût réel du service et d'autre part s'il y a des marges bénéficiaires un jour, elles reviendront de par l'économie de ces contrats aux Parisiens.

Je vous rappelle que SODETREL agit à titre entièrement gratuit, c'est un investissement que fait E.D.F. en prenant à sa charge sans contrepartie financière la gestion du service. Les recettes engendrées seront intégralement perçues par la Ville de Paris pour la maintenance des bornes. C'est donc un système équilibré.

Concernant BOLLORE, ce service est intégré dans l'équilibre global de la D.S.P. Évidemment, comme vous le savez, c'est au terme des 12 ans de la D.S.P. que les recettes seront partagées entre la Ville et le délégataire.

En tout état de cause, il n'y a pas évidemment de difficultés en la matière, et il n'y aura pas de marge prélevée sur ce prix de l'électricité, mais au contraire il permet de financer et d'équilibrer le système ce qui me paraît être plutôt de bonne politique.

Sur le vœu de M. NAJDOVSKI, tout d'abord je voudrais rappeler que nous avons voté un vœu similaire au précédent Conseil de Paris, on peut revoter à peu près la même chose. J'en profite tout de même pour rappeler ce que la Ville fait déjà pour soutenir l'autopartage en plus d'Autolib', elle a créé un label pour les sociétés d'autopartage, elle a systématisé l'obligation faite aux concessionnaires de parking d'octroyer des places si des sociétés d'autopartage le leur demandent et elle a également expérimenté la réservation de places dans l'espace public.

Nous tirons actuellement le bilan de cette première mesure et c'est sur la base de ce bilan que nous avancerons. Je voulais tout de même souligner que les sociétés d'autopartage elles-mêmes m'ont écrit pour me demander quelques dizaines de places, vous en proposez 200, mais évidemment qui seront forcément réparties entre plusieurs sociétés d'autopartage qui peuvent être concernées et non pas telle ou telle de ces société bien sûr.

Enfin, une fois ces précisions posées, j'émets un avis favorable mais je tiens à préciser que l'objectif n'est pas de faire du chiffre, mais bien de promouvoir et de faire connaître l'autopartage à travers différentes mesures. Par exemple, en les associant à l'événement "Bougez malin" ou à travers ces nouvelles bornes dont certaines équiperont des places dédiées à l'autopartage puisque la Ville a fait l'effort qu'elle devait faire pour installer dans l'espace public les équipements qui permettent aux gens de passer à l'électrique.

Je vous remercie.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 74 déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 74 est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2013, V. 296).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 205.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2013, DVD 205).

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Monsieur TRÉMÈGE, je voudrais juste vous faire une petite précision : Mme HIDALGO n'a pas proposé la gratuité du stationnement pour les véhicules électriques dans ses propositions, elle a proposé la gratuité de la recharge électrique aux heures creuses, ce qui est complètement différent.

Je vous remercie.

2013 DVD 170 - Convention de financement des travaux relatifs à la dépose des cabines téléphoniques à Paris avec Orange.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DVD 170 relatif aux travaux de dépose des cabines téléphoniques à Paris avec Orange.

La parole est à M. Sylvain GAREL, pour 5 minutes.

M. Sylvain GAREL. - Je ne vais pas utiliser 5 minutes, je vais essayer d'être rapide comme un coup de fil !

Simplement, nous sommes un peu inquiets de cette décision qui n'est pas une décision strictement parisienne. Nous savons qu'Orange trouve que le coût d'entretien de ses cabines téléphoniques est devenu trop important, puisque, bien sûr, le nombre d'utilisateurs a beaucoup baissé ces dernières années. Elle propose pour Paris, comme elle le propose d'ailleurs pour toutes les villes et villages de France, de réduire ou de supprimer totalement le nombre de ces cabines.

Je dois dire que, là, ce projet de délibération est un peu hypocrite parce que conserver deux cabines téléphoniques par arrondissement, surtout dans des grands arrondissements, genre 18e ou 16e d'ailleurs, c'est complètement ridicule. Cela veut dire que quelqu'un, s'il veut pouvoir téléphoner sans passer par un téléphone portable, va être obligé de marcher pendant des dizaines de minutes avant de trouver la cabine téléphonique et encore faudra-t-il savoir où elle est.

Donc, nous ne sommes pas favorables à ce projet de délibération, d'autant plus qu'on a toujours dit, nous, qu'il fallait laisser les gens qui ne souhaitaient pas, pour des raisons sanitaire, utiliser des portables, pouvoir utiliser d'autres moyens de communiquer et que, là, cela pousse les gens à ne pas pouvoir communiquer s'ils n'ont pas de portable.

Dernière chose : on sait très bien qu'il va y avoir des cabines nouvelle génération qui sont testées par Orange qui sont effectivement beaucoup plus belles et beaucoup plus fonctionnelles, et surtout qui permettent d'aller sur Internet, mais ces cabines fonctionnent avec des cartes de crédit. Le problème, c'est que les gens qui n'ont pas de portable sont souvent les mêmes qui n'ont pas de carte de crédit parce que ce sont souvent des gens qui sont un peu marginalisés ou pauvres, et qui n'ont ni les moyens d'avoir une carte de crédit, ni d'avoir un portable et qui, donc, ne vont pas pouvoir utiliser ces cabines de nouvelle génération.

Donc, nous sommes opposés à ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Merci, Monsieur GAREL.

Pour répondre, la parole est à M. Julien BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Ce projet de délibération, en fait, ne fait qu'autoriser les recettes pour la Ville de Paris, liées à l'opération de dépose qui est effectivement menée par Orange. Il resterait environ deux emplacements par arrondissement, comme vous l'avez dit. C'est l'obligation de service à l'usager qui a été issue des préconisations de l'A.R.C.E.P., donc ni de la Ville, ni d'Orange d'ailleurs en direct, mais ce sont les préconisations qui sont posées par l'A.R.C.E.P.

Le choix des cabines déposées se fait en concertation, je tiens à vous le préciser, avec la mairie d'arrondissement, les services techniques de la Ville et Orange. Effectivement, cette dépose a débuté. Le bilan des emplacements supprimés est de 700 à la mi-octobre et il restera à peu près 1.700 cabines à déposer.

Je comprends votre position, mais je voudrais juste vous préciser quand même que l'usage est en chute libre, puisque la baisse sur les dernières années est quand même de 91 % de l'usage des cabines téléphoniques et qu'Orange prévoit encore une réduction, sur les 10 % qui restent, de 90 % dans les trois années à venir, c'est-à-dire que l'usage des cabines téléphoniques aura été divisé par 100 en à peu près une dizaine d'années.

Je crois que c'est la conséquence logique de cette situation et nous ne faisons, par ce projet de délibération, que tout simplement prendre en compte les recettes qui incombent à la Ville dans ces opérations.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Bien.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 170.

Qui est pour ?

Contre ?... Il faut compter, je suis d'accord.

On reprend :

Qui est pour ? 13 voix pour.

Contre ? 10 voix contre.

Absentions ?

M. GAREL s'abstient.

Donc, cela passe.

Le projet de délibération est adopté. (2013, DVD 170).

M. Patrick TRÉMÈGE. - Je crois rêver !

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Chacun est libre de voter comme il l'entend, non ? C'est un projet de délibération et il s'abstient sur le projet de délibération.

2013 DVD 208 - Protocole d'indemnisation relatif à l'aménagement des abords du centre commercial Beaugrenelle (15e).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place d'un comité de suivi.

Vœu déposé par Mme POIRAULT-GAUVIN relatif à l'éclairage (15e).

Vœu déposé par Mme POIRAULT-GAUVIN relatif à la propreté (15e).

Vœu déposé par Mme POIRAULT-GAUVIN relatif à la sécurité du secteur du Front de Seine et du quartier (15e).

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DVD 208 relatif à l'aménagement des abords du centre commercial Beaugrenelle, sur lequel les vœux référencés n^{os} 76 à 79 dans le fascicule, ont été déposés et qui intéressent un très grand nombre d'élus U.M.P.P.A., pas moins de quatre, tous issus du même arrondissement, semble-t-il.

La parole est à M. Philippe GOUJON.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, cela ne peut intéresser que les élus du 15e arrondissement principalement puisqu'il s'agit du centre Beaugrenelle.

Donc, après dix ans de ce que l'on pourrait qualifier "d'enfer" pour les riverains qui ont subi les travaux menés dans les pires conditions, le troisième plus grand centre commercial parisien a ouvert ses portes dans le quartier

Beaugrenelle, annoncé par une campagne de communication sans précédent, largement organisée par la Mairie de Paris et sa Première adjointe, qui ne mélange jamais les genres, bien sûr, comme vous l'avez dit ce matin !

L'ancien centre commercial, il est vrai, avait totalement périclité. Mal conçu à l'origine, il s'était dégradé au cœur d'un ensemble sur dalle lui-même vieillissant et la fin de ce chantier titanesque, avec deux ans de retard, qui a occasionné tant de nuisances, aussi insupportables les unes que les autres, et de pollutions diverses est une bonne nouvelle, tant il aura été un traumatisme pour cette partie du 15e arrondissement, ce qui a conduit d'ailleurs la quasi-totalité des présidents des conseils syndicaux des tours à déposer des recours contre le permis de construire, tout comme le comité de défense de Beaugrenelle.

Ce projet de délibération n'est finalement que le énième rebondissement, témoignage d'un projet mal ficelé, mal encadré, qui a pris, de surcroît, beaucoup de retard.

Durant ces douze dernières années, nous avons rencontré, avec Jean-François LAMOUR, les investisseurs, les associations du Front de Seine, nous avons consulté les professionnels du commerce, pour tenter de maintenir le dialogue entre les différentes parties prenantes au sein du conseil de quartier et lors d'un Conseil d'arrondissement dédié, où nous avions proposé d'ailleurs la création d'un comité de suivi.

Ce n'est évidemment pas la modernisation du centre que nous avons contestée avec les élus du 15e arrondissement. D'ailleurs, la réalisation du bâtiment, confiée à un grand cabinet d'architectes, est de qualité mais sa surface excessive, qui passe de 27 à 45.000 mètres carrés, est de nature à transformer ce quartier résidentiel en quartier commercial, dans un secteur pas du tout adapté à son implantation.

L'annonce récente par GECINA, avant même l'ouverture, de sa décision de le revendre nous incite à rester plus que jamais vigilants. En effet, l'ouverture dans ce quartier d'un centre commercial qui a vocation à accueillir de 15 à 20 millions de visiteurs par an - la Tour Eiffel, c'est 7 millions -, soit plus de 30.000 visiteurs le week-end de l'inauguration, laisse à craindre :

- une baisse de la fréquentation des commerces de proximité rue Saint-Charles, rue du Commerce, rue de Lourmel, dans un contexte économique déjà très difficile,

- une saturation des transports publics, ceux-ci n'ayant pas été recalibrés pour absorber le flux nouveau de voyageurs, une seule station de métro, trois lignes de bus,

- un engorgement de la circulation, les rues adjacentes au centre, dont la rue de l'Ingénieur Keller, ne pouvant pas supporter l'accès de véhicules supplémentaires dont de nombreux camions de livraison, sans compter l'acheminement par cars de touristes qui paralyserait encore davantage la voirie déjà étroite,

- la saturation des parkings publics, 700 places seulement dans le centre commercial, et le stationnement totalement anarchique des deux-roues sur les trottoirs ; d'ailleurs, M. le Représentant du Préfet de police le confirmera, la rue Linois a été fermée à la circulation à plusieurs reprises, totalement, depuis l'ouverture du centre à cause d'encombrements considérables,

- des problèmes de sécurité avec des vols et des dégradations,

- des problèmes de propreté,

- etc.

Pour améliorer le fonctionnement de cet ensemble et faire face à la multitude de petits et grands problèmes que nous avons pu relever lors de nos visites sur place, nous demandons, et c'est l'objet du vœu qui sera présenté par Daniel-Georges COURTOIS, la création d'un comité de suivi regroupant la S.C.I. Beaugrenelle, la SemPariSeine, la Mairie de Paris, la mairie du 15e arrondissement, le commissariat, les associations de riverains et de commerçants.

Celui-ci nous a été refusé par la Ville et la S.E.M. pendant les travaux, alors qu'il aurait été bien utile. J'ose espérer que vous ne commettrez pas de nouveau la même erreur, alors que seul le respect des conditions de vie des riverains et le bon fonctionnement du centre doivent nous motiver.

Ce comité aurait pour objet d'étudier et de prendre un certain nombre de dispositions extrêmement utiles sur la vidéoprotection, le renforcement des patrouilles de police, les correspondants de nuit, l'éviction des campements de Roms et de S.D.F., le déploiement d'agents de la propreté, la signature d'une "convention propreté" entre la Ville et le centre, la réorganisation des sorties de parking et de livraisons, rue de l'Ingénieur-Keller, le renforcement de l'éclairage sous dalle rues Robert-de-Flers, Gaston-Caillavet, rue du Théâtre, le prolongement de l'aide compensatoire versée aux commerçants des rues avoisinantes, l'accroissement des fréquences des lignes de bus et

de la ligne 10 du métro, la création d'une Sortie nord à la station de RER Javel, qui nous est promise pour 2018, la verbalisation des autocars gênants aux abords de l'hôtel Novotel, etc.

Si la S.C.I. Beaugrenelle est défaillante, la Ville de Paris et la SemPariSeine doivent agir. Je pense qu'il ne suffit pas de parader aux inaugurations, la Mairie de Paris a un rôle à jouer, un rôle majeur, qui est d'apporter maintenant des solutions aux riverains excédés.

Merci.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

Je remercie Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE et M. Jean-Baptiste MENGUY d'avoir retiré leurs interventions et je donne la parole à M. Daniel-Georges COURTOIS.

M. Daniel-Georges COURTOIS. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais être assez bref, compte tenu du fait que le maire du 15e a déjà indiqué beaucoup de choses y compris ce vœu.

Juste rappeler qu'effectivement, après deux ans de retard sur un calendrier, il y a évidemment eu des nuisances supplémentaires pour l'ensemble des riverains et pour le quartier et que la fin de ce chantier est dorénavant une bonne chose, mais il faut, maintenant, que nous soyons vigilants afin de limiter les nuisances pour les riverains et, plus globalement, pour le quartier.

Les riverains ont exprimé des craintes, le Maire en a rappelé un certain nombre, je voudrais juste rappeler que l'engorgement de la circulation est une réalité, les problèmes en matière de propreté, nous avons également pu les constater depuis l'ouverture de ce centre, une saturation des transports publics indéniable, des problèmes de sécurité, des problèmes d'éclairage et de voirie, mais je ne serai pas très long compte tenu de ce que le maire a déjà dit, et aussi des risques de fréquentation pour le commerce de proximité, car nous sommes attachés au maintien du commerce de proximité qui, pour nous, est essentiel au tissu local.

Force est de constater que depuis l'ouverture de ce centre commercial, il faut prendre en compte un certain nombre de nuisances, un certain nombre de choses qui ne fonctionnent pas. Nous avons déjà demandé, comme l'a dit le maire, lors d'une réunion du C.I.C.A., le 9 décembre 2010, la mise en place d'un comité de suivi. Notre proposition, aujourd'hui renouvelée, vous en conviendrez, n'est pas hors de propos ou dénuée d'intérêt, alors que près de 20 millions de visiteurs vont venir dans ce quartier qui n'y est pas totalement préparé.

Permettre d'associer, finalement, toutes les parties prenantes, c'est-à-dire la Mairie de Paris, la mairie du 15e, la S.E.M. Paris, la S.C.I. Beaugrenelle, la Préfecture de police et les associations de riverains et de commerçants ne serait pas totalement inutile, avec un ordre du jour que le maire a précisé, qui permettrait d'aborder concrètement les éventuels sujets qui se poseraient vis-à-vis de cette ouverture.

Si, comme vous le répétez souvent, vous êtes vraiment attentifs à la concertation et au dialogue, je suis certain que vous accepterez la prise en compte de notre vœu, adopté par le Conseil d'arrondissement du 15e lors de sa dernière séance.

Je vous remercie.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Merci, Monsieur COURTOIS.

La parole est à Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Je présenterai donc les trois vœux en même temps.

Il y a quelques semaines, le centre commercial Beaugrenelle a ouvert ses portes après 10 ans de travaux, et vous le savez ici, je ne m'en cache pas, j'ai combattu ce projet pendant 10 ans avec force, je ne regrette rien, j'étais convaincue et je le reste que le gigantisme de ce centre n'était pas adapté à ce quartier résidentiel dans lequel ce centre s'implantait.

Depuis 2003, j'ai été aux côtés des habitants, quand Mme HIDALGO n'osait même plus traverser le quartier. Nous avons fait des remarques, nous avons dit avec beaucoup d'humilité dans le 15e, mais aussi avec force, que les transports risquaient d'être saturés, notamment la ligne 10, que les stationnements étaient totalement insuffisants - il suffit de voir, aujourd'hui, les files d'attente sur les quais, le samedi après-midi -, que la voirie était quand même

grandement dégradée, que la rue Keller risquait de subir de très nombreuses nuisances en raison des livraisons, que la propreté était totalement insuffisante dans ce quartier, mais aujourd'hui, ce centre est là, il est bien là et il faut apprendre à vivre avec lui, et c'est la raison pour laquelle j'ai souhaité, et je l'assume, assister à l'inauguration de ce centre, parce que j'ai été aux côtés des habitants pendant les nuisances et je serai aux côtés des habitants pendant les nuisances de ce centre désormais ouvert.

La veille de cette inauguration, je pensais que le quartier allait être vraiment à son top, donc je me suis dit que c'était le moment d'aller voir ce qui allait se passer, et j'ai déploré les problèmes d'éclairage.

Je pense qu'il faut un plan d'urgence pour l'éclairage dans ce quartier, parce que, certes, les abords immédiats du centre sont bien éclairés, un petit tronçon de la rue Robert-de-Flers, mais le reste du quartier, notamment tout le secteur sous-dalle, doit être renforcé au niveau de l'éclairage ; c'est une zone qui est anxiogène, la rue du Théâtre, la rue Gaston-de-Caillavet, la rue Emeriau également, il faut l'intégrer, sur la dalle du front de Seine également.

Le Plan Lumière qui a été imaginé il y a quelques années n'est pas suffisant, il y a déjà des candélabres qui sont dégradés, donc il faut absolument renforcer l'éclairage ; c'est donc l'objet de ce vœu n° 77.

Le vœu n° 78, c'est un plan d'urgence pour la propreté, qu'il faut absolument étudier aujourd'hui. Les moyens sont insuffisants devant l'arrivée des 18 millions de visiteurs nouveaux, donc il faut tenir compte de cette nouvelle fréquentation, il faut renforcer les effectifs par un redéploiement - je dis bien un redéploiement - des personnels, et pas par de nouveaux recrutements, et, par exemple, nous prévoyons une privatisation de la collecte dans d'autres arrondissements ; il pourrait y avoir un redéploiement des personnels qui s'occupent de la collecte aujourd'hui dans le quartier Beaugrenelle, parce que ce secteur sous-dalle et sur-dalle est immonde, indigne de notre ville, c'est un urinoir à ciel ouvert, ou sous-dalle, à ciel couvert, les trottoirs, les recoins, les escaliers sont dégoutants, donc je propose, par ce vœu, la réalisation une fois par mois d'une opération coordonnée de nettoiement approfondi O.C.N.A., nom un peu barbare, sous-dalle, sur-dalle, dans les rues adjacentes ; c'est l'objet de ce vœu.

Troisième vœu sur la sécurité. Là encore, le constat est alarmant, à deux pas d'un centre commercial flambant neuf. J'ai saisi immédiatement, dès le 22 octobre, le Préfet de police ; d'ailleurs, je suis très étonnée de ne pas avoir reçu de réponse à ce jour. Je trouve que ce n'est pas une façon de traiter les élus.

Dans la zone sous-dalle, il y a des campements de S.D.F. Au pied de la tour Avant-Seine, les habitants sont vraiment très inquiets, parce qu'on ne peut même pas accéder, il y a un campement avec des matelas ; nous n'avons pas pu y avoir accès avec la collègue avec qui j'étais ce jour-là, parce que le gardien de cette tour Avant-Seine était inquiet sur la sécurité des résidents de cette tour.

Nous attendons l'installation des 18 caméras de vidéoprotection qui avaient été promises, d'ailleurs, sous le mandat du Préfet précédent, et un renforcement de la vidéoprotection dans ce secteur.

Je vous remercie.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Merci, Madame POIRAULT-GAUVIN.

Pour vous répondre, je donnerai successivement la parole à M. Julien BARGETON et à M. le Représentant du Préfet de police, en ce qui concerne les questions de sécurité évoquées.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Il y a évidemment une pléthore de vœux, puisque, sur la forme, il y a des vœux qui sont déposés simultanément par la majorité du 15e arrondissement.

Sur le fond, je vais essayer de convaincre M. GOUJON que la situation n'est pas si noire qu'il le décrit, et, s'il l'accepte, de retirer son vœu en fonction des réponses que je lui apporte. Sinon, j'appellerai à voter défavorablement.

Quant au vœu de Mme POIRAULT-GAUVIN, si elle accepte de l'amender, je pourrais émettre un avis favorable.

Sur le vœu de M. GOUJON, d'abord, je vois qu'il y a des évolutions, un peu, sur la position du centre commercial ; sans doute le succès rencontré n'y est pas pour rien. Je voudrais vous rassurer, sur la circulation et les transports, il y a eu un effet inauguration qui a attiré beaucoup de monde, ce dont on peut, je pense, se réjouir.

Les remontées que j'ai du terrain m'indiquent que les choses se passent désormais de façon différente et se sont améliorées par rapport à cette journée qui était particulière, vous en conviendrez.

On continue à travailler, la DVD est intervenue en concertation avec le concessionnaire du parking, il y avait encore une réunion ce matin, nous allons étudier l'augmentation du stationnement pour les deux-roues motorisés, une station Vélib' définitive sera aménagée. Bref, il y a encore, évidemment, des choses qui sont prévues.

Concernant les transports en commun, je rappelle que le centre commercial est desservi par la ligne 10 du métro, le RER C, quatre lignes de bus, une navette fluviale, des stations Vélib', Autolib' et taxi. Nous avons obtenu au S.T.I.F. le renforcement des lignes 70 et 42 et de la S.N.C.F. et de R.F.F., la création d'un accès supplémentaire à la station du RER C Javel, qui devrait ouvrir en 2015 et non pas en 2018, comme vous l'indiquez.

Enfin, j'ai demandé à être informé de la saturation éventuelle du métro et la R.A.T.P. ne m'a rien remonté de tel pour l'instant.

J'ajoute que j'ai des remontées très positives des commerçants du quartier, contrairement à ce que vous indiquez dans le vœu. Loin de l'apocalypse que vous décrivez, ils se rendent compte que le centre attire une clientèle nombreuse et nouvelle, et il y a eu un beau succès au moment de l'inauguration.

Sur les vœux de Mme POIRAULT-GAUVIN, en tout cas sur celui qui me concerne, l'éclairage sous-dalle, nous avons commencé à rénover dans la rue Robert-de-Flers, il faut poursuivre cette rénovation.

L'éclairage sur-dalle, un Plan Lumière a déjà été étudié par la S.E.M. en accompagnement des requalifications qui ont eu lieu, notamment la végétalisation.

Certains candélabres défectueux ont été ou sont en cours de réparation.

On ne peut donc pas augmenter le niveau d'éclairement en fonction de ce qu'on a déjà expliqué en matière de plan biodiversité et de Grenelle 2 : il faut être un peu cohérent en la matière.

En revanche, poursuivre la rénovation et réparer les candélabres défectueux, c'est ce qui est bien sûr prévu.

C'est pourquoi j'émets un avis favorable à votre vœu à partir du moment où on ne dit pas : "prescrire aux services de la Ville" mais "poursuivre la réalisation d'un plan plus conforme à la réalité puisqu'il a commencé et qu'il s'agit de le prolonger".

Si vous acceptez cet amendement, je pourrai l'accepter.

Le quartier Beaugrenelle fait l'objet d'un suivi quotidien, attentif de la part de l'Exécutif et des services de la Ville. Nous continuons évidemment à faire toutes les réunions nécessaires. Nous n'avons pas attendu la livraison du centre commercial pour traiter ces sujets.

C'est la raison pour laquelle je ne vois pas la nécessité de créer l'instance supplémentaire, à travers le comité de suivi, dont vous parlez. Je pense que mon collègue Mao PENINOU va compléter sur les sujets de propreté et de sécurité.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Je donne la parole à M. Mao PENINOU sur les sujets qui concernent sa délégation.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Je vais commencer par la question de la propreté. J'ai rencontré le maire du 15e arrondissement sur la question de la propreté dans le 15e, et nous avons particulièrement abordé ce dossier il y a à peine quelques semaines de cela.

Rapidement, cinq points.

D'une part, le secteur Beaugrenelle bénéficie effectivement d'un entretien renforcé. Au-delà du nettoiement des dalles extérieures par la SemPariSeine, les services entretiennent les rues Gaston de Cavaillet et Linois par des traitements de lavage et de balayage quotidien.

Il est faux d'affirmer que les rues sous dalle n'ont pas été nettoyées depuis des mois. Au-delà des interventions spécifiques menées en amont de l'inauguration, les voies sous dalle, malgré des difficultés d'entretien évidentes, notamment à cause des travaux passés et en cours, sont balayées cinq fois par semaine et lavées une fois par semaine, y compris des interventions à l'eau chaude pour les recoins souillés par les épanchements d'urine sont programmées, et des véhicules dédiés aux encombrants passent deux fois par jour.

Si, c'est vrai !

Par ailleurs, afin de tenir compte de l'ouverture du centre Beaugrenelle, le chef de division a procédé à un renfort d'effectifs sur l'atelier compétent pour traiter ce quartier. En profitant notamment de l'arrivée de nouveaux éboueurs, des agents ont été affectés sur cet atelier pour accompagner les nouveaux impératifs d'entretien liés au centre et aux secteurs adjacents.

Quatrièmement, pour compléter ce dispositif, la Ville de Paris installera d'ici la fin de l'année une quinzaine de corbeilles de rue qui n'avaient pas été prévues dans le plan de déploiement arbitré entre la Mairie et la mairie d'arrondissement. 15 corbeilles de rue seront déployées en plus aux abords du centre.

Enfin, quant aux O.C.N.A., je vous rappelle que chaque mairie d'arrondissement a la possibilité d'en demander où elle le souhaite. Cela a d'ailleurs été le cas cette année à Beaugrenelle, et nous sommes tout à fait prêts à en organiser d'autres.

Je me tiendrai donc tout à fait à disposition du maire du 15e pour travailler au plus près sur ces questions et en suivre toutes les évolutions mais en attendant, je donnerai un avis défavorable à ce vœu, à moins que vous ne le retiriez.

Concernant les éléments de sécurité, je pense que M. le Représentant du Préfet de police va vous répondre. Je ne vais pas m'attarder sur les questions tenant aux S.D.F. Vous connaissez, je pense l'ensemble du dispositif de l'unité d'aide aux sans-abri qui intervient : les 1.300 maraudes, les 3.200 prises en charge sur Paris et les 15 maraudes qui ont lieu sur le 15e arrondissement.

Par ailleurs, l'équipe des correspondants de nuit du 15e a effectué 576 assistances à personnes sans-abri et va continuer à travailler sur cette question. Nous sommes notamment très vigilants à accorder nos travaux avec ceux de la Préfecture de police sur cette question-là.

S'agissant des caméras dalle, un travail est en cours entre la Ville, la SemPariSeine et la Préfecture de police depuis 2012. Cette étude en cours, que j'avais d'ailleurs déjà évoquée ici, prévoit notamment la mise en place d'une quinzaine de caméras. Cette réflexion intègre également les questions de financement. En fonction des résultats de ces échanges, un dispositif fondé sur un financement pérenne sera proposé lors d'un prochain Conseil de Paris.

Nous aurions préféré aller plus vite mais les crédits n'avaient pas été débloqués dans une époque qui remonte à un peu plus d'un an de cela.

En fonction de l'ensemble des éléments que je vous ai donnés, je vous propose là aussi de pouvoir retirer votre vœu. Autrement, je donnerai un avis négatif, ce qui ne nous empêchera pas, évidemment, et sur cette question, et sur celle de la propreté, de pouvoir travailler de manière très étroite avec la mairie d'arrondissement pour assurer le meilleur développement.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Merci, Monsieur PENINOU.

La parole est à M. le Représentant du Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Les séries de questions qui sont posées par vous-même, Monsieur le Député et Madame la Conseillère, appellent de ma part trois séries de réponse en ce qui concerne les compétences de la Préfecture de police.

La première, d'abord, a trait stricto sensu à la sécurité dans le centre et à ses abords immédiats.

L'étude de la délinquance qu'a réalisée le commissaire du 15e arrondissement fait apparaître sur plusieurs années une tendance plutôt favorable et en tout cas contenue des faits de délinquance sur le site de Beaugrenelle. Il faut savoir que les faits de délinquance commis autour du centre commercial représentent seulement 7 % de la délinquance de l'ensemble de l'arrondissement.

Pour préserver cette tendance, la Préfecture de police, le commissariat a choisi d'anticiper sur l'inauguration du centre commercial et dans le contexte d'effectifs que l'on connaît, a travaillé à un renforcement de la présence policière sur le site.

Signes d'anticipation, c'est d'abord l'ouverture à l'automne 2012 d'un bureau de police au 44, rue Linois qui d'ailleurs a plutôt bien démarré car aujourd'hui, ce sont quasiment 20 % des plaintes de l'arrondissement qui sont prises dans ce bureau de police, signe du caractère judicieux de son emplacement.

Sur le plan de l'occupation de la voie publique, je passerai rapidement. Bien sûr, une présence policière quasi quotidienne et assurée, soit d'initiative, soit sur réquisition du Procureur de la République. Depuis cet été, ce sont trois opérations sur réquisition du Procureur de la République qui ont été réalisées, qui permettent donc le contrôle d'identité.

Des opérations d'éviction de fauteurs de troubles et de personnes sans-abri sont également planifiées, soit des opérations d'envergure en lien avec la voirie, soit des opérations d'initiative. Pas plus tard qu'en début de semaine, ce sont trois personnes qui ont été encore évincées.

Pour autant, vous conviendrez avec moi que la police en la matière, même si je le dis nettement, continuera ses passages, dispose de moyens limités pour régler en tout cas durablement ce phénomène qui nécessite une parfaite coordination avec l'ensemble des services - Mao PENINOU y a fait référence.

Pour terminer sur les questions de sécurité, le commissariat, la M.P.C. du commissariat a développé, et continuera à développer ses relations avec les commerces du centre commercial, les syndics et représentants des bailleurs présents sur le site et les associations de riverains que l'on connaît bien depuis la période des travaux de nuit.

Dans ce contexte, pour terminer sur ce premier point, la Préfecture de police, qui poursuivra, je vous l'assure, sa présence sur le site, est bien sûr disponible pour participer à tout échange avec les élus dans le cadre - c'est le cadre que je privilégie - du Contrat local de sécurité qui existe dans le 15e arrondissement.

La deuxième série de remarques, je serai rapide puisque Julien BARGETON y est revenu, a trait à la circulation et à l'accès au centre.

Effectivement, à l'occasion de l'inauguration, un nouveau plan de circulation a été mis en œuvre. Je rappellerai simplement que ce plan avait fait l'objet d'une concertation avec les habitants, et je me souviens très bien, pour l'avoir suivie, que les associations de riverains avaient également contribué à le faire évoluer sur un certain nombre de points, notamment la préservation d'un certain nombre de places de stationnement.

Depuis l'inauguration, les équipes de la Direction de l'ordre public et de la circulation, les A.S.P. du 15e, ont mis en place un certain nombre de services de circulation.

Effectivement, aujourd'hui, sans doute que tout n'est pas réglé, sans doute que des questions continuent à se poser, mais ces dispositifs ont permis d'abord de fluidifier la circulation au moment où ce nouveau plan de circulation réglait un certain nombre de difficultés, d'où la fermeture ou la mise au clignotant des feux de circulation liées à la mise en place de services policiers : c'est logique.

Cette présence policière sera maintenue le temps nécessaire. Je reste à l'écoute des élus s'il faut l'accroître ou la pérenniser. Je crois néanmoins que les jours passant, les choses vont se normaliser ; elles ont d'ailleurs commencé à le faire.

Enfin, troisième série de questions, qui a trait à la vidéoprotection sur le site. Pour l'heure, ce sont trois caméras de voie publique, dans le cadre du plan de vidéoprotection, qui permettent de visualiser les abords du centre. Elles viennent en complément des 260 caméras installées à l'intérieur du centre et qui sont accessibles aux services de police dans le cadre de réquisitions, pas d'initiative, mais en tout cas, si un fait est commis, les services de police, dans le cadre judiciaire, peuvent accéder à ces caméras. Ce nombre installé par l'opérateur n'est pas neutre.

Pour compléter ce dispositif sur la dalle, effectivement, de nombreux échanges techniques ont eu lieu tout au long de l'année 2013. Ils ont permis de stabiliser les options techniques envisageables pour le déploiement de 18 caméras supplémentaires sur la dalle. Il y a deux options techniques : soit l'intégration directe au P.V.P.P., soit la création d'un système autonome lui-même relié au P.V.P.P.

Les choses sont maintenant techniquement achevées, et maintenant que le plan de vidéoprotection sur la Capitale est en cours, la Préfecture de police va poursuivre le dialogue avec l'ensemble des partenaires impliqués. Il y a la Ville, la S.E.M., la S.C.I. Beaugrenelle, qui avait pris des engagements en termes de financement, pour définir les prochaines étapes à mettre en œuvre dans ce dossier.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Merci à vous.

Avant de passer au vote, M. Philippe GOUJON a demandé la parole à nouveau.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Nous ne retirerons pas notre vœu. Il ne s'agit pas d'avoir évolué sur ce dossier mais simplement, en tant qu'élus responsables, de dire que maintenant que le centre est ouvert, nous souhaitons qu'il fonctionne dans les meilleures conditions possibles, dans l'intérêt des riverains et de tous les Parisiens.

Cela étant, je ne suis pas tout à fait d'accord et c'est pourquoi je ne retirerai par le vœu qu'a présenté excellemment notre collègue Daniel-Georges COURTOIS par rapport à MM. BARGETON et PENINOU parce qu'en matière de propreté, effectivement, il y a eu des renforts, mais des renforts prélevés sur les autres secteurs du 15e ! Nous n'avons pas reçu la moindre aide supplémentaire par la Ville de Paris. Donc, forcément, le nettoyage se fait au détriment de l'ensemble du 15e arrondissement.

Deuxièmement, le stationnement et la circulation sont totalement anarchiques, notamment le samedi. C'est vrai que le soir à 22 heures lorsqu'il y a nocturne, il y a moins de monde, ce qui n'empêche pas d'ailleurs les compagnies de circulation, comme je l'ai constaté moi-même, d'être présentes à cette heure-là et je remercie M. le Préfet de police, mais le samedi, cela ne marche pas du tout. Il n'y a aucun stationnement pour deux-roues, ce qui fait qu'on a des dizaines de mètres de stationnement anarchique de deux-roues sur les trottoirs, et des véhicules qui se garent sur les trottoirs de l'Ingénieur-Keller ou des voies avoisinantes, et des voitures qui tournent, qui tournent, provocant des encombrements considérables.

En matière de sécurité, c'est vrai que les opérateurs ont installé 260 caméras dans le centre commercial, mais c'est pour le vol à l'étalage et pas pour la sécurité des riverains. Pour la sécurité des riverains, nous avons fait une réunion voilà deux ans, et s'il y avait des élus de gauche du 15e présents dans l'hémicycle, mais il n'y en a aucun, ils confirmeraient ce que je dis. Nous avons fait une réunion il y a deux ans où j'étais présent à la SemParisSeine, où la société GECINA s'était engagée à financer 18 caméras, avec l'accord de la Préfecture de police. Cela fait deux ans et aujourd'hui il n'y a toujours rien. En revanche, GECINA a installé ses 260 caméras dans le centre…

Enfin, je termine pour dire que ce que nous demandons simplement, c'est un comité de site. Je ne vois vraiment pas ce qui gêne la Ville dans cette proposition d'installer un comité de site où tous les partenaires pourraient régulièrement faire le point sur le fonctionnement du centre commercial Beaugrenelle, ne serait-ce que pour en améliorer les conditions de fonctionnement au seul bénéfice des habitants du 15e arrondissement et des autres quartiers bien sûr.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Il reste six vœux non rattachés, je demande à tous nos collègues de bien vouloir rester jusqu'à la fin du Conseil. Nous allons essayer de terminer le plus rapidement possible. Nous allons passer au vote des vœux et du projet de délibération.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 76, déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 77, déposée par Mme POIRAULT-GAUVIN, amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2013, V. 297).

Madame POIRAULT-GAUVIN, en ce qui concerne le vœu n° 78, le retirez-vous ou le maintenez-vous ? Vous le maintenez.

Avis défavorable de l'Exécutif.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 78, déposée par Mme POIRAULT-GAUVIN, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?...

Pardon ?

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Adopté à l'unanimité par le Conseil du 15e arrondissement !

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Excusez-moi, Madame, pas d'intervention pendant les votes.

Absentions ? D'accord N.P.P.V. du groupe U.M.P.P.A.

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 79, déposée par Mme POIRAULT-GAUVIN, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

N.P.P.V.

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 208.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2013, DVD 208).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux stations Vélib' dans le quartier La Chapelle (18e).

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 80 dans le fascicule, déposé par le groupe E.E.L.V.A., relatif aux stations Vélib' dans le quartier de La Chapelle.

La parole est à M. Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Cela sera très rapide, c'est un vœu qui avait été défendu par Pascal JULIEN. Il y a des Vélib' dans le quartier de la Chapelle. Le problème est qu'il y a eu des dégradations et des Vélib' volés. Depuis DECAUX ferme très régulièrement les Vélib' dans ce quartier.

Nous demandons donc que les stations Vélib' soient rouvertes.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Julien BARGETON pour répondre.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Effectivement, c'est l'usager qui est la principale victime des fermetures de stations. Ce n'est pas une solution de facilité, c'est indispensable pour effectuer les réparations, pour temporiser les actes de vandalisme et ensuite préparer la réouverture de ces stations.

Afin de permettre à l'usager d'anticiper ces déplacements, nous avons renforcé l'information aux bornes des stations en indiquant sur le site Internet, les applications et les réseaux sociaux, la date de réouverture et le motif.

Un travail spécifique a eu lieu dans les arrondissements les plus touchés, mais je suis d'accord pour voter ce vœu qui va dans le même sens.

Dans le 18e arrondissement, les stations du quartier de La Chapelle seront rouvertes dans les plus brefs délais et accompagnées d'un dispositif de surveillance soutenue et qui est le résultat du travail mené entre les services de Vélib' et la Préfecture de police avec la Ville depuis plusieurs semaines et qui a permis déjà de limiter un nombre important de fermetures de stations.

Donc, j'émets un avis favorable.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Nous passons au vote.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 298).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'expérimentation de feux piétons à décompte numérique.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 81 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'expérimentation de feux piétons à décompte numérique.

C'est M. LEGARET qui présente ce vœu.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je présenterai ce vœu rapidement et beaucoup moins bien que Laurence DOUVINI ne l'aurait fait elle-même.

Il s'agit de rappeler que plus de la moitié des déplacements à Paris se font à pied, que malheureusement l'accidentologie des piétons est en hausse avec + 6,7 % en 2012.

Ce vœu suggère l'expérimentation de feux piétons à décompte numérique. Ce sont des dispositifs qui existent déjà dans des villes d'Asie ou de Russie. Je crois que c'est une bonne chose et nous souhaitons une expérimentation et naturellement un retour d'expérience pour voir si un tel dispositif mériterait d'être généralisé.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - La parole est à M. BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Je vous remercie de présenter ce vœu qui me permet de donner quelques précisions sur notre système de régulation dynamique des feux. Car oui, contrairement à ce qui est dit ici ou là, les feux à Paris sont gérés de manière dynamique, grâce au système de télégestion appelé S.U.R.F. et qui existe depuis longtemps et qui n'a cessé de se moderniser puisque nous en sommes à la troisième génération. Il s'agit en utilisant des capteurs et en passant par un poste centralisé, le PC Lutèce, d'optimiser à distance et en temps réel les feux, afin de fluidifier la circulation aux heures de pointe, pour les piétons ou les voiture, de rendre prioritaire le tramway et certaines lignes de bus ou encore donner plus de temps aux piétons aux abords des écoles aux heures d'entrée et de sortie.

Je précise que nous n'avons rien à envier au système SCOOT de Londres et que celui-ci est avant tout programmé pour maximiser le trafic automobile en augmentant les temps de vert, là où à Paris nous privilégions la sécurité et la bonne cohabitation entre les usagers. Je le disais : priorité aux transports en commun, traversée piétonne plus longue aux abords des écoles.

Par ailleurs, je souhaite rectifier les chiffres de l'accidentologie piétons. Le nombre de victimes piétonnes a certes augmenté en 2012, mais seulement de 1 % et non de 6,7 %. Ce 1 % d'augmentation étant le résultat d'une baisse très significative du nombre de tués et une légère augmentation du nombre de blessés. D'ailleurs, la majorité des accidents mettant en cause des piétons n'ont pas lieu sur les passages piétons. Je précise également que de janvier à juin 2013, donc les chiffres les plus récents, le nombre de piétons victimes d'accidents a diminué de 13 %. Il faut bien sûr continuer nos efforts de prévention pour un meilleur respect des règles et agir sur le contrôle, c'est ce que nous faisons en bonne intelligence avec la Préfecture de police.

Ceci étant rappelé, j'en viens au compteur de temps piéton, pourquoi pas, nous sommes favorables à l'expérimentation, nous avons déjà pas mal expérimenté avec l'appel à projets mobiliers intelligents notamment. Je pense pour ma part que le système parisien fonctionne plutôt bien mais si le compteur de temps apporte un plus et qu'il n'est pas déroutant pour l'usager, on peut regarder. Juste pour vous dire que c'est plutôt dans des villes qui ne sont pas tellement favorables aux piétons qu'il existe. Aujourd'hui, à Paris, il y a beaucoup de passages piétons, beaucoup de feux, cela existe plutôt dans des villes avec de très grandes et larges avenues, mais pourquoi pas le regarder notamment dans les larges avenues.

J'émets donc un avis favorable.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2013, V. 299).

Unanimité. C'est parfait, c'est la journée de la gentillesse !

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au changement de sens de la rue Cardinet (17e).

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 82 dans le fascicule, déposé par le groupe UM.P.P.A., relatif au changement de sens de la rue Cardinet (17e).

La parole est à M. BENESSIANO.

M. Hervé BENESSIANO. - Merci, Monsieur le Maire.

Afin d'améliorer la circulation du bus 31, il a été proposé par les services de la voirie d'inverser le sens de la circulation de la rue Cardinet dans sa section Pont Cardinet - rue de Saussure, obligeant ainsi tous les véhicules en provenance de la rue Cardinet et de la rue de Saussure à emprunter la rue Jouffroy d'Abbans.

Malgré les réticences de la mairie du 17e sur l'efficacité de la décision, le projet a vu le jour au seuil de l'été 2013. Quatre mois plus tard, malgré l'allongement de la durée du feu tricolore Saussure - Jouffroy d'Abbans devant améliorer la fluidité de la circulation, la situation n'a guère évolué et les embouteillages au carrefour Cardinet - Saussure provoquent des nuisances auditives et olfactives pour les riverains de ces rues.

Aux heures de pointe, la rue Jouffroy d'Abbans est naturellement encombrée jusqu'à la rue de Tocqueville et ne permet pas d'absorber le flux de voitures arrivant par la rue de Saussure.

La population locale, excédée par cette nouvelle situation, se mobilise déjà pour demander le retour à la situation antérieure. Pour avoir constaté de visu la réalité des faits avancés par les riverains, Mme Brigitte KUSTER, M. Hervé BENESSIANO, M. Richard STEIN, Mme Fabienne GASNIER et la majorité municipale émettent le vœu que le sens de la rue Cardinet entre la rue de Saussure et le pont Cardinet soit rétabli dans son sens initial.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Julien BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Dans le cadre des travaux du Mobilien 31 permettant d'améliorer la régularité de cette ligne de bus, le sens de circulation de la rue Cardinet a été inversé entre les rues de Saussure et Tarbé, ce qui permet un franchissement plus aisé du carrefour par le bus. Cette inversion du sens de circulation a été étudiée précisément, des enquêtes avaient été réalisées, le S.T.I.F., la R.A.T.P., la Préfecture de police ont validé cet aménagement.

Je rappelle également que ce projet a été directement présenté à la mairie du 17e arrondissement en 2012 et validé par la mairie du 17e arrondissement lors d'une réunion qui s'est tenue le 1er février 2013.

J'entends, évidemment, vos demandes, vos préoccupations, mais, juste, je me permets de vous rappeler cela.

Les travaux d'aménagement se sont achevés fin août. Il me paraît un peu prématuré de modifier l'aménagement. De nouveaux comptages vont être effectués par la DVD en novembre et la situation suivie attentivement, avant de décider d'un retour à la situation antérieure qui, je le précise, impliquerait de reprendre le fonctionnement du carrefour et de refaire des travaux de voirie pour créer une à deux nouvelles lignes de feux. L'îlot central créé et offrant une nouvelle traversée piétonne sécurisée serait remis en cause et le fonctionnement de la ligne 31 serait dégradé.

Donc, j'émets un avis défavorable en attente des observations qui seront faites par la DVD sur le fonctionnement du carrefour et de la rue Cardinet.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Merci.

Ce qui veut dire : "avis défavorable".

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la pose de ralentisseurs rue Nollet (17e).

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 83 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la pose de ralentisseurs rue Nollet, dans le 17e arrondissement.

La parole est de nouveau à M. BENESSIANO.

M. Hervé BENESSIANO. - J'espère avoir plus de succès !

Depuis deux ans, la mairie du 17e arrondissement demande la pose de ralentisseurs dans la rue Nollet, rue étroite et en pente descendante du quartier Batignolles, notamment dans sa section rue la Condamine-rue Legendre. En effet, malgré la mise en zone 30 du quartier, les véhicules empruntent cette voie à une vitesse excessive, y compris d'ailleurs les bus de la traverse Batignolles-Bichat qui ne sont pas en reste, au demeurant.

Dans la section susnommée, les trottoirs sont très étroits et la présence d'une crèche oblige souvent les parents avec poussette à emprunter la chaussée, sans parler des riverains avec caddie.

Considérant que la R.A.T.P. refuse la pose de coussins berlinois pour le confort de ses passagers, ce que nous comprenons, mais aussi la pose de ralentisseurs pour les mêmes raisons, alors que la traverse emprunte la rue Lantiez aux nombreux ralentisseurs sans que cela la gêne, la Majorité municipale émet le vœu, Mme Brigitte KUSTER et moi-même, que la Mairie de Paris convainque la R.A.T.P. que la sécurité des piétons est gravement menacée dans cette rue et que les travaux d'installation de ralentisseurs, dont le financement par le conseil consultatif de quartier Batignolles-Cardinet est budgété sur son budget d'investissement, soient réalisés dans les délais les plus courts, dans l'intérêt général des habitants et des parents fréquentant cette section de la rue du 17e arrondissement.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Merci.

Monsieur BARGETON, vous avez la parole.

M. Julien BARGETON, adjoint. - La rue Nollet est déjà située dans une zone 30, cela n'a pas fait partie des extensions de zone 30 qui ont été mises en plan cet été. Deux ralentisseurs ont déjà été posés au n° 10 et au n° 36.

Comme vous l'indiquez, la R.A.T.P., qui exploite la traverse, nous alerte sur la qualité du service de la traverse dont le parcours compte déjà une quinzaine de coussins berlinois. Les services m'indiquent par ailleurs qu'aucun accident n'a été recensé sur cette rue entre 2010 et 2012.

Pour toutes ces raisons, je ne suis pas convaincu que l'installation d'un ralentisseur supplémentaire soit la solution la plus adaptée. Elle n'aurait qu'un effet réduit sur la vitesse de circulation des véhicules, coûterait à la collectivité, pénaliserait les utilisateurs de la traverse.

Mais j'ai demandé au service d'étudier d'autres solutions permettant de mieux faire respecter les limitations de vitesse dans cette rue et je vous ferai part de ses conclusions quand elles seront disponibles, mais là, j'émets un avis défavorable à ce vœu.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Vous maintenez ?

M. Hervé BENESSIANO. - Oui.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Bien.

Alors, je mets aux voix le vœu n° 83…

M. Hervé BENESSIANO. - Je me permettrai, bien entendu, de communiquer aux habitants l'avis extrêmement précis que vient de donner M. BARGETON au nom de la Ville.

Je vous dis, Monsieur BARGETON : j'espère simplement pour vous qu'il n'y aura pas demain un accident mortel concernant un enfant avec les parents sortant de la crèche, c'est tout.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - S'il vous plaît !

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif au dispositif de subvention pour l'achat d'un cyclomoteur ou d'un vélo électrique.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 84 dans le fascicule, déposé par le groupe U.D.I., relatif au dispositif de subvention pour l'achat d'un cyclomoteur ou d'un vélo électrique.

La parole est à Mme Edith GALLOIS, pour une minute.

Mme Edith GALLOIS. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est un vœu que vous connaissez déjà parce que j'ai déjà eu l'occasion de le présenter ; je le trouve excellent. Il s'agissait d'une mesure de subvention pour les scooters électriques.

Vous savez que 150.000 deux-roues circulent dans Paris actuellement par jour. Or, ils contribuent à la hauteur de 47 % aux émissions du trafic routier, ce qui est tout à fait considérable, et 7 % au total des particules fines qui sont les plus dangereuses pour notre santé à tous.

Cette subvention prend fin à la fin de l'année. Il m'a été répondu par M. BARGETON qu'il s'agissait de questions budgétaires. L'heure est venue des orientations budgétaires, donc je lui repose ma question en redisant tout le bien que je pense de cette subvention, qui avait été décidée par l'Exécutif, et en formulant le souhait qu'elle soit prolongée pour l'année suivante.

Je constate, en effet, qu'il m'a été répondu aussi qu'ils étaient peu connus et peu employés mais, justement, je trouve cela dommage parce qu'il serait bien qu'ils se développent, ces scooters électriques qui ne pollueraient plus. Donc, je suggère également qu'une campagne de communication soit faite, afin qu'ils soient mieux connus et que la Ville provisionne une enveloppe budgétaire afin que ce dispositif puisse connaître le développement qu'il mérite.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Pour répondre, la parole est à M. Julien BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Vous aviez déjà, lors du précédent Conseil, déposé un vœu similaire mais qui mettait uniquement en avant les cyclomoteurs. Ce dispositif sur les vélos à assistance électrique fonctionne effectivement mieux.

Mes explications ont porté leurs fruits et, là, vous présentez un texte qui prend en compte cette réalité et vous changez sur le dispositif que vous choisissez.

Je vous avais répondu que j'avais souhaité, au nom de l'Exécutif, renvoyer ce vœu au débat budgétaire. Vous savez que celui-ci aura lieu à notre prochaine séance. Aussi, comme en octobre, je donne un avis défavorable à ce vœu, non pas sur le fond car je pense que cette mesure est bonne et je plaide pour cette mesure. Il a été dit hier que le temps des arbitrages budgétaires n'était pas terminé.

Donc, Madame GALLOIS, je vous propose comme alternative de patienter un peu, mais je peux vous rassurer : ce dispositif figurera dans le budget de l'année prochaine.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Merci.

Madame GALLOIS, retirez-vous votre vœu ?

Mme Edith GALLOIS. - Je remercie M. le Maire de sa réponse, mais, bien entendu, je ne vais pas répondre puisqu'on est d'accord sur le principe.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Bien, donc vous retirez le vœu ?

Mme Edith GALLOIS. - Je ne le retire pas.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Bon.

Donc, je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.D.I., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à la circulation des cyclomoteurs électriques dans les couloirs de bus.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 85 dans le fascicule, déposé par le groupe U.D.I., relatif à la circulation des cyclomoteurs électriques dans les couloirs de bus.

La parole est à Mme Edith GALLOIS derechef.

Mme Edith GALLOIS. - Merci, Monsieur le Maire.

Inutile de vous redire tout le bien que je pense du développement des scooters électriques, donc qui ne seraient plus pollueurs. Je crois que c'est une priorité pour nous tous. C'était aussi une promesse électorale de M. DELANOË en 2008, Maire de Paris, que les cyclomoteurs électriques puissent emprunter les couloirs de bus.

Je rappelle qu'ils roulent très peu vite, ils ne roulent qu'à 50 kilomètres/heure, c'est-à-dire un petit peu plus vite que les vélos électriques, mais pas beaucoup plus, qu'ils sont très silencieux. C'est vrai qu'ils peuvent présenter une petite dangerosité pour leurs conducteurs quand ils sont dans les voies normales.

Afin de favoriser l'incitation à leur achat, de même que cette subvention, qui sera la bienvenue, je pense qu'il serait bien de leur accorder de pouvoir rouler dans les couloirs de bus.

Je propose une expérimentation pour qu'ils puissent emprunter les couloirs de bus.

Merci, Monsieur le Maire.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Monsieur Julien BARGETON, vous avez la parole.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Vu l'heure tardive, je vous répondrai : dans votre précédent vœu, vous présentiez et défendiez ce que nous avons déjà fait et, dans celui-là, vous présentez ce que nous ferons, si les Parisiens nous font de nouveau confiance en mars prochain, puisque vous avez eu une lecture attentive du programme de la candidate de cette actuelle Majorité municipale.

Mais bon, s'agissant de proposer une expérimentation, je ne vais pas m'opposer. Comme il s'agit du dernier vœu, qu'il est tard et que tout le monde est fatigué, je vous propose de l'adopter. C'est une expérimentation sur laquelle, évidemment, nous pouvons nous entendre, puisque vous avez bien lu notre programme.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Bien.

M. Sylvain GAREL veut maintenir le suspens, avec une explication de vote.

M. Sylvain GAREL. - Je suis désolé de ne pas vraiment aller jusqu'au bout de la Journée de la gentillesse. J'ai fait mon possible, mais nous voterons contre ce vœu parce que nous sommes opposés à ce que des motos, qu'elles soient électriques ou autres, puissent circuler dans des couloirs de bus. C'est très dangereux pour les cyclistes. En plus, qui pourra voir, pour un policier, la différence entre un scooter électrique et un scooter non électrique ; cela ne se voit pas à vue de nez.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Cela ne se voit pas mais cela s'entend quand même !

M. Sylvain GAREL. - Dans la circulation, non. Cela s'entend s'il est tout seul, oui, mais s'il est au milieu de 50 véhicules à moteur, cela ne s'entendra pas du tout.

Donc, c'est la porte ouverte à la circulation des motos, et je pense que cette expérimentation pourrait très mal se terminer pour un cycliste.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Sylvain GAREL se préoccupe du confort des policiers, c'est vraiment la journée de la gentillesse. C'était une plaisanterie ! !

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.D.I., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 300).

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, ainsi que de personnalités qualifiées dans divers organismes.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous propose à présent de procéder à la désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, ainsi que de personnalités qualifiées dans les organismes suivants :

Etablissement public de coopération culturelle à caractère industriel et commercial "Maison des métallos" (Conseil d'administration) (R. 27) :

1) Représentants de la Ville de Paris :

- M. Patrick BLOCHE ;

- M. Bruno JULLIARD ;

- M. François VAUGLIN ;

- M. Pierre-Yves BOURNAZEL.

2) Personnalités qualifiées :

- Mme Joëlle MOREL ;

- M. Gabriel DEBRAY ;

- Mme Armelle VERNIER.

Etablissement public de coopération culturelle à caractère industriel et commercial "104 Cent Quatre" (Conseil d'administration) (R. 28) :

- Mme Alexia FABRE, personnalité qualifiée.

Les candidatures proposées sont adoptées. (2013, R. 27 à R. 28).

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - J'enchaîne, mes chers collègues, je vous propose maintenant de vous prononcer, à main levée, par un vote global d'approbation sur les projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

Ces projets de délibération sont adoptés et leur liste sera, selon l'usage, annexée au procès-verbal de la séance.

Clôture de la séance.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, président. - L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Je vous remercie de votre patience et de votre gentillesse.

(La séance est levée le mercredi 13 novembre 2013 à 21 heures dix minutes).

Annexe n° 1 - Question écrite posée à M. le Préfet de police.

Question du groupe U.M.P.P.A.

QE 2013-38 Question de Mme Brigitte KUSTER et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Préfet de police relative à la prostitution sur la voie publique.

Libellé de la question :

"Les derniers mois ont été marqués par l'augmentation de la visibilité des prostitués dans les rues, en particulier sur les boulevards des Maréchaux et les grands axes.

Dans le 17e, la prostitution des personnes d'origine asiatique et africaine se développe fortement.

Des nuisances importantes sont rencontrées par les riverains des quartiers concernés qui déplorent le peu de prise que semblent avoir les pouvoirs publics contre le développement de ce phénomène.

Le Procureur de la République de Paris a récemment indiqué aux maires d'arrondissement les possibilités de constituer des dossiers judicaires par le biais des immeubles prostitutionnels.

Mme Brigitte KUSTER interroge M. le Préfet de police sur les mesures prises pour lutter contre la prostitution sur la voie publique et les réseaux de proxénétisme."

Réponse non parvenue.

Votes spécifiques.

Mme Florence BERTHOUT ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DAC 716 Subvention (21.401,71 euros) et convention avec l'Etablissement Public du Parc de la Grande Halle de la Villette EPPGHV (19e).

Mme Anne HIDALGO, MM. François VAUGLIN, Julien BARGETON, Jean-Yves MANO, Pierre MANSAT, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, MM. Jérôme DUBUS, René DUTREY et Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DGRI 88 Signature d'une convention relative au programme de travail 2013-2014 avec l'APUR dans le domaine de la coopération décentralisée.

Mme Myriam EL KHOMRY ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DLH 263 Modification de la participation de la Ville de Paris au financement du programme de restructuration par Coallia Habitat d'un foyer de travailleurs migrants comportant 156 logements PLA-I, 3-5 rue des Arbustes (14e).

Mme Anne-Christine LANG ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DPP 58 Subvention (125.884,49 euros) avec avenant à la convention avec EFIDIS dans le cadre de la surveillance de logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain".

M. Sylvain GAREL, Mme Laurence GOLDGRAB, MM. Pierre SCHAPIRA, Jean-François LEGARET et Mme Hélène MACE de LEPINAY ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 SG 142 Subvention (70.000 euros) et avenant à convention avec l'association Forum des images (1er).

Mme Véronique DUBARRY ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DLH 193 Réalisation par la SA d'HLM "l'Habitat Social Français" (HSF) d'un programme de réhabilitation Plan Climat progressif 8-10, rue Richemont (13e).

M. Jean-Louis MISSIKA ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DASES 21 Subvention (60.000 euros) et avenant n° 3 à convention avec l'Institut CURIE - Section Recherche.

M. Daniel MARCOVITCH ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DPP 57 Subvention (228.105,37 euros) avec avenant à la convention avec Immobilière 3F dans le cadre de la surveillance de logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain".

Mme Isabelle GACHET ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DPP 61 Subvention (25.000 euros) et convention avec la Mission locale de Paris au titre de la lutte contre la récidive.

MM. Hermano SANCHES RUIVO, Christian SAUTTER, Mme Lyne COHEN-SOLAL, MM. Pierre MANSAT, Sylvain GAREL, Mme Brigitte KUSTER, M. Pierre GABORIAU, Mmes Florence BERTHOUT, Anne TACHENE et M. Jean-Bernard BROS ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DDEEES 235 Subvention (10.000 euros) avec convention avec l'Office du Tourisme et des Congrès de Paris.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, MM. Philippe DUCLOUX, Philippe MOINE et Mme Catherine DUMAS ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DAC 175 Subvention (145.000 euros) et convention avec l'association Paris Ateliers (4e).

M. Jean-Yves MANO, Mme Halima JEMNI, M. Jérome COUMET, Mme Katia LOPEZ, M. Jean TIBERI et Mme Roxane DECORTE ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2013 DPP 54 Subvention (3.577.804,86 euros) avec avenant à la convention avec Paris Habitat OPH dans le cadre de la surveillance de logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain".

2013 DLH 228 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de création d'un logement PLUS, 141 bd Raspail (6e).

2013 DPVI 185 Subvention (50.000 euros) et convention avec Paris Habitat-OPH pour l'opération de requalification des façades commerciales du Mail Saint Blaise (20e).

2013 DLH 234 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de création d'un logement PLUS, 60 rue Bayen (17e).

2013 DPVI 195 Subvention (14.000 euros) et convention avec Paris Habitat - OPH pour l'aménagement d'un local associatif sis 5 rue de Tourtille (20e).

2013 DLH 256 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de création d'un logement PLS, 13 rue de la Lancette (12e).

2013 DFPE 462 Convention avec Paris Habitat OPH pour recouvrement des frais de fourniture d'eau froide à la halte-garderie sise 11/13, rue Emile Duployé et 8/10, rue Ernestine (18e).

2013 DLH 265 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de création d'un logement PLUS, 6 rue Chambiges (8e).

2013 DU 109 Acquisition d'emprises appartenant à Paris-Habitat OPH, 10-12, rue du Maroc (19e), dans le cadre de l'opération d'aménagement Flandre-Tanger-Maroc.

2013 DLH 277 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de création d'un logement PLUS, 3 rue des Prouvaires (1er).

2013 DU 282 Acquisition et cession de terrains avec Paris Habitat OPH dans le secteur d'aménagement Binet (18e).

2013 DLH 289 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 736 logements, 4, 6, 12, 14 rue Frederick Lemaître - 35, 37, 39, 47, 49 rue Olivier Métra - 46, 50, 64, 68 rue des Rigoles (20e).

2013 DLH 29 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme comportant 48 logements PLUS, 24 logements PLAI et 24 logements PLS, 14/18 et 30 rue de l'Arbre Sec (1er).

2013 DLH 136 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme comportant 7 logements PLUS, 147 rue d'Avron (20e).

2013 DLH 155 Avenant au bail emphytéotique consenti à PARIS HABITAT-OPH portant location de l'immeuble communal 2, rue Championnet (18e).

2013 DLH 196 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de création de 2 logements PLUS, 41-47 rue de la Grange aux Belles - 1 rue des Ecluses Saint Martin (10e).

2013 DLH 199 Location par bail emphytéotique, au profit de PARIS HABITAT-OPH, de l'immeuble communal 77 rue de Longchamp (16e).

2013 DLH 211 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de création d'un logement PLUS, 5 rue François Pinton (19e).

2013 DLH 215 Octroi de la garantie de la Ville de Paris à des emprunts PAM et PAM Eco-prêt à contracter par Paris Habitat OPH en vue du financement de divers programmes de réhabilitation Plan Climat et de résidentialisation ainsi que des travaux de renouvellement de composants.

2013 DLH 218 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 24 logements PLUS et 12 logements PLS, 50 rue Liancourt (14e).

2013 DLH 221 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction neuve comportant 33 logements étudiants PLUS, 2 rue Championnet (18e).

2013 DLH 225 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction neuve comportant 20 logements PLS, 33-35 rue de Nantes (19e).

M. François DAGNAUD ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DAC 633 Subvention (1.700.000 euros) et avenant à la convention avec l'association Philharmonie de Paris (19e).

M. Gauthier CARON-THIBAULT ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2013 DLH 260 Modification de la garantie accordée par la Ville de Paris aux emprunts PLS et PHARE à contracter par Résidences Sociales de France en vue du financement d'un programme de construction neuve d'un Foyer d'Accueil Médicalisé comportant 40 logements PLS et 6 places d'accueil de jour, lot E8 ZAC Clichy-Batignolles (17e).

2013 DLH 159 Location par bail emphytéotique, au profit de la société Résidences Sociales d'Ile-de-France, de l'immeuble communal 9, rue d'Aligre - 4, place d'Aligre (12e).

2013 DLH 162 - DASES 39 Réalisation par Résidences Sociales de France (RSF) d'un programme de création d'un centre d'hébergement comportant 36 logements PLA-I, 54 rue du Ruisseau (18e).

M. Jérome COUMET, Mme Liliane CAPELLE, M. Patrick TREMEGE, Mmes Edith GALLOIS, Annick OLIVIER, Marie-Pierre de LA GONTRIE et M. Christian SAUTTER ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DU 291 ZAC Joseph Bédier - Porte d'Ivry (13e) - Déclassement du domaine public d'une emprise, 9-11, place du Docteur Yersin et convention d'occupation temporaire du domaine public avec la SEMAPA sur une fraction de cette emprise.

Mme Anne HIDALGO, MM. Claude DARGENT, Ian BROSSAT, Gilles ALAYRAC, Pierre AIDENBAUM, Mmes Sandrine CHARNOZ, Sylvie WIEVIORKA, M. Jacques BOUTAULT, Mme Karen TAIEB, M. Jean-François LEGARET, Mmes Claire de CLERMONT-TONNERRE et Martine MERIGOT de TREIGNY ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DU 294 Attribution de la concession d'aménagement de la ZAC Beaujon (8e) à la SEMPARISEINE.

MM. Jacques BRAVO, Christophe GIRARD, Mmes Danièle POURTAUD, Firmine RICHARD, Emmanuelle BECKER, MM. Jacques BOUTAULT, Georges SARRE, Thierry COUDERT, Mmes Catherine DUMAS, Marie-Claire CARRERE-GEE, Geneviève BERTRAND et M. Bruno JULLIARD ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DAC 673 Subvention (300.000 euros) et convention avec l'association Théâtre de la Ville (4e).

Mme Anne HIDALGO et M. Claude DARGENT ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DAC 710 Subvention (50.000 euros) et avenant n° 2 avec l'association Théâtre Silvia Monfort (15e).

M. Ian BROSSAT et Mme Roxanne DECORTE ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DPVI 190 Subvention (10.000 euros) et convention avec l'association Salle Saint Bruno (18e).

M. Yves POZZO di BORGO ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2013 DU 277 Approbation de la modification du PLU sur le secteur "Grand Parc" du Parc des expositions de la Porte de Versailles (15e).

2013 DF 84 - DU 304 Déclassement du domaine public routier d'emprises de terrain et de volumes dans le périmètre du parc des expositions de la Porte de Versailles (15e).

2013 DU 322 - DF 90 Régularisations foncières à intervenir à Vanves (92) et Issy-les-Moulineaux (92).

2013 DF 85 Palais de sports (15e) - Avenant à convention d'occupation du domaine public. Autorisation-Signature.

2013 DF 86 - DU 305 Parc des expositions de la Porte de Versailles (15e) - Résiliation anticipée de la convention. Autorisation-Signature.

2013 DF 87 - DU 306 Parc des expositions de la Porte de Versailles (15e) - Bail emphytéotique administratif-Convention cadre-Concession de travaux. Autorisation - Signature.

2013 DVD 208 Protocole d'indemnisation relatif à l'aménagement des abords du centre commercial Beaugrenelle (15e).

Et les vœux n^{os} 76, 77, 78 et 79 qui y sont rattachés.

MM. Patrick BLOCHE, Bruno JULLIARD, Philippe DUCLOUX, François VAUGLIN, Mme Liliane CAPELLE et M. Pierre-Yves BOURNAZEL ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DAC 553 Subvention (20.000 euros) et convention avec l'établissement public la Maison des Métallos (11e).

Mmes Danièle POURTAUD, Anne HIDALGO, MM. Christophe GIRARD, Bruno JULLIARD, Mmes Danielle FOURNIER, Danielle SIMONNET, Hélène MACE de LEPINAY, Céline BOULAY-ESPERONNIER et Geneviève BERTRAND ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DAC 740 Subvention (1.520.000 euros) avec l'établissement public local Paris Musées.

Votes spécifiés.

M. Daniel-Georges COURTOIS ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2013 DU 277 Approbation de la modification du PLU sur le secteur "Grand Parc" du Parc des expositions de la Porte de Versailles (15e).

2013 DF 84 - DU 304 Déclassement du domaine public routier d'emprises de terrain et de volumes dans le périmètre du parc des expositions de la Porte de Versailles (15e).

2013 DU 322 - DF 90 Régularisations foncières à intervenir à Vanves (92) et Issy-les-Moulineaux (92).

2013 DF 85 Palais de sports (15e) - Avenant à convention d'occupation du domaine public. Autorisation-Signature.

2013 DF 86 - DU 305 Parc des expositions de la Porte de Versailles (15e) - Résiliation anticipée de la convention. Autorisation-Signature.

2013 DF 87 - DU 306 Parc des expositions de la Porte de Versailles (15e) - Bail emphytéotique administratif-Convention cadre-Concession de travaux. Autorisation - Signature.

2013 DVD 170 Convention de financement des travaux relatifs à la dépose des cabines téléphoniques à Paris avec Orange.

Mme Danielle SIMONNET et M. Alexis CORBIERE s'abstiennent sur le projet de délibération suivant :

2013 DASCO 152 Transformation des lycées municipaux en établissements publics locaux d'enseignement et conclusion, avec la Région Ile-de-France, d'un protocole d'accord concernant ces établissements.

M. Hermano SANCHES-RUIVO ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DUCT 192 - DGRI 64 Subvention (9.000 euros) à l'association "Coordination des collectivités portugaises de France (CCPF)".

M. Ian BROSSAT ne prend pas part au vote sur le projet de deliberation suivant :

2013 DVD 208 - Protocole d'indemnisation relatif à l'aménagement des abords du centre commercial Beaugrenelle (15e).

Et le vœu n° 76 qui y est rattaché.

Votes spécifiés relatifs à la séance des 14 et 15 octobre 2013.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN s'est abstenue sur le projet de délibération suivant :

2013 DUCT 61 Subvention (8.000 euros) à l'association Démocratie locale participative du 15e.

Projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée.

Les projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée sont les suivants :

2013 DVD 60 Protocole transactionnel avec la société SANEF-SABAParkings France définissant les modalités de résiliation amiable des conventions pour l'exploitation des parcs de stationnement Lagrange Maubert et François 1er (5e et 8e).

2013 DVD 165 Avenant n° 4 à la convention de mise à disposition d'emplacements de stationnement dans le parc autocars Carrousel Louvre (1er).

2013 DVD 169 Avenant n° 2 au contrat administratif d'occupation du domaine public avec la société Delek France pour l'exploitation de deux stations-service le long du boulevard périphérique à Porte de Vincennes (12e et 20e).

2013 DVD 155 Convention d'occupation du domaine public avec la société Opale Défense relative à l'implantation d'une passerelle avenue de la Porte de Sèvres (15e).

2013 DVD 222 Convention de partenariat avec la société STAR-APIC relative au projet de recherche Terra Mobilita 2.

2013 DVD 183 Fixation des tarifs de vacations pour l'accompagnement de tournages en carrières.

2013 DVD 184 Fixation du tarif de vente des cartes géologiques de banlieue.

2013 DVD 198 Protocole d'indemnisation pour les travaux de réalisation d'un mur de soutènement dans le cadre du prolongement de la ligne de Tramway T2.

2013 DVD 214 Indemnisation amiable de différents tiers en réparation des dommages accidentels dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

M. Julien BARGETON, rapporteur.

2013 DUCT 82 Subvention (2.000 euros) et convention avec l'association Ombre en lumière (11e).

2013 DUCT 143 Subvention Fonds du Maire (1.000 euros) à l'association Foyer Grenelle-Centre social (15e).

2013 DUCT 151 Subvention Fonds du Maire(4e) (6.027 euros) et convention avec l' Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE, 15e).

2013 DUCT 160 Subvention (5.000 euros) à l'association Paris Est Villages (20e).

2013 DUCT 162 Subvention (4.000 euros) à l'association Les amis du 3ème café.

2013 DUCT 163 Subvention Fonds du Maire (1.000 euros) à l'association Visemploi.

2013 DUCT 165 Subvention (2.000 euros) à l'association Artistic (2e).

2013 DUCT 166 Subvention (2.000 euros) à l'association Compagnie les rêves fous (20e).

2013 DUCT 168 Subvention (3.000 euros) à l'association Fédération nationale des maisons des potes (13e).

2013 DUCT 171 Subvention (3.000 euros) à l'association BLVL festival (13e).

2013 DUCT 172 Subvention (2.000 euros) à l'association Made in place Clichy (17e).

2013 DUCT 174 Subvention Fonds du Maire (1.000 euros) à l'association Toi Pour Tous (15e).

2013 DUCT 176 Subvention Fonds du Maire (1.000 euros) à l'association Centre Corot Entraide d'Auteuil.

2013 DUCT 177 Subvention (2.000 euros) à l'association Bouge ton quartier (20e).

2013 DUCT 180 Subvention et convention (30.000 euros) avec l'association AGECA (11e).

2013 DUCT 183 Subvention (12.000 euros) avec convention avec l'Association de culture berbère (A.C.B).

2013 DUCT 184 Subvention Fonds du Maire (2.000 euros) à l'association NOUR (16e).

2013 DUCT 186 Subvention Fonds du Maire (1.000 euros) à l'association Cap Mariage (15e).

2013 DUCT 191 Subvention Fonds du Maire (1.000 euros) à l'association Relais Frémicourt (15e).

2013 DUCT 193 Subvention Fonds du Maire (1.000 euros) à l'association Ecritures buissonnières (15e).

2013 DUCT 194 Subvention Fonds du Maire (1.000 euros) à l'association Boulistes du 14e.

2013 DUCT 197 Subvention Fonds du Maire (1.000 euros) à l'association Equipe Saint Vincent Alpha XV Paris.

2013 DUCT 200 Subvention Fonds du Maire (1.000 euros) à l'association Août secours alimentaire (15e).

2013 DUCT 202 Subvention Fonds du Maire (4e) (2.000 euros) à l'association Yiddish sans frontière.

2013 DUCT 207 Subvention (3.000 euros) à l'association Autremonde (20e).

2013 DUCT 210 Subvention Fonds du Maire (1.500 euros) à l'association Archi'maide (9e).

M. Hamou BOUAKKAZ, rapporteur.

2013 DUCT 192 - DGRI 64 Subvention (9.000 euros) à l'association "Coordination des collectivités portugaises de France (CCPF)".

M. Hamou BOUAKKAZ, M. Pierre SCHAPIRA, rapporteurs.

2013 DPVI 104 Subvention (5.000 euros) avec convention biennale à la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration (12e).

2013 DPVI 118 Subventions (5.500 euros) à deux associations (10e et 18e) au titre de l'intégration.

2013 DPVI 119 Subvention (7.000 euros) à l'association L'Ogresse (20e) au titre de l'intégration.

2013 DPVI 139 Subvention et convention (24.000 euros) à l'association "Raconte Nous Ton Histoire" (10e) au titre de l'intégration.

2013 DPVI 152 Subventions (28.000 euros) à 7 associations.

2013 DPVI 156 Subventions (13.000 euros) à l'association Pangée Network (18e) au titre de l'intégration.

2013 DPVI 192 Subvention (4.300 euros) à deux associations (19e) et convention avec une association au titre des droits de l'Homme et de la lutte contre les discriminations.

2013 DPVI 194 Subvention (5.000 euros) et convention annuelle à l'association Droits d'Urgence (10e) au titre de l'intégration.

2013 DPVI 199 Lancement du plan local de lutte contre les discriminations dans le 12e arrondissement et communication sur la coordination du plan.

Mme Claudine BOUYGUES, rapporteure.

2013 DASCO 26 Subvention (32.093 euros) avec convention avec l'association Conseil Départemental des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public de Paris (8e).

2013 DASCO 99 Subvention (5.000 euros) et convention annuelle d'objectifs avec l'association SOS Racisme-Touche pas à mon Pote (19e) pour une action de lutte contre les discriminations.

2013 DASCO 145 Protocole d'accord transactionnel entre un tiers et la Ville de Paris suite à des dégâts des eaux dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

2013 DASCO 186 Indemnisation amiable d'Allianz Iard, subrogée dans les droits de son assurée, en réparation du préjudice subi suite à un dégât des eaux dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris. Montant : 8.936,75 euros.

2013 DPA 57 Indemnisation de la société EIFFAGE suite aux prestations supplémentaires réalisées dans le cadre des travaux de construction de la cuisine centrale de la Caisse des Ecoles du 20e.

2013 DPA 61 Construction d'un bâtiment (collège/maternelle), restructuration partielle du collège Claude Chappe et du groupe scolaire, rues Alouettes/Fessart (19e) et convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la Ville et le Département de Paris.

2013 DPA 68 Avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maitrise d'ouvrage entre la Ville de Paris et le Département de Paris pour la réalisation, par la Ville de Paris, de travaux au collège Georges Sand et à l'école élémentaire, 1-5 rue Damesme (13e).

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure.

2013 DASCO 19 Subvention (5.000 euros) à l'association "Apprendre Autrement" (8e).

Mme Colombe BROSSEL, Mme Véronique DUBARRY, rapporteures.

2013 DDEEES 172 Subvention (2.000 euros) à l'Association des Inventeurs et Fabricants Français, au titre du soutien à la réalisation du Concours Lépine.

2013 DDEEES 179 Subvention (7.000 euros) à l'association Designers Interactifs (9e).

2013 DDEEES 181 Subvention (9.000 euros) à l'association Matériaupôle Paris Seine Amont dans le cadre d'une expérimentation sur les boîtes de bouquinistes des quais de Seine.

2013 DDEEES 204 Subvention (20.000 euros) et convention avec l'association Paris Viaduc des Arts (12e).

2013 DDEEES 213 Convention d'occupation du domaine public pour l'implantation d'une structure provisoire à l'angle sud-est du boulevard Macdonald et Cours d'Aubervilliers (19e).

2013 DDEEES 217 Avenant n° 1 à la convention de délégation de service public relative à la gestion du marché aux puces de la porte de Montreuil (20e).

2013 DDEEES 218 Subvention (10.000 euros) à la Fédération de la Boucherie et des Métiers de la Viande de Paris de la Région Parisienne pour l'organisation d'une opération de communication autour du métier d'artisan boucher.

2013 DDEEES 220 Subvention (1.500 euros) à l'association des commerçants de la rue Joubert et rue de Mogador pour les illuminations de fin d'année 2012 (9e).

2013 DDEEES 221 Subvention (1.700 euros) à l'association Verneuil Village (7e) pour les illuminations de fin d'année 2012.

2013 DDEEES 222 Indemnisation amiable d'une entreprise en raison des préjudices subis du fait des travaux d'extension du tramway T3.

2013 DDEEES 224 Subvention (9.400 euros) à l'association des commerçants du Haut Montmartre (18e) pour les illuminations de fin d'année 2012.

2013 DDEEES 225 Subvention (7.000 euros) à l'association des commerçants Batignolles en fête (17e) pour les illuminations de fin d'année 2012.

2013 DDEEES 226 Subvention (1.000 euros) à l'association des commerçants Legendre-Batignolles (17e) pour les illuminations de fin d'année 2012.

2013 DDEEES 228 Subvention (9.000 euros) à l'association PAGE(S) au titre de la promotion du livre de bibliophilie contemporaine et des métiers du livre.

2013 DDEEES 230 Subvention (5.000 euros) à l'association des commerçants Poteau Duhesme ASCOPODU (18e) pour les illuminations de fêtes de fin d'année 2012.

2013 DDEEES 231 Subvention (3.000 euros) à l'association des commerçants du marché couvert de Passy (16e) pour les illuminations de fin d'année 2012.

2013 DDEEES 235 Subvention (10.000 euros) avec convention avec l'Office du Tourisme et des Congrès de Paris.

2013 DDEEES 237 Subvention (2.000 euros) à l'association des commerçants et artisans de la rue Montparnasse (14e) pour les illuminations de fêtes de fin d'année 2012.

2013 DICOM 9 Fixation des tarifs des produits commercialisés dans les Boutiques de la Ville, conditions générales de vente et mentions légales.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, rapporteure.

2013 DAC 728 Subvention (15.000 euros) à l'association Collectif événementiel Art et handicap (20e).

Mme Véronique DUBARRY, M. Bruno JULLIARD, rapporteurs.

2013 DUCT 152 Adhésion de la Ville de Paris à l'Association des Médiateurs des Collectivités Territoriales (AMCT) et versement de la cotisation correspondante.

2013 DUCT 187 Approbation des modalités de lancement de l'appel d'offres ouvert relatif à la réalisation d'enquêtes "usagers mystères" portant sur la qualité de service dans le cadre de la démarche de labellisation QualiParis.

M. Philippe DUCLOUX, rapporteur.

2013 DEVE 131 Subvention (10.000 euros) à l'association Réseau Action Climat-France (93100 Montreuil), pour ses action de sensibilisation aux changements climatiques.

2013 DPA 47 Approbation du principe et des modalités de passation et signature d'un marché à bons de commande pour l'entretien, la maintenance et les améliorations des chaudières murales dans les équipements de diverses directions de la Ville de Paris.

2013 DPA 48 Approbation du principe et des modalités de passation d'un appel d'offres ouvert européen pour l'exploitation et la maintenance des installations de génie climatique d'équipements municipaux en 5 lots.

2013 DPA 49 Approbation du principe et des modalités de passation d'un appel d'offres ouvert européen pour l'exploitation et la maintenance des installations de génie climatique de locaux sociaux en 2 lots.

2013 DPA 55 Signature d'un avenant au contrat de subvention passé avec la Banque européenne d'Investissement pour le projet de performance énergétique dans les écoles.

M. René DUTREY, rapporteur.

2013 DPP 55 Subvention (645.000,38 euros) avec avenant à la convention avec la RIVP dans le cadre de la surveillance de logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain".

2013 DPP 56 Subvention (98.956,93 euros) avec avenant à la convention avec le Logement francilien dans le cadre de la surveillance de logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain".

2013 DPP 57 Subvention (228.105,37 euros) avec avenant à la convention avec Immobilière 3F dans le cadre de la surveillance de logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain".

2013 DPP 58 Subvention (125.884,49 euros) avec avenant à la convention avec EFIDIS dans le cadre de la surveillance de logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain".

2013 DPP 59 Subvention (121.062,75 euros) avec avenant à la convention avec la SIEMP dans le cadre de la surveillance de logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain".

2013 DPP 60 Subvention (103.185,22 euros) avec avenant à la convention avec ICF la Sablière dans le cadre de la surveillance de logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain".

2013 DPP 61 Subvention (25.000 euros) et convention avec la Mission locale de Paris au titre de la lutte contre la récidive.

2013 PP 73 Individualisation des autorisations de programme votées au budget spécial de la Préfecture de police (Exercice 2012/2013).

2013 PP 74 Décision modificative n° 2 du budget spécial de la préfecture de police pour 2013.

2013 PP 75 Autorisation à M. le Préfet de police de signer les marchés à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres de la ville de Paris.

2013 PP 76 Avenant n° 2 au marché de maîtrise d'oeuvre relatif aux travaux de restauration des façades extérieures et la réfection des toitures des ailes Est et Nord de la caserne de la Cité, situées rue de la Cité et place Louis Lépine (4e).

2013 PP 78 Acquisition par la ville de Paris (préfecture de police) d'un bien à Bourg-la Reine (Hauts-de-Seine) en vue d'une extension du centre de secours de la BSPP. Individualisation d'une autorisation de programme de 840.000 euros.

2013 PP 79 Autorisation de signer une convention de groupement de commandes avec les services État de la préfecture de police pour des prestations de réparations de tôlerie, de peinture et de mécanique sur les véhicules légers et utilitaires de marque Peugeot.

Mme Myriam EL KHOMRI, rapporteure.

2013 DAJ 23 Approbation d'un contrat de coexistence entre les marques Velib' d'une part et Ski lib' et Snowlib' d'autre part.

2013 DAJ 25 Approbation d'un contrat de licence de marques entre la Ville de Paris et la société Mariage Frères pour la vente de "thés parisiens" dans les boutiques de l'Hôtel de Ville.

2013 DAJ 26 Approbation d'un contrat de séquestre de données avec la société NCC Group Escrow Limited nécessaire à la conclusion du contrat de registre entre la Ville de Paris et l'ICANN pour l'activation du [.paris].

2013 DAJ 29 et 2013 DAJ 29-G : Approbation du principe d'une consultation ayant pour objet des prestations de représentation juridiques devant le Conseil d'Etat, la Cour de Cassation et le Tribunal des Conflits pour la Ville de Paris, le Département de Paris et l'EP Paris Musées, et autorisation de signer le marché correspondant.

2013 DAJ 30 Approbation d'un contrat de licence de droits de propriété intellectuelle entre la Ville de Paris et la société Tirot pour la vente de "bateaux jouets en bois navigables" dans les boutiques de l'Hôtel de Ville.

2013 DILT 24 Approbation des modalités de lancement et d'attribution d'un appel d'offres en un lot pour la fourniture de pièces détachées pour véhicules de marque Renault.

2013 DRH 14 Cinq marchés à bon de commande pour la scolarité destinée aux agents de la collectivité parisienne en vue de l'obtention du diplôme de puéricultrice.

2013 DRH 74 Marché à bons de commande pour les formations professionnelles initiales et continues des conducteurs de transport routier public.

2013 DRH 80 Modification des tranches indiciaires de l'allocation prévoyance santé.

2013 DRH 84 Indemnisation à l'amiable d'agents de la Ville de Paris suite à la détérioration d'objets ou d'effets personnels à l'occasion d'incidents de service pour l'année 2012.

2013 DRH 100 Remises de dettes dues à la Ville de Paris par les agents

2013 DSTI 20 Contrat de transaction avec la société SAP France pour la maintenance et l'acquisition des licences des progiciels SAP de la Ville de Paris.

2013 DSTI 25 Approbation du principe de passation et des modalités d'attribution d'un marché à bons de commande de Tierce Maintenance Applicative de la plateforme open-source Lutèce.

2013 DSTI 33 Tierce maintenance applicative multi-applications-Marché de service-Modalités de passation-Autorisation-Signature.

2013 DSTI 36 Adhésion et cotisation (800 euros) à l'association Open Data France.

2013 DUCT 154 Protocole d'accord transactionnel pour le versement d'une indemnité en réparation définitive d'un préjudice subi en mairie du 19e arrondissement.

2013 DUCT 173 Fixation des redevances liées à l'occupation temporaire de certaines salles de la mairie du 16e arrondissement.

2013 DUCT 189 Demande de subvention (37.500 euros) sollicitée auprès du Ministère de l'Intérieur au titre du financement de travaux dans des espaces verts du 12e arrondissement.

2013 DUCT 190 Demande de subvention (37.500 euros) sollicitée auprès du Ministère de l'Intérieur au titre du financement de travaux de voirie dans le 12e arrondissement.

2013 DUCT 211 Demande de subvention (12.500 euros) auprès du Ministère de l'Intérieur au titre du financement d'un aménagement éphémère square Cristino Garcia (20e).

Mme Maïté ERRECART, rapporteure.

2013 DJS 252 Subvention (2.000 euros) à l'association Move And Art (11e).

2013 DJS 381 Lancement d'un marché de prestations de services selon la procédure de l'article 30 du code des marchés publics pour la gestion des centres d'animation Arras et Censier (5e).

2013 DJS 393 Lancement d'un marché selon la procédure de l'article 30 du code des marchés publics pour la gestion du centre d'animation Mercoeur (11e).

2013 DJS 421 Subvention (3.000 euros) à l'association Ultima Chamada (14e).

2013 DJS 423 Subvention (16.000 euros) et convention avec Juste Debout (10e).

2013 DJS 431 Subvention (4.000 euros) et avenant à convention avec l'association Actions Jeunes (17e).

2013 DJS 436 Mise en oeuvre de l'opération Paris Jeunes Aventures pour l'année 2014.

2013 DJS 437 Mise en oeuve de l'opération Paris Jeunes Talents pour l'année 2014.

2013 DJS 440 Avenant n° 1 à la convention de délégation de service public pour la gestion du centre d'animation Maison des Ensembles (12e) relatif à l'ouverture en nocturne du centre d'animation.

2013 DJS 441 Avenant n° 2 à la convention de délégation de service public pour la gestion des centres d'animation Rébeval, Clavel, Curial, Mathis, Solidarité Angèle Mercier et Place des Fêtes (19e) relatif à l'ouverture en nocturne des centres d'animation Curial et Solidarité Angèle Mercier.

2013 DJS 449 Subvention (2.500 euros) à l'association Pazapas Belleville (11e).

2013 DJS 451 Contribution (10.000 euros) au programme annuel d'actions pour 2014 du Conseil Départemental de l'Accès au Droit de Paris destinée au Point d'Accès au Droit implanté au CIDJ.

2013 DJS 452 Subvention (2.000 euros) à l'association Animômes de Beaugrenelle (15e).

2013 DJS 453 Convention de subvention avec le Conseil régional d'Ile-de-France pour la construction de l'Auberge de jeunesse Pajol, 22, rue Pajol (18e).

2013 DJS 460 Convention de subvention avec l'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances (ANCV) pour la construction de l'Auberge de jeunesse Pajol, 22, rue Pajol (18e).

2013 DJS 456 Protocole d'accord transactionnel avec l'association CRL 10 suite à la sécurisation du centre d'animation Château-Landon (10e).

2013 DJS 458 Subvention (3.000 euros) et convention avec l'association Relais 59 (12e).

2013 DJS 461 Subvention (9.950 euros) à Fondation Agir Contre l'Exclusion (8e).

2013 DJS 463 Attribution de la dénomination Ken Saro Wiwa au centre d'animation Buzenval (20e).

2013 DJS 465 Attribution de la dénomination Wangari Maathai au centre d'animation Saint-Blaise (20e).

2013 DJS 471 Subvention (3.000 euros) et convention avec l'association Jeunesse Feu Vert - Fondation Robert Steindecker (12e).

2013 DU 66 Acquisition en l'état futur d'achèvement par la Ville de Paris auprès de la SIEMP d'un lot de volume à usage de centre d'animation dans un ensemble immobilier situé 22-30, boulevard de la Chapelle (18e).

Mme Isabelle GACHET, rapporteure.

2013 DJS 415 Subvention (51.000 euros) et convention avec l'association Jeunesse Sportive et Culturelle Pitray Olier (6e).

Mme Isabelle GACHET et M. Jean VUILLERMOZ, rapporteurs.

2013 DF 48 Budget municipal - Admission en non-valeurs de créances irrécouvrables et remises gracieuses d'anciennes créances.

2013 DF 49 Régisseuses et régisseurs - Demandes en décharges de responsabilité et remises gracieuses.

2013 DF 80 Pavillon Royal (16e) - Convention d'occupation du domaine public - Concession de travaux.

2013 DF 100 et 2013 DF 29-G : Rapports des représentants du conseil de Paris dans les SEM.

2013 DF 101 Pavillon Gabriel (8e) - Convention d'occupation du domaine public - Concession de travaux.

2013 DF 103 - DLH 328 Augmentation de capital de la SIEMP.

2013 DICOM 8 Approbation de la création du secteur distinct "Gestion et valorisation des marques déposées de la Ville de Paris".

2013 SGCP 6 Subvention (1.812.000 euros) et convention avec la Société de retraite des conseillers municipaux de Paris (4e).

M. Bernard GAUDILLÈRE, rapporteur.

2013 DEVE 147 Convention avec le Syndicat Intercommunal de Chauffage Urbain de Choisy-Vitry, en vue de l'autoriser à occuper le sous-sol du cimetière parisien de Thiais (94) pour le passage de canalisations de chauffage urbain.

2013 DEVE 161 Lancement et signature d'un appel d'offres ouvert relatif à la fourniture de substrats, terreaux, terre et mulch pour le Centre de Production Horticole et les différents espaces verts de la Ville de Paris.

2013 DEVE 187 Lancement d'un appel d'offres ouvert et signatures des marchés pour le montage et démontage des espaces Nature et Découvertes dans les bois de Vincennes (12e), Boulogne (16e) et dans le domaine de Beauregard (78170 La Celle Saint-Cloud).

2013 DEVE 181 Avenant n° 1 au marché de travaux lot n°3 d'aménagement du parc Clichy Batignolles Martin Luther King (17e).

2013 DEVE 164 Avenant n° 3 au marché de travaux lot n° 7 de l'aménagement du parc Clichy Batignolles Martin Luther King (17è) - 2ème tranche géographique.

2013 DEVE 186 Convention de financement (90.000 euros) pour la réalisation du lot 2 (biodiversité et continuité écologique) d'une étude sur les services écologiques rendus par la Petite Ceinture ferroviaire de Paris.

2013 DEVE 139 Subvention (4.000 euros) à l'association Société Centrale d'Apiculture (SCA) (14e), pour ses actions de sensibilisation du public à la vie des abeilles, à la pollinisation et aux activités apicoles.

2013 DEVE 152 Subvention (1.400 euros) à l'association Colibris dans le cadre de la campagne "Manger local, on le fait".

2013 DEVE 153 Subvention (3.000 euros) à l'association Ateliers Villes pour l'organisation d'animations pédagogiques sur le quartier de la Porte Montmartre (18e).

2013 DEVE 154 Subvention (2.000 euros) à l'association La MJC Ile-de-France (17e) pour son projet Pie Porteuse.

2013 DEVE 178 Subvention (2.500 euros) à l'association Cultures aux jardins (72310 Besse sur Braye) pour ses interventions en vue de sensibiliser le grand public à la biodiversité et à la nature en ville.

2013 DEVE 113 Attribution de la dénomination jardinet Madeleine de Scudéry au jardinet situé 1, rue des Oiseaux (3e).

2013 DEVE 165 Attribution de la dénomination promenade Maurice Boitel à la promenade ceinturant le lac Daumesnil dans le bois de Vincennes (12e).

2013 DEVE 166 Attribution de la dénomination Jardin Françoise Giroud au jardin situé sur le terre-plein central de la place d'Italie (13e).

2013 DEVE 167 Attribution de la dénomination pelouse Pierre Brossolette à la pelouse située entre les numéros 84 et 92 de l'avenue Foch (16e).

2013 DEVE 168 Attribution de la dénomination Allée Michel Serrault au tronçon nord-ouest de l'allée principale du parc de la Butte du Chapeau Rouge situé 4, avenue Debidour (19e).

2013 DEVE 169 Attribution de la dénomination Jardin naturel-Pierre Emmanuel au jardin naturel situé 114, rue de la Réunion (20e).

2013 DEVE 170 Attribution de la dénomination Jardin des Oiseaux au jardin situé 7, passage Stendhal (20e).

2013 DEVE 171 Attribution de la dénomination Square Emily Dickinson au square situé 28, rue des Ormeaux (20e).

2013 DEVE 173 Attribution de la dénomination square Federico García Lorca au square du port de l'Hôtel de Ville (4e).

2013 DEVE 174 Attribution de la dénomination Jardinet Auguste Scheurer-Kestner au jardinet situé 2, rue Jacob (6e).

2013 DEVE 175 Attribution de la dénomination Square Henri Christiné au square situé 151, quai de Jemmapes (10e).

2013 DEVE 185 Attribution de la dénomination Jardin Paul Didier au jardin situé 12, rue du Colonel Manhès (17e).

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, rapporteure.

2013 DSTI 16 - DEVE 42 - DGRI 78 Convention de partenariat entre la Ville de Paris et la Ville de Genève en vue de la mutualisation d'un système d'information botanique.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, Mme Maïté ERRECART, M. Pierre SCHAPIRA, rapporteurs.

2013 DDEEES 15 Subvention (22.000 euros) à l'association "Groupement Etudiant National d'Enseignement aux Personnes Incarcérées" (GENEPI).

2013 DDEEES 18 Subvention (15.000 euros) à l'association "Baisser les barrières".

2013 DDEEES 21 Subvention (10.000 euros) à la Confédération étudiante.

2013 DDEEES 23 Subvention (12.000 euros) à l'association "Etudiants et Développement" (3e).

2013 DDEEES 27 Subvention (30.000 euros) et convention avec l'association "Une radio étudiante à Paris" (3e).

2013 DDEEES 28 Subvention et convention (70.000 euros) avec l'association Animafac (7e).

2013 DDEEES 29 Subvention (54.000 euros) et convention avec l'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (AFEV).

2013 DDEEES 30 Subvention (58.000 euros) et convention avec l'association Starting-Block.

2013 DDEEES 31 Subvention (31.000 euros) et convention avec l'Union des Etudiants Juifs de France (UEJF).

2013 DDEEES 34 Subvention (20.000 euros) et convention avec le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) Sorbonne Paris Cité pour financer la poursuite du projet d'insertion professionnelle.

2013 DDEEES 36 Subventions (40.000 euros) et conventions avec les universités Panthéon-Sorbonne (Paris 1), Sorbonne Nouvelle (Paris 3), Paris Descartes (Paris 5) et Paris Diderot (Paris 7) pour financer des actions d'information, dans le cadre du dispositif "Cap en Fac".

2013 DDEEES 37 Subvention (26.000 euros) et convention avec l'Université Pierre et Marie Curie (Paris 6) pour financer des actions d'information dans le cadre du dispositif "Cap en Fac".

2013 DDEEES 199 Subventions (11.000 euros) avec convention à trois associations étudiantes.

M. Didier GUILLOT, rapporteur.

2013 DU 42 Suppression de la ZAC Bassin de la Villette (19e). Protocole avec la SEMAVIP fixant la participation financière de la Ville en vue de la clôture du traité de concession de 1988. Reddition des comptes et quitus à la SEMAVIP.

2013 DU 109 Acquisition d'emprises appartenant à Paris-Habitat OPH, 10-12, rue du Maroc (19e), dans le cadre de l'opération d'aménagement Flandre-Tanger-Maroc.

2013 DU 324 Approbation après enquête publique de la révision simplifiée du PLU sur le secteur de Chapelle International (18e).

2013 DU 185 Reproduction de documents d'urbanisme ou de paysage de la rue sur demande des administrés.

2013 DU 195 Echange de volumes avec la SEMPARISEINE dans la ZAC Beaujon (8e).

2013 DU 203 Acquisition en l'état futur d'achèvement auprès de la SEMPARISEINE d'un lot de volume à usage de salle polyvalente et ses locaux annexes dans le lot 5 de la ZAC Beaujon (8e).

2013 DU 210 Protocole de clôture d'opération et de solde de comptes avec la SAS Paris Nord Est -Entrepôts Macdonald, 141 à 221 boulevard Macdonald, 216 rue d'Aubervilliers, 33 quai de la Gironde (19e).

2013 DU 270 Signature d'un protocole avec la SEMAVIP fixant la participation financière de la Ville en vue de la clôture du traité de concession, reddition des comptes de la ZAC Flandre Nord (19e) et quitus à la SEMAVIP.

2013 DU 273 Reddition des comptes et quitus à la SemPariSeine dans le cadre de la ZAC Jean ZAY (14e).

2013 DU 282 Acquisition et cession de terrains avec Paris Habitat OPH dans le secteur d'aménagement Binet (18e).

2013 DU 288 Approbation et signature de l'avenant n°4 au traité de concession conclu avec la SEMAEST pour l'aménagement de la ZAC Pajol (18e).

2013 DU 294 Attribution de la concession d'aménagement de la ZAC Beaujon (8e) à la SEMPARISEINE.

2013 DU 296 - DGRI 77 Attribution à une voie de la dénomination passage Miriam Makeba (12e).

2013 DU 297 Attribution à une voie de la dénomination Rue Mstislav Rostropovitch (17e).

2013 DU 307 Dénomination Place Laurent Terzieff et Pascale de Boysson (6e).

2013 DU 309 Dénomination d'une voie Rue Alphonse Boudard (13e).

2013 DU 311 Dénomination d'une place Place Paul et Augustine Fiket (13e).

2013 DU 312 Dénomination d'une allée Allée Nina Simone (14e).

2013 DU 313 Dénomination d'une voie rue Marie Skobtsov (15e).

2013 DU 314 Dénomination d'une voie "esplanade du Capitaine Henri Pierret" (15e).

2013 DU 315 Dénomination d'une voie "cité Traëger" (18e).

2013 DU 316 Dénomination d'une emprise place Suzanne Denglos-Fau (18e).

2013 DU 317 Dénomination d'une voie Rue Gustave et Martial Caillebotte (20e).

2013 DU 319 Dénomination d'une voie Rue Mère Teresa (17e).

Mme Anne HIDALGO, rapporteure.

2013 DU 287 Signature des promesses de vente tripartites Ville de Paris, RFF et SEMAVIP pour la cession des terrains situés à l'Ouest et à l'Est de la future gare Rosa Parks, rue Gaston Tessier (19e).

Mme Anne HIDALGO, M. Christian SAUTTER, rapporteurs.

2013 DU 261 Approbation du dossier de réalisation et du programme des équipements publics de la ZAC Paul Bourget (13e). Approbation et signature du contrat de concession.

Mme Anne HIDALGO, M. Christian SAUTTER, Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteurs.

2013 DU 291 ZAC Joseph Bédier - Porte d'Ivry (13e) - Déclassement du domaine public d'une emprise, 9-11, place du Docteur Yersin et convention d'occupation temporaire du domaine public avec la SEMAPA sur une fraction de cette emprise.

Mme Anne HIDALGO, Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteures.

2013 CAB_MA 6 Subvention (5.000 euros) à l'association Difé kako (13e) pour la création et la diffusion d'un conte dansé pour enfants intitulé "Abaga le léopard" et d'une pièce chorégraphique intitulée "Le langage des anges".

2013 CAB_MA 7 Subvention (3.000 euros) à l'association Djilli ou les arts métissés (94130 Nogent sur Marne) pour l'organisation d'un festival de danse et de musique "EditionLyannaj".

2013 CAB_MA 8 Subvention (5.000 euros) à l'association Ecritures Théâtrales Contemporaines en Caraïbe (ETC Caraïbe) (97200 Fort-de-France) pour la remise au nom de la Ville de Paris de deux prix littéraires à des écrivains de l'Outre-Mer et de la Caraïbe.

2013 CAB_MA 9 Subvention (8.000 euros) à l'association Ecritures Théâtrales Contemporaines en Caraïbe (97200 Fort-de-France) pour l'organisation d'une rencontre intitulée "karavan Karaïb" avec 6 auteurs de l'Outre-Mer et de la caraïbe.

2013 CAB_MA 10 Subvention (2.000 euros) à l'association Femmes au-delà des mers (16e) pour constituer une mosaïque de portraits de femmes et rassembler une collection d'archives rares liée à l'Outre-Mer.

2013 CAB_MA 11 Subvention (10.000 euros) à l'association Gloriana (83510 Saint Antonin du Var) pour la production et la diffusion de l'opéra lyrique "L'Ile de Merlin" de Gluck avec des artistes lyriques de l'Outre-Mer.

2013 CAB_MA 19 Subvention (4.000 euros) à l'association Centre d'Information, Formation, recherche et Développement pour les Originaires d'Outre-Mer - CIFORDOM (91300 Massy) pour l'organisation de la remise du prix littéraire "Fetkann".

2013 CAB_MA 21 Subvention (5.000 euros) à l'association Pôle d'Export de la Musique et des Arts de la Nouvelle Calédonie - POEMART (98800 Nouméa) pour l'organisation d'une manifestation intitulée "K Music, le meilleur de la musique Kanak".

2013 CAB_MA 22 Subvention (3.000 euros) à l'association AWA Production (47300 Villeneuve sur Lot) pour la diffusion d'un spectacle de contes de la Caraïbe et d'ailleurs intitulé "Patito et Maryan".

2013 CAB_MA 24 Subvention (1.000 euros) à l'Association de la Dynamique d'Outre-Mer - ADOM (11e) pour l'organisation d'ateliers d'initiation à la danse, à la musique et aux percussions pour les jeunes.

2013 DAC 78 Subvention (10.000 euros) à l'association Le Laboratoire de la Création (1er).

2013 DAC 175 Subvention (145.000 euros) et convention avec l'association Paris Ateliers (4e).

2013 DAC 196 Subvention (3.000 euros) à l'association Ensemble Carpe Diem (38260 La Côte Saint André).

2013 DAC 313 Subvention (1.500 euros) à l'association Jean Monnet (78490 Bazoches sur Guyonne).

2013 DAC 339 Subvention (43.500 euros) et avenant à convention avec l'Association Artistique des Concerts Colonne (1er).

2013 DAC 357 Subvention (30.000 euros) et convention avec l'association SKITe (11e).

2013 DAC 540 Subvention (6.000 euros) à l'association Les Rencontres, Association des villes, des régions et des collectivités intermédiaires de la grande Europe pour la culture (14e).

2013 DAC 545 Subvention (3.000 euros) à l'association Ensemble Alternance (4e).

2013 DAC 547 Subvention (10.000 euros) à l'association Le Cabaret contemporain (18e).

2013 DAC 553 Subvention (20.000 euros) et convention avec l'établissement public la Maison des Métallos (11e).

2013 DAC 588 Subvention (1.500 euros) à l'association Choeur Stella Maris (10e).

2013 DAC 591 Subvention (500 euros) à l'association Espace Brémontier (17e).

2013 DAC 592 Subvention (1.000 euros) à l'association Compagnie La Diagonale (20e).

2013 DAC 593 Subvention (4.000 euros) à l'association des Amis des Concerts du Dimanche Matin (8e).

2013 DAC 594 Subvention (2.000 euros) à l'association Théâtres Enchantés (13e).

2013 DAC 599 Subvention (13.000 euros) à l'association Ars Longa (19e).

2013 DAC 607 Subvention (10.000 euros) à l'association Comité des fêtes et d'animations du 3e arrondissement (3e).

2013 DAC 616 Subvention (18.000 euros) à l'Association Française pour le Cirque de Demain (17e).

2013 DAC 619 Subvention (30.000 euros) et convention avec la Société à Responsabilité Limitée Sauvage Productions (19e).

2013 DAC 621 Subvention (8.000 euros) à la Société à Responsabilité Limitée Laurent Carrier Diffusion (18e).

2013 DAC 630 Subvention (8.000 euros) à l'association Hey! Team (19e).

2013 DAC 645 Subvention (20.000 euros) à l'association IDEAPARIS2013 (14e).

2013 DAC 647 Subvention (5.000 euros) à l'Association Nationale de Recherche et d'Action Théâtrale (14e).

2013 DAC 654 Subventions (13.000 euros) à l'association Les Brigands (20e) et à l'association Compagnie Les Frivolités Parisiennes (11e).

2013 DAC 656 Subventions (16.000 euros) à l'Association nouvelle pour la promotion du flamenco en France (20e), l'association Mecanik's (93 200 Saint Denis), l'association Centre de musique médiévale de Paris (13e), l'association Le concert de Monsieur de Saint George (4e).

2013 DAC 668 Subvention (41.500 euros) et convention avec l'association Jeunes Talents (20e).

2013 DAC 672 Subvention (15.000 euros) et convention triennale avec l'association L'Immédiat (17e).

2013 DAC 677 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Pierre Monteux 189 rue Ordener (18e) en remplacement de celle précédemment dédiée à Jean Martinon et à Pierre Monteux.

2013 DAC 680 Subvention (10.000 euros) et convention avec la SCIC le 100, établissement culturel solidaire (12e).

2013 DAC 709 Acceptation de dons manuels faits en faveur des bibliothèques spécialisées de la Ville de Paris.

2013 DAC 710 Subvention (50.000 euros) et avenant n° 2 avec l'association Théâtre Silvia Monfort (15e).

2013 DAC 711 Subvention (2.000 euros) à l'association Orchestre Symphonique et Lyrique de Paris (13e).

2013 DAC 716 Subvention (21.401,71 euros) et convention avec l'Etablissement Public du Parc de la Grande Halle de la Villette EPPGHV (19e).

2013 DAC 726 Attribution de la dénomination Marina Tsvetaieva à la bibliothèque Glacière (13e).

2013 DAC 730 Subvention (4.000 euros) à l'Amicale du conservatoire du 8e (8e).

2013 DAC 732 Subvention (1.500 euros) à l'association ProQuartet Centre européen de Musique de Chambre (4e).

2013 DAC 733 Subvention (4.996 euros) et convention avec la S.A.R.L. L'Ermitage (20e).

2013 DAC 736 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Loulou Gasté 8 rue Saint-Ferdinand (17e).

2013 DAC 742 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Alexandre Dumas père 25 rue de l'Université (7e).

2013 DAC 744 Signature de marchés pour la fourniture d'instruments de musique neufs pour un apprentissage dans les écoles de la Ville de Paris (aménagement des rythmes scolaires).

2013 DAC 746 Convention avec l'association Jour et Nuit Culture et fixation de la redevance pour l'occupation temporaire d'un immeuble communal, 9 place Saint-Michel (6e).

2013 DAC 747 Convention avec l'association L'Entreprise Culturelle et fixation de la redevance pour l'occupation temporaire d'un immeuble communal, Villa du Lavoir 70, rue René Boulanger (10e).

2013 DAC 750 Subvention (2.000 euros) à l'association Silhouette (19e).

2013 DAC 752 Convention avec l'association Le Laboratoire de la Création et fixation de la redevance pour l'occupation temporaire de locaux dans un immeuble communal, 28, rue Molière (1er).

2013 DAC 757 Approbation et signature d'une transaction entre la Ville de Paris, la SemPariSeine et la société Campenon Bernard Construction pour la réalisation d'une médiathèque au 41, rue d'Alleray (15e).

2013 DICOM 35 Conventions de parrainage avec FNAC, RATP, Vivre Paris et Paris Match pour l'exposition "Brassaï, pour l'amour de Paris".

2013 DICOM 38 Fixation du tarif de redevance pour les stands de vente dans le cadre des expositions dans les salons des Prévôts et des Tapisseries de l'Hôtel de Ville.

2013 SG 81 Subvention (15.000 euros) et convention avec l'association Cinéfondation (7e) pour ses activités cinématographiques.

2013 SG 94 Subvention (15.000 euros) à l'association Les Toiles Enchantées (92270 Bois Colombes) pour ses activités cinématographiques à destination des enfants hospitalisés.

2013 SG 142 Subvention (70.000 euros) et avenant à convention avec l'association Forum des images (1er).

M. Bruno JULLIARD, rapporteur.

2013 DAC 541 Subvention (16.000 euros) au Forum des instituts culturels étrangers à Paris FICEP (7e).

2013 DAC 596 Subvention (3.000 euros) à l'établissement public de la porte Dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration et aquarium de la porte Dorée (12e).

M. Bruno JULLIARD, Mme Claudine BOUYGUES, rapporteurs.

2013 DAC 679 Subvention (4.000 euros) à l'association Daïka (18e).

M. Bruno JULLIARD, Mme Claudine BOUYGUES, Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteurs.

2013 DAC 622 - DJS 327 Subvention (7.500 euros) à l'Association pour l'Insertion et le développement social et professionnel des jeunes et des adultes dans les métiers de la Musique et du Son (20e).

M. Bruno JULLIARD, Mme Isabelle GACHET, rapporteurs.

2013 DAC 157 - DJS 177 - SG 35 Subvention (60.000 euros) avec avenant à la convention avec l'association Centre de promotion du livre de jeunesse - Seine Saint Denis (93100 Montreuil).

M. Bruno JULLIARD, Mme Isabelle GACHET, M. Pierre MANSAT, rapporteurs.

2013 DAC 729 Subvention (2.000 euros) à Art Express- Compagnie Tatoo (77185 Lognes)

M. Bruno JULLIARD, Mme Véronique DUBARRY, rapporteurs.

2013 DAC 502 Subvention (2.500 euros) à l'association Théâtre Pixel et Gémo productions (18e).

2013 DAC 564 Subvention (1.000 euros) à l'association Frichti Concept (11e)

2013 SG 97 - DPVI 439 Subventions (30.000 euros) à 15 associations porteuses des projets audiovisuels des quartiers de la Politique de la Ville dans le cadre du partenariat Mission Cinéma et DPVI visant à valoriser le caractère social du cinéma et à soutenir les actions audiovisuelles menées au sein des quartiers prioritaires.

M. Bruno JULLIARD, Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteurs.

2013 SG 17 Subvention (2.000 euros) à l'Association des Tunisiens de France (10e).

2013 SG 129 Subvention (10.000 euros) à l'association Prochoix (11e).

2013 SG 175 Subvention (17.000 euros) à l'association Mouvement Ni Putes, Ni Soumises (20e).

2013 SG 177 Subvention (4.000 euros) à l'association Quartiers du Monde Arcueil (94110 Arcueil).

2013 SG 181 Subvention (12.000 euros) à l'Association européenne contre les Violences faites aux Femmes au Travail (A.V.F.T) (13e).

2013 SG 186 Subvention (4.400 euros) à l'association Foyer de Grenelle - Centre Social (15e).

2013 SG 187 Subvention (6.000 euros) à l'association Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC) (11e).

2013 SG 189 Subvention (3.000 euros) à l'association Archives, Recherches et Cultures Lesbiennes (12e).

2013 SG 190 Subvention (4.000 euros) à l'association Collectif Féministe Contre le Viol (CFCV) (13e).

Mme Fatima LALEM, rapporteure.

2013 DASES 21 Subvention (60.000 euros) et avenant n° 3 à convention avec l'Institut CURIE - Section Recherche.

2013 DASES 23 Subvention (60.000 euros) et avenant n° 3 à convention avec l'INSERM - DR Paris 7.

2013 DASES 24 Subvention (60.000 euros) et avenant n° 3 à convention avec le CNRS - Délégation Paris B.

2013 DASES 25 Subvention (70.000 euros) et avenant n° 2 à convention avec l'INSERM - DR Paris V et l'université Paris Descartes.

2013 DASES 26 Subvention (70.000 euros) et avenant n° 2 à convention avec l'INSERM - DR Paris V et l'université Paris Descartes.

2013 DASES 28 Subvention (70.000 euros) et avenant n° 2 à convention avec l'INSERM - DR Paris 6.

2013 DASES 29 Subvention (70.000 Euros) et avenant n° 1 à convention avec l'Institut PASTEUR (15e).

2013 DASES 30 Subvention (70.000 Euros) et avenant n° 1 à convention avec l'Institut PASTEUR (INSERM - Délégation Régionale Paris 12.

2013 DASES 31 Subvention (70.000 euros) et avenant n° 1 à convention avec le Centre National de la Recherche Scientifique "CNRS" et l'Université Paris-Diderot - Paris 7.

2013 DASES 32 Subvention (75.000 euros) et convention avec l'Institut Pasteur (15e).

2013 DASES 33 Subvention (75.000 euros) et convention avec l'Institut Pasteur.

2013 DASES 34 Subvention (75.000 euros) et convention avec le Centre National de la Recherche Scientifique - délégation régionale de Paris (DR1).

2013 DASES 35 Subvention (75.000 euros) et convention avec l'Ecole supérieure de physique et de chimie industrielles (ESPCI Paris Techn).

2013 DASES 36 Subvention (30.000 euros) et convention avec l'Institut National de la santé et de la recherche médicale (délégation régionale Paris 11).

2013 DASES 37 Autorisation de répondre aux consultations et de signer des marchés publics en qualité de prestataire pour les activités du laboratoire d'Hygiène de la Ville de Paris pour l'année 2014. Approbation du tarif 2014 des prélèvements et des analyses du Laboratoire d'Hygiène de la Ville de Paris.

2013 DASES 41 Signature de deux conventions l'une avec l'Etat représenté par le Préfet de la région d'Ile de France, Préfet de Paris et l'autre avec l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, relative à la lutte contre le saturnisme.

2013 DFPE 457 et 2013 DFPE 19-G : Lancement et signature de marchés de fourniture et livraison de vaccins destinés aux services de santé du Département et de la Ville de Paris, en 27 lots séparés, dans le cadre du groupement de commandes pour l'achat de fournitures et services.

M. Jean-Marie LE GUEN, rapporteur.

2013 DVD 180 Convention de stationnement et de navigation sur le réseau fluvial de la Ville de Paris avec la Compagnie de Navigation Seine et Manche.

Mme Anne LE STRAT, rapporteure.

2013 DVD 94 Conventions d'occupation du domaine fluvial avec les sociétés Holcem Béton France et Cemex Béton pour la construction d'unités de fabrication de béton au Canal de l'Ourcq à Bondy (93).

2013 DVD 181 Convention de stationnement sur le Bassin de la Villette (19e) avec la société Marin d'Eau Douce pour l'exploitation d'une activité de location de bateaux.

2013 DVD 186 Demandes d'urbanisme par la société RFM auprès de la mairie de St Denis (93) pour la construction d'une plateforme portuaire de recyclage.

Mme Anne LE STRAT, M. Pierre MANSAT, rapporteurs.

2013 DLH 5 Dépôt de la demande de permis de démolir visant l'ensemble des bâtiments, 82-84 boulevard Voltaire (11e).

2013 DLH 29 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme comportant 48 logements PLUS, 24 logements PLAI et 24 logements PLS, 14/18 et 30 rue de l'Arbre Sec (1er).

2013 DLH 97 Déclassement du domaine public et conclusion d'un avenant au bail emphytéotique des 24 mai et 7 juin 1973 portant location de la parcelle communale 10-20, rue Fernand Léger (20e) au profit de Coallia Habitat.

2013 DLH 113 Réalisation par la RIVP d'un programme comportant 10 logements PLUS 18, rue de la Huchette et 4, rue Xavier Privas (5e).

2013 DLH 136 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme comportant 7 logements PLUS, 147 rue d'Avron (20e).

2013 DLH 145 Réalisation par l'Association Championnet d'un programme d'extension comportant 55 logements PLA-I et de réhabilitation Plan Climat d'un Foyer de Jeunes Travailleurs, 14 rue Georgette Agutte (18e).

2013 DLH 155 Avenant au bail emphytéotique consenti à PARIS HABITAT-OPH portant location de l'immeuble communal 2, rue Championnet (18e).

2013 DLH 159 Location par bail emphytéotique, au profit de la société Résidences Sociales d'Ile-de-France, de l'immeuble communal 9, rue d'Aligre - 4, place d'Aligre (12e).

2013 DLH 167 Réalisation par la RIVP d'un programme de transformation de bureaux en logements, comportant 2 logements PLA-I, 8 logements PLUS et 2 logements PLS 33, rue Bergère (9e).

2013 DLH 169 Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 10 logements PLUS, 5 logements PLS et 1 local d'activités 61, boulevard Barbès (18e).

2013 DLH 170 Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 7 logements PLUS 45, rue Sauffroy (17e).

2013 DLH 171 Réalisation par la RIVP d'un programme de construction comportant une résidence sociale pour jeunes travailleurs de 54 logements PLA-I, 12, 14 et 16 rue Émile Level (17e).

2013 DLH 178 Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 5 logements PLA-I, 8 logements PLUS, 6 logements PLS et 2 locaux d'activités 7, rue Pouchet (17e).

2013 DLH 187 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction de 18 logements étudiants en colocation (62 chambres) 83 bis - 85, rue Philippe de Girard (18e) et renouvellement des garanties accordées par la Ville de Paris pour le financement de ce programme.

2013 DLH 191 Modification de la délibération de décembre 2012 relative à la réalisation par la RIVP dans le cadre d'une VEFA d'un programme comportant 1 logement PLA-I, 1 logement PLS et un mini-foyer pour personnes en situation de handicap mental de 9 logements PLUS, 154, avenue Victor Hugo (16e).

2013 DLH 193 Réalisation par la SA d'HLM " l'Habitat Social Français " (HSF) d'un programme de réhabilitation Plan Climat progressif 8-10, rue Richemont (13e).

2013 DLH 196 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de création de 2 logements PLUS, 41-47 rue de la Grange aux Belles - 1 rue des Ecluses Saint Martin (10e).

2013 DLH 199 Location par bail emphytéotique, au profit de PARIS HABITAT-OPH, de l'immeuble communal 77 rue de Longchamp (16e).

2013 DLH 200 Réalisation par ELOGIE d'un programme comportant 2 logements PLA-I, 6 logements PLUS et 4 logements PLS, 334 rue Saint Honoré (1er).

2013 DLH 202 Location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de l'immeuble communal 64-66 rue Hermel (18e).

2013 DLH 207 Réalisation par ICF Habitat La Sablière d'un programme de construction neuve comportant 22 logements PLA-I, 107 logements PLUS et 52 logements PLS, 3-5 rue Fulton (13e).

2013 DLH 208 Avenant n° 2 au bail emphytéotique portant location d'un ensemble immobilier 5 rue du Bessin et 96 rue Castagnary (15e) au profit de l'Association pour l'Utilisation du Rein Artificiel (AURA).

2013 DLH 211 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de création d'un logement PLUS, 5 rue François Pinton (19e).

2013 DLH 215 Octroi de la garantie de la Ville de Paris à des emprunts PAM et PAM Eco-prêt à contracter par Paris Habitat OPH en vue du financement de divers programmes de réhabilitation Plan Climat et de résidentialisation ainsi que des travaux de renouvellement de composants.

2013 DLH 221 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction neuve comportant 33 logements étudiants PLUS, 2 rue Championnet (18e).

2013 DLH 225 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction neuve comportant 20 logements PLS, 33-35 rue de Nantes (19e).

2013 DLH 228 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de création d'un logement PLUS, 141 bd Raspail (6e).

2013 DLH 234 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de création d'un logement PLUS, 60 rue Bayen (17e).

2013 DLH 236 Location par bail emphytéotique, au profit de la SIEMP, de l'immeuble communal 8, rue Godefroy Cavaignac (11e).

2013 DLH 240 Protocole transactionnel (2.430.000 euros) au titre de l'éviction commerciale d'une société de l'immeuble communal 123, rue de Charenton (12e).

2013 DLH 246 Réalisation par FIAC d'un programme de construction neuve d'une résidence étudiante comportant 132 logements, 25-25bis-27 rue de l'Argonne (19e).

2013 DLH 247 Réalisation par EMMAÜS HABITAT d'un programme de construction neuve d'une résidence sociale pour jeunes actifs comportant 30 logements PLA-I, 38 rue de Lorraine (19e).

2013 DLH 249 Location par bail emphytéotique, au profit de la SAS LERICHEMONT, de l'immeuble communal 95, rue Manin (19e).

2013 DLH 252 Réalisation par France Habitation d'un programme de construction neuve d'une pension de famille comportant 24 logements PLA-I, 7 place Emile Landrin (20e).

2013 DLH 254 Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 1 logement PLA-I, 1 logement PLUS, 8 logements PLS et 3 locaux d'activités 3, rue de Bellièvre (13e).

2013 DLH 256 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de création d'un logement PLS, 13 rue de la Lancette (12e).

2013 DLH 257 Réalisation par la RIVP d'un programme de résidentialisation de l'ensemble immobilier 2-12, rue du Docteur Hutinel et 1-11, rue du Docteur Richet (13e).

2013 DLH 260 Modification de la garantie accordée par la Ville de Paris aux emprunts PLS et PHARE à contracter par Résidences Sociales de France en vue du financement d'un programme de construction neuve d'un Foyer d'Accueil Médicalisé comportant 40 logements PLS et 6 places d'accueil de jour, lot E8 ZAC Clichy-Batignolles (17e).

2013 DLH 262 Réalisation par France Habitation, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme de construction neuve comportant 5 logements PLA-I, 8 logements PLUS et 5 logements PLS, 39 avenue Trudaine (9e).

2013 DLH 263 Modification de la participation de la Ville de Paris au financement du programme de restructuration par Coallia Habitat d'un foyer de travailleurs migrants comportant 156 logements PLA-I, 3-5 rue des Arbustes (14e).

2013 DLH 264 Réalisation par Coopération et Famille d'un programme de création d'une résidence sociale pour jeunes actifs comportant 70 logements PLA-I, 8-10 et 43-45 rue Davy (17e).

2013 DLH 265 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de création d'un logement PLUS, 6 rue Chambiges (8e).

2013 DLH 266 Avenant au bail à emphytéotique des 30 janvier et 11 février 1975 portant location à ADOMA d'une propriété communale 15-21, boulevard de la Commanderie (19e).

2013 DLH 267 Avenant au bail à construction portant location à ADOMA d'une propriété communale 73 à 79, rue de la Procession (15e).

2013 DLH 268 Avenant au bail à construction du 12 décembre 1974 portant location à ADOMA d'une propriété communale 12-18, boulevard Fort de Vaux (17e).

2013 DLH 269 Réalisation par ESPACIL Habitat d'un programme de construction comprenant une résidence pour personnes âgées comportant 40 logements PLS et un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) comportant 24 logements PLS, 2bis cité de la Chapelle (18e).

2013 DLH 270 Réalisation par ICF HABITAT La Sablière d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 70 logements PLA-I, 140 logements PLUS et 69 logements PLS, Allée d'Andrézieux (18e).

2013 DLH 272 Dépose de la demande de permis de démolir visant les locaux et appentis occupés par les services de la Ville de Paris au 198, rue d'Aubervilliers (19e).

2013 DLH 273 Avenant n° 4 à la convention d'intervention foncière conclue le 9 mars 2009 entre la Ville de Paris et l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France (EPFIF).

2013 DLH 275 Réalisation par ERIGERE d'un programme de réhabilitation Plan Climat d'un ensemble immobilier comportant 74 logements PLI, 70-72 rue d'Aubervilliers (19e).

2013 DLH 276 - DF 93 Résiliation anticipée de la convention de 1986 passée entre la Ville de Paris et Elogie.

2013 DLH 277 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de création d'un logement PLUS, 3 rue des Prouvaires (1er).

2013 DLH 278 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 10 logements PLS, 96 rue de Meaux / 3 rue Petit (19e).

2013 DLH 280 Réalisation par ELOGIE d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 6 logements PLA-I, 13 logements PLUS et 4 logements PLS 7 rue de Calais (9e).

2013 DLH 283 Réalisation par la RIVP d'un programme de réhabilitation Plan Climat progressif de l'ensemble immobilier 16, rue Hénard 39-41 et 42, allée Antonio Vivaldi et 161, avenue Daumesnil (12e).

2013 DLH 287 Protocole d'accord et actes nécessaires relatifs au règlement et à la répartition des charges entre la Ville de Paris, Logement Francilien et la Cité Internationale Universitaire de Paris pour l'ensemble immobilier 41 bis quai de Loire et 157 rue de Crimée (19e).

2013 DLH 289 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 736 logements, 4, 6, 12, 14 rue Frederick Lemaître - 35, 37, 39, 47, 49 rue Olivier Métra - 46, 50, 64, 68 rue des Rigoles (20e).

2013 DLH 303 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 17 logements PLS 52, rue Curial / 13, passage de Crimée (19e).

2013 DLH 310 Octroi de la garantie de la Ville de Paris à divers emprunts à contracter par la société d'HLM "l'Habitat Social Français" (HSF) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour le financement de travaux sur son patrimoine conventionné.

2013 DLH 331 Octroi de la garantie de la Ville de Paris à l'emprunt à contracter par la RIVP auprès du Crédit foncier pour le financement de programmes 2012 de travaux d'amélioration de son patrimoine.

2013 DU 255 Déclassement et cession à la RIVP du lot 2 à détacher de la parcelle située 134 boulevard Davout (20e).

2013 DU 262 - DLH 194 Acceptation et convention d'offre de concours de la SCI La Reine France, convention réciproque de tour d'échelle avec constat de mitoyenneté au 39 boulevard des Invalides (7e).

M. Jean-Yves MANO, rapporteur.

2013 DLH 131 Résiliation anticipée du bail emphytéotique consenti par la Ville de Paris à la société ELOGIE pour la location de la parcelle communale 1-10 Allée des Grands Champs, 39-43 avenue de Stalingrad, à Bagnolet (Seine-Saint-Denis) et cession corrélative de cette parcelle à PARIS HABITAT - OPH.

2013 DLH 271 Dépôt des demandes de permis de démolir visant les pavillons situés à Achères et à Saint-Germain-en-Laye (78).

M. Jean-Yves MANO, M. Pierre MANSAT, rapporteurs.

2013 DLH 162 - DASES 39 Réalisation par Résidences Sociales de France (RSF) d'un programme de création d'un centre d'hébergement comportant 36 logements PLA-I, 54 rue du Ruisseau (18e).

M. Jean-Yves MANO, Mme Olga TROSTIANSKY, rapporteurs.

2013 DU 69 Cession de locaux sociaux au 164-166 rue Victor Hugo à Levallois-Perret (92).

2013 DU 321 Vente d'une parcelle de terrain à Carrières-sous-Poissy (78) au profit du Département des Yvelines.

M. Pierre MANSAT, rapporteur.

2013 DASCO 158 Subventions (508.372 euros) aux écoles d'arts appliqués (2e tranche).

2013 DASCO 190 Dotation complémentaire (34.160 euros) au service de restauration de l'école Boulle pour 2013.

2013 DDEEES 185 Subvention (22.000 euros) à l'Association Paris-Montagne, à l'Association française d'Astronomie et à l'Institut de Paléontologie humaine, pour l'organisation de manifestations de diffusion de la culture scientifique.

2013 DDEEES 216 Subvention (444.000 euros), conventions et avenants à conventions avec divers organismes et établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans le cadre de l'appel à projets "Paris 2030".

2013 DDEEES 234 Subvention (26.000 euros) à l'IFP Energies nouvelles, l'APASR, la SFdS et Doc'Up pour l'organisation de manifestations de diffusion de la culture scientifique.

2013 DDEEES 241 Subvention (7.000 euros) à l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF) pour l'organisation d'un colloque à l'occasion des 20 ans de l'association.

M. Jean-Louis MISSIKA, rapporteur.

2013 DDEEES 236 - DVD 221 Convention d'occupation du domaine public municipal avec la RATP pour l'occupation expérimentale d'une station de bus innovante boulevard Diderot (12e).

M. Jean-Louis MISSIKA, M. Julien BARGETON, Mme Lyne COHEN-SOLAL, rapporteurs.

2013 DDEEES 49 Convention d'occupation avec la RIVP sur le terrain dénommé parcelle B à la Cité internationale universitaire de Paris (14e).

M. Jean-Louis MISSIKA et M. Didier GUILLOT, rapporteurs.

2013 DA 26 et 2013 DA 26-G : Résiliation de deux marchés à bons de commande de travaux de métallerie et ferronnerie issus de la précédente consultation et lancement des marchés à bons de commande mono-attributaires en deux lots séparés pour des travaux de métallerie ferronnerie sur les bâtiments de la Ville et du département de Paris.

2013 DA 31 Approbation du principe et des modalités de résiliation pour motif d'intérêt général de deux marchés passés pour l'entretien de la régénération et des plantations dans le Bois de Vincennes.

2013 DAJ 31 Signature des marchés à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres les 22 et 29 octobre 2013.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

2013 DFPE 13 Subvention (9.823 euros) et avenant n° 5 avec l'association Jardin d'Enfants des Nations Unies pour son jardin d'enfants (16e).

2013 DFPE 25 Subvention (36.150 euros) et avenant n°5 avec l'association l'Atelier des Enfants (19e) pour la halte-garderie.

2013 DFPE 26 Subvention (82.869 euros) et avenant n°5 à l'association La Nouvelle Etoile des Enfants de France (5e) pour la crèche collective A Petits Pas (19e).

2013 DFPE 35 Subvention (95.210 euros) et avenant n° 5 avec l'association Quel Univers Inventer (19e) pour la Crèche parentale (19e).

2013 DFPE 51 Subvention (97.182 euros) et avenant n° 1 avec l'association consultation et lieu d'accueil psychanalytique (CLAP) gestionnaire du lieu d'accueil enfants-parents le passage des tout-petits (12e).

2013 DFPE 52 Subvention (70.599 euros), avenant n°3 et convention avec l'association Les Equipes d'Amitié, gestionnaire du lieu d'accueil enfants parents La Caragole (10e).

2013 DFPE 53 Subvention (121.960 euros), avenant et convention avec l'association Parler à d'autres, gestionnaire du lieu d'accueil enfante parents les P'tits, les Grands (9e).

2013 DFPE 55 Subvention (135.958 euros) et avenant avec l'association Oeuvre de Secours aux Enfants, gestionnaire du lieu d'accueil enfants parents La maison des sources (20e).

2013 DFPE 56 Subvention (114.386 euros), avenant à la convention et nouvelle convention avec l'association Ecole des Parents et des Educateurs d'Ile de France, gestionnaire du lieu d'accueil enfants-parents La maison ouverte (11e).

2013 DFPE 57 Subvention (159.822 euros) et avenant à convention avec la Fondation de Rothschild (12e), gestionnaire du lieu d'accueil enfants parents dénommé L'Ilot Bébés (13e).

2013 DFPE 60 Subvention (138.065 euros),avenants et nouvelle convention avec l'association l'arbre bleu (18e), gestionnaire d'un lieu d'information et d'un lieu d'accueil enfants parents.

2013 DFPE 92 Subvention (95.821euros) et avenant n° 5 avec l'association La Ribambelle (15e) pour sa halte garderie.

2013 DFPE 97 Subvention (150.746 euros) avenant n°5 et convention avec le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris pour la crèche collective Pirouette (11e).

2013 DFPE 98 Avenant n° 5 (132.779 euros) et convention avec le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris (12e) pour la crèche collective A Tire d'Aile (19e).

2013 DFPE 102 Subvention (93.966 euros) et avenant n°5 avec l'Association Générale des Familles de Paris 12 pour sa Halte garderie.

2013 DFPE 103 Subvention (83.197 euros) avenant n° 5 et convention avec la Caisse d'Allocations Familiales de Paris pour la halte garderie Charenton (12e).

2013 DFPE 104 Subvention (62.518 euros), avenant n° 5 et convention avec la Caisse d'Allocations Familiales de Paris (15e) pour la halte garderie Chevaleret (13e).

2013 DFPE 105 Subvention (35.550 euros), avenant et convention avec la Caisse d'Allocations Familiales de Paris (15e) pour la halte garderie Tanger (19e).

2013 DFPE 106 Subvention (81.307 euros) et avenant n° 5 avec l'association Crèche Parentale PIROUETT (13e) pour la crèche parentale Pirouett.

2013 DFPE 115 Subvention (66.104 euros) et avenant n° 5 avec l'association Les Petits Loups (19e) pour la crèche parentale Les Petits Loups.

2013 DFPE 119 Subvention (574.496 euros) et avenant n° 3 avec l'association Groupe d'oeuvres Sociales de Belleville - G.O.S.B. - (20e) pour sa crèche collective (20e).

2013 DFPE 120 Subvention (70.386 euros) et avenant n° 5 avec l'association Le Relais Ménilmontant (20e) pour la halte garderie Les Lutins Verts (20e).

2013 DFPE 121 Subvention (67.889 euros) et avenant n° 5 avec l'association Le Relais Ménilmontant (20e) pour la halte garderie Le Petit Relais (20e).

2013 DFPE 134 Subvention (162.046 euros) et avenant n° 5 à l'association Crescendo (11e) pour la structure multi-accueil Saint Roch (1er).

2013 DFPE 135 Subvention (180.139 euros) et avenant n° 5 avec l'association Crescendo pour la crèche collective Enfance et découvertes (3e).

2013 DFPE 136 Subvention (314.965 euros) et avenant n°5 à l'association Crescendo (11e) pour la structure multi-accueil Charivari (9e).

2013 DFPE 137 Subvention (351.265 euros) et avenant n°5 avec l'association Crescendo (11e) pour la crèche collective Les Globes Trotteurs (9e).

2013 DFPE 138 Subvention (219.550 euros) et avenant n°5 avec l'association Crescendo pour la structure multi-accueil Lutins de la Plaine (15e).

2013 DFPE 139 Subvention (136.290 euros) et avenant n°5 à l'association Crescendo pour la structure multi-accueil La Souris Verte (15e).

2013 DFPE 140 Subvention (202.981 euros) et avenant n°5 avec l'association Crescendo pour la structure multi-accueil Toboggan (15e).

2013 DFPE 141 Subvention (176.384 euros) et avenant n°4 avec l'association Crescendo (11e) pour la structure multi-accueil Champerret (17e).

2013 DFPE 142 Subvention (149.472 euros) et avenant n°5 avec l'association Crescendo pour la structure multi-accueil 1, 2, 3 Soleil (18e).

2013 DFPE 143 Subvention (589.352 euros) et avenant n°3 avec l'association Crescendo (11e) pour la structure multi-accueil Maison de Gavroche (19e).

2013 DFPE 144 Subvention (618.141 euros) et avenant n°2 avec l'association Crescendo (11e) pour la structure multi-accueil Bellevue (19e).

2013 DFPE 145 Subvention (185.863 euros) et avenant n°5 avec l'association Crescendo (11e) pour la crèche collective Les Enfants d'Abord (19e).

2013 DFPE 146 Subvention (86.206 euros) et avenant n°5 avec l'association Crescendo (11e) pour la crèche collective Coccinelle (20e).

2013 DFPE 147 Subvention (136.019 euros) et avenant n°5 avec l'association Crescendo (11e) pour la structure multi-accueil Vivre au jardin (20e).

2013 DFPE 148 Subvention (192.285 euros) et avenant n°5 avec l'association Crescendo (11e) pour la structure multi-accueil Fontarabie (20e).

2013 DFPE 149 Subvention (143.853 euros) et avenant n°5 avec l'association Crescendo (11e) pour la structure multi-accueil Belleville (20e).

2013 DFPE 150 Subvention (578.023 euros) et avenant n°2 avec l'association Crescendo (11e) pour la structure multi-accueil Les Robinsons (20e).

2013 DFPE 165 Subvention (90.776 euros) et avenant n°5 avec l'association Enfance pour Tous (69001 Lyon) pour la crèche collective Les Petits Réglisses (20e).

2013 DFPE 180 Subvention (478.335 euros) et avenant avec l'association La Croix Rouge Française pour la crèche collective Saint Pierre du Gros Caillou (7e).

2013 DFPE 400 Subvention (410.878 euros) et convention avec l'Union Départementale des Associations Familiales de Paris, U.D.A.F. de Paris afin de restructurer les locaux de la halte-garderie A tous Petits Pas (17e).

2013 DFPE 425 Lancement d'un marché article 30 relatif à la gestion et à l'exploitation d'un établissement de petite enfance situé 9 rue Affre (18e).

2013 DFPE 458 Convention d'occupation précaire avec l'Association Loisirs Pluriel concernant les espaces dépendant du jardin d'enfants situé 5, rue du Docteur Landouzy (13e).

2013 DFPE 459 Avenant à convention avec les ministères économiques et financiers, relative à la gestion des crèches situées dans les locaux des ministères, 8 Place Bataillon du Pacifique (12e).

2013 DFPE 462 Convention avec Paris Habitat OPH pour recouvrement des frais de fourniture d'eau froide à la halte-garderie sise 11/13, rue Emile Duployé et 8/10, rue Ernestine (18e).

2013 DFPE 464 Approbation du principe et des modalités de résiliation des marchés à bons de commande multi attributaires avec Crèches de France, ayant pour objet la mise à disposition de places d'accueil de petite enfance au sein d'établissements d'accueil collectif de petite enfance situés dans les 15e et 16e arrondissements.

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur.

2013 DPE 75 Subvention (98.300 euros) et convention avec l'association L'Interloque pour la réalisation de travaux d'aménagement de la recyclerie Paris Centre (2e).

2013 DPE 98 Subvention (84.600 euros) et convention avec l'association la Petite Rockette (11e) pour son activité de recyclerie.

2013 DPE 111 Convention cadre avec l'association Emmaüs Défi.

2013 DPE 79 Réforme pour vente ou destruction de 197 véhicules et matériels du service technique de la propreté de Paris.

2013 DPE 97 Approbation du principe et des modalités d'attribution de deux marchés à bons de commande sur appel d'offres ouvert, relatif à la fourniture de brosses et balais pour les engins de nettoiement de la Ville de Paris.

2013 DPE 104 Approbation du principe et des modalités d'attribution de deux marchés à bons de commande sur appel d'offres ouvert, relatifs au dépannage et à la réparation des véhicules Renault PVI fonctionnant au GNV de la Ville de Paris.

M. Mao PENINOU, rapporteur.

2013 DPE 65 - DPVI 182 Subventions (85.400 euros) pour le fonctionnement de 4 recycleries, signature de 3 conventions et un avenant avec les associations gestionnaires (10e, 13e, 14e, 18e).

M. Mao PENINOU, Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteurs.

2013 DAC 523 Subvention (6.000 euros) à la Société française de Photographie (2e).

2013 DAC 566 Accord de coédition entre le Comité d'Histoire de la Ville de Paris et les Presses Universitaires de Vincennes pour l'édition de l'ouvrage Paris de Parcelles en Pixels.

2013 DAC 567 Subvention (2.000 euros) à l'association DoCoMoMo (17e).

2013 DAC 569 Subvention (4.000 euros) à l'association Groupement des associations d'Amis de Musées de la région Ile de France (4e).

2013 DAC 570 Subvention (7.000 euros) avec convention avec l'association Génériques (12e).

2013 DAC 571 Subvention (4.500 euros) à l'Association passages et galeries (8e).

2013 DAC 578 Subventions (30.000 euros) avec conventions avec l'Association de la Régie Théâtrale (4e).

2013 DAC 688 Acceptation du classement au titre des monuments historiques de la basilique Sainte- Clotilde (7e).

2013 DAC 689 Acceptation du classement au titre des monuments historiques de l'église Saint Jean-Baptiste (19e).

2013 DAC 699 Participation (5.000 euros) avec convention avec l'Institut National du Patrimoine.

2013 DAC 740 Subvention (1.520.000 euros) avec l'établissement public local Paris Musées.

2013 DAC 741 Subvention (13.000 euros) à l'Association Réseau européen des bibliothèques Judaica et Hébraica (9e).

Mme Danièle POURTAUD, rapporteure.

2013 DDEEES 198 Location d'un immeuble 113 à 117 rue Nationale (13e) à la SNI. Avenant au bail emphytéotique. Ajustement de la durée du bail sur la durée des emprunts et régularisation de l'assiette foncière.

2013 DICOM 25 Lancement du marché relatif à l'agent de Licence, co-branding et partenariat pour les marques de la Ville de Paris.

2013 DICOM 39 Mise à disposition temporaire à des tiers de locaux nus (salon des Prévôts et salon des Tapisseries) à l'Hôtel de Ville.

M. Christian SAUTTER, rapporteur.

2013 DGRI 56 Subvention (15.000 euros) à l'association Un Coeur Pour la Paix (16e) pour un programme de solidarité dans le domaine de la santé en Israël et en Palestine.

2013 DGRI 83 Signature d'un avenant à convention avec l'Organisation Pan-Africaine pour la Santé (6e) relative à la lutte contre le Sida en Afrique.

2013 DGRI 86 Subvention (16.000 euros) et convention avec l'association Sol En Si - Solidarité Enfants Sida (93000 Bobigny) dans le cadre de la lutte contre le Sida en Afrique (Togo).

2013 DGRI 87 Signature d'un avenant technique à la convention de subvention avec l'association AIDES (93500 Pantin), relative à la lutte contre le Sida au Mali.

2013 DGRI 88 Signature d'une convention relative au programme de travail 2013-2014 avec l'APUR dans le domaine de la coopération décentralisée.

M. Pierre SCHAPIRA, rapporteur.

2013 DGRI 81 - DPVI 457 Approbation de reconduction (80.000 euros) en 2014 du Label Paris Co-développement Sud.

M. Pierre SCHAPIRA, Mme Claudine BOUYGUES, rapporteurs.

2013 DGRI 82 Signatures de 3 avenants aux conventions relatives au projet "Développement de savoir-faire municipaux dans l'aménagement de zones inondables et insalubres à Abidjan et Cotonou".

2013 DGRI 84 - DPE 100 Subvention (252.165 euros) et convention avec l'association inter aide (78000 Versailles).

2013 DGRI 85 - DPE 101 Subvention (227.197 euros) et convention avec l'association le secours catholique (7e) pour son projet d'accès à l'eau potable et l'assainissement et gestion durable des infrastructures hydrauliques et sanitaires dans les communes rurales de Kayokwe, province de Mwaro, et de Nyarusange, province de Gitega au Burundi.

M. Pierre SCHAPIRA, Mme Anne LE STRAT, rapporteurs.

2013 DPVI 50 Convention avec la Société Coopérative d'intérêt Collectif R2K pour l'attribution des locaux municipaux situés au 1 rue de la Solidarité Quartier Danube-Solidarité (19e) et aide indirecte sous forme de réduction de loyer.

2013 DPVI 132 Subventions (63.700 euros) avec conventions à 8 associations porteuses de projets économiques innovants dans les quartiers Politique de la Ville.

2013 DPVI 140 Subvention (46.000 euros) et convention avec l'Association Maison des Fougères (20e).

2013 DPVI 159 Subvention (2.725 euros) et convention avec l'association Collectif Raymond Queneau pour l'aménagement de son jardin partagé 24-26 rue Raymond Queneau dans le quartier La Chapelle - Porte d'Aubervilliers (18e).

2013 DPVI 162 Subvention (15.000 euros) et convention avec l'Association Citoyennes Interculturelles de Paris 20e (CIP20).

2013 DPVI 164 Subventions (40.000 euros) à 3 régies de quartier et conventions avec 2 régies (17e, 19e, et 20e).

2013 DPVI 178 Subvention (49.000 euros) et convention avec l'association La Nouvelle Rôtisserie (10e).

2013 DPVI 179 Subvention (18.000 euros) et convention avec l'association Le Pommier des Amandiers pour l'aménagement d'un jardin partagé dans le quartier des Amandiers, secteur Elisa Borey (20e).

2013 DPVI 183 Subventions (17.385 euros) à 5 associations, et conventions avec certaines, pour des actions au titre de la Politique de la Ville sur le quartier de la Goutte d'Or (18e).

2013 DPVI 184 Subvention (2.700 euros) et convention avec l'Association Les Parvis Poétiques pour la réalisation de travaux dans les locaux associatifs de la Goutte d'Or (18e).

2013 DPVI 185 Subvention (50.000 euros) et convention avec Paris Habitat-OPH pour l'opération de requalification des façades commerciales du Mail Saint Blaise (20e).

2013 DPVI 186 Subvention (8.000 euros) et convention avec l'Association MACAO Ecriture(s) (13e).

2013 DPVI 187 Subvention (5.500 euros) et convention avec l'Association Accueil Laghouat pour la mise aux normes de sécurité et le réaménagement intérieur du local, 6 rue Richomme (18e).

2013 DPVI 188 Subvention (4.700 euros) et convention avec l'Association Les Enfants de la Goutte D'Or (18e).

2013 DPVI 189 Subvention (5.100 euros) et convention avec l'Association Graines de Soleil (18e).

2013 DPVI 190 Subvention (10.000 euros) et convention avec l'association Salle Saint Bruno (18e).

2013 DPVI 191 Subvention (8.500 euros) et convention avec la Fondation Jeunesse Feu Vert pour la création de cages de football mobiles sur la place Alphonse Allais (20e).

2013 DPVI 195 Subvention (14.000 euros) et convention avec Paris Habitat - OPH pour l'aménagement d'un local associatif sis 5 rue de Tourtille (20e).

2013 DPVI 196 Subvention (7.500 euros) et convention avec l'association Rythme Tout Terrain Productions pour l'aménagement de son local situé 5 bd du Bois Le Prêtre (17e).

2013 DPVI 197 Subventions (84.708 euros) à 14 associations porteuses de 18 emplois d'adultes relais.

2013 DPVI 203 Subvention (6.000 euros) et convention avec l'association Collectif Rebière pour l'aménagement de son local situé 42 rue Rebière (17e).

2013 DU 260 Subvention (2.097.384 euros) et convention avec le syndicat principal des copropriétaires de l'ensemble immobilier Masséna-Choisy pour l'amélioration du site GPRU Olympiades (13e).

2013 DUCT 148 Subventions (40.000 euros) avec conventions aux associations "Espace bénévolat", "France bénévolat Paris", "Passerelles et compétences", "Suicide écoute", "Pro bono lab" et "Agir ABCD" dans le cadre de la politique parisienne de soutien au bénévolat et à l'engagement solidaire.

Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteure.

2013 DPVI 110 - DJS 384 Subvention (210.000 euros) et avenant à convention avec l'Association Jeunes Amis du Marais - A.J.A.M. (10e).

Mme Gisèle STIEVENARD, Mme Isabelle GACHET, rapporteures.

2013 CAB_MA 18 Subvention (10.000 euros) à l'association Comité d'Action Sociale en faveur des Originaires d'Outre-Mer - CASODOM (1er) pour la mise en oeuvre de son programme d'activités.

2013 DFPE 394 Subvention (1.150 euros) à l'association Mosaïques 9 (9e) pour son action de médiation Familles en dialogue.

2013 DFPE 414 Lancement d'un marché relatif à la gestion et l'animation d'un espace ludique et d'un service de mise à disposition de mobilier urbain sur la Place de la République (3e, 10e et 11e).

2013 DFPE 434 Subvention (4.000 euros) et convention avec l'Association pour le Dialogue et l'Orientation Scolaire (ADOS,18e).

2013 DFPE 435 Subvention (2.000 euros) à l'association Ecoute Interculturelle dans un Dispositif Inter Psy (EIDIP,18e).

2013 DFPE 436 Subvention (2.400 euros) à l'Association Danube Social et Culturel (19e).

2013 DFPE 437 Subvention (5.000 euros) à l'association Jeunesse Saint Vincent de Paul (10e) pour son action Lieu de rencontre et d'écoute parentale.

2013 DFPE 438 Subventions (14.000 euros) et conventions avec huit associations concernant le projet Paris Collèges Familles visant à rapprocher les familles et les équipes éducatives des collèges.

2013 DFPE 439 Subvention (1.000 euros) à l'association Les enfants du Danube (19e).

2013 DFPE 440 Subvention (2.500 euros) et convention avec l'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (AFEV) (10e) pour son action d'accompagnement vers la lecture.

2013 DFPE 441 Subvention (6.000 euros) et convention avec l'association Les ateliers de Natéma (20e) pour l'ouverture d'un espace de jeu.

2013 DFPE 443 Subvention (3.000 euros) et convention avec l'association Archipelia (20e) pour le fonctionnement de son action d'accompagnement à la parentalité intitulée Parent à part entière.

2013 DFPE 444 Subvention (1.500 euros) à l'association CARREFOUR 14 (14e) pour le fonctionnement de son atelier parents/enfants.

2013 DFPE 445 Subvention (1.000 euros) à l'association ASFM/YACHAD pour son action Famille(s) un autre jour (14e).

2013 DFPE 446 Subvention (2.000 euros) à l'association Centre d'Aide aux Familles Matrifocales et Monoparentales (11e).

Mme Olga TROSTIANSKY, rapporteure.

2013 DICOM 40 Convention de partenariat avec le Ministère de l'agriculture dans le cadre la Journée nationale de lutte contre le gaspillage.

Mme Pauline VERON, rapporteure.

2013 DAC 713 Subvention (3.500 euros) à l'association Libération Nord (15e).

2013 DAC 714 Subvention (5.000 euros) au Comité d'action de la Résistance (5e).

2013 DAC 722 Subvention (22.000 euros) et convention avec la Ligue de l'Enseignement Fédération de Paris Mouvement d'éducation populaire (10e).

2013 DAC 738 Subvention (20.000 euros) à l'association Espace Niemeyer (19e).

2013 DAC 739 Subvention (15.000 euros) à l'association Chambre avec Vues (14e).

2013 DAC 743 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Conrad Miret i Musté sur le mur de la maison d'arrêt de Paris-la-Santé (14e).

2013 DAC 748 Subvention (1.070 euros) à la Fédération départementale des combattants républicains de Paris (12e).

2013 DAC 749 Plaque commémorative en hommage aux élus morts pour la France salle du Conseil de Paris (4e).

Mme Catherine VIEU-CHARIER, rapporteure.

2013 DAC 720 Subvention (5.000 euros) à l'Association d'Histoire Sociale CGT et de solidarité des usines Citroën (11e).

Mme Catherine VIEU-CHARIER et Mme Danièle POURTAUD, rapporteures.

2013 CAB_MA 12 Subvention (3.000 euros) à l'association Groupement Culturel Marie-Galantais (GCMG) (92700 Colombes) pour l'organisation d'une manifestation festive et sportive intitulée "trophée de Marie-Galante".

2013 DJS 46 Subventions (55.950 euros) à dix-neuf associations parisiennes.

2013 DJS 47 Subventions (52.800 euros) à vingt associations sportives parisiennes.

2013 DJS 48 Subventions (45.050 euros) à douze associations parisiennes.

2013 DJS 136 Subventions (33.600 euros) à seize associations du 15e arrondissement

2013 DJS 138 Subventions (9.700 euros) à deux associations du 17e arrondissement.

2013 DJS 140 Subventions (17.050 euros) à treize associations du 19e arrondissement.

2013 DJS 141 Subventions (12.300 euros) à dix associations du 20e arrondissement

2013 DJS 143 Subventions (40.300 euros) à neuf organismes locaux de Fédérations Nationales Sportives.

2013 DJS 250 Avenant de prolongation du marché d'exploitation de la piscine Joséphine-Baker (13e).

2013 DJS 320 Subvention (65.000 euros) avec convention avec l'A.P.E.L.S. (9e).

2013 DJS 357 Subvention et convention (50.000 euros) avec UJA Maccabi Paris Métropole (94).

2013 DJS 402 Subvention (2.300 euros) à une association du 9e arrondissement.

2013 DJS 426 Convention d'occupation de locaux au centre sportif Léo Lagrange (12e).

2013 DJS 427 Convention d'occupation du domaine public à titre gratuit pour des locaux au centre sportif Poissonniers (18e).

2013 DJS 429 Conventions avec 13 caisses des écoles en vue de la restauration des écoles municipales des sports organisées du 1er décembre 2013 au 30 novembre 2014.

2013 DJS 432 Subvention (10.000 euros) avec convention avec la Fédération Française de Handball en vue de l'organisation de la 10e édition du TIPIFF.

2013 DJS 455 Subvention (20.000 euros) avec avenant à la convention avec le club Issy Paris Hand.

2013 DJS 462 Attribution de la dénomination Jesse Owens au stade de la rue Championnet (18e).

2013 DJS 464 Attribution de la dénomination Jean Boiteux à la piscine située rue de Reuilly (12e).

2013 DJS 466 Subvention (5.000 euros) à l'association sportive Paris Team 75 (15e).

2013 SG 185 Fixation d'un tarif spécifique de redevance pour l'installation temporaire sur le domaine public municipal de la base logistique du Saut Hermès aux abords immédiats du Grand Palais (8e).

M. Jean VUILLERMOZ, rapporteur.

2013 DJS 474 Subvention (20.000 euros) au Comité Départemental du Sport Adapté de Paris dont l'activité s'exerce dans le cadre de plusieurs arrondissements.

M. Jean VUILLERMOZ, Mme Véronique DUBARRY, rapporteurs.

En outre, l'Assemblée a pris connaissance des communications et des rapports suivants :

2013 DEVE 150 Communication de M. le Maire de Paris relative à un arrêté préfectoral autorisant et réglementant, au titre du Code de l'Environnement, l'exploitation d'installations soumises à la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

M. René DUTREY, rapporteur.

2013 DF 102 Communication sur les entreprises publiques locales de la Ville de Paris pour l'exercice 2012.

M. Bernard GAUDILLÈRE, rapporteur.

2013 DAJ 32 et 2013 DAJ 32-G : Communication sur la liste de marchés attribués du 30 août 2013 au 7 octobre 2013.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

2013 IG 1 Communication sur le rapport annuel de l'Inspection générale 2012-2013.

Mme Maïté ERRECART, rapporteure.

2013 SG 198 Rapport de suivi des recommandations portant sur la délégation de service public de chauffage urbain.

M. René DUTREY, M. Bernard GAUDILLÈRE, rapporteurs.

2013 SG 199 Rapport de suivi des recommandations portant sur la gestion de l'enseignement primaire.

Mme Colombe BROSSEL, M. Bernard GAUDILLÈRE, rapporteurs.

2013 SG 200 Rapport de suivi des recommandations sur la politique d'accueil de la petite enfance.

M. Christophe NAJDOVSKI, M. Bernard GAUDILLÈRE, rapporteurs.

Liste des membres présents en Commission.

1ère Commission

MM. Jacques BRAVO, Philippe DUCLOUX, Pierre GABORIAU, Bernard GAUDILLÈRE, Jean-François LEGARET, Mmes Camille MONTACIÉ, MM. Yves POZZO di BORGO, Loïg RAOUL, Mmes Geneviève BERTRAND et Laurence DREYFUSS.

Excusé : M. René DUTREY.

2e Commission

M. Jacques BOUTAULT, Mmes Lyne COHEN-SOLAL, Maïté ERRECART, Laurence GOLDGRAB, M. Didier GUILLOT, Mme Valérie SACHS, M. Christian SAUTTER et Mme Pauline VÉRON.

Excusés : MM. Jean-Bernard BROS et Jean-Louis MISSIKA.

3e Commission

M. Claude DARGENT, Mmes Laurence DOUVIN, Edith GALLOIS, MM. Christophe NAJDOVSKI et Jean VUILLERMOZ.

Excusé : M. Julien BARGETON.

4e Commission

Mmes Aline ARROUZE, Claire de CLERMONT-TONNERRE, MM. Yves CONTASSOT, Mao PENINOU, René DUTREY, Mmes Fabienne GASNIER, Fabienne GIBOUDEAUX, Anne LE STRAT, M. Daniel MARCOVITCH et Mme Annick OLIVIER.

5e Commission

MM. Hamou BOUAKKAZ, Mao PENINOU, Mmes Gisèle STIEVENARD, et Sylvie WIEVIORKA.

Excusée : Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

6e Commission

Mmes Claudine BOUYGUES, Liliane CAPELLE, M. Gauthier CARON-THIBAULT et Mme Véronique DUBARRY.

Excusées : Mmes Catherine BRUNO et Karen TAÏEB.

7e Commission

Mme Emmanuelle BECKER, M. Hervé BENESSIANO, Mme Colombe BROSSEL, MM. Jean-Baptiste MENGUY, Christophe NAJDOVSKI et Jean VUILLERMOZ.

Excusées : Mmes Marie-Annick BARTHE, Michèle BLUMENTHAL et Isabelle GACHET.

8e Commission

MM. Sylvain GAREL, Jean-Yves MANO, Pierre MANSAT, Alain LHOSTIS, Mmes Laurence DREYFUSS, Claire GUIDI et Roxane DECORTE.

Excusées : Mmes Anne HIDALGO et Sandrine CHARNOZ.

9e Commission

Mmes Geneviève BERTRAND, Danielle FOURNIER, MM. Christophe GIRARD, Bruno JULLIARD, Mme Hélène MACE de LEPINAY, M. Stéphane MARTINET, Mme Danièle POURTAUD, M. Pierre SCHAPIRA et Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Excusés : M. Pierre AIDENBAUM et Mme Catherine DUMAS.

Liste des membres présents.

M. Pierre AIDENBAUM, M. Gilles ALAYRAC, M. David ALPHAND, Mme Aline ARROUZE, Mme Lynda ASMANI, M. David ASSOULINE, M. Daniel ASSOULINE, M. Pierre AURIACOMBE, Mme Marie-Chantal BACH, Mme Marinette BACHE, M. Julien BARGETON, Mme Marie-Annick BARTHE, Mme Emmanuelle BECKER, M. Hervé BENESSIANO, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Geneviève BERTRAND, Mme Hélène BIDARD, M. Patrick BLOCHE, Mme Michèle BLUMENTHAL, M. Hamou BOUAKKAZ, Mme Céline BOULAY ESPERONNIER, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, M. Jacques BOUTAULT, Mme Claudine BOUYGUES, M. Jacques BRAVO, M. Jean-Bernard BROS, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Catherine BRUNO, Mme Delphine BURKLI, M. Jean-Pierre CAFFET, Mme Frédérique CALANDRA, Mme Liliane CAPELLE, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Pierre CHARON, M. Michel CHARZAT, Mme Joëlle CHÉRIOUX DE SOULTRAIT, M. Pascal CHERKI, Mme Odette CHRISTIENNE, Mme Lyne COHEN-SOLAL, M. Yves CONTASSOT, M. Alexis CORBIÈRE, M. Thierry COUDERT, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, M. Gérard d'ABOVILLE, M. François DAGNAUD, M. Claude DARGENT, Mme Virginie DASPET, Mme Rachida DATI, Mlle Emmanuelle DAUVERGNE, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Marie-Pierre de LA GONTRIE, Mme Françoise de PANAFIEU, Mme Roxane DECORTE, M. Bertrand DELANOË, Mme Laurence DOUVIN, Mme Laurence DREYFUSS, Mme Véronique DUBARRY, M. Jérôme DUBUS, M. Philippe

DUCLOUX, Mme Catherine DUMAS, M. Michel DUMONT, M. René DUTREY, Mme Maïté ERRECART, M. Rémi FÉRAUD, Mme Mireille FLAM, Mme Ghislene FONLLADOSA, Mme Danielle FOURNIER, M. Pierre GABORIAU, Mme Isabelle GACHET, Mme Edith GALLOIS, M. Sylvain GAREL, Mme Fabienne GASNIER, M. Bernard GAUDILLÈRE, M. Jean-Jacques GIANNESINI, Mme Danièle GIAZZI, Mme Fabienne GIBOUDEAUX, M. Christophe GIRARD, M. Claude GOASGUEN, Mme Laurence GOLDGRAB, M. Philippe GOUJON, Mme Claire GUIDI, M. Didier GUILLOT, Mme Marie-Laure HAREL, M. Eric HÉLARD, Mme Anne HIDALGO, Mme Halima JEMNI, M. Bruno JULLIARD, M. Patrick KLUGMAN, Mme Brigitte KUSTER, Mme Fatima LALEM, M. Jean-François LAMOUR, Mme Anne-Christine LANG, M. Jean-Marie LE GUEN, Mme Anne LE STRAT, M. François LEBEL, M. Jean-Pierre LECOQ, M. Jean-François LEGARET, M. Pierre LELLOUCHE, Mme Annick LEPETIT, M. Romain LEVY, M. Alain LHOSTIS, Mme Katia LOPEZ, Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY, M. Roger MADEC, M. Jean-Yves MANO, M. Pierre MANSAT, M. Daniel MARCOVITCH, M. Stéphane MARTINET, M. Jean-François MARTINS, M. Jean-Baptiste MENGUY, M. Etienne MERCIER, Mme Martine MERIGOT de TREIGNY, M. Jean-Louis MISSIKA, M. Philippe MOINE, Mme Camille MONTACIÉ, Mme Valérie MONTANDON, Mme Claire MOREL, M. Christophe NAJDOVSKI, Mme Martine NAMY-CAULIER, Mme Annick OLIVIER, Mme Anne-Constance ONGHENA, M. Mao PENINOU, Mme Frédérique PIGEON, Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN, Mme Olivia POLSKI, Mme Danièle POURTAUD, M. Yves POZZO DI BORGO, M. Loïg RAOUL, M. Gérard REY, M. Vincent ROGER, Mme Valérie SACHS, M. Christian SAINT-ETIENNE, M. Hermano SANCHES RUIVO, M. Georges SARRE, M. Christian SAUTTER, M. Pierre SCHAPIRA, Mme Danielle SIMONNET, M. Richard STEIN, Mme Gisèle STIEVENARD, Mme Anne TACHÈNE, Mme Karen TAÏEB, M. Jean TIBERI, Mme Claude-Annick TISSOT, M. Patrick TRÉMÈGE, Mme Olga TROSTIANSKY, M. Daniel VAILLANT, M. François VAUGLIN, Mme Pauline VERON, Mme Catherine VIEU-CHARIER, M. Jean VUILLERMOZ, Mme Sylvie WIEVIORKA.

Excusés :

M. Denis BAUPIN, Mme Yamina BENGUIGUI, M. Bernard DEBRÉ, Mme Myriam EL KHOMRI, Mme Léa FILOCHE, Mme Firmine RICHARD.

Absente :

Mme Valérie HOFFENBERG.

Annexe n° 2 - Tableau des voeux et amendements déposés en Commission.

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° Adopté	N° d'ordre	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE
1	4		1	UMPPA	de CLERMONT-TONNERRE	A	DPA 50	relatif à l'ajout d'un article 2.	DUTREY	Retiré	12-nov-13
séance		264	1bis	Exécutif		V	DPA 50	relatif à l'ajout d'un article 2.	DUTREY	Adopté (amendé	12-nov-13
1	4		2		ALPHAND, DREYFUSS	V	DEVE 177	relatif à l'attribution du nom d'Alain MIMOUN.	GIBOUDEAUX	Rejeté	12-nov-13
8	4	265	3	EELVA	GAREL	VNR		relatif à la dénomination "Louis Lecoin" d'un jardin.	GIBOUDEAUX	Adopté	12-nov-13
8	4	266	4	EELVA	GAREL	VNR		relatif à la dénomination "May Picqueray" d'un jardin.	GIBOUDEAUX	Adopté	12-nov-13
1	4	267	5	PSRGA	FÉRAUD	VNR		relatif au nettoyage du canal Saint-Martin.	LE STRAT	Adopté (amendé	12-nov-13
1	4	268	6	PCF/PG	LHOSTIS	VNR		relatif au nettoyage du canal Saint-Martin.	LE STRAT	Adopté (amendé	12-nov-13
1	4		7		SIMONNET	A	DPE 99	relatif aux articles 1 et 2,	PENINOU	Adopté (amendé)	12-nov-13
1	4		8	UMPPA	BERTHAULT, de CLERMONT-TONNERRE	VNR		relatif à la publication du baromètre de l'espace public.	PENINOU	Rejeté	12-nov-13
1	4, 8		9	UMPPA	BERTHAULT	A	DPE 71	relatif à l'installation de kits économiseurs d'eau.	LE STRAT, MANO	Retiré	12-nov-13
1	4, 8		10	UMPPA	BERTHAULT	A	DPE 71	relatif à la gestion des ressources en eau.	LE STRAT, MANO	Retiré	12-nov-13
1	4, 8		11	UMPPA	BERTHAULT	A	DPE 71	relatif à l'information sur la qualité de l'eau.	LE STRAT, MANO	Retiré	12-nov-13
séance		269	11bis	Exécutif		V	DPE 71			Adopté	12-nov-13
1	4, 8		12	UMPPA	DOUVIN	A	DVD 187	relatif à la modification de l'article 4 de la convention.	LE STRAT, MANSAT	Rejeté	12-nov-13
5	5		13	UMPPA	GOUJON	V	DPP 54	relatif à l'augmentation de la subvention du GPIS.	EL KHOMRI	Rejeté	12-nov-13
5	5		14	UMPPA	GOUJON	VNR		relatif à la sécurité des distributions de repas sur la voie publique.	EL KHOMRI	Rejeté	12-nov-13
5	5		15	UMPPA	KUSTER, DUBUS	VNR		relatif à la vidéoprotection dans le 17e.	EL KHOMRI	Rejeté	12-nov-13
1	5		16	UMPPA	HAREL	VNR		relatif au renforcement de la sécurité nocturne au square du Temple.	EL KHOMRI	Rejeté	12-nov-13
6	6		17	PCF/PG	BROSSAT, CORBIÈRE, SIMONNET	VNR		relatif à une refonte du CESEDA.	BOUYGUES	Rejeté	12-nov-13

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° Adopté	N° d'ordre	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE
séance		270	17ter	Exécutif	BROSSAT, CORBIÈRE, SIMONNET	V				Adopté	12-nov-13
5	6	271	18	UMPPA	TRÉMÈGE	VNR		relatif à la falsification des cartes de stationnement GIC/GIG.	DUBARRY	Adopté	12-nov-13
6	6	272	19	PSRGA	DAGNAUD	VNR		relatif aux expulsions locatives.	TROSTIANSKY	Adopté	12-nov-13
1	6	273	20	PCF/PG	SIMONNET	VNR		relatif à la Cantine des Pyrénées.	TROSTIANSKY	Adopté	12-nov-13
6	6		21	UMPPA	GOUJON, LAMOUR, de CLERMONT-TONNERRE	VNR		relatif à des structures d'hébergement pour Roms dans l'ouest.	TROSTIANSKY	Rejeté	12-nov-13
6	6		22	UMPPA	LAMOUR, MENGUY, CHÉRIOUX DE SOULTRAIT, DOUVIN	A	CAS 5	relatif au règlement (modification du seuil).	TROSTIANSKY, CAPELLE	Rejeté	12-nov-13
6	6		23	UMPPA	LAMOUR, MENGUY, CHÉRIOUX DE SOULTRAIT, DOUVIN	A	CAS 5	relatif au règlement (retour à la gratuité).	TROSTIANSKY, CAPELLE	Rejeté	12-nov-13
6	6		24	UMPPA	LAMOUR, MENGUY, CHÉRIOUX DE SOULTRAIT, DOUVIN	A	CAS 5	relatif au règlement (extension des bénéficiaires).	TROSTIANSKY, CAPELLE	Rejeté	12-nov-13
7	7		25	UMPPA	MENGUY	V	DASCO 182	relatif aux ateliers périscolaires.	BROSSEL	Rejeté	13-nov-13
7	7	274	26	EELVA	NAJDOVSKI, GAREL	VNR		relatif au bilan des rythmes éducatifs.	BROSSEL	Adopté (amendé oralement)	13-nov-13
7	7		27	UMPPA	GOUJON, LAMOUR, MENGUY	VNR		relatif au service minimum d'accueil dans les écoles.	BROSSEL	Rejeté	13-nov-13
7	7	275	28	UMPPA	LEGARET	VNR		relatif aux règles d'utilisation et de bon fonctionnement des écoles.	BROSSEL	Adopté (amendé	13-nov-13
séance			28bis	Exécutif		VNR		relatif aux règles d'utilisation et de bon fonctionnement des écoles.		Retiré	13-nov-13
7	7		29	UMPPA	MENGUY	V	DICOM 34	relatif au site internet dédié à l'e-réputation de la Ville.	GACHET	Rejeté	13-nov-13
7	7		30	PCF/PG	BECKER	V	DFPE 324	relatif aux personnels remplaçants.	NAJDOVSKI	Rejeté	13-nov-13
7	7	276	31	PCF/PG, EELVA	BECKER, NAJDOVSKI	V	DFPE 324	relatif à l'abrogation du décret Morano.	NAJDOVSKI	Adopté (amendé	13-nov-13
7	7		32	PCF/PG	BECKER	V	DFPE 324	relatif au statut et aux fonctions des éducateurs de jeunes enfants.	NAJDOVSKI	Retiré	13-nov-13

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° Adopté	N° d'ordre	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE
séance		277	**32bis**	Exécutif	BECKER	**V**				**Adopté**	**13-nov-13**
7	7		**33**	PCF/PG	BECKER	**V**	DFPE 324	relatif à l'accueil d'urgence.	NAJDOVSKI	**Rejeté**	**13-nov-13**
7	7		**34**	UMPPA	GIANNESINI, ONGHENA	**VNR**		relatif à la piscine située rue Mathis.	VUILLERMOZ	**Rejeté**	**13-nov-13**
8	8, 5	278	**35**	PSRGA	CALANDRA	**V**	DU 289	relatif au GPRU.	HIDALGO, STIEVENARD	**Adopté**	**13-nov-13**
séance			**35a**	UMPPA		**A**	DU 289			**Rejeté**	**13-nov-13**
8	8, 5		**36**	EELVA	CHARZAT, NAJDOVSKI, GAREL, LOPEZ	**V**	DU 289	relatif au bilan de la concertation.	HIDALGO, STIEVENARD	**Rejeté**	**13-nov-13**
1	8, 5	279	**37**	PCF/PG	BROSSAT	**V**	DU 289	relatif au GPRU.	HIDALGO, STIEVENARD	**Adopté**	**13-nov-13**
1	8, 5		**38**		SIMONNET, CORBIERE	**V**	DU 289	relatif à la couverture du périphérique.	HIDALGO, STIEVENARD	**Rejeté**	**13-nov-13**
8	8	280	**39**	PSRGA	BLOCHE, MARTINET	**VNR**		relatif à la dénomination "Marek Edelman" à une placette dans le 11ème.	HIDALGO	**Adopté**	**13-nov-13**
8	8		**40**	U.D.I.	BRUNO, POZZO DI BORGO	**VNR**		relatif aux dénominations des voies publiques.	HIDALGO	**Rejeté**	**13-nov-13**
8	8	281	**41**	EELVA	NAJDOVSKI	**VNR**		relatif au délai d'instruction des recours DALO.	MANO	**Adopté**	**13-nov-13**
8	8		**42**	UMPPA	GIANNESINI, ONGHENA	**VNR**		relatif à la rénovation thermique des immeubles des Orgues de Flandre (19e).	MANO	**Rejeté**	**13-nov-13**
séance		282	**42bis**	Exécutif		**VNR**				**Adopté**	**13-nov-13**

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° Adopté	N° d'ordre	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE
8	8		**43**	UMPPA	GIANNESINI, ONGHENA	**VNR**		relatif à l'immeuble 13 avenue Jean-Jaurès (19e).	MANO	**Rejeté**	**13-nov-13**
1	8		**44**	UMPPA	GOASGUEN, DEBRÉ, GIAZZI, GABORIAU, BOULAY ESPERONNIER, AURIACOMBE,	**VNR**		relatif à la galerie 111, avenue Victor Hugo (16e).	MANO	**Retiré**	**13-nov-13**
1	8	283	**45**	UMPPA	LEGARET, DATI, GIANNESINI, GOUJON, LEBEL, MONTANDON	**VNR**		relatif à la liste des terrains de l'Etat mobilisables aux fins de logement.	MANO	**Adopté**	**13-nov-13**
1	8		**46**	UMPPA	DUBUS	**VNR**		relatif à l'encadrement des loyers.	MANO	**Rejeté**	**13-nov-13**
1	8		**47**		SIMONNET, CORBIERE	**VNR**		relatif aux logements sociaux.	MANO	**Rejeté**	**13-nov-13**
2	9	284	**48**	EELVA	FOURNIER, BOUTAULT	**VNR**		relatif aux librairies indépendantes parisiennes.	JULLIARD	**Adopté**	**13-nov-13**
8	9		**49**	UMPPA	KUSTER	**VNR**		relatif aux magasins des décors de l'Opéra (17e).	JULLIARD	**Rejeté**	**13-nov-13**
1	9		**50**	UMPPA	GOASGUEN, DEBRÉ, GIAZZI, GABORIAU, BOULAY ESPERONNIER, AURIACOMBE, HOFFENBERG, HAREL	**VNR**		relatif à l'implantation du cirque Romanes (16e).	JULLIARD	**Rejeté**	**13-nov-13**
1	9		**51**	UMPPA	ROGER	**A**	DU 258	relatif aux taux de logements sociaux.	POURTAUD	**Rejeté**	**13-nov-13**
9	9		**52**	EELVA	BOUTAULT, GIBOUDEAUX	**V**	DU 258	relatif à l'espace public..	POURTAUD	**Rejeté**	**13-nov-13**
séance		285	**52bis**	Exécutif		**V**	DU 258	relatif à l'espace public..	POURTAUD	**Adopté**	**13-nov-13**
9	9	286	**53**	EELVA	BOUTAULT	**V**	DU 258	relatif à l'école Massillon.	POURTAUD	**Adopté (amendé oralement)**	**13-nov-13**
9	9		**54**	EELVA	GIBOUDEAU	**V**	DU 258	relatif à la place Renée Vivien.	POURTAUD	**Rejeté**	**13-nov-13**
1	9	287	**55**	EELVA	DUTREY	**V**	DU 349	relatif à la revalorisation du site.	POURTAUD	**Adopté**	**13-nov-13**
1	9		**56**	UMPPA	LEGARET	**V**	DU 349	relatif à la préservation du patrimoine parisien.	POURTAUD	**Rejeté**	**13-nov-13**

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° Adopté	N° d'ordre	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE
8	9		**57**		CARRERE-GEE	**V**	DU 349	relatif à une révision du PLU.	POURTAUD	**Rejeté**	**13-nov-13**
8	9		**58**		CARRERE-GEE	**V**	DU 349	relatif à l'accord avec la SOFERIM.	POURTAUD	**Rejeté**	**13-nov-13**
9	9		**59**	UMPPA	DOUVIN, ROGER, BURKLI, KUSTER, LEBEL, LELLOUCHE, MACÉ de LÉPINAY, MERIGOT de TREIGNY	**VNR**		relatif à l'entretien du patrimoine cultuel.	POURTAUD	**Rejeté**	**13-nov-13**
1	9		**60**		CORBIERE, SIMONNET	**VNR**		relatif aux travaux dans les édifices cultuels.	POURTAUD	**Rejeté**	**13-nov-13**
1	9		**61**	UMPPA	MONTANDON	**VNR**		relatif à l'éclairage du parvis de l'église de l'Immaculée Conception.	POURTAUD	**Rejeté**	**13-nov-13**
1	9	288	**62**	UMPPA	GOASGUEN, DEBRÉ, GIAZZI, GABORIAU, BOULAY ESPERONNIER, AURIACOMBE, HOFFENBERG, HAREL	**VNR**		relatif au phare du Trocadéro (16e).	POURTAUD	**Adopté (amendé oralement)**	**13-nov-13**
9	9	289	**63**	EELVA	GAREL	**VNR**		relatif aux réfugiés syriens.	SCHAPIRA	**Adopté**	**13-nov-13**
9	9	290	**64**	EELVA	GAREL	**VNR**		relatif au poète Mohamed Al-Ajami.	SCHAPIRA	**Adopté**	**13-nov-13**
séance			**64a**	Exécutif		**A**	DAC 465	relatif à l'association Compagnie La Déferlante (19e).		**Adopté**	**13-nov-13**
1	1	291	**65**	PCF/PG	BROSSAT	**VNR**		relatif aux partenariats public privé (PPP).	GAUDILLÈRE	**Adopté**	**13-nov-13**
1	1		**66**	UMPPA	LEGARET, GABORIAU	**VNR**		relatif au plan pluriannuel d'investissement.	GAUDILLÈRE	**Retiré**	**13-nov-13**
1	1		**67**	UMPPA	LEGARET	**VNR**		relatif au coût de la réforme des rythmes éducatifs.	GAUDILLÈRE	**Rejeté**	**13-nov-13**
2	2	292	**68**	PSRGA	VERON, BRAVO	**VNR**		relatif à la création d'un périmètre Vital'Quartier dans le secteur Frochot-Pigalle (9e).	COHEN-SOLAL	**Adopté**	**13-nov-13**
1	2	293	**69**	PSRGA	LEPETIT, KLUGMAN, GACHET	**VNR**		relatif au respect de l'interdiction des étalages (17e).	COHEN-SOLAL	**Adopté**	**13-nov-13**
2	2	294	**70**	PSRGA	DAGNAUD, MADEC	**VNR**		relatif au devenir du marché de Joinville (19e).	COHEN-SOLAL	**Adopté**	**13-nov-13**

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° Adopté	N° d'ordre	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE
2	2		71	UMPPA	GIANNESINI	VNR		relatif au marché de la place de Joinville (19e).	COHEN-SOLAL	Rejeté	13-nov-13
8	2	295	72	PSRGA	COHEN-SOLAL	VNR		relatif au devenir de la parcelle 13 rue Santeuil (5e).	MISSIKA	Adopté	13-nov-13
1	2		73		TIBERI, BACH, SAINT-ETIENNE	VNR		relatif au centre Censier de l'Université Sorbonne Nouvelle, Paris III (5e).	MISSIKA	Rejeté	13-nov-13
3	3		74	EELVA	CONTASSOT	A	DVD 205	relatif à la grille tarifaire.	BARGETON	Rejeté	13-nov-13
3	3	296	75	EELVA	NAJDOVSKI	V	DVD 205	relatif au développement de l'autopartage.	BARGETON	Adopté	13-nov-13
3	3		76	UMPPA	GOUJON, LAMOUR, de CLERMONT-TONNERRE, MENGUY	V	DVD 208	relatif à la mise en place d'un comité de suivi.	BARGETON	Rejeté	13-nov-13
3	3	297	77		POIRAULT-GAUVIN	V	DVD 208	relatif à l'éclairage (15e).	BARGETON	Adopté (amendé oralement)	13-nov-13
4	3		78		POIRAULT-GAUVIN	V	DVD 208	relatif à la propreté (15e).	BARGETON	Rejeté	13-nov-13
5	3		79		POIRAULT-GAUVIN	V	DVD 208	relatif à la sécurité du secteur du Front de Seine et du quartier (15e).	BARGETON	Rejeté	13-nov-13
3	3	298	80	EELVA	GAREL, FOURNIER	VNR		relatif aux stations Vélib' dans le quartier La Chapelle (18e).	BARGETON	Adopté	13-nov-13
3	3	299	81	UMPPA	DOUVIN	VNR		relatif à l'expérimentation de feux piétons à décompte numérique.	BARGETON	Adopté	13-nov-13
3	3		82	UMPPA	KUSTER, BENESSIANO, STEIN	VNR		relatif au changement de sens de la rue Cardinet (17e).	BARGETON	Rejeté	13-nov-13
3	3		83	UMPPA	KUSTER, BENESSIANO	VNR		relatif à la pose de ralentisseurs rue Nollet (17e).	BARGETON	Rejeté	13-nov-13
3	3		84	U.D.I.	GALLOIS	VNR		relatif au dispositif de subvention pour l'achat d'un cyclomoteur ou d'un vélo électrique.	BARGETON	Rejeté	13-nov-13
3	3	300	85	U.D.I.	GALLOIS	VNR		relatif à la circulation des cyclomoteurs électriques dans les couloirs de bus.	BARGETON	Adopté	13-nov-13
3	3		86		CORBIERE, SIMONNET	VNR		relatif à la municipalisation des parkings souterrains.	BARGETON	Rejeté	13-nov-13

Annexe n° 3 - Tableau des votes des groupes politiques.

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° Adopté	N° d'ordre	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		UDI		UMPPA		UNAMIM
												CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
1	4		1	UMPPA	de CLERMONT-TONNERRE	A	DPA 50	relatif à l'ajout d'un article 2.	DUTREY	Retiré	12-nov-13											
séance		264	1bis	Exécutif		V	DPA 50	relatif à l'ajout d'un article 2.	DUTREY	Adopté (amendé	12-nov-13											X
4							DPA 50			Adopté	12-nov-13											X
4							DEVE 179			Adopté	12-nov-13							X		X		
4							DEVE 180			Adopté	12-nov-13											X
1	4		2		ALPHAND, DREYFUSS	V	DEVE 177	relatif à l'attribution du nom d'Alain MIMOUN.	GIBOUDEAUX	Rejeté	12-nov-13	X		X		X			NPPV		NPPV	
4							DEVE 177			Adopté	12-nov-13											X
4							DEVE 182			Adopté	12-nov-13											X
8	4	265	3	EELVA	GAREL	VNR		relatif à la dénomination "Louis Lecoin" d'un jardin.	GIBOUDEAUX	Adopté	12-nov-13							X		X		
8	4	266	4	EELVA	GAREL	VNR		relatif à la dénomination "May Picqueray" d'un jardin.	GIBOUDEAUX	Adopté	12-nov-13							X		X		
1	4	267	5	PSRGA	FÉRAUD	VNR		relatif au nettoyage du canal Saint-Martin.	LE STRAT	Adopté (amendé	12-nov-13											X
1	4	268	6	PCF/PG	LHOSTIS	VNR		relatif au nettoyage du canal Saint-Martin.	LE STRAT	Adopté (amendé	12-nov-13											X
1	4		7		SIMONNET	A	DPE 99	relatif aux articles 1 et 2,	PENINOU	Adopté (amendé)	12-nov-13								X		X	
4							DPE 99			Adopté	12-nov-13											X
4							DPE 84			Adopté	12-nov-13											X
1	4		8	UMPPA	BERTHAULT, de CLERMONT-TONNERRE	VNR		relatif à la publication du baromètre de l'espace public.	PENINOU	Rejeté	12-nov-13	X		X		X						
1	4,8		9	UMPPA	BERTHAULT	A	DPE 71	relatif à l'installation de kits économiseurs d'eau.	LE STRAT, MANO	Retiré	12-nov-13											
1	4,8		10	UMPPA	BERTHAULT	A	DPE 71	relatif à la gestion des ressources en eau.	LE STRAT, MANO	Retiré	12-nov-13											
1	4,8		11	UMPPA	BERTHAULT	A	DPE 71	relatif à l'information sur la qualité de l'eau.	LE STRAT, MANO	Retiré	12-nov-13											
séance		269	11bis	Exécutif		V	DPE 71			Adopté	12-nov-13											X
4,8							DPE 71-DUH 190			Adopté	12-nov-13											X
1	4,8		12	UMPPA	DOUVIN	A	DVD 187	relatif à la modification de l'article 4 de la convention.	LE STRAT, MANSAT	Rejeté	12-nov-13	X		X		X						
4,8							DVD 187			Adopté	12-nov-13											X
5	5		13	UMPPA	GOUJON	V	DPP 54	relatif à l'augmentation de la subvention du GPIG.	EL KHOMRI	Rejeté	12-nov-13	X		X		X						
5							DPP54			Adopté	12-nov-13											X
5							PP 77			Adopté	12-nov-13			X								
5	5		14	UMPPA	GOUJON	VNR		relatif à la sécurité des distributions de repas sur la voie publique.	EL KHOMRI	Rejeté	12-nov-13	X		X		X						
5	5		15	UMPPA	KUSTER, DUBUS	VNR		relatif à la vidéoprotection dans le 17e.	EL KHOMRI	Rejeté	12-nov-13	X		X		X						
1	5		16	UMPPA	HAREL	VNR		relatif au renforcement de la sécurité nocturne au square du Temple.	EL KHOMRI	Rejeté	12-nov-13	X		X		X						
6	6		17	PCF/PG	BROSSAT, CORBIÈRE, SIMONNET	VNR		relatif à une refonte du CESEDA.	BOUYGUES	Rejeté	12-nov-13					X		X		X		
séance		270	17ter	Exécutif	BROSSAT, CORBIÈRE, SIMONNET	VNR				Adopté	12-nov-13							X		X		
5	6	271	18	UMPPA	TRÉMÈGE	VNR		relatif à la falsification des cartes de stationnement GIC/GIG.	DUBARRY	Adopté	12-nov-13											X
6	6	272	19	PSRGA	DAGNAUD	VNR		relatif aux expulsions locatives.	TROSTIANSKY	Adopté	12-nov-13											X
1	6	273	20	PCF/PG	SIMONNET	VNR		relatif à la Cantine des Pyrénées.	TROSTIANSKY	Adopté	12-nov-13										X	
6	6		21	UMPPA	GOUJON, LAMOUR, de CLERMONT-TONNERRE	VNR		relatif à des structures d'hébergement pour Roms dans l'ouest.	TROSTIANSKY	Rejeté	12-nov-13	X		X		X						

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° Adopté	N° d'ordre	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		UDI		UMPPA		UNANIMITE
												CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
6							CAS 5			Adopté	12-nov-13											
6	6		22	UMPPA	LAMOUR, MENGUY, CHÉRIOUX DE SOULTRAIT, DOUVIN	A	CAS 5	relatif au règlement (modification du seuil).	TROSTIANSKY, CAPELLE	Rejeté	12-nov-13	X		X		X						X
6	6		23	UMPPA	LAMOUR, MENGUY, CHÉRIOUX DE SOULTRAIT, DOUVIN	A	CAS 5	relatif au règlement (retour à la gratuité).	TROSTIANSKY, CAPELLE	Rejeté	12-nov-13	X		X		X							
6	6		24	UMPPA	LAMOUR, MENGUY, CHÉRIOUX DE SOULTRAIT, DOUVIN	A	CAS 5	relatif au règlement (extension des bénéficiaires).	TROSTIANSKY, CAPELLE	Rejeté	12-nov-13	X		X		X							
7							DASCO 152			Adopté	12-nov-13											X
7	7		25	UMPPA	MENGUY	V	DASCO 182	relatif aux ateliers périscolaires.	BROSSEL	Rejeté	13-nov-13	X		X		X						
7							DASCO 182			Adopté	13-nov-13		X							X		
7	7	274	26	EELVA	NAJDOVSKI, GABEL	VNR		relatif au bilan des rythmes éducatifs.	BROSSEL	Adopté (amendé oralement)	13-nov-13											X
7	7		27	UMPPA	GOUJON, LAMOUR, MENGUY	VNR		relatif au service minimum d'accueil dans les écoles.	BROSSEL	Rejeté	13-nov-13	X		X		X						
7	7	275	28	UMPPA	LEGARET	VNR		relatif aux règles d'utilisation et de bon fonctionnement des écoles.	BROSSEL	Adopté (amendé	13-nov-13											X
séance			28bis	Exécutif		VNR		relatif aux règles d'utilisation et de bon fonctionnement des écoles.		Retiré	13-nov-13											
7	7		29	UMPPA	MENGUY	V	DICOM 34	relatif au site internet dédié à l'e-réputation de la ville.	GACHET	Rejeté	13-nov-13	X		X		X						X
7							DICOM 34			Adopté	13-nov-13											X
7	7		30	PCF/PG	BECKER	V	DFPE 324	relatif aux personnels remplaçants.	NAIDOVSKI	Rejeté	13-nov-13			X		X					X	
7	7	276	31	PCF/PG, EELVA	BECKER, NAJDOVSKI	V	DFPE 324	relatif à l'abrogation du décret Morano.	NAIDOVSKI	Adopté (amendé	13-nov-13							X		X		
7	7		32	PCF/PG	BECKER	V	DFPE 324	relatif au statut et aux fonctions des éducateurs de jeunes enfants.	NAIDOVSKI	Retiré	13-nov-13											
séance		277	32bis	Exécutif	BECKER	V	DFPE 324			Adopté	13-nov-13											X
7	7		33	PCF/PG	BECKER	V	DFPE 324	relatif à l'accueil d'urgence.	NAIDOVSKI	Rejeté	13-nov-13			X		X				X		
7							DFPE 324			Adopté	13-nov-13											X
7							DFPE 454			Adopté	13-nov-13											X
7	7		34	UMPPA	GIANNESINI, ONGHENA	VNR		relatif à la piscine située rue Mahis.	VUILLERMOZ	Rejeté	13-nov-13	X		X		X						
7							SG 201			Adopté	13-nov-13	PAS DE VOTE										
8							DU 277			Adopté	13-nov-13			X							NPPV	
8							DF 84-DU 304			Adopté	13-nov-13			X								
8							DU 322-DF 90			Adopté	13-nov-13			X								
8							DF 85			Adopté	13-nov-13			X								
8							DF 86-DU 305			Adopté	13-nov-13			X					X		NPPV	
8							DF 87-DU 306			Adopté	13-nov-13			X					X		NPPV	
8							DU 139			Adopté	13-nov-13									X		
8							DU 357			Adopté	13-nov-13											X
8	8, 5	278	35	PSRGA	CALAMORA	V	DU 289	relatif au GPRU.	HIDALGO, STIEVENARD	Adopté	13-nov-13									X		
séance			35a	UMPPA		A	DU 289			Rejeté	13-nov-13	X			X	X						
8	8, 5		36	EELVA	CHARZAT, NAJDOVSKI, GABEL, LOPEZ	V	DU 289	relatif au bilan de la concertation.	HIDALGO, STIEVENARD	Rejeté	13-nov-13		X			X						
1	8, 5	279	37	PCF/PG	BROSSAT	V	DU 289	relatif au GPRU.	HIDALGO, STIEVENARD	Adopté	13-nov-13									X		

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° Adopté	N° d'ordre	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		UDI		UMPPA		UNANIMITE
												CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
1	8, 5		38		SIMONNET, CORBIERE	V	DU 289	relatif à la couverture du périphérique.	HIDALGO, STIEVENARD	Rejeté	13-nov-13					X						
8,5							DU 289			Adopté	13-nov-13				X				X	X		
8	8	280	39	PSRGA	BLOCHE, MARTINET	VNR		relatif à la dénomination "Marek Edelman" à une placette dans le 11ème.	HIDALGO	Adopté	13-nov-13											X
8	8		40	U.D.I.	BRUNO, POZZO DI BORGO	VNR		relatif aux dénominations des voies publiques.	HIDALGO	Rejeté	13-nov-13	X		X		X						
8							DLH 135			Adopté	13-nov-13	PAS DE VOTE										
8							DLH 149			Adopté	13-nov-13											X
8							DLH 218			Adopté	13-nov-13											X
8							DLH 235			Adopté	13-nov-13									X		
8							DLH 258			Adopté	13-nov-13									X		
8	8	281	41	EELVA	NAJDOVSKI	VNR		relatif au délai d'instruction des recours DALO.	MANO	Adopté	13-nov-13											X
8	8		42	UMPPA	GIANNESINI, ONGHENA	VNR		relatif à la rénovation thermique des immeubles des Orgues de Flandre (19e).	MANO	Rejeté	13-nov-13	X		X		X						
séance		282	42bis	Exécutif		VNR				Adopté	13-nov-13									X		

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° Adopté	N° d'ordre	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		UDI		UMPPA		ANNEXE
												CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
8	8		43	UMPPA	GIANNESINI, ONGHENA	VNR		relatif à l'immeuble 13 avenue Jean-Jaurès (19e).	MANO	Rejeté	13-nov-13	X		X		X						
1	8		44	UMPPA	GOASGUEN, DEBRÉ, GIAZZI, GABORIAU, BOULAY ESPERONNIER, AURIACOMBE,	VNR		relatif à la galerie 131, avenue Victor Hugo (16e).	MANO	Retiré	13-nov-13											
1	8	283	45	UMPPA	LEGARET, DATI, GIANNESINI, GOUJON, LEBEL, MONTANDON	VNR		relatif à la liste des terrains de l'Etat mobilisables aux fins de logement.	MANO	Adopté	13-nov-13											X
1	8		46	UMPPA	DUBUS	VNR		relatif à l'encadrement des loyers.	MANO	Rejeté	13-nov-13	X		X		X						
1	8		47		SIMONNET, CORBIERE	VNR		relatif aux logements sociaux.	MANO	Rejeté	13-nov-13		X	X		X				X		
8							DU 299			Adopté	13-nov-13											X
8							DAC 633			Adopté	13-nov-13			X								
8							DAC 673			Adopté	13-nov-13											X
8							DAC 725			Adopté	13-nov-13											X
8							SG 191			Adopté	13-nov-13											X
2	9	284	48	EELVA	FOURNIER, BOUTAULT	VNR		relatif aux libraires indépendantes parisiennes.	JULLIARD	Adopté	13-nov-13									X		
8	9		49	UMPPA	KUSTER	VNR		relatif aux magasins des décors de l'Opéra (17e).	JULLIARD	Rejeté	13-nov-13	X		X		X						
1	9		50	UMPPA	GOASGUEN, DEBRÉ, GIAZZI, GABORIAU, BOULAY ESPERONNIER, AURIACOMBE, HOFFENBERG, HAREL	VNR		relatif à l'implantation du cirque Romanes (16e).	JULLIARD	Rejeté	13-nov-13	X		X		X			X			
							DAC 696			Adopté	13-nov-13											X
1	9		51	UMPPA	ROGER	A	DU 358	relatif aux taux de logements sociaux.	POURTAUD	Rejeté	13-nov-13	X		X		X						
9	9		52	EELVA	BOUTAULT, GIBOUDEAUX	V	DU 358	relatif à l'espace public.	POURTAUD	Rejeté	13-nov-13	X		X		X				X		
séance		285	52bis	Exécutif		V	DU 358	relatif à l'espace public.	FOURTAUD	Adopté	13-nov-13											X
9	9	286	53	EELVA	BOUTAULT	V	DU 358	relatif à l'école Maxillon.	POURTAUD	Adopté (amendé oralement)	13-nov-13									X		
9	9		54	EELVA	GIBOUDEAU	V	DU 358	relatif à la place Renée Vivien.	POURTAUD	Rejeté	13-nov-13	X		X		X				X		
9							DU 358			Adopté	13-nov-13				X							
1	9	287	55	EELVA	DUTREY	V	DU 349	relatif à la revalorisation du site.	POURTAUD	Adopté	13-nov-13											X
1	9		56	UMPPA	LEGARET	V	DU 349	relatif à la préservation du patrimoine parisien.	POURTAUD	Rejeté	13-nov-13	X			X	X						

N° Commission de dépôt	N° Commission OD	N° Adopté	N° d'ordre	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		UDI		UMPPA		UMAN IMITE
												CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
8	9		57		CARRERE-GEE	V	DU 349	relatif à une révision du PLU.	POURTAUD	Rejeté	13-nov-13	X			X	X					X	
8	9		58		CARRERE-GEE	V	DU 349	relatif à l'accord avec la SOFEIHA.	POURTAUD	Rejeté	13-nov-13	X			X	X			X		X	
							DU 349			Adopté	13-nov-13		X		X					X		
9	9		59	UMPPA	DOUVIN, ROGER, BURKLI, KUSTER, LEBEL, LELLOUCHE, MACÉ de LÉPINAY, MERIGOT de TREIGNY	VNR		relatif à l'entretien du patrimoine cultuel.	POURTAUD	Rejeté	13-nov-13	X		X		X					X	
1	9		60		CORBIERE, SIMONNET	VNR		relatif aux travaux dans les édifices cultuels.	POURTAUD	Rejeté	13-nov-13		X	X		X					X	
1	9		61	UMPPA	MONTANDON	VNR		relatif à l'éclairage du parvis de l'église de l'Immaculée Conception.	POURTAUD	Rejeté	13-nov-13	X		X		X						
1	9	288	62	UMPPA	GOASGUEN, DEBRÉ, GIAZZI, GABORIAU, BOULAY ESPERONNIER, AURIACOMBE, HOFFENBERG, HAREL	VNR		relatif au phare du Trocadéro (16e).	POURTAUD	Adopté (amendé oralement)	13-nov-13											X
							DGRI 93	relatif à l'aide d'urgence aux victimes du cyclone Haiyan aux Philippines		Adopté	13-nov-13											X
9	9	289	63	EELVA	GAREL	VNR		relatif aux réfugiés syriens.	SCHAPIRA	Adopté	13-nov-13										X	
9	9	290	64	EELVA	GAREL	VNR		relatif au poète Mohamed Al-Ajami.	SCHAPIRA	Adopté	13-nov-13										X	
							DAC 759			Adopté	13-nov-13											X
séance			642	Exécutif		A	DAC 465	relatif à l'association Compagnie La Déferlante (19e).		Adopté	13-nov-13											X
							DAC 465			Adopté	13-nov-13											X
							DF 105			Adopté	13-nov-13	PAS DE VOTE										
							SG 197			Adopté	13-nov-13											
1	1	291	65	PCF/PG	BROSSAT	VNR		relatif aux partenariats public privé (PPP).	GAUDILLÈRE	Adopté	13-nov-13									X		
1	1		66	UMPPA	LEGARET, GABORIAU	VNR		relatif au plan pluriannuel d'investissement.	GAUDILLÈRE	Retiré	13-nov-13											
1	1		67	UMPPA	LEGARET	VNR		relatif au coût de la réforme des rythmes éducatifs.	GAUDILLÈRE	Rejeté	13-nov-13	X		X		X						
2	2	292	68	PSRGA	VERON, BRAVO	VNR		relatif à la création d'un périmètre Vital'Quartier dans le secteur Frochot-Pigalle (9e).	COHEN-SOLAL	Adopté	13-nov-13											X
1	2	293	69	PSRGA	LEPETIT, KLUGMAN, GACHET	VNR		relatif au respect de l'interdiction des élevages (17e).	COHEN-SOLAL	Adopté	13-nov-13								X		X	
2	2	294	70	PSRGA	DAGNAUD, MADEC	VNR		relatif au devenir du marché de Joinville (19e).	COHEN-SOLAL	Adopté	13-nov-13								X		X	
2	2		71	UMPPA	GIANNESINI	VNR		relatif au marché de la place de Joinville (19e).	COHEN-SOLAL	Rejeté	13-nov-13	X		X		X						
							DDEES 24			Adopté	13-nov-13								X		X	
8	2	295	72	PSRGA	COHEN-SOLAL	VNR		relatif au devenir de la parcelle 13 rue Santeuil (5e).	MISSIKA	Adopté	13-nov-13		X									
1	2		73		TIBERI, BACH, SAINT-ETIENNE	VNR		relatif au centre Censier de l'Université Sorbonne Nouvelle, Paris III (5e).	MISSIKA	Rejeté	13-nov-13	X		X		X						
							DVD 107			Adopté	13-nov-13		X									
3	3		74	EELVA	CONTASSOT	A	DVD 205	relatif à la grille tarifaire.	BARGETON	Rejeté	13-nov-13	X				X		X		X		
3	3	296	75	EELVA	NAJDOVSKI	V	DVD 205	relatif au développement de l'autopartage.	BARGETON	Adopté	13-nov-13				X							X
							DVD 205			Adopté	13-nov-13											
							DVD 170			Adopté	13-nov-13				X			X		X		
3	3		76	UMPPA	GOUJON, LAMOUR, de CLERMONT-TONNERRE, MENGUY	V	DVD 208	relatif à la mise en place d'un comité de suivi.	BARGETON	Rejeté	13-nov-13	X		X		X						
3	3	297	77		PORAULT-GAUVIN	V	DVD 208	relatif à l'éclairage (15e).	BARGETON	Adopté (amendé oralement)	13-nov-13											X

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° Adopté	N° d'ordre	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		UDI		UMPPA		UNANIMITE
												CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
4	3		78		POIRAULT-GAUVIN	V	DVD 208	relatif à la propreté (15e).	BARGETON	Rejeté	13-nov-13	X		X		X					NPPV	
5	3		79		POIRAULT-GAUVIN	V	DVD 208	relatif à la sécurité du secteur du Front de Seine et du quartier (15e).	BARGETON	Rejeté	13-nov-13	X		X		X					NPPV	
							DVD 208			Adopté	13-nov-13											X
3	3	298	80	EELVA	GAREL, FOURNIER	VNR		relatif aux stations Vélib' dans le quartier La Chapelle (18e).	BARGETON	Adopté	13-nov-13											X
3	3	299	81	UMPPA	DOUVIN	VNR		relatif à l'expérimentation de feux piétons à décompte numérique.	BARGETON	Adopté	13-nov-13											X
3	3		82	UMPPA	KUSTER, BENESSIANO, STEIN	VNR		relatif au changement de sens de la rue Cardinet (17e).	BARGETON	Rejeté	13-nov-13	X		X		X						
3	3		83	UMPPA	KUSTER, BENESSIANO	VNR		relatif à la pose de ralentisseurs rue Nollet (17e).	BARGETON	Rejeté	13-nov-13	X		X		X						
3	3		84	U.D.I.	GALLOIS	VNR		relatif au dispositif de subvention pour l'achat d'un cyclomoteur ou d'un vélo électrique.	BARGETON	Rejeté	13-nov-13	X			X	X						
3	3	300	85	U.D.I.	GALLOIS	VNR		relatif à la circulation des cyclomoteurs électriques dans les couloirs de bus.	BARGETON	Adopté	13-nov-13			X							X	
3	3		86		CORBIERE, SIMONNET	VNR		relatif à la municipalisation des parkings souterrains.	BARGETON	Rejeté	13-nov-13			X		X			X	X		